



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115497893>

CA1
X8
-B56

62

C-125

C-125

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-125

PROJET DE LOI C-125

An Act to correct certain anomalies, inconsistencies, archaisms and errors in the Statutes of Canada, to deal with other matters of a non-controversial and uncomplicated nature in those Statutes and to repeal certain provisions of those Statutes that have expired or lapsed or otherwise ceased to have effect

Loi visant à corriger des anomalies, incompatibilités, archaïsmes et erreurs dans les lois du Canada, à y effectuer d'autres modifications mineures et non controversables ainsi qu'à y abroger certaines dispositions ayant cessé d'avoir effet par caducité ou autrement

First reading, April 22, 1993

Première lecture le 22 avril 1993

THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-125

PROJET DE LOI C-125

An Act to correct certain anomalies, inconsistencies, archaisms and errors in the Statutes of Canada, to deal with other matters of a non-controversial and uncomplicated nature in those Statutes and to repeal certain provisions of those Statutes that have expired or lapsed or otherwise ceased to have effect

Loi visant à corriger des anomalies, incompatibilités, archaïsmes et erreurs dans les lois du Canada, à y effectuer d'autres modifications mineures et non controversables ainsi qu'à y abroger certaines dispositions ayant cessé d'avoir effet par caducité ou autrement

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Miscellaneous Statute Law Amendment Act, 1993*.

5

1. *Loi corrective de 1993.*

Titre abrégé

PART I

PARTIE I

STATUTE LAW AMENDMENT

MODIFICATIONS LÉGISLATIVES

R.S., c. A-1

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

2. (1) Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out, under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

2. (1) L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Canada Labour Relations Board
Conseil canadien des relations de travail

10 Conseil canadien des relations de travail
Canada Labour Relations Board 10

(2) Schedule I to the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

(2) L'annexe I de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Canada Labour Relations Board
Conseil canadien des relations du travail

15 Conseil canadien des relations du travail
Canada Labour Relations Board 15

EXPLANATORY NOTES

Access to Information Act

Clause 2: This amendment would correct the French name of the Canada Labour Relations Board.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur l'accès à l'information

Article 2. — Substitution de « du » à « de » dans la version française de « Conseil canadien des relations de travail ».

R.S., c. 35 (4th
Supp.)*Air Canada Public Participation Act*

3. Paragraph (f) of the definition "non-resident" in subsection 6(7) of the *Air Canada Public Participation Act* is repealed and the following substituted therefor:

(f) a corporation that is controlled by a trust described in paragraph (e),

but does not include a mutual company to which subsection 427(5) of the *Insurance Companies Act* applies or a company or foreign company to which subsection 10 427(6) of that Act applies;

R.S., c. A-16

Atomic Energy Control Act

4. Paragraph 9(b) of the French version of the *Atomic Energy Control Act* is repealed and the following substituted therefor:

b) développer, contrôler, surveiller et autoriser la production et les applications et usages de l'énergie atomique;

1991, c. 46

Bank Act

5. The definition "succursale" in section 2 of the French version of the *Bank Act* is repealed and the following substituted therefor:

« succursale »
"branch"

« succursale » Tout bureau d'une banque, y compris son siège et ses agences.

6. Section 19 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Absence de
présomption de
connaissance

19. Le seul fait qu'un document relatif à une banque a été déposé auprès du surintendant ou du ministre, ou qu'il peut être consulté à une succursale de la banque, est sans conséquence pour quiconque et n'implique pas qu'il y a connaissance de sa teneur.

7. Subsection 330(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Idem

(2) À la demande de tout membre du comité de vérification, le ou les vérificateurs assistent à toutes réunions de ce comité tenues au cours du mandat de ce membre.

*Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada*L.R., ch. 35
(4^e suppl.)

3. La définition de « non-résident », au paragraphe 6(7) de la *Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada*, est modifiée par adjonction de ce qui suit :

La présente définition exclut la société mutuelle visée au paragraphe 427(5) de la *Loi sur les sociétés d'assurances* ou la société ou la société étrangère visées au paragraphe 427(6) de cette loi.

Loi sur le contrôle de l'énergie atomique

L.R., ch. A-16

4. L'alinéa 9b) de la version française de la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) développer, contrôler, surveiller et autoriser la production et les applications et usages de l'énergie atomique;

Loi sur les banques

1991, ch. 46

5. La définition de « succursale », à l'article 2 de la version française de la *Loi sur les banques*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« succursale » Tout bureau d'une banque, y compris son siège et ses agences.

6. L'article 19 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

19. Le seul fait qu'un document relatif à une banque a été déposé auprès du surintendant ou du ministre, ou qu'il peut être consulté à une succursale de la banque, est sans conséquence pour quiconque et n'implique pas qu'il y a connaissance de sa teneur.

Absence de
présomption de
connaissance

7. Le paragraphe 330(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) À la demande de tout membre du comité de vérification, le ou les vérificateurs assistent à toutes réunions de ce comité tenues au cours du mandat de ce membre.

Idem

Air Canada Public Participation Act

Clause 3: This amendment would add the sidelined words after paragraph (f) of the definition “non-resident”.

Loi sur la participation publique au capital d’Air Canada

Article 3. — Adjonction d’une phrase à la suite de l’alinéa f) de la définition de « non-résident ».

Atomic Energy Control Act

Clause 4: This amendment would remove the expression “par l’attribution de licences,” which follows the word “autoriser” in the French version.

Loi sur le contrôle de l’énergie atomique

Article 4. — Suppression, dans la version française, de « par l’attribution de licences, » qui suit « autoriser ».

Bank Act

Clause 5: This amendment would replace the words “toute succursale” with the words “tout bureau” in the French version.

Loi sur les banques

Article 5. — Substitution, dans la version française, de « tout bureau » à « toute succursale ».

Clause 6: This amendment would replace the words “un bureau” with the words “une succursale” in the French version.

Article 6. — Substitution, dans la version française, de « une succursale » à « un bureau ».

Clause 7: This amendment would add the underlined words to the French version.

Article 7. — Ajout, dans la version française, des mots soulignés.

8. Subparagraph 410(1)(e)(i) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) y compris de loterie, à titre de service public non lucratif pour des fêtes ou activités spéciales, temporaires, à caractère non commercial et d'intérêt local, municipal, provincial ou national,

9. All that portion of the definition "société de crédit-bail" in subsection 464(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

Bankruptcy and Insolvency Act

10. Subsection 82(1) of the English version of the *Bankruptcy and Insolvency Act* is repealed and the following substituted therefor:

82. (1) Where any property of a bankrupt vesting in a trustee consists of patented articles that were sold to the bankrupt subject to any restrictions or limitations, the trustee is not bound by the restrictions or limitations but may sell and dispose of the patented articles free and clear of the restrictions or limitations.

Bretton Woods and Related Agreements Act

11. Section 13 of the *Bretton Woods and Related Agreements Act* is repealed and the following substituted therefor:

13. The Minister of Finance shall cause to be laid before Parliament, on or before March 31 next following the end of each calendar year or, if Parliament is not then sitting, on any of the first thirty days next thereafter that either House of Parliament is sitting, a report containing a general summa-

8. Le sous-alinéa 410(1)(e)(i) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) y compris de loterie, à titre de service public non lucratif pour des fêtes ou activités spéciales, temporaires, à caractère non commercial et d'intérêt local, municipal, provincial ou national,

9. Le passage de la définition de « société de crédit-bail », au paragraphe 464(1) de la version française de la même loi, qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

10. Le paragraphe 82(1) de la version anglaise de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

82. (1) Where any property of a bankrupt vesting in a trustee consists of patented articles that were sold to the bankrupt subject to any restrictions or limitations, the trustee is not bound by the restrictions or limitations but may sell and dispose of the patented articles free and clear of the restrictions or limitations.

Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes

11. L'article 13 de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

13. Le ministre des Finances fait déposer devant le Parlement, au plus tard le 31 mars ou, si celui-ci ne siège pas, dans les trente premiers jours de séance ultérieurs de l'une ou l'autre chambre, un rapport d'activité pour l'année civile précédant cette date contenant un résumé général des opérations vi-

« société de crédit-bail »
« financial leasing corporation »

« société de crédit-bail »
« financial leasing corporation »

R.S., c. B-3;
1992, c. 27, s. 2

L.R., ch. B-3;
1992, ch. 27,
art. 2

Trustee to have right to sell patented articles

Trustee to have right to sell patented articles

R.S., c. B-7;
R.S., c. 24 (1st Supp.), s. 3

L.R., ch. B-7;
L.R., ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 3

R.S., c. 24 (1st Supp.), s. 7

L.R., ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 7

Annual report

Rapport annuel

Clause 8: This amendment would replace the word “gratuit” with the words “non lucratif” in the French version.

Clause 9: The definition “financial leasing corporation” in subsection 464(1) of the English version reads as follows:

“financial leasing corporation” means a body corporate

(a) the activities of which are limited to the financial leasing of personal property and such related activities as are prescribed and whose activities conform to such restrictions and limitations thereon as are prescribed, and

(b) that, in conducting the activities referred to in paragraph (a) in Canada, does not

(i) direct its customers or potential customers to particular dealers in the leased property or the property to be leased,

(ii) enter into lease agreements with persons in respect of any motor vehicle having a gross vehicle weight, as that expression is defined by the regulations, of less than twenty-one tonnes, or

(iii) enter into lease agreements with natural persons in respect of personal household property, as that expression is defined by the regulations;

Bankruptcy and Insolvency Act

Clause 10: This amendment would remove the words “referred to in subsection (1)” after the words “consists of patented articles” from the English version.

Bretton Woods and Related Agreements Act

Clause 11: This amendment would add the underlined word.

Article 8. — Substitution, dans la version française, de « non lucratif » à « gratuit ».

Article 9. — Texte actuel de la définition de « société de crédit-bail » au paragraphe 464(1) de la version française :

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité se limite au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements, et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

a) de diriger ses clients, présents ou potentiels, vers des marchands donnés de tels biens;

b) de conclure des contrats de location portant sur des véhicules à moteur dont le poids brut, au sens des règlements, est inférieur à vingt et une tonnes;

c) de conclure avec des personnes physiques des contrats de location portant sur des meubles meublants, au sens des règlements.

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

Article 10. — Suppression du passage « referred to in subsection (1) » après « consists of patented articles » dans la version anglaise.

Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes

Article 11. — Ajout du mot souligné.

ry of operations under this Act and details of all those operations that directly affect Canada, including the resources and lending of the World Bank Group, the funds subscribed or contributed by Canada, borrowings in Canada and procurement of Canadian goods and services.

sées par la présente loi et un exposé détaillé de toutes les opérations qui intéressent directement le Canada, notamment les ressources du groupe de la Banque mondiale et les prêts 5 qu'elle consent, les sommes souscrites et les contributions faites par le Canada, les emprunts effectués au Canada et l'obtention de biens et services canadiens.

R.S., c. 20 (4th Supp.)

Canada Agricultural Products Act

Loi sur les produits agricoles au Canada

L.R., ch. 20 (4^e suppl.)

12. Subsection 28(1) of the French version of the *Canada Agricultural Products Act* is repealed and the following substituted therefor:

12. Le paragraphe 28(1) de la version française de la *Loi sur les produits agricoles* 10 au Canada est abrogé et remplacé par ce qui suit :

28. (1) Sur déclaration de culpabilité de l'auteur d'une infraction à la présente loi, le tribunal peut, d'office ou sur demande, ordonner, en sus de la peine prononcée, la 15 confiscation, au profit de Sa Majesté du chef du Canada, de l'objet ayant servi ou donné lieu à l'infraction, ou du produit de sa vente.

28. (1) Sur déclaration de culpabilité de l'auteur d'une infraction à la présente loi, le tribunal peut, d'office ou sur demande, or- 15 donner, en sus de la peine prononcée, la confiscation, au profit de Sa Majesté du chef du Canada, de l'objet ayant servi ou donné lieu à l'infraction, ou du produit de sa vente.

13. Subsection 29(3) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

13. Le paragraphe 29(3) de la version 20 française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) En cas de déclaration de culpabilité du saisi :

(3) En cas de déclaration de culpabilité du saisi :

a) l'objet saisi, le produit de la vente ou la caution peuvent être retenus jusqu'au paiement de l'amende;

a) l'objet saisi, le produit de la vente ou la 25 caution peuvent être retenus jusqu'au paiement de l'amende;

b) l'objet peut être aliéné par adjudication forcée;

b) l'objet peut être aliéné par adjudication forcée;

c) le produit de la vente ou la caution peuvent être affectés, en tout ou en partie, 30 au paiement de l'amende.

c) le produit de la vente ou la caution peu- 30 vent être affectés, en tout ou en partie, au paiement de l'amende.

R.S., c. C-3

Canada Deposit Insurance Corporation Act

Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada

L.R., ch. C-3

14. Subsection 35(1) of the *Canada Deposit Insurance Corporation Act* is repealed and the following substituted therefor:

14. Le paragraphe 35(1) de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* est 35 abrogé et remplacé par ce qui suit :

35. (1) Where in the opinion of the Corporation a member institution is or is about to become insolvent, the Corporation is deemed to be a creditor of the member institution and the Corporation may, for the protection of the public interest, initiate and 40 take any measures or proceedings that a

35. (1) Si elle estime qu'une institution membre est insolvable ou sur le point de le devenir, la Société est réputée être un créancier de cette institution et elle peut, pour la protection de l'intérêt public, recourir aux 40 mesures ou procédures que le droit met à la portée des créanciers de l'institution pour en

Confiscation
suivant une
déclaration de
culpabilité

Confiscation
suivant une
déclaration de
culpabilité

Exception

Exception

R.S., c. 18 (3rd Supp.), s. 63; 1992, c. 27, par. 90(1)(c)

L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 63; 1992, ch. 27, al. 35 90(1)(c)

Creditor
remedies
available

Droits aux
recours ouverts
aux créanciers

Canada Agricultural Products Act

Clause 12: This amendment would substitute the word “sa” (“its”) for the word “leur” (“their”) in the French version.

Loi sur les produits agricoles au Canada

Article 12. — Substitution, dans la version française, de « sa » à « leur ».

Clause 13: This amendment would add the underlined and sidelined words to the French version.

Article 13. — Ajout des passages soulignés à la version française.

Canada Deposit Insurance Corporation Act

Clause 14: This amendment would remove the words “or to petition for a receiving order under the *Bankruptcy and Insolvency Act*” after the words “wound up”.

Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada

Article 14. — Suppression de « ou demander une ordonnance de séquestre aux termes de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* » après « liquidation ».

creditor of the member institution may initiate or take under law to preserve the assets of the member institution or to have it wound up.

protéger l'actif ou en provoquer la liquidation.

R.S., c. C-5

Canada Evidence Act

15. Subsection 23(1) of the *Canada Evidence Act* is repealed and the following substituted therefor:

23. (1) Evidence of any proceeding or record whatever of, in or before any court in Great Britain, the Supreme Court, Federal Court or Tax Court of Canada, any court in any province, any court in any British colony or possession or any court of record of the United States, of any state of the United States or of any other foreign country, or before any justice of the peace or coroner in any province, may be given in any action or proceeding by an exemplification or certified copy of the proceeding or record, purporting to be under the seal of the court or under the hand or seal of the justice or coroner, as the case may be, without any proof of the authenticity of the seal or of the signature of the justice or coroner or other proof whatever.

Evidence of judicial proceedings, etc.

Loi sur la preuve au Canada

L.R., ch. C-5

15. Le paragraphe 23(1) de la *Loi sur la preuve au Canada* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

23. (1) La preuve d'une procédure ou pièce d'un tribunal de la Grande-Bretagne, 10 ou de la Cour suprême ou de la Cour fédérale du Canada, ou de la Cour canadienne de l'impôt, ou d'un tribunal d'une province, ou de tout tribunal d'une colonie ou possession britannique, ou d'un tribunal d'archives des 15 États-Unis, ou de tout État des États-Unis, ou d'un autre pays étranger, ou d'un juge de paix ou d'un coroner dans une province, peut 15 se faire, dans toute action ou procédure, au moyen d'une ampliation ou copie certifiée de 20 la procédure ou pièce, donnée comme portant le sceau du tribunal, ou la signature ou le sceau du juge de paix ou du coroner, selon le 20 cas, sans aucune preuve de l'authenticité de ce sceau ou de la signature du juge de paix 25 ou du coroner, ni autre preuve.

5
Preuve des procédures judiciaires, etc.

R.S., c. 36 (2nd Supp.)

Canada Petroleum Resources Act

16. Subsection 80(1) of the *Canada Petroleum Resources Act* is repealed and the following substituted therefor:

80. (1) Each Minister may, for the purposes of this Part, after considering any recommendations made to that Minister by the Board pursuant to paragraph 79(1)(e), fix a rate for each prescribed region of frontier lands within the area under the administrative responsibility of that Minister.

Fixing rates

*Loi fédérale sur les hydrocarbures*L.R., ch. 36 (2^e suppl.)

16. Le paragraphe 80(1) de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* est abrogé et rem- 25 placé par ce qui suit :

80. (1) Pour l'application de la présente 30 partie, chaque ministre peut, après étude des recommandations du Conseil, fixer un taux pour chaque région des terres domaniales du 30 territoire placée sous sa responsabilité.

Fixation de taux

R.S., c. C-10

Canada Post Corporation Act

17. Section 51 of the *Canada Post Corporation Act* is repealed and the following substituted therefor:

51. Except under and in accordance with the *Transportation of Dangerous Goods Act, 1992*, every person commits an offence who encloses in or with any mailable matter transmitted by post, or puts into any post

Dangerous substances

Loi sur la Société canadienne des postes

L.R., ch. C-10

17. L'article 51 de la *Loi sur la Société canadienne des postes* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

51. Commet une infraction quiconque, 35 sauf dans les conditions prévues sous le régime de la *Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses*, place dans un objet transmis par la poste ou y joint, ou

Substances dangereuses

Canada Evidence Act

Clause 15: This amendment would add a reference to the Tax Court of Canada and would add the underlined words.

Loi sur la preuve au Canada

Article 15. — Ajout d'un renvoi à la Cour canadienne de l'impôt.

Canada Petroleum Resources Act

Clause 16: This amendment would replace the word “section” with the word “Part”.

Loi fédérale sur les hydrocarbures

Article 16. — Substitution de « de la présente partie » à « du présent article ».

Canada Post Corporation Act

Clause 17: This amendment would add the underlined words.

Loi sur la Société canadienne des postes

Article 17. — Ajout des mots soulignés.

office, any explosive, dangerous or destructive substance or any thing likely to injure persons or damage property.

place dans un bureau de poste, une substance explosive, dangereuse, destructive ou, d'une façon générale, susceptible de provoquer des dommages corporels ou matériels.

1992, c. 37

Canadian Environmental Assessment Act

*Loi canadienne sur l'évaluation
environnementale*

1992, ch. 37

18. The definition "projet" in subsection 2(1) of the French version of the *Canadian Environmental Assessment Act* is repealed and the following substituted therefor:

18. La définition de « projet », au paragraphe 2(1) de la version française de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

• projet •
"project"

« projet » Réalisation — y compris l'exploitation, la modification, la désaffectation ou la fermeture — d'un ouvrage ou proposition d'exercice d'une activité concrète, non liée à un ouvrage, désignée par règlement ou faisant partie d'une catégorie d'activités concrètes désignée par règlement aux termes de l'alinéa 59b).

« projet » Réalisation — y compris l'exploitation, la modification, la désaffectation ou la fermeture — d'un ouvrage ou proposition d'exercice d'une activité concrète, non liée à un ouvrage, désignée par règlement ou faisant partie d'une catégorie d'activités concrètes désignée par règlement aux termes de l'alinéa 59b).

10 • projet •
"project"

19. Paragraph 4(a) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

19. L'alinéa 4a) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) de permettre aux autorités responsables de prendre des mesures à l'égard de tout projet susceptible d'avoir des effets environnementaux en se fondant sur un jugement éclairé quant à ces effets;

a) de permettre aux autorités responsables de prendre des mesures à l'égard de tout projet susceptible d'avoir des effets environnementaux en se fondant sur un jugement éclairé quant à ces effets;

20. Subsection 12(4) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

20. Le paragraphe 12(4) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) L'autorité responsable peut, dans le cadre de l'examen préalable ou de l'étude approfondie d'un projet, coopérer, pour l'évaluation environnementale de celui-ci, avec l'instance qui a la responsabilité ou le pouvoir d'effectuer l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie d'un projet.

(4) L'autorité responsable peut, dans le cadre de l'examen préalable ou de l'étude approfondie d'un projet, coopérer, pour l'évaluation environnementale de celui-ci, avec l'instance qui a la responsabilité ou le pouvoir d'effectuer l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie d'un projet.

21. All that portion of subsection 15(3) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

21. Le passage du paragraphe 15(3) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Est effectuée, dans l'un ou l'autre des cas suivants, l'évaluation environnementale de toute opération — construction, exploitation, modification, désaffectation, fermeture

(3) Est effectuée, dans l'un ou l'autre des cas suivants, l'évaluation environnementale de toute opération — construction, exploitation, modification, désaffectation, fermeture

Projet lié à un
ouvrage

Projet lié à un
ouvrage

Collaboration

Collaboration

Canadian Environmental Assessment Act

Clause 18: The definition “project” in subsection 2(1) of the English version reads as follows:

“project” means

(a) in relation to a physical work, any proposed construction, operation, modification, decommissioning, abandonment or other undertaking in relation to that physical work, or

(b) any proposed physical activity not relating to a physical work that is prescribed or is within a class of physical activities that is prescribed pursuant to regulations made under paragraph 59(b);

Clause 19: The relevant portion of section 4 of the English version reads as follows:

4. The purposes of this Act are

(a) to ensure that the environmental effects of projects receive careful consideration before responsible authorities take actions in connection with them;

Clause 20: Subsection 12(4) of the English version reads as follows:

(4) Where a screening or comprehensive study of a project is to be conducted and a jurisdiction has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part thereof, the responsible authority may cooperate with that jurisdiction respecting the environmental assessment of the project.

Clause 21: The relevant portion of subsection 15(3) of the English version reads as follows:

(3) Where a project is in relation to a physical work, an environmental assessment shall be constructed in respect of every construction, operation, modification, decommissioning, abandonment or other undertaking in relation to that physical work that is proposed by the proponent or that is, in the opinion of

Loi canadienne sur l'évaluation environnementale

Article 18. — Texte actuel de la définition de « projet » à l'article 2 de la version française :

« projet » Réalisation — y compris l'entretien, la modification, la désaffectation ou la fermeture — d'un ouvrage ou proposition d'exercice d'une activité concrète, non liée à un ouvrage, désignée par règlement ou faisant partie d'une catégorie d'activités concrètes désignée par règlement aux termes de l'alinéa 59b).

Article 19. — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 4 de la version française :

4. La présente loi a pour objet :

a) de permettre aux autorités responsables de décider de tout projet susceptible d'avoir des effets environnementaux en se fondant sur un jugement éclairé quant à ces effets;

Article 20. — Texte actuel du paragraphe 12(4) de la version française :

(4) L'autorité responsable peut, dans le cadre de l'examen préalable ou de l'étude approfondie d'un projet, coopérer avec l'instance qui offre sa collaboration pour l'évaluation environnementale de celui-ci et qui a la responsabilité ou le pouvoir d'effectuer, en tout ou en partie, l'évaluation des effets environnementaux d'un projet.

Article 21. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 15(3) de la version française :

(3) Est effectuée, dans l'un ou l'autre des cas suivants, l'évaluation environnementale de toute opération — construction, exploitation, modification, désaffectation, fermeture ou autre — constituant un projet lié à un ouvrage :

ou autre — constituant un projet lié à un ouvrage :

22. (1) Paragraph 16(1)(c) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

c) les observations du public à cet égard, reçues conformément à la présente loi et aux règlements;

(2) Paragraph 16(1)(e) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

e) tout autre élément utile à l'examen préalable, à l'étude approfondie, à la médiation ou à l'examen par une commission, notamment la nécessité du projet et ses solutions de rechange, — dont l'autorité responsable ou, sauf dans le cas d'un examen préalable, le ministre, après consultation de celle-ci, peut exiger la prise en compte.

23. (1) All that portion of subsection 18(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

18. (1) Dans le cas où le projet n'est pas visé dans la liste d'étude approfondie ou dans la liste d'exclusion, l'autorité responsable veille :

(2) Subsection 18(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Dans le cadre de l'examen préalable qu'elle effectue, l'autorité responsable peut utiliser tous les renseignements disponibles; toutefois, si elle est d'avis qu'il n'existe pas suffisamment de renseignements pour lui permettre de prendre une décision en vertu du paragraphe 20(1), elle fait procéder aux études et à la collecte de renseignements nécessaires à cette fin.

24. Subsection 19(4) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) Si tout ou partie d'un projet appartient à une catégorie de projets pour laquelle une déclaration a été faite aux termes du paragraphe (1), l'autorité responsable peut utiliser l'examen préalable et le rapport

ou autre — constituant un projet lié à un ouvrage :

22. (1) L'alinéa 16(1)c) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) les observations du public à cet égard, reçues conformément à la présente loi et aux règlements;

(2) L'alinéa 16(1)e) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) tout autre élément utile à l'examen préalable, à l'étude approfondie, à la médiation ou à l'examen par une commission, notamment la nécessité du projet et ses solutions de rechange, — dont l'autorité responsable ou, sauf dans le cas d'un examen préalable, le ministre, après consultation de celle-ci, peut exiger la prise en compte.

23. (1) Le passage du paragraphe 18(1) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

18. (1) Dans le cas où le projet n'est pas visé dans la liste d'étude approfondie ou dans la liste d'exclusion, l'autorité responsable veille :

(2) Le paragraphe 18(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le cadre de l'examen préalable qu'elle effectue, l'autorité responsable peut utiliser tous les renseignements disponibles; toutefois, si elle est d'avis qu'il n'existe pas suffisamment de renseignements pour lui permettre de prendre une décision en vertu du paragraphe 20(1), elle fait procéder aux études et à la collecte de renseignements nécessaires à cette fin.

24. Le paragraphe 19(4) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Si tout ou partie d'un projet appartient à une catégorie de projets pour laquelle une déclaration a été faite aux termes du paragraphe (1), l'autorité responsable peut utiliser l'examen préalable et le rapport

Examen
préalable

Examen
préalable

Information

Information

Catégorie de
projets

Catégorie de
projets

Clause 22: The relevant portion of subsection 16(1) of the English version reads as follows:

16. (1) Every screening or comprehensive study of a project and every mediation or assessment by a review panel shall include a consideration of the following factors:

...

(c) comments received from the public that are received in accordance with this Act and the regulations;

...

(e) any other matter relevant to the screening, comprehensive study, mediation or assessment by a review panel, such as the need for the project and alternatives to the project, that the responsible authority or, except in the case of a screening, the Minister after consulting with the responsible authority, may require to be considered.

Clause 23: (1) The relevant portion of subsection 18(1) of the English version reads as follows:

18. (1) Where a project is not described in the comprehensive study list or the exclusion list, the responsible authority shall ensure that

(2) Subsection 18(2) of the English version reads as follows:

(2) Any available information may be used in conducting the screening of a project, but where a responsible authority is of the opinion that the information available is not adequate to enable it to take a course of action pursuant to subsection 20(1), it shall ensure that any studies and information that it considers necessary for that purpose are undertaken or collected.

Clause 24: Subsection 19(4) of the English version reads as follows:

(4) Where a project or part of a project is within a class in respect of which a class screening report has been declared, the responsible authority may use or permit the use of that report and the screening on which it is based to whatever extent the responsible authority considers appropriate for the purpose of complying with section 18.

Article 22. — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 16(1) de la version française :

16. (1) L'examen préalable, l'étude approfondie, la médiation ou l'examen par une commission d'un projet portent notamment sur les éléments suivants :

...

c) les observations du public à cet égard, envoyées conformément à la présente loi et aux règlements;

...

e) tout autre élément pertinent à l'étude approfondie, à la médiation ou à l'examen par une commission, notamment la nécessité du projet et ses solutions de rechange, — dont l'autorité responsable ou, sauf dans le cas d'un examen préalable, le ministre, après consultation de celle-ci, peut exiger la prise en compte.

Article 23, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 18(1) de la version française :

18. (1) Dans le cas où le projet n'est pas visé dans une liste d'étude approfondie ou dans les listes d'exclusion, l'autorité responsable veille :

(2). — Texte actuel du paragraphe 18(2) de la version française :

(2) Dans le cadre de l'examen préalable qu'elle effectue, l'autorité responsable peut utiliser tous les renseignements disponibles; toutefois, si elle est d'avis qu'il n'existe pas suffisamment de renseignements pour lui permettre de prendre une décision en vertu du paragraphe 20(1), elle fait procéder aux études qu'elle estime nécessaires à leur obtention.

Article 24. — Texte actuel du paragraphe 19(4) de la version française :

(4) Si tout ou partie d'un projet appartient à une catégorie de projets pour laquelle une déclaration a été faite aux termes du paragraphe (1), l'autorité responsable peut permettre l'utilisation de tout ou partie de l'examen préalable et du rapport correspondant dans la mesure qu'elle estime indiquée pour l'application de l'article 18.

correspondant, ou en permettre l'utilisation, dans la mesure qu'elle estime indiquée pour l'application de l'article 18.

25. Subsection 20(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)a) veille, malgré toute autre loi fédérale, lors de l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de cette loi ou de ses règlements ou selon les autres modalités qu'elle estime indiquées, à l'application des mesures d'atténuation visées à cet alinéa.

26. Paragraph 21(a) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

a) de veiller à ce que soit effectuée une étude approfondie et à ce que soit présenté au ministre et à l'Agence un rapport de cette étude;

27. Paragraphs 24(1)(c) and (d) of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

c) les modalités de mise en oeuvre du projet ont par la suite été modifiées;

d) il est demandé qu'un permis, une licence ou une autorisation soit renouvelé, ou qu'une autre mesure prévue par disposition réglementaire soit prise.

28. Subsection 33(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le ministre peut établir une liste de personnes qui peuvent être nommées membres d'une commission aux termes de l'alinéa (1)a).

29. (1) Paragraph 37(1)(a) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

a) si, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants ou est susceptible d'en entraîner qui sont justifiables

correspondant, ou en permettre l'utilisation, dans la mesure qu'elle estime indiquée pour l'application de l'article 18.

25. Le paragraphe 20(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)a) veille, malgré toute autre loi fédérale, lors de l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de cette loi ou de ses règlements ou selon les autres modalités qu'elle estime indiquées, à l'application des mesures d'atténuation visées à cet alinéa.

26. L'alinéa 21a) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) de veiller à ce que soit effectuée une étude approfondie et à ce que soit présenté au ministre et à l'Agence un rapport de cette étude;

27. Les alinéas 24(1)c) et d) de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

c) les modalités de mise en oeuvre du projet ont par la suite été modifiées;

d) il est demandé qu'un permis, une licence ou une autorisation soit renouvelé, ou qu'une autre mesure prévue par disposition réglementaire soit prise.

28. Le paragraphe 33(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le ministre peut établir une liste de personnes qui peuvent être nommées membres d'une commission aux termes de l'alinéa (1)a).

29. (1) L'alinéa 37(1)a) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) si, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants ou est susceptible d'en entraîner qui sont justifiables

Application des
mesures
d'atténuation

Application des
mesures
d'atténuation

Liste

Liste

Clause 25: Subsection 20(2) of the English version reads as follows:

(2) Where a responsible authority takes a course of action referred to in paragraph (1)(a), it shall, notwithstanding any other Act of Parliament, in the exercise of its powers or the performance of its duties or functions under that other Act or any regulations made thereunder or in any other manner that the responsible authority considers necessary, ensure that any mitigation measures referred to in that paragraph in respect of the project are implemented.

Clause 26: The relevant portion of section 21 of the English version reads as follows:

21. Where a project is described in the comprehensive study list, the responsible authority shall

(a) ensure that a comprehensive study is conducted, and a comprehensive study report is prepared and provided to the Minister and the Agency; or

Clause 27: The relevant portion of subsection 24(1) of the English version reads as follows:

24. (1) Where a proponent proposes to carry out, in whole or in part, a project for which an environmental assessment was previously conducted and

...

(c) the manner in which the project is to be carried out has subsequently changed, or

(d) the renewal of a licence, permit, approval or other action under a prescribed provision is sought,

the responsible authority may use or permit the use of that assessment and the report thereon to whatever extent it is appropriate for the purpose of complying with section 18 or 21.

Clause 28: Subsection 33(2) of the English version reads as follows:

(2) The Minister may establish a roster of persons, to act as members of any review panel to be established pursuant to paragraph (1)(a).

Clause 29: (1) The relevant portion of subsection 37(1) of the English version reads as follows:

37. (1) The responsible authority shall take one of the following courses of action in respect of a project after taking into consideration the report submitted by a mediator or a review panel or, in the case of a project referred back to the responsible authority pursuant to paragraph 23(a), the comprehensive study report:

(a) where, taking into account the implementation of any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate,

Article 25. — Texte actuel du paragraphe 20(2) de la version française :

(2) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)a) veille, malgré toute autre disposition d'une loi fédérale, lors de l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de cette loi ou de ses règlements ou selon les autres modalités qu'elle estime indiquées, à l'application des mesures d'atténuation visées à cet alinéa.

Article 26. — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 21 de la version française :

21. Dans le cas où le projet est visé dans la liste d'étude approfondie, l'autorité responsable a le choix :

a) de veiller à ce que soit effectuée, en conformité avec les règlements, une étude approfondie et à ce que soit présenté au ministre et à l'Agence un rapport de cette étude;

Article 27. — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 24(1) de la version française :

24. (1) Si un promoteur se propose de mettre en oeuvre, en tout ou en partie, un projet ayant déjà fait l'objet d'une évaluation environnementale, l'autorité responsable peut utiliser ou permettre l'utilisation de l'évaluation et du rapport correspondant, dans la mesure appropriée pour l'application des articles 18 ou 21 dans chacun des cas suivants :

...

c) modification des modalités de mise en oeuvre du projet qui ont fait l'objet de l'évaluation;

d) demande de prise d'une mesure en vertu d'une disposition prévue par règlement, notamment le renouvellement d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation.

Article 28. — Texte actuel du paragraphe 33(2) de la version française :

(2) Le gouverneur en conseil peut établir une liste de personnes qui peuvent être nommées membres d'une commission aux termes de l'alinéa (1)a).

Article 29, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 37(1) de la version française :

37. (1) L'autorité responsable, après avoir pris en compte le rapport du médiateur ou de la commission ou si le ministre, à la suite d'une étude approfondie, lui demande de prendre une décision aux termes de l'alinéa 23a), prend l'une des décisions suivantes :

a) si, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraî-

dans les circonstances, exercer ses attributions afin de permettre la mise en oeuvre totale ou partielle du projet et veiller à l'application de ces mesures d'atténuation;

(2) Subsection 37(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Précision

(2) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)a veille, malgré toute autre loi fédérale, lors de l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de cette loi ou de ses règlements ou selon les autres modalités qu'elle estime indiquées, à l'application des mesures d'atténuation visées à cet alinéa.

30. All that portion of subsection 38(2) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Renseignements

(2) L'autorité responsable visée au paragraphe (1) porte à la connaissance du public, conformément aux règlements pris à cette fin, les renseignements suivants :

31. (1) Paragraph 40(2)(a) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

a) peut conclure avec l'instance visée un accord relatif à la constitution conjointe d'une commission et aux modalités d'examen des effets environnementaux du projet par celle-ci;

(2) Subsection 40(3) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Idem

(3) Sous réserve de l'article 41, dans le cas où ils estiment qu'un examen par une commission est nécessaire ou possible et où une instance visée à l'alinéa (1)e) ou f) a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, le ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peuvent conclure avec l'instance visée un accord relatif à la constitution conjointe d'une commission et aux modalités d'examen des effets environnementaux du projet par celle-ci.

dans les circonstances, exercer ses attributions afin de permettre la mise en oeuvre totale ou partielle du projet et veiller à l'application de ces mesures d'atténuation;

5 (2) Le paragraphe 37(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Précision

(2) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)a veille, malgré toute autre loi fédérale, lors de l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de cette loi ou de ses règlements ou selon les autres modalités qu'elle estime indiquées, à l'application des mesures d'atténuation visées à cet alinéa.

30. Le passage du paragraphe 38(2) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) L'autorité responsable visée au paragraphe (1) porte à la connaissance du public, conformément aux règlements pris à cette fin, les renseignements suivants :

31. (1) L'alinéa 40(2)a) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) peut conclure avec l'instance visée un accord relatif à la constitution conjointe d'une commission et aux modalités d'examen des effets environnementaux du projet par celle-ci;

(2) Le paragraphe 40(3) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Sous réserve de l'article 41, dans le cas où ils estiment qu'un examen par une commission est nécessaire ou possible et où une instance visée à l'alinéa (1)e) ou f) a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, le ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peuvent conclure avec l'instance visée un accord relatif à la constitution conjointe d'une commission et aux modalités d'examen des effets environnementaux du projet par celle-ci.

Idem

(i) the project is not likely to cause significant adverse environmental effects, or

(ii) the project is likely to cause significant adverse environmental effects that can be justified in the circumstances,

the responsible authority may exercise any power or perform any duty or function that would permit the project to be carried out in whole or in part and shall ensure that those mitigation measures are implemented; or

(2) Subsection 37(2) of the English version reads as follows:

(2) Where a responsible authority takes a course of action referred to in paragraph (a), it shall, notwithstanding any other Act of Parliament, in the exercise of its powers or the performance of its duties or functions under that other Act or any regulations made thereunder or in any other manner that the responsible authority considers necessary, ensure that any mitigation measures referred to in that paragraph in respect of the project are implemented.

Clause 30: The relevant portion of subsection 38(2) of the English version reads as follows:

(2) A responsible authority referred to in subsection (1) shall, in accordance with any regulations made for that purpose, advise the public of

Clause 31: (1) The relevant portion of subsection 40(2) of the English version reads as follows:

(2) Subject to section 41, where the referral of a project to a review panel is required or permitted by this Act and a jurisdiction referred to in paragraph (1)(a), (b), (c) or (d) has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part of it, the Minister

(a) may enter into an agreement or arrangement with that jurisdiction respecting the joint establishment of a review panel and the manner in which an assessment of the environmental effects of the project is to be conducted by the review panel; and

(2) Subsection 40(3) of the English version reads as follows:

(3) Subject to section 41, where the referral of a project to a review panel is required or permitted by this Act and a jurisdiction referred to in paragraph (1)(e) or (f) has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part of it, the Minister and the Secretary of State for External Affairs may enter into an agreement or arrangement with that jurisdiction respecting the joint establishment of a review panel and the manner in which an assessment of the environmental effects of the project is to be conducted by the review panel.

ner des effets environnementaux négatifs importants ou est susceptible d'entraîner des effets environnementaux qui sont justifiables dans les circonstances, exercer ses attributions afin de permettre la mise en oeuvre du projet et veiller à l'application de ces mesures d'atténuation;

(2). — Texte actuel du paragraphe 37(2) de la version française :

(2) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)a) veille, malgré toute autre disposition d'une loi fédérale, lors de l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de cette loi ou de ses règlements ou selon les autres modalités qu'elle estime indiquées, à l'application des mesures d'atténuation visées à cet alinéa.

Article 30. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 38(2) de la version française :

(2) L'autorité responsable visée au paragraphe (1) porte à la connaissance du public, conformément aux règlements pris à cette fin, les renseignements suivants :

Article 31, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 40(2) de la version française :

(2) Sous réserve de l'article 41, dans le cas où il estime qu'un examen par une commission est nécessaire ou possible et où une instance visée à l'un des alinéas (1)a), b), c) ou d) a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, le ministre :

a) peut conclure un accord avec l'instance visée pour l'organisation d'un examen conjointement avec celle-ci et pour déterminer les modalités d'examen des effets environnementaux du projet par la commission;

(2). — Texte actuel du paragraphe 40(3) de la version française :

(3) Sous réserve de l'article 41, dans le cas où ils estiment qu'un examen par une commission est nécessaire ou possible et où une instance visée à l'alinéa (1)e) ou f) a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, le ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peuvent conclure un accord avec l'instance visée pour l'organisation d'un examen conjointement avec celle-ci et pour déterminer les modalités d'examen des effets environnementaux du projet par la commission.

32. All that portion of section 41 of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Conditions de
l'examen
conjoint

41. Tout accord conclu aux termes des paragraphes 40(2) ou (3) contient une disposition selon laquelle l'évaluation des effets environnementaux du projet prend en compte les éléments prévus aux paragraphes 16(1) et (2) et est effectuée conformément aux exigences et modalités supplémentaires qui y sont contenues ainsi que les conditions suivantes :

33. Section 42 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Examen réputé
conforme

42. Dans le cas où le ministre constitue la commission visée au paragraphe 40(1), l'examen effectué par celle-ci est réputé satisfaire aux exigences de la présente loi et des règlements en matière d'évaluation environnementale effectuée par une commission.

34. Subsection 43(1) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Substitution

43. (1) Dans le cas où la présente loi lui permet de demander un examen par une commission ou l'y oblige, et s'il estime que le processus d'évaluation des effets environnementaux suivi par une autorité fédérale sous le régime d'une autre loi fédérale ou par un organisme visé à l'alinéa 40(1)d) serait indiqué dans les circonstances, le ministre peut autoriser la substitution de ce processus d'évaluation à l'examen.

35. Subsections 50(2) and (3) of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Idem

(2) Dans le cas où le médiateur ou la commission en vient à la conclusion dans son rapport au ministre que la mise en oeuvre du projet visé aux paragraphes 46(1), 47(1) ou 48(1) ou (2) est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants, le ministre peut, par arrêté, interdire au promoteur d'accomplir tout acte permettant la mise en oeuvre du projet en tout ou en

32. Le passage de l'article 41 de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

41. Tout accord conclu aux termes des paragraphes 40(2) ou (3) contient une disposition selon laquelle l'évaluation des effets environnementaux du projet prend en compte les éléments prévus aux paragraphes 16(1) et (2) et est effectuée conformément aux exigences et modalités supplémentaires qui y sont contenues ainsi que les conditions suivantes :

33. L'article 42 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

42. Dans le cas où le ministre constitue la commission visée au paragraphe 40(1), l'examen effectué par celle-ci est réputé satisfaire aux exigences de la présente loi et des règlements en matière d'évaluation environnementale effectuée par une commission.

34. Le paragraphe 43(1) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

43. (1) Dans le cas où la présente loi lui permet de demander un examen par une commission ou l'y oblige, et s'il estime que le processus d'évaluation des effets environnementaux suivi par une autorité fédérale sous le régime d'une autre loi fédérale ou par un organisme visé à l'alinéa 40(1)d) serait indiqué dans les circonstances, le ministre peut autoriser la substitution de ce processus d'évaluation à l'examen.

35. Les paragraphes 50(2) et (3) de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) Dans le cas où le médiateur ou la commission en vient à la conclusion dans son rapport au ministre que la mise en oeuvre du projet visé aux paragraphes 46(1), 47(1) ou 48(1) ou (2) est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants, le ministre peut, par arrêté, interdire au promoteur d'accomplir tout acte permettant la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie

5 Conditions de
l'examen
conjoint

Examen réputé
conforme

25 Substitution

40 Idem

Clause 32: The relevant portion of section 41 of the English version reads as follows:

41. An agreement or arrangement entered into pursuant to subsection 40(2) or (3) shall provide that the assessment of the environmental effects of the project shall include a consideration of the factors required to be considered under subsections 16(1) and (2) and be conducted in accordance with any additional requirements and procedures set out in the agreement and shall provide that

Clause 33: Section 42 of the English version reads as follows:

42. Where the Minister establishes a review panel jointly with a jurisdiction referred to in subsection 40(1), the assessment conducted by that panel shall be deemed to satisfy any requirements of this Act and the regulations respecting assessment by a review panel.

Clause 34: Subsection 43(1) of the English version reads as follows:

43. (1) Where the referral of a project to a review panel is required or permitted by this Act and the Minister is of the opinion that a process for assessing the environmental effects of projects that is followed by a federal authority under an Act of Parliament other than this Act or by a body referred to in paragraph 40(1)(d) would be an appropriate substitute, the Minister may approve the substitution of that process for an environmental assessment by a review panel under this Act.

Clause 35: Subsections 50(2) and (3) of the English version read as follows:

(2) Where a project is referred to a mediator or a review panel for an assessment of the environmental effects of the project referred to in subsection 46(1), 47(1) or 48(1) or (2) and the mediator or review panel submits a report to the Minister indicating that the project is likely to cause significant adverse environmental effects referred to in that subsection the Minister may, by order, prohibit the proponent of the project from doing any act or thing that would commit the proponent to ensuring that the project is carried out in whole or in part until the Minister is satisfied that, taking into account the implementation of any appropriate mitigation measures, the project is not likely to cause any significant adverse environmental effects referred to in that subsection or that any such effects are justified in the circumstances.

Article 32. — Texte actuel du passage visé de l'article 41 de la version française :

41. Tout accord conclu aux termes des paragraphes 40(2) ou (3) contient une disposition à l'effet que l'évaluation des effets environnementaux du projet prend en compte les éléments prévus aux paragraphes 16(1) et (2) et est effectuée conformément aux exigences et modalités supplémentaires qui y sont contenues ainsi que les conditions suivantes :

Article 33. — Texte actuel de l'article 42 de la version française :

42. Dans le cas où le ministre organise un examen conjointement avec une instance visée au paragraphe 40(1), l'examen est réputé satisfaire aux exigences de la présente loi et des règlements en matière d'évaluation environnementale effectuée par une commission.

Article 34. — Texte actuel du paragraphe 43(1) de la version française :

43. (1) Dans le cas où la présente loi lui permet de demander un examen par une commission ou l'y oblige, et s'il estime que le processus d'évaluation des effets environnementaux suivi par une autorité fédérale sous le régime d'une autre loi fédérale ou par un organisme visé à l'alinéa 40(1)d) serait indiqué dans les circonstances, le ministre peut autoriser la substitution.

Article 35. — Texte actuel des paragraphes 50(2) et (3) de la version française :

(2) Dans le cas où le médiateur ou la commission en vient à la conclusion dans son rapport au ministre que la mise en oeuvre du projet visé aux paragraphes 46(1), 47(1) ou 48(1) ou (2) est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants, le ministre peut, par arrêté, interdire au promoteur d'accomplir tout acte permettant la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie jusqu'à ce qu'il soit convaincu que, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner les effets environnementaux importants visés à ces articles ou qu'ils sont justifiables dans les circonstances.

(3) Avant de prendre sa décision aux termes des paragraphes (1) ou (2), le ministre avise et offre de consulter, selon le cas, les gouvernements des provinces concernées, ou le conseil de bande, la partie à l'entente ou à

partie jusqu'à ce qu'il soit convaincu que, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner les effets environnementaux négatifs importants visés à ces articles ou qu'ils sont justifiables dans les circonstances.

Consultation

(3) Avant de prendre sa décision aux termes des paragraphes (1) ou (2), le ministre avise et offre de consulter, selon le cas, les gouvernements des provinces concernées, toute autorité fédérale ou le conseil de bande, la partie à l'entente ou à la revendication ou l'organisme dirigeant qui a des droits dans les terres où le projet doit être mis en oeuvre.

36. All that portion of subsection 51(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Injonction

51. (1) Si, sur demande présentée par le procureur général du Canada, il conclut à l'inobservation — réelle ou appréhendée — de l'arrêté pris en application de l'article 50, le tribunal compétent peut, par injonction, interdire à toute personne visée par la demande d'accomplir tout acte permettant la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie jusqu'à ce que :

37. Subsection 54(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Accords internationaux

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale veille à ce que les accords que l'autorité fédérale conclut — ou que le gouvernement conclut en son nom — avec soit un gouvernement, soit une personne, un organisme ou une institution, peu importe qu'ils soient ou non affiliés à un gouvernement ou en fassent partie, en vertu desquels une autorité fédérale exerce une attribution visée à l'alinéa 5(1)b) au titre de projets dont les éléments essentiels ne sont pas déterminés qui doivent être mis en oeuvre à la fois à l'étranger et hors du territoire domanial, prévoient, dans la mesure du possible, tout en étant compatibles avec les accords dont le Canada ou une autorité fédérale est déjà signataire à leur entrée en vigueur, l'évalua-

jusqu'à ce qu'il soit convaincu que, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner les effets environnementaux négatifs importants visés à ces articles ou qu'ils sont justifiables dans les circonstances.

Consultation

(3) Avant de prendre sa décision aux termes des paragraphes (1) ou (2), le ministre avise et offre de consulter, selon le cas, les gouvernements des provinces concernées, toute autorité fédérale ou le conseil de bande, la partie à l'entente ou à la revendication ou l'organisme dirigeant qui a des droits dans les terres où le projet doit être mis en oeuvre.

36. Le passage du paragraphe 51(1) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Injonction

51. (1) Si, sur demande présentée par le procureur général du Canada, il conclut à l'inobservation — réelle ou appréhendée — de l'arrêté pris en application de l'article 50, le tribunal compétent peut, par injonction, interdire à toute personne visée par la demande d'accomplir tout acte permettant la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie jusqu'à ce que :

37. Le paragraphe 54(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Accords internationaux

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale veille à ce que les accords que l'autorité fédérale conclut — ou que le gouvernement conclut en son nom — avec soit un gouvernement, soit une personne, un organisme ou une institution, peu importe qu'ils soient ou non affiliés à un gouvernement ou en fassent partie, en vertu desquels une autorité fédérale exerce une attribution visée à l'alinéa 5(1)b) au titre de projets dont les éléments essentiels ne sont pas déterminés qui doivent être mis en oeuvre à la fois à l'étranger et hors du territoire domanial, prévoient, dans la mesure du possible, tout en étant compatibles avec les accords dont le Canada ou une autorité fédérale est déjà signataire à leur entrée en vigueur, l'évalua-

(3) The Minister shall, before exercising discretion to make an order under subsection (1) or (2), advise and offer to consult with the governments of all interested provinces and any federal authority, or the band council, party to the agreement or claim or governing body having an interest in the lands where the project is to be carried out, as the case may be.

Clause 36: The relevant portion of subsection 51(1) of the English version reads as follows:

51. (1) Where, on the application of the Attorney General of Canada, it appears to a court of competent jurisdiction that an order made under section 50 in respect of a project has been, is about to be or is likely to be contravened, the court may issue an injunction ordering any person named in the application to refrain from doing any act or thing that would commit the proponent to ensuring that the project or any part thereof is carried out until

Clause 37: Subsection 54(2) of the English version reads as follows:

(2) Subject to subsection (3), where a federal authority or the Government of Canada on behalf of a federal authority enters into an agreement or arrangement with any government or any person, organization or institution, whether or not part of or affiliated with a government, under which a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) in relation to projects the essential details of which are not specified and that are to be carried out both outside Canada and outside federal lands, the Government of Canada or the federal authority shall ensure, in so far as is practicable and subject to any other such agreement to which the Government of Canada or federal authority is a party, that the agreement or arrangement provides for the assessment of the environmental effects of those projects and that the assessment will be carried out as early as practicable in the planning stages of those projects, before irrevocable decisions are made, in accordance with

(a) this Act and the regulations; or

(b) a process for the assessment of the environmental effects of projects that is consistent with the requirements of this Act and is in effect in the foreign state where the projects are to be carried out.

la revendication ou l'organisme dirigeant qui a des droits dans les terres où le projet doit être mis en oeuvre.

Article 36. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 51(1) de la version française :

51. (1) Si, sur demande présentée par le procureur général du Canada, il conclut à l'inobservation — réelle ou appréhendée — de l'arrêté pris en application de l'article 50, le tribunal compétent peut, par ordonnance, interdire à toute personne visée par la demande d'accomplir tout acte permettant la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie jusqu'à ce que :

Article 37. — Texte actuel du paragraphe 54(2) de la version française :

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale veille à ce que les accords que l'autorité fédérale conclut — ou que le gouvernement conclut en son nom — avec soit un gouvernement, soit une personne, un organisme ou une institution, peu importe qu'ils soient ou non affiliés à un gouvernement ou en fassent partie, en vertu desquels une autorité fédérale exerce une attribution visée à l'alinéa 5(1)b) au titre de projets dont les éléments essentiels ne sont pas déterminés qui doivent être mis en oeuvre à la fois à l'étranger et hors du territoire domanial, prévoient, dans la mesure du possible, tout en étant compatibles avec les accords internationaux dont le Canada est déjà signataire à leur entrée en vigueur, l'évaluation des effets environnementaux des projets, cette évaluation devant être effectuée le plus tôt possible au stade de leur planification, avant la prise d'une décision irrévocable, conformément à la présente loi et aux règlements ou au processus, compatible avec la présente loi, d'évaluation des effets environnementaux de projets applicable dans l'État étranger où ceux-ci doivent être mis en oeuvre.

tion des effets environnementaux des projets, cette évaluation devant être effectuée le plus tôt possible au stade de leur planification, avant la prise d'une décision irrévocable, conformément à la présente loi et aux règlements ou au processus, compatible avec la présente loi, d'évaluation des effets environnementaux de projets applicable dans l'État étranger où ceux-ci doivent être mis en oeuvre.

38. Paragraph 55(3)(b) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

b) toute observation du public à l'égard de l'évaluation;

39. Paragraph 58(1)(e) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

e) recommander la nomination de membres temporaires auprès des organismes constitués par des autorités fédérales ou auprès des organismes visés à l'alinéa 40(1)d) en vue de faciliter la substitution visée à l'article 43;

40. (1) All that portion of paragraph 59(c) of the French version of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

c) désigner des projets ou des catégories de projets pour lesquels l'évaluation environnementale n'est pas nécessaire, lorsqu'il est convaincu que :

(2) Paragraphs 59(j) to (l) of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

j) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets à l'égard desquels les sociétés d'État, au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, ou les personnes morales dont elles ont le contrôle exercent une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c), régir toute mesure qui doit être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation environnementale et, à ces fins, régir

tion des effets environnementaux des projets, cette évaluation devant être effectuée le plus tôt possible au stade de leur planification, avant la prise d'une décision irrévocable, conformément à la présente loi et aux règlements ou au processus, compatible avec la présente loi, d'évaluation des effets environnementaux de projets applicable dans l'État étranger où ceux-ci doivent être mis en oeuvre.

38. L'alinéa 55(3)b) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) toute observation du public à l'égard de l'évaluation;

39. L'alinéa 58(1)e) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) recommander la nomination de membres temporaires auprès des organismes constitués par des autorités fédérales ou auprès des organismes visés à l'alinéa 40(1)d) en vue de faciliter la substitution visée à l'article 43;

40. (1) Le passage de l'alinéa 59c) de la version française de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) désigner des projets ou des catégories de projets pour lesquels l'évaluation environnementale n'est pas nécessaire, lorsqu'il est convaincu que :

(2) Les alinéas 59j) à l) de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

j) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets à l'égard desquels les sociétés d'État, au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, ou les personnes morales dont elles ont le contrôle exercent une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c), régir toute mesure qui doit être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation environnementale et, à ces fins, régir l'applica-

Clause 38: The relevant portion of subsection 55(3) of the English version reads as follows:

(3) Subject to subsection (4), a public registry shall contain all records produced, collected or submitted with respect to the environmental assessment of the project, including

...

(b) any comments filed by the public in relation to the assessment;

Clause 39: The relevant portion of subsection 58(1) of the English version reads as follows:

58. (1) For the purposes of this Act, the Minister may

...

(e) recommend the appointment of members to bodies established by federal authorities or to bodies referred to in paragraph 40(1)(d), on a temporary basis, for the purpose of facilitating a substitution pursuant to section 43;

Clause 40: The relevant portion of section 59 of the English version reads as follows:

59. The Governor in Council may make regulations

...

(c) prescribing any project or class of projects for which an environmental assessment is not required where the Governor in Council is satisfied that

...

(j) respecting the manner of conducting assessments of the environmental effects of, and follow-up programs for projects for which a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act* or any corporation controlled by such a corporation exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(a), (b) or (c), respecting any action to be taken in respect of those projects during the environmental assessment process and, for those purposes, respecting the application of the laws from time to time in force in any province;

(k) respecting the manner of conducting assessments of the environmental effects of, and follow-up programs for projects for which The Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioner's Act*, The Toronto Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, or any harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(a), (b) or (c), respecting any action to be taken in respect of those projects during the environmental assessment process and, for those purposes, respecting the application of the laws from time to time in force in any province;

Article 38. — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 55(3) de la version française :

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le registre public contient tous les documents produits, recueillis ou reçus relativement à l'évaluation environnementale d'un projet, notamment :

...

b) tout commentaire donné par le public relativement à l'évaluation;

Article 39. — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 58(1) de la version française :

58. (1) Pour l'application de la présente loi, le ministre peut :

...

e) recommander la nomination de membres temporaires auprès des organismes constitués par des autorités fédérales ou auprès des organismes visés à l'alinéa 40(1)d) pour les examens substitués aux examens par une commission aux termes de l'article 43;

Article 40. — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 59 de la version française :

59. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

...

c) désigner des projets ou des catégories de projets, liés à une activité concrète ou à une catégorie d'activités concrètes, pour lesquels l'évaluation environnementale n'est pas nécessaire,

...

j) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles du suivi des projets à l'égard desquels les sociétés d'État, au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ou les personnes morales dont elles ont le contrôle exercent une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c) régir toute mesure qui doit être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation environnementale et, à ces fins, régir l'application des lois d'une province en vigueur au moment de l'évaluation;

k) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles du suivi des projets à l'égard desquels les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto* et les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires* exercent une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c), régir toute mesure qui doit être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation environnementale et, à ces fins, régir l'application des lois d'une province en vigueur au moment de l'évaluation;

l) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles du suivi des projets pour lesquels une personne ou un organisme reçoit

l'application des lois d'une province en vigueur au moment de l'évaluation;

k) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets à l'égard desquels les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto* et les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires* exercent une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c), régir toute mesure qui doit être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation environnementale et, à ces fins, régir l'application des lois d'une province en vigueur au moment de l'évaluation;

l) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets pour lesquels une personne ou un organisme reçoit d'une autorité fédérale une aide financière permettant la réalisation du projet en tout ou en partie sur une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujettie à la *Loi sur les Indiens* et régir toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation environnementale;

41. Section 72 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Examen

72. (1) Dans les cinq années qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, un examen complet des dispositions et de l'application de la présente loi doit être fait par le ministre.

Rapport au
Parlement

(2) Dans l'année qui suit le début de l'examen ou dans le délai supérieur que la *Chambre des communes* lui accorde, le ministre remet son rapport, accompagné des modifications de la présente loi ou des modalités d'application de celle-ci qu'il recommande, au Parlement.

42. Subsection 73(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

tion des lois d'une province en vigueur au moment de l'évaluation;

k) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets à l'égard desquels les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto* et les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires* exercent une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c), régir toute mesure qui doit être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation environnementale et, à ces fins, régir l'application des lois d'une province en vigueur au moment de l'évaluation;

l) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets pour lesquels une personne ou un organisme reçoit d'une autorité fédérale une aide financière permettant la réalisation du projet en tout ou en partie sur une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujettie à la *Loi sur les Indiens* et régir toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation environnementale;

41. L'article 72 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

72. (1) Dans les cinq années qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, un examen complet des dispositions et de l'application de la présente loi doit être fait par le ministre.

(2) Dans l'année qui suit le début de l'examen ou dans le délai supérieur que la *Chambre des communes* lui accorde, le ministre remet son rapport, accompagné des modifications de la présente loi ou des modalités d'application de celle-ci qu'il recommande, au Parlement.

42. Le paragraphe 73(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) respecting the manner of conducting any assessment of the environmental effects of, and follow-up programs for a project for which a person or body receives financial assistance provided by a federal authority for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part on a reserve that is set apart for the use and benefit of a band and that is subject to the *Indian Act*, and respecting any action to be taken in respect of that project during the environmental assessment process;

d'une autorité fédérale une aide financière permettant la réalisation du projet en tout ou en partie sur une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujettie à la *Loi sur les Indiens* et régir toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation environnementale;

Clause 41: Section 72 of the English version reads as follows:

72. (1) Five years after the coming into force of this section, a comprehensive review of the provisions and operation of this Act shall be undertaken by the Minister.

(2) The Minister shall, within one year after a review is undertaken pursuant to subsection (1) or within such further time as the House of Commons may authorize, submit a report on the review to Parliament including a statement of any changes the Minister recommends.

Clause 42: Subsection 73(2) of the English version reads as follows:

(2) Notwithstanding section 28 of the *Public Service Employment Act*, no person who is deemed under subsection (1) to have been appointed to a

Article 41. — Texte actuel de l'article 72 de la version française :

72. (1) Dans les cinq années qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, un examen complet des dispositions et de l'application de la présente loi doit être fait par le comité, soit de la Chambre des communes, soit mixte, que le Parlement désigne ou constitue à cette fin.

(2) Dans l'année qui suit le début de l'étude visée au paragraphe (1) ou dans le délai supérieur que le Parlement lui accorde, le ministre remet son rapport, accompagné des modifications à la présente loi ou aux modalités d'application de celle-ci qu'il recommande, au Parlement.

Article 42. — Texte actuel du paragraphe 73(2) de la version française :

(2) Par dérogation à l'article 28 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, les personnes qui, la veille du jour de la présomption de nomina-

Stage

(2) Par dérogation à l'article 28 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, sont seules considérées comme stagiaires les personnes qui étaient en cours de stage la veille du jour où elles sont réputées avoir été nommées. Ces personnes poursuivent alors leur stage jusqu'à la fin de la période initialement prévue.

1991, c. 7

Canadian Heritage Languages Institute Act

43. (1) The definition "administrateur délégué" in section 2 of the French version of the *Canadian Heritage Languages Institute Act* is repealed.

(2) Section 2 of the French version of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

« directeur
général »
"Executive
Director"

« directeur général » Le directeur général de l'Institut.

44. The heading preceding section 9 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Directeur général

45. The French version of the said Act is further amended by substituting the expression "directeur général" for the expression "administrateur délégué", with such modifications as the circumstances require, wherever the latter expression occurs in the following provisions:

(a) subsections 9(1) and (3) to (6);

(b) section 12;

(c) paragraph 16(b); and

(d) subsection 17(1).

R.S., c. C-21

Canadian Payments Association Act

46. Subsection 9(3) of the French version of the *Canadian Payments Association Act* is repealed and the following substituted therefor:

(2) Par dérogation à l'article 28 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, sont seules considérées comme stagiaires les personnes qui étaient en cours de stage la veille du jour où elles sont réputées avoir été nommées. Ces personnes poursuivent alors leur stage jusqu'à la fin de la période initialement prévue.

Stage

Loi sur l'Institut canadien des langues patrimoniales

1991, ch. 7

43. (1) La définition de « administrateur délégué », à l'article 2 de la version française de la *Loi sur l'Institut canadien des langues patrimoniales*, est abrogée.

(2) L'article 2 de la version française de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« directeur général » Le directeur général de l'Institut.

« directeur
général »
"Executive
Director"

44. L'intertitre qui précède l'article 9 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Directeur général

45. Dans les passages suivants de la version française de la même loi, « administrateur délégué » est remplacé par « directeur général », avec les adaptations nécessaires :

a) les paragraphes 9(1) et (3) à (6);

b) l'article 12;

c) l'alinéa 16b);

d) le paragraphe 17(1).

Loi sur l'Association canadienne des paiements

L.R., ch. C-21

46. Le paragraphe 9(3) de la version française de la *Loi sur l'Association canadienne des paiements* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

position in the Agency is subject to probation unless the person was subject to probation on the day preceding the day of the deemed appointment, and any person who was so subject to probation continues subject thereto only for as long as would have been the case but for this section.

Canadian Heritage Languages Institute Act

Clause 43: The definition “Executive Director” in section 2 of the English version reads as follows:

“Executive Director” means the Executive Director of the Institute;

Executive Director

Clause 45: The relevant portion of the English version reads as follows:

9. (1) The Executive Director shall be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, for a term not exceeding five years.

...

(3) The Executive Director is the chief executive officer of the Institute and has supervision over and direction of the work and staff of the Institute and may engage such officers, employees and agents as are necessary for the proper conduct of the work of the Institute.

(4) The Board may authorize a member of the Board or an officer or employee of the Institute to act as Executive Director in the event that the Executive Director is absent or incapacitated or the office of the Executive Director is vacant, but no person may act as Executive Director for a period exceeding sixty days without the approval of the Governor in Council.

(5) An Executive Director whose term of office has expired is eligible for reappointment in that capacity.

(6) The Executive Director is an *ex officio* member of the Board without a vote.

...

tion, étaient stagiaires continuent de l'être jusqu'à la fin de la période initialement prévue.

Loi sur l'Institut canadien des langues patrimoniales

Article 43. — Texte de la définition de « administrateur délégué » à l'article 2 de la version française :

« administrateur délégué » L'administrateur délégué de l'Institut.

Administrateur délégué

Article 44. — Texte actuel de la version française de l'intertitre qui précède l'article 9 :

Article 45. — Texte actuel de la version française des passages visés :

9. (1) Le gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, nomme l'administrateur délégué, dont le mandat ne peut excéder cinq ans.

...

(3) L'administrateur délégué est le premier dirigeant de l'Institut et, à ce titre, en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel. Il peut employer le personnel et les mandataires qu'il estime nécessaires à l'exécution des travaux de l'Institut.

(4) En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur délégué ou de vacance de son poste, le conseil peut autoriser un administrateur, un dirigeant ou un autre membre du personnel de l'Institut à assurer l'intérim pour soixante jours au plus, sauf prorogation approuvée par le gouverneur en conseil.

(5) Le mandat de l'administrateur délégué est renouvelable.

(6) L'administrateur délégué est membre d'office du conseil, avec voix consultative.

...

12. Le traitement de l'administrateur délégué ainsi que toute autre rémunération à lui verser sont fixés par le gouverneur en conseil.

Composition du
conseil

(3) Sous réserve du paragraphe 10(1), les membres, autres que la Banque du Canada, sont, pour l'élection des administrateurs, répartis en quatre catégories, à savoir :

- a) les banques;
- b) les centrales;
- c) les sociétés de fiducie et les sociétés de prêt;
- d) les autres établissements financiers.

Chaque catégorie peut élire, parmi les représentants nommés par ses membres, le nombre d'administrateurs indiqué dans les règlements.

47. Subsection 10(1) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Réduction du
nombre des
catégories

10. (1) Lorsque le nombre des membres de la catégorie dite « autres établissements financiers » visée au paragraphe 9(3) est inférieur à cinq, les membres, autres que la Banque du Canada, sont, pour l'élection des administrateurs, répartis en trois catégories, à savoir :

- a) les banques;
- b) les centrales;
- c) les sociétés de fiducie, les sociétés de prêt et les autres établissements financiers.

Chaque catégorie peut élire, parmi les représentants nommés par ses membres, le nombre d'administrateurs indiqué dans les règlements.

48. The heading preceding section 33 and section 33 of the English version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

ACT BINDING ON HER MAJESTY

Act binding on
Her Majesty

33. (1) This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.

Idem

(2) Where Her Majesty in right of a province becomes a member of the Association, this Act is binding on Her Majesty in right of the province.

Composition du
conseil

(3) Sous réserve du paragraphe 10(1), les membres, autres que la Banque du Canada, sont, pour l'élection des administrateurs, répartis en quatre catégories, à savoir :

- a) les banques;
- b) les centrales;
- c) les sociétés de fiducie et les sociétés de prêt;
- d) les autres établissements financiers.

Chaque catégorie peut élire, parmi les représentants nommés par ses membres, le nombre d'administrateurs indiqué dans les règlements.

47. Le paragraphe 10(1) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Réduction du
nombre des
catégories

10. (1) Lorsque le nombre des membres de la catégorie dite « autres établissements financiers » visée au paragraphe 9(3) est inférieur à cinq, les membres, autres que la Banque du Canada, sont, pour l'élection des administrateurs, répartis en trois catégories, à savoir :

- a) les banques;
- b) les centrales;
- c) les sociétés de fiducie, les sociétés de prêt et les autres établissements financiers.

Chaque catégorie peut élire, parmi les représentants nommés par ses membres, le nombre d'administrateurs indiqué dans les règlements.

48. L'article 33 de la version anglaise de la même loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

ACT BINDING ON HER MAJESTY

33. (1) This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.

Act binding on
Her Majesty

Idem

(2) Where Her Majesty in right of a province becomes a member of the Association, this Act is binding on Her Majesty in right of the province.

40

12. The salary and any other remuneration to be paid to the Executive Director shall be fixed by the Governor in Council.

...
16. The Board may make by-laws respecting

...
(b) the remuneration and conditions of employment of the officers, employees and agents of the Institute, other than the Executive Director;

...
17. (1) The Institute is not an agent of Her Majesty and the Chairperson and the other directors and the Executive Director, officers, employees and agents of the Institute are not part of the public service of Canada.

Canadian Payments Association Act

Clause 46: Subsection 9(3) of the English version reads as follows:

(3) Subject to subsection 10(1), for the purpose of election of directors, the members, other than the Bank of Canada, shall be grouped into four classes, namely,

- (a) banks,
- (b) centrals,
- (c) trust companies and loan companies, and
- (d) other financial institutions,

and each class may elect from among representatives named by the members of that class the number of directors set out in the regulations.

Clause 47: Subsection 10(1) of the English version reads as follows:

10. (1) Where the number of members in the class "other financial institutions" referred to in subsection 9(3) is less than five, the members other than the Bank of Canada shall, for the purpose of election of directors, be grouped into three classes, namely,

- (a) banks,
- (b) centrals, and
- (c) trust companies, loan companies and other financial institutions,

and each class may elect from among representatives named by the members of that class the number of directors set out in the regulations.

Clause 48: This amendment would replace the word "Part" with the word "Act" in the English version.

...

16. Le conseil peut, par règlement administratif, prévoir :

...

b) sauf dans le cas de l'administrateur délégué, leur rémunération et leurs conditions d'emploi;

...

17. (1) L'Institut n'est pas mandataire de Sa Majesté; ni le président et les autres administrateurs de son conseil, ni son administrateur délégué, son personnel et ses mandataires, ne font partie de l'administration publique fédérale.

Loi sur l'Association canadienne des paiements

Article 46. — Texte actuel du paragraphe 9(3) de la version française :

(3) Sous réserve du paragraphe 10(1), aux fins de l'élection des administrateurs, les membres, autres que la Banque du Canada, sont divisés en quatre catégories, savoir :

- a) les banques;
- b) les centrales;
- c) les sociétés de fiducie et les sociétés de prêt;
- d) les autres établissements financiers,

chaque catégorie pouvant élire, parmi les représentants nommés par ses membres, le nombre d'administrateurs indiqué dans les règlements.

Article 47. — Texte actuel du paragraphe 10(1) de la version française :

10. (1) Lorsque le nombre des membres de la catégorie dite « autres établissements financiers » visée au paragraphe 9(3) est inférieur à cinq, aux fins de l'élection des administrateurs, les membres, autres que la Banque du Canada, sont divisés en trois catégories, savoir :

- a) les banques;
- b) les centrales;
- c) les sociétés de fiducie, les sociétés de prêt et les autres établissements financiers,

chaque catégorie pouvant élire, parmi les représentants nommés par ses membres, le nombre d'administrateurs indiqué dans les règlements.

Article 48. — Substitution, dans la version anglaise, de « Act » à « Part ».

R.S., c. C-23

*Canadian Security Intelligence Service Act**Loi sur le Service canadien du
renseignement de sécurité*

L.R., ch. C-23

49. All that portion of section 25 of the *Canadian Security Intelligence Service Act* preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

*Crown Liability
and Proceed-
ings Act* not to
apply

25. No action lies under section 18 of the *Crown Liability and Proceedings Act* in respect of

49. Le passage de l'article 25 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5 25. Il ne peut être intenté d'action sous le régime de l'article 18 de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* à l'égard :

5 Non-
application de
la *Loi sur la
responsabilité
civile de l'État
et le
contentieux
administratif*

R.S., c. C-34;
R.S., c. 19 (2nd
Supp.), s. 19

*Competition Act**Loi sur la concurrence*

L.R., ch. C-34;
L.R., ch. 19 (2^e
suppl.), art. 19

50. All that portion of subsection 33(1) of the *Competition Act* following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

the court may, by order, issue an interim injunction forbidding any person named in the application from doing any act or thing that it appears to the court may constitute or be directed toward the commission of an offence, pending the commencement or completion of a proceeding under subsection 34(2) or a prosecution against the person.

1991, c. 45, s.
548, c. 46, s.
591, c. 47, s.
715(1)

51. (1) All that portion of subsection 49(2) of the said Act following paragraph (g) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(h) in respect of which the Minister of Finance has certified to the Director that 25
Minister's request for or approval of the agreement or arrangement for the purposes of financial policy and has certified the names of the parties to the agreement or arrangement; or

(i) that is entered into only by financial institutions each of which is an affiliate of each of the others.

Coming into
force of
subsection (1)

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on June 1, 1992.

50. Le passage du paragraphe 33(1) de la *Loi sur la concurrence* qui suit l'alinéa b) est 10
abrogé et remplacé par ce qui suit :

le tribunal peut, par ordonnance, prononcer une injonction provisoire interdisant à toute personne nommément désignée dans la demande de faire quoi que ce soit qui, d'après 15
le tribunal, peut constituer une infraction ou tendre à la perpétration d'une infraction, en attendant que les procédures prévues au paragraphe 34(2) ou des poursuites soient engagées ou terminées contre la personne en 20
question.

51. (1) Le passage du paragraphe 49(2) de la même loi qui suit l'alinéa g) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 45,
art. 548; 1991,
ch. 46, art. 591;
1991, ch. 47,
par. 715(1)

h) à l'égard duquel le ministre des Fi- 25
nances certifie au directeur le nom des parties et certifie qu'il a été, aux fins de la politique financière, conclu à sa demande ou avec son autorisation;

i) conclu uniquement entre des institutions 30
financières qui font toutes partie du même groupe.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré 35
en vigueur le 1^{er} juin 1992.

Entrée en
vigueur du
paragraphe (1)

Canadian Security Intelligence Service Act

Clause 49: This amendment would replace a reference to the *Crown Liability Act* with a reference to the *Crown Liability and Proceedings Act*.

Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité

Article 49. — Modification corrélatrice. Substitution de « *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* » à « *Loi sur la responsabilité de l'État* ».

Competition Act

Clause 50: This amendment would add the underlined words.

Loi sur la concurrence

Article 50. — Ajout des mots soulignés.

Clause 51: The relevant portion of subsection 49(2) at present reads as follows:

(2) Subsection (1) does not apply in respect of an agreement or arrangement

...

(h) in respect of which the Minister of Finance has certified to the Director the names of the parties thereto and that the Minister of Finance has requested or approved the agreement or arrangement for the purposes of financial policy; or

(i) that is entered into only by financial institutions each of which is an affiliate of each of the others.

Article 51. — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 49(2) :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas en ce qui touche un accord ou arrangement :

...

h) à l'égard duquel le ministre des Finances certifie au directeur le nom des parties et certifie qu'il a été, aux fins de la politique financière, conclu à sa demande ou avec son autorisation;

i) conclu uniquement entre des institutions financières qui font toutes partie du même groupe.

R.S., c. C-36

*Companies' Creditors Arrangement Act**Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*

L.R., ch. C-36

52. The definition "company" in section 2 of the *Companies' Creditors Arrangement Act* is repealed and the following substituted therefor:

"company"
« compagnie »

"company" means any company or corporation incorporated by or under an Act of Parliament or of the legislature of any province and any incorporated company having assets or doing business in Canada, wherever incorporated, except banks, rail- 10 way or telegraph companies, insurance companies and companies to which the *Trust and Loan Companies Act* applies;

52. La définition de « compagnie », à l'article 2 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5 « compagnie » Toute compagnie ou personne morale constituée par une loi fédérale ou provinciale ou sous son régime, et toute compagnie constituée en personne morale qui possède un actif ou fait affaire au Canada, quel que soit l'endroit où elle a 10 été constituée en personne morale. La présente définition exclut les banques, les compagnies de chemin de fer ou de télégraphe, les compagnies d'assurances et les compagnies auxquelles s'applique la *Loi* 15 *sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

5 « compagnie »
"company"

1991, c. 48

*Cooperative Credit Associations Act**Loi sur les associations coopératives de crédit*

1991, ch. 48

53. Subsection 314(2) of the French version of the *Cooperative Credit Associations Act* is repealed and the following substituted therefor:

Idem

(2) À la demande de tout membre du comité de vérification, le vérificateur assiste à toutes réunions de ce comité tenues au cours du mandat de ce membre.

53. Le paragraphe 314(2) de la version française de la *Loi sur les associations coopératives de crédit* est abrogé et remplacé par ce qui suit : 20

(2) À la demande de tout membre du comité de vérification, le vérificateur assiste à 20 toutes réunions de ce comité tenues au cours du mandat de ce membre.

Idem

54. Subsection 354(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Exemption

(3) The Superintendent may, by order, exempt from the application of this section and section 355 any class of shares of an association that does not amount to more than 10 per cent of the equity, within the meaning of subsection (4), of the association. 25

54. Le paragraphe 354(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 25

(3) Le surintendant peut, par arrêté, soustraire à l'application du présent article et de l'article 355 toute catégorie d'actions qui ne représentent pas plus de dix pour cent des capitaux propres de l'association. 30

Exemption

55. All that portion of the definition "société de crédit-bail" in subsection 386(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

« société de
crédit-bail »
"financial
leasing
corporation"

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à

55. Le passage de la définition de « société de crédit-bail », au paragraphe 386(1) de la version française de la même loi, qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce 35 qui suit :

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à 40

« société de
crédit-bail »
"financial
leasing
corporation"

Companies' Creditors Arrangement Act

Clause 52: This amendment would replace a reference to “trust companies” and “loan companies” as governed by their former Acts, with a reference to “trust and loan companies” under the *Trust and Loan Companies Act*.

Cooperative Credit Associations Act

Clause 53: This amendment would add the underlined words to the French version.

Clause 54: Subsection 354(3) at present reads as follows:

(3) The Superintendent may, by order, exempt from the application of this section and section 355 any purchase or other acquisition of shares of any class of shares of an association that do not amount to more than 10 per cent of the equity, within the meaning of subsection (6), of the association.

Clause 55: The definition “financial leasing corporation” in subsection 386(1) of the English version reads as follows:

“financial leasing corporation” means a body corporate

(a) the activities of which are limited to the financial leasing of personal property and such related activities as are prescribed and whose activities conform to such restrictions and limitations thereon as are prescribed, and

Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies

Article 52. — Substitution, en conformité avec la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, du passage « et les compagnies auxquelles s'applique la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* » au passage « , les sociétés de fiducie agréées sous le régime de la *Loi sur les sociétés de fiducie* ou régies par celle-ci et les sociétés de prêt agréées sous le régime de la *Loi sur les sociétés de prêt* ou régies par celle-ci ».

Loi sur les Associations coopératives de crédit

Article 53. — Ajout, dans la version française, des mots soulignés.

Article 54. — Texte actuel du paragraphe 354(3) :

(3) Le surintendant peut, par arrêté, soustraire à l'application du présent article et de l'article 355 l'acquisition d'actions d'une catégorie quelconque qui ne représentent pas plus de dix pour cent des capitaux propres de l'association.

Article 55. — Texte actuel de la définition de « société de crédit-bail » au paragraphe 386(1) de la version française :

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité se limite au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements, et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

a) de diriger ses clients, présents ou potentiels, vers des marchands donnés de tels biens;

ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

56. Section 472 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Définition de
"central"

472. Est édictée, dans la version anglaise, la disposition suivante : « "central" means a central cooperative credit society for which an order has been made under subsection 473(1) ».

1992, c. 20

Corrections and Conditional Release Act

57. Section 103 of the French version of the *Corrections and Conditional Release Act* is repealed and the following substituted therefor:

Maintien

103. Est maintenue la Commission nationale des libérations conditionnelles, composée d'au plus quarante-cinq membres à temps plein et d'un certain nombre de membres à temps partiel, nommés dans les deux cas par le gouverneur en conseil à titre inamovible et sur la recommandation du ministre pour un mandat maximal respectif de dix et trois ans.

58. Subsection 116(9) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Temps de
déplacement

(9) La durée de validité de la permission de sortir sans surveillance ne comprend pas le temps qui peut être accordé pour les déplacements entre le lieu de détention et la destination du délinquant.

R.S., c. C-46

Criminal Code

1991, c. 1, s. 28

59. (1) Paragraph (e) of the definition "peace officer" in section 2 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

(e) a person designated as a fishery guardian under the *Fisheries Act* when performing any duties or functions under that Act and a person designated as a fishery officer under the *Fisheries Act* when performing any duties or functions under that Act, the *Coastal Fisheries Protection Act* or the *North Pacific Fisheries Convention Act*,

ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

56. L'article 472 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

472. Est édictée, dans la version anglaise, la disposition suivante : « "central" means a central cooperative credit society for which an order has been made under subsection 10473(1) ».

Définition de
"central"

10

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

1992, ch. 20

57. L'article 103 de la version française de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

103. Est maintenue la Commission nationale des libérations conditionnelles, composée d'au plus quarante-cinq membres à temps plein et d'un certain nombre de membres à temps partiel, nommés dans les deux cas par le gouverneur en conseil à titre inamovible et sur la recommandation du ministre pour un mandat maximal respectif de dix et trois ans.

Maintien

58. Le paragraphe 116(9) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(9) La durée de validité de la permission de sortir sans surveillance ne comprend pas le temps qui peut être accordé pour les déplacements entre le lieu de détention et la destination du délinquant.

Temps de
déplacement

30

Code criminel

L.R., ch. C-46

59. (1) L'alinéa e) de la définition de « agent de la paix », à l'article 2 du *Code criminel*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 1,
art. 28

e) les personnes désignées à titre de gardes-pêche en vertu de la *Loi sur les pêches*, dans l'exercice des fonctions que leur confère cette loi, et celles qui sont désignées à titre d'agents des pêches en vertu de cette loi, dans l'exercice des fonctions que leur confère cette loi, la *Loi sur la protection des pêches côtières*

35

40

(b) that, in conducting the activities referred to in paragraph (a) in Canada, does not

(i) direct its customers or potential customers to particular dealers in the leased property or the property to be leased,

(ii) enter into lease agreements with persons in respect of any motor vehicle having a gross vehicle weight, as that expression is defined by the regulations, of less than twenty-one tonnes, or

(iii) enter into lease agreements with natural persons in respect of personal household property, as that expression is defined by the regulations;

Clause 56: Section 472 of the English version reads as follows:

472. In the English version of this Part, “central” means a central cooperative credit society for which an order has been made under subsection 473(1).

Corrections and Conditional Release Act

Clause 57: This amendment would replace the words “à titre amovible” (“during pleasure”) with the words “à titre inamovible” (“during good behaviour”) in the French version.

Clause 58: This amendment would replace the words “que peut accorder la commission” (“that the Board may grant”) with the words “qui peut être accordé” (“that may be granted”) in the French version.

Criminal Code

Clause 59: This amendment would delete a reference to the *Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act* after the reference to the *North Pacific Fisheries Convention Act*.

b) de conclure des contrats de location portant sur des véhicules à moteur dont le poids brut, au sens des règlements, est inférieur à vingt et une tonnes;

c) de conclure avec des personnes physiques des contrats de location portant sur des meubles meublants, au sens des règlements.

Article 56. — Texte actuel de l'article 472 de la version française :

472. Pour l'application de la version anglaise de la présente partie, “central” means a central cooperative credit society for which an order has been made under subsection 473(1).

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

Article 57. — Substitution, dans la version française, de « inamovible » à « amovible ».

Article 58. — Substitution, dans la version française, de « qui peut être accordé » à « que peut accorder la commission ».

Code criminel

Article 59. — Suppression du renvoi à la *Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord* après le renvoi à la *Loi sur la convention concernant les pêches du Pacifique nord*.

Coming into
force of subsec-
tion (1)

(2) Subsection (1) shall come into force on the day after the day on which the *North-ern Pacific Halibut Fisheries Convention Act* is repealed.

R.S., c. C-49

Advance Payments for Crops Act

R.S., c. 38 (1st
Suppl.), s. 2

60. Paragraph 5(1)(i) of the *Advance Payments for Crops Act* is amended by adding the word "and" at the end of subparagraph (iii) thereof and by repealing subparagraph (v) thereof.

R.S., c. 22 (4th
Suppl.)

Emergencies Act

61. Subsection 52(3) of the *Emergencies Act* is repealed and the following substituted therefor:

Decision final

(3) The decision of the Assessor on any appeal under this Part is final and conclusive and, except for judicial review under the Federal Court Act, is not subject to appeal to or review by any court.

R.S., c. E-8

Energy Monitoring Act

62. Paragraph 4(b) of the French version of the *Energy Monitoring Act* is repealed and the following substituted therefor:

b) la valeur des éléments d'actif se rapportant à des activités visées à la définition de « entreprise énergétique » figurant au paragraphe 2(1) et calculée conformément aux règlements dépasse dix millions de dollars ou tout autre montant plus élevé fixé par les règlements.

R.S., c. E-9

Energy Supplies Emergency Act

R.S., c. 22 (4th
Suppl.), s. 65

63. Subsection 13(2) of the *Energy Supplies Emergency Act* is repealed and the following substituted therefor:

Crown not
relieved of
liability

(2) Subsection (1) does not relieve Her Majesty in right of Canada of liability for the acts or omissions described in that subsection and Her Majesty in right of Canada is liable under the *Crown Liability and Pro-*

ou la *Loi sur la convention concernant les pêches du Pacifique nord*;

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur le jour suivant la date de l'abrogation de la *Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord*.

Entrée en
vigueur du
paragraphe (1)

Loi sur le paiement anticipé des récoltes

L.R., ch. C-49

60. Le sous-alinéa 5(1)i)(v) de la *Loi sur le paiement anticipé des récoltes* est abrogé.

L.R., ch. 38 (1^{er}
suppl.), art. 2

Loi sur les mesures d'urgence

L.R., ch. 22 (4^e
suppl.)

61. Le paragraphe 52(3) de la *Loi sur les mesures d'urgence* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Les décisions de l'appréciateur sur l'appel sont définitives, sous réserve du con-
trôle judiciaire prévu par la Loi sur la Cour
fédérale.

Caractère
définitif

*Loi sur la surveillance du secteur
énergétique*

L.R., ch. E-8

62. L'alinéa 4b) de la version française de la *Loi sur la surveillance du secteur éner-
gique* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) la valeur des éléments d'actif se rapportant à des activités visées à la définition de « entreprise énergétique » figurant au paragraphe 2(1) et calculée conformément aux règlements dépasse dix millions de dollars ou tout autre montant plus élevé fixé par les règlements.

*Loi d'urgence sur les approvisionnements
d'énergie*

L.R., ch. E-9

63. Le paragraphe 13(2) de la *Loi d'ur-
gence sur les approvisionnements d'énergie* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) ne dégage pas l'État de sa responsabilité pour les faits qui y sont visés et celui-ci est responsable en application de la *Loi sur la responsabilité civile de
l'État et le contentieux administratif* et de

L.R., ch. 22 (4^e
suppl.), art. 65

Responsabilité
civile de l'État

Advance Payments for Crops Act

Clause 60: The relevant portion of paragraph 5(1)(i) reads as follows:

5. (1) In order for a guarantee from the Minister under this Act to be effective, a producer organization

...

(i) must sign a written agreement with the Minister under which the producer organization agrees

...

(v) that, where the Minister makes a payment under paragraph 12(1)(b) or subsection 12(2) and subsequently the producer in respect of whose default the payment was made makes a payment to the producer organization in respect of all or part of the producer's liability to the producer organization under section 8, the producer organization will, within the following five working days, pay over to the Minister that portion of the amount so received by it from the producer that corresponds to the Minister's payment under paragraph 12(1)(b) and subsection 12(2).

Emergencies Act

Clause 61: This amendment would replace the words "in accordance with section 28 of" with the words "for judicial review under".

Energy Monitoring Act

Clause 62: This amendment would replace the word "dépassent" with the word "dépasse" in the French version.

Energy Supplies Emergency Act

Clause 63: This amendment would replace a reference to the *Crown Liability Act* with a reference to the *Crown Liability and Proceedings Act*.

Loi sur le paiement anticipé des récoltes

Article 60. — Texte actuel des passages visés du paragraphe 5(1) :

5. (1) La garantie du ministre n'a d'effet que si l'association de producteurs :

...

i) signe avec le ministre une entente aux termes de laquelle elle consent :

...

(v) dans le cas où le producteur défaillant lui rembourse tout ou partie du montant qu'il lui doit au titre de l'article 8 après que le ministre a effectué le versement prévu à l'alinéa 12(1)b) ou au paragraphe 12(2), à remettre à celui-ci la partie du montant ainsi remboursé qui correspond au paiement effectué au titre de l'alinéa 12(1)b) ou du paragraphe 12(2) dans les cinq jours ouvrables suivant ce remboursement.

Loi sur les mesures d'urgence

Article 61. — Substitution du passage « sous réserve du contrôle judiciaire prévu par » au passage « sauf recours conforme à l'article 28 de ».

Loi sur la surveillance du secteur énergétique

Article 62. — Substitution, dans la version française, de « dépasse » à « dépassent ».

Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie

Article 63. — Modification corrélative. Substitution de « *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* » à « *Loi sur la responsabilité de l'État* ».

ceedings Act or any other law as if that subsection had not been enacted.

R.S., c. 22 (4th Supp.), s. 71

64. Subsection 32.4(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Decision final

(3) The decision of the Assessor on any appeal under section 32.3 is final and conclusive and, except for judicial review under the Federal Court Act, is not subject to appeal to or review by any court.

1990, c. 2, s. 7(1)

65. Subsection 33(1) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Demande d'exemption

33. (1) Quiconque, pour se conformer soit à la demande écrite du ministre d'élaborer ou de réaliser un programme ou autre dispositif en liaison avec la présente loi, soit aux règlements d'application de celle-ci, serait tenu de conclure une convention ou un accord ou d'adopter une ligne de conduite susceptibles de le faire contrevenir à la *Loi sur la concurrence* peut demander à l'Office de prendre une ordonnance le soustrayant, à cet égard, à l'application de cette loi.

1991, c. 12

European Bank for Reconstruction and Development Agreement Act

66. Section 7 of the *European Bank for Reconstruction and Development Agreement Act* is repealed and the following substituted therefor:

Annual report

7. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament by March 31 of each year or, if that House is not then sitting, on any of the thirty days next thereafter that it is sitting, a report of operations for the previous calendar year, containing a general summary of all actions taken under the authority of this Act, including their sustainable development aspects within the meaning of Article 2 of the *Agreement*, and their human rights aspects.

R.S., c. E-19

Export and Import Permits Act

67. Subsection 5(5) of the *Export and Import Permits Act* is repealed and the following substituted therefor:

toute autre loi comme si ce paragraphe n'avait pas été édicté.

64. Le paragraphe 32.4(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

(3) Les décisions de l'appréciateur sur l'appel prévu par l'article 32.3 sont définitives, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la Loi sur la Cour fédérale.

10

65. Le paragraphe 33(1) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 22 (4^e suppl.), art. 71

5 Caractère définitif

1990, ch. 2, par. 7(1)

Demande d'exemption

33. (1) Quiconque, pour se conformer soit à la demande écrite du ministre d'élaborer ou de réaliser un programme ou autre dispositif en liaison avec la présente loi, soit aux règlements d'application de celle-ci, serait tenu de conclure une convention ou un accord ou d'adopter une ligne de conduite susceptibles de le faire contrevenir à la *Loi sur la concurrence* peut demander à l'Office de prendre une ordonnance le soustrayant, à cet égard, à l'application de cette loi.

1991, ch. 12

Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

66. L'article 7 de la *Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Rapport annuel

7. Le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement, au plus tard le 31 mars ou, si celle-ci ne siège pas, dans les trente jours de séance ultérieurs, un rapport d'activité pour l'année civile précédente contenant un résumé général des opérations effectuées sous le régime de la présente loi, y compris des éléments concernant le développement durable au sens de l'article 2 de l'*Accord* et les droits de la personne.

L.R., ch. E-19

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

67. Le paragraphe 5(5) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Clause 64: This amendment would replace the words “in accordance with section 28 of” with the words “for judicial review under”.

Article 64. — Substitution du passage « sous réserve du contrôle judiciaire prévu par » au passage « sauf recours conforme à l'article 28 de ».

Clause 65: Subsection 33(1) of the English version reads as follows:

33. (1) Where, in order to comply with any request in writing from the Minister to develop or carry out an implementation plan or arrangement in relation to this Act or with any regulation under this Act, a person would be required to enter into any agreement, arrangement or course of action that might cause that person to contravene the *Competition Act*, that person may apply to the Board for an order exempting that person from that Act in respect of that particular agreement, arrangement or course of action.

Article 65. — Texte actuel du paragraphe 33(1) de la version française :

33. (1) Quiconque, pour se conformer soit à la demande écrite du ministre de mettre sur pied ou de réaliser un programme de mise en oeuvre ou de faire des arrangements en rapport avec la présente loi, soit aux règlements d'application de celle-ci, serait tenu de conclure une convention ou un accord ou d'adopter une ligne de conduite susceptibles de le faire contrevenir à la *Loi sur la concurrence* peut demander à l'Office de prendre une ordonnance le soustrayant, à cet égard, à l'application de cette loi.

*European Bank for Reconstruction and Development
Agreement Act*

*Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne
pour la reconstruction et le
développement*

Clause 66: This amendment would add the underlined words.

Article 66. — Ajout des mots soulignés.

Export and Import Permits Act

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

Clause 67: This amendment would replace the reference to subsection (4) with a reference to subsection (3).

Article 67. — Substitution de « (3) » à « (4) ».

Addition to
Import Control
List

(5) Where at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council on a report of the Minister made as described in subsection (3) that goods of any kind are being imported or are likely to be imported into Canada at such prices, in such quantities and under such conditions as to make it advisable to collect information with respect to the importation of those goods in order to ascertain whether the importation is causing or threatening injury to the production in Canada of like or directly competitive goods, any goods of the same kind may, by order of the Governor in Council, be included on the Import Control List in order to facilitate the collection of that information.

R.S., c. F-7

Federal Court Act

68. Section 3 of the French version of the Federal Court Act is repealed and the following substituted therefor:

Maintien

3. Tribunal de droit, d'equity et 20 d'amirauté du Canada, la Cour fédérale du Canada est maintenue à titre de tribunal additionnel propre à améliorer l'application du droit canadien. Elle continue d'être une cour supérieure d'archives ayant compétence en matière civile et pénale.

69. Paragraph 22(3)(d) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

d) à toutes les hypothèques ou tous les privilèges donnés en garantie sur un navire — enregistrés ou non et reconnus en droit ou en equity —, qu'ils relèvent du droit canadien ou du droit étranger.

1990, c. 8, s. 8;
1992, c. 26, s.
17, c. 33, s. 69

70. (1) Paragraph 28(1)(n) of the English version of the said Act is amended by striking out the two occurrences of the word "and" at the end thereof.

1992, c. 33, s.
69

(2) Paragraph 28(1)(o) of the said Act, as enacted by section 69 of the *Status of the Artist Act*, is renumbered as paragraph 28(1)(p).

Coming into
force of subsections (1) and
(2)

(3) Subsections (1) and (2) shall come into force on the later of the day on which this Act is assented to and the day on which sec-

(5) Lorsqu'il est convaincu, en se fondant sur un rapport du ministre établi de la façon prévue au paragraphe (3), que des marchandises de tous genres sont importées au Canada — ou sont susceptibles de l'être — à des prix, en quantités et dans des conditions tels qu'il est souhaitable d'obtenir sur leur importation des renseignements afin de déterminer si celle-ci cause ou menace de causer un préjudice à la production canadienne de marchandises semblables ou directement concurrentielles, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter les marchandises du même genre sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

Addition à la
liste des
marchandises
d'importation
contrôlée

Loi sur la Cour fédérale

L.R., ch. F-7

68. L'article 3 de la version française de la Loi sur la Cour fédérale est abrogé et remplacé par ce qui suit :

3. Tribunal de droit, d'equity et d'amirauté du Canada, la Cour fédérale du Canada est maintenue à titre de tribunal additionnel propre à améliorer l'application du droit canadien. Elle continue d'être une cour supérieure d'archives ayant compétence en matière civile et pénale.

69. L'alinéa 22(3)d) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) à toutes les hypothèques ou tous les privilèges donnés en garantie sur un navire — enregistrés ou non et reconnus en droit ou en equity —, qu'ils relèvent du droit canadien ou du droit étranger.

70. (1) L'alinéa 28(1)n) de la version anglaise de la même loi est modifié par suppression des deux occurrences du mot « and » à la fin de celui-ci.

(2) L'alinéa 28(1)o) de la même loi, édicté par l'article 69 de la *Loi sur le statut de l'artiste*, devient l'alinéa 28(1)p).

(3) Les paragraphes (1) et (2) entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou, si elle est postérieure, à la

1990, ch. 8,
art. 8; 1992,
ch. 26, art. 17;
1992, ch. 33,
art. 69

1992, ch. 33,
art. 69

Entrée en
vigueur des
paragraphes (1)
et (2)

Federal Court Act

Clause 68: This amendment would substitute the word “equity” for the word “équité”, as the equivalent of the word “equity”, in the French version.

Clause 69: This amendment would substitute the word “equity” for the word “équité”, as the equivalent of the word “equity”, in the French version.

Clause 70: The relevant portion of subsection 28(1) of the English version at present reads as follows:

28. (1) The Court of Appeal has jurisdiction to hear and determine applications for judicial review made in respect of any of the following federal boards, commissions or other tribunals;

...

(n) the Competition Tribunal established by the *Competition Tribunal Act*; and and

...

(o) the Canadian Artists and Producers Professional Relations Tribunal established by subsection 10(1) of the *Status of the Artist Act*.

Loi sur la Cour fédérale

Article 68. — Substitution de « equity » à « équité » dans la version française.

Article 69. — Substitution de « equity » à « équité » dans la version française.

Article 70. — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 28(1) de la version française :

28. (1) La Cour d'appel a compétence pour connaître des demandes de contrôle judiciaire visant les offices fédéraux suivants :

...

n) le Tribunal de la concurrence constitué par la *Loi sur le Tribunal de la concurrence*;

...

o) le Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs constitué par le paragraphe 10(1) de la *Loi sur le statut de l'artiste*.

tion 69 of the *Status of the Artist Act* comes into force.

date d'entrée en vigueur de l'article 69 de la *Loi sur le statut de l'artiste*.

R.S., c. F-27

Food and Drugs Act

71. (1) The definition "food" in section 2 of the *Food and Drugs Act* is repealed and the following substituted therefor:

"food"
« aliment »

"food" includes any article manufactured, sold or represented for use as food or drink for human beings, chewing gum, and any ingredient that may be mixed with food for any purpose whatever;

(2) The definitions "cosmétique" and "emballage" in section 2 of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

« cosmétique »
"cosmetic"

« cosmétique » Notamment les substances ou mélanges de substances fabriqués, vendus ou présentés comme pouvant servir à embellir, purifier ou modifier le teint, la peau, les cheveux ou les dents, y compris les désodorisants et les parfums.

« emballage »
"package"

« emballage » Notamment récipient, emballage ou autre conditionnement contenant, en tout ou en partie, un aliment, une drogue, un cosmétique ou un instrument.

(3) Paragraphs (a) to (d) of the definition "device" in section 2 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(a) the diagnosis, treatment, mitigation or prevention of a disease, disorder or abnormal physical state, or its symptoms, in human beings or animals,

(b) restoring, correcting or modifying a body function or the body structure of human beings or animals,

(c) the diagnosis of pregnancy in human beings or animals, or

(d) the care of human beings or animals during pregnancy and at and after birth of the offspring, including care of the 40 offspring,

Loi sur les aliments et drogues

L.R., ch. F-27

71. (1) La définition de « aliment », à l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*, est abrogée et remplacée par ce qui 5 suit :

« aliment » Notamment tout article fabriqué, vendu ou présenté comme pouvant servir de nourriture ou de breuvage à l'être humain, la gomme à mâcher ainsi que tout 10 ingrédient pouvant être mélangé avec un aliment à quelque fin que ce soit.

(2) Les définitions de « cosmétique » et « emballage », à l'article 2 de la version française de la même loi, sont abrogées et 15 respectivement remplacées par ce qui suit :

« cosmétique » Notamment les substances ou mélanges de substances fabriqués, vendus ou présentés comme pouvant servir à embellir, purifier ou modifier le teint, la peau, 20 les cheveux ou les dents, y compris les désodorisants et les parfums.

« emballage » Notamment récipient, emballage ou autre conditionnement contenant, en tout ou en partie, un aliment, une 25 drogue, un cosmétique ou un instrument.

(3) Les alinéas a) à d) de la définition de « instrument », à l'article 2 de la même loi, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) au diagnostic, au traitement, à l'atténuation ou à la prévention d'une maladie, d'un désordre, d'un état physique anormal ou de leurs symptômes, chez l'être humain ou les animaux;

b) à la restauration, à la correction ou à 35 la modification d'une fonction organique ou de la structure corporelle de l'être humain ou des animaux;

c) au diagnostic de la gestation chez l'être humain ou les animaux;

d) aux soins de l'être humain ou des animaux pendant la gestation et aux soins prénatals et post-natals, notamment les 40 soins de leur progéniture.

« aliment »
"food"

« cosmétique »
"cosmetic"

« emballage »
"package"

Food and Drugs Act

Clause 71: (1) This amendment would replace the word “man” with the words “human beings” and would add the word “notamment” (“includes”) to the French version.

(2) This amendment would add the underlined word to the French version.

(3) This amendment would substitute

(a) the words “human beings” for the word “man” in paragraphs (a) and (b) and for the word “humans” in paragraphs (c) and (d);

(b) the word “animals” for the word “animal” in paragraphs (a) and (b); and

(c) the words “its symptoms” for the words “the symptoms thereof” in paragraph (a).

Loi sur les aliments et drogues

Article 71, (1). — Ajout de « notamment » dans la version française de la définition de « aliment ». Substitution de « être humain » à « homme ».

(2). — Ajout, dans la version française, des mots soulignés.

(3). — Substitution de « être humain » à « homme ». Substitution de « animals » à « animal » dans la version anglaise des alinéas a) et b). Substitution de « its symptoms » à « the symptoms thereof » dans la version anglaise de l'alinéa a).

(4) Paragraphs (a) and (b) of the definition "drug" in section 2 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

- (a) the diagnosis, treatment, mitigation or prevention of a disease, disorder or abnormal physical state, or its symptoms, in human beings or animals,
- (b) restoring, correcting or modifying organic functions in human beings or animals, or

72. Subsection 3(1) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. (1) Il est interdit de faire, auprès du grand public, la publicité d'un aliment, d'une drogue, d'un cosmétique ou d'un instrument à titre de traitement ou de mesure préventive d'une maladie, d'un désordre ou d'un état physique anormal énumérés à l'annexe A ou à titre de moyen de guérison.

73. Subsection 37(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

37. (1) This Act does not apply to any packaged food, drug, cosmetic or device, not manufactured for consumption in Canada and not sold for consumption in Canada, if the package is marked in distinct overprinting with the word "Export" or "Exportation" and a certificate that the package and its contents do not contravene any known requirement of the law of the country to which it is or is about to be consigned has been issued in respect of the package and its contents in prescribed form and manner.

(4) Les alinéas a) et b) de la définition de « drogue », à l'article 2 de la même loi, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) au diagnostic, au traitement, à l'atténuation ou à la prévention d'une maladie, d'un désordre, d'un état physique anormal ou de leurs symptômes, chez l'être humain ou les animaux;
- b) à la restauration, à la correction ou à la modification des fonctions organiques chez l'être humain ou les animaux;

72. Le paragraphe 3(1) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

3. (1) Il est interdit de faire, auprès du grand public, la publicité d'un aliment, d'une drogue, d'un cosmétique ou d'un instrument à titre de traitement ou de mesure préventive d'une maladie, d'un désordre ou d'un état physique anormal énumérés à l'annexe A ou à titre de moyen de guérison.

73. Le paragraphe 37(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

37. (1) La présente loi ne s'applique pas aux aliments, drogues, cosmétiques ou instruments emballés qui sont fabriqués et vendus pour consommation à l'extérieur du pays si l'emballage porte clairement imprimé le mot « Exportation » ou « Export » et qu'il y a eu délivrance d'un certificat réglementaire attestant que l'emballage et son contenu n'enfreignent aucune règle de droit connue du pays auquel il est expédié ou destiné.

Publicité interdite

Publicité interdite

Conditions under which exports exempt

Exemption

1989, c. 27

Department of Forestry Act

Loi sur le ministère des Forêts

1989, ch. 27

74. Subsection 10(3) of the *Department of Forestry Act* is repealed and the following substituted therefor:

(3) The report shall include but not be restricted to information on forest employment, an inventory of Canada's forest lands, a review of new forestry-related products, a survey of environmental standards being applied by the forest industry, trade issues and

74. Le paragraphe 10(3) de la *Loi sur le ministère des Forêts* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Le rapport inclut — mais sans y être restreint — des renseignements sur l'emploi dans le secteur forestier, un inventaire des terres forestières du Canada, une revue des nouveaux produits reliés aux forêts, une étude des normes environnementales appli-

Idem

Idem

(4) This amendment would substitute

(a) the words "human beings" for the word "man" in paragraphs (a) and (b); and

(b) the words "its symptoms" for the words "the symptoms thereof" in paragraph (a).

(4). — Substitution de « être humain » à « homme » et, dans la version anglaise, de « its symptoms » à « the symptoms thereof ».

Clause 72: This amendment would add the underlined words to the French version.

Article 72. — Ajout, dans la version française, des mots soulignés.

Clause 73: This amendment would

(a) add the words "or "Exportation" " to the English version and the words "ou « Export »" to the French version;

(b) substitute the word "et" ("and") for the word "ou" ("or") in the French version; and

(c) substitute the words "of the package and its contents" for the word "thereof" in the English version.

Article 73. — Ajout de « ou « Export » » dans la version française et de « or "Exportation" » dans la version anglaise. Substitution de « of the package and its contents » à « thereof » dans la version anglaise.

Department of Forestry Act

Loi sur le ministère des Forêts

Clause 74: This amendment would replace the expression "our forests" with the expression "Canada's forests".

Article 74. — Substitution de « des forêts du Canada » à « de nos forêts ».

figures and the integrated use of Canada's forests.

quées dans l'industrie forestière, des questions et des données commerciales, ainsi que de l'intégration des utilisations des forêts du Canada.

1990, c. 21

Health of Animals Act

75. Section 63 of the *Health of Animals Act* is repealed and the following substituted therefor:

Unpaid fees,
charges or costs

63. Any fees, charges or costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.

76. (1) Paragraph 64(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(b) for subjecting animals and things that may transmit a disease or toxic substance to quarantine or requiring their destruction on importation into Canada and for requiring the disposal on importation into Canada of things that may transmit a disease or toxic substance;

(2) Paragraph 64(1)(z.4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(z.4) prescribing any fees or charges, or the manner of calculating any fees or charges, required for carrying out the purposes and provisions of this Act or the regulations; and

77. Section 75 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Arrêtés

75. Les arrêtés pris au titre de l'article 16 de la *Loi sur les maladies et la protection des animaux* et en vigueur le premier janvier 1991 ont la même validité que des règlements pris au titre de l'article 14 de la présente loi.

1991, c. 47

Insurance Companies Act

78. Paragraph 143(1)(b) of the *Insurance Companies Act* is repealed and the following substituted therefor:

(b) each policyholder entitled to vote at the meeting who has within three years

Loi sur la santé des animaux

1990, ch. 21

75. L'article 63 de la *Loi sur la santé des animaux* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

63. Les frais non acquittés dans le cadre de la présente loi ou des règlements peuvent être recouvrés à titre de créance de Sa Majesté.

Recouvrement

(1) L'alinéa 64(1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) prévoir la prise de toute mesure de disposition — notamment la mise en quarantaine ou la destruction — d'animaux ou de choses susceptibles de transmettre une maladie ou une substance toxique, à leur arrivée au Canada;

(2) L'alinéa 64(1)z.4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

z.4) fixer tous droits et redevances exigibles dans le cadre de la présente loi et des règlements, ou leur mode de détermination;

77. L'article 75 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

75. Les arrêtés pris au titre de l'article 16 de la *Loi sur les maladies et la protection des animaux* et en vigueur le premier janvier 1991 ont la même validité que des règlements pris au titre de l'article 14 de la présente loi.

Arrêtés

Loi sur les sociétés d'assurances

1991, ch. 47

78. L'alinéa 143(1)b) de la *Loi sur les sociétés d'assurances* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) à chaque souscripteur habile à y voter qui, dans les trois années précédant la date

Health of Animals Act

Clause 75: This amendment would delete the words “and any interest on the fees, charges or costs” after the word “regulations”.

Clause 76: The relevant portion of subsection 64(1) at present reads as follows:

64. (1) The Governor in Council may make regulations for the purpose of protecting human and animal health through the control or elimination of diseases and toxic substances and generally for carrying out the purposes and provisions of this Act, including regulations

...

(b) for subjecting animals and things to quarantine or requiring their destruction on importation into Canada and for requiring the disposal of things on importation into Canada where it appears to the Governor in Council that they may transmit a disease or toxic substance;

...

(z.4) prescribing any fees or charges, or the manner of calculating any fees or charges, required for carrying out the purposes and provisions of this Act or the regulations and the interest, or the manner of calculating the interest, that shall accrue on unpaid fees or charges; and

Clause 77: This amendment would replace the words “même loi” (“said Act”) with the words “présente loi” (“this Act”) and would replace a reference in the French version to the day on which section 76 of the Act came into force with a reference to January 1, 1991.

Insurance Companies Act

Clause 78: This amendment would replace the reference to “paragraph 164(b)” with a reference to “paragraph 164(1)(b)”.

Loi sur la santé des animaux

Article 75. — Suppression de « , ainsi que l'intérêt afférent, » après « règlements ».

Article 76. — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 64(1) :

64. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre des mesures visant à protéger la santé des personnes et des animaux par la lutte contre les maladies et les substances toxiques ou leur élimination, ainsi que toute autre mesure d'application de la présente loi et, notamment :

...

b) prévoir la prise de toute mesure de disposition — notamment la mise en quarantaine ou la destruction — à l'égard d'animaux ou de choses, à leur arrivée au Canada, s'il les croit susceptibles de transmettre une maladie ou une substance toxique;

...

z.4) fixer tous droits et redevances exigibles dans le cadre de la présente loi et des règlements, ainsi que l'intérêt afférent en cas de défaut de paiement, ou leur mode de détermination;

Article 77. — Substitution, dans la version française, de « le premier janvier 1991 » à « la date d'entrée en vigueur de l'article 76 de la présente loi » et substitution de « présente » à « même ».

Loi sur les sociétés d'assurances

Article 78. — Substitution de « 164(1)b) » à « 164b) ».

before the record date fixed or determined under subsection 142(2) or (3) completed and returned to the company the form referred to in paragraph 164(1)(b);

79. All that portion of subsection 407(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) The Superintendent may, by order, exempt from the application of this section and section 408:

Exemption

de référence fixée aux termes des paragraphes 142(2) ou (3), a retourné à la société, dûment rempli, le formulaire visé à l'alinéa 164(1)b);

79. Le paragraphe 407(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Le surintendant peut, par arrêté, soumettre à l'application du présent article et de l'article 408 :

Exemption

a) soit toute catégorie d'actions sans droit de vote d'une société qui ne représentent pas plus de dix pour cent de ses capitaux propres, au sens du paragraphe 411(5);

b) soit toute catégorie d'actions sans droit de vote d'une société mutuelle qui ne présentent pas plus de dix pour cent de ses capitaux propres, au sens du paragraphe 411(5), et de son excédent figurant dans le dernier relevé annuel.

80. Subparagraph 441(1)(f)(i) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) y compris de loterie, à titre de service public non lucratif pour des fêtes ou activités spéciales, temporaires, à caractère non commercial et d'intérêt local, municipal, provincial ou national,

81. All that portion of the definition "société de crédit-bail" in subsection 490(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

« société de crédit-bail »
"financial leasing corporation"

82. Subparagraphs 506(c)(ii) to (iv) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(ii) 15 per cent of the liabilities of the company and its prescribed subsidiaries in respect of life insurance policies that are not participating policies,

80. Le sous-alinéa 441(1)f(i) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) y compris de loterie, à titre de service public non lucratif pour des fêtes ou activités spéciales, temporaires, à caractère non commercial et d'intérêt local, municipal, provincial ou national,

81. Le passage de la définition de « société de crédit-bail », au paragraphe 490(1) de la version française de la même loi, qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

« société de crédit-bail »
"financial leasing corporation"

82. Les sous-alinéas 506a)(ii) à (iv) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(ii) quinze pour cent des éléments du passif de la société et de ses filiales réglementaires liés aux polices d'assu-

Clause 79: This amendment would delete the words “any purchase or other acquisition of shares of” after the words “section 408”.

Article 79. — Substitution de « soit toute catégorie d'actions » à « l'acquisition soit d'actions d'une catégorie quelconque ».

Clause 80: This amendment would replace the word “gratuit” with the words “non lucratif” in the French version.

Article 80. — Substitution, dans la version française, de « non lucratif » à « gratuit ».

Clause 81: The definition “financial leasing corporation” in subsection 490(1) of the English version reads as follows: “financial leasing corporation” means a body corporate

Article 81. — Texte actuel de la définition de « société de crédit-bail » au paragraphe 490(1) de la version française :

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité se limite au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements, et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

(a) the activities of which are limited to the financial leasing of personal property and such related activities as are prescribed and whose activities conform to such restrictions and limitations thereon as are prescribed, and

(b) that, in conducting the activities referred to in paragraph (a) in Canada, does not

(i) direct its customers or potential customers to particular dealers in the leased property or the property to be leased,

(ii) enter into lease agreements with persons in respect of any motor vehicle having a gross vehicle weight, as that expression is defined by the regulations, of less than twenty-one tonnes, or

(iii) enter into lease agreements with natural persons in respect of personal household property, as that expression is defined by the regulations;

a) de diriger ses clients, présents ou potentiels, vers des marchands donnés de tels biens;

b) de conclure des contrats de location portant sur des véhicules à moteur dont le poids brut, au sens des règlements, est inférieur à vingt et une tonnes;

c) de conclure avec des personnes physiques des contrats de location portant sur des meubles meublants, au sens des règlements.

(iii) 25 per cent of the liabilities of the company and its prescribed subsidiaries in respect of life insurance policies that are participating policies, and

(iv) 5 per cent of the liabilities of the company and its prescribed subsidiaries in respect of prescribed annuities; and

83. Subparagraphs 509(e)(ii) to (iv) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(ii) 20 per cent of the liabilities of the company and its prescribed subsidiaries in respect of life insurance policies that are not participating policies,

(iii) 40 per cent of the liabilities of the company and its prescribed subsidiaries in respect of life insurance policies that are participating policies, and

(iv) 5 per cent of the liabilities of the company and its prescribed subsidiaries in respect of prescribed annuities;

84. All that portion of section 565 of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

rance-vie qui ne sont pas des polices à participation,

(iii) vingt-cinq pour cent des éléments du passif de la société et de ses filiales réglementaires liés aux polices d'assurance-vie qui sont des polices à participation,

(iv) cinq pour cent des éléments du passif de la société et de ses filiales réglementaires liés aux rentes réglementaires;

83. Le passage de l'article 509 de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

509. Il est interdit à la société — et celle-ci doit l'interdire à ses filiales réglementaires — de procéder aux opérations suivantes si la valeur globale de l'ensemble des actions participantes et des titres de participation visés aux sous-alinéas a)(i) et (ii) que détiennent à titre de véritable propriétaire la société et ses filiales réglementaires ainsi que des intérêts immobiliers de la société visés au sous-alinéa a)(iii) excède — ou excéderait de ce fait —, dans le cas de la société d'assurance-vie, le total de cent pour cent du capital réglementaire de la société, de vingt pour cent des éléments du passif de celle-ci et de ses filiales réglementaires liés aux polices d'assurance-vie qui ne sont pas des polices à participation, de quarante pour cent des éléments du passif de cette société et de ses filiales réglementaires liés à des polices d'assurance-vie qui sont des polices à participation et de cinq pour cent des éléments du passif de celle-ci et de ses filiales réglementaires liés aux rentes réglementaires, ou, dans le cas de la société d'assurances multirisques dont la valeur de l'actif, indiquée dans son dernier état annuel produit en vertu de l'article 665, excède la valeur d'actif que cette société est tenue de maintenir en vertu de l'article 516, trente-cinq pour cent de l'actif total de cette société, et, dans le cas de toute autre société d'assurances multirisques, trente pour cent de l'actif total de cette société :

Limite globale

84. Le passage de l'article 565 de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Clause 82: This amendment would add the underlined words.

Article 82. — Ajout des mots soulignés.

Clause 83: This amendment would add the underlined words.

Article 83. — Ajout des mots soulignés.

Clause 84: This amendment would replace the words “capital réglementaire” with the words “actif total” in the French version.

Article 84. — Substitution, dans la version française, de « actif total » à « capital réglementaire ».

Limites
relatives à
l'acquisition
d'actions

565. Il est interdit à la société de secours, et celle-ci doit interdire à ses filiales réglementaires, de procéder aux opérations suivantes si la valeur globale des actions participantes, à l'exception des actions participantes des personnes morales visées à l'article 554 dans lesquelles elle détient un intérêt de groupe financier, et des titres de participation dans des entités non constituées en personne morale, détenus par celle-ci et ses filiales réglementaires à titre de véritable propriétaire excède — ou excéderait de ce fait — le pourcentage réglementaire de son actif total :

85. All that portion of subsection 612(3) of the English version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Notwithstanding paragraph (1)(d), a foreign company may vest in trust

International Boundary Commission Act

86. Section 9 of the *International Boundary Commission Act* is repealed and the following substituted therefor:

9. For the purposes of section 3 of the *Crown Liability and Proceedings Act*, a tort committed by the person appointed by the Governor in Council to be the Canadian member of the Commission while acting within the scope of the member's duties or employment shall be deemed to have been committed by a servant of the Crown while acting within the scope of the servant's duties or employment.

R.S., c. 54 (4th
Supp.)

International Centre for Human Rights and Democratic Development Act

87. Subsection 7(2) of the French version of the *International Centre for Human Rights and Democratic Development Act* is repealed and the following substituted therefor:

(2) Les nominations au titre d'administrateur sont effectuées à la suite de la consultation, par le ministre, du chef de l'opposition et du chef de chacun des autres partis reconnus à la Chambre des communes.

Consultation

Limites
relatives à
l'acquisition
d'actions

565. Il est interdit à la société de secours, et celle-ci doit interdire à ses filiales réglementaires, de procéder aux opérations suivantes si la valeur globale des actions participantes, à l'exception des actions participantes des personnes morales visées à l'article 554 dans lesquelles elle détient un intérêt de groupe financier, et des titres de participation dans des entités non constituées en personne morale, détenus par celle-ci et ses filiales réglementaires à titre de véritable propriétaire excède — ou excéderait de ce fait — le pourcentage réglementaire de son actif total :

85. Le passage du paragraphe 612(3) de la version anglaise de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Notwithstanding paragraph (1)(d), a foreign company may vest in trust

Loi sur la Commission frontalière

86. L'article 9 de la *Loi sur la Commission frontalière* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9. Pour l'application de l'article 3 de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, tout délit civil commis par la personne désignée par le gouverneur général en conseil à titre de membre canadien de la Commission, alors qu'elle agit dans le cadre de ses fonctions, est réputé avoir été commis par un préposé de l'État.

Réclamations
pour délit civil
contre un
commissaire
canadien

Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

87. Le paragraphe 7(2) de la version française de la *Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Les nominations au titre d'administrateur sont effectuées à la suite de la consultation, par le ministre, du chef de l'opposition et du chef de chacun des autres partis reconnus à la Chambre des communes.

Consultation

L.R., ch. 54 (4^e
suppl.)

Clause 85: This amendment would replace the word “forest” with the word “foreign” in the English version.

Article 85. — Substitution, dans la version anglaise, de « foreign » à « forest ».

International Boundary Commission Act

Clause 86: This amendment would replace a reference to the *Crown Liability Act* with a reference to the *Crown Liability and Proceedings Act*.

Loi sur la Commission frontalière

Article 86. — Modification corrélative. Substitution de « *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* » à « *Loi sur la responsabilité de l'État* ».

International Centre for Human Rights and Democratic Development Act

Clause 87: This amendment would replace the words “prévues au présent article” with the words “au titre d’administrateur” in the French version.

Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

Article 87. — Substitution, dans la version française, de « au titre d’administrateur » à « prévues au présent article ».

R.S., c. I-21

Interpretation Act

Expired and replaced enactments

R.S., c. J-1

Applicable provisions

R.S., c. L-9

R.S., c. 31 (1st Supp.), ss. 14, 15

R.S., c. N-5

« cour martiale »
"court martial"

Limitation period

Loi d'interprétation

L.R., ch. I-21

Cessation d'effet

Loi sur les juges

L.R., ch. J-1

Dispositions applicables

L.R., ch. L-9

L.R., ch. 31 (1^{re} suppl.), art. 14 et 15

L.R., ch. N-5

« cour martiale »
"court martial"

Prescription

88. Subsection 2(2) of the *Interpretation Act* is repealed and the following substituted therefor:

(2) For the purposes of this Act, an enactment that has been replaced, has expired, lapsed or has otherwise ceased to have effect is deemed to have been repealed.

88. Le paragraphe 2(2) de la *Loi d'interprétation* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l'application de la présente loi, la cessation d'effet d'un texte, par remplacement, caducité ou autrement, vaut abrogation.

Judges Act

89. Subsection 69(2) of the *Judges Act* is repealed and the following substituted therefor:

(2) Subsections 63(3) to (6), sections 64 and 65 and subsection 66(2) apply, with such modifications as the circumstances require, to inquiries under this section.

89. Le paragraphe 69(2) de la *Loi sur les juges* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Les paragraphes 63(3) à (6), les articles 64 et 65 et le paragraphe 66(2) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux enquêtes prévues au présent article.

Livestock and Livestock Products Act

Loi sur les animaux de ferme et leurs produits

90. Parts I and II of the *Livestock and Livestock Products Act* are repealed.

90. Les parties I et II de la *Loi sur les animaux de ferme et leurs produits* sont abrogées.

National Defence Act

Loi sur la défense nationale

91. The definition "cour martiale" in section 2 of the French version of the *National Defence Act* is repealed and the following substituted therefor:

« cour martiale » La cour martiale pouvant siéger sous les différentes appellations de cour martiale générale, cour martiale générale spéciale, cour martiale disciplinaire ou cour martiale permanente.

91. La définition de « cour martiale », à l'article 2 de la version française de la *Loi sur la défense nationale*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« cour martiale » La cour martiale pouvant siéger sous les différentes appellations de cour martiale générale, cour martiale générale spéciale, cour martiale disciplinaire ou cour martiale permanente.

92. Subsection 69(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

69. (1) Except in respect of the service offences described in subsections (2) and (2.1), no person is liable to be tried by a service tribunal unless the trial of that person begins before the expiration of a period of three years after the day on which the service offence was alleged to have been committed.

92. Le paragraphe 69(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

69. (1) Tout procès devant un tribunal militaire pour une infraction d'ordre militaire 30 autre que celles mentionnées aux paragraphes (2) et (2.1) doit commencer dans les trois ans qui suivent la prétendue perpétration de celle-ci.

Interpretation Act

Clause 88: This amendment would add the underlined words.

Loi d'interprétation

Article 88. — Ajout du mot souligné.

Judges Act

Clause 89: This amendment would remove the reference to the repealed subsection 66(1).

Loi sur les juges

Article 89. — Suppression du renvoi au paragraphe 66(1).

Livestock and Livestock Products Act

Clause 90: This amendment would repeal Parts I and II.

Loi sur les animaux de ferme et leurs produits

Article 90. — Abrogation des parties I et II.

National Defence Act

Clause 91: This amendment would replace the expression “cour martiale spéciale” with the expression “cour martiale générale spéciale”, as the equivalent of “Special General Court Martial”, in the French version.

Loi sur la défense nationale

Article 91. — Substitution, dans la version française, de « cour martiale générale spéciale » à « cour martiale spéciale ».

Clause 92: This amendment would add the underlined words.

Article 92. — Ajout des mots soulignés.

R.S., c. 31 (1st
Suppl.), s. 60
(Sch. I, s. 51)

93. The heading preceding section 178 and section 178 of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Cour martiale générale spéciale

178. (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, tout justiciable de la cour martiale autre qu'un officier ou militaire du rang peut être jugé par une cour martiale générale spéciale consistant en un seul membre, désigné par le ministre, qui est juge — en exercice ou non — d'une cour supérieure au Canada ou est un avocat ayant au moins dix années d'ancienneté au barreau.

(2) Sous réserve des modifications que le gouverneur en conseil peut prescrire, les dispositions de la présente loi et des règlements relatifs aux procès devant la cour martiale générale, ainsi qu'à la procédure en matière de déclaration de culpabilité, de condamnation et de peine, s'appliquent dans le cas d'une cour martiale générale spéciale.

94. All that portion of subsection 202.12(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

202.12 (1) Lorsqu'une cour martiale a déclaré un accusé inapte à subir son procès, l'autorité convocatrice doit ordonner qu'une cour martiale permanente, dans le cas d'un officier ou d'un militaire du rang, ou une cour martiale générale spéciale, dans les autres cas, tienne une audition et détermine s'il existe toujours suffisamment d'éléments de preuve admissibles pour ordonner que l'accusé subisse son procès; l'autorité convocatrice s'acquitte de cette obligation :

95. Paragraph 248.81(3)(b) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

b) soit, dans le cas d'un engagement pris par une autre personne que la personne visée à l'alinéa a), une cour martiale générale spéciale.

93. L'article 178 de la version française de la même loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Cour martiale générale spéciale

178. (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, tout justiciable de la cour martiale autre qu'un officier ou militaire du rang peut être jugé par une cour martiale générale spéciale consistant en un seul membre, désigné par le ministre, qui est juge — en exercice ou non — d'une cour supérieure au Canada ou est un avocat ayant au moins dix années d'ancienneté au barreau.

(2) Sous réserve des modifications que le gouverneur en conseil peut prescrire, les dispositions de la présente loi et des règlements relatifs aux procès devant la cour martiale générale, ainsi qu'à la procédure en matière de déclaration de culpabilité, de condamnation et de peine, s'appliquent dans le cas d'une cour martiale générale spéciale.

94. Le passage du paragraphe 202.12(1) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

202.12 (1) Lorsqu'une cour martiale a déclaré un accusé inapte à subir son procès, l'autorité convocatrice doit ordonner qu'une cour martiale permanente, dans le cas d'un officier ou d'un militaire du rang, ou une cour martiale générale spéciale, dans les autres cas, tienne une audition et détermine s'il existe toujours suffisamment d'éléments de preuve admissibles pour ordonner que l'accusé subisse son procès; l'autorité convocatrice s'acquitte de cette obligation :

95. L'alinéa 248.81(3)b) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) soit, dans le cas d'un engagement pris par une autre personne que la personne visée à l'alinéa a), une cour martiale générale spéciale.

L.R., ch. 31 (1^{er}
suppl.), art. 60,
ann. I, art. 51

Composition et
compétence

Applicabilité
des dispositions
relatives à la
cour martiale
générale

1991, ch. 43,
art. 18

Preuve *prima*
facie

L.R., ch. 31 (1^{er}
suppl.), art. 57

Composition et
compétence

Applicabilité
des dispositions
relatives à la
cour martiale
générale

1991, c. 43, s.
18

Preuve *prima*
facie

R.S., c. 31 (1st
Suppl.), s. 57

Clauses 93 to 95: These amendments would replace the expression “cour martiale spéciale” with the expression “cour martiale générale spéciale”, as the equivalent of “Special General Court Martial”, in the French version.

Articles 93 à 95. — Substitution, dans la version française, de « cour martiale générale spéciale » à « cour martiale spéciale ».

R.S., c. 15 (4th Supp.)

Non-smokers' Health Act

1989, c. 7, s. 1

96. Subsection 14(6) of the *Non-smokers' Health Act* is repealed and the following substituted therefor:

Default conviction

(6) Where no plea is entered in respect of an offence that is alleged in a ticket and service of the ticket is proved before a justice, the justice shall examine the information laid pursuant to subsection (2) and, if it is complete and regular on its face, shall enter a conviction in the accused's absence and impose a fine in the amount prescribed by the regulations and specified in the ticket.

Loi sur la santé des non-fumeurs

L.R., ch. 15 (4^e suppl.)

1989, ch. 7, art. 1

96. Le paragraphe 14(6) de la *Loi sur la santé des non-fumeurs* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Condamnation par défaut

(6) À défaut de plaider dans le cas d'une infraction visée dans un procès-verbal de contravention et après établissement de la preuve de la signification du procès-verbal devant le juge de paix, celui-ci examine la dénonciation visée au paragraphe (2) et, si celle-ci est manifestement complète et régulière, prononce la déclaration de culpabilité du prévenu en l'absence de celui-ci et inflige l'amende réglementaire indiquée au procès-verbal de contravention.

R.S., c. N-26

Northern Pipeline Act

97. Subsection 8(2) of the *Northern Pipeline Act* is repealed.

98. Section 29 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Costs of Agency to be recovered

29. (1) Every certificate of public convenience and necessity declared to be issued by this Act to a company is subject to the condition that the company shall pay to the Receiver General an amount, determined in accordance with any regulations made under section 24.1 of the *National Energy Board Act* in respect of the costs incurred by the Agency and the Board

(a) during the period commencing on April 13, 1978 and ending one year after the day on which leave to open the last section or part of the pipeline is given by the Board; and

(b) in overseeing and surveying the planning and construction of, and procurement for, the pipeline and in ensuring compliance with the terms and other conditions to which the certificate is subject.

Loi sur le pipe-line du Nord

L.R., ch. N-26

97. Le paragraphe 8(2) de la *Loi sur le pipe-line du Nord* est abrogé.

98. L'article 29 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

29. (1) Tout certificat d'utilité publique déclaré être délivré à une compagnie en vertu de la présente loi est assujéti à la condition portant que la compagnie en cause doit verser au receveur général un montant déterminé conformément aux règlements pris en vertu de l'article 24.1 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* relativement aux frais supportés par l'Administration et l'Office :

Remboursement des frais supportés par l'Administration

a) pendant la période commençant le 13 avril 1978 et prenant fin un an après la date où l'Office a autorisé la mise en service de la dernière section ou de la dernière partie du pipe-line;

b) entraînés par la surveillance et l'inspection de la construction du pipe-line, les fournitures nécessaires à cette fin, et par les mesures visant à assurer l'observation des modalités et autres conditions du certificat.

Non-smokers' Health Act

Clause 96: Subsection 14(6) at present reads as follows:

(6) Where a plea in respect of an alleged offence is not entered in accordance with subsection (3) and service of the ticket alleging the offence is proved before a justice, the justice shall examine the information laid pursuant to subsection (2) and, if it is complete and regular on its face, shall enter a conviction in the accused's absence and impose a fine in the amount prescribed by the regulations and specified in the ticket.

Northern Pipeline Act

Clause 97: Subsection 8(2) reads as follows:

(2) Notwithstanding the *National Energy Board Act*, where a member of the Board is designated to be the Administrator or a deputy to the Administrator and that member is one of the Associate Vice-Chairmen of the Board, the Governor in Council shall designate one of the other members of the Board to be an acting Associate Vice-Chairman of the Board during the period for which the member of the Board is Administrator or a deputy to the Administrator and the member designated as an acting Associate Vice-Chairman has, during that period, all the powers, duties and functions of an Associate Vice-Chairman of the Board.

Clause 98: This amendment would replace references to subsection 55(2) of the *National Energy Board Act* with references to section 24.1 of that Act.

Loi sur la santé des non-fumeurs

Article 96. — Texte actuel du paragraphe 14(6) :

(6) À défaut de plaider dans les conditions prévues au paragraphe (3) et après établissement de la preuve de la signification du procès-verbal devant le juge de paix, celui-ci examine la dénonciation visée au paragraphe (2) et, si celle-ci est manifestement complète et régulière, prononce la déclaration de culpabilité du prévenu en l'absence de celui-ci et inflige l'amende réglementaire indiquée au procès-verbal de contravention.

Loi sur le pipe-line du Nord

Article 97. — Texte du paragraphe 8(2) :

(2) Par dérogation à la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, lorsqu'un des vice-présidents associés de l'Office est nommé Directeur ou adjoint au Directeur, le gouverneur en conseil lui nomme un suppléant à l'Office pendant la durée de son mandat à l'Administration. Le suppléant est choisi parmi les membres de l'Office et exerce les pouvoirs et remplit les fonctions de celui qu'il remplace.

Article 98. — Substitution de « de l'article 24.1 » à « du paragraphe 55(2) ».

Modifications
of cost recovery
regulations
under *National
Energy Board
Act*

(2) For the purposes of subsection (1), in applying any regulations made under section 24.1 of the *National Energy Board Act*, the term "Agency" or "Agency and the Board" or "Agency or the Board" shall be substituted for the term "Board" as the circumstances require and a reference to a certificate issued under the *National Energy Board Act* shall be read as a reference to a certificate of public convenience and necessity declared to be issued by this Act.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), en appliquant les règlements pris en vertu de l'article 24.1 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, l'expression « Administration » ou « l'Administration et l'Office » ou « l'Administration ou l'Office » est substituée au mot « Office » selon que l'exigent les circonstances, et toute mention d'un certificat délivré en vertu de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* s'interprète comme désignant un 10 certificat d'utilité publique délivré en vertu de la présente loi.

Modifications
aux règlements
relatifs au
recouvrement
des frais pris en
vertu de la *Loi
sur l'Office
national de
l'énergie*

R.S., c. N-27

Northwest Territories Act

99. Paragraph 44(1)(c) of the French version of the *Northwest Territories Act* is repealed and the following substituted therefor:

c) la voirie (chemins, routes, rues, ruelles et sentiers) des terres domaniales;

Loi sur les Territoires du Nord-Ouest

99. L'alinéa 44(1)c) de la version française de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* est abrogé et remplacé par ce qui suit : 15

c) la voirie (chemins, routes, rues, ruelles et sentiers) des terres domaniales;

R.S., c. 33 (2nd
Suppl.)

Parliamentary Employment and Staff Relations Act

100. Subsection 26(4) of the *Parliamentary Employment and Staff Relations Act* is repealed.

Loi sur les relations de travail au Parlement

100. Le paragraphe 26(4) de la *Loi sur les relations de travail au Parlement* est abrogé.

L.R., ch. 33
(2^e suppl.)

1991, c. 10

Petro-Canada Public Participation Act

101. Paragraph (f) of the definition "non-resident" in subsection 9(8) of the *Petro-Canada Public Participation Act* is repealed and the following substituted therefor:

(f) a corporation that is controlled by a 25 trust described in paragraph (e),

but does not include a mutual company to which subsection 427(5) of the *Insurance Companies Act* applies or a company or foreign company to which subsection 30 427(6) of that Act applies;

Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada

101. La définition de « non-résident », au 20 paragraphe 9(8) de la *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*, est modifiée par adjonction de ce qui suit :

La présente définition exclut la société mutuelle visée au paragraphe 427(5) de la 25 *Loi sur les sociétés d'assurances* ou la société ou la société étrangère visées au paragraphe 427(6) de cette loi.

1991, ch. 10

1990, c. 22

Plant Protection Act

102. Section 46 of the *Plant Protection Act* is repealed and the following substituted therefor:

46. Any fees, charges or costs that are re- 35 **coverable by Her Majesty under this Act or**

Loi sur la protection des végétaux

102. L'article 46 de la *Loi sur la protection des végétaux* est abrogé et remplacé par 30 ce qui suit :

46. Les frais non acquittés dans le cadre de la présente loi ou des règlements peuvent

1990, ch. 22

Unpaid fees,
charges or costs

Recouvrement

Northwest Territories Act

Clause 99: This amendment would add the underlined word to the French version.

Parliamentary Employment and Staff Relations Act

Clause 100: Subsection 26(4) reads as follows:

(4) Where an application for certification as bargaining agent for a bargaining unit is made within six months after the day on which this Act comes into force by an employee organization claiming to represent a majority of employees in a bargaining unit in respect of which an application to the Canada Labour Relations Board was made for certification of that employee organization as bargaining agent for those employees under the *Canada Labour Code* prior to that date,

(a) the evidence that was submitted to the Canada Labour Relations Board that a majority of those employees in the bargaining unit wish to be represented by that bargaining agent may be submitted with the application under this Act as evidence that a majority of those employees still wish that employee organization to represent them as their bargaining agent; and

(b) where the evidence referred to in paragraph (a) is submitted with an application under this Act, the Board shall, notwithstanding subsection (1), for the purpose of satisfying itself that a majority of those employees in the bargaining unit still wish that employee organization to represent them as their bargaining agent, direct that a representation vote be taken among the employees and, in that case, subsection (3) applies in respect of that vote.

Petro-Canada Public Participation Act

Clause 101: This amendment would add the sidelined words after paragraph (f) of the definition “non-resident”.

Plant Protection Act

Clause 102: This amendment would delete the words “and any interest on the fees, charges and costs” after the word “regulations”.

Loi sur les Territoires du Nord-Ouest

Article 99. — Ajout, dans la version française, du mot souligné.

Loi sur les relations de travail au Parlement

Article 100. — Texte du paragraphe 26(4) :

(4) La preuve déposée au Conseil des relations ouvrières à l'appui d'une demande d'accréditation présentée au titre du *Code canadien du travail* par une organisation syndicale qui prétend représenter la majorité des employés d'une unité de négociation peut être déposée, à l'appui d'une demande présentée au titre de la présente loi, dans les six mois qui suivent son entrée en vigueur pour prouver que la majorité des employés de l'unité de négociation désire que l'organisation syndicale les représente à titre d'agent. Par dérogation au paragraphe (1), après le dépôt de cette preuve, la Commission, pour former sa conviction que la majorité maintient son appui à l'organisation syndicale, est tenue d'ordonner la tenue d'un scrutin de représentation régi par le paragraphe (3).

Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada

Article 101. — Ajout du passage marqué d'un trait vertical.

Loi sur la protection des végétaux

Article 102. — Suppression du passage « , ainsi que l'intérêt afférent, » après « règlements ».

the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.

103. Paragraph 47(s) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(s) prescribing any fees or charges, or the manner of calculating any fees or charges, required for carrying out the purposes and provisions of this Act or the regulations.

être recouvrés à titre de créance de Sa Majesté.

103. L'alinéa 47s) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

s) fixer tous droits et redevances exigibles dans le cadre de la présente loi ou des règlements, ou les modalités de leur calcul.

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

104. (1) The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out, under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

Canada Labour Relations Board
Conseil canadien des relations de travail

(2) The schedule to the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

Canada Labour Relations Board
Conseil canadien des relations du travail

104. (1) L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Conseil canadien des relations de travail
Canada Labour Relations Board

(2) L'annexe de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Conseil canadien des relations du travail
Canada Labour Relations Board

R.S., c. P-29

Public Harbours and Port Facilities Act

Loi sur les ports et installations portuaires publics

L.R., ch. P-29

105. Section 26 of the *Public Harbours and Port Facilities Act* is repealed and the following substituted therefor:

26. The Minister shall, within nine months after the end of each fiscal year, prepare a report showing the financial operations of all public harbours and public port facilities for that fiscal year and shall lay a copy of the report before Parliament on any of the first fifteen days that either House of Parliament is sitting after the Minister completes the report.

105. L'article 26 de la *Loi sur les ports et installations portuaires publics* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

26. Dans les neuf mois suivant la fin de chaque exercice, le ministre établit un rapport sur les opérations financières de tous les ports et installations portuaires publics au cours de l'exercice et le dépose devant le Parlement dans les quinze premiers jours de séance de l'une ou l'autre chambre suivant son achèvement.

Report

Rapports

R.S., c. P-35

Public Service Staff Relations Act

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

L.R., ch. P-35

106. (1) Part I of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* is amended by striking out the following:

106. (1) La partie I de l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est modifiée par suppression de ce qui suit :

35

Clause 103: This amendment would delete the words “and the interest, or the manner of calculating the interest, that shall accrue on unpaid fees or charges” after the word “regulations”.

Article 103. — Suppression du passage « les intérêts afférents » après « règlements ».

Privacy Act

Clause 104: This amendment would correct the French name of the Canada Labour Relations Board.

Loi sur la protection des renseignements personnels

Article 104. — Substitution de « du » à « de » dans la version française de « Conseil canadien des relations de travail ».

Public Harbours and Port Facilities Act

Clause 105: This amendment would substitute the word “nine” for the word “six”.

Loi sur les ports et installations portuaires publics

Article 105. — Substitution de « neuf » à « six ».

Public Service Staff Relations Act

Clause 106: This amendment would correct the French name of the Canada Labour Relations Board.

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

Article 106. — Substitution de « du » à « de » dans la version française de « Conseil canadien des relations de travail ».

Canada Labour Relations Board
Conseil canadien des relations de travail

(2) Part I of Schedule I to the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

Canada Labour Relations Board
Conseil canadien des relations du travail

Public Service Superannuation Act

107. Part I of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* is amended by striking out the following:

Agricultural Stabilization Board
Office de stabilisation des prix agricoles

Commission of Inquiry Concerning Certain Activities of the Royal Canadian Mounted Police

Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada

Commission of Inquiry into Bilingual Air Traffic Services in Quebec
Commission d'enquête sur le bilinguisme dans les services de contrôle de la circulation aérienne au Québec

Commission of Inquiry into Certain Allegations Concerning Commercial Practices of the Canadian Dairy Commission
Commission d'enquête sur certaines allégations concernant des transactions de la Commission canadienne du lait

Commission of Inquiry on Aviation Safety
Commission d'enquête sur la sécurité aérienne

Commission of Inquiry into the Marketing of Beef
Commission d'enquête sur la mise en marché du boeuf

Commission of Inquiry Relating to Public Complaints, Internal Discipline and Grievance Procedure within the Royal Canadian Mounted Police
Commission d'enquête sur les plaintes du public, la discipline interne et le règlement des griefs au sein de la Gendarmerie royale du Canada

Conseil canadien des relations de travail
Canada Labour Relations Board

(2) La partie I de l'annexe I de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Conseil canadien des relations du travail
Canada Labour Relations Board

Loi sur la pension de la fonction publique

107. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur la pension de la fonction publique* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada
Commission of Inquiry Concerning Certain Activities of the Royal Canadian Mounted Police

Commission d'enquête sur certaines allégations concernant des transactions de la Commission canadienne du lait
Commission of Inquiry into Certain Allegations Concerning Commercial Practices of the Canadian Dairy Commission

Commission d'enquête sur la mise en marché du boeuf
Commission of Inquiry into the Marketing of Beef

Commission d'enquête sur la sécurité aérienne
Commission of Inquiry on Aviation Safety

Commission d'enquête sur le bilinguisme dans les services de contrôle de la circulation aérienne au Québec
Commission of Inquiry into Bilingual Air Traffic Services in Quebec

Commission d'enquête sur les plaintes du public, la discipline interne et le règlement des griefs au sein de la Gendarmerie royale du Canada

Commission of Inquiry Relating to Public Complaints, Internal Discipline and Grievance Procedure within the Royal Canadian Mounted Police

Public Service Superannuation Act

Clauses 107 and 108: These amendments would transfer the names of various defunct royal commissions and commissions of inquiry from Part I to Part III of Schedule I. They would also transfer the name of the Agricultural Stabilization Board from Part I to Part III of Schedule I.

Loi sur la pension de la fonction publique

Articles 107 et 108. — Déplacement, de la partie I à la partie III de l'annexe I, de la mention de divers organismes ayant cessé d'exister.

National Commission on Inflation <i>Commission nationale de l'inflation</i>		Commission d'enquête sur les prix et les revenus (établie par le décret C.P. 1969-1249 du 19 juin 1969)	
Prices and Incomes Commission (established by Order in Council P.C. 1969-1249, dated June 19, 1969)		<i>Prices and Incomes Commission (established by Order in Council P.C. 1969-1249, dated June 19, 1969)</i>	5
<i>Commission d'enquête sur les prix et les revenus (établie par le décret C.P. 1969-1249 du 19 juin 1969)</i>		Commission nationale de l'inflation <i>National Commission on Inflation</i>	
Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism	10	Commission royale d'enquête relative aux machines agricoles	10
<i>Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme</i>		<i>Royal Commission on Farm Machinery</i>	
Royal Commission on Corporate Concentration		Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme	
<i>Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés</i>	15	<i>Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism</i>	15
Royal Commission on Farm Machinery		Commission royale d'enquête sur les conditions de vie et de travail dans le service extérieur	
<i>Commission royale d'enquête relative aux machines agricoles</i>		<i>Royal Commission on Terms and Conditions of Foreign Service</i>	20
Royal Commission on Financial Management and Accountability	20	Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés	
<i>Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité</i>		<i>Royal Commission on Corporate Concentration</i>	
Royal Commission on Newspapers		Commission royale d'enquête sur les quotidiens	25
<i>Commission royale d'enquête sur les quotidiens</i>	25	<i>Royal Commission on Newspapers</i>	
Royal Commission on the Status of Women in Canada		Commission royale d'enquête sur le statut de la femme au Canada	
<i>Commission royale d'enquête sur le statut de la femme au Canada</i>	30	<i>Royal Commission on the Status of Women in Canada</i>	30
Royal Commission on Terms and Conditions of Foreign Service		Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité	
<i>Commission royale d'enquête sur les conditions de vie et de travail dans le service extérieur</i>	35	<i>Royal Commission on Financial Management and Accountability</i>	35
Task Force on Canadian Unity		Groupe de travail sur l'unité canadienne	
<i>Groupe de travail sur l'unité canadienne</i>		<i>Task Force on Canadian Unity</i>	
		Office de stabilisation des prix agricoles	
		<i>Agricultural Stabilization Board</i>	

108. Part III of Schedule I to the said Act is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

Agricultural Stabilization Board
Office de stabilisation des prix agricoles

108. La partie III de l'annexe I de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada

Commission of Inquiry Concerning Certain Activities of the Royal Canadian Mounted Police		<i>Commission of Inquiry Concerning Certain Activities of the Royal Canadian Mounted Police</i>	
<i>Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada</i>	5	Commission d'enquête sur certaines allégations concernant des transactions de la Commission canadienne du lait	5
Commission of Inquiry into Bilingual Air Traffic Services in Quebec		<i>Commission of Inquiry into Certain Allegations Concerning Commercial Practices of the Canadian Dairy Commission</i>	10
<i>Commission d'enquête sur le bilinguisme dans les services de contrôle de la circulation aérienne au Québec</i>	10	Commission d'enquête sur la mise en marché du boeuf	
Commission of Inquiry into Certain Allegations Concerning Commercial Practices of the Canadian Dairy Commission		<i>Commission of Inquiry into the Marketing of Beef</i>	
<i>Commission d'enquête sur certaines allégations concernant des transactions de la Commission canadienne du lait</i>	15	Commission d'enquête sur la sécurité aérienne	15
Commission of Inquiry on Aviation Safety		<i>Commission of Inquiry on Aviation Safety</i>	
<i>Commission d'enquête sur la sécurité aérienne</i>	20	Commission d'enquête sur le bilinguisme dans les services de contrôle de la circulation aérienne au Québec	20
Commission of Inquiry into the Marketing of Beef		<i>Commission of Inquiry into Bilingual Air Traffic Services in Quebec</i>	
<i>Commission d'enquête sur la mise en marché du boeuf</i>		Commission d'enquête sur les plaintes du public, la discipline interne et le règlement des griefs au sein de la Gendarmerie royale du Canada	25
Commission of Inquiry Relating to Public Complaints, Internal Discipline and Grievance Procedure within the Royal Canadian Mounted Police	25	<i>Commission of Inquiry Relating to Public Complaints, Internal Discipline and Grievance Procedure within the Royal Canadian Mounted Police</i>	30
<i>Commission d'enquête sur les plaintes du public, la discipline interne et le règlement des griefs au sein de la Gendarmerie royale du Canada</i>	30	Commission d'enquête sur les prix et les revenus (établie par le décret C.P. 1969-1249 du 19 juin 1969)	
National Commission on Inflation		<i>Prices and Incomes Commission (established by Order in Council P.C. 1969-1249, dated June 19, 1969)</i>	35
<i>Commission nationale de l'inflation</i>		Commission nationale de l'inflation	
Prices and Incomes Commission (established by Order in Council P.C. 1969-1249, dated June 19, 1969)	35	<i>National Commission on Inflation</i>	
<i>Commission d'enquête sur les prix et les revenus (établie par le décret C.P. 1969-1249 du 19 juin 1969)</i>	40	Commission royale d'enquête relative aux machines agricoles	40
Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism		<i>Royal Commission on Farm Machinery</i>	
<i>Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme</i>		Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme	
Royal Commission on Corporate Concentration	45	<i>Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism</i>	45

<i>Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés</i>		Commission royale d'enquête sur les conditions de vie et de travail dans le service extérieur	
Royal Commission on Farm Machinery		<i>Royal Commission on Terms and Conditions of Foreign Service</i>	5
<i>Commission royale d'enquête relative aux machines agricoles</i>	5	Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés	
Royal Commission on Financial Management and Accountability		<i>Royal Commission on Corporate Concentration</i>	
<i>Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité</i>		Commission royale d'enquête sur les quotidiens	10
Royal Commission on Newspapers	10	<i>Royal Commission on Newspapers</i>	
<i>Commission royale d'enquête sur les quotidiens</i>		Commission royale d'enquête sur le statut de la femme au Canada	
Royal Commission on the Status of Women in Canada		<i>Royal Commission on the Status of Women in Canada</i>	15
<i>Commission royale d'enquête sur le statut de la femme au Canada</i>	15	Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité	
Royal Commission on Terms and Conditions of Foreign Service		<i>Royal Commission on Financial Management and Accountability</i>	20
<i>Commission royale d'enquête sur les conditions de vie et de travail dans le service extérieur</i>	20	Groupe de travail sur l'unité canadienne	
Task Force on Canadian Unity		<i>Task Force on Canadian Unity</i>	
<i>Groupe de travail sur l'unité canadienne</i>		Office de stabilisation des prix agricoles	
		<i>Agricultural Stabilization Board</i>	

R.S., c. P-38

*Public Works Act**Loi sur les travaux publics*

L.R., ch. P-38

R.S., c. 13 (1st Supp.), s. 1

109. Subsection 9(3) of the *Public Works Act* is repealed and the following substituted therefor:

109. Le paragraphe 9(3) de la *Loi sur les travaux publics* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 13 (1^{er} suppl.), art. 1

Other properties

(3) The Minister may incur expenditures or perform, or have performed, services or work in relation to

(3) Le ministre peut engager des dépenses ou assurer la prestation de services ou la réalisation de travaux portant :

Autres biens

(a) properties belonging to Canada of which the Minister does not have the management, charge or direction; or

a) soit sur des biens appartenant au Canada mais sur lesquels lui-même n'a pas compétence;

(b) with the approval of the Governor in Council, properties not belonging to Canada.

b) soit, avec l'agrément du gouverneur en conseil, sur des biens n'appartenant pas au Canada.

1991, c. 50, s. 38

110. Section 18 of the said Act is repealed.

110. L'article 18 de la même loi est abrogé.

1991, ch. 50, art. 38

R.S., c. R-10

*Royal Canadian Mounted Police Act**Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*

L.R., ch. R-10

R.S., c. 8 (2nd Supp.), s. 16

111. Paragraph 45.19(2)(c) of the French version of the *Royal Canadian Mounted Police Act* is repealed and the following substituted therefor:

111. L'alinéa 45.19(2)(c) de la version française de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 8 (2^e suppl.), art. 16

Public Works Act

Clause 109: Subsection 9(3) at present reads as follows:

(3) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, incur expenditures or perform, or have performed, services or work in relation to

- (a) properties belonging to Canada of which the Minister does not have the management, charge or direction; or
- (b) properties not belonging to Canada.

Clause 110: Section 18 reads as follows:

18. (1) No deed, contract, document or writing relating to any matter under the control or direction of the Minister shall be binding on Her Majesty or be deemed to be the act of the Minister, unless

- (a) it is signed by the Minister;
- (b) it is signed by the Deputy Minister and countersigned by the Secretary or a person authorized in writing by the Minister to countersign on behalf of the Secretary; or

Loi sur les travaux publics

Article 109. — Texte actuel du paragraphe 9(3) :

(3) Le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, engager des dépenses ou assurer la prestation de services ou la réalisation de travaux portant :

- a) soit sur des biens appartenant au Canada mais sur lesquels lui-même n'a pas compétence;
- b) soit sur des biens n'appartenant pas au Canada.

Article 110. — Texte de l'article 18 :

18. (1) Aucun titre, contrat, document ou écrit concernant un domaine de la compétence du ministre ne lie Sa Majesté ou n'est réputé être le fait de celui-ci à moins d'être :

- a) soit signé par le ministre;
- b) soit signé par le sous-ministre et contresigné par le secrétaire du ministère ou par une personne ayant reçu délégation écrite du ministre à cet effet;

c) si l'officier ou l'autre membre est un stagiaire, la mention de son droit de faire, dans les quatorze jours suivant la signification de l'avis, des observations écrites à l'officier compétent.

c) si l'officier ou l'autre membre est un stagiaire, la mention de son droit de faire, dans les quatorze jours suivant la signification de l'avis, des observations écrites à l'officier compétent.

R.S., c. S-11,
1993, c. 6, s. 1

Small Business Loans Act

112. Paragraph 7(1)(f) of the *Small Business Loans Act* is repealed and the following substituted therefor:

(f) providing

(i) that in the event of actual or impending default in the repayment of a guaranteed business improvement loan, notwithstanding anything in this Act, the lender may alter or revise by way of an extension of time or otherwise, with

(A) the approval of the borrower, and

(B) in the case of an extension of time beyond the period provided for in paragraph 3(2)(e), the approval in writing of the Minister,

any specified term of the loan or of any agreement in connection therewith, and

(ii) that such an alteration or revision does not discharge the liability of the Minister in respect thereof under this Act;

R.S., c. S-22

Statutory Instruments Act

113. Paragraph 6(b) of the French version of the *Statutory Instruments Act* is repealed and the following substituted therefor:

b) les textes réglementaires — à l'exclusion des règlements — qui doivent être publiés dans la *Gazette du Canada* sous le régime d'une loi fédérale et le sont effectivement;

114. (1) Paragraph 20(h) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

h) prendre des mesures concernant la forme et les modalités de publication de la *Gazette du Canada* et préciser les catégories de documents qui peuvent y être publiés;

Loi sur les prêts aux petites entreprises

112. L'alinéa 7(1)f) de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) prévoir :

(i) d'une part, la possibilité pour les prêteurs, en cas de défaut de remboursement — ou si la défaillance est imminente —, de modifier ou de réviser, par dérogation à la présente loi, une condition déterminée du prêt ou d'un contrat connexe — notamment par un report d'échéance —, avec le consentement de l'emprunteur et, dans le cas d'un report d'échéance au-delà du délai prévu à l'alinéa 3(2)e), le consentement écrit du ministre,

(ii) d'autre part, que la responsabilité du ministre n'est pas limitée par une telle modification ou révision;

Loi sur les textes réglementaires

113. L'alinéa 6b) de la version française de la *Loi sur les textes réglementaires* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) les textes réglementaires — à l'exclusion des règlements — qui doivent être publiés dans la *Gazette du Canada* sous le régime d'une loi fédérale et le sont effectivement;

114. (1) L'alinéa 20h) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

h) prendre des mesures concernant la forme et les modalités de publication de la *Gazette du Canada* et préciser les catégories de documents qui peuvent y être publiés;

L.R., ch. S-11;
1993, ch. 6, art.
1(A)

1990, ch. 10,
par. 3(2)

L.R., ch. S-22

(c) it is signed by a person authorized in writing by the Minister to sign on the Minister's behalf and countersigned by the Secretary or a person authorized in writing by the Minister to countersign on behalf of the Secretary.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of any instrument the execution of which is provided for by or under the *Federal Real Property Act*.

Royal Canadian Mounted Police Act

Clause 111: This amendment would substitute the word “quatorze” (fourteen) for the word “quinze” (fifteen) in the French version.

Small Business Loans Act

Clause 112: The relevant portion of subsection 7(1) at present reads as follows:

7. (1) The Governor in Council may, subject to subsection (2), on the recommendation of the Minister, make regulations

...

(f) providing that in the event of actual or impending default in the repayment of a guaranteed business improvement loan, notwithstanding anything in this Act, the lender may alter or revise by way of an extension of time or otherwise, with the approval of the borrower and, in the case of an extension of time beyond the period provided for in paragraph 3(2)(e), the approval of the Minister in writing, any specified term of the loan or any agreement in connection therewith, and that such an alteration or revision does not discharge the liability of the Minister in respect thereof under this Act;

Statutory Instruments Act

Clause 113: This amendment would add the underlined words to the French version.

Clause 114: These amendments would replace the word “fixer” with the words “prendre des mesures concernant” in the French version.

c) soit signé par une personne ayant reçu délégation écrite du ministre de signer en son nom et contresigné par le secrétaire du ministère ou par une personne ayant reçu délégation écrite du ministre de contresigner au nom du secrétaire du ministère.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un acte dont la signature est prévue sous le régime de la *Loi sur les immeubles fédéraux*.

Loi sur la Gendarmerie royale du Canada

Article 111. — Substitution, dans la version française, de « quatorze » à « quinze ».

Loi sur les prêts aux petites entreprises

Article 112. — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 7(1) :

7. (1) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

...

f) prévoir la possibilité, sans que soit limitée pour autant la responsabilité du ministre, pour les prêteurs, en cas de défaut de remboursement — ou si la défaillance est imminente —, de modifier ou de réviser, par dérogation à la présente loi et avec le consentement de l'emprunteur, les conditions réglementaires du prêt ou d'un contrat connexe, notamment par un report d'échéance, au-delà du délai prévu à l'alinéa 3(2)e), également subordonné au consentement écrit du ministre;

Loi sur les textes réglementaires

Article 113. — Ajout, dans la version française, des mots soulignés.

Article 114. — Substitution, dans la version française, de « prendre des mesures concernant » à « fixer ».

(2) Paragraph 20(j) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

j) prendre des mesures concernant la forme et les modalités d'établissement et de publication des répertoires de textes réglementaires et des codifications de règlements;

R.S., c. S-26

Supreme Court Act

115. Section 3 of the French version of the *Supreme Court Act* is repealed and the following substituted therefor:

Maintien

3. Tribunal de droit et d'équity du Canada, la Cour suprême du Canada est maintenue sous ce nom à titre de cour générale d'appel pour l'ensemble du pays et de tribunal additionnel propre à améliorer l'application du droit canadien. Elle continue d'être une cour d'archives.

116. Section 11 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Prestation du serment

11. Le juge en chef prête le serment visé à l'article 10 devant le gouverneur général en conseil; lui-même ou, s'il est absent ou empêché, l'un de ses collègues reçoit le serment des juges puînés.

117. Subsection 42(1) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Exclusion des ordonnances discrétionnaires

42. (1) Ne sont pas susceptibles d'appel devant la Cour les jugements ou ordonnances rendus dans l'exercice d'un pouvoir judiciaire discrétionnaire, sauf dans les procédures de la nature d'une poursuite ou procédure en equity nées hors du Québec et sauf dans les procédures de *mandamus*.

R.S., c. T-3

Tax Rebate Discounting Act

R.S., c. 53 (1st Supp.), s. 2

118. All that portion of section 5 of the French version of the *Tax Rebate Discounting Act* preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Défaut de donner avis

5. Commet une infraction l'escompteur qui, ayant acquis auprès d'un client un droit

(2) L'alinéa 20j) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

j) prendre des mesures concernant la forme et les modalités d'établissement et de publication des répertoires de textes réglementaires et des codifications de règlements;

Loi sur la Cour suprême

L.R., ch. S-26

115. L'article 3 de la version française de la *Loi sur la Cour suprême* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Maintien

3. Tribunal de droit et d'équity du Canada, la Cour suprême du Canada est maintenue sous ce nom à titre de cour générale d'appel pour l'ensemble du pays et de tribunal additionnel propre à améliorer l'application du droit canadien. Elle continue d'être une cour d'archives.

116. L'article 11 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prestation du serment

11. Le juge en chef prête le serment visé à l'article 10 devant le gouverneur général en conseil; lui-même ou, s'il est absent ou empêché, l'un de ses collègues reçoit le serment des juges puînés.

117. Le paragraphe 42(1) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exclusion des ordonnances discrétionnaires

42. (1) Ne sont pas susceptibles d'appel devant la Cour les jugements ou ordonnances rendus dans l'exercice d'un pouvoir judiciaire discrétionnaire, sauf dans les procédures de la nature d'une poursuite ou procédure en equity nées hors du Québec et sauf dans les procédures de *mandamus*.

Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt

L.R., ch. T-3

118. Le passage de l'article 5 de la version française de la *Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt* qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 53 (1^{er} suppl.), art. 2

5. Commet une infraction l'escompteur qui, ayant acquis auprès d'un client un droit

Défaut de donner avis

Supreme Court Act

Clause 115: This amendment would substitute the word “equity” for the word “équité”, as the equivalent of the word “equity”, in the French version.

Clause 116: This amendment would add the underlined words to the French version.

Clause 117: This amendment would substitute the words “les procédures de la nature d’une poursuite ou procédure en equity” (“proceedings in the nature of a suit or proceeding in equity”) for the words “les procédures en équité ou de la nature d’une poursuite” (“proceedings in equity or in the nature of a suit [or prosecution]”) in the French version.

Tax Rebate Discounting Act

Clause 118: This amendment would add the underlined words to the French version.

Loi sur la Cour suprême

Article 115. — Substitution de « equity » à « équité » dans la version française.

Article 116. — Ajout, dans la version française, des mots soulignés.

Article 117. — Substitution de « de la nature d’une poursuite ou procédure en equity » à « en équité ou de la nature d’une poursuite » dans la version française.

Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d’impôt

Article 118. — Ajout, dans la version française, des mots soulignés.

à un remboursement d'impôt, omet d'envoyer sans délai à ce client à l'adresse du domicile élu de ce dernier, obtenue conformément à l'alinéa 4(1)c) :

R.S., c. T-10

Textile Labelling Act

119. Subparagraphs 6(b)(i) and (ii) of the Textile Labelling Act are repealed and the following substituted therefor:

- (i) the generic name of each textile fibre comprising five per cent or more by mass of the total fibre mass of the article,
- (ii) subject to the regulations, such percentage by mass of the total fibre mass of the article as each textile fibre named pursuant to subparagraph (i) comprises,

120. Paragraph 11(1)(l) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

- (l) establishing tolerances in relation to the percentage by mass of textile fibres shown in labels or otherwise;

R.S., c. T-15

Transfer of Offenders Act

121. Section 2 of the Transfer of Offenders Act is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"treaty"
« traités »

"treaty" includes an international agreement, arrangement or convention;

122. All that portion of section 17 of the said Act following paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

- (b) was, at the time of the commission of the offence of which he or she was convicted, a young person within the meaning of the *Young Offenders Act*,

an official designated for the purpose by the lieutenant governor in council of the province where the offender is detained may transfer the offender to a place or facility in which a young person may be committed to open custody or secure custody, within the meaning

à un remboursement d'impôt, omet d'envoyer sans délai à ce client à l'adresse du domicile élu de ce dernier, obtenue conformément à l'alinéa 4(1)c) :

Loi sur l'étiquetage des textiles

L.R., ch. T-10

119. Les sous-alinéas 6b)(i) et (ii) de la Loi sur l'étiquetage des textiles sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- (i) le nom générique de chaque fibre textile dont la masse représente cinq pour cent ou plus de la masse totale des fibres de l'article,
- (ii) sous réserve des règlements, le pourcentage que représente la masse de chacune des fibres textiles ainsi identifiées par rapport à la masse totale des fibres de l'article,

120. L'alinéa 11(1)l) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- l) d'établir des tolérances relativement au pourcentage massique des fibres textiles figurant notamment sur l'étiquetage;

Loi sur le transfert des délinquants

L.R., ch. T-15

121. L'article 2 de la Loi sur le transfert des délinquants est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« traités » Sont compris parmi les traités les conventions, accords ou arrangements internationaux.

122. Le passage de l'article 17 de la même loi qui suit l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) d'autre part, était, lors de la perpétration de l'infraction dont il a été déclaré coupable, un adolescent au sens de la *Loi sur les jeunes contrevenants*,

un fonctionnaire désigné à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où il est détenu peut le transférer dans un lieu ou établissement où un adolescent peut être envoyé en milieu ouvert ou fermé, au sens de l'article 24 de la *Loi sur les jeunes*

« traités »
"treaty"

Textile Labelling Act

Clauses 119 and 120: These amendments would replace the word “weight” with the word “mass”.

Loi sur l'étiquetage des textiles

Articles 119 et 120. — Substitution de la notion de masse à celle de poids.

Transfer of Offenders Act

Clause 121: New.

Loi sur le transfèrement des délinquants

Article 121. — Nouveau.

Clause 122: Section 17 at present reads as follows:

17. Where a Canadian offender transferred to Canada

(a) is committed to a prison in a province, and

(b) was, at the time of the commission of the offence of which he was convicted, a young person within the meaning of the *Young Offenders Act*, as that Act applied in the province at the time of his transfer,

an official designated for the purpose by the Lieutenant Governor in Council of the province where the offender is detained may transfer him to a place or facility in which a young person may be committed to open custody or secure custody, within the meaning of section 24 of the *Young Offenders Act*, but no person so transferred shall be detained by reason only of the sentence imposed by the foreign court beyond the date such sentence would terminate.

Article 122. — Texte actuel de l'article 17 :

17. Lorsqu'un délinquant canadien transféré au Canada :

a) d'une part, est incarcéré dans une prison dans une province;

b) d'autre part, était, lors de la perpétration de l'infraction dont il a été déclaré coupable, un adolescent au sens de la *Loi sur les jeunes contrevenants* dans la mesure où cette loi était applicable dans la province au moment de son transfèrement,

un fonctionnaire désigné à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où il est détenu peut le transférer dans un lieu ou établissement où un adolescent peut être envoyé en milieu ouvert ou fermé, au sens de l'article 24 de la *Loi sur les jeunes contrevenants*; il ne peut y être gardé, en vertu uniquement de la sentence imposée par le tribunal étranger, au-delà de la date où cette sentence prend fin.

of section 24 of the *Young Offenders Act*, but no person so transferred shall be detained by reason only of the sentence imposed by the foreign court beyond the date on which that sentence would terminate.

123. Section 23 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

23. The Governor in Council may, by order, amend the schedule by adding to it or deleting from it the name of any foreign state that has entered into a treaty with Canada on the transfer of offenders or with respect to which such a treaty has been terminated.

124. The heading preceding section 25 and section 25 of the said Act are repealed.

Trust and Loan Companies Act

125. Subsection 335(2) of the French version of the *Trust and Loan Companies Act* is repealed and the following substituted therefor:

(2) À la demande de tout membre du comité de vérification, le vérificateur assiste à toutes réunions de ce comité tenues au cours du mandat de ce membre.

126. Subparagraph 410(1)(f)(i) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) y compris de loterie, à titre de service public non lucratif pour des fêtes ou activités spéciales, temporaires, à caractère non commercial et d'intérêt local, municipal, provincial ou national,

127. Subsection 424(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(5) Subsection (1) applies only in respect of deposits made, and cheques, drafts and bills of exchange issued, certified or accepted after May 31, 1990.

128. All that portion of the definition "société de crédit-bail" in subsection 449(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

contrevenants; il ne peut y être gardé, en vertu uniquement de la sentence imposée par le tribunal étranger, au-delà de la date où cette sentence prend fin.

123. L'article 23 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

23. Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe en y inscrivant des États étrangers qui ont conclu un traité avec le Canada sur le transfèrement des délinquants ou en en radiant ceux pour lesquels un tel traité a pris fin.

124. L'article 25 de la même loi et l'intitulé qui le précède sont abrogés.

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

125. Le paragraphe 335(2) de la version française de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) À la demande de tout membre du comité de vérification, le vérificateur assiste à toutes réunions de ce comité tenues au cours du mandat de ce membre.

126. Le sous-alinéa 410(1)(f)(i) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) y compris de loterie, à titre de service public non lucratif pour des fêtes ou activités spéciales, temporaires, à caractère non commercial et d'intérêt local, municipal, provincial ou national,

127. Le paragraphe 424(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique qu'aux dépôts faits, et aux chèques, traites et lettres de change émis, visés ou acceptés après le 31 mai 1990.

128. Le passage de la définition de « société de crédit-bail », au paragraphe 449(1) de la version française de la même loi, qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Schedule

1991, c. 45

Idem

Application of subsection (1)

Annexe

1991, ch. 45

Idem

Application du paragraphe (1)

Clause 123: Section 23 at present reads as follows:

23. The Governor in Council may, by order, amend the schedule by adding thereto or deleting therefrom the name of any foreign state that has entered into or terminated a treaty with Canada on the transfer of offenders.

Clause 124: The heading preceding section 25 and section 25 read as follows:

COMMENCEMENT

25. All that portion of section 17 following paragraph (a) thereof shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

Trust and Loan Companies Act

Clause 125: This amendment would add the underlined words to the French version.

Clause 126: This amendment would replace the word “gratuit” with the words “non lucratif” in the French version.

Clause 127: Subsection 424(5) at present reads as follows:

- (5) Subsection (1) applies only in respect of
- (a) deposits made, and cheques, drafts and bills of exchange issued, certified or accepted, in the ten year period immediately preceding the day on which this section comes into force; and
 - (b) deposits made, and cheques, drafts and bills of exchange issued, certified or accepted, on or after the day on which this section comes into force.

Clause 128: The definition “financial leasing corporation” in subsection 449(1) of the English version reads as follows:

Article 123. — Texte actuel de l'article 23 :

23. Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe en y ajoutant ou en en retranchant le nom des États étrangers qui ont conclu ou dénoncé un traité avec le Canada sur le transfèrement des délinquants.

Article 124. — Texte de l'article 25 et de l'intertitre qui le précède :

ENTRÉE EN VIGUEUR

25. Le passage de l'article 17 qui suit l'alinéa a) entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

Article 125. — Ajout, dans la version française, des mots soulignés.

Article 126. — Substitution, dans la version française, de « non lucratif » à « gratuit ».

Article 127. — Texte actuel du paragraphe 424(5) :

- (5) Le paragraphe (1) ne s'applique qu'aux dépôts faits, et aux chèques, traites et lettres de change émis, visés ou acceptés :
- a) pendant les dix ans qui précèdent l'entrée en vigueur du présent article;
 - b) depuis l'entrée en vigueur du présent article.

Article 128. — Texte actuel de la définition de « société de crédit-bail » au paragraphe 449(1) de la version française :

« société de
crédit-bail »
"financial
leasing
corporation"

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

129. Section 496 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

Application of
subsection (1)

(5) Subsection (1) applies only in respect of deposits made after May 31, 1990.

Application

(6) This section does not apply until June 1, 1999.

130. Section 497 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

Application of
subsection (1)

(5) Subsection (1) applies only in respect of negotiable instruments issued, certified or accepted after May 31, 1990.

Application

(6) This section does not apply until June 1, 1999.

R.S., c. U-1

Unemployment Insurance Act

131. All that portion of subsection 24(1) of the *Unemployment Insurance Act* preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Regulations for
work sharing
benefits

24. (1) The Commission may, with the approval of the Governor in Council, make regulations providing for the payment of work sharing benefits to claimants who are qualified to receive benefits under this Act and are employed under a work sharing agreement that has been approved for the purposes of this section by special or general direction of the Commission including, without restricting the generality of the foregoing, regulations

132. Paragraph 80(c) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

c) le conseil arbitral a fondé sa décision ou son ordonnance sur une conclusion de fait erronée, tirée de façon abusive ou arbitraire ou sans tenir compte des éléments portés à sa connaissance.

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

129. L'article 496 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique qu'aux dépôts faits après le 31 mai 1990.

(6) Le présent article ne s'applique qu'à partir du 1^{er} juin 1999.

130. L'article 497 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique qu'aux effets négociables émis, visés ou acceptés après le 31 mai 1990.

(6) Le présent article ne s'applique qu'à partir du 1^{er} juin 1999.

Loi sur l'assurance-chômage

131. Le passage du paragraphe 24(1) de la *Loi sur l'assurance-chômage* qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

24. (1) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, la Commission peut prendre des règlements prévoyant le versement de prestations pour travail partagé aux prestataires qui remplissent les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi et qui sont employés en vertu d'un accord de travail partagé qu'elle a approuvé par une directive spéciale ou générale pour l'application du présent article, et notamment des règlements :

132. L'alinéa 80c) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) le conseil arbitral a fondé sa décision ou son ordonnance sur une conclusion de fait erronée, tirée de façon abusive ou arbitraire ou sans tenir compte des éléments portés à sa connaissance.

« société de
crédit-bail »
"financial
leasing
corporation"

Application du
paragraphe (1)

Application

Application du
paragraphe (1)

Application

L.R., ch. U-1

Règlements
relatifs aux
prestations pour
travail partagé

“financial leasing corporation” means a body corporate

(a) the activities of which are limited to the financial leasing of personal property and such related activities as are prescribed and whose activities conform to such restrictions and limitations thereon as are prescribed, and

(b) that, in conducting the activities referred to in paragraph (a) in Canada, does not

(i) direct its customers or potential customers to particular dealers in the leased property or the property to be leased,

(ii) enter into lease agreements with persons in respect of any motor vehicle having a gross vehicle weight, as that expression is defined by the regulations, of less than twenty-one tonnes, or

(iii) enter into lease agreements with natural persons in respect of personal household property, as that expression is defined by the regulations;

Clause 129: New.

Clause 130: New.

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité se limite au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements, et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

a) de diriger ses clients, présents ou potentiels, vers des marchands donnés de tels biens;

b) de conclure des contrats de location portant sur des véhicules à moteur dont le poids brut, au sens des règlements, est inférieur à vingt et une tonnes;

c) de conclure avec des personnes physiques des contrats de location portant sur des meubles meublants, au sens des règlements.

Article 129. — Nouveau.

Article 130. — Nouveau.

Unemployment Insurance Act

Clause 131: This amendment would remove the words “subject to subsection (4)” after the words “providing for the payment”.

Clause 132: This amendment would replace the word “absurd” with the word “abusive” in the French version.

Loi sur l'assurance-chômage

Article 131. — Suppression de « , sous réserve du paragraphe (4), » après « versement ».

Article 132. — Substitution, dans la version française, de « abusive » à « absurde ».

R.S.C. 1970, c
V-2*Veterans Benefit Act*1985, c. 26, s.
66 (Sch. 11,
items 5(4) and
(5))

133. The heading preceding section 4 and section 4 of the *Veterans Benefit Act*, chapter V-2 of the Revised Statutes of Canada, 1970, are repealed.

1985, c. 26, s.
66 (Sch. 11,
items 5(8) to
(10))

134. The heading preceding section 8 and section 8 of the said Act are repealed.

R.S., c. V-2

*Visiting Forces Act*Claims against
designated
states

135. All that portion of section 7 of the *Visiting Forces Act* preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

15. For the purposes of the *Crown Liability and Proceedings Act*,

R.S., c. W-6

Weights and Measures Act

136. Paragraph 10(1)(i) of the French version of the *Weights and Measures Act* is repealed and the following substituted therefor:

i) établir — ou en prévoir l'établissement — les normes de conception, de composition, de construction et de bon fonctionnement obligatoires pour l'approbation d'un instrument ou d'une catégorie, d'un type ou d'un modèle d'instrument en vue de son utilisation dans le commerce, ainsi que les caractéristiques de son installation et utilisation;

1984, c. 24

Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act

137. All that portion of section 2 of the French version of the *Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act* preceding the definition "Convention" is repealed and the following substituted therefor:

Définitions

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

*Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants*S.R.C. 1970,
ch. V-2

133. L'article 4 de la *Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants*, chapitre V-2 des Statuts révisés de 1970, et l'intertitre qui le précède sont abrogés.

1985, ch. 26,
art. 66, ann. 11,
par. 5(4) et (5)

134. L'article 8 de la même loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés.

1985, ch. 26,
art. 66, ann. 11,
par. 5(8) à (10)*Loi sur les forces étrangères présentes au Canada*

L.R., ch. V-2

135. Le passage de l'article 15 de la *Loi sur les forces étrangères présentes au Canada* qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10

15. Pour l'application de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* :

Réclamations
contre des États
désignés*Loi sur les poids et mesures*

L.R., ch. W-6

136. L'alinéa 10(1)i) de la version française de la *Loi sur les poids et mesures* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

15

i) établir — ou en prévoir l'établissement — les normes de conception, de composition, de construction et de bon fonctionnement obligatoires pour l'approbation d'un instrument ou d'une catégorie, d'un type ou d'un modèle d'instrument en vue de son utilisation dans le commerce, ainsi que les caractéristiques de son installation et utilisation;

25

Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique

1984, ch. 24

137. Le passage de l'article 2 de la version française de la *Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique* qui précède la définition « Convention » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

30 de « Convention » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

Veterans Benefit Act

Clause 133: This amendment would repeal a spent provision.

Clause 134: This amendment would repeal a spent provision.

Visiting Forces Act

Clause 135: This amendment would replace a reference to the *Crown Liability Act* with a reference to the *Crown Liability and Proceedings Act*.

Weights and Measures Act

Clause 136: This amendment would add the underlined word to the French version.

Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act

Clause 137: The relevant portion of section 2 of the English version reads as follows:

2. In this Act,

Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants

Article 133. — Abrogation d'une disposition périmée.

Article 134. — Abrogation d'une disposition périmée.

Loi sur les forces étrangères présentes au Canada

Article 135. — Modification corrélatrice. Substitution de « *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* » à « *Loi sur la responsabilité de l'État* ».

Loi sur les poids et mesures

Article 136. — Ajout, dans la version française, du mot souligné.

Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique

Article 137. — Texte actuel du passage visé de l'article 2 de la version française :

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente convention :

R.S., c. W-8

Western Grain Transportation Act

138. Paragraph 46(1)(c) of the French version of the *Western Grain Transportation Act* is repealed and the following substituted therefor:

c) la compagnie de chemin de fer, après que l'expéditeur a donné l'avis prévu à l'alinéa b), au plus tard sept mois avant le début de la campagne agricole, a donné avis public, selon des modalités également fixées par la Commission, de son intention de porter la réduction dans son tarif;

R.S., c. Y-2

Yukon Act

139. Paragraph 47(1)(c) of the French version of the *Yukon Act* is repealed and the following substituted therefor:

c) la voirie (chemins, routes, rues, ruelles et sentiers) des terres domaniales;

PART II

STATUTE LAW REPEAL

R.S., c. A-1

Access to Information Act

140. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out, under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

Agricultural Stabilization Board
Office de stabilisation des prix agricoles

Bilingual Districts Advisory Board
Conseil consultatif des districts bilingues

Federal Mortgage Exchange Corporation
Bourse fédérale d'hypothèques

Metric Commission
Commission du système métrique

R.S., c. F-8

Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act

141. Schedule I to the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act* is amended by striking out the following:

Loi sur le transport du grain de l'Ouest

L.R., ch. W-8

138. L'alinéa 46(1)c) de la version française de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) la compagnie de chemin de fer, après que l'expéditeur a donné l'avis prévu à l'alinéa b), au plus tard sept mois avant le début de la campagne agricole, a donné avis public, selon des modalités également fixées par la Commission, de son intention de porter la réduction dans son tarif;

Loi sur le Yukon

L.R., ch. Y-2

139. L'alinéa 47(1)c) de la version française de la *Loi sur le Yukon* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) la voirie (chemins, routes, rues, ruelles et sentiers) des terres domaniales;

PARTIE II

ABROGATIONS LÉGISLATIVES

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

140. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre "*Autres institutions fédérales*", de ce qui suit :

Bourse fédérale d'hypothèques
Federal Mortgage Exchange Corporation

Commission du système métrique
Metric Commission

25 Conseil consultatif des districts bilingues
Bilingual Districts Advisory Board

Office de stabilisation des prix agricoles
Agricultural Stabilization Board

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé

L.R., ch. F-8

141. L'annexe I de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire*

Western Grain Transportation Act

Clause 138: This amendment would substitute the words “que l’expéditeur a donné” for the words “avoir donné” in the French version.

Loi sur le transport du grain de l'Ouest

Article 138. — Substitution, dans la version française, de « que l’expéditeur a donné » à « avoir donné ».

Yukon Act

Clause 139: This amendment would add the underlined word to the French version.

Loi sur le Yukon

Article 139. — Ajout, dans la version française, du mot souligné.

Access to Information Act

Clause 140: This amendment would delete the names of various defunct bodies.

Loi sur l'accès à l'information

Article 140. — Suppression de la mention, à l’annexe I, sous l’intertitre « *Autres institutions fédérales* », de divers organismes qui ont cessé d’exister.

*Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal
Post-Secondary Education and Health
Contributions Act*

Clause 141: This amendment is consequential on the repeal of the *Residential Mortgage Financing Act* proposed by clause 151.

*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement
fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en
matière d'enseignement postsecondaire et de santé*

Article 141. — Suppression de la mention « Bourse fédérale d’hypothèques ». Cette modification découle de l’abrogation de la *Loi sur le financement des hypothèques grevant des propriétés résidentielles* proposée à l’article 151.

		<i>daire et de santé est modifiée par suppression de ce qui suit :</i>	
	Federal Mortgage Exchange Corporation <i>Bourse fédérale d'hypothèques</i>	Bourse fédérale d'hypothèques <i>Federal Mortgage Exchange Corporation</i>	
R.S., c. F-19	<i>Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act</i>	<i>Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord</i>	L.R., ch. F-19
	142. The Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act is repealed on a day to be fixed by order of the Governor in Council.	142. La Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord est abrogée à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.	5
R.S., c. I-10	<i>Inland Water Freight Rates Act</i>	<i>Loi relative aux tarifs de fret sur les eaux internes</i>	L.R., ch. I-10
	143. The Inland Water Freight Rates Act is repealed.	143. La Loi relative aux tarifs de fret sur les eaux internes est abrogée.	10
R.S., c. M-13	<i>Municipal Grants Act</i>	<i>Loi sur les subventions aux municipalités</i>	L.R., ch. M-13
	144. Schedule III to the Municipal Grants Act is amended by striking out the following:	144. L'annexe III de la Loi sur les subventions aux municipalités est modifiée par suppression de ce qui suit :	10
	Agricultural Stabilization Board <i>Office de stabilisation des prix agricoles</i>	Office de stabilisation des prix agricoles <i>Agricultural Stabilization Board</i>	15
	145. Schedule IV to the said Act is amended by striking out the following:	145. L'annexe IV de la même loi est modifiée par suppression de ce qui suit :	
	Federal Mortgage Exchange Corporation <i>Bourse fédérale d'hypothèques</i>	Bourse fédérale d'hypothèques <i>Federal Mortgage Exchange Corporation</i>	15
1955, c. 37	<i>An Act to amend the National Parks Act and to establish a National Park in the Province of Newfoundland</i>	<i>Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux et visant l'établissement d'un parc national dans la province de Terre-Neuve</i>	1955, ch. 37
	146. Section 3 of An Act to amend the National Parks Act and to establish a National Park in the Province of Newfoundland, chapter 37 of the Statutes of Canada, 1955, is repealed.	146. L'article 3 de la Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux et visant l'établissement d'un parc national dans la province de Terre-Neuve, chapitre 37 des Statuts du Canada de 1955, est abrogé.	20
1959, c. 48	<i>Newfoundland Additional Grants Act</i>	<i>Loi sur les subventions supplémentaires payables à Terre-Neuve</i>	1959, ch. 48
	147. The Newfoundland Additional Grants Act, chapter 48 of the Statutes of Canada, 1959, is repealed.	147. La Loi sur les subventions supplémentaires payables à Terre-Neuve, chapitre 48 des Statuts du Canada de 1959, est abrogée.	25

Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act

Clause 142: This amendment would provide for the repeal of the Act.

Inland Water Freight Rates Act

Clause 143: This amendment would repeal the Act.

Municipal Grants Act

Clause 144: This amendment would remove a reference to the Agricultural Stabilization Board.

Clause 145: This amendment is consequential on the repeal of the *Residential Mortgage Financing Act* proposed by clause 151.

An Act to amend the National Parks Act and to establish a National Park in the Province of Newfoundland

Clause 146: Section 3 reads as follows:

3. The Governor in Council may, by proclamation, set aside as a National Park of Canada, lands in the Province of Newfoundland that the Government of Canada and the Government of the Province agree are suitable for a National Park, if clear title to the lands is transferred to Her Majesty in right of Canada; and upon the issue of the proclamation, the *National Parks Act* applies to the National Park of Canada so set aside as it applies to a Park as therein defined.

Newfoundland Additional Grants Act

Clause 147: This amendment would repeal the Act.

Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord

Article 142. — Abrogation.

Loi relative aux tarifs de fret sur les eaux internes

Article 143. — Abrogation.

Loi sur les subventions aux municipalités

Article 144. — Suppression de la mention « Office de stabilisation des prix agricoles ».

Article 145. — Suppression de la mention « Bourse fédérale d'hypothèques ». Cette modification découle de l'abrogation de la *Loi sur le financement des hypothèques grevant des propriétés résidentielles* proposée à l'article 151.

Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux et visant l'établissement d'un parc national dans la province de Terre-Neuve

Article 146. — Texte de l'article 3 :

3. Le gouverneur en conseil peut, par proclamation mettre à part, comme parc national du Canada, des terres situées dans la province de Terre-Neuve qui, d'après ce que reconnaissent le gouvernement du Canada et le gouvernement de la province, sont appropriées à un parc national, si un titre incontestable aux terres est transféré à Sa Majesté du chef du Canada. Sur publication de la proclamation, la *Loi sur les parcs nationaux* s'applique au parc national du Canada ainsi mis à part comme elle est applicable à un parc y défini.

Loi sur les subventions supplémentaires payables à Terre-Neuve

Article 147. — Abrogation.

R.S., c. P-21

Privacy Act

148. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out, under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

Agricultural Stabilization Board
Office de stabilisation des prix agricoles

Bilingual Districts Advisory Board
Conseil consultatif des districts bilingues

Federal Mortgage Exchange Corporation
Bourse fédérale d'hypothèques

Metric Commission
Commission du système métrique

1921, c. 46

An Act to authorize the ratification and carrying into effect of the Protocol of the sixteenth day of December, 1920, accepting the Statute for the Permanent Court of International Justice of the thirteenth day of December, 1920

149. The Act entitled *An Act to authorize the ratification and carrying into effect of the Protocol of the sixteenth day of December, 1920, accepting the Statute for the Permanent Court of International Justice of the thirteenth day of December, 1920, chapter 46 of the Statutes of Canada, 1921*, is repealed.

R.S., c. P-35

Public Service Staff Relations Act

SOR/87-491;
SOR/88-105;
SOR/88-368

150. Part I of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* is amended by striking out the following:

Agricultural Stabilization Board
Office de stabilisation des prix agricoles

Canadian Import Tribunal

Department of Western Economic Diversification

Ministry of State for Science and Technology
Département d'État des Sciences et de la Technologie

Public Archives

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

148. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre "*Autres institutions fédérales*", de ce qui suit :

5 Bourse fédérale d'hypothèques
Federal Mortgage Exchange Corporation

Commission du système métrique
Metric Commission

10 Conseil consultatif des districts bilingues
Bilingual Districts Advisory Board

Office de stabilisation des prix agricoles
Agricultural Stabilization Board

5

10

1921, ch. 46

Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale du treizième jour de décembre 1920

149. La *Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale du treizième jour de décembre 1920, chapitre 46 des Statuts du Canada de 1921*, est abrogée.

20

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

L.R., ch. P-35

150. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Archives publiques
Public Archives

Bureau de la diversification de l'Ouest

Commission sur les pratiques restrictives du commerce
Restrictive Trade Practices Commission

30 Département d'État des Sciences et de la Technologie
Ministry of State for Science and Technology

20

25

30

DORS/87-491;
DORS/88-105;
DORS/88-368

Privacy Act

Clause 148: This amendment would delete the names of various defunct bodies.

Loi sur la protection des renseignements personnels

Article 148. — Suppression de la mention de divers organismes qui ont cessé d'exister.

An Act to authorize the ratification and carrying into effect of the Protocol of the sixteenth day of December, 1920, accepting the Statute for the Permanent Court of International Justice of the thirteenth day of December, 1920

Clause 149: This amendment would repeal the Act.

Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale du treizième jour de décembre 1920

Article 149. — Abrogation.

Public Service Staff Relations Act

Clause 150: This amendment would remove references to various defunct bodies.

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

Article 150. — Suppression de la mention, à la partie I de l'annexe I, de divers organismes qui ont cessé d'exister.

Archives publiques
 Restrictive Trade Practices Commission
*Commission sur les pratiques restrictives
 du commerce*
 Western Diversification Office

R.S., c. R-6

Residential Mortgage Financing Act

151. The *Residential Mortgage Financing Act* is repealed.

1977-78, c. 9

Transfer of Offenders Act

152. All that portion of section 17 of the *Transfer of Offenders Act*, chapter 9 of the Statutes of Canada, 1977-78, following paragraph (a) thereof is repealed.

1953-54, c. 65

Veterans Benefit Act, 1954

153. Section 9 of the *Veterans Benefit Act, 1954*, chapter 65 of the Statutes of Canada, 1953-54, is repealed.

Ministère de la Diversification de l'économie
 de l'Ouest canadien

Office de stabilisation des prix agricoles
Agricultural Stabilization Board

5 Tribunal canadien des importations

5

*Loi sur le financement des hypothèques
 grevant des propriétés résidentielles*

L.R., ch R-6

151. La *Loi sur le financement des hypothèques grevant des propriétés résidentielles* est abrogée.

Loi sur le transfèrement des délinquants

1977-78, ch 9

152. Le passage de l'article 17 de la *Loi sur le transfèrement des délinquants*, chapitre 9 des Statuts du Canada de 1977-78, qui suit l'alinéa a) est abrogé.

*Loi de 1954 sur les avantages destinés aux
 anciens combattants*

1953-54, ch. 65

153. L'article 9 de la *Loi de 1954 sur les avantages destinés aux anciens combattants*, chapitre 65 des Statuts du Canada de 1953-54, est abrogé.

Residential Mortgage Financing Act

Clause 151: This amendment would repeal the Act.

Transfer of Offenders Act

Clause 152: The relevant portion of section 17 reads as follows:

17. Where a Canadian offender transferred to Canada

...

(b) would have been a juvenile delinquent within the meaning of the *Juvenile Delinquents Act*, as that Act applied in the province at the time of his transfer, had the offence for which he was convicted and sentenced been committed in Canada,

an official designated for the purpose by the Lieutenant Governor in Council of the province where the offender is detained may transfer him to any institutional facility for young persons in which a juvenile delinquent may be held but no person so transferred shall be detained by reason only of the sentence imposed by the foreign court beyond the date such sentence would terminate.

Veterans Benefit Act, 1954

Clause 153: This amendment would repeal a spent provision.

Loi sur le financement des hypothèques grevant des propriétés résidentielles

Article 151. — Abrogation.

Loi sur le transfèrement des délinquants

Article 152. — Texte du passage introductif et du passage visé de l'article 17 :

17. Lorsqu'un délinquant canadien transféré au Canada

...

b) aurait été considéré comme un jeune délinquant au sens de la *Loi sur les jeunes délinquants*, tel que cette loi s'appliquait dans la province au moment de son transfèrement, si l'infraction pour laquelle il a été déclaré coupable et condamné avait été perpétrée au Canada,

un fonctionnaire désigné à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où il est détenu peut le transférer dans un établissement de détention de jeunes délinquants; il ne peut y être gardé, en vertu uniquement de la sentence imposée par le tribunal étranger, au-delà de la date où cette sentence prend fin.

Loi de 1954 sur les avantages destinés aux anciens combattants

Article 153. — Abrogation d'une disposition périmée.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO CORRECT CERTAIN ANOMALIES,
INCONSISTENCIES, ARCHAISMS
AND ERRORS IN THE STATUTES OF CANADA, TO
DEAL WITH OTHER MATTERS
OF A NON-CONTROVERSIAL AND UNCOMPLICATED
NATURE IN THOSE STATUTES
AND TO REPEAL CERTAIN PROVISIONS OF THOSE
STATUTES THAT HAVE
EXPIRED OR LAPSED OR OTHERWISE CEASED TO
HAVE EFFECT

SHORT TITLE

1 Short title

PART I

STATUTE LAW AMENDMENT

2	Access to Information Act
3	Air Canada Public Participation Act
4	Atomic Energy Control Act
5-9	Bank Act
10	Bankruptcy and Insolvency Act
11	Bretton Woods and Related Agreements Act
12-13	Canada Agricultural Products Act
14	Canada Deposit Insurance Corporation Act
15	Canada Evidence Act
16	Canada Petroleum Resources Act
17	Canada Post Corporation Act
18-42	Canadian Environmental Assessment Act
43-45	Canadian Heritage Languages Institute Act
46-48	Canadian Payments Association Act
49	Canadian Security Intelligence Service Act
50-51	Competition Act
52	Companies' Creditors Arrangement Act
53-56	Cooperative Credit Associations Act
57-58	Corrections and Conditional Release Act
59	Criminal Code
60	Advance Payments for Crops Act
61	Emergencies Act

TABLE ANALYTIQUE

LOI VISANT À CORRIGER DES ANOMALIES,
INCOMPATIBILITÉS,
ARCHAÏSMES ET ERREURS DANS LES LOIS DU
CANADA, À Y EFFECTUER
D'AUTRES MODIFICATIONS MINEURES ET NON
CONTROVERSABLES AINSI QU'À
Y ABROGER CERTAINES DISPOSITIONS AYANT
CESSÉ D'AVOIR EFFET PAR
CADUCITÉ OU AUTREMENT

TITRE ABRÉGÉ

1 Titre abrégé

PARTIE I

MODIFICATIONS LÉGISLATIVES

2	Loi sur l'accès à l'information
3	Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada
4	Loi sur le contrôle de l'énergie atomique
5-9	Loi sur les banques
10	Loi sur la faillite et l'insolvabilité
11	Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes
12-13	Loi sur les produits agricoles au Canada
14	Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada
15	Loi sur la preuve au Canada
16	Loi fédérale sur les hydrocarbures
17	Loi sur la Société canadienne des postes
18-42	Loi canadienne sur l'évaluation environnementale
43-45	Loi sur l'Institut canadien des langues patrimoniales
46-48	Loi sur l'Association canadienne des paiements
49	Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité
50-51	Loi sur la concurrence
52	Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies
53-56	Loi sur les associations coopératives de crédit
57-58	Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition
59	Code criminel
60	Loi sur le paiement anticipé des récoltes
61	Loi sur les mesures d'urgence

62	Energy Monitoring Act	62	Loi sur la surveillance du secteur énergétique
63-65	Energy Supplies Emergency Act	63-65	Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie
66	European Bank for Reconstruction and Development Agreement Act	66	Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement
67	Export and Import Permits Act	67	Loi sur les licences d'exportation et d'importation
68-70	Federal Court Act	68-70	Loi sur la Cour fédérale
71-73	Food and Drugs Act	71-73	Loi sur les aliments et drogues
74	Department of Forestry Act	74	Loi sur le ministère des Forêts
75-77	Health of Animals Act	75-77	Loi sur la santé des animaux
78-85	Insurance Companies Act	78-85	Loi sur les sociétés d'assurances
86	International Boundary Commission Act	86	Loi sur la Commission frontalière
87	International Centre for Human Rights and Democratic Development Act	87	Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
88	Interpretation Act	88	Loi d'interprétation
89	Judges Act	89	Loi sur les juges
90	Livestock and Livestock Products Act	90	Loi sur les animaux de ferme et leurs produits
91-95	National Defence Act	91-95	Loi sur la défense nationale
96	Non-smokers' Health Act	96	Loi sur la santé des non-fumeurs
97-98	Northern Pipeline Act	97-98	Loi sur le pipe-line du Nord
99	Northwest Territories Act	99	Loi sur les Territoires du Nord-Ouest
100	Parliamentary Employment and Staff Relations Act	100	Loi sur les relations de travail au Parlement
101	Petro-Canada Public Participation Act	101	Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada
102-103	Plant Protection Act	102-103	Loi sur la protection des végétaux
104	Privacy Act	104	Loi sur la protection des renseignements personnels
105	Public Harbours and Port Facilities Act	105	Loi sur les ports et installations portuaires publics
106	Public Service Staff Relations Act	106	Loi sur les relations de travail dans la fonction publique
107-108	Public Service Superannuation Act	107-108	Loi sur la pension de la fonction publique
109-110	Public Works Act	109-110	Loi sur les travaux publics
111	Royal Canadian Mounted Police Act	111	Loi sur la Gendarmerie royale du Canada
112	Small Business Loans Act	112	Loi sur les prêts aux petites entreprises
113-114	Statutory Instruments Act	113-114	Loi sur les textes réglementaires
115-117	Supreme Court Act	115-117	Loi sur la Cour suprême
118	Tax Rebate Discounting Act	118	Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt
119-120	Textile Labelling Act	119-120	Loi sur l'étiquetage des textiles
121-124	Transfer of Offenders Act	121-124	Loi sur le transfèrement des délinquants
125-130	Trust and Loan Companies Act	125-130	Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt
131-132	Unemployment Insurance Act	131-132	Loi sur l'assurance-chômage
133-134	Veterans Benefit Act	133-134	Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants
135	Visiting Forces Act	135	Loi sur les forces étrangères présentes au Canada
136	Weights and Measures Act	136	Loi sur les poids et mesures

137	Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act	137	Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique
138	Western Grain Transportation Act	138	Loi sur le transport du grain de l'Ouest
139	Yukon Act	139	Loi sur le Yukon

PART II
STATUTE LAW REPEAL

140	Access to Information Act
141	Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act
142	Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act
143	Inland Water Freight Rates Act
144-145	Municipal Grants Act
146	An Act to amend the National Parks Act and to establish a National Park in the Province of Newfoundland
147	Newfoundland Additional Grants Act
148	Privacy Act
149	An Act to authorize the ratification and carrying into effect of the Protocol of the sixteenth day of December, 1920, accepting the Statute for the Permanent Court of International Justice of the thirteenth day of December, 1920
150	Public Service Staff Relations Act
151	Residential Mortgage Financing Act
152	Transfer of Offenders Act
153	Veterans Benefit Act, 1954

PARTIE II
ABROGATIONS LÉGISLATIVES

140	Loi sur l'accès à l'information
141	Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé
142	Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord
143	Loi relative aux tarifs de fret sur les eaux internes
144-145	Loi sur les subventions aux municipalités
146	Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux et visant l'établissement d'un parc national dans la province de Terre-Neuve
147	Loi sur les subventions supplémentaires payables à Terre-Neuve
148	Loi sur la protection des renseignements personnels
149	Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale du treizième jour de décembre 1920
150	Loi sur les relations de travail dans la fonction publique
151	Loi sur le financement des hypothèques grevant des propriétés résidentielles
152	Loi sur le transfèrement des délinquants
153	Loi de 1954 sur les avantages destinés aux anciens combattants



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

C-125

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-125

An Act to correct certain anomalies, inconsistencies, archaisms and errors in the Statutes of Canada, to deal with other matters of a non-controversial and uncomplicated nature in those Statutes and to repeal certain provisions of those Statutes that have expired or lapsed or otherwise ceased to have effect

C-125

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-125

Loi visant à corriger des anomalies, incompatibilités, archaïsmes et erreurs dans les lois du Canada, à y effectuer d'autres modifications mineures et non controversables ainsi qu'à y abroger certaines dispositions ayant cessé d'avoir effet par caducité ou autrement

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 3, 1993

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 3 JUIN 1993



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-125

PROJET DE LOI C-125

An Act to correct certain anomalies, inconsistencies, archaisms and errors in the Statutes of Canada, to deal with other matters of a non-controversial and uncomplicated nature in those Statutes and to repeal certain provisions of those Statutes that have expired or lapsed or otherwise ceased to have effect

Loi visant à corriger des anomalies, incompatibilités, archaïsmes et erreurs dans les lois du Canada, à y effectuer d'autres modifications mineures et non controversables ainsi qu'à y abroger certaines dispositions ayant cessé d'avoir effet par caducité ou autrement

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Miscellaneous Statute Law Amendment Act, 1993*.

5

1. *Loi corrective de 1993.*

Titre abrégé

PART I

PARTIE I

STATUTE LAW AMENDMENT

MODIFICATIONS LÉGISLATIVES

R.S., c. A-1

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

2. (1) Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out, under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

2. (1) L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Canada Labour Relations Board
Conseil canadien des relations de travail

10 Conseil canadien des relations de travail
Canada Labour Relations Board 10

(2) Schedule I to the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

(2) L'annexe I de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Canada Labour Relations Board
Conseil canadien des relations du travail

15 Conseil canadien des relations du travail
Canada Labour Relations Board 15

R.S., c. 35 (4th
Suppl.)

Air Canada Public Participation Act

3. Paragraph (f) of the definition "non-resident" in subsection 6(7) of the *Air Canada Public Participation Act* is repealed and the following substituted therefor:

(f) a corporation that is controlled by a trust described in paragraph (e),
but does not include a mutual company to which subsection 427(5) of the *Insurance Companies Act* applies or a company or foreign company to which subsection 10427(6) of that Act applies;

R.S., c. A-16

Atomic Energy Control Act

4. Paragraph 9(b) of the French version of the *Atomic Energy Control Act* is repealed and the following substituted therefor:

b) développer, contrôler, surveiller et autoriser la production et les applications et usages de l'énergie atomique;

1991, c. 46

Bank Act

5. The definition "succursale" in section 2 of the French version of the *Bank Act* is repealed and the following substituted therefor:

« succursale »
"branch"

« succursale » Tout bureau d'une banque, y compris son siège et ses agences.

6. Section 19 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

19. Le seul fait qu'un document relatif à une banque a été déposé auprès du surintendant ou du ministre, ou qu'il peut être consulté à une succursale de la banque, est sans conséquence pour quiconque et n'implique pas qu'il y a connaissance de sa teneur.

Absence de
présomption de
connaissance

7. Subsection 330(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) À la demande de tout membre du comité de vérification, le ou les vérificateurs assistent à toutes réunions de ce comité tenues au cours du mandat de ce membre.

Idem

Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada

3. La définition de « non-résident », au paragraphe 6(7) de la *Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada*, est modifiée par adjonction de ce qui suit :

La présente définition exclut la société mutuelle visée au paragraphe 427(5) de la *Loi sur les sociétés d'assurances* ou la société ou la société étrangère visées au paragraphe 427(6) de cette loi.

L.R., ch. 35
(4^e suppl.)

Loi sur le contrôle de l'énergie atomique

4. L'alinéa 9b) de la version française de la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) développer, contrôler, surveiller et autoriser la production et les applications et usages de l'énergie atomique;

L.R., ch. A-16

Loi sur les banques

5. La définition de « succursale », à l'article 2 de la version française de la *Loi sur les banques*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« succursale » Tout bureau d'une banque, y compris son siège et ses agences.

6. L'article 19 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

19. Le seul fait qu'un document relatif à une banque a été déposé auprès du surintendant ou du ministre, ou qu'il peut être consulté à une succursale de la banque, est sans conséquence pour quiconque et n'implique pas qu'il y a connaissance de sa teneur.

1991, ch. 46

Absence de
présomption de
connaissance

7. Le paragraphe 330(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) À la demande de tout membre du comité de vérification, le ou les vérificateurs assistent à toutes réunions de ce comité tenues au cours du mandat de ce membre.

Idem

8. Subparagraph 410(1)(e)(i) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) y compris de loterie, à titre de service public non lucratif pour des fêtes ou activités spéciales, temporaires, à caractère non commercial et d'intérêt local, municipal, provincial ou national,

9. All that portion of the definition "société de crédit-bail" in subsection 464(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

« société de crédit-bail »
"financial leasing corporation"

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

R.S., c. B-3;
1992, c. 27, s. 2

Bankruptcy and Insolvency Act

10. Subsection 82(1) of the English version of the *Bankruptcy and Insolvency Act* is repealed and the following substituted therefor:

Trustee to have right to sell patented articles

82. (1) Where any property of a bankrupt vesting in a trustee consists of patented articles that were sold to the bankrupt subject to any restrictions or limitations, the trustee is not bound by the restrictions or limitations but may sell and dispose of the patented articles free and clear of the restrictions or limitations.

R.S., c. B-7;
R.S., c. 24 (1st Supp.), s. 3

Bretton Woods and Related Agreements Act

R.S., c. 24 (1st Supp.), s. 7

11. Section 13 of the *Bretton Woods and Related Agreements Act* is repealed and the following substituted therefor:

Annual report

13. The Minister of Finance shall cause to be laid before Parliament, on or before March 31 next following the end of each calendar year or, if Parliament is not then sitting, on any of the first thirty days next thereafter that either House of Parliament is sitting, a report containing a general summa-

8. Le sous-alinéa 410(1)(e)(i) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) y compris de loterie, à titre de service public non lucratif pour des fêtes ou activités spéciales, temporaires, à caractère non commercial et d'intérêt local, municipal, provincial ou national,

9. Le passage de la définition de « société de crédit-bail », au paragraphe 464(1) de la version française de la même loi, qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

« société de crédit-bail »
"financial leasing corporation"

L.R., ch. B-3;
1992, ch. 27, art. 2

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

10. Le paragraphe 82(1) de la version anglaise de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

82. (1) Where any property of a bankrupt vesting in a trustee consists of patented articles that were sold to the bankrupt subject to any restrictions or limitations, the trustee is not bound by the restrictions or limitations but may sell and dispose of the patented articles free and clear of the restrictions or limitations.

Trustee to have right to sell patented articles

Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes

11. L'article 13 de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

13. Le ministre des Finances fait déposer devant le Parlement, au plus tard le 31 mars ou, si celui-ci ne siège pas, dans les trente premiers jours de séance ultérieurs de l'une ou l'autre chambre, un rapport d'activité pour l'année civile précédant cette date contenant un résumé général des opérations vi-

L.R., ch. B-7;
L.R., ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 3

L.R., ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 7

Rapport annuel

ry of operations under this Act and details of all those operations that directly affect Canada, including the resources and lending of the World Bank Group, the funds subscribed or contributed by Canada, borrowings in Canada and procurement of Canadian goods and services.

sées par la présente loi et un exposé détaillé de toutes les opérations qui intéressent directement le Canada, notamment les ressources du groupe de la Banque mondiale et les prêts 5 qu'elle consent, les sommes souscrites et les contributions faites par le Canada, les emprunts effectués au Canada et l'obtention de biens et services canadiens.

R.S., c. 20 (4th Suppl.)

Canada Agricultural Products Act

Loi sur les produits agricoles au Canada

L.R., ch. 20 (4^e suppl.)

12. Subsection 28(1) of the French version of the *Canada Agricultural Products Act* is repealed and the following substituted therefor:

12. Le paragraphe 28(1) de la version française de la *Loi sur les produits agricoles* 10 au Canada est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Confiscation
suivant une
déclaration de
culpabilité

28. (1) Sur déclaration de culpabilité de l'auteur d'une infraction à la présente loi, le tribunal peut, d'office ou sur demande, ordonner, en sus de la peine prononcée, la confiscation, au profit de Sa Majesté du chef du Canada, de l'objet ayant servi ou donné lieu à l'infraction, ou du produit de sa vente.

28. (1) Sur déclaration de culpabilité de l'auteur d'une infraction à la présente loi, le tribunal peut, d'office ou sur demande, or- 15 donner, en sus de la peine prononcée, la confiscation, au profit de Sa Majesté du chef du Canada, de l'objet ayant servi ou donné lieu à l'infraction, ou du produit de sa vente.

Confiscation
suivant une
déclaration de
culpabilité

13. Subsection 29(3) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

13. Le paragraphe 29(3) de la version 20 française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(3) En cas de déclaration de culpabilité du saisi :

(3) En cas de déclaration de culpabilité du saisi :

Exception

a) l'objet saisi, le produit de la vente ou la caution peuvent être retenus jusqu'au paiement de l'amende;

a) l'objet saisi, le produit de la vente ou la 25 caution peuvent être retenus jusqu'au paiement de l'amende;

b) l'objet peut être aliéné par adjudication forcée;

b) l'objet peut être aliéné par adjudication forcée;

c) le produit de la vente ou la caution peuvent être affectés, en tout ou en partie, 30 au paiement de l'amende.

c) le produit de la vente ou la caution peu- 30 vent être affectés, en tout ou en partie, au paiement de l'amende.

R.S., c. C-3

Canada Deposit Insurance Corporation Act

Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada

L.R., ch. C-3

R.S., c. 18 (3rd Suppl.), s. 63; 1992, c. 27, par. 90(1)(c)

14. Subsection 35(1) of the *Canada Deposit Insurance Corporation Act* is repealed and the following substituted therefor:

14. Le paragraphe 35(1) de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* est 35 abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 63; 1992, ch. 27, al. 90(1)(c)

Creditor
remedies
available

35. (1) Where in the opinion of the Corporation a member institution is or is about to become insolvent, the Corporation is deemed to be a creditor of the member institution and the Corporation may, for the protection of the public interest, initiate and take any measures or proceedings that a

35. (1) Si elle estime qu'une institution membre est insolvable ou sur le point de le devenir, la Société est réputée être un créancier de cette institution et elle peut, pour la protection de l'intérêt public, recourir aux 40 mesures ou procédures que le droit met à la portée des créanciers de l'institution pour en

Droits aux
recours ouverts
aux créanciers

creditor of the member institution may initiate or take under law to preserve the assets of the member institution or to have it wound up.

protéger l'actif ou en provoquer la liquidation.

R.S., c. C-5

*Canada Evidence Act**Loi sur la preuve au Canada*

L.R., ch. C-5

15. Subsection 23(1) of the *Canada Evidence Act* is repealed and the following substituted therefor:

5 15. Le paragraphe 23(1) de la *Loi sur la preuve au Canada* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Evidence of
judicial
proceedings,
etc.

23. (1) Evidence of any proceeding or record whatever of, in or before any court in Great Britain, the Supreme Court, Federal Court or Tax Court of Canada, any court in any province, any court in any British colony or possession or any court of record of the United States, of any state of the United States or of any other foreign country, or before any justice of the peace or coroner in any province, may be given in any action or proceeding by an exemplification or certified copy of the proceeding or record, purporting to be under the seal of the court or under the hand or seal of the justice or coroner, as the case may be, without any proof of the authenticity of the seal or of the signature of the justice or coroner or other proof whatever.

23. (1) La preuve d'une procédure ou pièce d'un tribunal de la Grande-Bretagne, 10 ou de la Cour suprême ou de la Cour fédérale du Canada, ou de la Cour canadienne de l'impôt, ou d'un tribunal d'une province, ou 10 de tout tribunal d'une colonie ou possession britannique, ou d'un tribunal d'archives des États-Unis, ou de tout État des États-Unis, ou d'un autre pays étranger, ou d'un juge de paix ou d'un coroner dans une province, peut 15 se faire, dans toute action ou procédure, au moyen d'une ampliation ou copie certifiée de la procédure ou pièce, donnée comme portant le sceau du tribunal, ou la signature ou le sceau du juge de paix ou du coroner, selon le 20 cas, sans aucune preuve de l'authenticité de ce sceau ou de la signature du juge de paix 25 ou du coroner, ni autre preuve.

5
Preuve des
procédures
judiciaires, etc.

R.S., c. 36 (2nd
Supp.)

*Canada Petroleum Resources Act**Loi fédérale sur les hydrocarbures*

L.R., ch. 36 (2^e
suppl.)

16. Subsection 80(1) of the *Canada Petroleum Resources Act* is repealed and the following substituted therefor:

**16. Le paragraphe 80(1) de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* est abrogé et rem- 25
placé par ce qui suit :**

Fixing rates

80. (1) Each Minister may, for the purposes of this Part, after considering any recommendations made to that Minister by the Board pursuant to paragraph 79(1)(e), fix a rate for each prescribed region of frontier lands within the area under the administrative responsibility of that Minister.

80. (1) Pour l'application de la présente 30
partie, chaque ministre peut, après étude des recommandations du Conseil, fixer un taux pour chaque région des terres domaniales du 30 territoire placée sous sa responsabilité.

Fixation de
taux

R.S., c. C-10

*Canada Post Corporation Act**Loi sur la Société canadienne des postes*

L.R., ch. C-10

17. Section 51 of the *Canada Post Corporation Act* is repealed and the following substituted therefor:

17. L'article 51 de la *Loi sur la Société canadienne des postes* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Dangerous
substances

51. Except under and in accordance with the *Transportation of Dangerous Goods Act, 1992*, every person commits an offence who encloses in or with any mailable matter transmitted by post, or puts into any post

51. Commet une infraction quiconque, 35
sauf dans les conditions prévues sous le régime de la *Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses*, place dans un objet transmis par la poste ou y joint, ou

Substances
dangereuses

office, any explosive, dangerous or destructive substance or any thing likely to injure persons or damage property.

place dans un bureau de poste, une substance explosive, dangereuse, destructive ou, d'une façon générale, susceptible de provoquer des dommages corporels ou matériels.

1992, c. 37

Canadian Environmental Assessment Act

*Loi canadienne sur l'évaluation
environnementale*

1992, ch. 37

18. The definition "projet" in subsection 2(1) of the French version of the *Canadian Environmental Assessment Act* is repealed and the following substituted therefor:

18. La définition de « projet », au paragraphe 2(1) de la version française de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« projet »
"project"

« projet » Réalisation — y compris l'exploitation, la modification, la désaffectation ou la fermeture — d'un ouvrage ou proposition d'exercice d'une activité concrète, non liée à un ouvrage, désignée par règlement ou faisant partie d'une catégorie d'activités concrètes désignée par règlement aux termes de l'alinéa 59b).

« projet » Réalisation — y compris l'exploitation, la modification, la désaffectation ou la fermeture — d'un ouvrage ou proposition d'exercice d'une activité concrète, non liée à un ouvrage, désignée par règlement ou faisant partie d'une catégorie d'activités concrètes désignée par règlement aux termes de l'alinéa 59b).

19. Paragraph 4(a) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

19. L'alinéa 4a) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) de permettre aux autorités responsables de prendre des mesures à l'égard de tout projet susceptible d'avoir des effets environnementaux en se fondant sur un jugement éclairé quant à ces effets;

a) de permettre aux autorités responsables de prendre des mesures à l'égard de tout projet susceptible d'avoir des effets environnementaux en se fondant sur un jugement éclairé quant à ces effets;

20. Subsection 12(4) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

20. Le paragraphe 12(4) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) L'autorité responsable peut, dans le cadre de l'examen préalable ou de l'étude approfondie d'un projet, coopérer, pour l'évaluation environnementale de celui-ci, avec l'instance qui a la responsabilité ou le pouvoir d'effectuer l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie d'un projet.

(4) L'autorité responsable peut, dans le cadre de l'examen préalable ou de l'étude approfondie d'un projet, coopérer, pour l'évaluation environnementale de celui-ci, avec l'instance qui a la responsabilité ou le pouvoir d'effectuer l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie d'un projet.

21. All that portion of subsection 15(3) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

21. Le passage du paragraphe 15(3) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Est effectuée, dans l'un ou l'autre des cas suivants, l'évaluation environnementale de toute opération — construction, exploitation, modification, désaffectation, fermeture

(3) Est effectuée, dans l'un ou l'autre des cas suivants, l'évaluation environnementale de toute opération — construction, exploitation, modification, désaffectation, fermeture

Projet lié à un
ouvrage

Projet lié à un
ouvrage

Collaboration

Collaboration

ou autre — constituant un projet lié à un ouvrage :

22. (1) Paragraph 16(1)(c) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

c) les observations du public à cet égard, reçues conformément à la présente loi et aux règlements;

(2) Paragraph 16(1)(e) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

e) tout autre élément utile à l'examen préalable, à l'étude approfondie, à la médiation ou à l'examen par une commission, notamment la nécessité du projet et ses solutions de rechange, — dont l'autorité responsable ou, sauf dans le cas d'un examen préalable, le ministre, après consultation de celle-ci, peut exiger la prise en compte.

23. (1) All that portion of subsection 18(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

18. (1) Dans le cas où le projet n'est pas visé dans la liste d'étude approfondie ou dans la liste d'exclusion, l'autorité responsable veille :

(2) Subsection 18(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Dans le cadre de l'examen préalable qu'elle effectue, l'autorité responsable peut utiliser tous les renseignements disponibles; toutefois, si elle est d'avis qu'il n'existe pas suffisamment de renseignements pour lui permettre de prendre une décision en vertu du paragraphe 20(1), elle fait procéder aux études et à la collecte de renseignements nécessaires à cette fin.

24. Subsection 19(4) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) Si tout ou partie d'un projet appartient à une catégorie de projets pour laquelle une déclaration a été faite aux termes du paragraphe (1), l'autorité responsable peut utiliser l'examen préalable et le rapport

ou autre — constituant un projet lié à un ouvrage :

22. (1) L'alinéa 16(1)c) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) les observations du public à cet égard, reçues conformément à la présente loi et aux règlements;

(2) L'alinéa 16(1)e) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) tout autre élément utile à l'examen préalable, à l'étude approfondie, à la médiation ou à l'examen par une commission, notamment la nécessité du projet et ses solutions de rechange, — dont l'autorité responsable ou, sauf dans le cas d'un examen préalable, le ministre, après consultation de celle-ci, peut exiger la prise en compte.

23. (1) Le passage du paragraphe 18(1) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

18. (1) Dans le cas où le projet n'est pas visé dans la liste d'étude approfondie ou dans la liste d'exclusion, l'autorité responsable veille :

(2) Le paragraphe 18(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le cadre de l'examen préalable qu'elle effectue, l'autorité responsable peut utiliser tous les renseignements disponibles; toutefois, si elle est d'avis qu'il n'existe pas suffisamment de renseignements pour lui permettre de prendre une décision en vertu du paragraphe 20(1), elle fait procéder aux études et à la collecte de renseignements nécessaires à cette fin.

24. Le paragraphe 19(4) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Si tout ou partie d'un projet appartient à une catégorie de projets pour laquelle une déclaration a été faite aux termes du paragraphe (1), l'autorité responsable peut utiliser l'examen préalable et le rapport

Examen
préalable

Examen
préalable

Information

Information

Catégorie de
projets

Catégorie de
projets

correspondant, ou en permettre l'utilisation, dans la mesure qu'elle estime indiquée pour l'application de l'article 18.

25. Subsection 20(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Application des
mesures
d'atténuation

(2) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)a) veille, malgré toute autre loi fédérale, lors de l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de cette loi ou de ses règlements ou selon les autres modalités qu'elle estime indiquées, à l'application des mesures d'atténuation visées à cet alinéa.

26. Paragraph 21(a) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

a) de veiller à ce que soit effectuée une étude approfondie et à ce que soit présenté au ministre et à l'Agence un rapport de cette étude;

27. Paragraphs 24(1)(c) and (d) of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

c) les modalités de mise en oeuvre du projet ont par la suite été modifiées;

d) il est demandé qu'un permis, une licence ou une autorisation soit renouvelé, ou qu'une autre mesure prévue par disposition réglementaire soit prise.

28. Subsection 33(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Liste

(2) Le ministre peut établir une liste de personnes qui peuvent être nommées membres d'une commission aux termes de l'alinéa (1)a).

29. (1) Paragraph 37(1)(a) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

a) si, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants ou est susceptible d'en entraîner qui sont justifiables

correspondant, ou en permettre l'utilisation, dans la mesure qu'elle estime indiquée pour l'application de l'article 18.

25. Le paragraphe 20(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application des
mesures
d'atténuation

(2) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)a) veille, malgré toute autre loi fédérale, lors de l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de cette loi ou de ses règlements ou selon les autres modalités qu'elle estime indiquées, à l'application des mesures d'atténuation visées à cet alinéa.

26. L'alinéa 21a) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) de veiller à ce que soit effectuée une étude approfondie et à ce que soit présenté au ministre et à l'Agence un rapport de cette étude;

27. Les alinéas 24(1)c) et d) de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

c) les modalités de mise en oeuvre du projet ont par la suite été modifiées;

d) il est demandé qu'un permis, une licence ou une autorisation soit renouvelé, ou qu'une autre mesure prévue par disposition réglementaire soit prise.

28. Le paragraphe 33(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le ministre peut établir une liste de personnes qui peuvent être nommées membres d'une commission aux termes de l'alinéa (1)a).

Liste

29. (1) L'alinéa 37(1)a) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) si, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants ou est susceptible d'en entraîner qui sont justifiables

dans les circonstances, exercer ses attributions afin de permettre la mise en oeuvre totale ou partielle du projet et veiller à l'application de ces mesures d'atténuation;

(2) Subsection 37(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Précision

(2) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)a veille, malgré toute autre loi fédérale, lors de l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de cette loi ou de ses règlements ou selon les autres modalités qu'elle estime indiquées, à l'application des mesures d'atténuation visées à cet alinéa.

30. All that portion of subsection 38(2) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Renseignements

(2) L'autorité responsable visée au paragraphe (1) porte à la connaissance du public, conformément aux règlements pris à cette fin, les renseignements suivants :

31. (1) Paragraph 40(2)(a) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

a) peut conclure avec l'instance visée un accord relatif à la constitution conjointe d'une commission et aux modalités d'examen des effets environnementaux du projet par celle-ci;

(2) Subsection 40(3) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Idem

(3) Sous réserve de l'article 41, dans le cas où ils estiment qu'un examen par une commission est nécessaire ou possible et où une instance visée à l'alinéa (1)e) ou f) a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, le ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peuvent conclure avec l'instance visée un accord relatif à la constitution conjointe d'une commission et aux modalités d'examen des effets environnementaux du projet par celle-ci.

dans les circonstances, exercer ses attributions afin de permettre la mise en oeuvre totale ou partielle du projet et veiller à l'application de ces mesures d'atténuation;

5 (2) Le paragraphe 37(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Précision

(2) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)a veille, malgré toute autre loi fédérale, lors de l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de cette loi ou de ses règlements ou selon les autres modalités qu'elle estime indiquées, à l'application des mesures d'atténuation visées à cet alinéa.

30. Le passage du paragraphe 38(2) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) L'autorité responsable visée au paragraphe (1) porte à la connaissance du public, conformément aux règlements pris à cette fin, les renseignements suivants :

31. (1) L'alinéa 40(2)a) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) peut conclure avec l'instance visée un accord relatif à la constitution conjointe d'une commission et aux modalités d'examen des effets environnementaux du projet par celle-ci;

(2) Le paragraphe 40(3) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Sous réserve de l'article 41, dans le cas où ils estiment qu'un examen par une commission est nécessaire ou possible et où une instance visée à l'alinéa (1)e) ou f) a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, le ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peuvent conclure avec l'instance visée un accord relatif à la constitution conjointe d'une commission et aux modalités d'examen des effets environnementaux du projet par celle-ci.

Idem

32. All that portion of section 41 of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Conditions de
l'examen
conjoint

41. Tout accord conclu aux termes des paragraphes 40(2) ou (3) contient une disposition selon laquelle l'évaluation des effets environnementaux du projet prend en compte les éléments prévus aux paragraphes 16(1) et (2) et est effectuée conformément aux exigences et modalités supplémentaires qui y sont contenues ainsi que les conditions suivantes :

33. Section 42 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Examen réputé
conforme

42. Dans le cas où le ministre constitue la commission visée au paragraphe 40(1), l'examen effectué par celle-ci est réputé satisfaire aux exigences de la présente loi et des règlements en matière d'évaluation environnementale effectuée par une commission.

34. Subsection 43(1) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Substitution

43. (1) Dans le cas où la présente loi lui permet de demander un examen par une commission ou l'y oblige, et s'il estime que le processus d'évaluation des effets environnementaux suivi par une autorité fédérale sous le régime d'une autre loi fédérale ou par un organisme visé à l'alinéa 40(1)d) serait indiqué dans les circonstances, le ministre peut autoriser la substitution de ce processus d'évaluation à l'examen.

35. Subsections 50(2) and (3) of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Idem

(2) Dans le cas où le médiateur ou la commission en vient à la conclusion dans son rapport au ministre que la mise en oeuvre du projet visé aux paragraphes 46(1), 47(1) ou 48(1) ou (2) est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants, le ministre peut, par arrêté, interdire au promoteur d'accomplir tout acte permettant la mise en oeuvre du projet en tout ou en

32. Le passage de l'article 41 de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5 Conditions de
l'examen
conjoint

41. Tout accord conclu aux termes des paragraphes 40(2) ou (3) contient une disposition selon laquelle l'évaluation des effets environnementaux du projet prend en compte les éléments prévus aux paragraphes 16(1) et (2) et est effectuée conformément aux exigences et modalités supplémentaires qui y sont contenues ainsi que les conditions suivantes :

33. L'article 42 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Examen réputé
conforme

42. Dans le cas où le ministre constitue la commission visée au paragraphe 40(1), l'examen effectué par celle-ci est réputé satisfaire aux exigences de la présente loi et des règlements en matière d'évaluation environnementale effectuée par une commission.

34. Le paragraphe 43(1) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25

Substitution

43. (1) Dans le cas où la présente loi lui permet de demander un examen par une commission ou l'y oblige, et s'il estime que le processus d'évaluation des effets environnementaux suivi par une autorité fédérale sous le régime d'une autre loi fédérale ou par un organisme visé à l'alinéa 40(1)d) serait indiqué dans les circonstances, le ministre peut autoriser la substitution de ce processus d'évaluation à l'examen.

35

35. Les paragraphes 50(2) et (3) de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Idem

(2) Dans le cas où le médiateur ou la commission en vient à la conclusion dans son rapport au ministre que la mise en oeuvre du projet visé aux paragraphes 46(1), 47(1) ou 48(1) ou (2) est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants, le ministre peut, par arrêté, interdire au promoteur d'accomplir tout acte permettant la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie

partie jusqu'à ce qu'il soit convaincu que, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner les effets environnementaux négatifs importants visés à ces articles ou qu'ils sont justifiables dans les circonstances.

Consultation

(3) Avant de prendre sa décision aux termes des paragraphes (1) ou (2), le ministre avise et offre de consulter, selon le cas, les gouvernements des provinces concernées, toute autorité fédérale ou le conseil de bande, la partie à l'entente ou à la revendication ou l'organisme dirigeant qui a des droits dans les terres où le projet doit être mis en oeuvre.

36. All that portion of subsection 51(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Injonction

51. (1) Si, sur demande présentée par le procureur général du Canada, il conclut à l'inobservation — réelle ou appréhendée — de l'arrêté pris en application de l'article 50, le tribunal compétent peut, par injonction, interdire à toute personne visée par la demande d'accomplir tout acte permettant la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie jusqu'à ce que :

37. Subsection 54(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Accords internationaux

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale veille à ce que les accords que l'autorité fédérale conclut — ou que le gouvernement conclut en son nom — avec soit un gouvernement, soit une personne, un organisme ou une institution, peu importe qu'ils soient ou non affiliés à un gouvernement ou en fassent partie, en vertu desquels une autorité fédérale exerce une attribution visée à l'alinéa 5(1)b) au titre de projets dont les éléments essentiels ne sont pas déterminés qui doivent être mis en oeuvre à la fois à l'étranger et hors du territoire domaniale, prévoient, dans la mesure du possible, tout en étant compatibles avec les accords dont le Canada ou une autorité fédérale est déjà signataire à leur entrée en vigueur, l'évalua-

jusqu'à ce qu'il soit convaincu que, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner les effets environnementaux négatifs importants visés à ces articles ou qu'ils sont justifiables dans les circonstances.

Consultation

(3) Avant de prendre sa décision aux termes des paragraphes (1) ou (2), le ministre avise et offre de consulter, selon le cas, les gouvernements des provinces concernées, toute autorité fédérale ou le conseil de bande, la partie à l'entente ou à la revendication ou l'organisme dirigeant qui a des droits dans les terres où le projet doit être mis en oeuvre.

36. Le passage du paragraphe 51(1) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Injonction

51. (1) Si, sur demande présentée par le procureur général du Canada, il conclut à l'inobservation — réelle ou appréhendée — de l'arrêté pris en application de l'article 50, le tribunal compétent peut, par injonction, interdire à toute personne visée par la demande d'accomplir tout acte permettant la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie jusqu'à ce que :

37. Le paragraphe 54(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Accords internationaux

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale veille à ce que les accords que l'autorité fédérale conclut — ou que le gouvernement conclut en son nom — avec soit un gouvernement, soit une personne, un organisme ou une institution, peu importe qu'ils soient ou non affiliés à un gouvernement ou en fassent partie, en vertu desquels une autorité fédérale exerce une attribution visée à l'alinéa 5(1)b) au titre de projets dont les éléments essentiels ne sont pas déterminés qui doivent être mis en oeuvre à la fois à l'étranger et hors du territoire domaniale, prévoient, dans la mesure du possible, tout en étant compatibles avec les accords dont le Canada ou une autorité fédérale est déjà signataire à leur entrée en vigueur, l'évalua-

tion des effets environnementaux des projets, cette évaluation devant être effectuée le plus tôt possible au stade de leur planification, avant la prise d'une décision irrévocable, conformément à la présente loi et aux règlements ou au processus, compatible avec la présente loi, d'évaluation des effets environnementaux de projets applicable dans l'État étranger où ceux-ci doivent être mis en oeuvre.

38. Paragraph 55(3)(b) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

b) toute observation du public à l'égard de l'évaluation;

39. Paragraph 58(1)(e) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

e) recommander la nomination de membres temporaires auprès des organismes constitués par des autorités fédérales ou auprès des organismes visés à l'alinéa 40(1)d) en vue de faciliter la substitution visée à l'article 43;

40. (1) All that portion of paragraph 59(c) of the French version of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

c) désigner des projets ou des catégories de projets pour lesquels l'évaluation environnementale n'est pas nécessaire, lorsqu'il est convaincu que :

(2) Paragraphs 59(j) to (l) of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

j) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets à l'égard desquels les sociétés d'État, au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ou les personnes morales dont elles ont le contrôle exercent une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c), régir toute mesure qui doit être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation environnementale et, à ces fins, régir

tion des effets environnementaux des projets, cette évaluation devant être effectuée le plus tôt possible au stade de leur planification, avant la prise d'une décision irrévocable, conformément à la présente loi et aux règlements ou au processus, compatible avec la présente loi, d'évaluation des effets environnementaux de projets applicable dans l'État étranger où ceux-ci doivent être mis en oeuvre.

38. L'alinéa 55(3)b) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) toute observation du public à l'égard de l'évaluation;

39. L'alinéa 58(1)e) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) recommander la nomination de membres temporaires auprès des organismes constitués par des autorités fédérales ou auprès des organismes visés à l'alinéa 40(1)d) en vue de faciliter la substitution visée à l'article 43;

40. (1) Le passage de l'alinéa 59c) de la version française de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) désigner des projets ou des catégories de projets pour lesquels l'évaluation environnementale n'est pas nécessaire, lorsqu'il est convaincu que :

(2) Les alinéas 59j) à l) de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

j) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets à l'égard desquels les sociétés d'État, au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ou les personnes morales dont elles ont le contrôle exercent une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c), régir toute mesure qui doit être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation environnementale et, à ces fins, régir l'appli-

l'application des lois d'une province en vigueur au moment de l'évaluation;

k) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets à l'égard desquels les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto* et les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires* exercent une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c), régir toute mesure qui doit être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation environnementale et, à ces fins, régir l'application des lois d'une province en vigueur au moment de l'évaluation;

l) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets pour lesquels une personne ou un organisme reçoit d'une autorité fédérale une aide financière permettant la réalisation du projet en tout ou en partie sur une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujettie à la *Loi sur les Indiens* et régir toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation environnementale;

41. Section 72 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

72. (1) Dans les cinq années qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, un examen complet des dispositions et de l'application de la présente loi doit être fait par le ministre.

(2) Dans l'année qui suit le début de l'examen ou dans le délai supérieur que la Chambre des communes lui accorde, le ministre remet son rapport, accompagné des modifications de la présente loi ou des modalités d'application de celle-ci qu'il recommande, au Parlement.

42. Subsection 73(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

tion des lois d'une province en vigueur au moment de l'évaluation;

k) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets à l'égard desquels les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto* et les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires* exercent une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c), régir toute mesure qui doit être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation environnementale et, à ces fins, régir l'application des lois d'une province en vigueur au moment de l'évaluation;

l) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets pour lesquels une personne ou un organisme reçoit d'une autorité fédérale une aide financière permettant la réalisation du projet en tout ou en partie sur une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujettie à la *Loi sur les Indiens* et régir toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation environnementale;

41. L'article 72 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

72. (1) Dans les cinq années qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, un examen complet des dispositions et de l'application de la présente loi doit être fait par le ministre.

(2) Dans l'année qui suit le début de l'examen ou dans le délai supérieur que la Chambre des communes lui accorde, le ministre remet son rapport, accompagné des modifications de la présente loi ou des modalités d'application de celle-ci qu'il recommande, au Parlement.

42. Le paragraphe 73(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Examen

Examen

Rapport au
ParlementRapport au
Parlement

Stage

(2) Par dérogation à l'article 28 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, sont seules considérées comme stagiaires les personnes qui étaient en cours de stage la veille du jour où elles sont réputées avoir été nommées. Ces personnes poursuivent alors leur stage jusqu'à la fin de la période initialement prévue.

(2) Par dérogation à l'article 28 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, sont seules considérées comme stagiaires les personnes qui étaient en cours de stage la veille du jour où elles sont réputées avoir été nommées. Ces personnes poursuivent alors leur stage jusqu'à la fin de la période initialement prévue.

Stage

1991, c. 7

Canadian Heritage Languages Institute Act

Loi sur l'Institut canadien des langues patrimoniales

1991, ch. 7

43. (1) The definition "administrateur délégué" in section 2 of the French version of the *Canadian Heritage Languages Institute Act* is repealed.

43. (1) La définition de « administrateur délégué », à l'article 2 de la version française de la *Loi sur l'Institut canadien des langues patrimoniales*, est abrogée.

(2) Section 2 of the French version of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

(2) L'article 2 de la version française de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« directeur
général »
"Executive
Director"

« directeur général » Le directeur général de l'Institut.

« directeur général » Le directeur général de l'Institut.

« directeur
général »
"Executive
Director"

44. The heading preceding section 9 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

44. L'intertitre qui précède l'article 9 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Directeur général

Directeur général

45. The French version of the said Act is further amended by substituting the expression "directeur général" for the expression "administrateur délégué", with such modifications as the circumstances require, whenever the latter expression occurs in the following provisions:

45. Dans les passages suivants de la version française de la même loi, « administrateur délégué » est remplacé par « directeur général », avec les adaptations nécessaires :

(a) subsections 9(1) and (3) to (6);

a) les paragraphes 9(1) et (3) à (6);

(b) section 12;

b) l'article 12;

(c) paragraph 16(b); and

c) l'alinéa 16b);

(d) subsection 17(1).

d) le paragraphe 17(1).

R.S., c. C-21

Canadian Payments Association Act

Loi sur l'Association canadienne des paiements

L.R., ch. C-21

46. Subsection 9(3) of the French version of the *Canadian Payments Association Act* is repealed and the following substituted therefor:

46. Le paragraphe 9(3) de la version française de la *Loi sur l'Association canadienne des paiements* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Composition du
conseil

(3) Sous réserve du paragraphe 10(1), les membres, autres que la Banque du Canada, sont, pour l'élection des administrateurs, répartis en quatre catégories, à savoir :

- a) les banques;
- b) les centrales;
- c) les sociétés de fiducie et les sociétés de prêt;
- d) les autres établissements financiers.

Chaque catégorie peut élire, parmi les représentants nommés par ses membres, le nombre d'administrateurs indiqué dans les règlements.

47. Subsection 10(1) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Réduction du
nombre des
catégories

10. (1) Lorsque le nombre des membres de la catégorie dite « autres établissements financiers » visée au paragraphe 9(3) est inférieur à cinq, les membres, autres que la Banque du Canada, sont, pour l'élection des administrateurs, répartis en trois catégories, à savoir :

- a) les banques;
- b) les centrales;
- c) les sociétés de fiducie, les sociétés de prêt et les autres établissements financiers.

Chaque catégorie peut élire, parmi les représentants nommés par ses membres, le nombre d'administrateurs indiqué dans les règlements.

48. The heading preceding section 33 and section 33 of the English version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

ACT BINDING ON HER MAJESTY

Act binding on
Her Majesty

33. (1) This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.

Idem

(2) Where Her Majesty in right of a province becomes a member of the Association, this Act is binding on Her Majesty in right of the province.

(3) Sous réserve du paragraphe 10(1), les membres, autres que la Banque du Canada, sont, pour l'élection des administrateurs, répartis en quatre catégories, à savoir :

- a) les banques;
- b) les centrales;
- c) les sociétés de fiducie et les sociétés de prêt;
- d) les autres établissements financiers.

Chaque catégorie peut élire, parmi les représentants nommés par ses membres, le nombre d'administrateurs indiqué dans les règlements.

47. Le paragraphe 10(1) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Composition du
conseil

5

10. (1) Lorsque le nombre des membres de la catégorie dite « autres établissements financiers » visée au paragraphe 9(3) est inférieur à cinq, les membres, autres que la Banque du Canada, sont, pour l'élection des administrateurs, répartis en trois catégories, à savoir :

- a) les banques;
- b) les centrales;
- c) les sociétés de fiducie, les sociétés de prêt et les autres établissements financiers.

Chaque catégorie peut élire, parmi les représentants nommés par ses membres, le nombre d'administrateurs indiqué dans les règlements.

48. L'article 33 de la version anglaise de la même loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

ACT BINDING ON HER MAJESTY

33. (1) This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.

Act binding on
Her Majesty

Idem

(2) Where Her Majesty in right of a province becomes a member of the Association, this Act is binding on Her Majesty in right of the province.

40

R.S., c. C-23

*Canadian Security Intelligence Service Act**Loi sur le Service canadien du
renseignement de sécurité*

L.R., ch. C-23

49. All that portion of section 25 of the *Canadian Security Intelligence Service Act* preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

49. Le passage de l'article 25 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

*Crown Liability
and Proceed-
ings Act* not to
apply

25. No action lies under section 18 of the *Crown Liability and Proceedings Act* in respect of

5 25. Il ne peut être intenté d'action sous le régime de l'article 18 de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* à l'égard :

5 Non-
application de
la *Loi sur la
responsabilité
civile de l'État
et le
contentieux
administratif*

R.S., c. C-34;
R.S., c. 19 (2nd
Suppl.), s. 19

*Competition Act**Loi sur la concurrence*

L.R., ch. C-34;
L.R., ch. 19 (2^e
suppl.), art. 19

50. All that portion of subsection 33(1) of the *Competition Act* following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

50. Le passage du paragraphe 33(1) de la *Loi sur la concurrence* qui suit l'alinéa b) est 10 abrogé et remplacé par ce qui suit :

the court may, by order, issue an interim injunction forbidding any person named in the application from doing any act or thing that it appears to the court may constitute or be directed toward the commission of an offence, pending the commencement or completion of a proceeding under subsection 34(2) or a prosecution against the person.

le tribunal peut, par ordonnance, prononcer une injonction provisoire interdisant à toute personne nommément désignée dans la demande de faire quoi que ce soit qui, d'après 15 le tribunal, peut constituer une infraction ou tendre à la perpétration d'une infraction, en attendant que les procédures prévues au paragraphe 34(2) ou des poursuites soient engagées ou terminées contre la personne en 20 question.

1991, c. 45, s.
548, c. 46, s.
591, c. 47, s.
715(1)

51. (1) All that portion of subsection 49(2) of the said Act following paragraph (g) thereof is repealed and the following substituted therefor:

51. (1) Le passage du paragraphe 49(2) de la même loi qui suit l'alinéa g) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 45,
art. 548; 1991,
ch. 46, art. 591;
1991, ch. 47,
par. 715(1)

(h) in respect of which the Minister of Finance has certified to the Director that 25 Minister's request for or approval of the agreement or arrangement for the purposes of financial policy and has certified the names of the parties to the agreement or arrangement; or

h) à l'égard duquel le ministre des Fi- 25 nances certifie au directeur le nom des parties et certifie qu'il a été, aux fins de la politique financière, conclu à sa demande ou avec son autorisation;

(i) that is entered into only by financial institutions each of which is an affiliate of each of the others.

i) conclu uniquement entre des institutions 30 financières qui font toutes partie du même groupe.

Coming into
force of
subsection (1)

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on June 1, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré 35 en vigueur le 1^{er} juin 1992.

Entrée en
vigueur du
paragraphe (1)

R.S., c. C-36

*Companies' Creditors Arrangement Act**Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*

L.R., ch. C-36

52. The definition "company" in section 2 of the *Companies' Creditors Arrangement Act* is repealed and the following substituted therefor:

52. La définition de « compagnie », à l'article 2 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"company"
« compagnie »

"company" means any company or corporation incorporated by or under an Act of Parliament or of the legislature of any province and any incorporated company having assets or doing business in Canada, wherever incorporated, except banks, railway or telegraph companies, insurance companies and companies to which the *Trust and Loan Companies Act* applies;

5 « compagnie » Toute compagnie ou personne morale constituée par une loi fédérale ou provinciale ou sous son régime, et toute compagnie constituée en personne morale qui possède un actif ou fait affaire au Canada, quel que soit l'endroit où elle a été constituée en personne morale. La présente définition exclut les banques, les compagnies de chemin de fer ou de télégraphe, les compagnies d'assurances et les compagnies auxquelles s'applique la *Loi 15 sur les sociétés de fiducie et de prêt.*

5 « compagnie »
"company"

1991, c. 48

*Cooperative Credit Associations Act**Loi sur les associations coopératives de crédit*

1991, ch. 48

53. Subsection 314(2) of the French version of the *Cooperative Credit Associations Act* is repealed and the following substituted therefor:

53. Le paragraphe 314(2) de la version française de la *Loi sur les associations coopératives de crédit* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(2) À la demande de tout membre du comité de vérification, le vérificateur assiste à toutes réunions de ce comité tenues au cours du mandat de ce membre.

(2) À la demande de tout membre du comité de vérification, le vérificateur assiste à toutes réunions de ce comité tenues au cours du mandat de ce membre.

Idem

54. Subsection 354(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

54. Le paragraphe 354(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exemption

(3) The Superintendent may, by order, exempt from the application of this section and section 355 any class of shares of an association that does not amount to more than 10 per cent of the equity, within the meaning of subsection (4), of the association.

(3) Le surintendant peut, par arrêté, soustraire à l'application du présent article et de l'article 355 toute catégorie d'actions qui ne représentent pas plus de dix pour cent des capitaux propres de l'association.

Exemption

55. All that portion of the definition "société de crédit-bail" in subsection 386(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

55. Le passage de la définition de « société de crédit-bail », au paragraphe 386(1) de la version française de la même loi, qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« société de
crédit-bail »
"financial
leasing
corporation"

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à

« société de
crédit-bail »
"financial
leasing
corporation"

ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

56. Section 472 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Définition de
"central"

472. Est édictée, dans la version anglaise, la disposition suivante : « "central" means a central cooperative credit society for which an order has been made under subsection 473(1) ».

1992, c. 20

Corrections and Conditional Release Act

57. Section 103 of the French version of the *Corrections and Conditional Release Act* is repealed and the following substituted therefor:

Maintien

103. Est maintenue la Commission nationale des libérations conditionnelles, composée d'au plus quarante-cinq membres à temps plein et d'un certain nombre de membres à temps partiel, nommés dans les deux cas par le gouverneur en conseil à titre inamovible et sur la recommandation du ministre pour un mandat maximal respectif de dix et trois ans.

58. Subsection 116(9) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Temps de
déplacement

(9) La durée de validité de la permission de sortir sans surveillance ne comprend pas le temps qui peut être accordé pour les déplacements entre le lieu de détention et la destination du délinquant.

R.S., c. C-46

Criminal Code

1991, c. 1, s. 28

59. (1) Paragraph (e) of the definition "peace officer" in section 2 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

(e) a person designated as a fishery guardian under the *Fisheries Act* when performing any duties or functions under that Act and a person designated as a fishery officer under the *Fisheries Act* when performing any duties or functions under that Act, the *Coastal Fisheries Protection Act* or the *North Pacific Fisheries Convention Act*,

ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

56. L'article 472 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

Définition de
"central"

472. Est édictée, dans la version anglaise, la disposition suivante : « "central" means a central cooperative credit society for which an order has been made under subsection 10473(1) ».

10

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

1992, ch. 20

57. L'article 103 de la version française de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

103. Est maintenue la Commission nationale des libérations conditionnelles, composée d'au plus quarante-cinq membres à temps plein et d'un certain nombre de membres à temps partiel, nommés dans les deux cas par le gouverneur en conseil à titre inamovible et sur la recommandation du ministre pour un mandat maximal respectif de dix et trois ans.

15 Maintien

58. Le paragraphe 116(9) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25

(9) La durée de validité de la permission de sortir sans surveillance ne comprend pas le temps qui peut être accordé pour les déplacements entre le lieu de détention et la destination du délinquant.

30

Code criminel

L.R., ch. C-46

59. (1) L'alinéa e) de la définition de « agent de la paix », à l'article 2 du *Code criminel*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 1,
art. 28

e) les personnes désignées à titre de gardes-pêche en vertu de la *Loi sur les pêches*, dans l'exercice des fonctions que leur confère cette loi, et celles qui sont désignées à titre d'agents des pêches en vertu de cette loi, dans l'exercice des fonctions que leur confère cette loi, la *Loi sur la protection des pêches côtières*

Coming into
force of subsec-
tion (1)

(2) Subsection (1) shall come into force on the day after the day on which the *North-ern Pacific Halibut Fisheries Convention Act* is repealed.

R.S., c. C-49

Advance Payments for Crops Act

R.S., c. 38 (1st
Supp.), s. 2

60. Paragraph 5(1)(i) of the *Advance Payments for Crops Act* is amended by adding the word "and" at the end of subparagraph (iii) thereof and by repealing subparagraph (v) thereof.

R.S., c. 22 (4th
Supp.)

Emergencies Act

61. Subsection 52(3) of the *Emergencies Act* is repealed and the following substituted therefor:

Decision final

(3) The decision of the Assessor on any appeal under this Part is final and conclusive and, except for judicial review under the *Federal Court Act*, is not subject to appeal to or review by any court.

R.S., c. E-8

Energy Monitoring Act

62. Paragraph 4(b) of the French version of the *Energy Monitoring Act* is repealed and the following substituted therefor:

b) la valeur des éléments d'actif se rapportant à des activités visées à la définition de « entreprise énergétique » figurant au paragraphe 2(1) et calculée conformément aux règlements dépasse dix millions de dollars ou tout autre montant plus élevé fixé par les règlements.

R.S., c. E-9

Energy Supplies Emergency Act

R.S., c. 22 (4th
Supp.), s. 65

63. Subsection 13(2) of the *Energy Supplies Emergency Act* is repealed and the following substituted therefor:

Crown not
relieved of
liability

(2) Subsection (1) does not relieve Her Majesty in right of Canada of liability for the acts or omissions described in that subsection and Her Majesty in right of Canada is liable under the *Crown Liability and Pro-*

ou la *Loi sur la convention concernant les pêches du Pacifique nord*;

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur le jour suivant la date de l'abrogation de la *Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord*.

Entrée en
vigueur du
paragraphe (1)

5

Loi sur le paiement anticipé des récoltes

L.R., ch. C-49

60. Le sous-alinéa 5(1)(i)(v) de la *Loi sur le paiement anticipé des récoltes* est abrogé.

L.R., ch. 38 (1^{er}
suppl.), art. 2

Loi sur les mesures d'urgence

L.R., ch. 22 (4^e
suppl.)

61. Le paragraphe 52(3) de la *Loi sur les mesures d'urgence* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Les décisions de l'appréciateur sur l'appel sont définitives, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la *Loi sur la Cour fédérale*.

Caractère
définitif

15

Loi sur la surveillance du secteur énergétique

L.R., ch. E-8

62. L'alinéa 4b) de la version française de la *Loi sur la surveillance du secteur énergétique* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) la valeur des éléments d'actif se rapportant à des activités visées à la définition de « entreprise énergétique » figurant au paragraphe 2(1) et calculée conformément aux règlements dépasse dix millions de dollars ou tout autre montant plus élevé fixé par les règlements.

25

Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie

L.R., ch. E-9

63. Le paragraphe 13(2) de la *Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) ne dégage pas l'État de sa responsabilité pour les faits qui y sont visés et celui-ci est responsable en application de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État* et le contentieux administratif et de

Responsabilité
civile de l'État

30

ceedings Act or any other law as if that subsection had not been enacted.

R.S., c. 22 (4th Supp.), s. 71

64. Subsection 32.4(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Decision final

(3) The decision of the Assessor on any appeal under section 32.3 is final and conclusive and, except for judicial review under the *Federal Court Act*, is not subject to appeal to or review by any court.

1990, c. 2, s. 7(1)

65. Subsection 33(1) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Demande d'exemption

33. (1) Quiconque, pour se conformer soit à la demande écrite du ministre d'élaborer ou de réaliser un programme ou autre dispositif en liaison avec la présente loi, soit aux règlements d'application de celle-ci, serait tenu de conclure une convention ou un accord ou d'adopter une ligne de conduite susceptibles de le faire contrevenir à la *Loi sur la concurrence* peut demander à l'Office de prendre une ordonnance le soustrayant, à cet égard, à l'application de cette loi.

1991, c. 12

European Bank for Reconstruction and Development Agreement Act

66. Section 7 of the *European Bank for Reconstruction and Development Agreement Act* is repealed and the following substituted therefor:

Annual report

7. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament by March 31 of each year or, if that House is not then sitting, on any of the thirty days next thereafter that it is sitting, a report of operations for the previous calendar year, containing a general summary of all actions taken under the authority of this Act, including their sustainable development aspects within the meaning of Article 2 of the Agreement, and their human rights aspects.

R.S., c. E-19

Export and Import Permits Act

67. Subsection 5(5) of the *Export and Import Permits Act* is repealed and the following substituted therefor:

toute autre loi comme si ce paragraphe n'avait pas été édicté.

64. Le paragraphe 32.4(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

(3) Les décisions de l'appréciateur sur l'appel prévu par l'article 32.3 sont définitives, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la *Loi sur la Cour fédérale*.

10

65. Le paragraphe 33(1) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 22 (4^e suppl.), art. 71

5 Caractère définitif

1990, ch. 2, par. 7(1)

Demande d'exemption

33. (1) Quiconque, pour se conformer soit à la demande écrite du ministre d'élaborer ou de réaliser un programme ou autre dispositif en liaison avec la présente loi, soit aux règlements d'application de celle-ci, serait tenu de conclure une convention ou un accord ou d'adopter une ligne de conduite susceptibles de le faire contrevenir à la *Loi sur la concurrence* peut demander à l'Office de prendre une ordonnance le soustrayant, à cet égard, à l'application de cette loi.

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

70

75

80

85

90

95

100

105

110

115

120

125

130

135

140

145

150

155

160

165

170

175

180

185

190

195

200

205

210

215

220

225

230

235

240

245

250

Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

1991, ch. 12

66. L'article 7 de la *Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. Le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement, au plus tard le 31 mars ou, si celle-ci ne siège pas, dans les trente jours de séance ultérieurs, un rapport d'activité pour l'année civile précédente contenant un résumé général des opérations effectuées sous le régime de la présente loi, y compris des éléments concernant le développement durable au sens de l'article 2 de l'Accord et les droits de la personne.

Rapport annuel

L.R., ch. E-19

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

67. Le paragraphe 5(5) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Addition to
Import Control
List

(5) Where at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council on a report of the Minister made as described in subsection (3) that goods of any kind are being imported or are likely to be imported into Canada at such prices, in such quantities and under such conditions as to make it advisable to collect information with respect to the importation of those goods in order to ascertain whether the importation is causing or threatening injury to the production in Canada of like or directly competitive goods, any goods of the same kind may, by order of the Governor in Council, be included on the Import Control List in order to facilitate the collection of that information.

R.S., c. F-7

Federal Court Act

68. Section 3 of the French version of the *Federal Court Act* is repealed and the following substituted therefor:

Maintien

3. Tribunal de droit, d'équité et d'amirauté du Canada, la Cour fédérale du Canada est maintenue à titre de tribunal additionnel propre à améliorer l'application du droit canadien. Elle continue d'être une cour supérieure d'archives ayant compétence en matière civile et pénale.

69. Paragraph 22(3)(d) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

d) à toutes les hypothèques ou tous les privilèges donnés en garantie sur un navire — enregistrés ou non et reconnus en droit ou en equity —, qu'ils relèvent du droit canadien ou du droit étranger.

1990, c. 8, s. 8;
1992, c. 26, s.
17, c. 33, s. 69

70. (1) Paragraph 28(1)(n) of the English version of the said Act is amended by striking out the two occurrences of the word "and" at the end thereof.

1992, c. 33, s.
69

(2) Paragraph 28(1)(o) of the said Act, as enacted by section 69 of the *Status of the Artist Act*, is renumbered as paragraph 28(1)(p).

Coming into
force of subsections (1) and
(2)

(3) Subsections (1) and (2) shall come into force on the later of the day on which this Act is assented to and the day on which sec-

Addition à la
liste des
marchandises
d'importation
contrôlée

(5) Lorsqu'il est convaincu, en se fondant sur un rapport du ministre établi de la façon prévue au paragraphe (3), que des marchandises de tous genres sont importées au Canada — ou sont susceptibles de l'être — à des prix, en quantités et dans des conditions tels qu'il est souhaitable d'obtenir sur leur importation des renseignements afin de déterminer si celle-ci cause ou menace de causer un préjudice à la production canadienne de marchandises semblables ou directement concurrentielles, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter les marchandises du même genre sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

Loi sur la Cour fédérale

L.R., ch. F-7

68. L'article 3 de la version française de la *Loi sur la Cour fédérale* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Maintien

3. Tribunal de droit, d'équité et d'amirauté du Canada, la Cour fédérale du Canada est maintenue à titre de tribunal additionnel propre à améliorer l'application du droit canadien. Elle continue d'être une cour supérieure d'archives ayant compétence en matière civile et pénale.

69. L'alinéa 22(3)d) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) à toutes les hypothèques ou tous les privilèges donnés en garantie sur un navire — enregistrés ou non et reconnus en droit ou en equity —, qu'ils relèvent du droit canadien ou du droit étranger.

70. (1) L'alinéa 28(1)n) de la version anglaise de la même loi est modifié par suppression des deux occurrences du mot « and » à la fin de celui-ci.

1990, ch. 8,
art. 8; 1992,
ch. 26, art. 17;
1992, ch. 33,
art. 69

(2) L'alinéa 28(1)o) de la même loi, édicté par l'article 69 de la *Loi sur le statut de l'artiste*, devient l'alinéa 28(1)p).

1992, ch. 33,
art. 69

(3) Les paragraphes (1) et (2) entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou, si elle est postérieure, à la

Entrée en
vigueur des
paragraphe (1)
et (2)

tion 69 of the *Status of the Artist Act* comes into force.

date d'entrée en vigueur de l'article 69 de la *Loi sur le statut de l'artiste*.

R.S., c. F-27

Food and Drugs Act

71. (1) The definition "food" in section 2 of the *Food and Drugs Act* is repealed and the following substituted therefor:

"food"
« aliment »

"food" includes any article manufactured, sold or represented for use as food or drink for human beings, chewing gum, and any ingredient that may be mixed with food for any purpose whatever;

(2) The definitions "cosmétique" and "emballage" in section 2 of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

« cosmétique »
"cosmetic"

« cosmétique » Notamment les substances ou mélanges de substances fabriqués, vendus ou présentés comme pouvant servir à embellir, purifier ou modifier le teint, la peau, les cheveux ou les dents, y compris les désodorisants et les parfums.

« emballage »
"package"

« emballage » Notamment récipient, emballage ou autre conditionnement contenant, en tout ou en partie, un aliment, une drogue, un cosmétique ou un instrument.

(3) Paragraphs (a) to (d) of the definition "device" in section 2 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(a) the diagnosis, treatment, mitigation or prevention of a disease, disorder or abnormal physical state, or its symptoms, in human beings or animals,

(b) restoring, correcting or modifying a body function or the body structure of human beings or animals,

(c) the diagnosis of pregnancy in human beings or animals, or

(d) the care of human beings or animals during pregnancy and at and after birth of the offspring, including care of the offspring,

Loi sur les aliments et drogues

L.R., ch. F-27

71. (1) La définition de « aliment », à l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« aliment » Notamment tout article fabriqué, vendu ou présenté comme pouvant servir de nourriture ou de breuvage à l'être humain, la gomme à mâcher ainsi que tout ingrédient pouvant être mélangé avec un aliment à quelque fin que ce soit.

(2) Les définitions de « cosmétique » et « emballage », à l'article 2 de la version française de la même loi, sont abrogées et respectivement remplacées par ce qui suit :

« cosmétique » Notamment les substances ou mélanges de substances fabriqués, vendus ou présentés comme pouvant servir à embellir, purifier ou modifier le teint, la peau, les cheveux ou les dents, y compris les désodorisants et les parfums.

« emballage » Notamment récipient, emballage ou autre conditionnement contenant, en tout ou en partie, un aliment, une drogue, un cosmétique ou un instrument.

(3) Les alinéas a) à d) de la définition de « instrument », à l'article 2 de la même loi, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) au diagnostic, au traitement, à l'atténuation ou à la prévention d'une maladie, d'un désordre, d'un état physique anormal ou de leurs symptômes, chez l'être humain ou les animaux;

b) à la restauration, à la correction ou à la modification d'une fonction organique ou de la structure corporelle de l'être humain ou des animaux;

c) au diagnostic de la gestation chez l'être humain ou les animaux;

d) aux soins de l'être humain ou des animaux pendant la gestation et aux soins prénatals et post-natals, notamment les soins de leur progéniture.

(4) Paragraphs (a) and (b) of the definition "drug" in section 2 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

- (a) the diagnosis, treatment, mitigation or prevention of a disease, disorder or abnormal physical state, or its symptoms, in human beings or animals,
- (b) restoring, correcting or modifying organic functions in human beings or animals, or

72. Subsection 3(1) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. (1) Il est interdit de faire, auprès du grand public, la publicité d'un aliment, d'une drogue, d'un cosmétique ou d'un instrument à titre de traitement ou de mesure préventive d'une maladie, d'un désordre ou d'un état physique anormal énumérés à l'annexe A ou à titre de moyen de guérison.

73. Subsection 37(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

37. (1) This Act does not apply to any packaged food, drug, cosmetic or device, not manufactured for consumption in Canada and not sold for consumption in Canada, if the package is marked in distinct overprinting with the word "Export" or "Exportation" and a certificate that the package and its contents do not contravene any known requirement of the law of the country to which it is or is about to be consigned has been issued in respect of the package and its contents in prescribed form and manner.

(4) Les alinéas a) et b) de la définition de « drogue », à l'article 2 de la même loi, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) au diagnostic, au traitement, à l'atténuation ou à la prévention d'une maladie, d'un désordre, d'un état physique anormal ou de leurs symptômes, chez l'être humain ou les animaux;
- b) à la restauration, à la correction ou à la modification des fonctions organiques chez l'être humain ou les animaux;

72. Le paragraphe 3(1) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

3. (1) Il est interdit de faire, auprès du grand public, la publicité d'un aliment, d'une drogue, d'un cosmétique ou d'un instrument à titre de traitement ou de mesure préventive d'une maladie, d'un désordre ou d'un état physique anormal énumérés à l'annexe A ou à titre de moyen de guérison.

73. Le paragraphe 37(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

37. (1) La présente loi ne s'applique pas aux aliments, drogues, cosmétiques ou instruments emballés qui sont fabriqués et vendus pour consommation à l'extérieur du pays si l'emballage porte clairement imprimé le mot « Exportation » ou « Export » et qu'il y a eu délivrance d'un certificat réglementaire attestant que l'emballage et son contenu n'enfreignent aucune règle de droit connue du pays auquel il est expédié ou destiné.

Publicité interdite

Publicité interdite

Conditions under which exports exempt

Exemption

1989, c. 27

Department of Forestry Act

Loi sur le ministère des Forêts

1989, ch. 27

74. Subsection 10(3) of the *Department of Forestry Act* is repealed and the following substituted therefor:

(3) The report shall include but not be restricted to information on forest employment, an inventory of Canada's forest lands, a review of new forestry-related products, a survey of environmental standards being applied by the forest industry, trade issues and

74. Le paragraphe 10(3) de la *Loi sur le ministère des Forêts* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Le rapport inclut — mais sans y être restreint — des renseignements sur l'emploi dans le secteur forestier, un inventaire des terres forestières du Canada, une revue des nouveaux produits reliés aux forêts, une étude des normes environnementales appli-

Idem

Idem

figures and the integrated use of Canada's forests.

quées dans l'industrie forestière, des questions et des données commerciales, ainsi que de l'intégration des utilisations des forêts du Canada.

1990, c. 21

Health of Animals Act

75. Section 63 of the *Health of Animals Act* is repealed and the following substituted therefor:

63. Any fees, charges or costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.

76. (1) Paragraph 64(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(b) for subjecting animals and things that may transmit a disease or toxic substance to quarantine or requiring their destruction on importation into Canada and for requiring the disposal on importation into Canada of things that may transmit a disease or toxic substance;

(2) Paragraph 64(1)(z.4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(z.4) prescribing any fees or charges, or the manner of calculating any fees or charges, required for carrying out the purposes and provisions of this Act or the regulations; and

77. Section 75 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

75. Les arrêtés pris au titre de l'article 16 de la *Loi sur les maladies et la protection des animaux* et en vigueur le premier janvier 1991 ont la même validité que des règlements pris au titre de l'article 14 de la présente loi.

Arrêtés

1991, c. 47

Insurance Companies Act

78. Paragraph 143(1)(b) of the *Insurance Companies Act* is repealed and the following substituted therefor:

(b) each policyholder entitled to vote at the meeting who has within three years

Loi sur la santé des animaux

1990, ch. 21

75. L'article 63 de la *Loi sur la santé des animaux* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

63. Les frais non acquittés dans le cadre de la présente loi ou des règlements peuvent être recouverts à titre de créance de Sa Majesté.

Recouvrement

76. (1) L'alinéa 64(1)(b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) prévoir la prise de toute mesure de disposition — notamment la mise en quarantaine ou la destruction — d'animaux ou de choses susceptibles de transmettre une maladie ou une substance toxique, à leur arrivée au Canada;

(2) L'alinéa 64(1)(z.4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

z.4) fixer tous droits et redevances exigibles dans le cadre de la présente loi et des règlements, ou leur mode de détermination;

25

77. L'article 75 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

75. Les arrêtés pris au titre de l'article 16 de la *Loi sur les maladies et la protection des animaux* et en vigueur le premier janvier 1991 ont la même validité que des règlements pris au titre de l'article 14 de la présente loi.

Arrêtés

1991, ch. 47

Loi sur les sociétés d'assurances

78. L'alinéa 143(1)(b) de la *Loi sur les sociétés d'assurances* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) à chaque souscripteur habile à y voter qui, dans les trois années précédant la date

before the record date fixed or determined under subsection 142(2) or (3) completed and returned to the company the form referred to in paragraph 164(1)(b);

de référence fixée aux termes des paragraphes 142(2) ou (3), a retourné à la société, dûment rempli, le formulaire visé à l'alinéa 164(1)b);

79. All that portion of subsection 407(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

79. Le paragraphe 407(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exemption

(3) The Superintendent may, by order, exempt from the application of this section and section 408:

(3) Le surintendant peut, par arrêté, soustraire à l'application du présent article et de l'article 408 :

Exemption

a) soit toute catégorie d'actions sans droit de vote d'une société qui ne représentent pas plus de dix pour cent de ses capitaux propres, au sens du paragraphe 411(5);

b) soit toute catégorie d'actions sans droit de vote d'une société mutuelle qui ne présentent pas plus de dix pour cent de ses capitaux propres, au sens du paragraphe 411(5), et de son excédent figurant dans le dernier relevé annuel.

80. Subparagraph 441(1)(f)(i) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

80. Le sous-alinéa 441(1)f(i) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) y compris de loterie, à titre de service public non lucratif pour des fêtes ou activités spéciales, temporaires, à caractère non commercial et d'intérêt local, municipal, provincial ou national,

(i) y compris de loterie, à titre de service public non lucratif pour des fêtes ou activités spéciales, temporaires, à caractère non commercial et d'intérêt local, municipal, provincial ou national,

81. All that portion of the definition "société de crédit-bail" in subsection 490(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

81. Le passage de la définition de « société de crédit-bail », au paragraphe 490(1) de la version française de la même loi, qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

82. Subparagraphs 506(c)(ii) to (iv) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

82. Les sous-alinéas 506a(ii) à (iv) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(ii) 15 per cent of the liabilities of the company and its prescribed subsidiaries in respect of life insurance policies that are not participating policies,

(ii) quinze pour cent des éléments du passif de la société et de ses filiales réglementaires liés aux polices d'assurance

« société de crédit-bail »
"financial leasing corporation"

« société de crédit-bail »
"financial leasing corporation"

(iii) 25 per cent of the liabilities of the company and its prescribed subsidiaries in respect of life insurance policies that are participating policies, and

(iv) 5 per cent of the liabilities of the company and its prescribed subsidiaries in respect of prescribed annuities; and

83. Subparagraphs 509(e)(ii) to (iv) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(ii) 20 per cent of the liabilities of the company and its prescribed subsidiaries in respect of life insurance policies that are not participating policies,

(iii) 40 per cent of the liabilities of the company and its prescribed subsidiaries in respect of life insurance policies that are participating policies, and

(iv) 5 per cent of the liabilities of the company and its prescribed subsidiaries in respect of prescribed annuities;

84. All that portion of section 565 of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

rance-vie qui ne sont pas des polices à participation,

(iii) vingt-cinq pour cent des éléments du passif de la société et de ses filiales réglementaires liés aux polices d'assurance-vie qui sont des polices à participation,

(iv) cinq pour cent des éléments du passif de la société et de ses filiales réglementaires liés aux rentes réglementaires;

83. Le passage de l'article 509 de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

509. Il est interdit à la société — et celle-ci doit l'interdire à ses filiales réglementaires — de procéder aux opérations suivantes si la valeur globale de l'ensemble des actions participantes et des titres de participation visés aux sous-alinéas a)(i) et (ii) que détiennent à titre de véritable propriétaire la société et ses filiales réglementaires ainsi que des intérêts immobiliers de la société visés au sous-alinéa a)(iii) excède — ou excéderait de ce fait —, dans le cas de la société d'assurance-vie, le total de cent pour cent du capital réglementaire de la société, de vingt pour cent des éléments du passif de celle-ci et de ses filiales réglementaires liés aux polices d'assurance-vie qui ne sont pas des polices à participation, de quarante pour cent des éléments du passif de cette société et de ses filiales réglementaires liés à des polices d'assurance-vie qui sont des polices à participation et de cinq pour cent des éléments du passif de celle-ci et de ses filiales réglementaires liés aux rentes réglementaires, ou, dans le cas de la société d'assurances multirisques dont la valeur de l'actif, indiquée dans son dernier état annuel produit en vertu de l'article 665, excède la valeur d'actif que cette société est tenue de maintenir en vertu de l'article 516, trente-cinq pour cent de l'actif total de cette société, et, dans le cas de toute autre société d'assurances multirisques, trente pour cent de l'actif total de cette société :

Limite globale

84. Le passage de l'article 565 de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Limites
relatives à
l'acquisition
d'actions

565. Il est interdit à la société de secours, et celle-ci doit interdire à ses filiales réglementaires, de procéder aux opérations suivantes si la valeur globale des actions participantes, à l'exception des actions participantes des personnes morales visées à l'article 554 dans lesquelles elle détient un intérêt de groupe financier, et des titres de participation dans des entités non constituées en personne morale, détenus par celle-ci et ses filiales réglementaires à titre de véritable propriétaire excède — ou excéderait de ce fait — le pourcentage réglementaire de son actif total :

85. All that portion of subsection 612(3) of the English version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Notwithstanding paragraph (1)(d), a foreign company may vest in trust

International Boundary Commission Act

86. Section 9 of the *International Boundary Commission Act* is repealed and the following substituted therefor:

9. For the purposes of section 3 of the *Crown Liability and Proceedings Act*, a tort committed by the person appointed by the Governor in Council to be the Canadian member of the Commission while acting within the scope of the member's duties or employment shall be deemed to have been committed by a servant of the Crown while acting within the scope of the servant's duties or employment.

R.S., c. 54 (4th
Supp.)

International Centre for Human Rights and Democratic Development Act

87. Subsection 7(2) of the French version of the *International Centre for Human Rights and Democratic Development Act* is repealed and the following substituted therefor:

(2) Les nominations au titre d'administrateur sont effectuées à la suite de la consultation, par le ministre, du chef de l'opposition et du chef de chacun des autres partis reconnus à la Chambre des communes.

Consultation

565. Il est interdit à la société de secours, et celle-ci doit interdire à ses filiales réglementaires, de procéder aux opérations suivantes si la valeur globale des actions participantes, à l'exception des actions participantes des personnes morales visées à l'article 554 dans lesquelles elle détient un intérêt de groupe financier, et des titres de participation dans des entités non constituées en personne morale, détenus par celle-ci et ses filiales réglementaires à titre de véritable propriétaire excède — ou excéderait de ce fait — le pourcentage réglementaire de son actif total :

85. Le passage du paragraphe 612(3) de la version anglaise de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Notwithstanding paragraph (1)(d), a 20 foreign company may vest in trust

Loi sur la Commission frontalière

86. L'article 9 de la *Loi sur la Commission frontalière* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9. Pour l'application de l'article 3 de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, tout délit civil commis par la personne désignée par le gouverneur général en conseil à titre de membre canadien de la Commission, alors qu'elle agit dans le cadre de ses fonctions, est réputé avoir été commis par un préposé de l'État.

Limites
relatives à
l'acquisition
d'actions

Idem

L.R., ch. I-16

Reclamations
pour délit civil
contre un
commissaire
canadien

L.R., ch. 54 (4^e
suppl.)

Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

87. Le paragraphe 7(2) de la version française de la *Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Les nominations au titre d'administrateur sont effectuées à la suite de la consultation, par le ministre, du chef de l'opposition et du chef de chacun des autres partis reconnus à la Chambre des communes.

Consultation

R.S., c. I-21

Interpretation Act

Loi d'interprétation

L.R., ch. I-21

88. Subsection 2(2) of the *Interpretation Act* is repealed and the following substituted therefor:

88. Le paragraphe 2(2) de la *Loi d'interprétation* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Expired and replaced enactments

(2) For the purposes of this Act, an enactment that has been replaced, has expired, lapsed or has otherwise ceased to have effect is deemed to have been repealed.

(2) Pour l'application de la présente loi, la cessation d'effet d'un texte, par remplacement, caducité ou autrement, vaut abrogation.

Cessation d'effet

R.S., c. J-1

Judges Act

Loi sur les juges

L.R., ch. J-1

89. Subsection 69(2) of the *Judges Act* is repealed and the following substituted therefor:

89. Le paragraphe 69(2) de la *Loi sur les juges* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Applicable provisions

(2) Subsections 63(3) to (6), sections 64 and 65 and subsection 66(2) apply, with such modifications as the circumstances require, to inquiries under this section.

(2) Les paragraphes 63(3) à (6), les articles 64 et 65 et le paragraphe 66(2) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux enquêtes prévues au présent article.

Dispositions applicables

R.S., c. L-9

Livestock and Livestock Products Act

Loi sur les animaux de ferme et leurs produits

L.R., ch. L-9

R.S., c. 31 (1st Supp.), ss. 14, 15

90. Parts I and II of the *Livestock and Livestock Products Act* are repealed.

90. Les parties I et II de la *Loi sur les animaux de ferme et leurs produits* sont abrogées.

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 14 et 15

R.S., c. N-5

National Defence Act

Loi sur la défense nationale

L.R., ch. N-5

91. The definition "cour martiale" in section 2 of the French version of the *National Defence Act* is repealed and the following substituted therefor:

91. La définition de « cour martiale », à l'article 2 de la version française de la *Loi sur la défense nationale*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« cour martiale »
"court martial"

« cour martiale » La cour martiale pouvant siéger sous les différentes appellations de cour martiale générale, cour martiale générale spéciale, cour martiale disciplinaire ou cour martiale permanente.

« cour martiale » La cour martiale pouvant siéger sous les différentes appellations de cour martiale générale, cour martiale générale spéciale, cour martiale disciplinaire ou cour martiale permanente.

« cour martiale »
"court martial"

92. Subsection 69(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

92. Le paragraphe 69(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Limitation period

69. (1) Except in respect of the service offences described in subsections (2) and (2.1), no person is liable to be tried by a service tribunal unless the trial of that person begins before the expiration of a period of three years after the day on which the service offence was alleged to have been committed.

69. (1) Tout procès devant un tribunal militaire pour une infraction d'ordre militaire autre que celles mentionnées aux paragraphes (2) et (2.1) doit commencer dans les trois ans qui suivent la prétendue perpétration de celle-ci.

Prescription

R.S., c. 31 (1st
Suppl.), s. 60
(Sch. I, s. 51)

93. The heading preceding section 178 and section 178 of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Cour martiale générale spéciale

178. (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, tout justiciable de la cour martiale autre qu'un officier ou militaire du rang peut être jugé par une cour martiale générale spéciale consistant en un seul membre, désigné par le ministre, qui est juge — en exercice ou non — d'une cour supérieure au Canada ou est un avocat ayant au moins dix années d'ancienneté au barreau.

(2) Sous réserve des modifications que le gouverneur en conseil peut prescrire, les dispositions de la présente loi et des règlements relatifs aux procès devant la cour martiale générale, ainsi qu'à la procédure en matière de déclaration de culpabilité, de condamnation et de peine, s'appliquent dans le cas d'une cour martiale générale spéciale.

94. All that portion of subsection 202.12(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted there- for:

202.12 (1) Lorsqu'une cour martiale a déclaré un accusé inapte à subir son procès, l'autorité convocatrice doit ordonner qu'une cour martiale permanente, dans le cas d'un officier ou d'un militaire du rang, ou une cour martiale générale spéciale, dans les autres cas, tienne une audition et détermine s'il existe toujours suffisamment d'éléments de preuve admissibles pour ordonner que l'accusé subisse son procès; l'autorité convocatrice s'acquitte de cette obligation :

95. Paragraph 248.81(3)(b) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

b) soit, dans le cas d'un engagement pris par une autre personne que la personne visée à l'alinéa a), une cour martiale générale spéciale.

93. L'article 178 de la version française de la même loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Cour martiale générale spéciale

178. (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, tout justiciable de la cour martiale autre qu'un officier ou militaire du rang peut être jugé par une cour martiale générale spéciale consistant en un seul membre, désigné par le ministre, qui est juge — en exercice ou non — d'une cour supérieure au Canada ou est un avocat ayant au moins dix années d'ancienneté au barreau.

(2) Sous réserve des modifications que le gouverneur en conseil peut prescrire, les dispositions de la présente loi et des règlements relatifs aux procès devant la cour martiale générale, ainsi qu'à la procédure en matière de déclaration de culpabilité, de condamnation et de peine, s'appliquent dans le cas d'une cour martiale générale spéciale.

94. Le passage du paragraphe 202.12(1) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

202.12 (1) Lorsqu'une cour martiale a déclaré un accusé inapte à subir son procès, l'autorité convocatrice doit ordonner qu'une cour martiale permanente, dans le cas d'un officier ou d'un militaire du rang, ou une cour martiale générale spéciale, dans les autres cas, tienne une audition et détermine s'il existe toujours suffisamment d'éléments de preuve admissibles pour ordonner que l'accusé subisse son procès; l'autorité convocatrice s'acquitte de cette obligation :

95. L'alinéa 248.81(3)b) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) soit, dans le cas d'un engagement pris par une autre personne que la personne visée à l'alinéa a), une cour martiale générale spéciale.

L.R., ch. 31 (1^{re}
suppl.), art. 60,
ann. I, art. 51

Composition et
compétence

Applicabilité
des dispositions
relatives à la
cour martiale
générale

1991, ch. 43,
art. 18

Preuve *prima*
facie

L.R., ch. 31 (1^{re}
suppl.), art. 57

Composition et
compétence

Applicabilité
des dispositions
relatives à la
cour martiale
générale

1991, c. 43, s.
18

Preuve *prima*
facie

R.S., c. 31 (1st
Suppl.), s. 57

R.S., c. 15 (4th
Suppl.)

Non-smokers' Health Act

1989, c. 7, s. 1

96. Subsection 14(6) of the *Non-smokers' Health Act* is repealed and the following substituted therefor:

(6) Where no plea is entered in respect of an offence that is alleged in a ticket and service of the ticket is proved before a justice, the justice shall examine the information laid pursuant to subsection (2) and, if it is complete and regular on its face, shall enter a conviction in the accused's absence and impose a fine in the amount prescribed by the regulations and specified in the ticket.

Default conviction

Loi sur la santé des non-fumeurs

L.R., ch. 15 (4^e
suppl.)

1989, ch. 7,
art. 1

96. Le paragraphe 14(6) de la *Loi sur la santé des non-fumeurs* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) À défaut de plaider dans le cas d'une infraction visée dans un procès-verbal de contravention et après établissement de la preuve de la signification du procès-verbal devant le juge de paix, celui-ci examine la dénonciation visée au paragraphe (2) et, si celle-ci est manifestement complète et régulière, prononce la déclaration de culpabilité du prévenu en l'absence de celui-ci et inflige l'amende réglementaire indiquée au procès-verbal de contravention.

Condamnation
par défaut

R.S., c. N-26

Northern Pipeline Act

97. Subsection 8(2) of the *Northern Pipeline Act* is repealed.

98. Section 29 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

29. (1) Every certificate of public convenience and necessity declared to be issued by this Act to a company is subject to the condition that the company shall pay to the Receiver General an amount, determined in accordance with any regulations made under section 24.1 of the *National Energy Board Act* in respect of the costs incurred by the Agency and the Board

(a) during the period commencing on April 13, 1978 and ending one year after the day on which leave to open the last section or part of the pipeline is given by the Board; and

(b) in overseeing and surveying the planning and construction of, and procurement for, the pipeline and in ensuring compliance with the terms and other conditions to which the certificate is subject.

Costs of
Agency to be
recovered

Loi sur le pipe-line du Nord

L.R., ch. N-26

97. Le paragraphe 8(2) de la *Loi sur le pipe-line du Nord* est abrogé.

98. L'article 29 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

29. (1) Tout certificat d'utilité publique déclaré être délivré à une compagnie en vertu de la présente loi est assujéti à la condition portant que la compagnie en cause doit verser au receveur général un montant déterminé conformément aux règlements pris en vertu de l'article 24.1 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* relativement aux frais supportés par l'Administration et l'Office :

a) pendant la période commençant le 13 avril 1978 et prenant fin un an après la date où l'Office a autorisé la mise en service de la dernière section ou de la dernière partie du pipe-line;

b) entraînés par la surveillance et l'inspection de la construction du pipe-line, les fournitures nécessaires à cette fin, et par les mesures visant à assurer l'observation des modalités et autres conditions du certificat.

Rembourse-
ment des frais
supportés par
l'Administra-
tion

Modifications
of cost recovery
regulations
under *National
Energy Board
Act*

(2) For the purposes of subsection (1), in applying any regulations made under section 24.1 of the *National Energy Board Act*, the term "Agency" or "Agency and the Board" or "Agency or the Board" shall be substituted for the term "Board" as the circumstances require and a reference to a certificate issued under the *National Energy Board Act* shall be read as a reference to a certificate of public convenience and necessity declared to be issued by this Act.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), en appliquant les règlements pris en vertu de l'article 24.1 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, l'expression « Administration » ou « l'Administration et l'Office » ou « l'Administration ou l'Office » est substituée au mot « Office » selon que l'exigent les circonstances, et toute mention d'un certificat délivré en vertu de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* s'interprète comme désignant un certificat d'utilité publique délivré en vertu de la présente loi.

Modifications
aux règlements
relatifs au
recouvrement
des frais pris en
vertu de la *Loi
sur l'Office
national de
l'énergie*

R.S., c. N-27

Northwest Territories Act

99. Paragraph 44(1)(c) of the French version of the *Northwest Territories Act* is repealed and the following substituted therefor:

c) la voirie (chemins, routes, rues, ruelles et sentiers) des terres domaniales;

Loi sur les Territoires du Nord-Ouest

99. L'alinéa 44(1)c) de la version française de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) la voirie (chemins, routes, rues, ruelles et sentiers) des terres domaniales;

L.R., ch. N-27

R.S., c. 33 (2nd
Supp.)

Parliamentary Employment and Staff Relations Act

100. Subsection 26(4) of the *Parliamentary Employment and Staff Relations Act* is repealed.

Loi sur les relations de travail au Parlement

100. Le paragraphe 26(4) de la *Loi sur les relations de travail au Parlement* est abrogé.

L.R., ch. 33
(2^e suppl.)

1991, c. 10

Petro-Canada Public Participation Act

101. Paragraph (f) of the definition "non-resident" in subsection 9(8) of the *Petro-Canada Public Participation Act* is repealed and the following substituted therefor:

(f) a corporation that is controlled by a trust described in paragraph (e),

but does not include a mutual company to which subsection 427(5) of the *Insurance Companies Act* applies or a company or foreign company to which subsection 3042(6) of that Act applies;

Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada

101. La définition de « non-résident », au paragraphe 9(8) de la *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*, est modifiée par adjonction de ce qui suit :

La présente définition exclut la société mutuelle visée au paragraphe 427(5) de la *Loi sur les sociétés d'assurances* ou la société ou la société étrangère visées au paragraphe 427(6) de cette loi.

1991, ch. 10

1990, c. 22

Plant Protection Act

102. Section 46 of the *Plant Protection Act* is repealed and the following substituted therefor:

46. Any fees, charges or costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or

Loi sur la protection des végétaux

102. L'article 46 de la *Loi sur la protection des végétaux* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

46. Les frais non acquittés dans le cadre de la présente loi ou des règlements peuvent

1990, ch. 22

Unpaid fees,
charges or costs

Recouvrement

the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.

être recouvrés à titre de créance de Sa Majesté.

103. Paragraph 47(s) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

103. L'alinéa 47s) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(s) prescribing any fees or charges, or the manner of calculating any fees or charges, required for carrying out the purposes and provisions of this Act or the regulations.

s) fixer tous droits et redevances exigibles dans le cadre de la présente loi ou des règlements, ou les modalités de leur calcul.

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

104. (1) The schedule to the Privacy Act is amended by striking out, under the heading "Other Government Institutions", the following:

104. (1) L'annexe de la Loi sur la protection des renseignements personnels est modifiée par suppression, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :

Canada Labour Relations Board
Conseil canadien des relations de travail

Conseil canadien des relations de travail
Canada Labour Relations Board

(2) The schedule to the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "Other Government Institutions", the following:

(2) L'annexe de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :

Canada Labour Relations Board
Conseil canadien des relations du travail

Conseil canadien des relations du travail
Canada Labour Relations Board

R.S., c. P-29

Public Harbours and Port Facilities Act

Loi sur les ports et installations portuaires publics

L.R., ch. P-29

105. Section 26 of the Public Harbours and Port Facilities Act is repealed and the following substituted therefor:

105. L'article 26 de la Loi sur les ports et installations portuaires publics est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Report

26. The Minister shall, within nine months after the end of each fiscal year, prepare a report showing the financial operations of all public harbours and public port facilities for that fiscal year and shall lay a copy of the report before Parliament on any of the first fifteen days that either House of Parliament is sitting after the Minister completes the report.

26. Dans les neuf mois suivant la fin de chaque exercice, le ministre établit un rapport sur les opérations financières de tous les ports et installations portuaires publics au cours de l'exercice et le dépose devant le Parlement dans les quinze premiers jours de séance de l'une ou l'autre chambre suivant son achèvement.

Rapports

R.S., c. P-35

Public Service Staff Relations Act

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

L.R., ch. P-35

106. (1) Part I of Schedule I to the Public Service Staff Relations Act is amended by striking out the following:

106. (1) La partie I de l'annexe I de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique est modifiée par suppression de ce qui suit :

35

Canada Labour Relations Board
Conseil canadien des relations de travail

(2) Part I of Schedule I to the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

Canada Labour Relations Board
Conseil canadien des relations du travail

Public Service Superannuation Act

107. Part I of Schedule I to the Public Service Superannuation Act is amended by striking out the following:

Agricultural Stabilization Board
Office de stabilisation des prix agricoles

Commission of Inquiry Concerning Certain Activities of the Royal Canadian Mounted Police

Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada

Commission of Inquiry into Bilingual Air Traffic Services in Quebec

Commission d'enquête sur le bilinguisme dans les services de contrôle de la circulation aérienne au Québec

Commission of Inquiry into Certain Allegations Concerning Commercial Practices of the Canadian Dairy Commission

Commission d'enquête sur certaines allégations concernant des transactions de la Commission canadienne du lait

Commission of Inquiry on Aviation Safety
Commission d'enquête sur la sécurité aérienne

Commission of Inquiry into the Marketing of Beef

Commission d'enquête sur la mise en marché du boeuf

Commission of Inquiry Relating to Public Complaints, Internal Discipline and Grievance Procedure within the Royal Canadian Mounted Police

Commission d'enquête sur les plaintes du public, la discipline interne et le règlement des griefs au sein de la Gendarmerie royale du Canada

Conseil canadien des relations de travail
Canada Labour Relations Board

(2) La partie I de l'annexe I de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Conseil canadien des relations du travail
Canada Labour Relations Board

Loi sur la pension de la fonction publique

107. La partie I de l'annexe I de la Loi sur la pension de la fonction publique est modifiée par suppression de ce qui suit :

Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada

Commission of Inquiry Concerning Certain Activities of the Royal Canadian Mounted Police

Commission d'enquête sur certaines allégations concernant des transactions de la Commission canadienne du lait

Commission of Inquiry into Certain Allegations Concerning Commercial Practices of the Canadian Dairy Commission

Commission d'enquête sur la mise en marché du boeuf

Commission of Inquiry into the Marketing of Beef

Commission d'enquête sur la sécurité aérienne

Commission of Inquiry on Aviation Safety

Commission d'enquête sur le bilinguisme dans les services de contrôle de la circulation aérienne au Québec

Commission of Inquiry into Bilingual Air Traffic Services in Quebec

Commission d'enquête sur les plaintes du public, la discipline interne et le règlement des griefs au sein de la Gendarmerie royale du Canada

Commission of Inquiry Relating to Public Complaints, Internal Discipline and Grievance Procedure within the Royal Canadian Mounted Police

National Commission on Inflation <i>Commission nationale de l'inflation</i>		Commission d'enquête sur les prix et les revenus (établie par le décret C.P. 1969-1249 du 19 juin 1969)	
Prices and Incomes Commission (established by Order in Council P.C. 1969-1249, dated June 19, 1969)	5	<i>Prices and Incomes Commission (established by Order in Council P.C. 1969-1249, dated June 19, 1969)</i>	5
<i>Commission d'enquête sur les prix et les revenus (établie par le décret C.P. 1969-1249 du 19 juin 1969)</i>		Commission nationale de l'inflation <i>National Commission on Inflation</i>	
Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism	10	Commission royale d'enquête relative aux machines agricoles	10
<i>Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme</i>		<i>Royal Commission on Farm Machinery</i>	
Royal Commission on Corporate Concentration		Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme	
<i>Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés</i>	15	<i>Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism</i>	15
Royal Commission on Farm Machinery		Commission royale d'enquête sur les conditions de vie et de travail dans le service extérieur	
<i>Commission royale d'enquête relative aux machines agricoles</i>		<i>Royal Commission on Terms and Conditions of Foreign Service</i>	20
Royal Commission on Financial Management and Accountability	20	Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés	
<i>Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité</i>		<i>Royal Commission on Corporate Concentration</i>	
Royal Commission on Newspapers		Commission royale d'enquête sur les quotidiens	25
<i>Commission royale d'enquête sur les quotidiens</i>	25	<i>Royal Commission on Newspapers</i>	
Royal Commission on the Status of Women in Canada		Commission royale d'enquête sur le statut de la femme au Canada	
<i>Commission royale d'enquête sur le statut de la femme au Canada</i>	30	<i>Royal Commission on the Status of Women in Canada</i>	30
Royal Commission on Terms and Conditions of Foreign Service		Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité	
<i>Commission royale d'enquête sur les conditions de vie et de travail dans le service extérieur</i>	35	<i>Royal Commission on Financial Management and Accountability</i>	35
Task Force on Canadian Unity		Groupe de travail sur l'unité canadienne	
<i>Groupe de travail sur l'unité canadienne</i>		Office de stabilisation des prix agricoles	
		<i>Agricultural Stabilization Board</i>	
108. Part III of Schedule I to the said Act is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:	40	108. La partie III de l'annexe I de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :	
Agricultural Stabilization Board		Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada	
<i>Office de stabilisation des prix agricoles</i>			

Commission of Inquiry Concerning Certain Activities of the Royal Canadian Mounted Police <i>Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada</i>		Commission of Inquiry Concerning Certain Activities of the Royal Canadian Mounted Police	
Commission of Inquiry into Bilingual Air Traffic Services in Quebec <i>Commission d'enquête sur le bilinguisme dans les services de contrôle de la circulation aérienne au Québec</i>	5	Commission d'enquête sur certaines allégations concernant des transactions de la Commission canadienne du lait <i>Commission of Inquiry into Certain Allegations Concerning Commercial Practices of the Canadian Dairy Commission</i>	5
Commission of Inquiry into Certain Allegations Concerning Commercial Practices of the Canadian Dairy Commission <i>Commission d'enquête sur certaines allégations concernant des transactions de la Commission canadienne du lait</i>	10	Commission d'enquête sur la mise en marché du boeuf <i>Commission of Inquiry into the Marketing of Beef</i>	10
Commission of Inquiry on Aviation Safety <i>Commission d'enquête sur la sécurité aérienne</i>	15	Commission d'enquête sur la sécurité aérienne <i>Commission of Inquiry on Aviation Safety</i>	15
Commission of Inquiry into the Marketing of Beef <i>Commission d'enquête sur la mise en marché du boeuf</i>	20	Commission d'enquête sur le bilinguisme dans les services de contrôle de la circulation aérienne au Québec <i>Commission of Inquiry into Bilingual Air Traffic Services in Quebec</i>	20
Commission of Inquiry Relating to Public Complaints, Internal Discipline and Grievance Procedure within the Royal Canadian Mounted Police <i>Commission d'enquête sur les plaintes du public, la discipline interne et le règlement des griefs au sein de la Gendarmerie royale du Canada</i>	25	Commission d'enquête sur les plaintes du public, la discipline interne et le règlement des griefs au sein de la Gendarmerie royale du Canada <i>Commission of Inquiry Relating to Public Complaints, Internal Discipline and Grievance Procedure within the Royal Canadian Mounted Police</i>	25
National Commission on Inflation <i>Commission nationale de l'inflation</i>	30	Commission d'enquête sur les prix et les revenus (établie par le décret C.P. 1969-1249 du 19 juin 1969) <i>Prices and Incomes Commission (established by Order in Council P.C. 1969-1249, dated June 19, 1969)</i>	30
Prices and Incomes Commission (established by Order in Council P.C. 1969-1249, dated June 19, 1969) <i>Commission d'enquête sur les prix et les revenus (établie par le décret C.P. 1969-1249 du 19 juin 1969)</i>	35	Commission nationale de l'inflation <i>National Commission on Inflation</i>	35
Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism <i>Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme</i>	40	Commission royale d'enquête relative aux machines agricoles <i>Royal Commission on Farm Machinery</i>	40
Royal Commission on Corporate Concentration	45	Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme <i>Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism</i>	45

<i>Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés</i>	Commission royale d'enquête sur les conditions de vie et de travail dans le service extérieur	
Royal Commission on Farm Machinery <i>Commission royale d'enquête relative aux machines agricoles</i>	<i>Royal Commission on Terms and Conditions of Foreign Service</i>	5
Royal Commission on Financial Management and Accountability <i>Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité</i>	Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés <i>Royal Commission on Corporate Concentration</i>	
Royal Commission on Newspapers <i>Commission royale d'enquête sur les quotidiens</i>	10 Commission royale d'enquête sur les quotidiens <i>Royal Commission on Newspapers</i>	10
Royal Commission on the Status of Women in Canada <i>Commission royale d'enquête sur le statut de la femme au Canada</i>	15 Commission royale d'enquête sur le statut de la femme au Canada <i>Royal Commission on the Status of Women in Canada</i>	15
Royal Commission on Terms and Conditions of Foreign Service <i>Commission royale d'enquête sur les conditions de vie et de travail dans le service extérieur</i>	20 Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité <i>Royal Commission on Financial Management and Accountability</i>	20
Task Force on Canadian Unity <i>Groupe de travail sur l'unité canadienne</i>	Groupe de travail sur l'unité canadienne <i>Task Force on Canadian Unity</i>	
	Office de stabilisation des prix agricoles <i>Agricultural Stabilization Board</i>	

R.S., c. P-38

*Public Works Act**Loi sur les travaux publics*

L.R., ch. P-38

R.S., c. 13 (1st Supp.), s. 1

109. Subsection 9(3) of the *Public Works Act* is repealed and the following substituted therefor:

(3) The Minister may incur expenditures or perform, or have performed, services or work in relation to

(a) properties belonging to Canada of which the Minister does not have the management, charge or direction; or

(b) with the approval of the Governor in Council, properties not belonging to Canada.

1991, c. 50, s. 38

110. Section 18 of the said *Act* is repealed.

R.S., c. R-10

Royal Canadian Mounted Police Act

R.S., c. 8 (2nd Supp.), s. 16

111. Paragraph 45.19(2)(c) of the French version of the *Royal Canadian Mounted Police Act* is repealed and the following substituted therefor:

109. Le paragraphe 9(3) de la *Loi sur les travaux publics* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Le ministre peut engager des dépenses ou assurer la prestation de services ou la réalisation de travaux portant :

a) soit sur des biens appartenant au Canada mais sur lesquels lui-même n'a pas compétence;

b) soit, avec l'agrément du gouverneur en conseil, sur des biens n'appartenant pas au Canada.

Autres biens

30

110. L'article 18 de la même loi est abrogé.

1991, ch. 50, art. 38

Loi sur la Gendarmerie royale du Canada

L.R., ch. R-10

111. L'alinéa 45.19(2)(c) de la version française de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 8 (2^e suppl.), art. 16

40

c) si l'officier ou l'autre membre est un stagiaire, la mention de son droit de faire, dans les quatorze jours suivant la signification de l'avis, des observations écrites à l'officier compétent.

5

c) si l'officier ou l'autre membre est un stagiaire, la mention de son droit de faire, dans les quatorze jours suivant la signification de l'avis, des observations écrites à l'officier compétent.

5

R.S., c. S-11;
1993, c. 6, s. 1

Small Business Loans Act

1990, c. 10,
s. 3(2)

112. Paragraph 7(1)(f) of the *Small Business Loans Act* is repealed and the following substituted therefor:

(f) providing

(i) that in the event of actual or impending default in the repayment of a guaranteed business improvement loan, notwithstanding anything in this Act, the lender may alter or revise by way of an extension of time or otherwise, with

15

(A) the approval of the borrower, and
(B) in the case of an extension of time beyond the period provided for in paragraph 3(2)(e), the approval in writing of the Minister,

20

any specified term of the loan or of any agreement in connection therewith, and
(ii) that such an alteration or revision does not discharge the liability of the Minister in respect thereof under this Act;

R.S., c. S-22

Statutory Instruments Act

113. Paragraph 6(b) of the French version of the *Statutory Instruments Act* is repealed and the following substituted therefor:

b) les textes réglementaires — à l'exclusion des règlements — qui doivent être publiés dans la *Gazette du Canada* sous le régime d'une loi fédérale et le sont effectivement;

30

114. (1) Paragraph 20(h) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

h) prendre des mesures concernant la forme et les modalités de publication de la *Gazette du Canada* et préciser les catégories de documents qui peuvent y être publiés;

40

Loi sur les prêts aux petites entreprises

L.R., ch. S-11;
1993, ch. 6, art.
1(A)

1990, ch. 10,
par. 3(2)

112. L'alinéa 7(1)f) de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) prévoir :

(i) d'une part, la possibilité pour les prêteurs, en cas de défaut de remboursement — ou si la défaillance est imminente —, de modifier ou de réviser, par dérogation à la présente loi, une condition déterminée du prêt ou d'un contrat connexe — notamment par un report d'échéance —, avec le consentement de l'emprunteur et, dans le cas d'un report d'échéance au-delà du délai prévu à l'alinéa 3(2)e), le consentement écrit du ministre,

15

20

(ii) d'autre part, que la responsabilité du ministre n'est pas limitée par une telle modification ou révision;

Loi sur les textes réglementaires

L.R., ch. S-22

113. L'alinéa 6b) de la version française de la *Loi sur les textes réglementaires* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25

b) les textes réglementaires — à l'exclusion des règlements — qui doivent être publiés dans la *Gazette du Canada* sous le régime d'une loi fédérale et le sont effectivement;

30

114. (1) L'alinéa 20h) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

35

h) prendre des mesures concernant la forme et les modalités de publication de la *Gazette du Canada* et préciser les catégories de documents qui peuvent y être publiés;

40

(2) Paragraph 20(j) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

j) prendre des mesures concernant la forme et les modalités d'établissement et de publication des répertoires de textes réglementaires et des codifications de règlements;

R.S., c. S-26

Supreme Court Act

115. Section 3 of the French version of the *Supreme Court Act* is repealed and the following substituted therefor:

Maintien

3. Tribunal de droit et d'équité du Canada, la Cour suprême du Canada est maintenue sous ce nom à titre de cour générale d'appel pour l'ensemble du pays et de tribunal additionnel propre à améliorer l'application du droit canadien. Elle continue d'être une cour d'archives.

116. Section 11 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Prestation du serment

11. Le juge en chef prête le serment visé à l'article 10 devant le gouverneur général en conseil; lui-même ou, s'il est absent ou empêché, l'un de ses collègues reçoit le serment des juges puînés.

117. Subsection 42(1) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Exclusion des ordonnances discrétionnaires

42. (1) Ne sont pas susceptibles d'appel devant la Cour les jugements ou ordonnances rendus dans l'exercice d'un pouvoir judiciaire discrétionnaire, sauf dans les procédures de la nature d'une poursuite ou procédure en equity nées hors du Québec et sauf dans les procédures de *mandamus*.

R.S., c. T-3

Tax Rebate Discounting Act

R.S., c. 53 (1st Supp.), s. 2

118. All that portion of section 5 of the French version of the *Tax Rebate Discounting Act* preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Défaut de donner avis

5. Commet une infraction l'escompteur qui, ayant acquis auprès d'un client un droit

(2) L'alinéa 20j) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

j) prendre des mesures concernant la forme et les modalités d'établissement et de publication des répertoires de textes réglementaires et des codifications de règlements;

Loi sur la Cour suprême

L.R., ch. S-26

115. L'article 3 de la version française de la *Loi sur la Cour suprême* est abrogé et 10 remplacé par ce qui suit :

Maintien

3. Tribunal de droit et d'équité du Canada, la Cour suprême du Canada est maintenue sous ce nom à titre de cour générale d'appel pour l'ensemble du pays et de 15 tribunal additionnel propre à améliorer l'application du droit canadien. Elle continue d'être une cour d'archives.

116. L'article 11 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce 20 qui suit :

Prestation du serment

11. Le juge en chef prête le serment visé à l'article 10 devant le gouverneur général en conseil; lui-même ou, s'il est absent ou empêché, l'un de ses collègues reçoit le serment 25 des juges puînés.

117. Le paragraphe 42(1) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exclusion des ordonnances discrétionnaires

42. (1) Ne sont pas susceptibles d'appel 30 devant la Cour les jugements ou ordonnances rendus dans l'exercice d'un pouvoir judiciaire discrétionnaire, sauf dans les procédures de la nature d'une poursuite ou procédure en equity nées hors du Québec et sauf dans les 35 procédures de *mandamus*.

L.R., ch. T-3

*Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt*L.R., ch. 53 (1^{er} suppl.), art. 2

118. Le passage de l'article 5 de la version française de la *Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt* qui précède l'alinéa a) est abrogé et rem- 40 placé par ce qui suit :

Défaut de donner avis

5. Commet une infraction l'escompteur qui, ayant acquis auprès d'un client un droit

à un remboursement d'impôt, omet d'envoyer sans délai à ce client à l'adresse du domicile élu de ce dernier, obtenue conformément à l'alinéa 4(1)c) :

à un remboursement d'impôt, omet d'envoyer sans délai à ce client à l'adresse du domicile élu de ce dernier, obtenue conformément à l'alinéa 4(1)c) :

R.S., c. T-10

Textile Labelling Act

119. Subparagraphs 6(b)(i) and (ii) of the Textile Labelling Act are repealed and the following substituted therefor:

(i) the generic name of each textile fibre comprising five per cent or more by mass of the total fibre mass of the article,

(ii) subject to the regulations, such percentage by mass of the total fibre mass of the article as each textile fibre named pursuant to subparagraph (i) comprises,

120. Paragraph 11(1)(l) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(l) establishing tolerances in relation to the percentage by mass of textile fibres shown in labels or otherwise;

R.S., c. T-15

Transfer of Offenders Act

121. Section 2 of the Transfer of Offenders Act is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"treaty" includes an international agreement, arrangement or convention;

122. All that portion of section 17 of the said Act following paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(b) was, at the time of the commission of the offence of which he or she was convicted, a young person within the meaning of the *Young Offenders Act*,

an official designated for the purpose by the lieutenant governor in council of the province where the offender is detained may transfer the offender to a place or facility in which a young person may be committed to open custody or secure custody, within the meaning

Loi sur l'étiquetage des textiles

L.R., ch. T-10

119. Les sous-alinéas 6b)(i) et (ii) de la Loi sur l'étiquetage des textiles sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(i) le nom générique de chaque fibre textile dont la masse représente cinq pour cent ou plus de la masse totale des fibres de l'article,

(ii) sous réserve des règlements, le pourcentage que représente la masse de chacune des fibres textiles ainsi identifiées par rapport à la masse totale des fibres de l'article,

120. L'alinéa 11(1)l) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

l) d'établir des tolérances relativement au pourcentage massique des fibres textiles figurant notamment sur l'étiquetage;

Loi sur le transfèrement des délinquants

L.R., ch. T-15

121. L'article 2 de la Loi sur le transfèrement des délinquants est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« traités » Sont compris parmi les traités les conventions, accords ou arrangements internationaux.

122. Le passage de l'article 17 de la même loi qui suit l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) d'autre part, était, lors de la perpétration de l'infraction dont il a été déclaré coupable, un adolescent au sens de la *Loi sur les jeunes contrevenants*,

un fonctionnaire désigné à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où il est détenu peut le transférer dans un lieu ou établissement où un adolescent peut être envoyé en milieu ouvert ou fermé, au sens de l'article 24 de la *Loi sur les jeunes*

"treaty"
« traités »

« traités »
"treaty"

of section 24 of the *Young Offenders Act*, but no person so transferred shall be detained by reason only of the sentence imposed by the foreign court beyond the date on which that sentence would terminate.

123. Section 23 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

23. The Governor in Council may, by order, amend the schedule by adding to it or deleting from it the name of any foreign state that has entered into a treaty with Canada on the transfer of offenders or with respect to which such a treaty has been terminated.

124. The heading preceding section 25 and section 25 of the said Act are repealed.

Trust and Loan Companies Act

125. Subsection 335(2) of the French version of the *Trust and Loan Companies Act* is repealed and the following substituted therefor:

(2) À la demande de tout membre du comité de vérification, le vérificateur assiste à toutes réunions de ce comité tenues au cours du mandat de ce membre.

126. Subparagraph 410(1)(f)(i) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) y compris de loterie, à titre de service public non lucratif pour des fêtes ou activités spéciales, temporaires, à caractère non commercial et d'intérêt local, municipal, provincial ou national,

127. Subsection 424(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(5) Subsection (1) applies only in respect of deposits made, and cheques, drafts and bills of exchange issued, certified or accepted after May 31, 1990.

128. All that portion of the definition "société de crédit-bail" in subsection 449(1) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

contrevenants; il ne peut y être gardé, en vertu uniquement de la sentence imposée par le tribunal étranger, au-delà de la date où cette sentence prend fin.

123. L'article 23 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

23. Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe en y inscrivant des États étrangers qui ont conclu un traité avec le Canada sur le transfèrement des délinquants ou en en rajoutant ceux pour lesquels un tel traité a pris fin.

124. L'article 25 de la même loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés.

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

125. Le paragraphe 335(2) de la version française de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) À la demande de tout membre du comité de vérification, le vérificateur assiste à toutes réunions de ce comité tenues au cours du mandat de ce membre.

126. Le sous-alinéa 410(1)(f)(i) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) y compris de loterie, à titre de service public non lucratif pour des fêtes ou activités spéciales, temporaires, à caractère non commercial et d'intérêt local, municipal, provincial ou national,

127. Le paragraphe 424(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique qu'aux dépôts faits, et aux chèques, traites et lettres de change émis, visés ou acceptés après le 31 mai 1990.

128. Le passage de la définition de « société de crédit-bail », au paragraphe 449(1) de la version française de la même loi, qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Schedule

1991, c. 45

Idem

Application of subsection (1)

Annexe

1991, ch. 45

Idem

Application du paragraphe (1)

« société de
crédit-bail »
"financial
leasing
corporation"

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

129. Section 496 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

Application of
subsection (1)

(5) Subsection (1) applies only in respect of deposits made after May 31, 1990.

Application

(6) This section does not apply until June 1, 1999.

130. Section 497 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

Application of
subsection (1)

(5) Subsection (1) applies only in respect of negotiable instruments issued, certified or accepted after May 31, 1990.

Application

(6) This section does not apply until June 1, 1999.

R.S., c. U-1

Unemployment Insurance Act

131. All that portion of subsection 24(1) of the *Unemployment Insurance Act* preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Regulations for
work sharing
benefits

24. (1) The Commission may, with the approval of the Governor in Council, make regulations providing for the payment of work sharing benefits to claimants who are qualified to receive benefits under this Act and are employed under a work sharing agreement that has been approved for the purposes of this section by special or general direction of the Commission including, without restricting the generality of the foregoing, regulations

132. Paragraph 80(c) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

c) le conseil arbitral a fondé sa décision ou son ordonnance sur une conclusion de fait erronée, tirée de façon abusive ou arbitraire ou sans tenir compte des éléments portés à sa connaissance.

« société de crédit-bail » Personne morale dont l'activité est limitée au crédit-bail de biens meubles et aux activités connexes prévues aux règlements et est conforme à ceux-ci et qui, dans l'exercice de son activité au Canada, s'abstient :

129. L'article 496 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique qu'aux dépôts faits après le 31 mai 1990.

(6) Le présent article ne s'applique qu'à partir du 1^{er} juin 1999.

130. L'article 497 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique qu'aux effets négociables émis, visés ou acceptés après le 31 mai 1990.

(6) Le présent article ne s'applique qu'à partir du 1^{er} juin 1999.

Loi sur l'assurance-chômage

131. Le passage du paragraphe 24(1) de 20 la *Loi sur l'assurance-chômage* qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui 25 suit :

24. (1) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, la Commission peut prendre des 25 règlements prévoyant le versement de prestations pour travail partagé aux prestataires qui remplissent les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi et qui sont employés en vertu d'un 30 accord de travail partagé qu'elle a approuvé par une directive spéciale ou générale pour 35 l'application du présent article, et notamment des règlements :

132. L'alinéa 80c) de la version française 35 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) le conseil arbitral a fondé sa décision ou son ordonnance sur une conclusion de fait erronée, tirée de façon abusive ou arbitraire ou sans tenir compte des éléments portés à sa connaissance.

« société de
crédit-bail »
"financial
leasing
corporation"

Application du
paragraphe (1)

Application

Application du
paragraphe (1)

Application

L.R., ch. U-1

Règlements
relatifs aux
prestations pour
travail partagé

R.S.C. 1970, c.
V-2*Veterans Benefit Act*1985, c. 26, s.
66 (Sch. II,
items 5(4) and
(5))

133. The heading preceding section 4 and section 4 of the *Veterans Benefit Act*, chapter V-2 of the Revised Statutes of Canada, 1970, are repealed.

1985, c. 26, s.
66 (Sch. II,
items 5(8) to
(10))

134. The heading preceding section 8 and section 8 of the said Act are repealed.

R.S., c. V-2

*Visiting Forces Act*Claims against
designated
states

135. All that portion of section 15 of the *Visiting Forces Act* preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

15. For the purposes of the *Crown Liability and Proceedings Act*,

R.S., c. W-6

Weights and Measures Act

136. Paragraph 10(1)(i) of the French version of the *Weights and Measures Act* is repealed and the following substituted therefor:

i) établir — ou en prévoir l'établissement — les normes de conception, de composition, de construction et de bon fonctionnement obligatoires pour l'approbation d'un instrument ou d'une catégorie, d'un type ou d'un modèle d'instrument en vue de son utilisation dans le commerce, ainsi que les caractéristiques de son installation et utilisation;

1984, c. 24

Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act

137. All that portion of section 2 of the French version of the *Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act* preceding the definition "Convention" is repealed and the following substituted therefor:

Définitions

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

*Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants*S.R.C. 1970,
ch. V-2

133. L'article 4 de la *Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants*, chapitre V-2 des Statuts révisés de 1970, et l'intertitre qui le précède sont abrogés.

1985, ch. 26,
art. 66, ann. II,
par. 5(4) et (5)

134. L'article 8 de la même loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés.

5 1985, ch. 26,
art. 66, ann. II,
par. 5(8) à (10)*Loi sur les forces étrangères présentes au Canada*

L.R., ch. V-2

135. Le passage de l'article 15 de la *Loi sur les forces étrangères présentes au Canada* qui précède l'alinéa a) est abrogé et 10
remplacé par ce qui suit :

15. Pour l'application de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* :

10 Réclamations
contre des États
désignés*Loi sur les poids et mesures*

L.R., ch. W-6

136. L'alinéa 10(1)i) de la version française de la *Loi sur les poids et mesures* est 15
abrogé et remplacé par ce qui suit :

i) établir — ou en prévoir l'établissement — les normes de conception, de composition, de construction et de bon fonctionnement obligatoires pour l'approbation d'un instrument ou d'une catégorie, d'un type ou d'un modèle d'instrument en vue de son utilisation dans le commerce, ainsi que les caractéristiques de son installation et utilisation;

25

Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique

1984, ch. 24

137. Le passage de l'article 2 de la version française de la *Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique* qui précède la définition 30
de « Convention » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

R.S., c. W-8

Western Grain Transportation Act

138. Paragraph 46(1)(c) of the French version of the *Western Grain Transportation Act* is repealed and the following substituted therefor:

c) la compagnie de chemin de fer, après que l'expéditeur a donné l'avis prévu à l'alinéa b), au plus tard sept mois avant le début de la campagne agricole, a donné avis public, selon des modalités également fixées par la Commission, de son intention de porter la réduction dans son tarif;

R.S., c. Y-2

Yukon Act

139. Paragraph 47(1)(c) of the French version of the *Yukon Act* is repealed and the following substituted therefor:

c) la voirie (chemins, routes, rues, ruelles et sentiers) des terres domaniales;

Loi sur le transport du grain de l'Ouest

L.R., ch. W-8

138. L'alinéa 46(1)c) de la version française de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) la compagnie de chemin de fer, après que l'expéditeur a donné l'avis prévu à l'alinéa b), au plus tard sept mois avant le début de la campagne agricole, a donné avis public, selon des modalités également fixées par la Commission, de son intention de porter la réduction dans son tarif;

Loi sur le Yukon

L.R., ch. Y-2

139. L'alinéa 47(1)c) de la version française de la *Loi sur le Yukon* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) la voirie (chemins, routes, rues, ruelles et sentiers) des terres domaniales;

PART II

STATUTE LAW REPEAL

R.S., c. A-1

Access to Information Act

140. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out, under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

Agricultural Stabilization Board
Office de stabilisation des prix agricoles
Bilingual Districts Advisory Board
Conseil consultatif des districts bilingues
Federal Mortgage Exchange Corporation
Bourse fédérale d'hypothèques
Metric Commission
Commission du système métrique

R.S., c. F-8

Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act

141. Schedule I to the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act* is amended by striking out the following:

PARTIE II

ABROGATIONS LÉGISLATIVES

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

140. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Bourse fédérale d'hypothèques
Federal Mortgage Exchange Corporation
Commission du système métrique
Metric Commission
Conseil consultatif des districts bilingues
Bilingual Districts Advisory Board
Office de stabilisation des prix agricoles
Agricultural Stabilization Board

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé

141. L'annexe I de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire*

Federal Mortgage Exchange Corporation
Bourse fédérale d'hypothèques

R.S., c. F-19

*Northern Pacific Halibut Fisheries
Convention Act*

142. The Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act is repealed on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

R.S., c. I-10

Inland Water Freight Rates Act

143. The Inland Water Freight Rates Act is repealed.

R.S., c. M-13

Municipal Grants Act

144. Schedule III to the Municipal Grants Act is amended by striking out the following:

Agricultural Stabilization Board
Office de stabilisation des prix agricoles

145. Schedule IV to the said Act is amended by striking out the following:

Federal Mortgage Exchange Corporation
Bourse fédérale d'hypothèques

1955, c. 37

An Act to amend the National Parks Act and to establish a National Park in the Province of Newfoundland,

146. Section 3 of *An Act to amend the National Parks Act and to establish a National Park in the Province of Newfoundland*, chapter 37 of the Statutes of Canada, 1955, is repealed.

1959, c. 48

Newfoundland Additional Grants Act

147. The Newfoundland Additional Grants Act, chapter 48 of the Statutes of Canada, 1959, is repealed.

daire et de santé est modifiée par suppression de ce qui suit :

Bourse fédérale d'hypothèques
Federal Mortgage Exchange Corporation

L.R., ch. F-19

Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord

142. La Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord est abrogée à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

5

Loi relative aux tarifs de fret sur les eaux internes

L.R., ch. I-10

143. La Loi relative aux tarifs de fret sur les eaux internes est abrogée.

10

Loi sur les subventions aux municipalités

L.R., ch. M-13

144. L'annexe III de la Loi sur les subventions aux municipalités est modifiée par suppression de ce qui suit :

Office de stabilisation des prix agricoles
Agricultural Stabilization Board

15

145. L'annexe IV de la même loi est modifiée par suppression de ce qui suit :

15 Bourse fédérale d'hypothèques
Federal Mortgage Exchange Corporation

Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux et visant l'établissement d'un parc national dans la province de Terre-Neuve

1955, ch. 37

146. L'article 3 de la Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux et visant l'établissement d'un parc national dans la province de Terre-Neuve, chapitre 37 des Statuts du Canada de 1955, est abrogé.

20

Loi sur les subventions supplémentaires payables à Terre-Neuve

1959, ch. 48

147. La Loi sur les subventions supplémentaires payables à Terre-Neuve, chapitre 48 des Statuts du Canada de 1959, est abrogée.

25

R.S., c. P-21

*Privacy Act**Loi sur la protection des renseignements personnels*

L.R., ch. P-21

148. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out, under the heading "Other Government Institutions", the following:

Agricultural Stabilization Board
Office de stabilisation des prix agricoles

Bilingual Districts Advisory Board
Conseil consultatif des districts bilingues

Federal Mortgage Exchange Corporation
Bourse fédérale d'hypothèques

Metric Commission
Commission du système métrique

1921, c. 46

An Act to authorize the ratification and carrying into effect of the Protocol of the sixteenth day of December, 1920, accepting the Statute for the Permanent Court of International Justice of the thirteenth day of December, 1920

149. The Act entitled *An Act to authorize the ratification and carrying into effect of the Protocol of the sixteenth day of December, 1920, accepting the Statute for the Permanent Court of International Justice of the thirteenth day of December, 1920, chapter 46 of the Statutes of Canada, 1921, is repealed.*

20

R.S., c. P-35

*Public Service Staff Relations Act**Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*

L.R., ch. P-35

SOR/87-491;
SOR/88-105;
SOR/88-368

150. Part I of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* is amended by striking out the following:

Agricultural Stabilization Board
Office de stabilisation des prix agricoles

Canadian Import Tribunal

Department of Western Economic Diversification

Ministry of State for Science and Technology
Département d'État des Sciences et de la Technologie

Public Archives

148. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

5 Bourse fédérale d'hypothèques
Federal Mortgage Exchange Corporation

Commission du système métrique
Metric Commission

10 Conseil consultatif des districts bilingues
Bilingual Districts Advisory Board

10

Office de stabilisation des prix agricoles
Agricultural Stabilization Board

Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale du treizième jour de décembre 1920

1921, ch. 46

149. La *Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale du treizième jour de décembre 1920, chapitre 46 des Statuts du Canada de 1921, est abrogée.*

15

20

150. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Archives publiques
25 *Public Archives*

25

Bureau de la diversification de l'Ouest

Commission sur les pratiques restrictives du commerce
Restrictive Trade Practices Commission

30 Département d'État des Sciences et de la Technologie
Ministry of State for Science and Technology

30

DORS/87-491;
DORS/88-105;
DORS/88-368

	<i>Archives publiques</i>	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	
	Restrictive Trade Practices Commission	Office de stabilisation des prix agricoles	
	<i>Commission sur les pratiques restrictives du commerce</i>	<i>Agricultural Stabilization Board</i>	
	Western Diversification Office	5 Tribunal canadien des importations	5
R.S., c. R-6	<i>Residential Mortgage Financing Act</i>	<i>Loi sur le financement des hypothèques grevant des propriétés résidentielles</i>	L.R., ch. R-6
	151. The <i>Residential Mortgage Financing Act</i> is repealed.	151. La <i>Loi sur le financement des hypothèques grevant des propriétés résidentielles</i> est abrogée.	
1977-78, c. 9	<i>Transfer of Offenders Act</i>	<i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i>	1977-78, ch. 9
	152. All that portion of section 17 of the <i>Transfer of Offenders Act</i>, chapter 9 of the Statutes of Canada, 1977-78, following paragraph (a) thereof is repealed.	152. Le passage de l'article 17 de la <i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i>, chapitre 9 des Statuts du Canada de 1977-78, qui suit l'alinéa a) est abrogé.	10
1953-54, c. 65	<i>Veterans Benefit Act, 1954</i>	<i>Loi de 1954 sur les avantages destinés aux anciens combattants</i>	1953-54, ch. 65
	153. Section 9 of the <i>Veterans Benefit Act, 1954</i>, chapter 65 of the Statutes of Canada, 1953-54, is repealed.	153. L'article 9 de la <i>Loi de 1954 sur les avantages destinés aux anciens combattants</i>, chapitre 65 des Statuts du Canada de 1953-54, est abrogé.	15

TABLE OF PROVISIONS

TABLE ANALYTIQUE

AN ACT TO CORRECT CERTAIN ANOMALIES,
INCONSISTENCIES, ARCHAISMS
AND ERRORS IN THE STATUTES OF CANADA, TO
DEAL WITH OTHER MATTERS
OF A NON-CONTROVERSIAL AND UNCOMPLICATED
NATURE IN THOSE STATUTES
AND TO REPEAL CERTAIN PROVISIONS OF THOSE
STATUTES THAT HAVE
EXPIRED OR LAPSED OR OTHERWISE CEASED TO
HAVE EFFECT

LOI VISANT À CORRIGER DES ANOMALIES,
INCOMPATIBILITÉS,
ARCHAÏSMES ET ERREURS DANS LES LOIS DU
CANADA, À Y EFFECTUER
D'AUTRES MODIFICATIONS MINEURES ET NON
CONTROVERSABLES AINSI QU'À
Y ABROGER CERTAINES DISPOSITIONS AYANT
CESSÉ D'AVOIR EFFET PAR
CADUCITÉ OU AUTREMENT

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

1 Short title

1 Titre abrégé

PART I

STATUTE LAW AMENDMENT

PARTIE I

MODIFICATIONS LÉGISLATIVES

2 Access to Information Act

2 Loi sur l'accès à l'information

3 Air Canada Public Participation Act

3 Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada

4 Atomic Energy Control Act

4 Loi sur le contrôle de l'énergie atomique

5-9 Bank Act

5-9 Loi sur les banques

10 Bankruptcy and Insolvency Act

10 Loi sur la faillite et l'insolvabilité

11 Bretton Woods and Related Agreements Act

11 Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes

12-13 Canada Agricultural Products Act

12-13 Loi sur les produits agricoles au Canada

14 Canada Deposit Insurance Corporation Act

14 Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada

15 Canada Evidence Act

15 Loi sur la preuve au Canada

16 Canada Petroleum Resources Act

16 Loi fédérale sur les hydrocarbures

17 Canada Post Corporation Act

17 Loi sur la Société canadienne des postes

18-42 Canadian Environmental Assessment Act

18-42 Loi canadienne sur l'évaluation environnementale

43-45 Canadian Heritage Languages Institute Act

43-45 Loi sur l'Institut canadien des langues patrimoniales

46-48 Canadian Payments Association Act

46-48 Loi sur l'Association canadienne des paiements

49 Canadian Security Intelligence Service Act

49 Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité

50-51 Competition Act

50-51 Loi sur la concurrence

52 Companies' Creditors Arrangement Act

52 Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies

53-56 Cooperative Credit Associations Act

53-56 Loi sur les associations coopératives de crédit

57-58 Corrections and Conditional Release Act

57-58 Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

59 Criminal Code

59 Code criminel

60 Advance Payments for Crops Act

60 Loi sur le paiement anticipé des récoltes

61 Emergencies Act

61 Loi sur les mesures d'urgence

62	Energy Monitoring Act	62	Loi sur la surveillance du secteur énergétique
63-65	Energy Supplies Emergency Act	63-65	Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie
66	European Bank for Reconstruction and Development Agreement Act	66	Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement
67	Export and Import Permits Act	67	Loi sur les licences d'exportation et d'importation
68-70	Federal Court Act	68-70	Loi sur la Cour fédérale
71-73	Food and Drugs Act	71-73	Loi sur les aliments et drogues
74	Department of Forestry Act	74	Loi sur le ministère des Forêts
75-77	Health of Animals Act	75-77	Loi sur la santé des animaux
78-85	Insurance Companies Act	78-85	Loi sur les sociétés d'assurances
86	International Boundary Commission Act	86	Loi sur la Commission frontalière
87	International Centre for Human Rights and Democratic Development Act	87	Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
88	Interpretation Act	88	Loi d'interprétation
89	Judges Act	89	Loi sur les juges
90	Livestock and Livestock Products Act	90	Loi sur les animaux de ferme et leurs produits
91-95	National Defence Act	91-95	Loi sur la défense nationale
96	Non-smokers' Health Act	96	Loi sur la santé des non-fumeurs
97-98	Northern Pipeline Act	97-98	Loi sur le pipe-line du Nord
99	Northwest Territories Act	99	Loi sur les Territoires du Nord-Ouest
100	Parliamentary Employment and Staff Relations Act	100	Loi sur les relations de travail au Parlement
101	Petro-Canada Public Participation Act	101	Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada
102-103	Plant Protection Act	102-103	Loi sur la protection des végétaux
104	Privacy Act	104	Loi sur la protection des renseignements personnels
105	Public Harbours and Port Facilities Act	105	Loi sur les ports et installations portuaires publics
106	Public Service Staff Relations Act	106	Loi sur les relations de travail dans la fonction publique
107-108	Public Service Superannuation Act	107-108	Loi sur la pension de la fonction publique
109-110	Public Works Act	109-110	Loi sur les travaux publics
111	Royal Canadian Mounted Police Act	111	Loi sur la Gendarmerie royale du Canada
112	Small Business Loans Act	112	Loi sur les prêts aux petites entreprises
113-114	Statutory Instruments Act	113-114	Loi sur les textes réglementaires
115-117	Supreme Court Act	115-117	Loi sur la Cour suprême
118	Tax Rebate Discounting Act	118	Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt
119-120	Textile Labelling Act	119-120	Loi sur l'étiquetage des textiles
121-124	Transfer of Offenders Act	121-124	Loi sur le transfèrement des délinquants
125-130	Trust and Loan Companies Act	125-130	Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt
131-132	Unemployment Insurance Act	131-132	Loi sur l'assurance-chômage
133-134	Veterans Benefit Act	133-134	Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants
135	Visiting Forces Act	135	Loi sur les forces étrangères présentes au Canada
136	Weights and Measures Act	136	Loi sur les poids et mesures

137	Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act	137	Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique
138	Western Grain Transportation Act	138	Loi sur le transport du grain de l'Ouest
139	Yukon Act	139	Loi sur le Yukon

PART II
STATUTE LAW REPEAL

140	Access to Information Act	140	Loi sur l'accès à l'information
141	Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act	141	Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé
142	Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act	142	Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord
143	Inland Water Freight Rates Act	143	Loi relative aux tarifs de fret sur les eaux internes
144-145	Municipal Grants Act	144-145	Loi sur les subventions aux municipalités
146	An Act to amend the National Parks Act and to establish a National Park in the Province of Newfoundland	146	Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux et visant l'établissement d'un parc national dans la province de Terre-Neuve
147	Newfoundland Additional Grants Act	147	Loi sur les subventions supplémentaires payables à Terre-Neuve
148	Privacy Act	148	Loi sur la protection des renseignements personnels
149	An Act to authorize the ratification and carrying into effect of the Protocol of the sixteenth day of December, 1920, accepting the Statute for the Permanent Court of International Justice of the thirteenth day of December, 1920	149	Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale du treizième jour de décembre 1920
150	Public Service Staff Relations Act	150	Loi sur les relations de travail dans la fonction publique
151	Residential Mortgage Financing Act	151	Loi sur le financement des hypothèques grevant des propriétés résidentielles
152	Transfer of Offenders Act	152	Loi sur le transfèrement des délinquants
153	Veterans Benefit Act, 1954	153	Loi de 1954 sur les avantages destinés aux anciens combattants



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

C-126

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-126

An Act to amend the Criminal Code and the Young Offenders Act

First reading, April 27, 1993

THE MINISTER OF JUSTICE

C-126

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-126

Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les jeunes contrevenants

Première lecture le 27 avril 1993



LE MINISTRE DE LA JUSTICE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-126

PROJET DE LOI C-126

An Act to amend the Criminal Code and the
Young Offenders Act

Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur
les jeunes contrevenants

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st Suppl.),
cc. 1, 24, 27, 35
(2nd Suppl.), cc.
10, 19, 30, 34
(3rd Suppl.), cc.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4th Suppl.);
1989, c. 2;
1990, cc. 15,
16, 17, 44;
1991, cc. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, cc. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, c. 7

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46;
L.R., ch. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1^{er} suppl.),
ch. 1, 24, 27, 35
(2^e suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3^e suppl.), ch.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4^e suppl.);
1989, ch. 2;
1990, ch. 15,
16, 17, 44;
1991, ch. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, ch. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, ch. 7

**1. The *Criminal Code* is amended by ad-
ding thereto, immediately after section 160
thereof, the following section:**

161. (1) Where an offender is convicted,
or is discharged on the conditions prescribed
in a probation order under section 736, of an
offence under section 151, 152, 155 or 159,
subsection 160(2) or (3) or section 170, 171,
271, 272 or 273, in respect of a person who is
under the age of fourteen years, the court
that sentences the offender or directs that the
accused be discharged, as the case may be, in
addition to any other punishment that may
be imposed for that offence or any other con-
dition prescribed in the order of discharge,

**1. Le *Code criminel* est modifié par inser-
5 tion, après l'article 160, de ce qui suit :**

161. (1) Dans le cas où un contrevenant
est déclaré coupable, ou absous sous le ré-
gime de l'article 736 aux conditions pres-
crites dans une ordonnance de probation,
d'une infraction visée aux articles 151, 152, 10
155 ou 159, aux paragraphes 160(2) ou (3)
ou aux articles 170, 171, 271, 272 ou 273 à
l'égard d'une personne âgée de moins de qua-
torze ans, le tribunal qui lui inflige une peine
ou ordonne son absolution sous condition, en 15
plus de toute autre peine ou de toute autre
condition de l'ordonnance d'absolution appli-

Order of
prohibition

Ordonnance
d'interdiction

EXPLANATORY NOTES

*Criminal Code**Clause 1: New*

NOTES EXPLICATIVES

*Code criminel**Article 1. — Nouveau.*

shall consider making and may make, subject to the conditions or exemptions that the court directs, an order prohibiting the offender from

(a) attending a public park or public swimming area where persons under the age of fourteen years are present or can reasonably be expected to be present, or a daycare centre, schoolground, playground or community centre; or

(b) seeking, obtaining or continuing any employment, whether or not the employment is remunerated, that involves being in a position of trust or authority towards persons under the age of fourteen years.

Duration of prohibition

(2) The prohibition may be for life or for any shorter duration that the court considers desirable and, in the case of a prohibition that is not for life, the prohibition begins on the later of

(a) the date on which the order is made, and

(b) where the offender is sentenced to a term of imprisonment, the date on which the offender is released from imprisonment for the offence, including release on parole, mandatory supervision or statutory release.

Court may vary order

(3) A court that makes an order of prohibition or, where the court is for any reason unable to act, another court of equivalent jurisdiction in the same province, may, on application of the offender or the prosecutor, require the offender to appear before it at any time and, after hearing the parties, that court may vary the conditions prescribed in the order if, in the opinion of the court, the variation is desirable because of changed circumstances after the conditions were prescribed.

Offence

(4) Every person who is bound by an order of prohibition and who does not comply with the order is guilty of

cables en l'espèce, sous réserve des conditions ou exemptions qu'il indique, peut interdire au contrevenant :

a) de se trouver dans un parc public ou une zone publique où l'on peut se baigner s'il y a des personnes âgées de moins de quatorze ans ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il y en ait, une garderie, un terrain d'école, un terrain de jeu ou un centre communautaire;

b) de chercher, d'accepter ou de garder un emploi, rémunéré ou non, qui le placerait en relation de confiance ou d'autorité vis-à-vis de personnes âgées de moins de quatorze ans.

Le tribunal doit dans tous les cas considérer l'opportunité de rendre une telle ordonnance.

(2) L'interdiction peut être perpétuelle ou pour la période que le tribunal juge souhaitable, auquel cas elle prend effet à la date de l'ordonnance ou, dans le cas où le contrevenant est condamné à une peine d'emprisonnement, à celle de sa mise en liberté à l'égard de cette infraction, y compris par libération conditionnelle ou d'office, ou sous surveillance obligatoire.

Durée de l'interdiction

(3) Le tribunal qui rend l'ordonnance ou, s'il est pour quelque raison dans l'impossibilité d'agir, tout autre tribunal ayant une juridiction équivalente dans la même province peut, à tout moment, sur demande du poursuivant ou du contrevenant, requérir ce dernier de comparaître devant lui et, après audition des parties, modifier les conditions prescrites dans l'ordonnance si, à son avis, cela est souhaitable en raison d'un changement de circonstances depuis que les conditions ont été prescrites.

Modification de l'ordonnance

(4) Quiconque ne se conforme pas à l'ordonnance est coupable :

Infraction

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

5

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 263 thereof, the following section:

264. (1) No person shall, without lawful authority and with intent to harass another person or recklessly as to whether the other person is harassed, engage in conduct referred to in subsection (2) that causes that other person reasonably to fear for their safety or the safety of anyone known to them.

(2) The conduct mentioned in subsection (1) consists of

(a) repeatedly following from place to place the other person or anyone known to them;

(b) repeatedly communicating with, either directly or indirectly, the other person or anyone known to them;

(c) besetting or watching the dwelling-house, or place where the other person, or anyone known to them, resides, works, carries on business or happens to be; or

(d) engaging in threatening conduct directed at the other person or any member of their family.

(3) Every person who contravenes this section is guilty of

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

3. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 273.2 thereof, the following section:

273.3 (1) No person shall do anything for the purpose of removing from Canada a person who is ordinarily resident in Canada and who is

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 263, de ce qui suit :

5

264. (1) Il est interdit, sauf autorisation légitime, d'agir à l'égard d'une personne dans l'intention de la harceler ou sans se soucier de ce qu'elle se sente harcelée si l'acte en question a pour effet de lui faire raisonnablement craindre pour sa sécurité ou celle d'une de ses connaissances.

(2) Constitue un acte interdit aux termes du paragraphe (1), le fait, selon le cas, de :

a) suivre cette personne ou une de ses connaissances de façon répétée;

b) communiquer de façon répétée, même indirectement, avec cette personne ou une de ses connaissances;

c) cerner ou surveiller la maison d'habitation ou le lieu où cette personne ou une de ses connaissances réside, travaille, exerce son activité professionnelle ou se trouve;

d) se comporter d'une manière menaçante à l'égard de cette personne ou d'un membre de sa famille.

(3) Quiconque commet une infraction au présent article est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 273.2, de ce qui suit :

35

273.3 (1) Commet une infraction quiconque agit dans le but de faire passer à l'étranger une personne résidant habituellement au Canada et qui :

Harcèlement criminel

Actes interdits

Peine

Passage d'enfants à l'étranger

Criminal harassment

Prohibited conduct

Punishment

Removal of child from Canada

Clause 2: New

Article 2. — Nouveau.

Clause 3: New

Article 3. — Nouveau.

(a) under the age of fourteen years, with the intention that an act be committed outside Canada that if it were committed in Canada would be an offence against section 151 or 152 or subsection 160(3) or 173(2) in respect of that person;

(b) over the age of fourteen years but under the age of eighteen years, with the intention that an act be committed outside Canada that if it were committed in Canada would be an offence against section 153 in respect of that person; or

(c) under the age of eighteen years, with the intention that an act be committed outside Canada that if it were committed in Canada would be an offence against section 155 or 159, subsection 160(2) or section 170, 171, 267, 268, 269, 271, 272 or 273 in respect of that person.

Punishment

(2) Every person who contravenes this section is guilty of

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

4. Section 282 of the said Act is renumbered as subsection 282(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

30

Where no belief in validity of custody order

(2) Where a count charges an offence under subsection (1) and the offence is not proven only because the accused did not believe that there was a valid custody order but the evidence does prove an offence under section 283, the accused may be convicted of an offence under section 283.

5. Subsection 283(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

40

Abduction

283. (1) Every one who, being the parent, guardian or person having the lawful care or charge of a person under the age of fourteen years, takes, entices away, conceals, detains, receives or harbours that person, whether or not there is a custody order in relation to

a) est âgée de moins de quatorze ans, en vue de permettre la commission d'un acte qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction visée aux articles 151 ou 152 ou aux paragraphes 160(3) ou 173(2);

b) est âgée de plus de quatorze ans mais de moins de dix-huit ans, en vue de permettre la commission d'un acte qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction visée à l'article 153;

c) est âgée de moins de dix-huit ans, en vue de permettre la commission d'un acte qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction visée aux articles 155 ou 159, au paragraphe 160(2) ou aux articles 170, 171, 267, 268, 269, 271, 272 ou 273.

(2) Quiconque commet l'infraction visée au présent article est coupable :

Peine

20

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

25

4. L'article 282 de la même loi devient le paragraphe 282(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Lorsqu'un chef d'accusation vise l'infraction prévue au paragraphe (1) et que celle-ci n'est pas prouvée du seul fait que l'accusé ne croyait pas qu'il existait une ordonnance de garde valide, ce dernier peut cependant être reconnu coupable de l'infraction prévue à l'article 283 s'il y a une preuve de cette dernière.

Croyance de l'accusé

30

5. Le paragraphe 283(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

283. (1) Quiconque, étant le père, la mère, le tuteur ou une personne ayant la garde ou la charge légale d'une personne âgée de moins de quatorze ans, enlève, entraîne, retient, reçoit, cache ou héberge cette personne, qu'il y ait ou non une ordonnance

Enlèvement

40

*Clause 4: New**Article 4. — Nouveau.**Clause 5: Subsection 283(1) at present reads as follows:*

283. (1) Every one who, being the parent, guardian or person having the lawful care or charge of a person under the age of fourteen years, takes, entices away, conceals, detains, receives or harbours that person, in relation to whom no custody order has been made by a court anywhere in Canada, with intent to deprive a parent or guardian, or any other person who has the lawful care or charge of that person, of the possession of that person, is guilty of

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding ten years; or

Article 5. — Texte actuel du paragraphe 283(1) :

283. (1) Quiconque, étant le père, la mère, le tuteur ou une personne ayant la garde ou la charge légale d'une personne âgée de moins de quatorze ans, enlève, entraîne, retient, reçoit, cache ou héberge cette personne sans qu'une ordonnance n'ait été rendue par un tribunal au Canada relativement à la garde de cette personne, avec l'intention de priver de la possession de celle-ci le père, la mère, le tuteur ou une autre personne ayant la garde ou la charge légale de cette personne est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans;

that person made by a court anywhere in Canada, with intent to deprive a parent or guardian, or any other person who has the lawful care or charge of that person, of the possession of that person, is guilty of

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding ten years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

6. Section 285 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

285. No one shall be found guilty of an offence under sections 280 to 283 if the court is satisfied that the taking, enticing away, 15 concealing, detaining, receiving or harbouring of any young person was necessary to protect the young person from danger of imminent harm or if the person charged with the offence was escaping from danger of imminent harm. 20

7. Section 465 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

(2) A husband and a wife can be found 25 guilty of conspiring with each other.

8. (1) Section 486 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsections:

(1.1) For the purposes of subsections (1) and (2.3) and for greater certainty, the "proper administration of justice" includes ensuring that the interests of witnesses under the age of fourteen years are safeguarded in 35 proceedings in which the accused is charged with a sexual offence, an offence against any of sections 271, 272 and 273 or an offence in which violence against the person is alleged to have been used, threatened or attempted. 40

(1.2) In proceedings referred to in subsection (1.1), the presiding judge, provincial court judge or justice may, on application of the prosecutor or a witness who, at the time of the trial or preliminary hearing, is under 45 the age of fourteen years, order that a sup-

rendue par un tribunal au Canada relativement à la garde de cette personne, dans l'intention de priver de la possession de celle-ci le père, la mère, le tuteur ou une autre personne ayant la garde ou la charge légale de 5 cette personne est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire. 10

6. L'article 285 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

285. Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction prévue aux articles 280 à 15 283 si le tribunal est convaincu que les actes reprochés étaient nécessaires pour protéger la jeune personne en question d'un danger imminent ou si l'accusé fuyait pour se protéger d'un tel danger. 20

7. L'article 465 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(2) Les conjoints peuvent être reconnus 25 coupables de complot entre eux.

8. (1) L'article 486 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Pour l'application des paragraphes (1) et (2.3), il demeure entendu que relève de 30 la bonne administration de la justice le fait de veiller à ce que soit sauvegardé l'intérêt des témoins âgés de moins de quatorze ans dans les procédures relatives à une infraction soit d'ordre sexuel, soit visée aux articles 35 271, 272 ou 273, ou encore dans laquelle est alléguée l'utilisation, la tentative ou la menace de violence.

(1.2) Dans les procédures visées au paragraphe (1.1), le juge, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix qui préside peut, sur demande du poursuivant ou d'un témoin 40 qui, au moment du procès ou de l'enquête préliminaire, est âgé de moins de quatorze

Defence

Défense

Spousal
conspiracy

Complot entre
conjoints

Protection of
child witnesses

Protection des
enfants qui
témoignent

Support person

Personne de
confiance

(b) an offence punishable on summary conviction.

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Clause 6: Section 285 at present reads as follows:

285. No one shall be found guilty of an offence under sections 280 to 283 if the court is satisfied that the taking, enticing away, concealing, detaining, receiving or harbouring of any young person was necessary to protect the young person from danger of imminent harm.

Article 6. — Texte actuel de l'article 285 :

285. Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction prévue aux articles 280 à 283 si le tribunal est convaincu que les actes reprochés étaient nécessaires pour protéger la jeune personne en question d'un danger imminent.

Clause 7: New

Article 7. — Nouveau.

Clause 8: (1) and (2) New

Article 8, (1) et (2). — Nouveau.

port person of the witness' choice be permitted to be present and to be close to the witness while testifying.

Witness not to be a support person

(1.3) The presiding judge, provincial court judge or justice shall not permit a witness in the proceedings referred to in subsection (1.1) to be a support person unless the presiding judge, provincial court judge or justice is of the opinion that the proper administration of justice so requires.

No communication while testifying

(1.4) The presiding judge, provincial court judge or justice may order that the support person and the witness not communicate with each other during the testimony of the witness.

(2) Section 486 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2.2) thereof, the following subsection:

Accused not to cross-examine child witness

(2.3) In proceedings referred to in subsection (1.1), the accused shall not personally cross-examine a witness who at the time of the proceedings is under the age of fourteen years, unless the presiding judge, provincial court judge or justice is of the opinion that the proper administration of justice requires the accused to personally conduct the cross-examination and, where the accused is not personally conducting the cross-examination, the presiding judge, provincial court judge or justice shall appoint counsel for the purpose of conducting the cross-examination.

9. (1) Paragraph 515(4)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(d) abstain from communicating with any witness or other person expressly named in the order, or refrain from going to any place expressly named in the order, except in accordance with the conditions specified in the order that the justice considers necessary;

(2) Section 515 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (4.1) thereof, the following subsection:

(4.2) Before making an order under subsection (2), in the case of an accused who is

Additional conditions

ans, ordonner qu'une personne de confiance choisie par ce dernier soit présente à ses côtés pendant qu'il témoigne.

(1.3) Le juge, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix qui préside ne peut permettre aux témoins d'agir comme personnes de confiance dans les procédures visées au paragraphe (1.1), sauf si, à son avis, la bonne administration de la justice l'exige.

Exclusion des témoins comme personnes de confiance

(1.4) Le cas échéant, il peut aussi interdire toute communication entre la personne de confiance et le témoin pendant que celui-ci témoigne.

Interdiction de communiquer pendant le témoignage

(2) L'article 486 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2.2), de ce qui suit :

(2.3) Sauf si le juge, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix qui préside est d'avis que la bonne administration de la justice l'exige, l'accusé ne peut procéder lui-même, dans les procédures visées au paragraphe (1.1), au contre-interrogatoire d'un témoin qui, au moment du procès ou de l'enquête préliminaire, est âgé de moins de quatorze ans. Le juge nomme un avocat qui procède au contre-interrogatoire.

Interdiction du contre-interrogatoire des enfants par l'accusé

9. (1) L'alinéa 515(4)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou toute autre personne expressément nommés dans l'ordonnance ou d'aller à un endroit qui y est expressément nommé, si ce n'est en conformité avec les conditions spécifiées dans l'ordonnance que le juge de paix estime nécessaires;

(2) L'article 515 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4.1), de ce qui suit :

(4.2) Le juge de paix qui rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) dans le cas

Conditions supplémentaires

Clause 9: (1) The relevant portion of subsection 515(4) at present reads as follows:

(4) The justice may direct as conditions under subsection (2) that the accused shall do any one or more of the following things as specified in the order:

...

(d) abstain from communicating with any witness or other person expressly named in the order except in accordance with such conditions specified in the order as the justice deems necessary;

(2) New

Article 9, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 515(4) :

(4) Le juge de paix peut ordonner, comme conditions aux termes du paragraphe (2), que le prévenu fasse celle ou celles des choses suivantes que spécifie l'ordonnance :

...

d) s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou autre personne expressément nommés dans l'ordonnance si ce n'est en conformité avec telles conditions spécifiées dans l'ordonnance que le juge de paix estime nécessaires;

(2). — Nouveau.

charged with an offence in the commission of which violence against a person was used, threatened or attempted, the justice shall consider whether it is desirable, in the interests of the safety of any person, to include as a condition of the order that the accused abstain from communicating with any witness or other person expressly named in the order, or be prohibited from going to any place expressly named in the order.

1991, c. 40, s. 31(2)

Order of release

(3) Subsections 515(7) and (8) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(7) Where an accused to whom paragraph 6(a), (c) or (d) applies shows cause why the accused's detention in custody is not justified, the justice shall order that the accused be released on giving an undertaking or entering into a recognizance described in any of paragraphs (2)(a) to (e) with the conditions described in subsections (4) to (4.2) or, where the accused was at large on an undertaking or recognizance with conditions, the additional conditions described in subsections (4) to (4.2), that the justice considers desirable, unless the accused, having been given a reasonable opportunity to do so, shows cause why the conditions or additional conditions should not be imposed.

Idem

(8) Where an accused to whom paragraph 6(b) applies shows cause why the accused's detention in custody is not justified, the justice shall order that the accused be released on giving an undertaking or entering into a recognizance described in any of paragraphs (2)(a) to (e) with the conditions, described in subsections (4) to (4.2), that the justice considers desirable.

10. The heading following section 658 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Corroboration

659. Any requirement whereby it is mandatory for a court to give the jury a warning about convicting an accused on the uncorroborated evidence of a child is abrogated.

Children's evidence

d'une infraction perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence doit considérer s'il est souhaitable pour la sécurité de toute personne d'assortir l'ordonnance de la condition selon laquelle l'accusé doit s'abstenir de communiquer avec les témoins ou les personnes qui y sont expressément nommés ou d'aller à un endroit qui y est expressément nommé.

10

(3) Les paragraphes 515(7) et (8) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1991, ch. 40, par. 31(2)

Ordonnance de mise en liberté

(7) Le juge de paix ordonne la mise en liberté du prévenu visé aux alinéas (6)a), c) ou d), qui fait valoir l'absence de fondement de sa détention sous garde, sur remise de la promesse ou de l'engagement visés à l'un des alinéas (2)a) à e) et assortis des conditions visées aux paragraphes (4) à (4.2) qu'il estime souhaitables notamment, lorsque le prévenu était déjà en liberté sur remise de tels promesse ou engagement, les conditions supplémentaires visées aux paragraphes (4) à (4.2), à moins que celui-ci, ayant eu la possibilité de le faire, ne fasse valoir des motifs excluant l'application des conditions.

25

(8) Le juge de paix ordonne la mise en liberté du prévenu visé à l'alinéa (6)b), qui fait valoir l'absence de fondement de sa détention, sur remise de la promesse ou de l'engagement visés à l'un des alinéas (2)a) à e) et assortis des conditions visées aux paragraphes (4) à (4.2) qu'il estime souhaitables.

Idem

10. L'intertitre qui suit l'article 658 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

35

Corroboration

659. Est abolie l'obligation pour le tribunal de mettre en garde le jury contre une éventuelle déclaration de culpabilité fondée sur le seul témoignage non corroboré d'un enfant.

Témoignage d'enfants

40

(3) Subsections 515(7) and (8) at present read as follows:

(7) Where an accused to whom paragraph (6)(a), (c) or (d) applies shows cause why the accused's detention in custody is not justified, the justice shall order that the accused be released on giving an undertaking or entering into a recognizance described in any of paragraphs (2)(a) to (e) with such conditions described in subsections (4) and (4.1) or, where the accused was at large on an undertaking or recognizance with conditions, such additional conditions described in subsections (4) and (4.1), as the justice considers desirable, unless the accused, having been given a reasonable opportunity to do so, shows cause why such conditions or additional conditions should not be imposed.

(8) Where an accused to whom paragraph (6)(b) applies shows cause why the accused's detention in custody is not justified, the justice shall order that the accused be released on giving an undertaking or entering into a recognizance described in any of paragraphs (2)(a) to (e) with such conditions, described in subsections (4) and (4.1), as the justice considers desirable.

(3). — Texte actuel des paragraphes 515(7) et (8) :

(7) Le juge de paix ordonne la mise en liberté du prévenu visé aux alinéas (6)a, c) ou d), qui fait valoir l'absence de fondement de sa détention sous garde, sur remise de la promesse ou de l'engagement visés à l'un des alinéas (2)a) à e) et assortis des conditions visées au paragraphe (4) qu'il estime souhaitables notamment, lorsque le prévenu était déjà en liberté sur remise de tels promesse ou engagement, toutes conditions supplémentaires visées au paragraphe (4), à moins que celui-ci, ayant eu la possibilité de le faire, ne fasse valoir des motifs excluant l'application de toutes ces conditions.

(8) Le juge de paix ordonne la mise en liberté du prévenu visé à l'alinéa (6)b), qui fait valoir l'absence de fondement de sa détention, sur remise de la promesse ou de l'engagement visés à l'un des alinéas (2)a) à e) et assortis des conditions visées au paragraphe (4) qu'il estime souhaitables.

Clause 10: New

Article 10. — Nouveau.

1992, c. 1, s.
58(1) (Sch. I,
item 12)

11. Paragraph (b) of the definition "sentence" in section 673 is repealed and the following substituted therefor:

(b) an order made under subsection 100(1) or (2), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), section 725, 726 or 727.9, subsection 736(1) or section 744, and

12. Section 811 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

810.1 (1) Any person who fears on reasonable grounds that another person will commit an offence under section 151, 152, 155 or 159, subsection 160(2) or (3), section 170 or 171, subsection 173(2) or section 271, 272 or 273, in respect of one or more persons who are under the age of fourteen years, may lay an information before a provincial court judge, whether or not the person or persons in respect of whom it is feared that the offence will be committed are named.

(2) A provincial court judge who receives an information under subsection (1) shall cause the parties to appear before the provincial court judge.

(3) The provincial court judge before whom the parties appear may, if satisfied by the evidence adduced that the informant has reasonable grounds for the fear, order the defendant to enter into a recognizance and comply with the conditions fixed by the provincial court judge, including a condition prohibiting the defendant from engaging in any activity that involves contact with persons under the age of fourteen years and prohibiting the defendant from attending a public park or public swimming area where persons under the age of fourteen years are present or can reasonably be expected to be present, or a daycare centre, schoolground, playground or community centre, for any period fixed by the provincial court judge that does not exceed twelve months.

(4) The provincial court judge may, on application of the informant or the defendant, vary the conditions fixed in the recognizance.

11. L'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, du paragraphe 491.1(2), des articles 725, 726 ou 727.9, du paragraphe 736(1) ou de l'article 744;

12. L'article 811 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

810.1 (1) Quiconque a des motifs raisonnables de craindre que des personnes âgées de moins de quatorze ans seront victimes d'une infraction visée aux articles 151, 152, 155 ou 159, aux paragraphes 160(2) ou (3), aux articles 170 ou 171, au paragraphe 173(2) ou aux articles 271, 272 ou 273 peut déposer une dénonciation devant un juge d'une cour provinciale, même si les personnes en question n'y sont pas nommées.

(2) Le juge qui reçoit la dénonciation fait comparaître les parties devant lui.

(3) Le juge devant lequel les parties comparaissent peut, s'il est convaincu, par la preuve apportée, que les craintes du dénonciateur sont fondées sur des motifs raisonnables, ordonner que le défendeur contracte un engagement assorti des conditions que le tribunal fixe, y compris celle interdisant au défendeur de se livrer à des activités qui entraînent des contacts avec des personnes âgées de moins de quatorze ans et de se trouver dans un parc public ou une zone publique où l'on peut se baigner s'il y a des enfants ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il y en ait, une garderie, un terrain d'école, un terrain de jeu ou un centre communautaire.

(4) Le juge peut, sur demande du dénonciateur ou du défendeur, modifier les conditions fixées dans l'engagement.

1992, ch. 1, par
58(1), ann. I,
art. 12

Crainte d'une
infraction
d'ordre sexuel

Devoir du juge

Décision

Modification de
l'engagement

Where fear of
sexual offence

Duty of provin-
cial court judge

Adjudication

Judge may vary
recognizance

Clause 11: This amendment, which would add the underlined cross-reference, is consequential on the amendment proposed by clause 1.

Article 11. — Adjonction des passages soulignés. Découpe de la modification figurant à l'article 1.

Clause 12: This amendment would add a new section 810.1 and make a consequential amendment to section 811.

Article 12. — Ajout de l'article 810.1 et modification corrélative à l'article 811.

Other provisions to apply

Breach of recognizance

(5) Subsections 810(4) and (5) apply, with such modifications as the circumstances require, to recognizances made under this section.

811. A person bound by recognizance under section 810 or 810.1 who commits a breach of the recognizance is guilty of an offence punishable on summary conviction.

13. Form 23 of the said Act is amended by repealing the reference to “(Section 810)” after the heading “FORM 23” and substituting the following therefor:

(Sections 810 and 810.1)

14. Form 32 of the said Act is amended by repealing the reference to “(Sections 493, 550, 679, 706, 707, 810 and 817)” after the heading “FORM 32” and substituting the following therefor:

(Sections 493, 550, 679, 706, 707, 810, 810.1 and 817)

15. Section 6 of Form 32 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

6. The condition of the above written recognizance is that if A.B. keeps the peace and is of good behaviour for the term of commencing on, the said recognizance is void, otherwise it stands in full force and effect [810 and 810.1].

R.S., c. Y-1;
R.S., c. 27 (1st Suppl.), c. 24 (2nd Suppl.), c. 1 (3rd Suppl.), c. 1 (4th Suppl.); 1991, c. 43; 1992, cc. 1, 11, 47

YOUNG OFFENDERS ACT

16. Section 20 of the *Young Offenders Act* is amended by adding thereto the following subsection:

(11) Notwithstanding paragraph (1)(h), a youth court shall not make an order of prohibition under section 161 of the *Criminal Code* against a young person.

No orders under section 161 of *Criminal Code*

(5) Les paragraphes 810(4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux engagements contractés en vertu du présent article.

Autres dispositions applicables

811. Quiconque viole l'engagement prévu aux articles 810 ou 810.1 est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

5 Manquement à l'engagement

13. La mention « (article 810) » qui suit le titre « FORMULE 23 » de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

(articles 810 et 810.1)

14. La mention « (articles 493, 550, 679, 706, 707, 810 et 817) » qui suit le titre « FORMULE 32 » de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

15

(articles 493, 550, 679, 706, 707, 810, 810.1 et 817)

15. L'article 6 de la formule 32 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. L'engagement écrit ci-dessus est subordonné à la condition que si A.B. garde la paix et a une bonne conduite pendant la période de commençant le, ledit engagement est nul mais qu'au cas contraire il a pleine force et plein effet [810 ou 810.1].

L.R., ch. Y-1.
L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), ch. 24 (2^e suppl.), ch. 1 (3^e suppl.), ch. 1 (4^e suppl.), 1991, ch. 43; 1992, ch. 1, 11, 47

LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS

16. L'article 20 de la *Loi sur les jeunes contrevenants* est modifié par adjonction de ce qui suit :

(11) Malgré l'alinéa (1)h), le tribunal pour adolescents ne peut rendre une ordonnance d'interdiction prévue à l'article 161 du *Code criminel* contre un adolescent.

Ordonnance prévue à l'article 161 du *Code criminel*

Clauses 13 to 15: These amendments would add a reference to section 810.1 and are consequential on the amendment proposed by clause 12.

Articles 13 à 15. — Insertion du renvoi à l'article 810.1. Découle de la modification figurant à l'article 12.

Young Offenders Act

Clause 16: New

Loi sur les jeunes contrevenants

Article 16. — Nouveau.

TRANSITIONAL

Transitional

17. On the later of the coming into force of section 5 of *An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof* and of section 11 of this Act, paragraph (b) of the definition "sentence" in section 673 is repealed and the following substituted therefor:

(b) an order made under subsection 100(1) or (2), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), section 725, 726 or 727.9, subsection 736(1) or 736.11(1) or section 744, and

15

COMING INTO FORCE

Coming into force

18. This Act or any provision of this Act or any provision of the *Criminal Code* amended or enacted by this Act shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Disposition transitoire

17. À la date d'entrée en vigueur de l'article 5 de la *Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants* ou à celle de l'article 11 de la présente loi, la plus récente de ces dates étant à retenir, l'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 du *Code criminel*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, du paragraphe 491.1(2), des articles 725, 726 ou 727.9, des paragraphes 736(1) ou 736.11(1) ou de l'article 744;

10

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

18. La présente loi ou telle de ses dispositions ou des dispositions du *Code criminel* édictées ou modifiées par la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

20



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

-856
C-126

C-126

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-126

PROJET DE LOI C-126

An Act to amend the Criminal Code and the Young
Offenders Act

Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les jeunes
contrevenants

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 10, 1993

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 10 JUIN 1993



BILL C-126

An Act to amend the Criminal Code and the Young Offenders Act

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

CRIMINAL CODE

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2,
11, 27, 31,
47, 51, 52
(1st Suppl.),
cc. 1, 24, 27,
35 (2nd
Suppl.), cc.
10, 19, 30, 34
(3rd Suppl.),
cc. 1, 23, 29,
30, 31, 32,
40, 42, 50
(4th Suppl.);
1989, c. 2;
1990, cc. 15,
16, 17, 44;
1991, cc. 1,
4, 28, 40, 43;
1992, cc. 1,
11, 20, 21,
22, 27, 38,
41, 47, 51;
1993, c. 7

Order of
prohibition

1. The *Criminal Code* is amended by
adding thereto, immediately after section
160 thereof, the following section:

161. (1) Where an offender is convicted, or
is discharged on the conditions prescribed in
a probation order under section 736, of an
offence under section 151, 152, 155 or 159, 10
subsection 160(2) or (3) or section 170, 171,
271, 272 or 273, in respect of a person who is
under the age of fourteen years, the court that
sentences the offender or directs that the
accused be discharged, as the case may be, in 15
addition to any other punishment that may be
imposed for that offence or any other condi-
tion prescribed in the order of discharge, shall
consider making and may make, subject to the
conditions or exemptions that the court di- 20
rects, an order prohibiting the offender from

PROJET DE LOI C-126

Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les jeunes contrevenants

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

CODE CRIMINEL

L.R., ch.
C-46; L.R.,
ch. 2, 11, 27,
31, 47, 51, 52
(1^{er} suppl.),
ch. 1, 24, 27,
35 (2^e
suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3^e suppl.),
ch. 1, 23, 29,
30, 31, 32,
40, 42, 50 (4^e
suppl.); 1989,
ch. 2; 1990,
ch. 15, 16,
17, 44; 1991,
ch. 1, 4, 28,
40, 43; 1992,
ch. 1, 11, 20,
21, 22, 27,
38, 41, 47,
51; 1993,
ch. 7

Ordonnance
d'interdiction

1. Le *Code criminel* est modifié par
5 insertion, après l'article 160, de ce qui suit :

161. (1) Dans le cas où un contrevenant est
déclaré coupable, ou absous sous le régime de
l'article 736 aux conditions prescrites dans
une ordonnance de probation, d'une infraction
visée aux articles 151, 152, 155 ou 159, aux 10
paragraphe 160(2) ou (3) ou aux articles 170,
171, 271, 272 ou 273 à l'égard d'une personne
âgée de moins de quatorze ans, le tribunal qui
lui inflige une peine ou ordonne son absolu-
tion sous condition, en plus de toute autre 15
peine ou de toute autre condition de l'ordon-
nance d'absolution applicables en l'espèce,
sous réserve des conditions ou exemptions
qu'il indique, peut interdire au contrevenant :

a) de se trouver dans un parc public ou une 20
zone publique où l'on peut se baigner s'il y

(a) attending a public park or public swimming area where persons under the age of fourteen years are present or can reasonably be expected to be present, or a daycare centre, schoolground, playground or community centre; or

(b) seeking, obtaining or continuing any employment, whether or not the employment is remunerated, or becoming or being a volunteer in a capacity, that involves being in a position of trust or authority towards persons under the age of fourteen years.

a des personnes âgées de moins de quatorze ans ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il y en ait, une garderie, un terrain d'école, un terrain de jeu ou un centre communautaire;

b) de chercher, d'accepter ou de garder un emploi — rémunéré ou non — ou un travail bénévole qui le placerait en relation de confiance ou d'autorité vis-à-vis de personnes âgées de moins de quatorze ans.

Le tribunal doit dans tous les cas considérer l'opportunité de rendre une telle ordonnance.

Duration of prohibition

(2) The prohibition may be for life or for any shorter duration that the court considers desirable and, in the case of a prohibition that is not for life, the prohibition begins on the later of

- (a) the date on which the order is made; and
- (b) where the offender is sentenced to a term of imprisonment, the date on which the offender is released from imprisonment for the offence, including release on parole, mandatory supervision or statutory release.

(2) L'interdiction peut être perpétuelle ou pour la période que le tribunal juge souhaitable, auquel cas elle prend effet à la date de l'ordonnance ou, dans le cas où le contrevenant est condamné à une peine d'emprisonnement, à celle de sa mise en liberté à l'égard de cette infraction, y compris par libération conditionnelle ou d'office, ou sous surveillance obligatoire.

Durée de l'interdiction

Court may vary order

(3) A court that makes an order of prohibition or, where the court is for any reason unable to act, another court of equivalent jurisdiction in the same province, may, on application of the offender or the prosecutor, require the offender to appear before it at any time and, after hearing the parties, that court may vary the conditions prescribed in the order if, in the opinion of the court, the variation is desirable because of changed circumstances after the conditions were prescribed.

(3) Le tribunal qui rend l'ordonnance ou, s'il est pour quelque raison dans l'impossibilité d'agir, tout autre tribunal ayant une juridiction équivalente dans la même province peut, à tout moment, sur demande du poursuivant ou du contrevenant, requérir ce dernier de comparaître devant lui et, après audition des parties, modifier les conditions prescrites dans l'ordonnance si, à son avis, cela est souhaitable en raison d'un changement de circonstances depuis que les conditions ont été prescrites.

Modification de l'ordonnance

Offence

(4) Every person who is bound by an order of prohibition and who does not comply with the order is guilty of

- (a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or
- (b) an offence punishable on summary conviction.

(4) Quiconque ne se conforme pas à l'ordonnance est coupable :

- a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;
- b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Infraction

40

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 263 thereof, the following section:

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 263, de ce qui suit :

Criminal harassment

264. (1) No person shall, without lawful authority and knowing that another person is harassed or recklessly as to whether the other person is harassed, engage in conduct referred to in subsection (2) that causes that other person reasonably, in all the circumstances, to fear for their safety or the safety of anyone known to them.

264. (1) Il est interdit, sauf autorisation légitime, d'agir à l'égard d'une personne sachant qu'elle se sent harcelée ou sans se soucier de ce qu'elle se sente harcelée si l'acte en question a pour effet de lui faire raisonnablement craindre — compte tenu du contexte — pour sa sécurité ou celle d'une de ses connaissances.

Harcelement criminel

Prohibited conduct

(2) The conduct mentioned in subsection (1) consists of

(2) Constitue un acte interdit aux termes du paragraphe (1), le fait, selon le cas, de :

Actes interdits

(a) repeatedly following from place to place the other person or anyone known to them;

a) suivre cette personne ou une de ses connaissances de façon répétée;

(b) repeatedly communicating with, either directly or indirectly, the other person or anyone known to them;

b) communiquer de façon répétée, même indirectement, avec cette personne ou une de ses connaissances;

(c) besetting or watching the dwelling-house, or place where the other person, or anyone known to them, resides, works, carries on business or happens to be; or

c) cerner ou surveiller sa maison d'habitation ou le lieu où cette personne ou une de ses connaissances réside, travaille, exerce son activité professionnelle ou se trouve;

(d) engaging in threatening conduct directed at the other person or any member of their family.

d) se comporter d'une manière menaçante à l'égard de cette personne ou d'un membre de sa famille.

Punishment

(3) Every person who contravenes this section is guilty of

(3) Quiconque commet une infraction au présent article est coupable :

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

(b) an offence punishable on summary conviction.

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

3. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 273.2 thereof, the following section:

3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 273.2, de ce qui suit :

Removal of child from Canada

273.3 (1) No person shall do anything for the purpose of removing from Canada a person who is ordinarily resident in Canada and who is

273.3 (1) Commet une infraction quiconque agit dans le but de faire passer à l'étranger une personne résidant habituellement au Canada et qui :

Passage d'enfants à l'étranger

(a) under the age of fourteen years, with the intention that an act be committed outside Canada that if it were committed in Canada would be an offence against section 151 or 152 or subsection 160(3) or 173(2) in respect of that person;

a) est âgée de moins de quatorze ans, en vue de permettre la commission d'un acte qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction visée aux articles 151 ou 152 ou aux paragraphes 160(3) ou 173(2);

(b) over the age of fourteen years but under the age of eighteen years, with the intention that an act be committed outside Canada that if it were committed in Canada would be an offence against section 153 in respect of that person; or

(c) under the age of eighteen years, with the intention that an act be committed outside Canada that if it were committed in Canada would be an offence against section 155 or 159, subsection 160(2) or section 170, 171, 267, 268, 269, 271, 272 or 273 in respect of that person.

Punishment

(2) Every person who contravenes this section is guilty of

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

4. Section 282 of the said Act is renumbered as subsection 282(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) Where a count charges an offence under subsection (1) and the offence is not proven only because the accused did not believe that there was a valid custody order but the evidence does prove an offence under section 283, the accused may be convicted of an offence under section 283.

5. Subsection 283(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

283. (1) Every one who, being the parent, guardian or person having the lawful care or charge of a person under the age of fourteen years, takes, entices away, conceals, detains, receives or harbours that person, whether or not there is a custody order in relation to that person made by a court anywhere in Canada, with intent to deprive a parent or guardian, or any other person who has the lawful care or charge of that person, of the possession of that person, is guilty of

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding ten years; or

b) est âgée de plus de quatorze ans mais de moins de dix-huit ans, en vue de permettre la commission d'un acte qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction visée à l'article 153;

c) est âgée de moins de dix-huit ans, en vue de permettre la commission d'un acte qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction visée aux articles 155 ou 159, au paragraphe 160(2) ou aux articles 170, 171, 267, 268, 269, 271, 272 ou 273.

(2) Quiconque commet l'infraction visée au présent article est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

4. L'article 282 de la même loi devient le paragraphe 282(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Lorsqu'un chef d'accusation vise l'infraction prévue au paragraphe (1) et que celle-ci n'est pas prouvée du seul fait que l'accusé ne croyait pas qu'il existait une ordonnance de garde valide, ce dernier peut cependant être reconnu coupable de l'infraction prévue à l'article 283 s'il y a preuve de cette dernière.

5. Le paragraphe 283(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

283. (1) Quiconque, étant le père, la mère, le tuteur ou une personne ayant la garde ou la charge légale d'une personne âgée de moins de quatorze ans, enlève, entraîne, retient, reçoit, cache ou héberge cette personne, qu'il y ait ou non une ordonnance rendue par un tribunal au Canada relativement à la garde de cette personne, dans l'intention de priver de la possession de celle-ci le père, la mère, le tuteur ou une autre personne ayant la garde ou la charge légale de cette personne est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans;

Where no belief in validity of custody order

Abduction

Peine

Croyance de l'accusé

Enlèvement

(b) an offence punishable on summary conviction.

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

6. Section 285 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

6. L'article 285 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Defence

285. No one shall be found guilty of an offence under sections 280 to 283 if the court is satisfied that the taking, enticing away, concealing, detaining, receiving or harbouring of any young person was necessary to protect the young person from danger of imminent harm or if the person charged with the offence was escaping from danger of imminent harm.

285. Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction prévue aux articles 280 à 283 si le tribunal est convaincu que les actes reprochés étaient nécessaires pour protéger la jeune personne en question d'un danger imminent ou si l'accusé fuyait pour se protéger d'un tel danger.

Défense

7. (1) Section 486 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsections:

7. (1) L'article 486 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Protection of child witnesses

(1.1) For the purposes of subsections (1) and (2.3) and for greater certainty, the "proper administration of justice" includes ensuring that the interests of witnesses under the age of fourteen years are safeguarded in proceedings in which the accused is charged with a sexual offence, an offence against any of sections 271, 272 and 273 or an offence in which violence against the person is alleged to have been used, threatened or attempted.

(1.1) Pour l'application des paragraphes (1) et (2.3), il demeure entendu que relève de la bonne administration de la justice le fait de veiller à ce que soit sauvegardé l'intérêt des témoins âgés de moins de quatorze ans dans les procédures relatives à une infraction soit d'ordre sexuel, soit visée aux articles 271, 272 ou 273, ou encore dans laquelle est alléguée l'utilisation, la tentative ou la menace de violence.

Protection des enfants qui témoignent

Support person

(1.2) In proceedings referred to in subsection (1.1), the presiding judge, provincial court judge or justice may, on application of the prosecutor or a witness who, at the time of the trial or preliminary hearing, is under the age of fourteen years, order that a support person of the witness' choice be permitted to be present and to be close to the witness while testifying.

(1.2) Dans les procédures visées au paragraphe (1.1), le juge, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix qui préside peut, sur demande du poursuivant ou d'un témoin qui, au moment du procès ou de l'enquête préliminaire, est âgé de moins de quatorze ans, ordonner qu'une personne de confiance choisie par ce dernier soit présente à ses côtés pendant qu'il témoigne.

Personne de confiance

Witness not to be a support person

(1.3) The presiding judge, provincial court judge or justice shall not permit a witness in the proceedings referred to in subsection (1.1) to be a support person unless the presiding judge, provincial court judge or justice is of the opinion that the proper administration of justice so requires.

(1.3) Le juge, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix qui préside ne peut permettre aux témoins d'agir comme personne de confiance dans les procédures visées au paragraphe (1.1) sauf si, à son avis, la bonne administration de la justice l'exige.

Exclusion des témoins comme personne de confiance

No communication while testifying

(1.4) The presiding judge, provincial court judge or justice may order that the support person and the witness not communicate with each other during the testimony of the witness.

(1.4) Le cas échéant, il peut aussi interdire toute communication entre la personne de confiance et le témoin pendant que celui-ci témoigne.

Interdiction de communiquer pendant le témoignage

(2) Section 486 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2.2) thereof, the following subsection:

(2.3) In proceedings referred to in subsection (1.1), the accused shall not personally cross-examine a witness who at the time of the proceedings is under the age of fourteen years, unless the presiding judge, provincial court judge or justice is of the opinion that the proper administration of justice requires the accused to personally conduct the cross-examination and, where the accused is not personally conducting the cross-examination, the presiding judge, provincial court judge or justice shall appoint counsel for the purpose of conducting the cross-examination.

8. (1) Paragraph 515(4)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(d) abstain from communicating with any witness or other person expressly named in the order, or refrain from going to any place expressly named in the order, except in accordance with the conditions specified in the order that the justice considers necessary;

(2) Subsection 515(4.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4.1) Before making an order under subsection (2), in the case of an accused who is charged with an offence in the commission of which violence against a person was used, threatened or attempted or an offence described in section 264 of this Act, or in subsection 39(1) or (2) or 48(1) or (2) of the *Food and Drugs Act* or in subsection 4(1) or (2) of the *Narcotic Control Act*, the justice shall consider whether it is desirable, in the interests of the safety of the accused or of any other person, to include as a condition of the order that the accused be prohibited from possessing any firearm or any ammunition or explosive substance for any period of time specified in the order and that the accused surrender any firearms acquisition certificate that the accused possesses, and where the justice decides that it is not desirable, in the interests of the safety of the accused or of any

(2) L'article 486 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2.2), de ce qui suit :

(2.3) Sauf si le juge, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix qui préside est d'avis que la bonne administration de la justice l'exige, l'accusé ne peut procéder lui-même, dans les procédures visées au paragraphe (1.1), au contre-interrogatoire d'un témoin qui, au moment du procès ou de l'enquête préliminaire, est âgé de moins de quatorze ans. Le juge nomme un avocat qui procède au contre-interrogatoire.

8. (1) L'alinéa 515(4)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou toute autre personne expressément nommés dans l'ordonnance ou d'aller à un endroit qui y est expressément nommé, si ce n'est en conformité avec les conditions spécifiées dans l'ordonnance que le juge de paix estime nécessaires;

(2) Le paragraphe 515(4.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4.1) Le juge de paix qui rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) dans le cas d'une infraction perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence contre la personne, d'une infraction visée à l'article 264 ou d'une infraction visée aux paragraphes 39(1) ou (2) ou 48(1) ou (2) de la *Loi sur les aliments et drogues* ou aux paragraphes 4(1) ou (2) de la *Loi sur les stupéfiants* doit considérer s'il est souhaitable pour la sécurité du prévenu, ou pour celle d'autrui, que celui-ci soit autorisé à posséder une arme à feu, des munitions ou des substances explosives et, selon le cas, inclure dans l'ordonnance une condition enjoignant au prévenu de remettre toute autorisation d'acquisition d'armes à feu en sa possession et lui interdisant d'avoir en sa possession une arme à feu, des munitions ou des substances explosives à tout moment ou pour la période qu'il indique.

Accused not to cross-examine child witness

1991, c. 40, s. 31(1)

Additional conditions

Interdiction du contre-interrogatoire des enfants par l'accusé

1991, ch. 40, par. 31(1)

Conditions additionnelles

other person, for the accused to possess any of those things, the justice may add the appropriate condition to the order.

Idem

(4.2) Before making an order under subsection (2), in the case of an accused who is charged with an offence described in section 264, or an offence in the commission of which violence against a person was used, threatened or attempted, the justice shall consider whether it is desirable, in the interests of the safety of any person, to include as a condition of the order that the accused abstain from communicating with any witness or other person expressly named in the order, or be prohibited from going to any place expressly named in the order.

(4.2) Le juge de paix qui rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) dans le cas d'une infraction visée à l'article 264 ou d'une infraction perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence doit considérer s'il est souhaitable pour la sécurité de toute personne d'assortir l'ordonnance de la condition selon laquelle l'accusé doit s'abstenir de communiquer avec les témoins ou les personnes qui y sont expressément nommés ou d'aller à un endroit qui y est expressément nommé.

Idem

1991, c. 40, s.
31(2)

(3) Subsections 515(7) and (8) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(3) Les paragraphes 515(7) et (8) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1991, ch. 40,
par. 31(2)

Order of
release

(7) Where an accused to whom paragraph 6(a), (c) or (d) applies shows cause why the accused's detention in custody is not justified, the justice shall order that the accused be released on giving an undertaking or entering into a recognizance described in any of paragraphs (2)(a) to (e) with the conditions described in subsections (4) to (4.2) or, where the accused was at large on an undertaking or recognizance with conditions, the additional conditions described in subsections (4) to (4.2), that the justice considers desirable, unless the accused, having been given a reasonable opportunity to do so, shows cause why the conditions or additional conditions should not be imposed.

35

(7) Le juge de paix ordonne la mise en liberté du prévenu visé aux alinéas (6)a), c) ou d), qui fait valoir l'absence de fondement de sa détention sous garde, sur remise de la promesse ou de l'engagement visés à l'un des alinéas (2)a) à e) et assortis des conditions visées aux paragraphes (4) à (4.2) qu'il estime souhaitables notamment, lorsque le prévenu était déjà en liberté sur remise de tels promesse ou engagement, les conditions supplémentaires visées aux paragraphes (4) à (4.2), à moins que celui-ci, ayant eu la possibilité de le faire, ne fasse valoir des motifs excluant l'application des conditions.

Ordonnance
de mise en
liberté

Idem

(8) Where an accused to whom paragraph (6)b) applies shows cause why the accused's detention in custody is not justified, the justice shall order that the accused be released on giving an undertaking or entering into a recognizance described in any of paragraphs (2)(a) to (e) with the conditions, described in subsections (4) to (4.2), that the justice considers desirable.

(8) Le juge de paix ordonne la mise en liberté du prévenu visé à l'alinéa (6)b), qui fait valoir l'absence de fondement de sa détention, sur remise de la promesse ou de l'engagement visés à l'un des alinéas (2)a) à e) et assortis des conditions visées aux paragraphes (4) à (4.2) qu'il estime souhaitables.

35

Idem

9. The heading following section 658 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Corroboration

Children's
evidence

659. Any requirement whereby it is mandatory for a court to give the jury a warning about convicting an accused on the evidence of a child is abrogated.

1992, c. 1, s.
58(1) (Sch. I,
item 12)

10. Paragraph (b) of the definition "sentence" in section 673 is repealed and the following substituted therefor:

(b) an order made under subsection 100(1) or (2), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), section 725, 726 or 727.9, subsection 736(1) or 15 section 744, and

11. Section 811 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Where fear of
sexual of-
fence

810.1 (1) Any person who fears on reasonable grounds that another person will commit 20 an offence under section 151, 152, 155 or 159, subsection 160(2) or (3), section 170 or 171, subsection 173(2) or section 271, 272 or 273, in respect of one or more persons who are under the age of fourteen years, may lay an 25 information before a provincial court judge, whether or not the person or persons in respect of whom it is feared that the offence will be committed are named.

Duty of pro-
vincial court
judge

(2) A provincial court judge who receives 30 an information under subsection (1) shall cause the parties to appear before the provincial court judge.

Adjudication

(3) The provincial court judge before whom the parties appear may, if satisfied by the 35 evidence adduced that the informant has reasonable grounds for the fear, order the defendant to enter into a recognizance and comply with the conditions fixed by the provincial court judge, including a condition 40 prohibiting the defendant from engaging in any activity that involves contact with persons under the age of fourteen years and prohibit-

9. L'intertitre qui suit l'article 658 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Corroboration

Témoignage
d'enfants

659. Est abolie l'obligation pour le tribunal 5 de mettre en garde le jury contre une éventuel- 5 le déclaration de culpabilité fondée sur le témoignage d'un enfant.

10. L'alinéa b) de la définition de « sen- 10 tence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 de la même loi, est abrogé et 10 remplacé par ce qui suit :

b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, 15 du paragraphe 491.1(2), des articles 725, 726 ou 727.9, du paragraphe 736(1) ou de l'article 744;

11. L'article 811 de la même loi est abrogé 20 et remplacé par ce qui suit :

810.1 (1) Quiconque a des motifs raisonnables de craindre que des personnes âgées de moins de quatorze ans seront victimes d'une infraction visée aux articles 151, 152, 155 ou 159, aux paragraphes 160(2) ou (3), aux 25 articles 170 ou 171, au paragraphe 173(2) ou aux articles 271, 272 ou 273 peut déposer une dénonciation devant un juge d'une cour provinciale, même si les personnes en ques- 30 tion n'y sont pas nommées.

Crainte d'une
infraction
d'ordre
sexuel

(2) Le juge qui reçoit la dénonciation fait comparaître les parties devant lui.

Devoir du
juge

(3) Le juge devant lequel les parties comparaissent peut, s'il est convaincu, par la preuve apportée, que les craintes du dénonciateur 35 sont fondées sur des motifs raisonnables, ordonner que le défendeur contracte un engagement assorti des conditions que le tribunal fixe, y compris celle interdisant au défendeur de se livrer à des activités qui entraînent des 40 contacts avec des personnes âgées de moins de quatorze ans et de se trouver dans un parc

Décision

ing the defendant from attending a public park or public swimming area where persons under the age of fourteen years are present or can reasonably be expected to be present, or a daycare centre, schoolground, playground or community centre, for any period fixed by the provincial court judge that does not exceed twelve months.

public ou une zone publique où l'on peut se baigner s'il y a des enfants ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il y en ait, une garderie, un terrain d'école, un terrain de jeu ou un centre communautaire.

Judge may vary recognizance

(4) The provincial court judge may, on application of the informant or the defendant, vary the conditions fixed in the recognizance.

(4) Le juge peut, sur demande du dénonciateur ou du défendeur, modifier les conditions fixées dans l'engagement.

Modification de l'engagement

Other provisions to apply

(5) Subsections 810(4) and (5) apply, with such modifications as the circumstances require, to recognizances made under this section.

(5) Les paragraphes 810(4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux engagements contractés en vertu du présent article.

Autres dispositions applicables

Breach of recognizance

811. A person bound by recognizance under section 810 or 810.1 who commits a breach of the recognizance is guilty of an offence punishable on summary conviction.

811. Quiconque viole l'engagement prévu aux articles 810 ou 810.1 est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Manquement à l'engagement

12. Form 23 of the said Act is amended by repealing the reference to "(Section 810)" after the heading "FORM 23" and substituting the following therefor:

12. La mention « (article 810) » qui suit le titre « FORMULE 23 » de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

(Sections 810 and 810.1)

(articles 810 et 810.1)

13. Form 32 of the said Act is amended by repealing the reference to "(Sections 493, 550, 679, 706, 707, 810 and 817)" after the heading "FORM 32" and substituting the following therefor:

13. La mention « (articles 493, 550, 679, 706, 707, 810 et 817) » qui suit le titre « FORMULE 32 » de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

(Sections 493, 550, 679, 706, 707, 810, 810.1 and 817)

(articles 493, 550, 679, 706, 707, 810, 810.1 et 817)

14. Section 6 of Form 32 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

14. L'article 6 de la formule 32 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. The condition of the above written recognizance is that if A.B. keeps the peace and is of good behaviour for the term of commencing on, the said recognizance is void, otherwise it stands in full force and effect [810 and 810.1].

6. L'engagement écrit ci-dessus est subordonné à la condition que si A.B. garde la paix et a une bonne conduite pendant la période de commençant le, ledit engagement est nul mais qu'au cas contraire il a pleine force et plein effet [810 ou 810.1].

R.S., c. Y-1,
R.S., c. 27
(1st Supp.), c. 24 (2nd
Supp.), c. 1
(3rd Supp.),
c. 1 (4th
Supp.); 1991,
c. 43; 1992,
cc. 1, 11, 47

YOUNG OFFENDERS ACT

LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS

L.R., ch. Y-1;
L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
ch. 24 (2^e
suppl.), ch. 1
(3^e suppl.),
ch. 1 (4^e
suppl.); 1991,
ch. 43; 1992,
ch. 1, 11, 47

15. Section 20 of the *Young Offenders Act* is amended by adding thereto the following subsection:

15. L'article 20 de la *Loi sur les jeunes contrevenants* est modifié par adjonction de ce qui suit :

No orders
under section
161 of *Crimi-
nal Code*

(11) Notwithstanding paragraph (1)(h), a youth court shall not make an order of prohibition under section 161 of the *Criminal Code* against a young person.

(11) Malgré l'alinéa (1)h), le tribunal pour adolescents ne peut rendre une ordonnance d'interdiction prévue à l'article 161 du *Code criminel* contre un adolescent.

Ordonnance
prévue à
l'article 161
du *Code
criminel*

TRANSITIONAL

DISPOSITION TRANSITOIRE

Transitional

16. On the later of the coming into force of section 5 of *An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof* and of section 10 of this Act, paragraph (b) of the definition "sentence" in section 673 is repealed and the following substituted therefor:

16. À la date d'entrée en vigueur de l'article 5 de la *Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants* ou à celle de l'article 10 de la présente loi, la plus récente de ces dates étant à retenir, l'alinéa b) de la définition de « sentence », à l'article 673 du *Code criminel*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Disposition
transitoire

(b) an order made under subsection 100(1) or (2), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), section 725, 726 or 727.9, subsection 736(1) or 736.11(1) or section 744, and

b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), de l'article 261, des paragraphes 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, du paragraphe 491.1(2), des articles 725, 726 ou 727.9, des paragraphes 736(1) ou 736.11(1) ou de l'article 744;

25

Conditional

17. If Bill C-90, introduced in the third session of the thirty-fourth Parliament and entitled *An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other Acts in consequence thereof*, is assented to, then

17. En cas de sanction du projet de loi C-90, déposé au cours de la troisième session de la trente-quatrième législature et intitulé *Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine) et d'autres lois en conséquence :*

Modification
conditionnel-
le

(a) on the later of the coming into force of section 1 of this Act and section 6 of that Bill, subsection 161(1) of the *Criminal Code*, as enacted by section 1 of this Act, is repealed and the following substituted therefor:

a) le paragraphe 161(1) du *Code criminel*, dans sa version édictée par l'article 1 de la présente loi, est, à la date d'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi ou à celle de l'article 6 de ce projet de loi, la plus récente de ces dates étant retenue, abrogé et remplacé par ce qui suit :

Order of
prohibition

161. (1) Where an offender is convicted, or is discharged on the conditions prescribed in a probation order under section 730, of an offence under section 151, 152, 155 or 159, subsection 160(2) or (3) or section 170, 171, 271, 272 or 273, in respect of a person who is under the age of fourteen years, the court that sentences the offender or directs that the accused be discharged, as the case may be, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence or any other condition prescribed in the order of discharge, shall consider making and may make, subject to the conditions or exemptions that the court directs, an order prohibiting the offender from

(a) attending a public park or public swimming area where persons under the age of fourteen years are present or can reasonably be expected to be present, or a daycare centre, schoolground, playground or community centre; or

(b) seeking, obtaining or continuing any employment, whether or not the employment is remunerated, or becoming or being a volunteer in a capacity, that involves being in a position of trust or authority towards persons under the age of fourteen years.

(b) on the later of the coming into force of section 10 of this Act and section 5 of that Bill, paragraph (b) of the definition "sentence" in section 673 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

(b) an order made under subsection 100(1) or (2), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2) or 730(1) or section 740, 741, 741.1 or 745.2, and

(c) on the latest of the coming into force of section 10 of this Act, section 5 of that Bill and section 5 of *An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof*, chapter 43 of the Statutes of Canada, 1991, paragraph (b) of the definition "sentence" in section 673 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

161. (1) Dans le cas où un contrevenant est déclaré coupable, ou absous sous le régime de l'article 730 aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation, d'une infraction visée aux articles 151, 152, 155 ou 159, aux paragraphes 160(2) ou (3) ou aux articles 170, 171, 271, 272 ou 273 à l'égard d'une personne âgée de moins de quatorze ans, le tribunal qui lui inflige une peine ou ordonne son absolution sous condition, en plus de toute autre peine ou de toute autre condition de l'ordonnance d'absolution applicables en l'espèce, sous réserve des conditions ou exemptions qu'il indique, peut interdire au contrevenant :

a) de se trouver dans un parc public ou une zone publique où l'on peut se baigner s'il y a des personnes âgées de moins de quatorze ans ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il y en ait, une garderie, un terrain d'école, un terrain de jeu ou un centre communautaire;

b) de chercher, d'accepter ou de garder un emploi — rémunéré ou non — ou un travail bénévole qui le placerait en relation de confiance ou d'autorité vis-à-vis de personnes âgées de moins de quatorze ans.

Le tribunal doit dans tous les cas considérer l'opportunité de rendre une telle ordonnance.

b) l'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 du *Code criminel*, est, à la date d'entrée en vigueur de l'article 10 de la présente loi ou à celle de l'article 5 de ce projet de loi, la plus récente de ces dates étant retenue, abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, des paragraphes 491.1(2) ou 730(1), des articles 740, 741, 741.1 ou 745.2;

c) l'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 du *Code criminel*, est, à la date d'entrée en vigueur de l'article 10 de la présente loi, à celle de l'article 5 de ce projet de loi ou à celle de l'article 5 de la *Loi modifiant le Code criminel (troubles*

Ordonnance
d'intervention

(b) an order made under subsection 100(1) or (2), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2) or 730(1), section 740, 741, 741.1 or 745.2 or subsection 747.1(1), 5 and

mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants, chapitre 43 des Lois du Canada (1991), la plus récente de ces dates étant retenue, abrogé et remplacé 5 par ce qui suit :

b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, des 10 paragraphes 491.1(2) ou 730(1), des articles 740, 741, 741.1 ou 745.2 ou du paragraphe 747.1(1);

Conditional

18. If Bill C-85, introduced in the third session of the thirty-fourth Parliament and entitled *An Act respecting the control of psychoactive substances and their precursors* 10 *and to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Proceeds of Crime (money laundering) Act and repeal the Narcotic Control Act in consequence thereof*, is assented to, then on the later of the coming into force of subsection 8(2) of this Act and section 6 of that Bill, subsection 515(4.1) of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

18. En cas de sanction du projet de loi C-85, déposé au cours de la troisième 15 session de la trente-quatrième législature et intitulé *Loi portant réglementation des substances psychotropes et de leurs précurseurs, modifiant le Code criminel, la Loi sur les aliments et drogues et la Loi sur le recyclage 20 des produits de la criminalité et abrogeant la Loi sur les stupéfiants en conséquence*, le paragraphe 515(4.1) du Code criminel, est, à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 8(2) de la présente loi ou à celle de 25 l'article 6 de ce projet de loi, la plus récente de ces dates étant retenue, abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modifications conditionnelles

Additional conditions

(4.1) Before making an order under subsection (2), in the case of an accused who is charged with an offence in the commission of which violence against a person was used, threatened or attempted or an offence de- 25 scribed in section 264 of this Act, or in subsection 6(1) or (2) of the *Psychoactive Substance Control Act*, the justice shall consider whether it is desirable, in the interests of the safety of the accused or of any other 30 person, to include as a condition of the order that the accused be prohibited from possessing any firearm or any ammunition or explosive substance for any period of time specified in the order and that the accused surrender any 35 firearms acquisition certificate that the accused possesses, and where the justice decides that it is not desirable, in the interests of the safety of the accused or of any other person, for the accused to possess any of those things, 40 the justice may add the appropriate condition to the order.

(4.1) Le juge de paix qui rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) dans le cas 30 d'une infraction perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence contre la personne, d'une infraction visée à l'article 264 ou d'une infraction visée aux paragraphes 6(1) ou (2) de la *Loi réglementant les psychotropes* doit 35 considérer s'il est souhaitable pour la sécurité du prévenu, ou pour celle d'autrui, que celui-ci soit autorisé à posséder une arme à feu, des munitions ou des substances explosives et, selon le cas, inclure dans l'ordonnance 40 une condition enjoignant au prévenu de remettre toute autorisation d'acquisition d'armes à feu en sa possession et lui interdisant d'avoir en sa possession une arme à feu, des munitions ou des substances explosives à tout 45 moment ou pour la période qu'il indique.

Conditions additionnelles

Conditional

19. On the later of the coming into force of section 10 of this Act and section 5 of *An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof*, chapter 43 of the Statutes of Canada, 1991, paragraph (b) of the definition "sentence" in section 673 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

(b) an order made under subsection 100(1) or (2), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), section 725, 726 or 727.9, subsection 736(1) or 736.11(1) or section 744, and

COMING INTO FORCE

20. This Act or any provision of this Act or any provision of the *Criminal Code* amended or enacted by this Act shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Coming into force

19. L'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 du *Code criminel*, est, à la date d'entrée en vigueur de l'article 10 de la présente loi ou à celle de l'article 5 de la *Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre 43 des Lois du Canada (1991), la plus récente de ces dates étant retenue, abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, du paragraphe 491.1(2), des articles 725, 726 ou 727.9, des paragraphes 736(1) ou 736.11(1) ou de l'article 744;

ENTRÉE EN VIGUEUR

20. La présente loi ou telle de ses dispositions ou des dispositions du *Code criminel* édictées ou modifiées par la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Modifications conditionnelles

Entrée en vigueur



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

C-127

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-127

An Act to amend the Canada Grain Act

First reading, April 27, 1993

THE MINISTER OF AGRICULTURE

C-127

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-127

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada

Première lecture le 27 avril 1993



LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-127

PROJET DE LOI C-127

An Act to amend the Canada Grain Act

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada

R.S., c. G-10;
R.S., cc. 31, 49
(1st Supp.), c.
29 (3rd Supp.),
c. 37 (4th
Supp.); 1988, c.
65

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 37 (4th
Supp.), s. 1(1)

1. (1) The definitions "grain", "installation de transbordement", "installation de transformation", "installation primaire" and "installation terminale" in section 2 of the French version of the *Canada Grain Act* are repealed.

(2) The definition "contaminated" in section 2 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"contaminated"
« contaminé »

"contaminated" means, in respect of grain, containing any substance in sufficient quantity that the grain is unfit for consumption by persons and animals or is adulterated within the meaning of the regulations made pursuant to paragraph 30(1)(a) of the *Food and Drugs Act*;

(3) Subparagraphs (a)(ii) and (iii) of the definition "elevator" in section 2 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(ii) constructed for the purpose of handling and storing grain received directly from producers, otherwise than as part of the farming operation of a particular producer or as part of the operation of a feed mill or seed

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. (1) Les définitions de « grain », « installation de transbordement », « installation de transformation », « installation primaire » et « installation terminale », à l'article 2 de la version française de la *Loi sur les grains du Canada*, sont abrogées.

(2) La définition de « contaminé », à l'article 2 de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« contaminé » État des grains qui contiennent une substance en quantité telle qu'ils sont impropres à la consommation humaine et animale ou qui sont falsifiés au sens des règlements pris en vertu de l'alinéa 30(1)a) de la *Loi sur les aliments et drogues*.

(3) Les sous-alinéas a)(ii) et (iii) de la définition de « installation » ou « silo », à l'article 2 de la même loi, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(ii) construites en vue de la manipulation et du stockage des grains directement reçus des producteurs, à l'exclusion de celles destinées à l'exploitation agricole d'un producteur particulier ou affectées à l'exploita-

L.R., ch. G-10;
L.R., ch. 31, 49
(1^{er} suppl.), ch.
29 (3^e suppl.),
ch. 37 (4^e
suppl.); 1988,
ch. 65

L.R., ch. 37 (4^e
suppl.), par.
5 1(1)

« contaminé »
"contaminated"

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Canada Grain Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada ».

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: (1) The definitions "grain", "installation de transbordement", "installation de transformation", "installation primaire" and "installation terminale" in section 2 of the French version read as follows:

« grain » Constituent des grains les graines ou céréales désignées comme tels par règlement.

« installation de transbordement »

a) Silo des régions de l'Est ou de l'Ouest servant principalement au transbordement de grain officiellement inspecté et pesé dans un autre silo;

b) silo de la région de l'Est en outre destiné à recevoir, nettoyer et stocker du grain provenant de l'Est ou de l'étranger.

« installation de transformation » Silo destiné principalement à la réception et au stockage des grains en vue de leur préparation industrielle ou de leur transformation.

« installation primaire » Silo destiné principalement à recevoir des grains, directement des producteurs, pour stockage ou expédition ou pour les deux.

« installation terminale » Silo destiné principalement à recevoir du grain, au moment de son inspection et de sa pesée officielles ou par la suite, et à le nettoyer, le stocker et le traiter avant expédition.

(2) The definition "contaminated" in section 2 at present reads as follows:

"contaminated" means, in respect of grain, containing any substance in sufficient quantity that the grain is unfit for consumption by persons and animals;

NOTES EXPLICATIVES

Article 1, (1). — Texte actuel des définitions de « grain », « installation de transbordement », « installation de transformation », « installation primaire » et « installation terminale » à l'article 2 de la version française :

« grain » Constituent des grains les graines ou céréales désignées comme tels par règlement.

« installation de transbordement »

a) Silo des régions de l'Est ou de l'Ouest servant principalement au transbordement de grain officiellement inspecté et pesé dans un autre silo;

b) silo de la région de l'Est en outre destiné à recevoir, nettoyer et stocker du grain provenant de l'Est ou de l'étranger.

« installation de transformation » Silo destiné principalement à la réception et au stockage des grains en vue de leur préparation industrielle ou de leur transformation.

« installation primaire » Silo destiné principalement à recevoir des grains, directement des producteurs, pour stockage ou expédition ou pour les deux.

« installation terminale » Silo destiné principalement à recevoir du grain, au moment de son inspection et de sa pesée officielles ou par la suite, et à le nettoyer, le stocker et le traiter avant expédition.

(2). — Texte actuel de la définition de « contaminé » à l'article 2 :

« contaminé » État des grains qui contiennent une substance en quantité telle qu'ils sont impropres à la consommation humaine et animale.

cleaning plant, and into which grain may be received, at which grain may be weighed, elevated and stored and out of which grain may be discharged, or

(iii) constructed for the purpose of handling and storing grain as part of the operation of a flour mill, malt house, distillery, grain oil extraction plant or other grain processing plant, not including a feed mill or seed cleaning plant, and into which grain may be received, at which grain may be weighed, elevated and stored and out of which grain may be discharged for processing or otherwise,

tion d'une fabrique d'aliments pour animaux ou d'une station de nettoiment des semences, et équipées pour la réception, la pesée, le levage, le stockage et le déchargement des grains,

(iii) construites en vue de la manutention et du stockage des grains dans le cadre de l'exploitation d'une minoterie, d'une malterie, d'une distillerie, d'une usine d'extraction d'huile ou de toute autre usine de transformation, à l'exclusion d'une fabrique d'aliments pour animaux ou d'une station de nettoiment des semences, et équipées pour la réception, la pesée, le levage et le stockage des grains ainsi que pour leur déchargement en vue de la transformation notamment;

(4) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

"class"
« classe »

"class", in respect of grain, means any variety or varieties of grain designated by order of the Commission as a class for the purposes of this Act;

"special crop"
« produit d'une culture spéciale »

"special crop" means any grain designated by regulation as a special crop for the purposes of this Act;

(4) L'article 2 de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« classe » La ou les variétés de grain désignées comme telle par arrêté de la Commission.

« produit d'une culture spéciale » Les grains désignés comme tel par règlement.

(5) Section 2 of the French version of the said Act is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

« grain »
"grain"

« grain » Les graines ou céréales désignées comme tel par règlement.

« installation de transbordement » ou « silo de transbordement »
"transfer elevator"

« installation de transbordement » ou « silo de transbordement »

a) Silo des régions de l'Est ou de l'Ouest servant principalement au transbordement de grain officiellement inspecté et pesé dans un autre silo;

b) silo de la région de l'Est en outre destiné à recevoir, nettoyer et stocker du grain provenant de l'Est ou de l'étranger.

(5) L'article 2 de la version française de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« grain » Les graines ou céréales désignées comme tel par règlement.

« installation de transbordement » ou « silo de transbordement »

a) Silo des régions de l'Est ou de l'Ouest servant principalement au transbordement de grain officiellement inspecté et pesé dans un autre silo;

b) silo de la région de l'Est en outre destiné à recevoir, nettoyer et stocker du grain provenant de l'Est ou de l'étranger.

(3) The relevant portion of the definition “elevator” in section 2 at present reads as follows:

“elevator” means

(a) any premises in the Western Division

...

(ii) constructed for the purpose of handling and storing grain received directly from producers, otherwise than as a part of the farming operation of a particular producer, and into which grain may be received, at which grain may be weighed, elevated and stored and out of which grain may be discharged, or

(iii) constructed for the purpose of handling and storing grain as part of the operation of a flour mill, feed mill, seed cleaning plant, malt house, distillery, grain oil extraction plant or other grain processing plant, and into which grain may be received, at which grain may be weighed, elevated and stored and out of which grain may be discharged for processing or otherwise,

(3). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l’alinéa a) de la définition de « installation » ou « silo » à l’article 2 :

« installation » ou « silo » Les installations suivantes, notamment celles qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou d’une province ou à leur mandataire ou qui sont exploitées par l’un d’eux :

a) les installations situées dans la région de l’Ouest et, selon le cas :

...

(ii) construites en vue de la manutention et du stockage des grains directement reçus des producteurs, à l’exclusion de celles destinées à l’exploitation agricole d’un producteur particulier, et équipées pour la réception, la pesée, le levage, le stockage et le déchargement des grains,

(iii) construites en vue de la manutention et du stockage de grain dans le cadre de l’exploitation d’une minoterie, d’une fabrique d’aliments pour les animaux, d’une station de nettoyage des semences, d’une malterie, d’une distillerie, d’une usine d’extraction d’huile ou de toute autre usine de transformation, et équipées pour la réception, la pesée, le levage et le stockage des grains ainsi que pour leur déchargement en vue de la transformation notamment;

(4) and (5) New

(4) et (5). — Nouveau.

« installation de transformation » ou « silo de transformation »
"process elevator"

« installation primaire » ou « silo primaire »
"primary elevator"

« installation terminale » ou « silo terminal »
"terminal elevator"

R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 2

Commission established

Chief commissioner and assistant chief commissioner

Powers of assistant chief commissioner

Posting

« installation de transformation » ou « silo de transformation » Silo destiné principalement à la réception et au stockage du grain en vue de sa préparation industrielle ou de sa transformation.

« installation primaire » ou « silo primaire » Silo destiné principalement à recevoir du grain, directement des producteurs, pour stockage ou expédition ou pour les deux.

« installation terminale » ou « silo terminal » Silo destiné principalement à recevoir du grain, au moment de son inspection et de sa pesée officielles ou par la suite, et à le nettoyer, le stocker et le traiter avant expédition.

2. Section 3 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. There is hereby established a Commission to be known as the Canadian Grain Commission consisting of not fewer than three and not more than nine commissioners to be appointed by the Governor in Council to hold office, during good behaviour, for a renewable term of up to seven years.

3. Subsection 4(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

4. (1) The Governor in Council shall designate one of the commissioners to be chief commissioner and another commissioner to be assistant chief commissioner.

(1.1) The assistant chief commissioner may exercise all the powers and perform all the functions of the chief commissioner in the event of the absence or incapacity of the chief commissioner or if the office of the chief commissioner is vacant.

4. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 4 thereof, the following section:

4.1 The chief commissioner and at least two other commissioners as may be designated by the Governor in Council shall exercise their powers and perform their duties under this Act at the head office and all other commissioners shall exercise their powers and perform their duties under this Act at any

« installation de transformation » ou « silo de transformation » Silo destiné principalement à la réception et au stockage du grain en vue de sa préparation industrielle ou de sa transformation.

« installation primaire » ou « silo primaire » Silo destiné principalement à recevoir du grain, directement des producteurs, pour stockage ou expédition ou pour les deux.

« installation terminale » ou « silo terminal » Silo destiné principalement à recevoir du grain, au moment de son inspection et de sa pesée officielles ou par la suite, et à le nettoyer, le stocker et le traiter avant expédition.

2. L'article 3 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

3. Est constituée la Commission canadienne des grains, composée de trois à neuf commissaires nommés à titre inamovible par le gouverneur en conseil pour un mandat renouvelable maximal de sept ans.

3. Le paragraphe 4(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. (1) Le gouverneur en conseil désigne le président et le vice-président parmi les commissaires.

(1.1) Le vice-président exerce les pouvoirs et fonctions du président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci ou de vacance de son poste.

4. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 4, de ce qui suit :

4.1 Le président et au moins deux autres commissaires que le gouverneur en conseil peut désigner exercent les pouvoirs et fonctions que leur confère la présente loi au siège de la Commission; les autres commissaires les exercent au lieu que peut désigner le gouverneur en conseil.

« installation de transformation » ou « silo de transformation »
"process elevator"

« installation primaire » ou « silo primaire »
"primary elevator"

« installation terminale » ou « silo terminal »
"terminal elevator"

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), art. 2

Constitution de la Commission

Président et vice-président

Attributions du vice-président

Affectation

Clause 2: Section 3 at present reads as follows:

3. There is hereby established a Commission to be known as the Canadian Grain Commission consisting of three commissioners to be appointed by the Governor in Council to hold office, during good behaviour, for a renewable term of up to seven years.

Article 2. — Texte actuel de l'article 3 :

3. Est constituée la Commission canadienne des grains, composée de trois commissaires nommés à titre inamovible par le gouverneur en conseil pour un mandat renouvelable maximal de sept ans.

Clause 3: Subsection 4(1) at present reads as follows:

4. (1) The Governor in Council shall designate one of the commissioners to be chief commissioner and another commissioner to exercise all the powers and perform all the functions of the chief commissioner in the event of the absence or incapacity of the chief commissioner or if the office of chief commissioner is vacant.

Article 3. — Texte actuel du paragraphe 4(1) :

4. (1) Le gouverneur en conseil désigne le président parmi les trois commissaires et charge un autre commissaire d'exercer les pouvoirs et fonctions de celui-ci en cas d'absence ou d'empêchement ou de vacance de son poste.

Clause 4: New

Article 4. — Nouveau.

place that may be designated by the Governor in Council.

5. Subsections 6(3) and (4) of the said Act are repealed.

5. Les paragraphes 6(3) et (4) de la même loi sont abrogés.

R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 3

6. Sections 9 and 10 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

5 6. Les articles 9 et 10 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), art. 3

Staff

10. Such officers and employees as are necessary for the proper conduct of the business of the Commission, including managers and employees employed at elevators constructed or acquired by Her Majesty in right of Canada and administered by the Commission pursuant to this Act, shall be appointed in the manner authorized by law.

10. Les cadres et employés nécessaires à l'exécution des travaux de la Commission, notamment le personnel — directeurs compris — des installations construites ou acquises par Sa Majesté du chef du Canada et gérées par la Commission conformément à la présente loi, sont nommés conformément aux modalités prévues par la loi.

5 Personnel

7. Section 12 of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (e) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (f) thereof and by adding thereto the following paragraph:

7. L'article 12 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(g) fixing the allowance to be paid to members of grain standards committees and grain appeal tribunals.

g) fixer le traitement à verser aux membres des comités de normalisation des grains et à ceux des tribunaux d'appel en matière de grains.

8. Paragraph 14(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. L'alinéa 14(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

20

(a) recommend and establish grain grades and standards for those grades and implement a system of grading and inspection for Canadian grain, based on kernel visual identification of grains and classes of grain, to ensure an adequate determination of the quality of that grain and meet the need for efficient marketing in and outside Canada;

a) propose et établit des grades de grain et des normes les concernant et met en oeuvre un système de classement par grades et d'inspection du grain canadien, fondé sur l'identification visuelle des grains et des classes de grain, permettant d'en identifier fidèlement la qualité et d'en assurer la commercialisation dans le pays et à l'étranger;

9. Paragraph 22(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

9. L'alinéa 22a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(a) if the member is not employed in the public service of Canada, an allowance for the member's services in an amount to be fixed by Commission by-laws; and

a) s'ils ne sont pas agents de l'administration publique fédérale, le traitement que fixe la Commission par règlement administratif;

35

Clause 5: Subsections 6(3) and (4) read as follows:

(3) A commissioner ceases to hold office on attaining the age of sixty-five years, except that where the Governor in Council is of opinion that it would be in the public interest to extend the term of office of a commissioner beyond that age, the Governor in Council may, not later than one month after the termination of the commissioner's term of office, by order, extend the term of office of the commissioner beyond the age of sixty-five years for any additional period not exceeding one year.

(4) An order made pursuant to subsection (3) shall not authorize the continuance in office of any commissioner after attaining the age of seventy years.

Clause 6: Sections 9 and 10 at present read as follows:

9. (1) The Governor in Council may appoint six persons as officers of the Commission, to be known as assistant commissioners, to hold office, during good behaviour, for a renewable term of up to five years.

(2) Section 5 applies, with such modifications as the circumstances require, to assistant commissioners appointed pursuant to subsection (1).

10. Such officers and employees, other than assistant commissioners, as are necessary for the proper conduct of the business of the Commission, including managers and employees employed at elevators constructed or acquired by Her Majesty in right of Canada and administered by the Commission pursuant to this Act, shall be appointed in the manner authorized by law.

Clause 7: The relevant portion of section 12 at present reads as follows:

12. The Commission may make by-laws

Clause 8: The relevant portion of subsection 14(1) at present reads as follows:

14. (1) Subject to this Act, the Commission shall, in furtherance of its objects,

(a) recommend and establish grain grades and standards for those grades and implement a system of grading and inspection for Canadian grain to reflect adequately the quality of that grain and meet the need for efficient marketing in and outside Canada;

Clause 9: The relevant portion of section 22 at present reads as follows:

22. Each member of a grain standards committee is entitled to be paid

(a) if the member is not employed in the public service of Canada, an allowance for his services in an amount to be fixed by the Governor in Council; and

Article 5. — Texte des paragraphes 6(3) et (4) :

(3) La limite d'âge pour le maintien au poste de commissaire est de soixante-cinq ans, sauf prorogation de mandat, dans le mois suivant l'expiration et pour des périodes maximales d'un an, par décret du gouverneur en conseil dans les cas où celui-ci l'estime justifié par l'intérêt public.

(4) La prorogation du mandat, en application du paragraphe (3), ne permet pas le maintien au poste au-delà de soixante-dix ans.

Article 6. — Texte actuel des articles 9 et 10 :

9. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre inamovible, six commissaires adjoints pour un mandat renouvelable maximal de cinq ans.

(2) L'article 5 s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux commissaires adjoints nommés en application du paragraphe (1).

10. Les autres cadres et employés nécessaires à l'exécution des travaux de la Commission, notamment le personnel — directeurs compris — des installations construites ou acquises par Sa Majesté du chef du Canada et gérées par la Commission conformément à la présente loi, sont nommés conformément aux modalités prévues par la loi.

Article 7. — Texte actuel du passage introductif de l'article 12 :

12. La Commission peut, par règlement administratif :

Article 8. — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 14 :

14. (1) Pour réaliser sa mission, la Commission, sous réserve des autres dispositions de la présente loi :

a) propose et établit des grades de grain et des normes les concernant et met en oeuvre un système de classement par grades et d'inspection du grain canadien permettant d'en identifier fidèlement la qualité et d'en assurer la commercialisation dans le pays et à l'étranger;

Article 9. — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 22 :

22. Les membres des comités de normalisation des grains ont droit de percevoir :

a) s'ils ne sont pas agents de l'administration publique fédérale, le traitement fixé par le gouverneur en conseil;

10. Section 30 of the said Act is renumbered as subsection 30(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

Grading of
unofficial
samples

(2) An inspector may, on application for grading and in the prescribed manner, grade unofficial samples of grain.

11. Paragraph 37(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(a) if the member is not employed in the public service of Canada, an allowance for the member's services in an amount to be fixed by Commission by-laws; and

12. (1) Section 44 of the said Act is renumbered as subsection 44(1).

(2) Paragraph 44(1)(b) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (ii) thereof, by adding the word "or" at the end of subparagraph (iii) thereof and by adding thereto the following subparagraph:

(iv) that person deals only in special crops.

(3) Section 44 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) Subsection (1) does not apply to

(a) the operator of a process elevator into which all the grain received is for direct manufacture or for processing into other products; or

(b) the operator of an elevator that receives only special crops.

13. Sections 45 to 47 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

45. (1) Where a person who proposes to operate a primary or process elevator or to carry on business as a grain dealer applies in writing to the Commission for a licence and the Commission is satisfied that the applicant and the elevator, if any, meet the requirements of this Act, the Commission may

10. L'article 30 de la même loi devient le paragraphe 30(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

5 (2) L'inspecteur peut, de la façon réglementaire, procéder à l'attribution d'un grade à un échantillon non officiel de grain qui lui est présenté à cette fin.

11. L'alinéa 37a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) s'ils ne font pas partie de l'administration publique fédérale, au traitement que fixe la Commission par règlement administratif;

15 12. (1) L'article 44 de la même loi devient le paragraphe 44(1).

(2) L'alinéa 44(1)b) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(iv) de n'exercer ses activités qu'à l'égard des produits d'une culture spéciale.

25 (3) L'article 44 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'exploitant d'un silo de transformation qui procède à la préparation industrielle ou à la transformation de la totalité du grain qu'il y reçoit ni à l'exploitant d'un silo qui ne reçoit que des produits d'une culture spéciale.

35 13. Les articles 45 à 47 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

45. (1) Lorsqu'elle est convaincue que l'intéressé et, le cas échéant, le silo satisfont aux exigences de la présente loi, la Commission peut, sur demande écrite d'une personne qui se propose d'exploiter un silo primaire ou un silo de transformation ou un commerce de grains :

Attribution
d'un grade aux
échantillons
non officiels

Exceptions

Exceptions

R.S., c. 37 (4th
Suppl.), s. 16

L.R., ch. 37 (4
suppl.), art. 16

Issue of
licences:
primary and
process
elevators and
grain dealers

Délivrance de
licences — silo
primaire, silo de
transformation
et commerce de
grains

*Clause 10: New**Article 10. — Nouveau.*

Clause 11: The relevant portion of section 37 at present reads as follows:

- 37.** Each member of a grain appeal tribunal is entitled to be paid
- (a) if the member is not employed in the public service of Canada, an allowance for his services in an amount to be fixed by the Governor in Council; and

Article 11. — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 37 :

- 37.** Les membres des tribunaux d'appel pour les grains ont droit :
- a) s'ils ne font pas partie de l'administration publique fédérale, à l'allocation fixée par le gouverneur en conseil;

*Clause 12: (1) New**Article 12, (1). — Nouveau.*

(2) New. The relevant portion of section 44 at present reads as follows:

- 44.** No person shall

(2). — Nouveau. Texte actuel du passage introductif de l'article 44 :

- 44.** Il est interdit :

- (b) carry on business as a grain dealer unless

- b) de faire profession de négociant en grains à moins selon le cas :

*(3) New**(3). — Nouveau.*

Clause 13: Sections 45 to 47 at present read as follows:

45. (1) Where a person who proposes to operate an elevator or to carry on business as a grain dealer applies in writing to the Commission for a licence and the Commission is satisfied that the applicant and the elevator, if any, meet the requirements of this Act, the Commission may

Article 13. — Texte actuel des articles 45 à 47 :

45. (1) Lorsqu'elle est convaincue que l'intéressé et, le cas échéant, l'installation satisfont aux exigences de la présente loi, la Commission peut, sur demande écrite d'une personne qui se propose d'exploiter une installation ou un commerce de grains :

- (a) issue to the applicant a licence of a class or subclass determined by the Commission to be appropriate to the type of operation of that elevator or the business of that grain dealer; and
- (b) subject to the regulations, fix the security to be given, by way of bond, insurance or otherwise, by the applicant or licensee.

- a) lui délivrer la licence appropriée en l'occurrence;
- b) prévoir, sous réserve des règlements, la garantie à fournir sous forme de cautionnement, d'assurance ou autre par le demandeur ou titulaire de licence.

- (2) A licence issued pursuant to subsection (1) shall be

(2) Toute licence délivrée conformément au paragraphe (1) :

- a) a une durée de validité maximale de cinq ans;

(a) issue to the applicant a licence of a class or subclass determined by the Commission to be appropriate to the type of operation of that elevator or the business of that grain dealer; and

(b) subject to the regulations, fix the security to be given by the applicant or licensee, by way of bond, insurance or otherwise, regarding the applicant's or licensee's obligations for the payment of money or the delivery of grain to producers of grain who are holders of cash purchase tickets, elevator receipts or grain receipts issued by the applicant or licensee pursuant to this Act in relation to any grain actually produced by the holders and delivered to the licensee.

Issue of
licences:
terminal and
transfer
elevators

(2) Where a person who proposes to operate a terminal or transfer elevator applies in writing to the Commission for a licence and the Commission is satisfied that the applicant and the elevator, if any, meet the requirements of this Act, the Commission may

(a) issue to the applicant a licence of a class or subclass determined by the Commission to be appropriate to the type of operation of that elevator; and

(b) subject to the regulations, fix the security to be given by the applicant or licensee, by way of bond, insurance or otherwise, regarding the applicant's or licensee's obligations for the payment of money or the delivery of grain to holders of elevator receipts issued by the applicant or licensee pursuant to this Act.

Terms and
conditions of
licence

(3) A licence issued pursuant to this section shall be

(a) for a term not exceeding five years; and

(b) subject to such conditions, in addition to any prescribed conditions, as the Commission deems appropriate in the public interest for facilitating trade in grain.

Refusal to issue
elevator licence

46. (1) The Commission may refuse to issue an elevator licence if the applicant has not given the security fixed pursuant to section 45 or fails to establish to the satisfaction of the Commission that

a) lui délivrer la licence appropriée en l'occurrence;

b) fixer, sous réserve des règlements, la garantie à fournir sous forme de cautionnement, d'assurance ou autre par le demandeur ou titulaire de licence à l'égard de ses obligations de paiement ou de livraison de grain contractées envers les producteurs qui lui auront livré du grain effectivement produit par eux et qui seront détenteurs d'accusés de réception, de bons de paiement ou de récépissés délivrés par lui à cet égard en application de la présente loi.

(2) Lorsqu'elle est convaincue que l'intéressé et, le cas échéant, le silo satisfont aux exigences de la présente loi, la Commission peut, sur demande écrite d'une personne qui se propose d'exploiter un silo terminal ou de transbordement :

a) lui délivrer la licence appropriée en l'occurrence;

b) fixer, sous réserve des règlements, la garantie à fournir sous forme de cautionnement, d'assurance ou autre par le demandeur ou titulaire de licence à l'égard de ses obligations de paiement ou de livraison de grain contractées envers les détenteurs de récépissés délivrés par lui en application de la présente loi.

Délivrance de
licences — silo
terminal ou de
transbordement

(3) Toute licence délivrée en vertu du présent article :

a) a une durée de validité maximale de cinq ans;

b) est assortie des conditions réglementaires et des autres conditions que la Commission juge, dans l'intérêt public, de nature à faciliter le commerce des grains.

Modalités des
licences

46. (1) La Commission peut refuser de délivrer une licence d'exploitation de silo si l'intéressé n'a pas versé la garantie qu'elle a fixée en vertu de l'article 45 ou n'établit pas, à sa satisfaction :

Ref de
délivrance de
licence — silo

- (a) for a term not exceeding five years; and
- (b) subject to such conditions, in addition to any prescribed conditions, as the Commission deems appropriate in the public interest for facilitating trade in grain.

46. (1) No licence to operate an elevator shall be issued unless the applicant for the licence establishes to the satisfaction of the Commission that

- (a) the premises the applicant proposes to use are appropriate for the storage and handling of grain;
- (b) the elevator is or will be of such type and in such condition and the equipment of the elevator is or will be of such type and size and in such condition as to enable the applicant to provide, at the location where he proposes to operate the elevator, the services required by or pursuant to this Act to be provided at that location by a licensee holding a licence of the class for which the applicant has applied; and
- (c) the applicant is financially able to carry on the proposed elevator operation and has given security, by bond, insurance or otherwise, sufficient to ensure that the applicant's obligations for the payment of money or delivery of grain to producers of grain who are holders of cash purchase tickets, elevator receipts and grain receipts issued by the applicant pursuant to this Act in relation to any grain actually produced by the holders will be met.

(2) No grain dealer's licence shall be issued unless the applicant for the licence establishes to the satisfaction of the Commission that the applicant is financially able to carry on the proposed grain dealer's business and has given security, by bond, insurance or otherwise, sufficient to ensure that the applicant's obligations for the payment of money or delivery of grain to producers of grain who are holders of cash purchase tickets or grain receipts issued by the applicant pursuant to this Act in relation to any grain actually produced by the holders will be met.

47. (1) The Commission may refuse to issue a licence where the applicant has been convicted of an offence under this Act within the twelve months immediately preceding the application for the licence and the Commission is satisfied that it would not be in the public interest to issue a licence to the applicant.

(2) The Commission shall, before refusing to issue a licence, afford the applicant for the licence or a representative of the applicant a full and ample opportunity to be heard in relation to the application.

(3) Any refusal to issue a licence shall be by order of the Commission.

b) est assortie des conditions réglementaires et des autres conditions que la Commission juge, dans l'intérêt public, de nature à faciliter le commerce des grains.

46. (1) La Commission ne peut délivrer de licence d'exploitation que si l'intéressé établit, à sa satisfaction :

- a) que les locaux qu'il se propose d'utiliser conviennent au stockage et à la manutention du grain;
- b) que le type et l'état de l'installation et de son équipement ainsi que la dimension de celui-ci lui permettront de fournir, au lieu d'exploitation proposé, les services imposés sous le régime de la présente loi au titulaire de la licence en cause;
- c) qu'il peut financer son exploitation et que les garanties qu'il a fournies, en application de la présente loi, sous forme de cautionnement, d'assurance ou autre sont suffisantes pour assurer l'exécution des obligations de paiement ou de livraison de grains qu'il a contractées à l'égard des producteurs qui lui ont livré du grain qu'ils ont effectivement produit et qui sont détenteurs de bons de paiement, d'accusés de réception ou de récépissés délivrés par lui à cet égard en application de la présente loi.

(2) La Commission ne peut délivrer de licence de négociant en grains que si l'intéressé lui démontre qu'il peut financer son commerce et que les garanties qu'il a fournies, en application de la présente loi, sous forme de cautionnement, d'assurance ou autre sont suffisantes pour assurer l'exécution des obligations de paiement ou de livraison qu'il a contractées à l'égard des producteurs qui lui ont livré du grain qu'ils ont effectivement produit et qui sont détenteurs de bons de paiement ou d'accusés de réception délivrés par lui à cet égard en application de la présente loi.

47. (1) La Commission peut refuser de délivrer une licence à toute personne condamnée pour infraction à la présente loi dans les douze mois qui précèdent la demande lorsqu'elle est convaincue que cela serait contraire à l'intérêt public.

(2) Avant de refuser la délivrance, la Commission donne à l'intéressé ou à son représentant l'occasion d'être entendu relativement à la demande.

(3) Le refus de délivrance s'effectue par ordonnance de la Commission.

(a) the premises the applicant proposes to use are appropriate for the storage and handling of grain; or

(b) the elevator is or will be of such a type and in such condition and the equipment of the elevator is or will be of such a type and size and in such condition as to enable the applicant to provide, at the location where the applicant proposes to operate the elevator, the services required by or pursuant to this Act to be provided at that location by a licensee holding a licence of the class for which the applicant has applied.

a) soit que les locaux qu'il se propose d'utiliser conviennent au stockage et à la manutention du grain;

b) soit que le type et l'état de l'installation et de son équipement ainsi que la dimension de celui-ci lui permettront de fournir, au lieu d'exploitation proposé, les services imposés sous le régime de la présente loi au titulaire d'une licence de la catégorie de celle qui est demandée.

Refusal to issue grain dealer's licence

(2) The Commission may refuse to issue a grain dealer's licence if the applicant has not given the security fixed pursuant to section 45.

(2) La Commission peut refuser de délivrer une licence de négociant en grains si l'intéressé n'a pas versé la garantie qu'elle a fixée en vertu de l'article 45.

Refus de délivrance de licence de négociant en grains

Refusal of licence re convictions

(3) The Commission may refuse to issue a licence where the applicant has been convicted of an offence under this Act within the twelve months immediately preceding the application for the licence and the Commission is satisfied that it would not be in the public interest to issue a licence to the applicant.

(3) La Commission peut refuser de délivrer une licence à toute personne condamnée pour infraction à la présente loi dans les douze mois qui précèdent la demande lorsqu'elle est convaincue que cela serait contraire à l'intérêt public.

Refus de délivrance — condamnations

Interpretation

(4) Nothing in this section shall be construed as a limitation on the powers of the Commission to issue or refuse to issue a licence pursuant to the other provisions of this Act.

(4) Les pouvoirs de refus de délivrance prévus au présent article ne limitent pas les pouvoirs de délivrance ou de refus de délivrance de licences que les autres dispositions de la présente loi confèrent à la Commission.

Interprétation

Opportunity to be heard

47. (1) The Commission shall, before refusing to issue a licence, afford the applicant for the licence or a representative of the applicant an opportunity to be heard in relation to the application.

47. (1) Avant de refuser la délivrance d'une licence, la Commission donne à l'intéressé ou à son représentant la possibilité d'être entendu relativement à la demande.

Droit d'être entendu

Order refusing licence

(2) Any refusal to issue a licence shall be by order of the Commission.

(2) Le refus de délivrance s'effectue par ordonnance de la Commission.

Ordonnance de refus

14. Subsection 48(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

14. Le paragraphe 48(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Consultation

48. (1) The Commission shall, at the request of an applicant for a licence, consult with the applicant with regard to any conditions that the Commission proposes to attach to the licence pursuant to paragraph 45(3)(b).

48. (1) À la demande de l'intéressé, la Commission est tenue de discuter avec lui des conditions qu'elle entend fixer en application de l'alinéa 45(3)b).

Consultation

Clause 14: Subsection 48(1) at present reads as follows:

48. (1) The Commission shall, at the request of an applicant for a licence, consult with the applicant with regard to any conditions that the Commission proposes to attach to the licence pursuant to paragraph 45(2)(b).

Article 14. — Texte actuel du paragraphe 48(1) :

48. (1) À la demande de l'intéressé, la Commission est tenue de discuter avec lui des conditions qu'elle entend fixer en application de l'alinéa 45(2)b).

R.S., c. 37 (4th
Supp.), s. 17(1)

15. (1) Subsection 49(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Additional
security

49. (1) Where the Commission has reason to believe and is of the opinion that any security given by the licensee pursuant to this Act is not sufficient, the Commission may, by order, require the licensee to give, within such period as the Commission considers reasonable, such additional security as, in the opinion of the Commission, is sufficient.

R.S., c. 37 (4th
Supp.), s. 17(1)

(2) All that portion of paragraph 49(2)(b) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(b) any holder referred to in section 45 who has suffered loss or damage by reason of the refusal or failure of the licensee to

R.S., c. 37 (4th
Supp.), s. 17(1)

(3) Subsections 49(2.1) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Limitation

(3) Notwithstanding subsection (2), a security given by a licensee as a condition of a licence to operate a primary or process elevator may be realized or enforced in relation to a cash purchase ticket, an elevator receipt or a grain receipt only if

(a) the failure or refusal of the licensee to meet any of the licensee's payment or delivery obligations to the producer of the grain to which the ticket or receipt relates has occurred within such period as may be prescribed after the day on which the grain was delivered to the licensee; and

(b) the producer of the grain has given notice in writing of the failure or refusal to the Commission within thirty days after the failure or refusal.

Idem

(4) Notwithstanding subsection (2), a security given by a licensee as a condition of a licence to operate a terminal or transfer elevator may be realized or enforced in relation to an elevator receipt only if the holder of the receipt has given notice in writing to the Commission within thirty days after the failure or refusal of the licensee to meet any of

15. (1) Le paragraphe 49(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 37 (4^e
suppl.), par.
17(1)

49. (1) Lorsqu'elle a des raisons de croire que la garantie donnée en application de la présente loi par le titulaire de licence est insuffisante, la Commission peut, par ordonnance, obliger celui-ci à fournir, dans le délai qu'elle juge raisonnable, la garantie supplémentaire qu'elle estime suffisante.

Garantie
supplémentaire

(2) Le passage de l'alinéa 49(2)b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 37 (4^e
suppl.), par.
17(2)

b) par tout détenteur visé à l'article 45 et qui a subi une perte ou des dommages en raison du manquement du titulaire, délibéré ou non :

(3) Les paragraphes 49(2.1) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 37 (4^e
suppl.), par.
17(1)

(3) Par dérogation au paragraphe (2), la garantie donnée par le titulaire d'une licence d'exploitation d'un silo primaire ou d'un silo de transformation ne peut être réalisée ou recouvrée relativement à un accusé de réception, un bon de paiement ou un récépissé que si, à la fois :

Limite

a) avant l'expiration de la période réglementaire suivant la livraison au titulaire du grain qui y est visé, celui-ci a manqué à son obligation de paiement ou de livraison envers le producteur ou a refusé de l'exécuter;

b) le producteur en a avisé par écrit la Commission dans les trente jours suivant le manquement ou le refus.

35

(4) Par dérogation au paragraphe (2), la garantie donnée par le titulaire d'une licence d'exploitation d'un silo terminal ou d'un silo de transbordement ne peut être réalisée ou recouvrée relativement à un récépissé que si le détenteur a avisé par écrit la Commission dans les trente jours suivant le manquement ou le refus du titulaire d'exécuter son obligation de livraison envers le détenteur.

Idem

Clause 15: (1) Subsection 49(1) at present reads as follows:

49. (1) Where the Commission has reason to believe and is of the opinion that any security given by the licensee pursuant to this Act is not sufficient to ensure that the licensee's obligations referred to in subsection 46(1) or (2) will be met, the Commission may, by order, require the licensee to give, within such period as the Commission considers reasonable, such additional security as, in the opinion of the Commission, is sufficient.

(2) The relevant portion of subsection 49(2) at present reads as follows:

(2) Any security given by a licensee as a condition of a licence may only be realized or enforced by

...

b) any holder referred to in paragraph 46(1)(c) or subsection 46(2) who has suffered loss or damage by reason of the refusal or failure of the licensee to

(3) Subsections 49(2.1) and (3) at present read as follows:

(2.1) Notwithstanding anything in subsection (2), a security given by a licensee as a condition of a licence may be realized or enforced in relation to a cash purchase ticket, an elevator receipt or a grain receipt only if the failure of the licensee to meet any of the licensee's payment or delivery obligations to the producer of the grain to which the ticket or receipt relates has occurred within one year after the day of the delivery of the grain and the producer of the grain has given notice in writing of the failure to the Commission within that year.

(3) The Commission shall not, pursuant to section 46 or this section, require an applicant for a licence or a licensee to give security by insurance against acts of God or the Queen's enemies.

Article 15, (1). — Texte actuel du paragraphe 49(1) :

49. (1) Lorsqu'elle a des raisons de croire que la garantie donnée en application de la présente loi par le titulaire de licence est insuffisante pour assurer l'exécution des obligations visées aux paragraphes 46(1) ou (2), la Commission peut, par ordonnance, obliger celui-ci à fournir, dans le délai qu'elle juge raisonnable, la garantie supplémentaire qu'elle estime suffisante.

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 49(2) :

(2) La garantie donnée par un titulaire de licence ne peut être réalisée ou recouvrée que, selon le cas :

...

b) par tout détenteur visé à l'alinéa 46(1)c) ou au paragraphe 46(2), selon le cas, et qui a subi une perte ou des dommages en raison du manquement du titulaire, délibéré ou non :

(3). — Texte actuel des paragraphes 49(2.1) et (3) :

(2.1) Par dérogation au paragraphe (2), la garantie donnée par le titulaire de licence ne peut être réalisée ou recouvrée relativement à un bon de paiement, un accusé de réception ou un récépissé que si, dans l'année suivant la livraison du grain qui y est visé, le titulaire a manqué à l'obligation de paiement ou de livraison envers le producteur et celui-ci en a avisé par écrit la Commission.

(3) Ni l'article 46 ni le présent article n'autorisent la Commission à exiger du demandeur ou du titulaire d'une licence une garantie sous forme d'assurance contre les cas de force majeure ou les actes d'ennemis de Sa Majesté.

the licensee's delivery obligations to the holder.

Idem

(5) Notwithstanding any other provision of this Act, the Commission may prescribe by regulation the percentage of the value of a cash purchase ticket, an elevator receipt or a grain receipt that may be realized or enforced against security given by a licensee, and the security may be realized or enforced in relation to the cash purchase ticket, elevator receipt or grain receipt only to the extent of the prescribed percentage.

Interpretation

(6) Where failure on the part of a licensee to meet the licensee's payment obligations is a result of the licensee giving to the producer a cheque or other bill of exchange that the bank or other financial institution on which it is drawn subsequently refuses to honour, that failure occurs when the cheque or other bill of exchange is given to the producer.

Idem

(7) For the purposes of this section, delivery to a licensed grain dealer occurs on the earliest of

(a) the day on which the licensed grain dealer issues a cash purchase ticket or a grain receipt to the producer,

(b) the day on which the grain is unloaded from a railway car, where a producer loaded the grain directly onto the railway car, and

(c) the day on which the licensed grain dealer receives the grain or receives documents entitling the licensed grain dealer to the grain.

Insurance

(8) The Commission may require an applicant for or the holder of a primary elevator licence, a terminal elevator licence or a transfer elevator licence to obtain insurance, in accordance with the regulations, against loss of or damage to the grain stored in the elevator.

16. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 49 thereof, the following section:

Restrictions

49.1 The Commission is not liable to a producer who has delivered grain

(5) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la Commission peut fixer par règlement le pourcentage de la valeur de l'accusé de réception, du bon de paiement ou du récépissé à l'égard duquel la garantie donnée par le titulaire de licence peut être réalisée ou recouvrée, celle-ci ne pouvant alors l'être que dans la mesure nécessaire au recouvrement du pourcentage réglementaire.

Idem

(6) Il y a notamment manquement à ses obligations de la part du titulaire de licence lorsque celui-ci remet au producteur un chèque ou toute autre lettre de change que la banque ou autre institution financière sur laquelle ils sont tirés refuse par la suite d'honorer.

Disposition interprétative

(7) Pour l'application du présent article, la livraison au titulaire d'une licence de négociant en grains a lieu lorsque le premier en date des événements suivants se réalise :

Idem

a) la délivrance, par le titulaire de licence, au producteur d'un accusé de réception ou d'un bon de paiement;

b) le déchargement du grain, dans le cas où un producteur a chargé lui-même le grain dans un wagon;

c) la prise de possession, par le titulaire, du grain ou des documents qui lui donnent droit au grain.

(8) La Commission peut exiger du demandeur ou du titulaire de licence de silo primaire, de silo de transbordement ou de silo terminal qu'il souscrive, en conformité avec les règlements, des polices d'assurance pour couvrir la perte du grain stocké dans son silo ou les dommages qui peuvent lui être causés.

Assurances

16. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 49, de ce qui suit :

49.1 La responsabilité de la Commission n'est pas engagée à l'égard du producteur qui a livré du grain à une personne non titulaire

Restrictions

Clause 16: New

Article 16. — Nouveau.

(a) to a person who is not a licensee; or

(b) to a licensee, if the producer has not obtained a cash purchase ticket, an elevator receipt or a grain receipt from the licensee.

d'une licence ou qui n'a pas obtenu du titulaire auquel il a livré du grain un accusé de réception, un bon de paiement ou un récépissé.

5

R.S., c. 37 (4th Suppl.), s. 18

17. (1) Sections 50 and 51 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

17. (1) Les articles 50 et 51 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

5 L.R., ch. 37 (suppl.), art. 18

Charges to be filed

50. (1) Each licensee who operates an elevator shall, before the commencement of each crop year, file with the Commission a schedule of the charges to be made at the licensed elevator in the crop year for each service to be performed under the licensee's licence.

50. (1) Le titulaire de licence qui exploite un silo dépose auprès de la Commission, avant le début de chaque campagne agricole, le tarif qui sera en vigueur durant la campagne pour les services qu'il fournira au titre de sa licence.

Dépôt du tarif

Amendment of charges

(2) A licensee who operates an elevator may, during a crop year, file with the Commission an amended schedule of charges for services to be performed under the licence in that crop year.

(2) Au cours d'une campagne agricole, le titulaire d'une licence d'exploitation peut déposer auprès de la Commission une modification du tarif pour les services qu'il fournira sous licence pendant cette période.

Modification du tarif

Condition

(3) The amended schedule of charges referred to in subsection (2) is not effective until it has been filed with the Commission.

(3) Une modification du tarif ne peut entrer en vigueur avant son dépôt auprès de la Commission.

Condition

Charges that may be made

51. (1) No licensee who operates an elevator shall charge or receive for any services performed under the licence at that elevator any sum greater than the lesser of

51. (1) Le titulaire d'une licence d'exploitation ne peut percevoir, pour les services fournis sous licence dans son silo, une somme supérieure au moindre des montants suivants :

Perception des droits

(a) the maximum charges fixed in the regulations for the services, and

a) le plafond fixé par règlement pour le service fourni;

(b) such charges for the services as are set out in the schedule of charges filed by the licensee with the Commission.

b) le prix indiqué pour le service fourni dans le tarif qu'il a déposé auprès de la Commission.

30

Charge fixed includes charge determined

(2) In paragraph 51(1)(a), the reference to a maximum charge fixed in the regulations includes a maximum charge determined pursuant to the regulations.

(2) À l'alinéa 51(1)a), « plafond » s'entend aussi bien du montant maximal fixé par les règlements que de celui qui est déterminé en application de ceux-ci.

Définition de « plafond »

Temporary maximum charges

(3) Notwithstanding subsection (1), the Commission, on receiving a written complaint from any interested person with respect to the charge for any service provided by the operator of a licensed elevator, may, by order, after affording all interested persons an opportunity to be heard, fix the maximum charge or a manner for determining the maximum charge for that service.

(3) Par dérogation au paragraphe (1), dès qu'un intéressé lui soumet une plainte écrite portant sur les droits qu'un exploitant d'un silo agréé exige pour un service donné, la Commission peut, par ordonnance, après avoir accordé à tous les intéressés la possibilité d'être entendus, fixer le plafond — ou le mode de détermination du plafond — pour le service en question.

Plafond temporaire

Clause 17: Sections 50 and 51 at present read as follows:

50. (1) Each licensee who operates an elevator shall, at least fourteen days before the commencement of each crop year, file with the Commission a schedule of the charges to be made at the licensed elevator in the crop year for each service to be performed under the licensee's licence.

(2) Where a licensee holds more than one licence of any class or subclass, the schedule of charges filed by the licensee pursuant to subsection (1) shall be applicable to the services performed at all elevators for the operation of which licences of that class or subclass have been issued.

(3) A licensee who operates an elevator may, during a crop year, on fourteen days notice published as required by the Commission, file with the Commission an amended schedule of charges for services to be performed under the licence in that crop year.

51. (1) Subject to subsections (2) and (3), no licensee who operates an elevator shall charge or receive for any services performed under the licence at that elevator

(a) any amount for a service for which a maximum charge has not been fixed in the regulations; or

(b) any sum other than

(i) the maximum charges fixed in the regulations for the services, or

(ii) such charges for the services as are set out in the current schedule of charges filed by the licensee with the Commission,

whichever is the lesser amount.

(2) The Commission may, by order, permit a licensee who operates an elevator to make a charge that is less than the amount chargeable under subsection (1) for any service performed at one or more elevators operated by the licensee.

(3) Where a licensee wishes to provide, at a licensed elevator, a service for which there is no maximum charge fixed in the regulations, the licensee may make an application to the Commission to set a maximum charge and, on that application, the Commission may, by order, fix a maximum charge or set out a manner for determining the maximum charge for that service at that elevator for a period terminating not later than the end of the crop year in respect of which the application is made.

(4) Every reference in subsections (1) to (3) to a maximum charge fixed in the regulations includes a maximum charge determined pursuant to the regulations.

Article 17. — Texte actuel des articles 50 et 51 :

50. (1) Le titulaire de licence qui exploite une installation dépose auprès de la Commission, au moins quatorze jours avant le début de chaque campagne agricole, le tarif qui sera en vigueur durant la campagne pour les services qu'il fournira dans son installation agréée.

(2) Le tarif déposé par le titulaire d'une licence conformément au paragraphe (1) s'applique, le cas échéant, aux services fournis dans les autres installations pour l'exploitation desquelles il détient une licence de la même catégorie ou sous-catégorie.

(3) Au cours d'une campagne agricole, le titulaire d'une licence d'exploitation peut, sur préavis de quatorze jours publié dans les formes prescrites par la Commission, déposer auprès de celle-ci une modification du tarif pour les services qu'il fournira sous licence pendant cette période.

51. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le titulaire d'une licence d'exploitation ne peut percevoir, pour les services fournis sous licence dans son installation :

a) de droits quand il n'y a pas de plafond fixé par règlement pour le service fourni;

b) que le moindre des montants suivants :

(i) le plafond fixé par règlement pour le service fourni,

(ii) le prix indiqué pour le service fourni dans le tarif qu'il a déposé auprès de la Commission.

(2) La Commission peut, par ordonnance, autoriser le titulaire d'une licence d'exploitation à réclamer des droits inférieurs à ceux que le paragraphe (1) l'autorise à percevoir pour les services qu'il offre dans une ou plusieurs installations.

(3) En l'absence de plafond pour un service qu'il désire fournir dans une installation agréée, le titulaire d'une licence d'exploitation peut demander à la Commission d'en fixer un; la Commission peut, par ordonnance, soit acquiescer à la demande, soit énoncer le mode de fixation du plafond pour la campagne agricole en cours.

(4) Aux paragraphes (1) à (3), «plafond» s'entend aussi bien du montant maximal fixé par les règlements que de celui qui est déterminé en application de ceux-ci.

Period of
validity of order

(4) An order made pursuant to subsection (3) becomes effective on the day specified in the order, which day shall not be earlier than the day on which the Commission determines the facts giving rise to the complaint referred to in that subsection occurred, and ceases to be effective at the end of the crop year in which the order is made or on such earlier date as is set out in the order for its expiration.

(2) Subsections 51(3) and (4) of the said Act, as enacted by subsection (1), cease to be in force on July 31, 1995.

18. (1) All that portion of section 61 of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

61. Where grain is lawfully offered at any licensed primary elevator for sale or storage, other than for special binning,

(a) if the producer and the operator of the elevator agree as to the grade of the grain and the dockage, the operator shall, at the prescribed time and in the prescribed manner, issue a cash purchase ticket or elevator receipt stating the grade name, grade and dockage of the grain, and forthwith provide the producer with the cash purchase ticket or elevator receipt; and

(2) All that portion of paragraph 61(b) of the English version of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(b) if the producer and the operator of the elevator do not agree as to the grade of the grain or the dockage, the operator shall

(3) Subparagraphs 61(b)(iii) and (iv) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(iii) issue an interim elevator receipt in the prescribed form, and

(iv) on receipt of a report from the Commission assigning a grade in respect of the sample and determining the dockage, issue, at the prescribed time and in the prescribed manner, a cash purchase

(4) L'ordonnance entre en vigueur à la date qu'elle mentionne expressément laquelle ne peut être antérieure à celle que la Commission détermine comme étant la date de la survenance des faits à l'origine de la plainte et le demeure jusqu'à la fin de la campagne agricole au cours de laquelle elle est rendue ou la date d'expiration antérieure qu'elle prévoit.

(2) Les paragraphes 51(3) et (4) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), cessent d'être en vigueur le 31 juillet 1995.

18. (1) Le passage de l'article 61 de la même loi qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

61. Lorsqu'un producteur lui offre légalement du grain pour vente ou stockage, ailleurs qu'en cellule, l'exploitant d'une installation primaire agréée :

a) en cas d'accord, entre lui et le producteur, sur le grade du grain et les impuretés qu'il contient, établit, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, un bon de paiement ou un récépissé faisant état du grade du grain, de son appellation de grade et des impuretés en question et le délivre sans délai au producteur;

(2) Le passage de l'alinéa 61b) de la version anglaise de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(b) if the producer and the operator of the elevator do not agree as to the grade of the grain or the dockage, the operator shall

(3) Les sous-alinéas 61b)(iii) et (iv) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(iii) délivre, en la forme réglementaire, un récépissé provisoire,

(iv) établit, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, sur réception du rapport de la Commission attribuant un grade à l'échantillon et en déterminant les impuretés, un bon de

Période de
validité de
l'ordonnance

Procedure on
receipt of grain

Marché à
suivre après
réception du
grain

Clause 18: (1) The relevant portion of section 61 at present reads as follows:

61. Where grain is lawfully offered at any licensed primary elevator for sale or storage, other than for special binning,

(a) if the person offering the grain and the operator of the elevator agree as to the grade of the grain and the dockage, the operator shall issue a cash purchase ticket or elevator receipt for the grain, in prescribed form, stating the grade of the grain and the dockage; and

(2) The relevant portion of paragraph 61(b) of the English version at present reads as follows:

(b) if the person offering the grain and the operator of the elevator do not agree as to the grade of the grain or the dockage, the operator shall

(3) The relevant portion of paragraph 61(b) at present reads as follows:

(b) if the person offering the grain and the operator of the elevator do not agree as to the grade of the grain or the dockage, the operator shall

...

(iii) issue an interim elevator receipt in respect of the grain, and

(iv) on receipt of a report from the Commission assigning a grade in respect of the sample and determining the dockage, issue a cash purchase ticket or elevator receipt for the grain stating, as the grade of the grain, the grade assigned in respect of the sample and stating the dockage so determined.

Article 18, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 61 :

61. Lorsqu'une personne lui offre légalement du grain pour vente ou stockage, ailleurs qu'en cellule, l'exploitant d'une installation primaire agréée :

a) en cas d'accord entre lui et l'offrant sur le grade du grain et les impuretés qu'il contient, délivre, en la forme réglementaire, un bon de paiement ou un récépissé faisant état du grade et des impuretés en question;

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 61 de la version anglaise :

61. Where grain is lawfully offered at any licensed primary elevator for sale or storage, other than for special binning,

...

(b) if the person offering the grain and the operator of the elevator do not agree as to the grade of the grain or the dockage, the operator shall

(3). — Texte actuel des passages visés de l'alinéa 61b) :

b) s'il y a mésentente entre eux sur ce grade ou ces impuretés :

...

(iii) délivre un récépissé provisoire,

(iv) délivre, sur réception du rapport de la Commission attribuant un grade à l'échantillon et en déterminant les impuretés, un bon de paiement ou un récépissé qui consigne ces deux décisions.

ticket or elevator receipt stating the grade name of the grain, the grade assigned in respect of the sample and the dockage so determined, and forthwith provide the producer with the cash purchase ticket or elevator receipt. 5

19. Subsection 65(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Warning

(4) Each elevator receipt issued by the operator of a licensed primary elevator shall bear the following warning:

“WARNING: The right of a holder of this receipt to obtain delivery of grain referred to in the receipt may be altered by the issuer by notice to the last holder known to the issuer. Every holder should forthwith notify the issuer of the holder’s name and address. 15

AVERTISSEMENT : L’exploitant qui a délivré le récépissé peut, par avis au dernier détenteur connu, modifier le droit de celui-ci d’obtenir livraison du grain faisant l’objet du récépissé. Les nouveaux détenteurs doivent lui communiquer sans délai leurs nom et adresse.” 20

R.S., c. 37 (4th Suppl.), s. 22

20. Subsection 78(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Issuance of receipt or ticket

(2) On the receipt of grain from a producer into a licensed process elevator, the operator of the elevator shall, at the prescribed time and in the prescribed manner, issue a grain receipt or a cash purchase ticket stating the grade name, grade and dockage of the grain, and forthwith provide the producer with the grain receipt or cash purchase ticket. 30

21. All that portion of section 79 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Weigh-overs at primary elevators

79. The operator of a licensed primary elevator shall, in such manner and at such intervals as may be prescribed,

paiement ou un récépissé faisant état du grade du grain, de son appellation de grade et des impuretés qu’il contient et le délivre sans délai au producteur.

19. Le paragraphe 65(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 5

Avertissement

(4) Chaque récépissé délivré par l’exploitant d’une installation primaire agréée doit porter la mention suivante :

« AVERTISSEMENT : L’exploitant qui a délivré le récépissé peut, par avis au dernier détenteur connu, modifier le droit de celui-ci d’obtenir livraison du grain faisant l’objet du récépissé. Les nouveaux détenteurs doivent lui communiquer sans délai leurs nom et adresse. 15

WARNING: The right of a holder of this receipt to obtain delivery of grain referred to in the receipt may be altered by the issuer by notice to the last holder known to the issuer. Every holder should forthwith notify the issuer of the holder’s name and address. » 20

20. Le paragraphe 78(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 25

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), art. 22

(2) Sur réception du grain d’un producteur dans son silo de transformation agréé, l’exploitant établit, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, un accusé de réception ou un bon de paiement faisant état du grade du grain, de son appellation de grade et des impuretés qu’il contient et le délivre sans délai au producteur. 30

Accusé de réception ou bon de paiement

21. Le passage de l’article 79 de la même loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

79. L’exploitant d’une installation primaire agréée doit, selon les modalités de temps et autres prévues par règlement :

Pesées de contrôle installations primaires

Clause 19: Subsection 65(4) at present reads as follows:

(4) Each elevator receipt issued by the operator of a licensed primary elevator shall bear the following warning:

“WARNING: The right of a holder of this receipt to obtain delivery of grain referred to in the receipt may be altered by the issuer by notice to the last holder known to him. Every holder should forthwith notify the issuer of his name and address.”

Article 19. — Texte actuel du paragraphe 65(4) :

(4) Chaque récépissé délivré par l'exploitant d'une installation primaire agréée doit porter la mention suivante :

« AVERTISSEMENT : L'exploitant qui a délivré le récépissé peut, par avis au dernier détenteur connu, modifier le droit de celui-ci d'obtenir livraison du grain faisant l'objet du récépissé. Les nouveaux détenteurs doivent lui communiquer sans délai leurs nom et adresse. »

Clause 20: Subsection 78(2) at present reads as follows:

(2) On the delivery of grain to a licensed process elevator, the operator of the elevator shall issue a grain receipt or a cash purchase ticket.

Article 20. — Texte actuel du paragraphe 78(2) :

(2) Au moment de la livraison du grain à son installation de transformation agréée, l'exploitant délivre un accusé de réception ou un bon de paiement.

Clause 21: The relevant portion of section 79 at present reads as follows:

79. The operator of a licensed primary elevator or licensed process elevator shall, in such manner and at such intervals as may be prescribed,

Article 21. — Texte actuel du passage visé de l'article 79 :

79. L'exploitant d'une installation primaire ou de transformation agréée doit, selon les modalités de temps et autres prévues par règlement :

R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 24(1)

22. Subsection 81(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Requirement to issue grain receipt or cash purchase ticket

81. (1) With respect to the purchase of western grain from a producer of that grain, every licensed grain dealer shall, at the prescribed time and in the prescribed manner, issue a grain receipt or cash purchase ticket stating the grade name, grade and dockage of the grain, and forthwith provide the producer with the grain receipt or cash purchase ticket.

23. All that portion of subsection 83(1) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

unless that person is a licensee, is employed by a licensee and acts only on behalf of his employer, or deals only in special crops.

Transport, except by public carrier, restricted

24. Section 84 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

84. Except with the written permission of the Commission or in accordance with prescribed terms and conditions, no person, other than a public carrier, shall transport or cause to be transported any grain

(a) from the Western Division to the Eastern Division or from the Eastern Division to the Western Division; or

(b) into or out of Canada.

25. Paragraph 85(2)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(b) may then move the conveyance forward.

26. Subsection 87(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Chaque semaine, la Commission affecte, dans l'ordre des demandes reçues et selon les normes numériques et autres qu'elle ordonne, les wagons disponibles qui entrent,

Affectation de wagons

22. Le paragraphe 81(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), par 24(1)

Obligation du négociant

81. (1) Tout négociant en grains titulaire de licence établit, pour l'achat de grain de l'Ouest auprès du producteur de celui-ci, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, un accusé de réception ou un bon de paiement faisant état du grade du grain, de son appellation de grade et des impuretés qu'il contient et le délivre sans délai au producteur.

23. Le passage du paragraphe 83(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

83. (1) À moins d'être une personne qui est titulaire d'une licence ou mandatée par son employeur titulaire de licence, ou qui n'exerce ses activités qu'à l'égard des produits d'une culture spéciale, il est interdit de se faire rémunérer, d'une manière ou d'une autre, pour les opérations suivantes :

Opérations réservées aux titulaires de licences

24. L'article 84 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

84. Sauf autorisation écrite de la Commission ou en conformité avec les modalités réglementaires, seuls les transporteurs publics peuvent transporter ou faire transporter du grain :

Exclusivité des transporteurs publics

a) de la région de l'Ouest à la région de l'Est, ou vice versa;

b) de l'étranger au Canada, ou vice versa.

25. L'alinéa 85(2)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) peut alors reprendre la route.

26. Le paragraphe 87(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Chaque semaine, la Commission affecte, dans l'ordre des demandes reçues et selon les normes numériques et autres qu'elle donne, les wagons disponibles qui entrent,

Affectation de wagons

Clause 22: Subsection 81(1) at present reads as follows:

81. (1) With respect to the purchase of western grain from the producer thereof, every licensed grain dealer shall, at the prescribed time and in the prescribed manner, issue a grain receipt or cash purchase ticket, as the case may be, and forthwith provide the producer with the grain receipt or cash purchase ticket.

Clause 23: Subsection 83(1) at present reads as follows:

83. (1) No person in the Western Division shall, for reward, by way of a commission or otherwise,

- (a) act on behalf of any other person in buying, selling or arranging for the weighing, inspection or grading of western grain, or
- (b) make any contract for the purchase of western grain,

unless that person is a licensee or is employed by a licensee and acts only on behalf of his employer.

Clause 24: Section 84 at present reads as follows:

84. (1) Except as may be prescribed or with the written permission of the Commission, no person, other than a public carrier, shall transport or cause to be transported

- (a) grain described by a grade name or by reference to a sample taken pursuant to this Act from one province to another province;
- (b) any grain from or to any province situated wholly within the Western Division to or from any province situated wholly or partly within the Eastern Division; or
- (c) any grain into or out of Canada.

(2) Except as may be prescribed or with the permission of the Commission, no public carrier shall

- (a) transport western grain from one province to another province unless

- (i) the grain is to be delivered to a licensed terminal elevator, licensed transfer elevator or licensed process elevator, or
- (ii) where the grain is to be transported to a consignee at a destination other than an elevator referred to in subparagraph (i), the carrier believes on reasonable grounds that the grain has been officially inspected prior to shipment;

- (b) transport from or through an inspection point, transport for export from Canada or accept for transport for export from Canada any grain unless the carrier believes on reasonable grounds that the grain has been officially inspected;

- (c) transport eastern grain from any province situated wholly or partly within the Eastern Division to any province situated wholly within the Western Division;

- (d) deliver any grain to a primary elevator;

Article 22. — Texte actuel du paragraphe 81(1) :

81. (1) Tout négociant en grains titulaire de licence établit, pour l'achat de grain de l'Ouest auprès du producteur de celui-ci, selon les modalités de temps et autres réglementaires, un bon de paiement ou un accusé de réception et le délivre sans délai au producteur.

Article 23. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 83(1) :

83. (1) Il est interdit dans la région de l'Ouest, à toute personne qui n'est pas titulaire d'une licence ou mandatée par son employeur titulaire de licence de se faire rémunérer, d'une manière ou d'une autre, pour les opérations suivantes :

Article 24. — Texte actuel de l'article 84 :

84. (1) Sauf disposition contraire des règlements ou autorisation écrite de la Commission, seuls les transporteurs publics peuvent transporter ou faire transporter :

- a) d'une province à une autre, du grain désigné par une appellation de grade ou par référence à un échantillon prélevé en application de la présente loi;
- b) du grain d'une province entièrement située dans la région de l'Ouest à une province située en tout ou en partie dans la région de l'Est, ou vice versa;
- c) du grain de l'étranger au Canada ou vice versa.

(2) Sauf disposition contraire des règlements ou autorisation de la Commission, aucun transporteur public ne peut :

- a) transporter du grain de l'Ouest d'une province à une autre à moins :
 - (i) que le grain ne doive être livré à une installation terminale, de transbordement ou de transformation agréée,
 - (ii) que le transporteur public n'ait des motifs raisonnables de croire que le grain, quand il est destiné à un consignataire autre que les installations visées au sous-alinéa (i), a été officiellement inspecté avant l'expédition;
- b) soit transporter en provenance ou par l'intermédiaire d'un poste d'inspection, soit transporter ou accepter de le faire, pour exportation, du grain à moins d'avoir des motifs raisonnables de croire qu'il a été officiellement inspecté;
- c) transporter du grain de l'Est depuis une province située en tout ou en partie dans la région de l'Est à une province entièrement située dans la région de l'Ouest;
- d) livrer du grain à une installation primaire;

pendant cette période, dans chaque zone de contrôle d'expédition.

1988, c. 65, s.
125

27. Section 87.2 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Demande de
renseignements

87.2 Après le dépôt d'un certificat d'utilisation finale relatif au grain importé conformément aux règlements d'application de l'alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, d'une part, la personne qui a rempli le certificat transmet à la Commission, dans le délai réglementaire, les documents et renseignements réglementaires concernant la livraison du grain, d'autre part, la personne désignée comme consignataire dans le certificat transmet à la Commission, selon les modalités réglementaires de temps et de forme, les renseignements réglementaires concernant la consommation du grain.

28. Subsection 90(1) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (c) thereof, by adding the word "or" at the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto the following para-

(e) an overage at a primary elevator is in excess of a prescribed maximum amount,

29. All that portion of subsection 93(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Restriction of
operations and
suspension of
licence

93. (1) Where, on receiving the report of an inspector pursuant to section 90 or making an investigation pursuant to section 91, the Commission believes on reasonable grounds that any offence under this Act has been committed by a licensee of an elevator or a licensed grain dealer or that any condition referred to in paragraph 90(1)(b), (c), (d) or (e) exists in a licensed elevator, the Commission may, by order,

30. Section 102 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Prohibition
respecting
grade names

102. (1) No person shall, in the purchase or sale of grain, use any grade name established by or under this Act in any record or

pendant cette période, dans chaque zone de contrôle d'expédition.

27. L'article 87.2 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1988, ch. 65,
art. 125

5

Demande de
renseignements

87.2 Après le dépôt d'un certificat d'utilisation finale relatif au grain importé conformément aux règlements d'application de l'alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, d'une part, la personne qui a rempli le certificat transmet à la Commission, dans le délai réglementaire, les documents et renseignements réglementaires concernant la livraison du grain, d'autre part, la personne désignée comme consignataire dans le certificat transmet à la Commission, selon les modalités réglementaires de temps et de forme, les renseignements réglementaires concernant la consommation du grain.

28. Le paragraphe 90(1) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

e) que l'excédent dans un silo primaire est supérieur à l'excédent maximal réglementaire.

25

29. Le passage du paragraphe 93(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

93. (1) Si elle a des motifs raisonnables de croire à la perpétration d'une infraction à la présente loi par le titulaire d'une licence, soit d'exploitation d'une installation, soit de négociant en grains, ou à l'existence d'un des états visés par les alinéas 90(1)b), c), d) ou e), la Commission peut, par ordonnance, sur réception du rapport d'inspection prévu à l'article 90 ou au cours d'une enquête effectuée au titre de l'article 91 :

Restriction de
l'exploitation et
suspension de
licence

30. L'article 102 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

40

102. (1) Dans le cadre d'un achat ou d'une vente de grain, il est interdit, sans une licence délivrée au titre de la présente loi,

Interdictions
concernant les
appellations de
grade

(e) deliver any grain discharged from a process elevator otherwise than to a plant for the manufacturing or processing of grain products operated by the licensee of the elevator; or

(f) receive any grain from or deliver any grain to an elevator that can be operated only under a licence, more than twenty-four hours after the carrier receives notice given by the Commission that the elevator does not have a licence.

(3) Where a public carrier transports grain that has not been officially inspected to an inspection point, the public carrier shall, forthwith on the arrival of the grain at the inspection point, inform the principal inspector at that point as to the place where the grain may be found and inspected.

Clause 25: The relevant portion of subsection 85(2) at present reads as follows:

(2) A public carrier who is required to hold a conveyance at an inspection point pursuant to subsection (1)

...

(b) may thereupon, notwithstanding paragraph 84(2)(b), move the conveyance forward.

Clause 26: Subsection 87(2) of the French version at present reads as follows:

(2) Chaque semaine, la Commission affecte, dans l'ordre des demandes reçues et selon les normes numériques et autres qu'elle prévoit par ordonnance, les wagons disponibles qui entrent, pendant cette période, dans chaque zone de contrôle d'expédition.

Clause 27: Section 87.2 of the French version at present reads as follows:

87.2 Après le dépôt d'un certificat d'utilisation finale relatif au grain importé conformément aux règlements d'application de l'alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, d'une part, la personne qui a rempli le certificat transmet à la Commission, dans le délai réglementaire, les documents et renseignements réglementaires concernant la livraison du grain, d'autre part, la personne désignée comme destinataire dans le certificat transmet à la Commission, selon les modalités réglementaires de temps et de forme, les renseignements réglementaires concernant la consommation du grain.

Clause 28: The relevant portion of subsection 90(1) at present reads as follows:

90. (1) An inspector who believes on reasonable grounds that

...

may seize any documents or records that the inspector believes, on reasonable grounds, contain or are evidence that an offence under this Act has been committed and, in any event, shall forthwith report to the Commission the facts ascertained by the inspector.

Clause 29: The relevant portion of subsection 93(1) at present reads as follows:

93. (1) Where, on receiving the report of an inspector pursuant to section 90 or making an investigation pursuant to section 91, the Commission believes on reasonable grounds that any offence under this Act has been committed by a licensee of an elevator or a licensed grain dealer or that any condition referred to in paragraph 90(1)(b), (c) or (d) exists in a licensed elevator, the Commission may, by order,

Clause 30: Section 102 at present reads as follows:

e) livrer du grain provenant d'une installation de transformation ailleurs qu'à une usine de fabrication ou de transformation de produits céréaliers, exploitée par le titulaire de la licence délivrée pour l'installation;

f) recevoir d'une installation ne pouvant être exploitée que sous licence ou lui livrer du grain plus de vingt-quatre heures après réception d'un avis de la Commission l'informant que l'installation n'est pas agréée.

(3) Le transporteur public qui transporte à un poste d'inspection du grain qui n'a pas été officiellement inspecté doit, dès l'arrivée de celui-ci au poste, indiquer à l'inspecteur principal du poste l'endroit où se trouve le grain.

Article 25. — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 85(2) :

(2) Le transporteur public visé par le paragraphe (1) :

...

b) peut dès lors, nonobstant l'alinéa 84(2)b), reprendre la route.

Article 26. — Texte actuel du paragraphe 87(2) de la version française :

(2) Chaque semaine, la Commission affecte, dans l'ordre des demandes reçues et selon les normes numériques et autres qu'elle prévoit par ordonnance, les wagons disponibles qui entrent, pendant cette période, dans chaque zone de contrôle d'expédition.

Article 27. — Texte actuel de l'article 87.2 de la version française :

87.2 Après le dépôt d'un certificat d'utilisation finale relatif au grain importé conformément aux règlements d'application de l'alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, d'une part, la personne qui a rempli le certificat transmet à la Commission, dans le délai réglementaire, les documents et renseignements réglementaires concernant la livraison du grain, d'autre part, la personne désignée comme destinataire dans le certificat transmet à la Commission, selon les modalités réglementaires de temps et de forme, les renseignements réglementaires concernant la consommation du grain.

Article 28. — Texte actuel du passage introductif de l'article 90 :

90. (1) L'inspecteur peut saisir des registres ou autres documents s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils concernent ou établissent la perpétration d'une infraction à la présente loi, et il doit sans délai faire rapport à la Commission des faits qu'il a constatés, s'il a des motifs raisonnables de croire :

Article 29. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 93(1) :

93. (1) Si elle a des motifs raisonnables de croire à la perpétration d'une infraction à la présente loi par le titulaire d'une licence, soit d'exploitation d'une installation, soit de négociant en grains, ou à l'existence d'un des états visés par les alinéas 90(1)b), c) ou d), la Commission peut, par ordonnance, sur réception du rapport d'inspection prévu à l'article 90 ou au cours d'une enquête effectuée au titre de l'article 91 :

Article 30. — Texte actuel de l'article 102 :

acknowledgment of the receipt or discharge of grain unless that person is licensed under this Act.

d'utiliser une appellation de grade dans un registre ou dans un accusé de réception ou de déchargement de grain.

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply in respect of

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux opérations suivantes :

Exceptions

5

(a) a sale of grain by a producer who actually produced the grain;

a) la vente qu'effectue le producteur du grain qu'il a effectivement produit;

(b) a purchase or sale of a special crop by a person who deals only in special crops; or

b) l'achat ou la vente d'un produit d'une culture spéciale qu'effectue une personne qui n'exerce ses activités qu'à l'égard des produits d'une culture spéciale;

(c) a purchase of grain by the operator of a process elevator into which all the grain received is for direct manufacture or for processing into other products.

c) l'achat de grain qu'effectue l'exploitant d'un silo de transformation qui procède à la préparation industrielle ou à la transformation de la totalité du grain qu'il y reçoit.

31. Subsection 103(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

31. Le paragraphe 103(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prohibition respecting forms

103. No person other than a licensee shall issue a cash purchase ticket, an elevator receipt or a grain receipt or any other document that so closely resembles a cash purchase ticket, an elevator receipt or a grain receipt that confusion may be caused.

103. Il est interdit à quiconque n'est pas titulaire d'une licence de délivrer un accusé de réception, un bon de paiement ou un récépissé, ou tout autre document qui leur ressemble au point de pouvoir créer une confusion.

Interdictions concernant les formules

20

32. (1) Subsection 116(1) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

32. (1) Le paragraphe 116(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

(a.1) designating any grain as a special crop for the purposes of this Act;

a.1) pour l'application de la présente loi, désigner tout grain comme produit d'une culture spéciale;

30

(2) Subsection 116(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

(2) Le paragraphe 116(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

(b.1) governing the handling and treatment of grain in elevators;

b.1) régir la manutention et le traitement du grain dans les silos;

35

(3) Subsection 116(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (e) thereof, the following paragraph:

(3) Le paragraphe 116(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa e), de ce qui suit :

(e.1) determining what constitutes a hazardous substance and governing the use, handling and storage of hazardous substances by licensed elevator operators;

e.1) déterminer ce qui constitue une substance dangereuse et en régir l'utilisation, la manutention et l'entreposage par les exploitants de silo agréés;

40

102. No operator of an elevator or person acting on behalf of the operator of an elevator shall use any grade name established by or under this Act in any record, cash purchase ticket or acknowledgment of the receipt or discharge of grain into or from the elevator unless the operator of the elevator is licensed under this Act to operate the elevator.

102. S'il n'est pas titulaire d'une licence qui lui a été délivrée au titre de la présente loi, l'exploitant d'une installation ou son mandataire ne peut utiliser aucune appellation de grade dans un registre, un bon de paiement ou un accusé de réception ou de déchargement de grain.

Clause 31: Subsection 103(1) at present reads as follows:

103. (1) Except with the written permission of the Commission, no person other than a licensee shall use any form prescribed under this Act in any transaction.

Article 31. — Texte actuel du paragraphe 103(1) :

103. (1) Sauf autorisation écrite de la Commission, il est interdit à quiconque n'est pas titulaire d'une licence d'utiliser une formule prévue par règlement d'application de la présente loi.

Clause 32: (1) to (6) The relevant portion of subsection 116(1) at present reads as follows:

116. (1) The Commission may, with the approval of the Governor in Council, make regulations

...

(j) specifying the information required to be furnished by applicants for licences and the conditions on which licences may be issued;

Article 32, (1) à (3). — Nouveau. Texte actuel du passage introductif du paragraphe 116(1) :

116. (1) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, la Commission peut, par règlement :

(4) Paragraph 116(1)(j) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(j) specifying the information required to be furnished by applicants for licences, including information relating to the applicant's financial situation, and the conditions on which licences may be issued;

(5) Subsection 116(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (k) thereof, the following paragraph:

(k.1) prescribing the types and amounts of insurance that applicants for and holders of primary, transfer and terminal elevator licences must obtain;

(6) Subsection 116(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (s) thereof, the following paragraph:

(s.1) governing the disposal of contaminated grain;

(7) Subsection 116(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) The Commission may, in writing, permit any licensee to use any form or any system of keeping or issuing cash purchase tickets, elevator receipts or any other document designated by the Commission in addition to or in place of a prescribed form or system.

33. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

(4) L'alinéa 116(1)j) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

j) spécifier les renseignements à fournir par les demandeurs de licence, notamment les renseignements qui concernent leur situation financière, et les conditions de délivrance des licences;

(5) Le paragraphe 116(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa k), de ce qui suit :

k.1) déterminer les types et le montant des polices d'assurance que les titulaires ou demandeurs de licence de silo primaire, de silo de transbordement ou de silo terminal doivent souscrire;

(6) Le paragraphe 116(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa s), de ce qui suit :

s.1) régir l'élimination du grain contaminé;

(7) Le paragraphe 116(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) La Commission peut, par écrit, autoriser un titulaire de licence à utiliser, pour la conservation ou la délivrance de bons de paiement, de récépissés ou de tout autre document qu'elle précise, des formules ou systèmes en remplacement ou en plus de ceux prévus par règlement.

33. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Forms and systems other than prescribed

Coming into force

Autres formules et systèmes

Entrée en vigueur

(4). — Texte actuel de l'alinéa 116(1)*j* :

j) spécifier les renseignements à fournir par les demandeurs de licence et les conditions de délivrance de celles-ci;

(5) et (6). — Nouveau.

(7) Subsection 116(2) at present reads as follows:

(2) The Commission may, in writing, permit any licensee to use any form or any system of keeping or issuing cash purchase tickets or elevator receipts in addition to or in place of a prescribed form or system.

(7). — Texte actuel du paragraphe 116(2) :

(2) La Commission peut, par écrit, autoriser un titulaire de licence à utiliser, pour la conservation ou la délivrance de bons de paiement ou de récépissés, des formules ou systèmes en remplacement ou en plus de ceux prévus par règlement.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

C-128

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-128

An Act to amend the Criminal Code and the Customs
Tariff (child pornography and corrupting morals)

First reading, May 13, 1993

THE MINISTER OF JUSTICE

C-128

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-128

Loi modifiant le Code criminel et le Tarif des douanes
(pornographie juvénile et corruption des mœurs)

Première lecture le 13 mai 1993



LE MINISTRE DE LA JUSTICE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-128

PROJET DE LOI C-128

An Act to amend the Criminal Code and the
Customs Tariff (child pornography and
corrupting morals)

Loi modifiant le Code criminel et le Tarif des
douanes (pornographie juvénile et cor-
ruption des mœurs)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st Suppl.),
cc. 1, 24, 27, 35
(2nd Suppl.), cc.
10, 19, 30, 34
(3rd Suppl.), cc.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4th Suppl.);
1989, c. 2;
1990, cc. 15,
16, 17, 44;
1991, cc. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, cc. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, c. 7

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46;
L.R., ch. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1^{er} suppl.),
ch. 1, 24, 27,
(2^e suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3^e suppl.), ch.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4^e suppl.);
1989, ch. 2;
1990, ch. 15,
16, 17, 44;
1991, ch. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, ch. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, ch. 7

1. (1) Subsection 163(3) of the *Criminal
Code* is repealed and the following substitut-
ed therefor:

1. (1) Le paragraphe 163(3) du *Code cri-
minel* est abrogé et remplacé par ce qui suit : 5

(3) No person shall be convicted of an of-
fence under this section if the public good
was served by the acts that are alleged to
constitute the offence and if the acts alleged
did not extend beyond what served the public
good.

(3) Nul ne peut être déclaré coupable
d'une infraction visée au présent article si les
actes qui constitueraient l'infraction ont servi
le bien public et n'ont pas outrepassé ce qui a
servi celui-ci.

Moyen de
défense fondé
sur le bien
public

(2) Subsection 163(6) of the said Act is
repealed.

(2) Le paragraphe 163(6) de la même loi
est abrogé.

Defence of
public good

EXPLANATORY NOTES

Criminal Code

Clause 1: (1) Subsection 163(3) at present reads as follows:

(3) No person shall be convicted of an offence under this section if he establishes that the public good was served by the acts that are alleged to constitute the offence and that the acts alleged did not extend beyond what served the public good.

(2) Subsection 163(6) reads as follows:

(6) Where an accused is charged with an offence under subsection (1), the fact that the accused was ignorant of the nature or presence of the matter, picture, model, phonograph record, crime comic or other thing by

NOTES EXPLICATIVES

Code criminel

Article 1, (1). — Texte actuel du paragraphe 163(3) :

(3) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction aux termes du présent article s'il établit que les actes qui constitueraient l'infraction ont servi le bien public et n'ont pas outrepassé ce qui a servi le bien public.

(2). — Texte du paragraphe 163(6) :

(6) Lorsqu'un prévenu est inculpé d'une infraction visée par le paragraphe (1), le fait qu'il ignorait la nature ou la présence de la matière, de l'image, du modèle, du disque de phonographe, de l'histoire illustrée de

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 163 thereof, the following section:

163.1 (1) In this section, "child pornography" means a photographic, film, video or other visual representation, whether or not it was made by electronic or mechanical means, that shows a person who is or is depicted as being under the age of eighteen years and is engaged in or is depicted as engaged in explicit sexual activity.

(2) Every person who makes, prints, publishes or possesses for the purpose of publication any child pornography is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

(3) Every person who distributes or sells any child pornography is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

(4) Every person who possesses any child pornography is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

(5) It is not a defence to a charge under subsection (2) that the accused believed that a person shown in the representation that is alleged to constitute child pornography was or was depicted as being eighteen years of age or more unless the accused took all reasonable steps to ascertain the age of that person and took all reasonable steps to ensure that, where the person was eighteen years of age or more, the representation did not depict that person as being under the age of eighteen years.

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 163, de ce qui suit :

163.1 (1) Au présent article, « pornographie juvénile » s'entend de toute représentation photographique, filmée, vidéo ou autre, réalisée ou non par des moyens mécaniques ou électroniques, où figure une personne âgée de moins de dix-huit ans ou présentée comme telle et se livrant ou présentée comme se livrant à une activité sexuelle explicite.

(2) Quiconque produit, imprime ou publie, ou a en sa possession en vue de la publication, de la pornographie juvénile est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

(3) Quiconque distribue ou vend de la pornographie juvénile est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

(4) Quiconque a en sa possession de la pornographie juvénile est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

(5) Le fait pour l'accusé de croire qu'une personne figurant dans une représentation qui constituerait de la pornographie juvénile était âgée d'au moins dix-huit ans ou était présentée comme telle ne constitue un moyen de défense contre une accusation portée sous le régime du paragraphe (2) que s'il a pris toutes les mesures raisonnables, d'une part, pour s'assurer qu'elle avait bien cet âge et, d'autre part, pour veiller à ce qu'elle ne soit pas présentée comme une personne de moins de dix-huit ans.

Definition of
"child pornography"

Making child
pornography

Distribution or
sale of child
pornography

Possession of
child
pornography

Defence

Définition de
« pornographie
juvénile »

Production de
pornographie
juvénile

Distribution ou
vente de
pornographie
juvénile

Possession de
pornographie
juvénile

Moyen de
défense

means of or in relation to which the offence was committed is not a defence to the charge.

Clause 2: New

crime ou de l'autre chose au moyen ou à l'égard de laquelle l'infraction a été commise, ne constitue pas une défense contre l'inculpation.

Article 2. — Nouveau.

Defences

(6) Where the accused is charged with an offence under subsection (2), (3) or (4), the court shall find the accused not guilty if the representation that is alleged to constitute child pornography has artistic merit or an educational, scientific or medical purpose.

(6) Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction visée aux paragraphes (2), (3) ou (4), le tribunal est tenu de déclarer cette personne non coupable si la représentation qui constituerait de la pornographie juvénile a une valeur artistique ou un but éducatif, scientifique ou médical.

Idem

Other provisions to apply

(7) Subsections 163(3) to (5) apply, with such modifications as the circumstances require, with respect to an offence under subsection (2), (3) or (4).

(7) Les paragraphes 163(3) à (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une infraction visée aux paragraphes (2), (3) ou (4).

Application d'autres dispositions

3. (1) Subsection 164(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. (1) Le paragraphe 164(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Warrant of seizure

164. (1) A judge who is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds for believing that any publication or representation, copies of which are kept for sale or distribution in premises within the jurisdiction of the court, is obscene or a crime comic within the meaning of section 163 or is child pornography within the meaning of section 163.1 shall issue a warrant authorizing seizure of the copies.

164. (1) Un juge convaincu, par une déclaration sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une publication ou une représentation dont des exemplaires sont tenus, aux fins de vente ou distribution, dans un local du ressort du tribunal, est obscène ou est une histoire illustrée de crime au sens de l'article 163 ou constitue de la pornographie juvénile au sens de l'article 163.1, doit émettre, sous son seing, un mandat autorisant la saisie des exemplaires.

Mandat de saisie

(2) Subsections 164(3) to (5) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les paragraphes 164(3) à (5) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Owner and maker may appear

(3) The owner and the maker of the matter seized under subsection (1), and alleged to be obscene, a crime comic or child pornography, may appear and be represented in the proceedings in order to oppose the making of an order for the forfeiture of the matter.

(3) Le propriétaire ainsi que l'auteur de la matière saisie et qu'on prétend être obscène ou être une histoire illustrée de crime, ou constituer de la pornographie juvénile, peuvent comparaître et être représentés dans les procédures pour s'opposer à l'établissement d'une ordonnance portant confiscation de cette matière.

Le propriétaire et l'auteur peuvent comparaître

Order of forfeiture

(4) If the court is satisfied that the publication or representation referred to in subsection (1) is obscene, a crime comic or child pornography, it shall make an order declaring the matter forfeited to Her Majesty in right of the province in which the proceedings take place, for disposal as the Attorney General may direct.

(4) Si le tribunal est convaincu que la matière est obscène ou est une histoire illustrée de crime, ou constitue de la pornographie juvénile, il doit rendre une ordonnance la déclarant confisquée au profit de Sa Majesté du chef de la province où les procédures ont lieu, pour qu'il en soit disposé conformément aux instructions du procureur général.

Ordonnance de confiscation

Disposal of matter

(5) If the court is not satisfied that the publication or representation referred to in subsection (1) is obscene, a crime comic or child pornography, it shall order that the

(5) Si le tribunal n'est pas convaincu que la publication ou la représentation est obscène ou est une histoire illustrée de crime, ou constitue de la pornographie juvénile, il

Sort de la matière

Clause 3: (1) Subsection 164(1) at present reads as follows:

164. (1) A judge who is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds for believing that any publication, copies of which are kept for sale or distribution in premises within the jurisdiction of the court, is obscene or a crime comic shall issue a warrant under his hand authorizing seizure of the copies.

(2) Subsections 164(3) to (5) at present read as follows:

(3) The owner and the author of the matter seized under subsection (1), and alleged to be obscene or a crime comic, may appear and be represented in the proceedings in order to oppose the making of an order for the forfeiture of the matter.

(4) If the court is satisfied that the publication referred to in subsection (1) is obscene or a crime comic, it shall make an order declaring the matter forfeited to Her Majesty in right of the province in which the proceedings take place, for disposal as the Attorney General may direct.

(5) If the court is not satisfied that the publication referred to in subsection (1) is obscene or a crime comic, it shall order that the matter be restored to the person from whom it was seized forthwith after the time for final appeal has expired.

Article 3, (1). — Texte actuel du paragraphe 164(1) :

164. (1) Un juge convaincu, par une dénonciation sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une publication dont des exemplaires sont tenus, aux fins de vente ou distribution, dans un local du ressort du tribunal, est obscène ou est une histoire illustrée de crime, doit émettre, sous son seing, un mandat autorisant la saisie des exemplaires.

(2). — Texte actuel des paragraphes 164(3) à (5) :

(3) Le propriétaire ainsi que l'auteur de la matière saisie et qu'on prétend être obscène ou une histoire illustrée de crime peuvent comparaître et être représentés dans les procédures pour s'opposer à l'établissement d'une ordonnance portant confiscation de cette matière.

(4) Si le tribunal est convaincu que la matière est obscène ou une histoire illustrée de crime, il doit rendre une ordonnance la déclarant confisquée au profit de Sa Majesté du chef de la province où les procédures ont lieu, pour qu'il en soit disposé conformément aux instructions du procureur général.

(5) Si le tribunal n'est pas convaincu que la publication est obscène ou une histoire illustrée de crime, il doit ordonner que la matière soit remise à la personne entre les mains de qui elle a été saisie, dès l'expiration du délai imparti pour un appel final.

matter be restored to the person from whom it was seized forthwith after the time for final appeal has expired.

(3) Subsection 164(7) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(7) Where an order has been made under this section by a judge in a province with respect to one or more copies of a publication or representation, no proceedings shall be instituted or continued in that province under section 163 or 163.1 with respect to those or other copies of the same publication or representation without the consent of the Attorney General.

4. The definition "offence" in section 183 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after the reference to "144 (prison breach)," a reference to "163.1 (child pornography),".

5. The definition "enterprise crime offence" in section 462.3 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subparagraph (a)(v) thereof, the following subparagraph:

(v.1) section 163.1 (child pornography),

CUSTOMS TARIFF

6. Schedule VII to the *Customs Tariff* is amended by adding thereto the following code:

9968 Photographic, film, video or other visual representations, whether or not made by mechanical or electronic means, that are child pornography within the meaning of section 163.1 of the *Criminal Code*.

doit ordonner que la matière soit remise à la personne entre les mains de qui elle a été saisie, dès l'expiration du délai imparti pour un appel final.

(3) Le paragraphe 164(7) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(7) Lorsqu'un juge a rendu une ordonnance, en vertu du présent article, dans une province relativement à un ou plusieurs exemplaires d'une publication ou d'une représentation, aucune poursuite ne peut être intentée ni continuée dans cette province aux termes des articles 163 ou 163.1, en ce qui concerne ces exemplaires ou d'autres exemplaires de la même publication ou de la même représentation, sans le consentement du procureur général.

4. La définition de « infraction », à l'article 183 de la même loi, est modifiée par insertion, après « 144 (bris de prison), », de « 163.1 (pornographie juvénile), ».

5. La définition de « infraction de criminalité organisée », à l'article 462.3 de la même loi, est modifiée par insertion, après le sous-alinéa a)(v), de ce qui suit :

(v.1) article 163.1 (pornographie juvénile),

TARIF DES DOUANES

6. L'annexe VII du *Tarif des douanes* est modifiée par adjonction de ce qui suit :

9968 Représentations photographiques, filmées, vidéo ou autres, réalisées ou non par des moyens mécaniques ou électroniques, qui constituent de la pornographie juvénile au sens de l'article 163.1 du *Code criminel*.

Consent

Consentement

R.S., c. 41 (3rd Suppl.); R.S., cc. 9, 18, 47 (4th Suppl.); 1988, c. 65; 1989, c. 18; 1990, c. 45; 1991, c. 40; 1992, cc. 1, 28

L.R., ch. 41 (3^e suppl.); L.R., ch. 9, 18, 47 (4^e suppl.); 1988, ch. 65; 1989, ch. 18; 1990, ch. 45; 1991, ch. 40; 1992, ch. 1 et 28

(3) Subsection 164(7) at present reads as follows:

(7) Where an order has been made under this section by a judge in a province with respect to one or more copies of a publication, no proceedings shall be instituted or continued in that province under section 163 with respect to those or other copies of the same publication without the consent of the Attorney General.

(3). — Texte actuel du paragraphe 164(7) :

(7) Lorsqu'un juge a rendu une ordonnance, en vertu du présent article, dans une province relativement à un ou plusieurs exemplaires d'une publication, aucune poursuite ne peut être intentée ni continuée dans cette province aux termes de l'article 163, en ce qui concerne ces exemplaires ou autres exemplaires de la même publication, sans le consentement du procureur général.

Clause 4: New

Article 4. — Nouveau.

Clause 5: The relevant portion of the definition "enterprise crime offence" in section 462.3 reads as follows:

"enterprise crime offence" means

(a) an offence against any of the following provisions, namely,

Article 5. — Texte du passage introductif de l'alinéa a) de la définition de « infraction de criminalité organisée » à l'article 462.3 :

« infraction de criminalité organisée »

a) Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes :

Customs Tariff

Tarif des douanes

Clause 6: New

Article 6. — Nouveau.

COMING INTO FORCE

Coming into
force

7. This Act or any provision of this Act shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en
vigueur

7. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

C-128

C-128

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-128

PROJET DE LOI C-128

An Act to amend the Criminal Code and the Customs
Tariff (child pornography and corrupting morals)

Loi modifiant le Code criminel et le Tarif des douanes
(pornographie juvénile et corruption des mœurs)

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 15, 1993

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 15 JUIN 1993



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-128

PROJET DE LOI C-128

An Act to amend the Criminal Code and the
Customs Tariff (child pornography and
corrupting morals)

Loi modifiant le Code criminel et le Tarif des
douanes (pornographie juvénile et cor-
ruption des mœurs)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st Supp.),
cc. 1, 24, 27, 35
(2nd Supp.), cc.
10, 19, 30, 34
(3rd Supp.), cc.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4th Supp.);
1989, c. 2;
1990, cc. 15,
16, 17, 44;
1991, cc. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, cc. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, c. 7

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46;
L.R., ch. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1^{er} suppl.),
ch. 1, 24, 27, 35
(2^e suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3^e suppl.), ch.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4^e suppl.);
1989, ch. 2;
1990, ch. 15,
16, 17, 44;
1991, ch. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, ch. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, ch. 7

1. (1) Subsection 163(3) of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

**1. (1) Le paragraphe 163(3) du *Code cri-
minel* est abrogé et remplacé par ce qui suit : 5**

(3) No person shall be convicted of an of-
fence under this section if the public good
was served by the acts that are alleged to
constitute the offence and if the acts alleged
did not extend beyond what served the public
good.

(3) Nul ne peut être déclaré coupable
d'une infraction visée au présent article si les
actes qui constitueraient l'infraction ont servi
le bien public et n'ont pas outrepassé ce qui a
servi celui-ci.

Moyen de
défense fondé
sur le bien
public

10

**(2) Subsection 163(6) of the said Act is
repealed.**

**(2) Le paragraphe 163(6) de la même loi
est abrogé.**

Defence of
public good

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 163 thereof, the following section:

163.1 (1) In this section, "child pornography" means

(a) a photographic, film, video or other visual representation, whether or not it was made by electronic or mechanical means,

(i) that shows a person who is or is depicted as being under the age of eighteen years and is engaged in or is depicted as engaged in explicit sexual activity, or

(ii) the dominant characteristic of which is the depiction, for a sexual purpose, of a sexual organ or the anal region of a person under the age of eighteen years; or

(b) any written material or visual representation that advocates or counsels sexual activity with a person under the age of eighteen years that would be an offence under this Act.

(2) Every person who makes, prints, publishes or possesses for the purpose of publication any child pornography is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

(3) Every person who imports, distributes, sells or possesses for the purpose of distribution or sale

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

(4) Every person who possesses any child pornography is guilty of

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 163, de ce qui suit :

163.1 (1) Au présent article, « pornographie juvénile » s'entend, selon le cas :

a) de toute représentation photographique, filmée, vidéo ou autre, réalisée par des moyens mécaniques ou électroniques :

(i) soit où figure une personne âgée de moins de dix-huit ans ou présentée comme telle et se livrant ou présentée comme se livrant à une activité sexuelle explicite,

(ii) soit dont la caractéristique dominante est la représentation, dans un but sexuel, d'organes sexuels ou de la région anale d'une personne âgée de moins de dix-huit ans;

b) de tout écrit ou de toute représentation qui préconise ou conseille une activité sexuelle avec une personne âgée de moins de dix-huit ans qui constituerait une infraction à la présente loi.

(2) Quiconque produit, imprime ou publie, ou a en sa possession en vue de la publication, de la pornographie juvénile est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

(3) Quiconque importe, distribue, vend, ou a en sa possession en vue de la distribution ou de la vente, de la pornographie juvénile est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

(4) Quiconque a en sa possession de la pornographie juvénile est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

Definition of
"child
pornography"

Making child
pornography

Distribution or
sale of child
pornography

Possession of
child
pornography

Définition de
« pornographie
juvénile »

Production de
pornographie
juvénile

Distribution ou
vente de
pornographie
juvénile

Possession de
pornographie
juvénile

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Defence

(5) It is not a defence to a charge under subsection (2) in respect of a visual representation that the accused believed that a person shown in the representation that is alleged to constitute child pornography was or was depicted as being eighteen years of age or more unless the accused took all reasonable steps to ascertain the age of that person and took all reasonable steps to ensure that, where the person was eighteen years of age or more, the representation did not depict that person as being under the age of eighteen years.

5

(5) Le fait pour l'accusé de croire qu'une personne figurant dans une représentation qui constituerait de la pornographie juvénile était âgée d'au moins dix-huit ans ou était présentée comme telle ne constitue un moyen de défense contre une accusation portée sous le régime du paragraphe (2) que s'il a pris toutes les mesures raisonnables, d'une part, pour s'assurer qu'elle avait bien cet âge et, d'autre part, pour veiller à ce qu'elle ne soit pas présentée comme une personne de moins de dix-huit ans.

Moyen de
défense

Defences

(6) Where the accused is charged with an offence under subsection (2), (3) or (4), the court shall find the accused not guilty if the representation or written material that is alleged to constitute child pornography has artistic merit or an educational, scientific or medical purpose.

(6) Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction visée aux paragraphes (2), (3) ou (4), le tribunal est tenu de déclarer cette personne non coupable si la représentation ou l'écrit qui constituerait de la pornographie juvénile a une valeur artistique ou un but éducatif, scientifique ou médical.

Idem

Other
provisions to
apply

(7) Subsections 163(3) to (5) apply, with such modifications as the circumstances require, with respect to an offence under subsection (2), (3) or (4).

(7) Les paragraphes 163(3) à (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une infraction visée aux paragraphes (2), (3) ou (4).

Application
d'autres dispositions

3. (1) Subsection 164(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. (1) Le paragraphe 164(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Warrant of
seizure

164. (1) A judge who is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds for believing that

164. (1) Le juge émet, sous son seing, un mandat autorisant la saisie des exemplaires d'une publication ou des copies d'une représentation ou d'un écrit s'il est convaincu, par une dénonciation sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire :

Mandat de
saisie

(a) any publication, copies of which are kept for sale or distribution in premises within the jurisdiction of the court, is obscene or a crime comic, within the meaning of section 163, or

(b) any representation or written material, copies of which are kept in premises within the jurisdiction of the court, is child pornography within the meaning of section 163.1,

shall issue a warrant authorizing seizure of the copies.

a) soit que la publication, dont des exemplaires sont tenus, pour vente ou distribution, dans un local du ressort du tribunal, est obscène ou est une histoire illustrée de crime au sens de l'article 163;

b) soit que la représentation ou l'écrit, dont des copies sont tenues dans un local du ressort du tribunal, constitue de la pornographie juvénile au sens de l'article 163.1.

(2) Subsections 164(3) to (5) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(3) The owner and the maker of the matter seized under subsection (1), and alleged to be obscene, a crime comic or child pornography, may appear and be represented in the proceedings in order to oppose the making of an order for the forfeiture of the matter.

(4) If the court is satisfied that the publication, representation or written material referred to in subsection (1) is obscene, a crime comic or child pornography, it shall make an order declaring the matter forfeited to Her Majesty in right of the province in which the proceedings take place, for disposal as the Attorney General may direct.

(5) If the court is not satisfied that the publication, representation or written material referred to in subsection (1) is obscene, a crime comic or child pornography, it shall order that the matter be restored to the person from whom it was seized forthwith after the time for final appeal has expired.

(3) Subsection 164(7) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(7) Where an order has been made under this section by a judge in a province with respect to one or more copies of a publication, representation or written material, no proceedings shall be instituted or continued in that province under section 163 or 163.1 with respect to those or other copies of the same publication, representation or written material without the consent of the Attorney General.

4. The definition "offence" in section 183 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after the reference to "144 (prison breach)," a reference to "163.1 (child pornography),".

(2) Les paragraphes 164(3) à (5) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(3) Le propriétaire ainsi que l'auteur de la matière saisie et qu'on prétend être obscène ou être une histoire illustrée de crime, ou constituer de la pornographie juvénile, peuvent comparaître et être représentés dans les procédures pour s'opposer à l'établissement d'une ordonnance portant confiscation de 10 cette matière.

(4) Si le tribunal est convaincu que la matière est obscène ou est une histoire illustrée de crime, ou constitue de la pornographie juvénile, il doit rendre une ordonnance la déclarant confisquée au profit de Sa Majesté 15 du chef de la province où les procédures ont lieu, pour qu'il en soit disposé conformément aux instructions du procureur général.

(5) Si le tribunal n'est pas convaincu que la publication, la représentation ou l'écrit est 20 obscène ou est une histoire illustrée de crime, ou constitue de la pornographie juvénile, il doit ordonner que la matière soit remise à la personne entre les mains de qui elle a été 25 saisie, dès l'expiration du délai imparti pour un appel final.

(3) Le paragraphe 164(7) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(7) Lorsqu'un juge a rendu une ordonnance, en vertu du présent article, dans une province relativement à un ou plusieurs 30 exemplaires d'une publication ou à une ou plusieurs copies d'une représentation ou d'un écrit, aucune poursuite ne peut être intentée 35 ni continuée dans cette province aux termes des articles 163 ou 163.1, en ce qui concerne ces exemplaires ou d'autres exemplaires de la même publication, ou ces copies ou d'autres copies de la même représentation ou du 40 même écrit, sans le consentement du procureur général.

4. La définition de « infraction », à l'article 183 de la même loi, est modifiée par 40 insertion, après « 144 (bris de prison), », de 45 « 163.1 (pornographie juvénile), ».

Owner and
maker may
appear

Order of forfei-
ture

Disposal of
matter

Consent

Le propriétaire
et l'auteur
peuvent
comparaître

Ordonnance de
confiscation

Sort de la
matière

Consentement

5. The definition "enterprise crime offence" in section 462.3 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subparagraph (a)(v) thereof, the following subparagraph:

(v.1) section 163.1 (child pornography),

CUSTOMS TARIFF

R.S., c. 41 (3rd Suppl.); R.S., cc. 9, 18, 47 (4th Suppl.); 1988, c. 65; 1989, c. 18; 1990, c. 45; 1991, c. 40; 1992, cc. 1, 28

6. Schedule VII to the *Customs Tariff* is amended by adding thereto the following code:

9968 Photographic, film, video or other visual representations, whether or not made by mechanical or electronic means, and written material, that are child pornography within the meaning of section 163.1 of the *Criminal Code*.

COMING INTO FORCE

7. This Act or any provision of this Act shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Coming into force

5. La définition de « infraction de criminalité organisée », à l'article 462.3 de la même loi, est modifiée par insertion, après le sous-alinéa a)(v), de ce qui suit :

(v.1) article 163.1 (pornographie juvénile),

TARIF DES DOUANES

L.R., ch. 41 (3^e suppl.); L.R., ch. 9, 18, 47 (4^e suppl.); 1988, ch. 65; 1989, ch. 18; 1990, ch. 45; 1991, ch. 40; 1992, ch. 1 et 28

6. L'annexe VII du *Tarif des douanes* est modifiée par adjonction de ce qui suit :

9968 Représentations photographiques, filmées, vidéo ou autres—réalisées ou non par des moyens mécaniques ou électroniques—et écrits qui constituent de la pornographie juvénile au sens de l'article 163.1 du *Code criminel*.

ENTRÉE EN VIGUEUR

7. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

C-129

C-129

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-129

PROJET DE LOI C-129

an Act to establish the Atlantic Fisheries Board and the
Pacific Fisheries Board, to amend the Fisheries Act
and to make consequential amendments to other Acts

Loi constituant l'Office des pêches de l'Atlantique et l'Of-
fice des pêches du Pacifique, modifiant la Loi sur les
pêches et apportant des modifications corrélatives à
d'autres lois

First reading, May 13, 1993

Première lecture le 13 mai 1993



THE MINISTER OF FISHERIES AND OCEANS

LE MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-129

PROJET DE LOI C-129

An Act to establish the Atlantic Fisheries Board and the Pacific Fisheries Board, to amend the Fisheries Act and to make consequential amendments to other Acts

Loi constituant l'Office des pêches de l'Atlantique et l'Office des pêches du Pacifique, modifiant la Loi sur les pêches et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

Preamble

WHEREAS the legislative authority of Parliament extends to sea coast and inland fisheries;

WHEREAS Parliament intends to exercise that authority, and intends that responsibilities under the fisheries laws of Canada be exercised, in a manner that fosters cooperation with the provinces and is consistent with Canada's international rights and obligations;

WHEREAS the paramount goal of fisheries management is the conservation and protection of fisheries resources in the interest of present and future generations of Canadians;

WHEREAS the management of fisheries resources on a sustainable basis is central to the social and economic well-being of coastal communities;

WHEREAS decisions on the allocation of fisheries resources must, in the interests of those directly involved in or affected by those decisions, be made in a manner that is open, timely and fair;

AND WHEREAS the conservation and protection of fisheries resources depends on the effective enforcement of the laws of Canada;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Préambule

Attendu :

que le Parlement a compétence législative en ce qui concerne la pêche côtière et la pêche intérieure;

que le Parlement est déterminé à exercer cette compétence de manière à favoriser la coopération avec les provinces, dans le respect des droits et obligations internationaux du Canada, et entend que la législation sur les pêches soit mise en oeuvre dans le même esprit;

que la conservation et la protection des ressources halieutiques, dans l'intérêt des Canadiens d'aujourd'hui comme de demain, constituent l'objectif premier de la gestion des pêches;

que la gestion rationnelle des ressources halieutiques est essentielle au développement socio-économique des collectivités riveraines;

que, dans l'intérêt des personnes touchées, la répartition des ressources halieutiques doit s'effectuer en temps opportun, en toute transparence et avec équité;

que la conservation et la protection des ressources halieutiques sont tributaires d'une application efficace des lois canadiennes,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to establish the Atlantic Fisheries Board and the Pacific Fisheries Board, to amend the Fisheries Act and to make consequential amendments to other Acts".

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi constituant l'Office des pêches de l'Atlantique et l'Office des pêches du Pacifique, modifiant la Loi sur les pêches et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois ».

EXPLANATORY NOTES

Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act

INTRODUCTION AND SUMMARY

Background

The *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act* is a proposal to reform licensing and allocation in Canada's commercial fisheries and to decriminalize the enforcement system. The basis of the proposal is the creation of independent quasi-judicial administrative tribunals, an accepted and tested regulatory model.

The primary purposes of the Act, therefore, are

(a) to provide a public structure for licensing and allocation decisions that enables all commercial users of the fishery resource to be heard in an open forum, under clear and impartial rules; and

(b) to provide a mechanism for determining and imposing sanctions, in an effective and timely manner, for fisheries violations by licensed commercial fishermen.

Summary of Provisions

The major elements of the Act are as follows:

1. The Act establishes an Atlantic Fisheries Board having jurisdiction over prescribed fisheries on the north-east and east coasts of Canada and a Pacific Fisheries Board

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique

INTRODUCTION ET RÉSUMÉ

Historique

La *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique* vise à réformer le régime des pêches commerciales au Canada, notamment en ce qui a trait à la délivrance des permis et à la répartition des ressources. Elle emporte aussi la dépenalisation des manquements à la Loi et à ses règlements. Le nouveau régime repose sur la création d'organismes indépendants dotés de pouvoirs quasi judiciaires, modèle éprouvé et accepté en droit administratif.

Dans cette optique, les principaux objectifs de la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique* sont les suivants :

a) établir, pour la prise de décisions en matière de délivrance de permis et de répartition des ressources, un régime transparent qui obéit à des règles claires et impartiales et qui permet aux exploitants des ressources halieutiques de se faire entendre;

b) mettre sur pied un régime pour sanctionner, avec efficacité et en temps opportun, les violations commises par les pêcheurs commerciaux titulaires de permis.

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act*.

INTERPRETATION

Definitions

2. In this Act,

"allocation order"
Version anglaise seulement
"board"
« Office »

"allocation order" means an order of the executive committee of a board under section 47;

"board" means the Atlantic Fisheries Board established by section 8 or the Pacific Fisheries Board established by section 12;

"Canadian fisheries waters"
« eaux de pêche canadiennes »

"Canadian fisheries waters" means all waters in the fishing zones of Canada, all waters in the territorial sea of Canada and all internal waters of Canada;

"case presentation officer"
« chargé de dossier »

"case presentation officer" means an individual who is designated as a case presentation officer pursuant to section 3.2 of the *Department of Fisheries and Oceans Act*;

"close time"
« période de fermeture »

"close time" means a specified period during which fish to which it applies may not be fished;

"commercial fishing"
« pêche commerciale »

"commercial fishing" means fishing for, catching or attempting to catch by any method, processing, packing or transporting fish that is or is intended to be

(a) sold,

(b) traded or bartered, or

(c) used as bait for commercial purposes;

"conservation direction"
« instruction en matière de conservation »
"Department"
« ministère »

"conservation direction" means a direction issued by the Minister to a board under section 43;

"Department" means the Department of Fisheries and Oceans;

"fish"
« poisson »

"fish" includes

(a) parts of fish,

(b) shellfish, crustaceans, marine animals and any parts of shellfish, crustaceans or marine animals, and

(c) the eggs, sperm, spawn, larvae, spat and juvenile stages of fish, shellfish, 40 crustaceans and marine animals;

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique.*

DÉFINITIONS

Définitions

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

5 « agent des pêches » Personne désignée pour remplir cette fonction en application du paragraphe 3.1(1) de la *Loi sur le ministère des Pêches et des Océans.*

5 « agent des pêches »
"fishery officer"

« bateau de pêche » Construction flottante utilisée, équipée ou conçue pour la capture, la transformation ou le transport du poisson.

« bateau de pêche »
"fishing vessel"

« chargé de dossier » Personne désignée pour remplir cette fonction en application de l'article 3.2 de la *Loi sur le ministère des Pêches et des Océans.*

« chargé de dossier »
"case presentation officer"

« eaux de pêche canadiennes » Les eaux de la zone de pêche et de la mer territoriale du Canada, ainsi que les eaux intérieures canadiennes.

« eaux de pêche canadiennes »
"Canadian fisheries waters"

« garde-pêche » Personne désignée pour remplir cette fonction en application du paragraphe 3.1(1) de la *Loi sur le ministère des Pêches et des Océans.*

« garde-pêche »
"fishery guardian"

25 « instruction en matière de conservation » Instruction donnée à l'Office par le ministre en vertu de l'article 43.

25 « instruction en matière de conservation »
"conservation direction"
« instruction générale »
"policy direction"

« instruction générale » Instruction donnée à l'Office par le ministre en vertu de l'article 41.

30 « ministère » Le ministère des Pêches et des Océans.

« ministre » Le ministre des Pêches et des Océans.

« ministre »
"Minister"

35 « Office » L'Office des pêches de l'Atlantique, constitué par l'article 8, ou l'Office des pêches du Pacifique, constitué par l'article 12.

35 « Office »
"board"

« pêche commerciale » Toute activité de capture, de recherche aux fins de capture, de transformation, de conditionnement ou de transport visant du poisson qui fait l'objet

40 « pêche commerciale »
"commercial fishing"

having jurisdiction over prescribed fisheries on the west coast of Canada.

2. A fishery must be prescribed in the regulations by the Governor in Council in order to be made subject to the jurisdiction of one of the boards.

3. The boards will have licensing, allocation and sanctioning functions for prescribed commercial fisheries.

4. The boards will be subject to policy directions and conservation directions issued by the Minister of Fisheries and Oceans.

5. Policy directions must be of general application and be broad in scope.

6. Conservation directions will deal with the conservation and protection of fish and fisheries and may be of general or particular application.

7. Harvest limits will be issued by the Minister prior to the commencement of each fishing season in a fishery within the jurisdiction of a board.

8. Each board may authorize any person in its employ or in the employ of the Department of Fisheries and Oceans to issue licences and registration documents on its behalf.

9. The Minister may establish such terms or conditions for licences and registration documents as are required for the conservation of the resource and the proper management of the fishery.

10. The Act allows a majority of a prescribed class of holders to recommend to a board terms and conditions to be attached to their licences and registration documents.

11. Each board will be responsible for allocating the total allowable catch or other harvest limit between commercial user groups. The Act establishes a panel structure for the hearing of public representations respecting allocations. Panel findings and recommendations are reviewed by the Executive Committee of the board, which makes the allocation order.

12. Allocation principles, *e.g.* the reasonable security of access and economic viability, are set forth in the Act and all allocation decisions must take them into account.

13. The Act establishes an administrative law sanctioning process for violations. The effect will be to decriminalize many of the matters that are currently offences under the *Fisheries Act*.

14. Violations are designated as either major or minor. Minor violations are prescribed by regulation and are dealt with by a ticketing procedure. Violators may request an oral hearing or ask to make written representations.

Résumé des dispositions

Voici les points saillants de la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique* :

1. La nouvelle loi crée l'Office des pêches de l'Atlantique, qui a compétence pour les activités de pêche pratiquées sur les côtes est et nord-est du Canada, et l'Office des pêches du Pacifique, compétent pour les activités pratiquées sur la côte ouest du Canada.

2. Pour relever de la compétence de l'un des offices, une pêche doit lui avoir été attribuée par règlement du gouverneur en conseil.

3. Les offices exercent, en rapport avec les pêches relevant de leur compétence, diverses fonctions en matière de délivrance de permis, de répartition des ressources et de sanction des violations.

4. Les offices doivent se conformer aux instructions générales et aux instructions en matière de conservation que leur adresse le ministre des Pêches et des Océans.

5. Les instructions générales doivent être de portée générale et traiter de grandes questions d'orientation.

6. Les instructions en matière de conservation portent sur la conservation et la protection du poisson et des pêches, et peuvent être de portée générale ou particulière.

7. Les limites de capture sont fixées par le Ministre avant le début de chaque saison de pêche, cela pour chaque pêche relevant de la compétence des offices.

8. Chaque office peut autoriser ses employés ou ceux du ministère des Pêches et des Océans à délivrer en son nom des permis de pêche et des titres d'immatriculation.

9. Le Ministre peut exiger que les permis et les titres d'immatriculation soient assortis des conditions qu'il estime nécessaires à la conservation des ressources et à la gestion judicieuse des pêches.

10. La Loi permet à l'Office de fixer, sur la recommandation de la majorité des membres d'une catégorie réglementaire de titulaires, les conditions dont seront assortis leurs permis ou leurs titres d'immatriculation.

11. Il appartient à chacun des offices, pour les pêches relevant de sa compétence, de répartir les captures entre les exploitants. La Loi prévoit la constitution de comités chargés de tenir des audiences publiques à ce sujet. Les recommandations de ces comités seront prises en considération par le bureau de direction de l'Office au moment de la prise des arrêtés de répartition.

12. Les principes de répartition — garantie raisonnable d'accès aux ressources, intérêts économiques, etc. — sont

<p>"fishery guardian" « garde-pêche »</p>	<p>"fishery guardian" means an individual who is designated as a fishery guardian pursuant to subsection 3.1(1) of the <i>Department of Fisheries and Oceans Act</i>;</p>	<p>d'une vente ou d'un échange ou est utilisé comme appât dans un but commercial, ou est destiné à l'une de ces fins.</p>	
<p>"fishery officer" « agent des pêches »</p>	<p>"fishery officer" means an individual who is designated as a fishery officer pursuant to subsection 3.1(1) of the <i>Department of Fisheries and Oceans Act</i>;</p>	<p>« période de fermeture » Période spécifiée pendant laquelle le poisson visé ne peut être pêché.</p>	<p>« période de fermeture » 5 "close time"</p>
<p>"fishing vessel" « bateau de pêche »</p>	<p>"fishing vessel" means any vessel used, outfitted or designed for the purpose of catching, processing or transporting fish;</p>	<p>« permis » Permis délivré par l'Office ou avec son autorisation et conférant au titulaire le privilège de se livrer à une activité de pêche commerciale désignée par règlement ou à toute autre activité assujettie à la présente loi par application de l'alinéa 5(3)b).</p>	<p>« permis » "licence"</p>
<p>"holder" « titulaire »</p>	<p>"holder" means</p> <p>(a) a person,</p> <p>(b) a fishing vessel, or</p> <p>(c) an entity that is a member of a prescribed class of entities</p> <p>holding a licence or registration document;</p>	<p>« poisson »</p> <p>a) Le poisson proprement dit et ses parties;</p> <p>b) par assimilation :</p> <p>(i) tout mollusque, crustacé ou animal marin, ainsi que ses parties,</p> <p>(ii) selon le cas, les oeufs, le sperme, la laitance, le frai, les larves, le naissain et les petits de tout animal mentionné à l'alinéa a) ou au sous-alinéa (i).</p>	<p>« poisson » "fish"</p> <p>15</p>
<p>"licence" « permis »</p>	<p>"licence" means a licence that is issued or authorized to be issued by a board to or with respect to any person, fishing vessel or entity and that confers on its holder the privilege of engaging in</p> <p>(a) prescribed commercial fishing, or</p> <p>(b) other activities to which the application of this Act is extended under paragraph 5(3)(b);</p>	<p>« titre d'immatriculation » Certificat ou carte délivré par l'Office ou avec son autorisation et constatant l'immatriculation du titulaire pour l'application de la présente loi.</p>	<p>« titre d'immatriculation » "registration document"</p> <p>25</p>
<p>"licensing rules" Version anglaise seulement</p> <p>"major violation" Version anglaise seulement</p> <p>"Minister" « ministre »</p>	<p>"licensing rules" means the licensing rules established under section 66;</p> <p>"major violation" has the meaning assigned by section 73;</p> <p>"Minister" means the Minister of Fisheries and Oceans;</p>	<p>« titulaire » Détenteur — personne, bateau de pêche ou groupement de personnes appartenant à une catégorie réglementaire — d'un permis ou d'un titre d'immatriculation.</p> <p>« véhicule » Tout moyen de transport, notamment aéronef.</p> <p>« violation » Violation visée à l'article 72.</p>	<p>« titulaire » "holder"</p> <p>30</p> <p>« véhicule » "vehicle"</p> <p>35</p> <p>« violation » "violation"</p>
<p>"minor violation" Version anglaise seulement</p> <p>"policy direction" « instruction générale »</p>	<p>"minor violation" has the meaning assigned by section 74;</p> <p>"policy direction" means a direction issued by the Minister to a board under section 41;</p>	<p>« prescrit » Prescrit par la réglementation;</p>	<p>35</p>
<p>"prescribed" Version anglaise seulement</p>	<p>"prescribed" means prescribed by the regulations;</p>		

15. Monetary penalties up to a limit of two thousand dollars for minor violations may be imposed. Forfeiture of catch may also result from the commission of a minor violation.

16. If the prescribed monetary penalty for a minor violation is paid within fifteen days, a holder need only pay one half of the prescribed monetary penalty.

17. Penalties for major violations may consist of monetary penalties up to ten thousand dollars either alone or in conjunction with other sanctions including suspension, cancellation or revocation of licence, variation of licence terms and conditions and forfeiture of catch, fishing gear and fishing vessels.

18. The Act allows a majority of a prescribed class of holders to recommend to a board the particular sanctions to be applied to specified major violations.

énoncés dans la Loi et doivent être observés dans toute décision concernant la répartition.

13. La Loi dépénalise nombre d'agissements qui constituent actuellement des infractions aux termes de la *Loi sur les pêches*, et les assujettit à un régime de sanctions administratives.

14. Les violations sont graves ou mineures. Les dernières sont définies par règlement et obéissent à une procédure simplifiée. L'auteur d'une violation mineure peut demander une audience ou la possibilité de présenter des observations écrites.

15. La violation mineure peut donner lieu à l'application d'une sanction pécuniaire maximale de 2 000 \$ et à la confiscation des captures.

16. L'auteur d'une violation mineure qui admet sa responsabilité n'est tenu qu'à la moitié du montant de la sanction réglementaire s'il acquitte celle-ci dans un délai de quinze jours.

17. D'autre part, l'auteur d'une violation grave encourt une sanction pécuniaire maximale de 10 000 \$ et d'autres mesures comme la suspension ou l'annulation de son permis, la modification des conditions de celui-ci, ainsi que la confiscation du poisson et de ses engins, équipement et bateau de pêche.

18. La Loi permet à l'Office de fixer, sur la recommandation des membres d'une catégorie réglementaire de titulaires, les sanctions applicables à une violation grave donnée.

"registration document"
« titre d'immatriculation »

"registration document" means any registration certificate or registration card that is issued or authorized to be issued by a board and that registers a person, fishing vessel or entity for the purposes of this Act;

"vehicle"
« véhicule »

"vehicle" means any conveyance that may be used for transportation, including aircraft;

"violation"
« violation »

"violation" means a major violation or a minor violation.

Fisheries Act definitions

3. Notwithstanding paragraph 15(2)(b) of the *Interpretation Act*, section 2 of the *Fisheries Act* is not applicable to this Act.

3. Par dérogation à l'alinéa 15(2)b) de la *Loi d'interprétation*, l'article 2 de la *Loi sur les pêches* ne s'applique pas à la présente loi.

Définitions de la *Loi sur les pêches*

HER MAJESTY

Binding on Her Majesty

4. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

SA MAJESTÉ

4. La présente loi lie Sa Majesté du chef 15 du Canada ou d'une province.

Obligation de Sa Majesté 5

APPLICATION

Application

5. (1) This Act applies in respect of

(a) prescribed commercial fishing, and

(b) other activities to which the application of this Act is extended under paragraph (3)(b)

in, or in relation to fish that is taken from, a fishery within the waters described in subsection (2) that is

(c) a prescribed fishery, or

(d) an exploratory fishery respecting 25 which the Minister has issued a policy direction.

Territorial application

(2) Those waters are

(a) Canadian fisheries waters, excluding all the rivers, lakes and other fresh waters in Canada, but including, in the case of a fishery of an anadromous or catadromous species of fish, all the rivers, lakes and other fresh waters in Canada that are frequented by that species, regardless of 30 whether the waters are in a province; and

(b) the high seas.

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations

(a) prescribing fisheries for the purposes 40 of this Act; and

CHAMP D'APPLICATION

5. (1) La présente loi s'applique aux activités de pêche commerciale désignées par règlement comme aux autres activités qui y sont assujetties par application de l'alinéa (3)b), lorsqu'elles sont pratiquées dans 10 les eaux désignées au paragraphe (2) et relativement à une pêche désignée par règlement ou à une pêche exploratoire ayant fait l'objet d'une instruction générale, ou lorsqu'elles concernent du poisson pris dans le cadre de 15 l'une ou l'autre de ces pêches.

Application

(2) Les eaux visées au paragraphe (1) sont la haute mer et les eaux de pêche canadiennes; sont inclus dans celles-ci, dans la mesure où ils sont fréquentés par une espèce 20 anadrome ou catadrome, les cours d'eau, lacs et autres plans d'eau douce du Canada, même s'ils se trouvent à l'intérieur d'une province.

Application territoriale

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement : 25 Règlements

a) désigner les pêches assujetties à la présente loi;

(b) extending the application of this Act to any other fishing for, catching or attempting to catch by any method, processing, packing or transporting fish.

Fisheries

(4) Regulations prescribing a fishery for the purposes of this Act may prescribe the fishery in terms of

(a) the species of fish that is fished for, caught or attempted to be caught;

(b) the area where or the times when fish are fished for, caught or attempted to be caught; or

(c) the fishing gear that is used to fish for, catch or attempt to catch fish.

Non-application

6. This Act does not apply in respect of

(a) matters that are governed by the *Coastal Fisheries Protection Act*; or

(b) activities on, or in relation to fish taken on, the high seas by means of vessels that are not subject to the jurisdiction of Canada.

Permission for non-commercial activities

7. Nothing in this Act precludes the granting by the Minister of written permission to obtain fish for purposes of stocking or artificial breeding or for scientific purposes or to engage in test fishing.

b) assujettir à la présente loi toute autre activité de capture, de recherche aux fins de capture, de transformation, de conditionnement ou de transport du poisson.

5 Caractérisation des pêches

5 (4) La pêche — capture du poisson ou recherche aux fins de capture — désignée par règlement d'application de la présente loi peut être caractérisée par l'espèce visée, le lieu ou la période où elle est pratiquée, ou encore l'engin ou l'équipement utilisé.

10

15 6. La présente loi ne s'applique ni aux activités visées par la *Loi sur la protection des pêches côtières*, ni à celles qui sont pratiquées en haute mer au moyen de navires ne relevant pas de la souveraineté canadienne, 15 ou qui concernent du poisson pêché en haute mer au moyen de tels navires.

Non-application

7. La présente loi ne porte pas atteinte au droit du ministre d'accorder la permission écrite de se procurer du poisson aux fins de 20 repeuplement, de reproduction artificielle, dans un but scientifique ou en vue d'essais ou de vérifications.

Permission concernant les activités non commerciales

ESTABLISHMENT OF FISHERIES BOARDS

MISE EN PLACE DES OFFICES

Atlantic Fisheries Board

Office des pêches de l'Atlantique

Board established

8. (1) There is hereby established a board, to be known as the Atlantic Fisheries Board, consisting of a Chairperson, a Vice-Chairperson, five other executive members 30 and any additional members.

Constitution

8. (1) Est constitué l'Office des pêches de l'Atlantique, composé de sept membres principaux, y compris le président et le vice-président, et d'éventuels membres auxiliaires.

Executive committee established

(2) There is hereby established an executive committee of the Atlantic Fisheries Board, consisting of the Chairperson, the Vice-Chairperson and the five other executive 35 members.

(2) Les membres principaux forment le bureau de direction de l'Office.

Bureau de direction

Jurisdiction

9. The Atlantic Fisheries Board has jurisdiction in respect of the matters described in section 5 in relation to the waters described in that section that are off the north-east and eastern coasts of Canada or, in the case of fresh waters described in that section, that

9. L'Office des pêches de l'Atlantique a 30 compétence pour les activités visées au paragraphe 5(1) qui sont pratiquées dans les eaux désignées au paragraphe 5(2), au large de la côte est ou de la côte nord-est du Canada ou

Compétence

are part of a watershed that drains into the sea at the north-east and eastern coasts of Canada.

dans le réseau hydrographique des eaux se jetant dans l'Atlantique au large de ces côtes.

Residence

10. (1) Five executive members of the Atlantic Fisheries Board must be ordinarily resident in Quebec, Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island and Newfoundland, respectively, at the time of their initial appointment to the Board.

10. (1) Cinq des membres principaux doivent, au moment de leur première nomination, avoir respectivement leur résidence habituelle au Québec, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, dans l'Île-du-Prince-Édouard ou à Terre-Neuve.

Résidence des membres

5

Provincial lists

(2) The Government of Quebec, Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island or Newfoundland may at any time submit to the Minister a list of the names of any persons who are eligible to be appointed as executive members of the Atlantic Fisheries Board and who are ordinarily resident in that province.

(2) Le gouvernement de chacune de ces provinces peut présenter une liste des personnes ayant leur résidence habituelle dans la province et admissibles aux fonctions de membre principal.

Liste de candidature

10

Filling vacancy

(3) The Governor in Council may, but need not, appoint as an executive member a person whose name is submitted by one of those governments.

(3) Le gouverneur en conseil n'est pas lié par la liste de candidature.

Faculté de choix

15

Head office

11. The head office of the Atlantic Fisheries Board shall be at a place in Quebec, Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island or Newfoundland to be fixed by the Governor in Council.

11. Le siège de l'Office des pêches de l'Atlantique est situé au Québec, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, dans l'Île-du-Prince-Édouard ou à Terre-Neuve, au lieu déterminé par le gouverneur en conseil.

Siège

20

*Pacific Fisheries Board**Office des pêches du Pacifique*

Board established

12. (1) There is hereby established a board, to be known as the Pacific Fisheries Board, consisting of a Chairperson, a Vice-Chairperson, three other executive members and any additional members.

12. (1) Est constitué l'Office des pêches du Pacifique, composé de cinq membres principaux, y compris le président et le vice-président, et d'éventuels membres auxiliaires.

Constitution

Executive committee established

(2) There is hereby established an executive committee of the Pacific Fisheries Board, consisting of the Chairperson, the Vice-Chairperson and the three other executive members.

(2) Les membres principaux forment le bureau de direction de l'Office.

Bureau de direction

Jurisdiction

13. The Pacific Fisheries Board has jurisdiction in respect of the matters described in section 5 in relation to the waters described in that section that are off the western coast of Canada or, in the case of fresh waters described in that section, that are part of a watershed that drains into the Pacific Ocean.

13. L'Office des pêches du Pacifique a compétence pour les activités visées au paragraphe 5(1) qui sont pratiquées dans les eaux désignées au paragraphe 5(2), au large de la côte ouest du Canada ou dans le réseau hydrographique des eaux se jetant dans le Pacifique.

Compétence

Residence

14. (1) The executive members of the Pacific Fisheries Board, other than the Chairperson and the Vice-Chairperson, must be ordinarily resident in British Columbia at

14. (1) Hormis le président et le vice-président, les membres principaux doivent, au moment de leur première nomination, avoir

Résidence des membres

35

the time of their initial appointment to the Board.

leur résidence habituelle en Colombie-Britannique.

Provincial lists

(2) The Government of British Columbia may at any time submit to the Minister a list of the names of any persons who are eligible to be appointed as executive members of the Pacific Fisheries Board and who are ordinarily resident in that province.

(2) Le gouvernement de la Colombie-Britannique peut présenter une liste des personnes ayant leur résidence habituelle dans la province et admissibles aux fonctions de membre principal.

Liste de candidature

Filling vacancy

(3) The Governor in Council may, but need not, appoint as an executive member a person whose name is submitted by that government.

(3) Le gouverneur en conseil n'est pas lié par la liste de candidature.

Faculté de choix

Head office

15. The head office of the Pacific Fisheries Board shall be at a place in British Columbia to be fixed by the Governor in Council.

15. Le siège de l'Office des pêches du Pacifique est situé en Colombie-Britannique, au lieu déterminé par le gouverneur en conseil.

Siège

Constitution of Boards

Composition des offices

Term of members

16. (1) The Chairperson, the Vice-Chairperson and each other executive member of a board shall be appointed by the Governor in Council to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years and may be removed for cause by the Governor in Council.

16. (1) Le gouverneur en conseil nomme les membres principaux qui, sauf révocation motivée de sa part, exercent leurs fonctions à titre inamovible pour un mandat maximal de cinq ans.

Mandat des membres principaux

Idem

(2) Additional members of a board may be appointed by the Governor in Council on the terms and conditions specified by the Governor in Council to hold office during good behaviour for a term not exceeding three years and may be removed for cause by the Governor in Council.

(2) Le gouverneur en conseil nomme les membres auxiliaires qui, sauf révocation motivée de sa part, exercent leurs fonctions à titre inamovible pour un mandat maximal de trois ans, aux conditions déterminées par lui.

Mandat des membres auxiliaires

Re-appointment

(3) A member of a board may be re-appointed to the board.

(3) Le mandat des membres est renouvelable.

Renouvellement

Acting after expiration of term

(4) A person who ceases to be a member of a board may, with the authorization of the Chairperson of the board, continue, during a period not exceeding six months, to act as a member of the board in respect of any matter in respect of which the person became engaged while holding office as a member.

(4) Le membre dont le mandat a expiré peut, avec l'autorisation du président et pour une période d'au plus six mois, continuer à exercer ses fonctions relativement à toute affaire dont il a été saisi pendant son mandat.

Fonctions postérieures au mandat

Conflict of interest

17. (1) A person is not eligible to be appointed or to continue as a member of a board if the person is, directly or indirectly, as owner, shareholder, director, officer, partner or otherwise, engaged in a fisheries business or undertaking or is a member of or the holder of an office in a fisheries organization.

17. (1) La qualité de membre de l'Office est incompatible tant avec la participation directe ou indirecte, à titre de propriétaire, actionnaire, dirigeant, administrateur, associé ou autre, aux activités d'une entreprise de pêche qu'avec l'appartenance à un organisme de la profession.

Conflit d'intérêts

Inheritance	(2) Where any interest referred to in subsection (1) vests in a member of a board by will or succession for the member's benefit, the member shall absolutely dispose of the interest within three months after it vests.	(2) Le membre saisi par voie de succession d'une participation visée au paragraphe (1) est tenu de s'en départir entièrement dans les trois mois suivant la saisine.	Succession
Other employment	18. A member of a board shall not accept or hold any office or employment inconsistent with the member's functions under this Act.	18. Il est interdit aux membres d'occuper ou d'accepter une charge ou un emploi incompatible avec les fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.	5 Incompatibilité de fonctions
Full-time occupation	19. The Chairperson, the Vice-Chairperson and every other executive member of a board shall exercise the functions of a member on a full-time basis.	19. Les membres principaux exercent leurs fonctions à temps plein.	10 Fonctions à temps plein
Inquiries	20. (1) Where the Chairperson of a board considers it appropriate to do so, the Chairperson may recommend to the Minister that an inquiry be held as to whether any member of the board should be subject to any disciplinary measures for any reason set out in any of paragraphs (10)(a) to (d).	20. (1) Le président de l'Office peut recommander au ministre la tenue d'une enquête sur les cas de mesures disciplinaires au sein de l'Office, pour tout motif énoncé aux alinéas (10)a) à d).	15 Enquête
Appointment	(2) Where the Minister considers that it is appropriate that an inquiry under this section be held, a judge, supernumerary judge or former judge of the Federal Court, in this section referred to as the "judge", shall hold the inquiry.	(2) Si le ministre estime qu'une enquête s'impose, celle-ci est tenue par un juge, juge surnuméraire ou ancien juge de la Cour fédérale.	20 Nomination de l'enquêteur
Powers	(3) A judge holding an inquiry under this section has all the powers, rights and privileges that are vested in a superior court including the power (a) to issue a summons to any person requiring that person to appear at the time and place mentioned in the summons to testify with respect to all matters within that person's knowledge relative to the inquiry and to bring and produce any document, book or paper that the person has or controls relative to the inquiry; and (b) to administer oaths and examine any person on oath.	(3) L'enquêteur nommé conformément au paragraphe (2) a les attributions d'une juridiction supérieure; il peut notamment : a) par citation adressée aux personnes ayant connaissance des faits se rapportant à l'affaire dont il est saisi, leur enjoindre de comparaître comme témoins aux date, heure et lieu indiqués et d'apporter et de produire tous documents, livres ou pièces, utiles à l'affaire, dont elles ont la possession ou la responsabilité; b) faire prêter serment et interroger sous serment.	20 Pouvoirs d'enquête 25 30
Inquiry public	(4) Subject to subsections (5) and (6), an inquiry under this section shall be held in public.	(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (6), l'enquête est publique.	30 Enquête publique
Confidentiality	(5) Where a judge holding an inquiry under this section is satisfied, during the inquiry, or as a result of the inquiry being held in public, as the case may be,	(5) L'enquêteur peut, sur demande, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance pour assurer la confidentialité de l'enquête s'il est convaincu que, selon le cas :	35 Confidentialité

(a) that matters involving public security may be disclosed,

(b) that financial or personal or other matters may be disclosed of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of those matters in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that the inquiry be held in public, or

(c) that there is a serious possibility that the life, liberty or security of a person would be endangered,

the judge may, on application, take such measures and make such order as the judge considers necessary to ensure the confidentiality of the inquiry.

Idem

(6) Where a judge holding an inquiry under this section considers it appropriate to do so, the judge may take such measures and make such order as the judge considers necessary to ensure the confidentiality of any hearing held in respect of any application referred to in subsection (5).

Rules of evidence

(7) A judge holding an inquiry under this section is not bound by any legal or technical rules of evidence and, in any proceedings of the inquiry, the judge may receive and base a decision on evidence adduced in the proceedings and considered credible or trustworthy in the circumstances of the case.

Right to be heard

(8) Every person in respect of whom an inquiry under this section is held shall be given reasonable notice of the subject-matter of the inquiry and of the time and place of any hearing and shall be given an opportunity, in person or by counsel, to be heard at the hearing, to cross-examine witnesses and to adduce evidence.

Report of inquiry

(9) After an inquiry under this section has been completed, the judge who held the inquiry shall report the conclusions of the inquiry to the Minister and submit the report of the inquiry to the Minister.

Recommendations

(10) Where an inquiry under this section has been held and, in the opinion of the judge who held the inquiry, the member of the

a) risquent d'être divulguées des questions touchant à la sécurité publique;

b) risquent d'être divulguées des questions financières, personnelles ou autres de nature telle que l'intérêt des personnes concernées ou l'intérêt public doivent prévaloir sur le principe de la publicité de l'enquête;

c) il y a une sérieuse possibilité que la vie, la liberté ou la sécurité d'une personne puisse être mise en danger par la publicité des débats.

Idem

(6) L'enquêteur peut, s'il l'estime indiqué, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance qu'il juge nécessaire pour assurer la confidentialité de la demande.

Règles de preuve

(7) L'enquêteur n'est pas lié par les règles légales ou techniques de présentation de la preuve. Il peut recevoir les éléments qu'il juge crédibles ou dignes de foi en l'occurrence et fonder sur eux ses conclusions.

Avis d'audience

(8) Le membre en cause doit être informé, suffisamment à l'avance, de l'objet de l'enquête, ainsi que des date, heure et lieu de l'audience, et avoir la possibilité de se faire entendre, de contre-interroger les témoins et de présenter tous éléments de preuve utiles à sa décharge, personnellement ou par procureur.

Rapport au ministre

(9) À l'issue de l'enquête, l'enquêteur présente au ministre un rapport sur ses conclusions et lui communique le dossier.

Recommandations

(10) L'enquêteur peut, dans son rapport, recommander la révocation, la suspension sans traitement ou toute autre mesure disciplinaire s'il est d'avis que le membre en cause

board in respect of whom the inquiry was held

- (a) has become incapacitated from the due execution of that office by reason of infirmity,
- (b) has been guilty of misconduct,
- (c) has failed in the due execution of that office, or
- (d) has been placed, by conduct or otherwise, in a position that is incompatible with the due execution of that office,

the judge may, in the report of the inquiry, recommend that the member be suspended without pay or be removed from office or that any other disciplinary measure that the judge may specify be taken.

Governor in Council may suspend or remove

(11) Forthwith on receiving a report under subsection (9) the Minister shall forward the report to the Governor in Council, who may suspend without pay, remove from office or take any other disciplinary measure against the member to whom the report relates.

Remuneration

21. (1) Each member of a board shall be paid the remuneration that the Governor in Council may fix.

Expenses

(2) A member of a board is entitled to be paid reasonable travel and other expenses incurred by the member in the course of performing functions under this Act while away from the member's ordinary place of residence.

Pension

(3) A member of a board is deemed not to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* unless the Governor in Council deems the member to be so employed for those purposes.

Workers' compensation

(4) A member of a board is deemed to be employed in the public service of Canada for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Duties of Chairperson

22. (1) The Chairperson of a board is the chief executive officer of the board and has supervision over and direction of the work of the members and staff of the board, including the apportionment of work among the

est inapte à remplir utilement ses fonctions pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- a) invalidité;
- b) manquement à l'honneur ou à la dignité;
- c) manquement aux devoirs de sa charge;
- d) situation d'incompatibilité, qu'elle soit imputable au membre ou à toute autre cause.

5

5

(11) Le ministre transmet sans délai le rapport au gouverneur en conseil qui peut, s'il l'estime indiqué, révoquer le membre en cause, le suspendre sans traitement ou prendre toute autre mesure disciplinaire à son égard.

10 Transmission du rapport au gouverneur en conseil

15

21. (1) Les membres reçoivent le traitement fixé par le gouverneur en conseil.

Traitement

25

(2) Ils ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'exercice, hors du lieu de leur résidence habituelle, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

Frais

20

(3) Sauf avis contraire du gouverneur en conseil, ils sont réputés ne pas appartenir à la fonction publique pour l'application de la Loi sur la pension de la fonction publique.

Loi sur la pension de la fonction publique

25

(4) Ils sont réputés appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'aéronautique.

Loi sur l'indemnisation des agents de l'État

30

22. (1) Le président de l'Office en est le premier dirigeant; il dirige et contrôle l'activité des membres et du personnel de l'Office. Il est notamment responsable de la répartition des affaires et du travail entre les

Fonctions du président

35

members and the assignment of members to deal with matters before the board and, where the board sits in panels, the assignment of members to panels and of executive members to preside over panels.

membres et, le cas échéant, de la constitution des comités et de la désignation de leur président parmi les membres principaux.

Absence, etc.,
of Chairperson

(2) If the Chairperson of a board is absent or unable to act or if the office is vacant, the Vice-Chairperson of the board shall exercise the functions of the Chairperson.

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.

Absence ou
empêchement
du président

Death or
incapacity of
member

23. If a member of a board who is engaged in respect of any matter becomes incapacitated or dies before rendering a decision in respect of the matter and, as a result, a quorum no longer exists, the Chairperson of the board may, with the consent of all parties in the matter, authorize another member of the board to act in respect of the matter and render a decision.

23. En cas de décès ou d'empêchement d'un membre avant le prononcé de sa décision sur une affaire dont il a été saisi, le président de l'Office peut, s'il n'y a plus quorum et que les parties y consentent, en saisir un autre membre.

Décès ou
empêchement
d'un membre

Services and Facilities and Staffing

Personnel et installations

Secretary and
other staff

24. (1) The secretary and other staff necessary for the proper conduct of the business of a board shall be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

(1) Le secrétaire et le personnel nécessaires aux activités de l'Office sont nommés conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Secrétaire et
personnel

Technical
experts

(2) A board may engage and, subject to the approval of the Treasury Board, fix the remuneration of persons having technical or special knowledge to assist or advise the board in any matter.

(2) L'Office peut engager des experts pour l'aider et le conseiller et, avec l'approbation du Conseil du Trésor, fixer leur rémunération.

Experts

Government
services and
facilities

25. In performing its functions, a board shall, where appropriate, make use of the services and facilities of departments, boards and agencies of the Government of Canada.

25. Pour l'exercice de ses fonctions, l'Office utilise, dans la mesure où cela est opportun, les services et installations des ministères et organismes fédéraux.

Services de
l'administration
publique
fédérale

Civil Liability

Responsabilité civile

Immunity

26. (1) The members of a board and the persons referred to in section 24 are not personally liable for anything done or omitted to be done in good faith in the exercise of any functions under this Act.

(1) Les membres de l'Office et les personnes visées à l'article 24 n'encourent aucune responsabilité personnelle pour les actes qu'ils accomplissent ou omettent d'accomplir de bonne foi dans l'exercice des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

Non-responsabilité

Crown not
relieved

(2) Subsection (1) does not, by reason of section 10 of the *Crown Liability and Proceedings Act*, relieve the Crown of liability in respect of a tort to which the Crown would otherwise be subject.

(2) Malgré l'article 10 de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, le paragraphe (1) ne dégage pas l'État de la responsabilité qu'il serait autrement tenu d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne visée à ce paragraphe.

Délit civil

Contractual liability	27. A board is an agent of Her Majesty in right of Canada for the purposes of the law of contract.	27. Pour l'application du droit des contrats, l'Office est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.	Responsabilité contractuelle
Tort liability	28. A board, the members of a board and the persons referred to in section 24 are servants of Her Majesty in right of Canada for the purposes of the law of tort.	28. Pour l'application du droit de la responsabilité civile délictuelle, l'Office, ses membres et les personnes visées à l'article 24 sont des préposés de Sa Majesté du chef du Canada.	Responsabilité délictuelle
<i>Procedural Matters</i>			
Panels	29. (1) Subject to section 30, a function of a board may be exercised (a) in the case of a function referred to in section 54, by a panel that is provided for by the regulations; and (b) in any case where the Chairperson of the board so directs, by a panel consisting of an odd number of members of the board, in which case a decision or order made by a majority of the members of the panel in the exercise of that function is a decision or order of the board.	29. (1) Sous réserve de l'article 30, les fonctions de l'Office peuvent être exercées : a) dans le cas des fonctions visées à l'article 54, par le comité dont la création est prévue par règlement; b) lorsque le président de l'Office l'ordonne, par un comité formé d'un nombre impair de membres, auquel cas la décision ou l'ordonnance prise à la majorité est assimilée à une décision ou à une ordonnance de l'Office.	Comités
Exception	(2) Subsection (1) does not apply in respect of a function of the executive committee of the board.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux fonctions relevant du bureau de direction.	Exception
Jurisdiction	30. (1) A board has jurisdiction to hear and determine all appeals under section 71 and all proceedings in respect of violations and any matters related to those appeals and proceedings.	30. (1) L'Office connaît des appels formés en vertu de l'article 71 et des procédures en violation, et a compétence pour toute question s'y rattachant.	Compétence
Panels	(2) That jurisdiction may be exercised (a) by a single member of a board, in which case an order made by a single member of a board in the exercise of that jurisdiction is an order of the board; or (b) if the Chairperson of the board so directs, by a panel consisting of an odd number of members of the board, in which case an order made by a majority of the members of the panel in the exercise of that jurisdiction is an order of the board.	(2) Cette compétence est exercée : a) soit par un membre unique de l'Office, auquel cas l'ordonnance rendue par lui est assimilée à une ordonnance de l'Office; b) soit, lorsque le président de l'Office l'ordonne, par un comité formé d'un nombre impair de membres, auquel cas l'ordonnance rendue à la majorité est assimilée à une ordonnance de l'Office.	Comités
Orders not statutory instruments	(3) An order made in the exercise of that jurisdiction is not a statutory instrument for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	(3) L'ordonnance rendue dans l'exercice de cette compétence n'est pas un texte réglementaire au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .	Loi sur les textes réglementaires
Right to appear	31. All parties to a proceeding before a board held in the exercise of the jurisdiction	31. Toute partie à une procédure visée à l'article 30 peut comparaître en personne ou	Comparution

referred to in section 30 may appear in person or may be represented by counsel or an agent.

se faire représenter par un avocat ou un mandataire.

Hearings

32. In addition to any hearings that a board is required to hold, a board may conduct any hearings that it considers to be necessary or desirable for the purpose of carrying out any of its functions.

32. Outre les audiences qu'il a l'obligation de tenir, l'Office tient celles qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour l'exercice de ses fonctions.

Audiences

Powers

33. (1) A board may summon any person to appear as a witness before the board and may order the witness to

33. (1) L'Office peut citer toute personne à comparaître devant lui et lui ordonner de déposer oralement ou par écrit, ou de produire toute pièce qu'il juge nécessaire ou souhaitable pour l'exercice de ses fonctions.

Témoins

(a) give evidence orally or in writing; and
(b) produce any documents and things that the board considers necessary or desirable for the purpose of carrying out any of its functions.

(2) A summons to a witness issued by a board shall be served personally on the person summoned, who is entitled to receive the fees and allowances to which persons who are summoned to appear as witnesses before the Federal Court are entitled.

(2) La citation est signifiée à personne et son destinataire reçoit des indemnités comparables à celles qui s'appliquent aux convocations de la Cour fédérale.

Indemnités

Fees for witnesses

Enforcement of summonses and orders

34. (1) Any summons to a witness issued or order made by a board may be made a summons to a witness or an order of the Federal Court or of the superior court of a province and is enforceable in the same manner as a summons to a witness or an order of that court.

34. (1) Les citations et les ordonnances de l'Office peuvent être homologuées par la Cour fédérale ou une juridiction supérieure provinciale; elles sont dès lors assimilées aux citations ou aux ordonnances de la juridiction saisie, et leur exécution s'effectue selon les mêmes modalités.

Exécution des citations et ordonnances

Procedure

(2) To make a summons or an order of a board a summons or an order of the Federal Court or of the superior court of a province, the usual practice and procedure of the court in such matters may be followed, or the secretary of the board may file a certified copy of the summons or order with the registrar of the court and the summons or order thereupon becomes a summons or an order of the court.

(2) L'homologation se fait soit selon les règles de pratique et de procédure de la juridiction saisie, soit par le dépôt au greffe de celle-ci, par le secrétaire de l'Office, d'une copie certifiée conforme de la citation ou de l'ordonnance.

Procédure

Review of decisions and orders

35. A board may review and confirm, rescind or vary any decision or order made by it, or may rehear any matter before deciding it.

35. L'Office peut réviser et confirmer, annuler ou modifier ses décisions, ordonnances et arrêtés, ou entendre de nouveau une affaire avant d'en décider.

Révision des décisions et ordonnances

Judicial review

36. (1) For greater certainty, the Federal Court has jurisdiction under section 18 of the *Federal Court Act* to hear and determine an application for judicial review in which relief is sought against a board.

36. (1) Il est entendu que, conformément à l'article 18 de la *Loi sur la Cour fédérale*, la Cour fédérale connaît des demandes de contrôle judiciaire visant l'Office.

Contrôle judiciaire

Board may be heard	(2) A board is entitled to be heard by counsel or otherwise on the argument of an application for judicial review in which relief is sought against the board.	(2) L'Office peut contester la demande par procureur ou autrement.	Comparution de l'Office
By-laws	37. The executive committee of a board may make by-laws respecting the calling of meetings of the board, the conduct of business at meetings of the board and the internal administrative affairs of the board.	5 37. Le bureau de direction peut, par règlement administratif, régir l'activité interne de l'Office, ainsi que la convocation et le déroulement des réunions.	Règlements administratifs
Rules	38. The executive committee of a board may, with the approval of the Governor in Council, make (a) rules governing the practice and procedure of the board or of any of its panels; and (b) rules for preventing trade secrets and information described in section 20 of the <i>Access to Information Act</i> from being disclosed or made public as a result of their being used as evidence before the board or any of its panels, including rules providing for hearings to be held in private.	10 38. Le bureau de direction peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, établir des règles concernant : a) la pratique et la procédure de l'Office et de ses comités; 15 b) la protection des secrets industriels et des renseignements visés à l'article 20 de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> qui sont versés en preuve devant l'Office ou un de ses comités, notamment les circonstances exigeant le huis clos.	Règles
Annual report	39. (1) A board shall, not later than June 30 in each fiscal year, submit a report of its activities during the preceding fiscal year to the Minister.	25 39. (1) Au plus tard le 30 juin, l'Office présente au ministre son rapport d'activité pour l'exercice précédent.	Rapport annuel
Tabling	(2) The Minister shall cause a copy of each annual report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the Minister receives the report.	30 (2) Le ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.	Dépôt
Public registry	40. (1) A board shall, for the purpose of facilitating public access to information relating to fisheries within its jurisdiction, establish and maintain a public registry in a manner that ensures convenient public access to the registry and is in accordance with this Act and the regulations.	35 40. (1) En vue de faciliter l'accès du public à l'information concernant les pêches relevant de sa compétence, l'Office établit un registre public et le tient, conformément à la présente loi et aux règlements, de manière à permettre au public d'y avoir commodément accès.	25 Registre public
Contents of public registry	(2) The public registry established and maintained by a board shall contain (a) copies of directions issued to the board by the Minister;	40 (2) Figurent au registre des copies de tous les permis et titres d'immatriculation, des copies de toutes les instructions données par le ministre à l'Office, ainsi que les décisions, ordonnances et arrêtés de celui-ci.	35 Contenu du registre public

(b) the decisions and orders of the board;
and

(c) copies of licences and registration documents issued by the board.

Personal
information

(3) The information in the public registry may include the names and addresses of holders.

Spent violations

(4) A board shall remove from the public registry maintained by it

(a) any notation of an order referred to in section 106 made against a holder, if more than five years have elapsed since the day on which the order was made and no other order has been made against the holder under any of sections 106 to 108 since that day;

(b) any notation of an order referred to in sections 107 and 108 made against a holder, if more than two years have elapsed since the day on which the order was made and no other order has been made against the holder under any of sections 106 to 108 since that day;

(c) any notation of a stay of a proceeding against a holder in respect of a major violation, if the stay was not lifted and more than five years have elapsed since the expiration of the three month period for lifting the stay and no order has been made against the holder under any of sections 106 to 108 since that expiration; and

(d) any notation of a stay of a proceeding against a holder in respect of a minor violation, if the stay was not lifted and more than two years have elapsed since the expiration of the three month period for lifting the stay and no order has been made against the holder under any of sections 106 to 108 since that expiration.

MINISTERIAL DIRECTIONS

Policy Directions

Policy
directions

41. (1) The Minister may, by order, issue directions of general application to a board on broad policy matters relating to the fisheries within the jurisdiction of the board, including directions respecting

(3) Peuvent être inscrits au registre les nom et adresse des titulaires.

Renseignements
personnels

(4) L'Office efface du registre public :

Péréemption

a) toute mention d'une ordonnance prévue à l'article 106 lorsque plus de cinq ans se sont écoulés depuis la date de celle-ci et que le titulaire visé n'a fait l'objet d'aucune ordonnance prévue aux articles 106 à 108 dans l'intervalle;

b) toute mention d'une ordonnance prévue aux articles 107 ou 108 lorsque plus de deux ans se sont écoulés depuis la date de celle-ci et que le titulaire visé n'a fait l'objet d'aucune ordonnance prévue aux articles 106 à 108 dans l'intervalle;

c) toute mention de la suspension d'une procédure en violation grave non réactivée lorsque plus de cinq ans se sont écoulés depuis l'expiration du délai légal de réactivation et que le titulaire visé n'a fait l'objet d'aucune ordonnance prévue aux articles 106 à 108 dans l'intervalle;

d) toute mention de la suspension d'une procédure en violation mineure non réactivée lorsque plus de deux ans se sont écoulés depuis l'expiration du délai légal de réactivation et que le titulaire visé n'a fait l'objet d'aucune ordonnance prévue aux articles 106 à 108 dans l'intervalle.

INSTRUCTIONS DU MINISTRE

Instructions générales

41. (1) Le ministre peut, par arrêté, donner à l'Office des instructions de portée générale concernant les grandes questions d'orientation relatives aux pêches relevant de la compétence de l'Office, notamment :

Instructions
générales

	<p>(a) the allocation of the harvest of fish from a prescribed fishery;</p> <p>(b) licences and registration documents; and</p> <p>(c) exploratory fisheries.</p>	5	<p>a) la répartition des captures pour toute pêche désignée par règlement;</p> <p>b) les permis et titres d'immatriculation;</p> <p>c) les pêches exploratoires.</p>	
Allocation principles	<p>(2) The Minister shall have regard to the allocation principles set out in section 52 in issuing a policy direction under paragraph (1)(a).</p>		<p>(2) Les instructions visées au paragraphe (1)a) tiennent compte des facteurs énoncés à l'article 52.</p>	5 Principes de répartition
Effect	<p>42. A policy direction does not apply in respect of any of the following matters that are pending before the board on the day on which the policy direction becomes binding on the board:</p> <p>(a) the making of an allocation order;</p> <p>(b) appeals under section 71;</p> <p>(c) proceedings in respect of violations; and</p> <p>(d) matters related to those appeals and proceedings.</p>	10 15 20	<p>42. Les instructions générales ne s'appliquent pas aux affaires suivantes qui sont pendantes à la date où elles prennent effet :</p> <p>a) la prise d'un arrêté de répartition des ressources;</p> <p>b) l'appel formé en vertu de l'article 71;</p> <p>c) une procédure en violation;</p> <p>d) toute affaire se rattachant à de telles procédures.</p>	10 Effet des instructions
Conservation directions	<p>43. The Minister may, by order, issue directions of general or particular application to a board respecting the conservation and protection of fish and fisheries.</p>		<p><i>Instructions en matière de conservation</i></p> <p>43. Le ministre peut, par arrêté, donner à l'Office des instructions de portée générale ou particulière concernant la conservation et la protection du poisson et des pêches.</p>	Instructions en matière de conservation 20
Effect	<p><i>General</i></p> <p>44. A direction issued by the Minister under this Act is binding on a board beginning on the day on which it is received by the board or on any later day on which it is expressed to come into force.</p>	25	<p><i>Règles générales</i></p> <p>44. Les instructions établies en application de la présente loi lient l'Office à compter de la date où celui-ci les reçoit ou de toute date postérieure qui y est fixée.</p>	Effet des instructions
Not statutory instruments	<p>45. Directions issued by the Minister under this Act are not statutory instruments for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i>, but shall be published in any manner that the Minister directs.</p>	30	<p>45. Les instructions ne sont pas des textes réglementaires au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>. Elles sont toutefois publiées selon les modalités fixées par le ministre.</p>	25 <i>Loi sur les textes réglementaires</i>
	ALLOCATION		RÉPARTITION DES RESSOURCES	
	<i>Harvest Limits</i>		<i>Limites de capture</i>	
Harvest limits	<p>46. Before the beginning of a fishing season for a fishery within the jurisdiction of a board, the Minister shall, by order, issue a direction to the board establishing the total allowable catch, escapement target or other</p>	35	<p>46. Avant le début d'une saison où est pratiquée une pêche relevant de la compétence de l'Office, le ministre donne par arrêté à celui-ci des instructions fixant les limites</p>	30 Limites de capture

harvest limit for any stocks in the fishery during that season.

de capture applicables aux stocks visés pour cette saison.

Allocation Orders

Allocation of the harvest

47. After receiving a direction establishing the harvest limit for any stocks in a fishery within the jurisdiction of a board, the executive committee of the board shall make an order, within the harvest limit established by the direction, respecting the allocation of the harvest of fish from those stocks during that fishing season.

10

Consistency with policy and conservation directions

48. An allocation order must be consistent with every applicable policy direction and conservation direction.

Amendments

49. Where the Minister issues a conservation direction after an allocation order is made, the executive committee of the board shall amend the allocation order so that it is consistent with the conservation direction, whether or not the executive committee has previously consulted with any person.

20

Allocation orders not statutory instruments

50. Allocation orders and any amendments to them are not statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*, but shall be published in any manner that the Chairperson of the board directs.

Reasons

51. The executive committee of a board shall give reasons in writing for every allocation order or amendment to an allocation order.

30

Allocation Principles

Allocation principles

52. In making an allocation order, the executive committee of a board shall have regard to the following allocation principles:

- (a) the provision to resource users of reasonably secure access to fisheries resources;
- (b) the needs of resource users who are adjacent to a particular fishery resource;
- (c) the relative mobility of fleet sectors and the relative dependence of resource users on a particular fishery resource; and

Arrêtés de répartition

Répartition des captures

47. Après avoir reçu les instructions visées à l'article 46, le bureau de direction prend un arrêté fixant, conformément à celles-ci, la répartition des captures sur les stocks visés pour la saison en cause.

5

Conformité avec les instructions

48. L'arrêté doit être conforme aux instructions générales et aux instructions en matière de conservation applicables en l'occurrence.

10

Révision

49. Le bureau de direction, qu'il ait ou non procédé à des consultations préalables, révisé tout arrêté en vigueur de manière à le rendre conforme à toute instruction en matière de conservation que reçoit l'Office.

15

Loi sur les textes réglementaires

50. L'arrêté de répartition n'est pas un texte réglementaire au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*. Il est publié selon les modalités fixées par le président de l'Office.

20

Motifs

51. L'arrêté, de même que toute modification, est motivé par écrit.

Principes de répartition

Principes de répartition

52. Pour la prise de l'arrêté, le bureau de direction tient compte des facteurs suivants :

- a) la volonté d'assurer dans une mesure raisonnable aux exploitants des ressources halieutiques l'accès à celles-ci;
- b) les besoins particuliers des exploitants d'une ressource halieutique installés à proximité des lieux d'exploitation;
- c) la mobilité relative des différentes catégories de bateaux de pêche et la dépendance relative des exploitants envers une ressource halieutique donnée;

30

(d) the economic viability of users of fishery resources.

d) les intérêts économiques des exploitants des ressources halieutiques.

Procedure

Prise de l'arrêté

Hearings

53. One or more hearings shall be held with respect to the allocation of a harvest of fish before an allocation order is made in respect of the harvest. 5

53. L'arrêté de répartition est pris à la suite d'une ou de plusieurs audiences.

Audiences

Procedure where panel

54. Where a panel is provided for by the regulations or established by the Chairperson of a board,

54. Après avoir tenu les audiences prévues à l'article 53, le comité dont la création est prévue par règlement ou décidée par le président de l'Office présente à celui-ci ses conclusions et recommandations. Celles-ci sont examinées par le bureau de direction qui, après avoir tenu compte de toute autre question qu'il estime pertinente, prend l'arrêté. 5 Comité

(a) the panel shall hold the hearings referred to in section 53; 10

(b) on completion of the hearings, the panel shall prepare and submit its findings and recommendations to the board; and

(c) the executive committee of the board shall 15

(i) review and consider those findings and recommendations and any other matters that the executive committee considers are relevant with respect to the allocation of the harvest of fish, and 20

(ii) make the allocation order.

Procedure where no panel

55. Where no panel is provided for by the regulations or established by the Chairperson of a board, the executive committee of the board shall 25

55. En l'absence de comité, le bureau de direction tient lui-même les audiences prévues à l'article 53 et, après avoir tenu compte de toute autre question qu'il estime pertinente, prend l'arrêté. 15 Absence de comité

(a) hold the hearings referred to in section 53;

(b) consider any matters that the executive committee considers relevant with respect to the allocation of the harvest of fish; and 30

(c) make the allocation order.

Panels

Comités

Establishment by regulations

56. The Governor in Council may make regulations providing for 35

56. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Création par règlement

(a) the establishment of panels with respect to the making of an allocation order in respect of any stocks in any fishery, or in respect of any fishery, within the jurisdiction of a board; and 40

(b) residence requirements to be met by persons in order to be eligible to be ap-

a) prévoir la création de comités en vue de la prise des arrêtés de répartition concernant toute pêche relevant de la compétence de l'Office ou tout stock d'une telle pêche;

b) fixer les conditions de résidence à remplir — initialement ou pendant la durée du mandat — par les membres du comité. 20

pointed or to continue as a member of a panel provided for by the regulations.

LICENSING

Issuance of Licences and Registration Documents

Issuance of
licences and
registration
documents

57. The executive committee of a board may issue a licence or registration document in its absolute discretion on application made in the prescribed manner on the form established by the board by a person, fishing vessel or member of a prescribed class of entities to which the licence or registration document may be issued under the licensing rules.

Delegation of
licensing
functions

58. The executive committee of a board may authorize any individual employed in the board or the Department to issue licences and registration documents in accordance with the licensing rules.

Terms and Conditions

Compliance

59. Every licence and registration document is subject to the condition that this Act, the regulations and every order made under this Act or the regulations will be complied with.

Directions

60. The Minister may, by order, issue directions to a board that the board is, on issuing a licence or registration document or authorizing one to be issued, to make the licence or registration document subject, or provide that it is to be subject, to a term or condition specified in the direction respecting

(a) the conservation and protection of fish and fisheries; or

(b) the management and control of the fisheries within the jurisdiction of the board.

Particular
terms and
conditions

61. The executive committee of a board may, on issuing a licence or registration document or authorizing one to be issued, make the licence or registration document subject, or provide that it is to be subject, to terms and conditions that are consistent with the regulations and every applicable direction and allocation order.

PERMIS ET TITRES D'IMMATRICULATION

Délivrance

Permis et titres
d'immatricula-
tion

57. Le bureau de direction peut, à discrétion, délivrer un permis ou un titre d'immatriculation sur demande présentée, suivant les modalités réglementaires et le formulaire établi par l'Office, par tout demandeur — personne, bateau de pêche ou groupement de personnes appartenant à une catégorie réglementaire — admissible au regard des règles de délivrance établies en vertu de l'article 66.

58. Le bureau de direction peut autoriser tout employé de l'Office ou du ministère à délivrer, conformément aux règles établies par lui en vertu de l'article 66, des permis et des titres d'immatriculation.

Conditions

59. L'usage d'un permis ou d'un titre d'immatriculation est subordonné à l'observation des dispositions de la présente loi, de ses règlements et de leurs textes d'application.

60. Le ministre peut, par arrêté, donner à l'Office des instructions au sujet des conditions dont celui-ci doit assortir tout permis ou titre d'immatriculation qu'il délivre ou dont il autorise la délivrance, en ce qui a trait à la conservation et la protection du poisson et des pêches, ainsi que la gestion des pêches relevant de sa compétence.

61. Le bureau de direction qui délivre un permis ou un titre d'immatriculation ou en autorise la délivrance peut l'assortir de conditions conformes aux règlements ainsi qu'aux instructions et aux arrêtés de répartition applicables en l'occurrence.

Observation de
la loi

Instructions

Conditions
particulières

Conditions
precedent, etc.

62. Terms and conditions to which a licence or registration document is subject may be precedent or subsequent and may apply generally or in respect of a particular case or class of cases.

62. Les conditions dont sont assortis les permis et titres d'immatriculation peuvent être préalables ou résolutives, et d'application générale ou particulière.

Types de
conditions

Conservation
directions

63. Where the Minister issues a conservation direction after a licence or registration document is issued, the executive committee of the board shall vary, rescind or add to the terms and conditions of the licence or registration document so that the terms and conditions are consistent with the conservation direction.

63. Le bureau de direction révisé les conditions de tout permis ou titre d'immatriculation en cours de validité en fonction de toute instruction en matière de conservation que reçoit l'Office; il peut notamment annuler ou modifier les conditions existantes ou en ajouter.

5 Révision des
conditions

Self-manage-
ment terms and
conditions

64. (1) The executive committee of a board may approve any terms and conditions for licences and registration documents in respect of a prescribed class of holders where those terms and conditions have been recommended to the board by the prescribed majority of holders within that class and are consistent with the regulations and every applicable direction and allocation order.

64. (1) Le bureau de direction peut, pour une catégorie réglementaire de titulaires, approuver toute condition qui lui est recommandée par la majorité réglementaire des membres de cette catégorie et qui est conforme aux règlements ainsi qu'aux instructions et aux arrêtés de répartition applicables en l'occurrence.

Recommenda-
tions de la
profession

Idem

(2) Licences and registration documents that are issued thereafter to members of that class are subject to those terms and conditions.

(2) Il assortit de cette condition tout permis ou titre d'immatriculation qu'il délivre par la suite à un membre de la catégorie visée.

20 Application

Term not to
exceed nine
years

65. Licences and registration documents for any term exceeding nine years shall be issued only under the authority of the Governor in Council.

65. La délivrance d'un permis ou d'un titre d'immatriculation d'une durée de validité supérieure à neuf ans est subordonnée à l'autorisation du gouverneur en conseil.

25 Durée
maximale de
neuf ans

Licensing Rules

Licensing rules

66. (1) The executive committee of a board may, by order, make rules for the issuance of licences and registration documents.

66. (1) Le bureau de direction peut, par arrêté, établir des règles concernant la délivrance des permis et titres d'immatriculation.

Règles de
délivrance

Transitional

(2) The Minister may, before the coming into force of subsection (1), by order, make rules for the issuance of licences and registration documents and any such order is deemed after the coming into force of subsection (1) to be an order of the executive committee of a board.

(2) Avant l'entrée en vigueur du paragraphe (1), le ministre peut, par arrêté, établir des règles de délivrance. Une fois le paragraphe (1) entré en vigueur, l'arrêté est réputé avoir été pris par le bureau de direction.

35 Disposition
transitoire

Publication of
proposed licens-
ing rules

67. A copy of each licensing rule that the executive committee of a board proposes to make shall be published in the *Canada Gazette* at least ninety days before the proposed effective date of the licensing rule.

67. Le projet de règle est publié dans la *Gazette du Canada* au moins quatre-vingt-dix jours avant la date envisagée pour sa prise d'effet.

Publication

40

45

Hearings	68. (1) Before the executive committee of a board makes a licensing rule, the board shall hold one or more hearings regarding the merits of the proposed licensing rule.	68. (1) Avant de donner suite au projet de règle, l'Office tient une ou plusieurs audiences sur le bien-fondé de celui-ci.	Audiences
Notice of hearing	(2) On or as soon as possible after the publication of a proposed licensing rule in the <i>Canada Gazette</i> , a notice of the hearings regarding the merits of the proposed licensing rule shall be published in the <i>Canada Gazette</i> and in any manner that the Chairperson of the board directs.	(2) Le président de l'Office fait publier dans la <i>Gazette du Canada</i> suivant les modalités qu'il détermine, en même temps que le projet de règle ou dans les meilleurs délais par la suite, un préavis des audiences se rapportant à celui-ci.	Avis d'audience
Exception	69. (1) No proposed licensing rule that has been published pursuant to section 67 need again be published under that section, whether or not it has been altered as a result of recommendations made with respect to it.	69. (1) Il n'est pas nécessaire de publier de nouveau le projet de règle même s'il a été modifié à la suite de recommandations.	Dispense
Idem	(2) A licensing rule may be made less than ninety days after the publication of the proposed licensing rule in the <i>Canada Gazette</i> or without the proposed licensing rule having been so published or without one or more hearings having been held regarding the merits of the licensing rule where the executive committee of the board is of the opinion that the making of the licensing rule is so urgent that section 67 or 68 should not be applicable in the circumstances.	(2) La règle peut prendre effet moins de quatre-vingt-dix jours après sa publication, en l'absence d'audiences ou même en l'absence de publication si le bureau de direction estime que l'urgence de la situation justifie la dérogation aux articles 67 ou 68.	Prise d'effet exceptionnelle
Consistency with policy directions	70. (1) Licensing rules must be consistent with every applicable policy direction and conservation direction.	70. (1) Les règles de délivrance doivent être conformes aux instructions générales et aux instructions en matière de conservation applicables en l'occurrence.	Conformité avec les instructions générales
Amendment of inconsistent rules	(2) Where the Minister issues a policy direction after the coming into force of a licensing rule, the executive committee of the board shall amend the rule so that it is consistent with the policy direction.	(2) Le bureau de direction révisé les règles en vigueur en fonction des instructions générales que reçoit l'Office.	Révision
<i>Appeals in Licensing Matters</i>			
Appeals to board	71. (1) Where an individual employed in a board or the Department does not issue a licence or registration document on application or within a reasonable period thereafter, the applicant may appeal to the board.	71. (1) Le demandeur peut en appeler à l'Office lorsque l'employé visé à l'article 58 refuse la délivrance d'un permis ou d'un titre d'immatriculation, ou n'a pas délivré le document à l'expiration d'un délai raisonnable à compter de la demande.	Appel à l'Office
Disposition of appeal	(2) The board may dispose of the appeal (a) by allowing the appeal and issuing the licence or registration document; or (b) by dismissing the appeal.	(2) Saisi d'un appel, l'Office peut : a) soit l'accueillir et délivrer le permis ou le titre d'immatriculation; b) soit le rejeter.	Sort de l'appel

SANCTIONS

*Violations and their Classification*Classification
of violations**72.** Violations are either major violations or minor violations.Major
violations**73.** A major violation is committed where
(a) a holder contravenes

- (i) a term or condition of a licence or registration document, or
- (ii) a provision of this Act or the regulations

that is not specified in the regulations made under paragraph 83(1)(a);

(b) a holder contravenes an order made under subsection 81(1); or

(c) a holder buys, sells or possesses any fish that has been caught in circumstances that constitute a major violation under paragraph (a) or (b).

Minor
violations**74.** A minor violation is committed where
(a) a holder contravenes

- (i) a term or condition of a licence or registration document, or
- (ii) a provision of this Act or the regulations

that is specified in the regulations made under paragraph 83(1)(a); or

(b) a holder buys, sells or possesses any fish that has been caught in circumstances that constitute a minor violation under paragraph (a).

Violations not
offences**75.** (1) A violation is not an offence and accordingly section 126 of the *Criminal Code* (disobeying a statute) does not apply in respect of a violation.

Idem

(2) Disobedience of a lawful order made by a board under subsection 81(1) is not an offence and accordingly section 127 of the *Criminal Code* (disobeying order of court) does not apply in respect of disobedience of such an order.

SANCTIONS

*Catégories de violations***72.** Les violations sont graves ou mineures.

Catégories

73. Il y a violation grave dans les cas suivants :

Violation grave

a) le titulaire contrevient à une prescription — condition d'un permis ou d'un titre d'immatriculation ou disposition de la présente loi ou de ses règlements — autre que celles désignées par règlement d'application de l'alinéa 83(1)a);

10

b) le titulaire contrevient à une ordonnance rendue en application du paragraphe 81(1);

c) le titulaire achète, vend ou a en sa possession du poisson pêché dans des circonstances constituant une violation grave visée aux alinéas a) ou b).

15

74. Il y a violation mineure dans les cas suivants :

Violation mineure

a) le titulaire contrevient à une prescription — condition d'un permis ou d'un titre d'immatriculation ou disposition de la présente loi ou de ses règlements — désignée par règlement d'application de l'alinéa 83(1)a);

25

b) le titulaire achète, vend ou a en sa possession du poisson pêché dans des circonstances constituant une violation mineure visée à l'alinéa a).

75. (1) La violation n'étant pas une infraction, l'article 126 du *Code criminel* (désobéissance à une loi) ne s'y applique pas.

30

(2) La désobéissance à une ordonnance rendue en application du paragraphe 81(1) n'étant pas une infraction, l'article 127 du *Code criminel* (désobéissance à une ordonnance du tribunal) ne s'y applique pas.

Idem

Liability for Violations

Direct liability	76. A holder is liable for a violation that the holder actually commits.	
Vicarious liability	77. (1) A holder of a licence or registration document is liable for a violation that is committed in respect of any matter relating to any operations under the licence or registration document, whether or not the person who actually committed it is identified or proceeded against in accordance with this Act.	10
Fishing vessels	(2) Where a fishing vessel is used in the commission of a violation, the following entities, if holders, are liable for the violation: (a) the fishing vessel; (b) the master or other person on board the fishing vessel who is in command or charge of the fishing vessel; and (c) any person who is lawfully entitled to possession of the fishing vessel, whether as owner or charterer.	15 20
Burden of proof	78. A case presentation officer has the legal burden of establishing, on a balance of probabilities, that a holder is liable for a violation.	
Excuses	79. (1) A holder is not liable for a violation if the holder establishes that the holder (a) exercised all due diligence to prevent the violation; or (b) reasonably and honestly believed in the existence of facts that, if true, would render the holder's conduct innocent.	25 30
Idem	(2) The fact that a holder is not liable for a violation because the holder has an excuse under subsection (1) does not mean that no other holder is liable for the violation.	35
Continuing violations	80. A violation that is committed or continued on more than one day constitutes a separate violation for each day on which it is committed or continued.	

Sanctions for Violations

Sanctions for major violations	81. (1) Where the holder of a licence or registration document is liable for a major violation, the board may, in accordance with	40
--------------------------------	---	----

Responsabilité des violations

	76. Le titulaire est responsable de la violation qu'il commet effectivement.	Responsabilité directe
	77. (1) Le titulaire est responsable de la violation commise dans le cadre d'activités régies par son permis ou son titre d'immatriculation, que l'auteur effectif de la violation soit ou non identifié ou poursuivi aux termes de la présente loi.	Responsabilité indirecte
	(2) Sont responsables de la violation commise au moyen d'un bateau de pêche, s'ils sont titulaires :	Bateaux de pêche
	(a) le bateau lui-même;	
	(b) le capitaine ou toute personne qui se trouve à bord et qui en a la responsabilité;	
	(c) toute personne ayant droit, en tant que propriétaire ou affrètement, à sa possession légitime.	
	78. Il appartient au chargé de dossier d'établir, selon la prépondérance des probabilités, que le titulaire est responsable d'une violation.	Charge de la preuve
	79. (1) Le titulaire n'est pas responsable d'une violation s'il établit :	Disculpation
	(a) soit qu'il a pris les mesures nécessaires pour l'empêcher;	25
	(b) soit qu'il croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits qui, avérés, l'innocenteraient.	
	(2) Ces motifs de disculpation sont propres au titulaire et ne peuvent être invoqués que par lui.	Caractère propre
	80. Il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue une violation.	Violation continue

Sanction des violations

Sanctions for major violations	81. (1) L'Office peut, par ordonnance, prendre une ou plusieurs des mesures suivantes à l'égard du titulaire responsable d'une violation grave :	35	Violation grave
--------------------------------	--	----	-----------------

this Act, make an order doing one or more of the following:

- (a) varying the licence or registration document by varying, rescinding or adding a term or condition;
- (b) revoking or suspending the licence or registration document or refusing to issue a new licence or registration document to the holder;
- (c) directing the holder to take any action the board considers appropriate to remedy or avoid any harm to any fish or fishery that resulted or may result from the commission of the violation;
- (d) directing the holder to publish, in any manner the board considers appropriate, the facts relating to the commission of the violation;
- (e) directing the holder to post a bond in an amount the board considers appropriate for the purpose of ensuring compliance with any direction or requirement mentioned in this section;
- (f) directing the holder to submit to the Department, on application by the Department within three years after the day, as determined by the board, on which the violation was committed, any information respecting the activities of the holder that the board considers appropriate in the circumstances;
- (g) requiring the holder to comply with any other conditions that the board considers appropriate for securing the holder's compliance with this Act, the regulations and the terms and conditions of the licence or registration document; or
- (h) assessing a monetary penalty not exceeding ten thousand dollars against the holder.

(2) Where a holder does not comply with an order of a board directing the holder to publish the facts relating to the commission of a violation, the Department may publish those facts and recover the costs of publication from the holder.

a) modifier son permis ou son titre d'immatriculation par la modification, l'annulation ou l'adjonction de conditions;

b) annuler ou suspendre son permis ou son titre d'immatriculation ou refuser de lui délivrer de nouveau un tel document;

c) l'obliger à prendre les mesures qu'il estime indiquées pour réparer ou éviter les dommages causés ou pouvant être causés au poisson ou aux pêches par suite de la violation;

d) l'obliger à faire publier, de la façon qu'il estime indiquée, les faits liés à la violation;

e) l'obliger, en garantie de l'acquittement des obligations imposées en application du présent article, à fournir en cautionnement la somme qu'il estime indiquée;

f) l'obliger à fournir au ministère, sur demande présentée par celui-ci dans les trois ans suivant la date où, selon lui, l'Office, la violation aurait été commise, les renseignements relatifs à ses activités qu'il estime indiqués en l'occurrence;

g) l'obliger à se conformer aux autres conditions qu'il estime nécessaires à l'observation de la présente loi, de ses règlements et des conditions du permis ou du titre d'immatriculation;

h) lui appliquer une sanction pécuniaire maximale de dix mille dollars.

(2) Faute par le titulaire de se conformer à l'ordonnance visée à l'alinéa (1)d), le ministère peut faire publier les faits liés à la violation aux frais du titulaire.

Défaut de publier

Sanctions for
minor violations

82. Where a holder is liable for a minor violation, the board may, in accordance with this Act, make an order confirming the assessment against the holder of the prescribed monetary penalty for the minor violation.

5

82. L'Office peut, à l'égard du titulaire responsable d'une violation mineure, rendre une ordonnance confirmant la sanction pécuniaire réglementaire.

Violation
mineure*Regulations*

Regulations

83. (1) The Governor in Council may make regulations

- (a) establishing as a minor violation the contravention of
 - (i) a term or condition of a licence or 10 registration document, or
 - (ii) a provision of this Act or the regulations

that is specified in the regulations made under this paragraph; 15

(b) establishing short-form descriptions of minor violations;

(c) prescribing amounts not exceeding two thousand dollars as the prescribed monetary penalties for minor violations; and 20

(d) prescribing the form of

- (i) notices of major violation to be completed and served under section 85, and
- (ii) notices of the assessment of a monetary penalty to be completed and served 25 under section 89.

Prescribed form
of notice

(2) A form prescribed under paragraph (1)(d) must

(a) set out the options the holder served with the notice has in responding to it and 30 the time within which the holder must respond;

(b) be bilingual and provide an opportunity for the holder to indicate in which official language, being the holder's language, 35 the holder wishes the hearing to be held or the representations of the Department to be made; and

(c) indicate the consequences of not responding to it under 40

- (i) sections 100 to 102 and 106, in the case of a form of notice of major violation, and

Règlements

83. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

5 Règlements du
gouverneur en
conseil

a) désigner les prescriptions — conditions des permis ou des titres d'immatriculation et dispositions de la présente loi ou de ses règlements — dont l'inobservation constitue une violation mineure;

b) définir les violations mineures;

c) fixer pour chaque violation mineure, à concurrence de deux mille dollars, le montant de la sanction pécuniaire applicable; 15

d) déterminer la forme des procès-verbaux de violation visés aux articles 85 et 89.

(2) Le procès-verbal de violation présente les caractéristiques suivantes :

Caractéristiques
du
procès-verbal

a) il énonce les possibilités offertes au titulaire, ainsi que le délai dont il dispose pour manifester son choix; 20

b) il est bilingue et offre au titulaire la possibilité d'indiquer la langue officielle qui est la sienne et dans laquelle il souhaite 25 que l'audience soit tenue ou que les observations du ministère soient formulées;

c) il informe le titulaire que, en cas d'inaction de sa part, il s'expose aux conséquences prévues aux articles 100 à 102 30 et 106 ou aux articles 103 à 105 et 108, selon que la violation en cause est grave ou mineure.

(ii) sections 103 to 105 and 108, in the case of a form of notice of the assessment of a monetary penalty for a minor violation.

Self-management Fisheries

Self-management fisheries

84. (1) The executive committee of a board may, with respect to a major violation,

(a) establish an amount not exceeding ten thousand dollars as

(i) the maximum amount of the monetary penalty that may be assessed for the major violation if a holder exercises one of the options referred to in section 87, and

(ii) the amount of the monetary penalty that is to be assessed for the major violation if a holder does not exercise one of the options referred to in section 87;

(b) specify the circumstances in which the board will, on allowing a proceeding in respect of the major violation, vary or rescind a term or condition of the licence or registration document or revoke or suspend the licence or registration document or refuse to issue a new licence or registration document to the holder;

(c) establish the terms and conditions that the board may add to a licence or registration document on allowing a proceeding in respect of the major violation; and

(d) establish which of the things described in paragraphs 81(1)(c) to (g) the board may do on allowing a proceeding in respect of the major violation.

Recommendation of holders

(2) The executive committee of a board may take action under subsection (1) only where the substance of the action has been recommended to the board by the prescribed majority of each class of holders who will be subject to that action.

Major Violations

Major violation

85. A case presentation officer who has reasonable grounds to believe that a holder is liable for a major violation may, within two years after the day on which the violation is believed to have been committed, complete a

Recommandations de la profession

84. (1) Le bureau de direction peut, pour ce qui concerne les violations graves :

Pouvoir du bureau de direction

a) fixer, à concurrence de dix mille dollars :

(i) le montant maximal de la sanction pécuniaire pouvant être appliquée si le titulaire se prévaut des dispositions de l'article 87,

(ii) le montant de la sanction pécuniaire à infliger dans le cas contraire;

b) déterminer les cas d'application des alinéas 81(1)a) et b);

c) fixer, dans les cas où est établie la responsabilité du titulaire, les conditions dont il peut assortir le permis ou le titre d'immatriculation de celui-ci;

d) déterminer, dans les cas où est établie la responsabilité du titulaire, laquelle des ordonnances prévues aux alinéas 81(1)c) à g) il peut rendre.

(2) La mesure prévue au paragraphe (1) n'est prise que si elle a été recommandée par la majorité réglementaire des membres de chaque catégorie réglementaire de titulaires qui sera touchée par elle.

Recommandations de la profession

Violations graves

Violation grave

85. Le chargé de dossier qui a des motifs raisonnables de croire que le titulaire est responsable d'une violation grave peut, dans les deux ans suivant la date présumée de la pénétration, dresser le procès-verbal correspon-

notice of major violation and cause it to be served on the holder in the prescribed manner and delivered to the board.

86. A notice of a major violation is complete if it is in the form prescribed under subparagraph 83(1)(d)(i) and

(a) contains a statement signed by the case presentation officer certifying that the case presentation officer has reasonable grounds to believe that a major violation 10 has been committed;

(b) specifies the major violation;

(c) indicates the time and place at which the major violation was committed;

(d) identifies the licence or registration 15 document; and

(e) specifies the order under subsection 81(1) that is sought.

87. The holder may, within thirty days after being served with the notice of a major 20 violation,

(a) request a hearing by signing the request for hearing on the notice and delivering the notice to the board; or

(b) request an opportunity to make written 25 representations by signing the request for an opportunity to make written representations on the notice and delivering the notice to the board.

88. A case presentation officer and a hold- 30 er who has been served with a notice of a major violation may, at any time before the board makes an order in respect of the major violation, agree on which one of the orders referred to in section 106 should be made 35 and, in the case of an order referred to in paragraph 106(b), on what order should be made under subsection 81(1).

Minor Violations

89. A fishery officer or fishery guardian who has reasonable grounds to believe that a 40 holder is liable for a minor violation may, within three months after the day on which the violation is believed to have been committed, complete a notice of the assessment

dant, le faire signifier au titulaire suivant les modalités réglementaires et en transmettre copie à l'Office.

86. Le procès-verbal de violation grave 5 comporte les éléments suivants :

a) une déclaration signée par le chargé de dossier et attestant qu'il a des motifs raisonnables de croire à la perpétration d'une violation grave;

b) la désignation de la violation; 10

c) la désignation du moment et du lieu de la perpétration;

d) la désignation du permis ou du titre d'immatriculation;

e) la mention de l'ordonnance prévue au 15 paragraphe 81(1) qu'il sera demandé à l'Office de rendre.

87. Dans les trente jours suivant la signifi- 20 cation du procès-verbal de violation grave, le titulaire peut, en apposant sa signature à 20 l'endroit prévu sur le procès-verbal et en faisant parvenir celui-ci à l'Office, demander soit une audience, soit la possibilité de présenter des observations écrites.

88. Le chargé de dossier et le titulaire visé 25 par un procès-verbal de violation grave peuvent, tant que l'Office n'a pas tranché l'affaire, s'entendre pour que celui-ci rende l'une des ordonnances prévues à l'article 106 et, 35 dans le cas où il rend l'ordonnance visée à 30 l'alinéa 106b), pour qu'il rende une ou plusieurs des ordonnances prévues au paragraphe 81(1).

Violations mineures

89. L'agent des pêches ou le garde-pêche 35 qui a des motifs raisonnables de croire que le titulaire est responsable d'une violation mineure peut, dans les trois mois suivant la date présumée de la perpétration, dresser le procès-verbal correspondant et le faire signifier

Notice of major violation

Procès-verbal de violation grave

Options of holders

Possibilités offertes au titulaire

Settlement

Transaction

Assessment of monetary penalty

Procès-verba

of a monetary penalty and cause it to be served on the holder in the prescribed manner.

90. A notice of the assessment of a monetary penalty is complete if it is in the form prescribed under subparagraph 83(1)(d)(ii) and

(a) contains a statement signed by a fishery officer or fishery guardian certifying that the fishery officer or fishery guardian has reasonable grounds to believe that a minor violation has been committed;

(b) includes the short-form description of the violation established under paragraph 83(1)(b);

(c) indicates the time and place at which the violation was committed;

(d) identifies the licence or registration document;

(e) specifies the prescribed monetary penalty for the violation;

(f) specifies the place where a holder who does not wish to contest the assessment of the monetary penalty may pay an amount equal to one half of the prescribed monetary penalty for the violation; and

(g) states that any fish that is seized under this Act in connection with the violation, or any proceeds realized from its disposition, will be forfeited to Her Majesty in right of Canada if

(i) the holder, in accordance with paragraph 91(1)(a), pays an amount equal to one half of the prescribed monetary penalty for the violation, or

(ii) it is established that the fish was caught, killed, processed, transported, bought, sold or possessed in contravention of this Act or the regulations.

91. (1) A holder may, within fifteen days after being served with a notice of the assessment of a monetary penalty,

(a) pay an amount equal to one half of the prescribed monetary penalty by delivering the notice, along with that amount, to the place specified in the notice; or

au titulaire suivant les modalités réglementaires.

90. Le procès-verbal de violation mineure comporte les éléments suivants :

a) une déclaration signée par l'agent des pêches ou le garde-pêche et attestant qu'il a des motifs raisonnables de croire à la perpétration d'une violation mineure;

b) la définition réglementaire de la violation;

c) la désignation du moment et du lieu de la perpétration;

d) la désignation du permis ou du titre d'immatriculation;

e) la mention de la sanction pécuniaire réglementaire;

f) l'indication du lieu de paiement de la somme visée à l'alinéa 91(1)a);

g) une déclaration selon laquelle le poisson saisi en vertu de la présente loi, ou le produit de son aliénation, sera confisqué au profit de Sa Majesté du chef du Canada si le titulaire paie la somme visée à l'alinéa 91(1)a) ou s'il est établi que le poisson a été pêché, tué, transporté, acheté, vendu, transformé ou détenu en contravention avec la présente loi ou ses règlements.

91. (1) Le titulaire peut, dans les quinze jours suivant la date de signification du procès-verbal de violation mineure :

a) soit payer la somme correspondant à la moitié de la sanction pécuniaire réglementaire, en faisant parvenir le procès-verbal, avec le paiement, à l'adresse indiquée;

Notice of
assessment of
monetary
penalty

Éléments du
procès-verbal

Options of
holders

Possibilités
offertes au
titulaire

(b) contest the assessment of the monetary penalty by signing the request for hearing or the request for an opportunity to make written representations on the notice and delivering the notice to the board.

b) soit contester l'application de la sanction pécuniaire et demander une audience ou la possibilité de présenter des observations écrites en apposant sa signature à l'endroit prévu sur le procès-verbal et en faisant parvenir celui-ci à l'Office.

(2) A holder is not liable for a violation if the holder establishes that the holder has paid, within fifteen days after being served with a notice of the assessment of a monetary penalty in respect of that violation, an amount equal to one half of the prescribed monetary penalty.

(2) Le titulaire n'est plus responsable d'une violation s'il établit qu'il s'est déjà conformé au paragraphe (1)a).

Chose jugée

No double liability

Hearing to be held

92. A board that receives a request for a hearing in accordance with section 87 or 91 shall hold a hearing and make one of the orders referred to

(a) in section 106, in the case of a major violation; or

(b) in section 107, in the case of a minor violation.

92. Saisi d'une demande à cet effet présentée en conformité avec les articles 87 ou 91, l'Office tient une audience et rend l'une des ordonnances prévues aux articles 106 ou 107, selon que la violation en cause est grave ou mineure.

Tenue de l'audience

Opportunity to Make Written Representations

93. A board that receives a request for an opportunity to make written representations in accordance with section 87 or 91 shall, within fifteen days, inform the Department of that receipt.

93. Dans les quinze jours suivant la réception d'une demande de présentation d'observations écrites présentée en conformité avec les articles 87 ou 91, l'Office en avise le ministère.

Notification au ministère

Department to provide its case

94. (1) Within thirty days after being informed of the board's receipt of a request for an opportunity to make written representations, a case presentation officer shall serve on the holder by registered mail and deliver to the board a statement

(a) setting out any written representations of the case presentation officer with respect to the matters referred to in section 97; and

(b) containing any documentary evidence that the case presentation officer wishes to present in support of those representations, which evidence need not be on oath.

(2) The copy of the statement that is sent to the holder must be accompanied by a notice setting out the right of the holder

94. (1) Dans les trente jours suivant la date où le ministère est avisé de la demande, le chargé de dossier signifie au titulaire, par courrier recommandé, une déclaration — avec copie à l'Office — comportant ses observations sur les points énumérés à l'article 97 et les preuves documentaires qu'il entend présenter à l'appui de ces observations, sans obligation de serment.

Déclaration du ministère

Notice of right to make representations

(2) La déclaration est accompagnée d'un avis informant le titulaire qu'il a le droit de présenter des observations écrites sur les

Droit de présenter des observations

(a) to make written representations with respect to the matters referred to in section 97 and with respect to any extension of time for paying the monetary penalty; and

(b) to present documentary evidence in support of those representations.

Right to make
written
representations

95. The holder may, within thirty days after receiving the documents referred to in section 94, deliver to the board a statement

(a) setting out any written representations of the holder with respect to the matters referred to in section 97 and with respect to any extension of time for paying the monetary penalty; and

(b) containing any documentary evidence that the holder wishes to present in support of those representations, which evidence need not be on oath.

Department to
be notified of
holder's
representations

96. Within fifteen days after receiving the statement referred to in section 95, the board shall deliver a copy of the statement to the Department.

Written
representations

97. Written representations may be made with respect to the following matters:

(a) whether the holder is liable for the violation;

(b) whether any thing other than fish that is seized from the holder by a fishery officer or fishery guardian in connection with the violation ought to be forfeited; and

(c) in the case of a major violation, the order under subsection 81(1) that ought to be made.

Opportunity for
additional
written
representations

98. (1) The holder or the Department may apply to the board for an opportunity to make additional written representations.

Idem

(2) On allowing an application for an opportunity to make additional written representations, the board shall give directions on the manner in which and the time within which the additional written representations are to be made.

points énumérés à l'article 97 ou sur tout délai supplémentaire dont il peut avoir besoin pour payer la sanction pécuniaire, ainsi que des preuves documentaires à l'appui de ces observations.

5

Déclaration du
titulaire

95. Dans les trente jours suivant la réception des documents mentionnés à l'article 94, le titulaire peut envoyer à l'Office une déclaration comportant les observations et les preuves visées au paragraphe 94(2), sans obligation de serment.

Notification au
ministère

96. Dans les quinze jours suivant la réception de la déclaration visée à l'article 95, l'Office en transmet copie au ministère.

Observations

97. Les observations écrites peuvent porter sur les points suivants :

a) la responsabilité du titulaire quant à la violation;

b) la confiscation éventuelle de tout objet — autre que du poisson — saisi relativement à la violation;

c) dans le cas d'une violation grave, l'ordonnance prévue au paragraphe 81(1) qui devrait être rendue.

Observations
supplémentaires

98. (1) Le titulaire ou le ministère peut demander à l'Office la possibilité de présenter des observations écrites supplémentaires.

Décision
favorable

(2) En cas de décision favorable, l'Office précise les modalités — de temps ou autres — à suivre pour la présentation de ces observations.

Board to
consider case

99. (1) The board shall consider the statements referred to in sections 94 and 95 and any additional written representations and make one of the orders referred to

(a) in section 106, in the case of a major violation; or

(b) in section 107, in the case of a minor violation.

Where no
representations
received

(2) Where thirty days have elapsed after the case presentation officer sends the documents referred to in section 94 to the holder and the board has not received any statement from the holder, the board shall consider the statement referred to in that section and make one of the orders referred to

(a) in section 106, in the case of a major violation; or

(b) in section 107, in the case of a minor violation.

Default Proceedings

100. A case presentation officer may begin a proceeding for the purpose of obtaining a default decision by the board in respect of a major violation, if

(a) more than thirty days have elapsed after the day on which the notice of major violation was served;

(b) the holder has not exercised either of the options referred to in section 87; and

(c) not more than sixty days have elapsed after the expiration of the time for exercising one of those options.

101. The proceeding is begun by delivering to the board a statement

(a) setting out any written representations of the case presentation officer with respect to the matters referred to in section 97; and

(b) containing any documentary evidence that the case presentation officer wishes to present in support of those representations, which evidence need not be on oath.

Department to
provide its case

99. (1) L'Office examine les déclarations visées aux articles 94 et 95, ainsi que les observations supplémentaires présentées, le cas échéant, et rend l'une des décisions prévues aux articles 106 ou 107, selon que la violation en cause est grave ou mineure.

Examen de la
demande

(2) Lorsqu'une période de trente jours s'est écoulée depuis l'envoi par le chargé de dossier des documents mentionnés à l'article 94 et que l'Office n'a reçu aucune déclaration du titulaire, l'Office examine la déclaration du ministre et rend l'une des ordonnances prévues aux articles 106 ou 107, selon que la violation en cause est grave ou mineure.

Inaction du
titulaire

Procédure par défaut

100. En cas de violation grave, le chargé de dossier peut engager une procédure par défaut lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) plus de trente jours se sont écoulés depuis la signification du procès-verbal;

b) le titulaire ne s'est pas prévalu des dispositions de l'article 87;

c) soixante jours au plus se sont écoulés depuis l'expiration du délai imparti pour ce faire.

Violation grave

101. La procédure est introduite par remise à l'Office d'une déclaration comportant les observations du chargé de dossier sur les points énumérés à l'article 97 et les preuves documentaires qu'il entend présenter à l'appui de ces observations, sans obligation de serment.

Acte introductif

Board to
consider case

102. The board shall consider the statement referred to in section 101 and make one of the orders referred to in section 106.

Minor
violations

103. A case presentation officer may begin a proceeding for the purpose of obtaining a default decision by the board in respect of a minor violation, if

(a) more than thirty days have elapsed after the day on which the notice of the assessment of a monetary penalty was 10 served;

(b) the holder has not exercised one of the options referred to in section 91; and

(c) not more than sixty days have elapsed after the expiration of the time for exercising one of those options.

Department to
provide notice

104. The proceeding is begun by delivering the notice of assessment of a monetary penalty to the board.

Board to
consider notice

105. The board shall examine the notice of assessment of a monetary penalty and make one of the orders referred to in section 108.

Orders on Sanctions

Major
violations

106. A board may, in a proceeding in respect of a major violation,

(a) make an order dismissing the proceeding, if the board considers that the case presentation officer has not established that the holder is liable for the violation;

(b) make an order allowing the proceeding 30 and make an order under subsection 81(1), if the board considers that the case presentation officer has established that the holder is liable for the violation; or

(c) approve any settlement reached under 35 section 88 and make such order referred to in paragraph (a) or (b) and, in the case of an order referred to in paragraph (b), such order under subsection 81(1) as the case presentation officer and the holder have 40 agreed on, unless, in the opinion of the board, the order would not be in the public interest.

102. L'Office examine la déclaration visée à l'article 101 et rend l'une des ordonnances prévues à l'article 106.

Examen de
l'affaire

103. En cas de violation mineure, le 5 chargé de dossier peut engager une procédure par défaut lorsque les conditions suivantes sont réunies :

Violation
mineure

a) plus de trente jours se sont écoulés depuis la signification du procès-verbal;

b) le titulaire ne s'est pas prévalu des dispositions de l'article 91; 10

c) soixante jours au plus se sont écoulés depuis l'expiration du délai imparti pour ce faire.

104. La procédure est introduite par remise à l'Office du procès-verbal de violation mineure. 15 Acte introduit

105. L'Office examine le procès-verbal et rend l'une des ordonnances prévues à l'article 108. 20 Examen de l'affaire

Ordonnances relatives aux sanctions

106. Saisi d'une procédure en violation 25 grave, l'Office peut :

Violation grave

a) soit la rejeter, par ordonnance, s'il estime que le chargé de dossier n'a pas établi la responsabilité du titulaire; 25

b) soit l'accueillir et rendre une des ordonnances prévues au paragraphe 81(1), s'il estime que le chargé de dossier a établi la responsabilité du titulaire;

c) soit entériner la transaction intervenue 30 aux termes de l'article 88 et — sauf s'il estime que ce serait contraire à l'ordre public — rendre l'une ou l'autre des ordonnances visées aux alinéas a) et b) et, dans ce dernier cas, prononcer l'ordonnance 35 convenue.

Minor
violations
—contested
proceedings

107. A board may make an order in a contested proceeding in respect of a minor violation

(a) setting aside the assessment of a monetary penalty, if the board considers that the case presentation officer has not established that the holder is liable for the violation; or

(b) confirming the assessment of the prescribed monetary penalty, if the board considers that the case presentation officer has established that the holder is liable for the violation.

Minor
violations
—default
proceedings

108. (1) A board may make an order in a default proceeding in respect of a minor violation

(a) confirming the assessment of the prescribed monetary penalty, if the notice is complete and regular on its face;

(b) setting aside the assessment of the monetary penalty, if the notice is incomplete or irregular on its face and the board does not consider that the notice could be amended without misleading or prejudicing the holder; or

(c) amending the notice, if it is incomplete or irregular on its face but the board considers that the notice can be amended without misleading or prejudicing the holder, and confirming the assessment of the prescribed monetary penalty.

(2) The board shall send a notice of a confirmation of the assessment of a monetary penalty in a default proceeding in respect of a minor violation to the holder.

109. (1) A case presentation officer may stay a proceeding in respect of a violation at any time before the board makes an order referred to in section 106, 107 or 108 in the proceeding.

(2) A case presentation officer may lift the stay within three months thereafter.

(3) If the stay is not lifted within three months,

107. Saisi d'une procédure contestée en violation mineure, l'Office peut, par ordonnance :

a) soit annuler la sanction pécuniaire, s'il estime que le chargé de dossier n'a pas établi la responsabilité du titulaire;

b) soit confirmer la sanction pécuniaire, s'il estime que le chargé de dossier a établi la responsabilité du titulaire.

108. (1) Saisi d'une procédure par défaut en violation mineure, l'Office peut, par ordonnance :

a) dans le cas où le procès-verbal est manifestement complet et régulier, confirmer la sanction pécuniaire;

b) dans le cas où le procès-verbal n'est manifestement pas complet ni régulier, annuler la sanction pécuniaire s'il estime que la correction de celui-ci causerait un préjudice au titulaire ou l'induirait en erreur;

c) dans le cas où le procès-verbal n'est manifestement pas complet ni régulier, corriger celui-ci et confirmer la sanction pécuniaire s'il estime que la correction ne causera pas de préjudice au titulaire ni ne l'induirait en erreur.

(2) Le cas échéant, l'Office avise le titulaire de la confirmation de la sanction pécuniaire.

109. (1) Le chargé de dossier peut suspendre une procédure tant que l'Office n'a pas rendu l'une des ordonnances prévues aux articles 106 à 108.

(2) Le chargé de dossier peut réactiver la procédure dans les trois mois suivant le début de la suspension.

(3) Si la procédure n'est pas réactivée dans ce délai, elle est réputée rejetée, ou la sanction pécuniaire annulée, selon que la violation en cause est grave ou mineure.

Violation
mineure :
procédure
contestée

Violation
mineure
procédure par
défaut

Avis de confirmation

Suspension
d'instance

Réactivation

Effets du sursis

Notice of
confirmation of
assessment of
monetary
penalty

Stay of
proceedings

Lifting stay

Effect of stay

(a) the proceeding is deemed to be dismissed, in the case of a major violation; or

(b) the assessment of the monetary penalty is deemed to be set aside, in the case of a minor violation.

5

Enforcement of Sanctions

110. (1) The following amounts constitute debts due to Her Majesty in right of Canada:

(a) a monetary penalty that is assessed by a board against a holder or whose assessment against a holder is confirmed by a board, from the time that it is assessed or confirmed or from any later time fixed by the board on extending the time for paying it;

(b) costs incurred in the seizure, detention or disposition of any fish or other thing seized under this Act, from the time that the board orders those costs to be paid by a holder under section 132 or from any later time fixed by the board on extending the time for paying them; and

(c) costs incurred by the Department under subsection 81(2) in publishing the facts relating to the commission of a violation, from the time that the Department incurs those costs.

(2) If the holder referred to in subsection (1) is a fishing vessel, a lien attaches to the fishing vessel for the amount of the debt.

(3) Subject to subsection 111(3), an unpaid debt under this section is extinguished on the day that is two years after the day on which it became due.

(4) A lien under this section expires on the day that is two years after the day on which it attached.

111. (1) If an amount that constitutes a debt or lien under section 110 is not paid or if a holder does not comply with an order of a board made under subsection 81(1), the board may

(a) refuse to issue a licence or registration document to the holder; or

Exécution des sanctions

110. (1) Constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada :

a) toute sanction pécuniaire prévue par la présente loi, à compter de la date où elle est appliquée ou confirmée par l'Office ou de l'expiration de tout délai de paiement supplémentaire consenti par celui-ci;

b) les frais supportés pour la saisie, la garde ou l'aliénation du poisson ou de toute autre chose saisie en application de la présente loi, à compter de la date où l'Office ordonne au titulaire de payer ces frais ou de l'expiration de tout délai de paiement supplémentaire consenti par celui-ci;

c) les frais supportés par le ministère au titre du paragraphe 81(2) pour la publication des faits liés à la violation, à compter de la date où ils sont faits.

(2) Dans le cas où le titulaire visé par une créance mentionnée au paragraphe (1) est un bateau de pêche, celui-ci est grevé d'un privilège jusqu'à concurrence du montant de la créance.

(3) Sous réserve du paragraphe 111(3), la créance visée au présent article s'éteint à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date où elle a pris naissance.

(4) Le privilège visé au présent article s'éteint à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date où il a été constitué.

111. (1) Faute par le titulaire d'exécuter une créance visée à l'article 110 ou de se conformer à une ordonnance rendue en application du paragraphe 81(1), l'Office peut annuler ou suspendre son permis ou son titre d'immatriculation, ou refuser de lui délivrer un tel document.

Monetary penalties, etc., debts

Créances de Sa Majesté

Liens against fishing vessels

Extinguishment of debts

Expiration of liens

Revocation and suspension of licences and registration documents

Cas où le titulaire est un bateau de pêche

Extinction de la créance

Extinction du privilège

Annulation ou suspension

(b) revoke or suspend a licence or registration document held by the holder.

Limitation

(2) Subject to subsection (3), no action may be taken under subsection (1) in respect of an order made under subsection 81(1) more than two years after the order was made.

Continuing refusal to issue

(3) Where action is taken under subsection (1) within two years after the debt becomes due, the lien attaches or the order is made, action may continue to be taken under that subsection at any time while the amount remains unpaid or the holder does not comply with the order.

Removal of suspension

(4) The suspension of a licence or registration document under subsection (1) ceases to have effect on the payment of the amount or compliance with the order.

(2) Dans le cas d'une ordonnance rendue en application du paragraphe 81(1), les mesures prévues au paragraphe (1) se prescrivent par deux ans à compter de la date de l'ordonnance.

Prescription

5

(3) Les mesures visées au paragraphe (1) peuvent être maintenues tant que le titulaire n'a pas obtempéré.

Effet du refus de délivrance

(4) La suspension cesse d'avoir effet au moment où le titulaire exécute la créance ou se conforme à l'ordonnance.

Effet de la suspension

Service and Delivery of Documents

Signification et communication de documents

Certificate of service

112. (1) A person who serves a notice of a major violation or of the assessment of a monetary penalty or the documents referred to in section 94 shall complete and sign a certificate of service

112. (1) La personne qui signifie au titulaire un procès-verbal de violation ou les documents mentionnés à l'article 94 l'atteste sous sa signature en précisant la date ainsi que les moyens utilisés.

Attestation de signification

(a) certifying that the holder named in the certificate was, on the day set out in it, served with the notice or documents; and

(b) certifying the means by which service was effected.

Certificate as evidence

(2) The certificate is evidence that, on the day set out in the certificate, a notice of a major violation or of the assessment of a monetary penalty was, or the documents referred to in section 94 were, served on the holder named in the certificate.

(2) L'attestation fait foi du fait qu'il y a eu signification au titulaire qui y est mentionné à la date indiquée.

Valeur probante

Notice

113. (1) Except as otherwise provided, a notice or document required or authorized to be given or delivered under this Act may be given or delivered personally or by ordinary mail.

113. (1) Sauf disposition contraire, la communication d'un avis, procès-verbal ou autre document autorisée ou exigée par la présente loi est valable si le document est remis en mains propres ou envoyé par courrier ordinaire.

25

Evidence of notice

(2) Evidence that a notice or document required or authorized to be given or delivered to a holder under this Act was sent by ordinary mail to the holder at the address provided to a board by the holder is evidence

(2) La preuve de l'envoi du document par courrier ordinaire fait foi de sa communication au destinataire.

Preuve

that the notice or document was given or delivered to the holder.

Service by mail

114. Where a notice or document that is required or authorized to be served under this Act is served by ordinary or registered mail, service of the notice or document is effective on the seventh day after the notice or document is mailed.

114. La signification par courrier ordinaire ou recommandé est réputée faite le septième jour suivant la mise à la poste.

Signification par courrier ordinaire ou recommandé

ENFORCEMENT

Information Returns

Information that may be required

115. (1) A holder may be required to provide information or to keep records or other documents relating to any of the following matters:

(a) the number, sex, size, weight, species, product form, value or other particulars of any fish caught, cultured, processed, transported, sold or bought; 15

(b) the time and place at which any fish was caught or landed and the person, enterprise or fishing vessel by which the fish was caught or landed; 20

(c) the time and place at which any fish was bought and the person, enterprise or fishing vessel from which the fish was bought;

(d) the fishing vessels, gear and methods used and the number of persons employed for the purpose of catching fish; 25

(e) the buildings, equipment, products and methods used and the number of persons employed for the purpose of culturing or processing fish; and 30

(f) any other matter relating to the proper management and control of fisheries or the conservation and protection of fish.

Duty to keep books

(2) A holder shall keep any records, books of account or other documents that may be required by the regulations or by the terms and conditions of the licence or registration document, and the records, books of account or other documents shall be kept in the prescribed form and manner for the prescribed period or in the form and manner and for the 40

CONTRÔLE D'APPLICATION

Rapports

115. (1) Le titulaire peut être tenu de fournir des renseignements ou de tenir des registres ou autres documents au sujet des questions suivantes : 5

a) le nombre, la taille, le poids, l'espèce, la forme du produit, le sexe, la valeur ou les autres caractéristiques du poisson pêché, élevé, transformé, transporté, vendu ou acheté; 10

b) la date et le lieu de capture ou de débarquement du poisson ainsi que la personne, l'entreprise ou le bateau de pêche en cause; 15

c) la date et le lieu d'achat du poisson ainsi que la personne, l'entreprise ou le bateau de pêche qui l'a vendu;

d) les bateaux de pêche, engins de pêche et méthodes utilisés, ainsi que le nombre de personnes affectées aux opérations de capture du poisson;

e) le nombre de personnes, les bâtiments et l'équipement affectés à l'aquaculture ou à la transformation du poisson ainsi que les produits et les méthodes utilisés; 25

f) toute autre question concernant la gestion et la surveillance rationnelles des pêches ou la conservation et la protection du poisson. 30

(2) Le titulaire tient les registres, documents comptables et autres documents prévus par les règlements ou par son permis ou son titre d'immatriculation, suivant la forme et pendant la durée déterminées par ceux-ci. 35

Renseignements à fournir

Obligation de tenir des registres

period provided for by the terms and conditions of the licence or registration document.

Duty to provide
information

(3) A holder shall, on the request of any fishery officer or fishery guardian, provide the officer or guardian, or any authority designated by the officer or guardian, with any information relating to a matter mentioned in subsection (1) that the officer or guardian may request.

Idem

(4) A holder shall, in accordance with the regulations and the terms and conditions of the licence or registration document, provide a fishery officer, a fishery guardian or any authority designated in the regulations, licence or registration document with any information relating to a matter mentioned in subsection (1) that the regulations, licence or registration document requires.

Access to board
records

116. A board shall, on the request of the Department, provide records respecting holders or any class of holders to the Department for the purpose of enforcement of this Act.

Inspection

Inspection

117. (1) Subject to section 119, for the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, a fishery officer or fishery guardian may enter and inspect any place, including any premises, vessel or vehicle, in which the officer or guardian believes on reasonable grounds there is any fish or other thing in respect of which this Act or the regulations apply and may

(a) open any container that the officer or guardian believes on reasonable grounds contains any fish or other thing in respect of which this Act or the regulations apply;

(b) examine any fish or other thing that the officer or guardian finds and take samples of it;

(c) conduct any tests or analyses or take any measurements; and

(d) require any person to produce for examination or copying any records, books of account or other documents that the officer or guardian believes on reasonable

(3) À la demande de l'agent des pêches ou du garde-pêche, le titulaire est tenu de fournir à celui-ci ou à l'autorité désignée par lui les renseignements dont il dispose au sujet des questions mentionnées au paragraphe (1).

Obligation de
fournir les
renseignements

5

Idem

(4) Le titulaire est tenu de fournir au garde-pêche, à l'agent des pêches ou à toute autre autorité désignée par les règlements ou par son permis ou son titre d'immatriculation, en conformité avec ceux-ci, les renseignements dont il dispose au sujet des questions mentionnées au paragraphe (1) et que prévoient ces règlements, permis ou titre d'immatriculation.

15

Accès aux dossiers de l'Office

116. Pour l'application de la présente loi, l'Office remet au ministère, à la demande de celui-ci, les dossiers qu'il tient au sujet d'un titulaire ou d'une catégorie de titulaires.

Accès aux
dossiers de
l'Office

Visites

117. (1) Pour l'application de la présente loi et de ses règlements, l'agent des pêches ou le garde-pêche peut, sous réserve de l'article 119, procéder à la visite de tout lieu — y compris un navire ou un véhicule — où il croit, pour des motifs raisonnables, pouvoir trouver du poisson ou des objets assujettis à l'application de la présente loi ou de ses règlements; il est aussi autorisé :

Pouvoir de
visite

a) à ouvrir tout contenant où il croit, pour des motifs raisonnables, pouvoir trouver du poisson ou des objets assujettis à l'application de la présente loi ou de ses règlements;

b) à examiner ce poisson ou ces objets et en prélever des échantillons;

c) à effectuer des essais, des analyses et des mesures;

d) à exiger de toute personne, aux fins d'examen ou de reproduction, la communication des registres et documents comparables ou autres où il croit, pour des motifs

40

40

grounds contain information that is relevant to the enforcement of this Act or the regulations.

(2) In carrying out an inspection of a place under subsection (1), a fishery officer or fishery guardian may

(a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the data processing system;

(b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and remove the print-out or other output for examination or copying; and

(c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record, book of account or other document.

(3) A fishery officer or fishery guardian who takes a sample under paragraph (1)(b) may dispose of it in any manner that the officer or guardian considers appropriate.

118. The owner or person in charge of a place that is inspected by a fishery officer or fishery guardian under section 117 and every person found in the place shall

(a) give the officer or guardian all reasonable assistance to enable the officer or guardian to carry out the inspection and exercise any power conferred by section 117; and

(b) provide the officer or guardian with any information relevant to the enforcement of this Act or the regulations that the officer or guardian may reasonably require.

119. (1) A fishery officer or fishery guardian may not enter a dwelling-house except with the consent of the occupant or under a warrant.

(2) A justice of the peace who on *ex parte* application is satisfied by information on oath

raisonnables, pouvoir trouver des renseignements pertinents.

(2) Dans le cadre de sa visite, l'agent des pêches ou le garde-pêche peut :

a) utiliser ou faire utiliser tout système informatique se trouvant sur place pour prendre connaissance des données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;

b) obtenir ces données sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible et les emporter aux fins d'examen ou de reproduction;

c) utiliser ou faire utiliser le matériel de reprographie se trouvant sur place pour faire des copies de tout registre, document comptable ou autre document.

(3) L'agent des pêches ou le garde-pêche peut disposer des échantillons de la façon qu'il estime indiquée.

118. Le propriétaire ou le responsable du lieu visité, ainsi que toute personne qui s'y trouve, sont tenus d'accorder à l'agent des pêches ou au garde-pêche toute l'assistance possible dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 117 et de lui fournir les renseignements qu'il peut valablement exiger pour l'application de la présente loi ou de ses règlements.

119. (1) L'agent des pêches ou le garde-pêche ne peut procéder à la visite d'un lieu servant d'habitation sans le consentement de l'occupant ou sans être muni d'un mandat.

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut délivrer un mandat autorisant, sous réserve des conditions qu'il peut y fixer, l'agent des pêches ou le garde-pêche qui y est nommé à procéder à la visite d'un tel lieu s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous

Operation of data processing systems and copying equipment

Disposition of samples

Duty to assist fishery officers and fishery guardians

Warrant required to enter dwelling-house

Authority to issue warrant

Usage d'ordinateurs et de photocopieuses

Sort des échantillons

Obligation d'assistance

Lieu servant d'habitation

Délivrance du mandat

(a) that the conditions for entry described in section 117 exist in relation to a dwelling-house,

(b) that entry to the dwelling-house is necessary for any purpose relating to the enforcement of this Act, and

(c) that entry to the dwelling-house has been refused or that there are reasonable grounds for believing that entry will be refused

may issue a warrant authorizing the fishery officer or fishery guardian named in the warrant to enter that dwelling-house subject to any conditions that may be specified in the warrant.

Search

Warrant

120. A justice of the peace who on *ex parte* application is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place, including any premises, vessel or vehicle, any fish or other thing that was obtained by or used in, or that will afford evidence in respect of, the commission of a major violation, may issue a warrant authorizing the fishery officer named in the warrant to enter and search the place for the fish or other thing subject to any conditions that may be specified in the warrant.

Where warrant not necessary

121. A fishery officer may exercise the powers referred to in section 120 without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain a warrant.

Powers during search

122. In carrying out a search of a place under section 120 or 121, a fishery officer may exercise the powers described in section 117.

Entry

Entry

123. A fishery officer or fishery guardian may, while carrying out an inspection or search under this Act, enter on and pass through or over private property without being liable for trespass or, in Quebec, without the owner of the property having the right to object to that use of the property.

serment, que sont réunis les éléments suivants :

a) les circonstances visées à l'article 117 justifient la visite;

b) celle-ci est nécessaire à toute fin utile à l'application de la présente loi;

c) l'accès a été refusé ou il y a des motifs raisonnables de croire qu'il le sera.

Perquisitions

Mandat

120. S'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence dans un lieu — y compris un navire ou un véhicule — de poisson ou d'objets qui ont été obtenus ou utilisés lors de la perpétration d'une violation grave ou qui peuvent servir à prouver, le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, délivrer un mandat autorisant, sous réserve des conditions qu'il y fixe, l'agent des pêches qui y est nommé à perquisitionner dans ce lieu afin d'y chercher ce poisson ou ces objets.

Perquisition sans mandat

121. L'agent des pêches peut exercer sans mandat les pouvoirs visés à l'article 120 lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, à condition que les circonstances en justifient la délivrance.

Pouvoirs

122. L'agent des pêches peut, dans le cadre d'une perquisition effectuée en application des articles 120 ou 121, exercer les pouvoirs mentionnés à l'article 117.

Droit de passage

Droit de passage

123. L'agent des pêches ou le garde-pêche peut, dans le cadre d'une visite ou d'une perquisition effectuée en application de la présente loi, pénétrer dans une propriété privée et y circuler sans encourir de poursuites pour violation du droit de propriété.

*Seizure**Saisie*

Seizure

124. A fishery officer or fishery guardian may seize

(a) any vessel, vehicle, fish or other thing that the officer or guardian believes on reasonable grounds

(i) was obtained by or used in the commission of a major violation, or

(ii) will afford evidence in respect of the commission of a major violation; or

(b) any fish that the officer or guardian believes on reasonable grounds

(i) was caught, killed, processed, transported, bought, sold or possessed in contravention of this Act or the regulations, or

(ii) has been intermixed with fish referred to in subparagraph (i).

Release of seized fish

125. Notwithstanding sections 126 to 133, a fishery officer or fishery guardian who seizes any fish under this Act may, at the time of the seizure, return to the water any fish that the officer or guardian believes to be alive.

Custody of seized things

126. (1) A fishery officer or fishery guardian who seizes any fish or other thing under this Act may retain custody of it or deliver it into the custody of any person the officer or guardian considers appropriate.

Request by officer or guardian

(2) A person who is given custody of any fish or other thing under subsection (1) shall, on the request of a fishery officer or fishery guardian at any reasonable time, make the fish or thing available for inspection by or deliver it into the custody of the officer or guardian.

Perishables

(3) A fishery officer or fishery guardian who has custody of any fish or other perishable thing seized under this Act may dispose of it in any manner the officer or guardian considers appropriate and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.

Forfeiture where ownership not ascertainable

127. (1) Where the ownership of any fish or other thing seized under this Act cannot be ascertained at the time of the seizure, the

Saisie

124. L'agent des pêches ou le garde-pêche peut saisir :

a) tout poisson ou objet — y compris un navire ou un véhicule — s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a été obtenu ou utilisé lors de la perpétration d'une violation grave, ou qu'il peut servir à la prouver;

b) le poisson dont il a des motifs raisonnables de croire :

(i) soit qu'il a été pêché, tué, transporté, acheté, vendu, transformé ou détenu en contravention avec la présente loi ou ses règlements,

(ii) soit qu'il a été mêlé à du poisson visé au sous-alinéa (i).

5

5

15

10

20

20

25

35

40

125. Malgré les articles 126 à 133, l'agent des pêches ou le garde-pêche peut, au moment de la saisie, remettre à l'eau le poisson qu'il estime encore vivant.

Remise du poisson à l'eau

126. (1) L'agent des pêches ou le garde-pêche peut conserver la garde du poisson et des objets saisis, ou l'attribuer à toute personne qu'il estime qualifiée.

Garde des objets saisis

(2) Le gardien est tenu, sur demande présentée à toute heure convenable par l'agent des pêches ou le garde-pêche, d'en permettre l'examen par lui ou de les lui remettre.

Examen ou remise

(3) L'agent des pêches ou le garde-pêche peut disposer des marchandises périssables de la façon qu'il estime indiquée; le produit de leur aliénation éventuelle est versé au receveur général.

Marchandises périssables

127. (1) Le poisson ou les objets dont il est impossible de déterminer l'appartenance au moment de leur saisie sont immédiate-

Appartenance impossible à déterminer

fish or thing is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada.

Disposition of
forfeited things

(2) Subject to sections 135 and 136, any fish or other thing forfeited to Her Majesty in right of Canada under subsection (1) shall be disposed of after the expiration of thirty days after the day of forfeiture, as the Department directs.

Exception

(3) Notwithstanding subsection (2), any fishing gear or equipment that is forfeited under subsection (1) may be disposed of immediately on its forfeiture, as the Department directs.

Forfeiture
where holder or
person consents

128. (1) Where the holder or person from whom any fish was seized under this Act consents to its forfeiture, the fish is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada.

Disposition of
forfeited fish

(2) Any fish that is forfeited under subsection (1) may be disposed of immediately on its forfeiture, as the Department directs.

Forfeiture
where assess-
ment of
monetary
penalty not
contested

129. (1) Where a holder from whom any fish is seized in connection with a minor violation pays, within fifteen days after being served with a notice of the assessment of a monetary penalty for the violation, an amount equal to one half of the prescribed monetary penalty, the fish, or any proceeds realized from its disposition, is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada.

Disposition of
forfeited fish

(2) Any fish that is forfeited under subsection (1) may be disposed of immediately on its forfeiture, as the Department directs.

Return where
no proceeding
begun

130. (1) Any fish or other thing seized in connection with a violation, or any proceeds realized from its disposition, shall not be detained after the expiration of

(a) three months after the day of the seizure, in the case of a major violation;

(b) one month after that day, in the case of a minor violation; or

(c) any further period that may be specified in an order made under subsection (3).

ment confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada.

(2) Sous réserve des articles 135 et 136, il est disposé du poisson et des objets suivant les instructions du ministère à l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la confiscation.

Aliénation des
objets confis-
qués

5

Exception

(3) Malgré le paragraphe (2), il peut être disposé des engins et de l'équipement de pêche dès leur confiscation, suivant les instructions du ministère.

10

Confiscation
sur consente-
ment

128. (1) La confiscation du poisson peut aussi s'effectuer sur consentement du titulaire ou du saisi.

15

Aliénation du
poisson confis-
qué

(2) Il est disposé immédiatement, suivant les instructions du ministère, du poisson confisqué dans les circonstances prévues au paragraphe (1).

15

Sanction
pécuniaire non
contestée

129. (1) Dans le cas où le saisi choisit de se prévaloir des dispositions de l'alinéa 91(1)a), le poisson ou le produit de son aliénation est confisqué au profit de Sa Majesté du chef du Canada.

20

Aliénation du
poisson confis-
qué

(2) Il est disposé immédiatement, suivant les instructions du ministère, du poisson confisqué dans les circonstances prévues au paragraphe (1).

25

Fin de la
rétention

130. (1) La rétention du poisson ou des objets saisis ou du produit de leur aliénation prend fin à l'expiration :

30

a) d'un délai de trois mois à compter de la saisie, dans le cas d'une violation grave;

b) d'un délai d'un mois à compter de la saisie, dans le cas d'une violation mineure;

c) de toute période de prolongation ordonnée en application du paragraphe (3).

35

Idem

(2) Any fish or other thing seized in connection with a violation, or any proceeds realized from its disposition, may be detained after the expiration of the period referred to in subsection (1) if, before that time, a notice of major violation or notice of the assessment of a monetary penalty in relation to the fish or thing is completed and served, in which case it, or the proceeds realized from its disposition, may be detained until it or those proceeds are forfeited or the proceeding is finally concluded.

Order to extend
detention of
things seized

(3) Where any fish or other thing is seized in connection with a violation and a board is satisfied, on the application of a case presentation officer within the period referred to in paragraph (1)(a) or (b), that detention of the fish or thing for a longer period is justified in the circumstances, the board may make an order permitting the fish or thing to be detained for any further period that may be specified by it.

Return of
seized things on
deposit of
security

131. A board may order that any fish or other thing that is seized under this Act from a holder and that has not been forfeited be returned to the holder if security is given to Her Majesty in right of Canada in a form and amount that is satisfactory to the case presentation officer.

Recovery of
costs

132. A board, on allowing a proceeding against a holder in respect of a major violation or confirming the assessment of a monetary penalty against the holder, may order the holder to pay the costs incurred in the seizure, detention or disposition of any fish or other thing seized under this Act.

Forfeiture at
end of proceed-
ing

133. (1) A board, on allowing a proceeding in respect of a major violation or confirming the assessment of a monetary penalty for a minor violation, shall order the forfeiture to Her Majesty in right of Canada of any fish that was seized under this Act and that was caught, killed, processed, transported, bought, sold or possessed in contravention of this Act or the regulations, or any proceeds realized from its disposition.

Idem

(2) A board, on allowing a proceeding in respect of a major violation, may order the forfeiture to Her Majesty in right of Canada

(2) La rétention peut se poursuivre au-delà de l'expiration des délais prévus au paragraphe (1) lorsqu'un procès-verbal de violation concernant le poisson ou les objets en cause est signifié au titulaire dans l'intervalle, auquel cas la rétention peut se poursuivre jusqu'à l'issue définitive de l'affaire.

Exception

(3) Sur demande présentée par le chargé de dossier à l'intérieur des délais prévus aux alinéas (1)a) ou b), l'Office peut, par ordonnance, prolonger la rétention du poisson et des objets pendant la période qu'il fixe s'il est convaincu que les circonstances le justifient.

Ordonnance de
prolongation

131. L'Office peut ordonner la restitution au titulaire du poisson ou des objets saisis et non confisqués, sur remise à Sa Majesté du chef du Canada d'une garantie que le chargé de dossier estime acceptable quant au montant et à la forme.

Restitution sur
dépôt de
garantie

132. L'Office, s'il fait droit à une procédure en violation, peut ordonner au titulaire de payer les frais entraînés par la saisie, la garde et l'aliénation du poisson ou des objets qui ont été obtenus ou utilisés lors de la pénétration de la violation.

Frais

133. (1) L'Office, s'il fait droit à une procédure en violation, ordonne la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada du poisson — ou du produit de son aliénation — qui a été pêché, tué, transporté, acheté, vendu, transformé ou détenu en contravention avec la présente loi ou ses règlements.

Confiscation du
poisson

(2) S'il fait droit à une procédure en violation grave, il peut ordonner la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada de

Confiscation
d'objets

of any thing that was seized under this Act and that was obtained by or used in the commission of the major violation, or any proceeds realized from the disposition of the thing.

tout objet saisi qui a été obtenu ou utilisé lors de la perpétration de la violation ou du produit de son aliénation.

Idem

(3) A board, on dismissing a proceeding in respect of a major violation or setting aside the assessment of a monetary penalty for a minor violation, may nevertheless order the forfeiture to Her Majesty in right of Canada of any fish that was seized under this Act and that is established to have been caught, killed, processed, transported, bought, sold or possessed in contravention of this Act or the regulations, or of any proceeds realized from its disposition.

5

(3) L'ordonnance visée au paragraphe (1) peut également être rendue lorsque l'Office rejette une procédure en violation s'il est établi que le poisson en cause a été pêché, tué, transporté, acheté, vendu, transformé ou détenu en contravention avec la présente loi ou ses règlements.

Confiscation en cas de rejet

5

10

Disposition of forfeited things

(4) Subject to sections 135 and 136, any fish or other thing forfeited under this section shall be disposed of after the final conclusion of the proceeding relating to the fish or thing, as the Department directs.

(4) Sous réserve des articles 135 et 136, il est disposé suivant les instructions du ministre, à l'issue définitive de l'affaire, du poisson ou des objets confisqués en application du présent article.

Aliénation des objets confisqués

15

Return of things not forfeited

134. (1) Subject to subsection (2), any fish or other thing that is seized under this Act, or any proceeds realized from its disposition, and that is not forfeited shall, at the conclusion of the proceeding relating to the fish or thing, be delivered to the person from whom the fish or thing was seized.

134. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le poisson ou les objets saisis, ou le produit de leur aliénation, sont remis au saisi s'ils ne sont pas confisqués à l'issue définitive de l'affaire.

Remise des objets non confisqués

20

Exception

(2) Where a fish or other thing that is seized in connection with a violation is not forfeited and a monetary penalty is assessed for the violation,

(2) En cas d'application d'une sanction pénale et à défaut de confiscation, le poisson ou les objets saisis peuvent être retenus jusqu'au paiement de la sanction ou il peut en être disposé, notamment par vente, et le produit de leur aliénation être affecté au paiement de la sanction.

Exception

(a) the fish or thing may be detained until the monetary penalty is paid; or

(b) the fish or thing may be sold or otherwise disposed of in satisfaction of the monetary penalty and any proceeds realized from its disposition may be applied in payment of the monetary penalty.

Relief from Forfeiture

Droits des tiers

Application by person claiming interest

135. (1) Where any thing, other than fishing gear or equipment that has been disposed of pursuant to subsection 127(3), or fish, is forfeited, any person who claims an interest in the thing, other than

135. (1) Toute personne qui revendique un droit sur un objet confisqué, autre que du poisson ou qu'un engin ou équipement de pêche dont il a été disposé conformément au paragraphe 127(3), peut, dans les trente jours suivant la confiscation, demander à la juridiction supérieure de la province où l'objet a été saisi ou de celle déterminée confor-

Demande faite par un tiers

35

(a) the holder or person from whom the thing was seized,

45

(b) a holder or person who pays an amount equal to one half of the prescribed monetary penalty for the violation, or

(c) a holder or person against whom a board has made a final decision in respect of the violation,

may, within thirty days after the forfeiture, apply for an order pursuant to subsection (4) to the superior court of the province in which the thing was seized or which has jurisdiction with respect to the seizure pursuant to section 9 of the *Canadian Laws Offshore Application Act*.

Date of hearing

(2) The superior court of the province shall fix a day not less than thirty days after the date of filing of the application for the hearing of the application.

Notice

(3) The applicant shall serve a notice of the application and of the hearing on the Attorney General of Canada at least fifteen days before the day fixed for the hearing.

Order by court

(4) Where, on the hearing of the application, it is made to appear to the satisfaction of the superior court of the province,

(a) that the applicant is innocent of any complicity in the violation that resulted in the forfeiture and of any collusion in relation to that violation with the holder who was liable for the violation, and

(b) that the applicant exercised all reasonable care

(i) in respect of the person permitted to obtain possession of the thing in respect of which the application is made to satisfy himself or herself that the thing was not likely to be used contrary to this Act or the regulations, or

(ii) in the case of a secured creditor, in respect of the debtor,

the applicant is entitled to an order declaring that his or her interest is not affected by the forfeiture and declaring the nature and extent of that interest.

Appeal

136. (1) The applicant or the Attorney General of Canada may appeal to the court of appeal of the province from an order made under subsection 135(4) and the appeal shall

mément à l'article 9 de la *Loi sur l'application extracôtière des lois canadiennes* de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (4), sauf s'il s'agit :

a) du saisi;

b) de la personne ou du titulaire qui paie la somme visée à l'alinéa 91(1)a);

c) de la personne ou du titulaire contre qui l'Office a rendu une décision définitive relativement à la violation.

(2) La juridiction fixe l'audience sur la demande à une date postérieure d'au moins trente jours à son dépôt.

(3) Le demandeur signifie au procureur général du Canada un avis de la demande et de l'audience au moins quinze jours avant la date fixée pour celle-ci.

(4) La juridiction rend une ordonnance déclarant que le droit du demandeur prévaut sur la confiscation et précisant la nature et l'étendue de ce droit si, à l'audience, elle constate la réunion des conditions suivantes :

a) il n'y a eu aucune complicité ou collusion entre le demandeur et le titulaire responsable de la violation qui a entraîné la confiscation;

b) le demandeur a pris soin de s'assurer que l'objet en cause ne serait vraisemblablement pas utilisé de façon contraire à la présente loi ou à ses règlements par la personne qui s'en est vu attribuer la possession ou, s'il est créancier garanti, a pris les précautions voulues à l'égard du débiteur.

136. (1) Le demandeur ou le procureur général du Canada peut en appeler à la cour d'appel provinciale de l'ordonnance rendue en application du paragraphe 135(4); la pro-

5

10

10

Date de l'audience

Avis

15

Ordonnance

20

30

Appel

be asserted, heard and decided according to the ordinary procedure governing appeals to the court of appeal of the province from orders or judgments of the superior court of the province.

cédure se déroule suivant les règles habituelles.

Application to
Department

(2) The Department shall, on application made by any person who has obtained an order pursuant to this section or section 135,

(2) À la demande de la personne en faveur de qui une ordonnance a été rendue en vertu du présent article ou de l'article 135, le ministre ordonne :

Demande au
ministère

(a) except in the case of any thing disposed of under subsection 126(3), direct that the thing to which the interest of the applicant relates be returned to the applicant; or

a) soit la restitution au demandeur de l'objet sur lequel il a fait valoir un droit, sauf dans le cas visé au paragraphe 126(3);

(b) direct that an amount equal to the value of the interest of the applicant, as declared in the order, be paid to the applicant.

b) soit le versement au demandeur d'une somme correspondant à la valeur de son droit, telle qu'elle est établie par l'ordonnance.

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations

137. (1) The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and in particular, but without restricting the generality of the foregoing, may make

137. (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements d'application de la présente loi, notamment :

Règlements

(a) regulations for the proper management and control of the fisheries within the jurisdiction of a board;

a) en vue de la gestion et de la surveillance rationnelles des pêches relevant de la compétence de l'Office;

(b) regulations respecting the conservation and protection of fish and spawning grounds in fisheries within the jurisdiction of a board;

b) en vue de la conservation et de la protection des pêches relevant de la compétence de l'Office, y compris le poisson et les frayères;

(c) regulations requiring boards to perform any specified functions in respect of fisheries in waters referred to in section 9 or 13;

c) pour confier à l'Office une fonction déterminée relativement aux pêches pratiquées dans les eaux mentionnées aux articles 9 ou 13, selon le cas;

(d) regulations, in relation to matters within the jurisdiction of a board, respecting

d) pour régir les questions suivantes, dans la mesure où elles relèvent de la compétence de l'Office :

(i) the catching, loading, landing, handling, transporting, possession and disposal of fish,

(i) la prise, le chargement, le débarquement, la manutention, le transport et la possession du poisson, ainsi que la façon dont il en est disposé,

(ii) the operation of fishing vessels,

(ii) l'exploitation des bateaux de pêche,

(iii) the use of fishing gear and equipment,

(iii) l'utilisation des engins et équipements de pêche,

(iv) the marking, identification and tracking of fishing vessels,

(iv) le marquage, l'identification et l'observation des bateaux de pêche,

- (v) the designation of persons as observers, their duties and their carriage on board fishing vessels,
- (vi) the issuance of licences and registration documents, 5
- (vii) any records, books of account or other documents to be kept under this Act and the manner and form in which and the period for which they shall be kept, 10
- (viii) the manner in which records, books of account or other documents shall be produced and information shall be provided under this Act, 15
- (ix) the powers and duties of persons engaged or employed in the administration or enforcement of this Act and the carrying out of those powers and duties, 20
- (x) where a close time, fishing quota, or limit on the size or weight of fish has been fixed in respect of an area under the regulations, the variation of the close time, fishing quota or limit in respect of that area or any portion of that area by order of the individuals employed in the Department who are specified in the regulations, and 25
- (xi) the establishment, maintenance and operation of a public registry, including facilities to enable the public to examine physical or electronic records contained in the registry, the time and manner in which those records may be examined or copied by the public and the transfer and retention of those records; 30 35
- (e) regulations prescribing
- (i) the fees that are to be charged for licences and registration documents, and
- (ii) the charges that are to be paid by holders to recover costs incurred by the Department, a board or any person in respect of operations under licences and registration documents; and 40
- (f) regulations prescribing any thing that by this Act is to be prescribed. 45
- (v) la désignation des observateurs, leurs fonctions et leur présence à bord des bateaux de pêche,
- (vi) la délivrance des permis et des titres d'immatriculation, 5
- (vii) les registres, documents comptables et autres documents dont la tenue est prévue par la présente loi, ainsi que la façon de les tenir, leur forme et leur durée de conservation, 10
- (viii) la façon dont sont présentés les registres, documents comptables et autres documents, de même que les renseignements à fournir en application de la présente loi, 15
- (ix) les pouvoirs et fonctions des personnes chargées de l'exécution et du contrôle de l'application de la présente loi, ainsi que l'exercice de ces pouvoirs et fonctions, 20
- (x) la modification pour une zone ou partie de zone, par les employés du ministère désignés par règlement, des périodes de fermeture, des contingents ou des limites de taille ou de poids du poisson fixés par règlement, 25
- (xi) l'établissement, la tenue et le fonctionnement d'un registre public, y compris les installations nécessaires pour permettre au public de consulter, sur support matériel ou informatique, les renseignements que contient le registre, les modalités — de temps ou autres — de consultation et de reproduction de ces renseignements, ainsi que le transfert et l'entreposage des dossiers; 30 35
- e) pour prescrire :
- (i) les droits exigibles pour la délivrance des permis et des titres d'immatriculation, 40
- (ii) les sommes à payer par le titulaire en remboursement des frais supportés par le ministère, l'Office ou toute personne au titre des activités visées par un permis ou un titre d'immatriculation; 45
- f) en vue de toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.

Effect of licensing rules

(2) If there is an inconsistency between a regulation made under subparagraph (1)(d)(vi) and the licensing rules, the regulation prevails to the extent of the inconsistency.

(2) Le règlement pris en application du sous-alinéa (1)d)(vi) prévaut, en cas d'incompatibilité, sur toute règle de délivrance établie par l'Office en application de l'article 66.

Incompatibilité

Variation orders

(3) A regulation made under subparagraph (1)(d)(x) must provide for notice of the variation to be given to the persons affected or likely to be affected by the variation.

(3) Le règlement pris en application du sous-alinéa (1)d)(x) doit prévoir la notification de la modification à toute personne susceptible d'être touchée par celle-ci.

Notification des modifications

Effect of variation orders

(4) If there is an inconsistency between a close time, a fishing quota or a limit on the size or weight of fish as varied under subparagraph (1)(d)(x) and the close time, fishing quota or limit on the size or weight of fish under a licence, the variation order prevails to the extent of the inconsistency.

(4) Les périodes, contingents ou limites déterminés par modification visée au sous-alinéa (1)d)(x) prévalent, en cas d'incompatibilité, sur ceux qui seraient applicables au titre d'un permis délivré antérieurement à la modification.

Incompatibilité

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Continuation of licences

138. Notwithstanding section 152, licences in respect of

(a) a prescribed fishery, or

(b) an exploratory fishery respecting which the Minister has issued a policy direction

that were issued under section 7 of the *Fisheries Act* before the day on which section 152 comes into force continue in force according to their terms.

138. L'article 152 est sans effet sur la validité et les conditions des permis délivrés avant son entrée en vigueur sous le régime de l'article 7 de la *Loi sur les pêches*, relativement à une pêche visée par règlement ou à une pêche exploratoire ayant fait l'objet d'une instruction générale.

Prorogation des permis

Pending licence applications

139. Notwithstanding section 152, the Minister may, on or after the day on which that section comes into force, issue or authorize to be issued licences in respect of

(a) a prescribed fishery, or

(b) an exploratory fishery respecting which the Minister has issued a policy direction

for which an application was made before that day.

139. L'article 152 est sans effet sur le pouvoir du ministre de délivrer un permis demandé avant son entrée en vigueur relativement à une pêche visée par règlement ou à une pêche exploratoire ayant fait l'objet d'une instruction générale, ou d'en autoriser la délivrance.

Demande pendante

Continuation of Atlantic registration documents

140. Notwithstanding section 156, fisherman's registration cards and vessel registration cards that were issued under section 17.1 of the *Atlantic Fisheries Regulations*, 1985 before the day on which section 156 comes into force continue in force according to their terms.

140. L'article 156 est sans effet sur la validité et les conditions des certificats d'enregistrement de pêcheur et des certificats d'enregistrement de bateau délivrés, avant son entrée en vigueur, sous le régime de l'article 17.1 du *Règlement de pêche de l'Atlantique de 1985*.

Titres d'immatriculation : Atlantique

Pending
registration
applications

141. Notwithstanding section 156, the Minister may, on or after the day on which that section comes into force, issue fisherman's registration cards and vessel registration cards for which an application was made under section 17 of the *Atlantic Fisheries Regulations*, 1985 before that day.

141. L'article 156 est sans effet sur le pouvoir du ministre de délivrer un certificat d'enregistrement de pêcheur ou un certificat d'enregistrement de bateau demandé, avant son entrée en vigueur, sous le régime de l'article 17 du *Règlement de pêche de l'Atlantique* de 1985.

Demande
pendante

Continuation of
Pacific
commercial
fishing licences
and registration
documents

142. Notwithstanding section 156, fisher's registration cards, vessel registration certificates and commercial fishing licences that were issued under section 19 of the *Pacific Fisheries Regulations*, 1993 before the day on which section 156 comes into force continue in force according to their terms.

142. L'article 156 est sans effet sur la validité et les conditions des cartes d'enregistrement de pêcheur, des certificats d'enregistrement de bateau et des permis de pêche commerciale délivrés, avant son entrée en vigueur, sous le régime de l'article 19 du *Règlement de pêche du Pacifique* (1993).

Permis et titre
d'immatricula-
tion : Pacifique

Pending
applications

143. Notwithstanding section 156, the Minister may, on or after the day on which that section comes into force, issue fisher's registration cards, vessel registration certificates and commercial fishing licences for which an application was made under the *Pacific Fisheries Regulations*, 1993 before that day.

143. L'article 156 est sans effet sur le pouvoir du ministre de délivrer une carte d'enregistrement de pêcheur, un certificat d'enregistrement de bateau ou un permis de pêche commerciale demandé, avant son entrée en vigueur, sous le régime du *Règlement de pêche du Pacifique* (1993).

Demande
pendante

Pre-commence-
ment operations
under licences

144. A document referred to in section 138 or a commercial fishing licence referred to in section 142 is liable to be suspended or cancelled under section 9 or 79.1 of the *Fisheries Act* in respect of operations under the document or licence before the day on which section 152 or 156 comes into force.

144. Les documents visés à l'article 138 et les permis de pêche commerciale visés à l'article 142 sont susceptibles de suspension ou d'annulation en application des articles 9 ou 79.1 de la *Loi sur les pêches* relativement à toute activité pratiquée sous leur autorité avant l'entrée en vigueur des articles 152 ou 156, selon le cas.

Activités
antérieures à
l'entrée en
vigueur

Post-
commencement
operations
under licences

145. The following are deemed to be licences for the purposes of this Act in respect of operations under them after the day on which section 152 or 156 comes into force:

145. Sont assimilés aux permis délivrés en application de la présente loi, pour ce qui concerne les activités pratiquées sous leur autorité après l'entrée en vigueur des articles 152 ou 156, selon le cas :

Permis :
activités
postérieures à
l'entrée en
vigueur

(a) licences referred to in section 138 or 139; and

a) les permis visés aux articles 138 ou 139;

(b) commercial fishing licences referred to in section 142 or 143.

b) les permis de pêche commerciale visés aux articles 142 ou 143.

Post-
commencement
operations
under registra-
tion documents

146. The following are deemed to be registration documents for the purposes of this Act in respect of operations under them after the day on which section 156 comes into force:

146. Sont assimilés aux titres d'immatriculation délivrés en application de la présente loi, pour ce qui concerne les activités pratiquées sous leur autorité après l'entrée en vigueur de l'article 156, selon le cas :

Titres
d'immatricula-
tion : activités
postérieures à
l'entrée en
vigueur

(a) fisherman's registration cards and vessel registration cards referred to in section 140 or 141; and

a) les certificats d'enregistrement de pêcheur et les certificats d'enregistrement de bateau visés aux articles 140 ou 141;

(b) fisher's registration cards and vessel registration certificates referred to in section 142 or 143.

b) les cartes d'enregistrement de pêcheur et les certificats d'enregistrement de bateau visés aux articles 142 ou 143.

Appropriations
based on
Estimates

147. The provisions made by any appropriation Act for the fiscal year in which this section comes into force, based on the Estimates for that year to defray the charges and expenses of the public service of Canada within the Department of Fisheries and Oceans in relation to any matter within the jurisdiction of a board, shall be applied to any classifications of the public service of Canada within the board that the Governor in Council may determine.

147. Les sommes affectées, pour l'exercice en cours lors de l'entrée en vigueur du présent article, par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, à la prise en charge des frais et dépenses d'administration publique du ministère des Pêches et des Océans relativement à toute question relevant de l'Office sont transférées, dans la mesure déterminée par le gouverneur en conseil, à la prise en charge des frais et dépenses d'administration publique de l'Office.

Transfert des
crédits consé-
cutifs aux
prévisions
budgétaires

Deemed
appointment

148. Every employee in the public service of Canada who is transferred to a position in a board within ninety days after the day on which this section comes into force is deemed to have been appointed to the board in accordance with the *Public Service Employment Act*.

148. Les agents de l'administration publique fédérale qui sont mutés à l'Office dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'entrée en vigueur du présent article sont réputés y avoir été nommés aux termes de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Présomption

R.S., c. F-14;
R.S., cc. 27, 31,
35 (1st Suppl.),
cc. 1, 27 (2nd
Suppl.), c. 40
(4th Suppl.);
1990, cc. 16,
17, 44; 1991, c.
1; 1992, cc. 47,
51

FISHERIES ACT

LOI SUR LES PÊCHES

L.R., ch. F-14
L.R., ch. 27,
31, 35
(1^{er} suppl.), ch.
1, 27
(2^e suppl.), ch.
40 (4^e suppl.);
1990, ch. 16,
17, 44; 1991,
ch. 1; 1992,
ch. 47, 51

R.S., c. 35 (1st
Suppl.), s. 5

149. (1) The definition "pêcherie" in section 2 of the French version of the *Fisheries Act* is repealed.

149. (1) La définition de « pêcherie », à l'article 2 de la version française de la *Loi sur les pêches*, est abrogée.

L.R., ch. 35
(1^{er} suppl.),
art. 5

1991, c. 1, s.
1(2)

(2) The definitions "fishery guardian" and "fishery officer" in section 2 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les définitions de « agent des pêches » et « garde-pêche », à l'article 2 de la même loi, sont abrogées et respectivement remplacées par ce qui suit :

1991, ch. 1,
par. 1(2)

"fishery
guardian"
« garde-pêche »

"fishery guardian" means an individual who is designated as a fishery guardian pursuant to subsection 3.1(1) of the *Department of Fisheries and Oceans Act*;

« agent des pêches » Personne désignée pour remplir cette fonction en application du paragraphe 3.1(1) de la *Loi sur le ministère des Pêches et des Océans*.

« agent des
pêches »
"fishery
officer"

"fishery
officer"
« agent des
pêches »

"fishery officer" means an individual who is designated as a fishery officer pursuant to subsection 3.1(1) of the *Department of Fisheries and Oceans Act*;

« garde-pêche » Personne désignée pour remplir cette fonction en application du paragraphe 3.1(1) de la *Loi sur le ministère des Pêches et des Océans*.

« garde-pêche
"fishery
guardian"

Fisheries Act

Clause 149: (1) The definition “pêcherie” in section 2 of the French version reads as follows:

« pêcherie » Lieu où se trouve un engin ou équipement de pêche tel que filet simple, filet-piège, senne, bordigue, ou étendue d'eau où le poisson peut être pris au moyen de l'un de ces engins ou équipements; y sont assimilés ces engins ou équipements de pêche eux-mêmes.

(2) The definitions “fishery guardian” and “fishery officer” in section 2 at present read as follows:

“fishery guardian” means a person who is designated as a fishery guardian pursuant to subsection 5(1);

“fishery officer” means a person who is designated as a fishery officer pursuant to subsection 5(1);

Loi sur les pêches

Article 149, (1). — Texte de la définition de « pêcherie » à l'article 2 :

« pêcherie » Lieu où se trouve un engin ou équipement de pêche tel que filet simple, filet-piège, senne, bordigue, ou étendue d'eau où le poisson peut être pris au moyen de l'un de ces engins ou équipements; y sont assimilés ces engins ou équipements de pêche eux-mêmes.

(2). — Texte actuel des définitions de « agent des pêches » et « garde-pêche » à l'article 2 :

« agent des pêches » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 5(1).

« garde-pêche » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 5(1).

(3) The definition "pêche" in section 2 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

« pêche »
"fishery"
"fishing"

« pêche » Toute activité de capture du poisson ou de recherche aux fins de capture, qu'elle soit ou non caractérisée par l'espèce visée, le lieu ou la période où elle est pratiquée, ou encore l'engin ou l'équipement utilisé.

150. Section 4 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Permission for
non-commercial
activities

4. Nothing in this Act precludes the granting by the Minister of written permission to obtain fish for purposes of stocking or artificial breeding or for scientific purposes or to engage in test fishing.

1991, c. 1, s. 2

151. The heading preceding section 5 and section 5 of the said Act are repealed.

152. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 9 thereof, the following section:

Restriction

10. Sections 7 to 9 do not apply in respect of fisheries that are within the jurisdiction of a board under the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act*.

153. Section 25 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

Restriction

(4) This section does not apply in respect of fisheries that are within the jurisdiction of a board under the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act*.

1991, c. 1, s. 8

154. (1) Section 33 of the said Act is renumbered as subsection 33(1).

1991, c. 1, s. 8

(2) Subsection 33(1) of the English version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Unlawful sale
or possession

33. (1) No person shall buy, sell or possess any fish that has been caught in contravention of this Act or the regulations.

(3) Section 33 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(3) La définition de « pêche », à l'article 2 de la version française de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5 « pêche » Toute activité de capture du poisson ou de recherche aux fins de capture, qu'elle soit ou non caractérisée par l'espèce visée, le lieu ou la période où elle est pratiquée, ou encore l'engin ou l'équipement utilisé.

« pêche »
"fishery"
"fishing"

150. L'article 4 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. La présente loi ne porte pas atteinte au droit du ministre d'accorder la permission écrite de se procurer du poisson aux fins de repeuplement ou de reproduction artificielle, dans un but scientifique ou en vue d'essais ou de vérifications.

Permission
concernant les
activités non
commerciales

151. L'article 5 de la même loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés.

1991, ch. 1,
art. 2

152. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 9, de ce qui suit :

10. Les articles 7 à 9 ne s'appliquent pas aux pêches relevant de la compétence de l'Office au sens de la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique*.

Restriction

153. L'article 25 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(4) Le présent article ne s'applique pas aux pêches relevant de la compétence de l'Office au sens de la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique*.

Restriction

154. (1) L'article 33 de la même loi devient le paragraphe 33(1).

1991, ch. 1,
art. 8

(2) Le paragraphe 33(1) de la version anglaise de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 1,
art. 8

33. (1) No person shall buy, sell or possess any fish that has been caught in contravention of this Act or the regulations.

Unlawful sale
or possession

(3) L'article 33 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(3) The definition “pêche” in section 2 of the French version at present reads as follows:

« pêche » Fait de prendre ou de chercher à prendre du poisson par quelque moyen que ce soit.

Clause 150: Section 4 at present reads as follows:

4. Nothing in this Act precludes the granting by the Minister of written permission to obtain fish for purposes of stocking or artificial breeding or for scientific purposes.

Clause 151: The heading preceding section 5 and section 5 read as follows:

FISHERY OFFICERS AND FISHERY GUARDIANS

5. (1) The Minister may designate any persons or classes of persons as fishery officers or fishery guardians for the purposes of this Act and may limit in any manner the Minister considers appropriate the powers that a fishery officer or fishery guardian may exercise under this Act or any other Act of Parliament.

(2) Each fishery officer and fishery guardian shall be provided with a certificate in a form the Minister considers appropriate certifying their designation as such and, where the powers of a fishery officer or fishery guardian are limited pursuant to subsection (1), specifying the powers that the officer or guardian may exercise under this Act or any other Act of Parliament.

(3) On entering any place under this Act or any other Act of Parliament, a fishery officer or fishery guardian shall, on request, show the certificate of designation to the person in charge of the place.

Clause 152: New.

Clause 153: New.

Clause 154: (1) and (2) Section 33 of the English version at present reads as follows:

33. No person shall purchase, sell or possess any fish that has been caught in contravention of this Act or the regulations.

(3) New.

(3). — Texte actuel de la définition de « pêche » :

« pêche » Fait de prendre ou de chercher à prendre du poisson par quelque moyen que ce soit.

Article 150. — Texte actuel de l'article 4 :

4. La présente loi ne porte pas atteinte au droit du ministre d'accorder la permission écrite de se procurer du poisson à des fins de repeuplement ou de reproduction artificielle, ou dans un but scientifique.

Article 151. — Texte de l'article 5 et de l'intertitre qui le précède :

AGENTS DES PÊCHES ET GARDES-PÊCHE

5. (1) Le ministre peut désigner toute personne ou catégorie de personnes à titre d'agents des pêches ou de gardes-pêche pour l'application de la présente loi et peut restreindre, de la façon qu'il estime indiquée, les pouvoirs qu'un agent des pêches ou un garde-pêche est autorisé à exercer sous le régime de cette loi ou de toute autre loi fédérale.

(2) Les personnes désignées à titre d'agents des pêches ou de gardes-pêche reçoivent un certificat de désignation dont la forme est approuvée par le ministre; celles dont les pouvoirs sont restreints reçoivent un certificat où sont énumérés ceux qu'elles sont autorisées à exercer.

(3) L'agent des pêches et le garde-pêche sont tenus de présenter leur certificat de désignation, sur demande, au responsable du lieu qui fait l'objet de leur intervention.

Article 152. — Nouveau.

Article 153. — Nouveau.

Article 154, (1) et (2). — Texte actuel de l'article 33 de la version anglaise :

33. No person shall purchase, sell or possess any fish that has been caught in contravention of this Act or the regulations.

(3). — Nouveau.

Idem

(2) No person shall buy, sell or possess any fish that has been caught in contravention of the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act* or the regulations made under it.

(2) Il est interdit d'acheter, de vendre ou d'avoir en sa possession du poisson qui a été pêché en contravention avec la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique* ou ses règlements.

Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique

5

155. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 33 thereof, the following sections:

155. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 33, de ce qui suit :

Activities for which licence, etc., required

33.1 No person shall do anything for which a licence or registration document is required under the regulations made under the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act*.

33.1 Il est interdit de se livrer à une activité que les règlements pris en application de la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique* assujettissent à l'obtention d'un permis ou d'un titre d'immatriculation.

Activités réservées aux titulaires

10

Exception

33.2 Subsection 33(2) and section 33.1 do not apply to a person who is the holder of a licence or registration document issued under the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act*.

33.2 Le paragraphe 33(2) et l'article 33.1 ne s'appliquent pas aux titulaires d'un permis ou d'un titre d'immatriculation délivré en application de la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique*.

Exception

15

156. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 43 thereof, the following section:

156. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 43, de ce qui suit :

Restriction

43.1 Section 43 does not apply in respect of fisheries and fishing that are within the jurisdiction of a board under the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act*.

43.1 L'article 43 ne s'applique pas aux pêches ni aux activités relevant de la compétence de l'Office au sens de la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique*.

Restriction

20

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 35

157. Subsection 49(2) of the English version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

157. Le paragraphe 49(2) de la version anglaise de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1st suppl.), art. 35

25

Warrant required to enter dwelling-house

(2) A fishery officer or fishery guardian may not enter a dwelling-house except with the consent of the occupant or under a warrant issued under subsection (3).

(2) A fishery officer or fishery guardian may not enter a dwelling-house except with the consent of the occupant or under a warrant issued under subsection (3).

Warrant required to enter dwelling-house

30

158. Section 52 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

158. L'article 52 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Entry

52. A fishery officer or fishery guardian may, while carrying out an inspection or search under this Act, enter on and pass through or over private property without being liable for trespass or, in Quebec, without the owner of the property having the right to object to that use of the property.

52. L'agent des pêches ou le garde-pêche peut, dans le cadre d'une visite ou d'une perquisition effectuée en application de la présente loi, pénétrer dans une propriété privée et y circuler sans encourir de poursuites pour violation du droit de propriété.

Droit de passage

35

159. Section 54 of the said Act is renumbered as subsection 54(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

159. L'article 54 de la même loi devient le paragraphe 54(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

40

Clause 155: New. Proposed section 33.2 is consequential on the administrative penalties scheme proposed by clauses 2 to 114.

Article 155. — Nouveau. L'article 33.2 découle du régime de sanctions administratives établi par les articles 72 à 114.

Clause 156: New. This amendment is consequential on the regulation-making power proposed by clause 137.

Article 156. — Nouveau. Découle du pouvoir réglementaire établi à l'article 137.

Clause 157: Subsection 49(2) at present reads as follows:

(2) Where any place, premises, vessel or vehicle referred to in subsection (1) is a dwelling-house, a fishery officer or fishery guardian may not enter that dwelling-house without the consent of the occupant except under the authority of a warrant issued under subsection (3).

Article 157. — Texte actuel du paragraphe 49(2) de la version anglaise :

(2) Where any place, premises, vessel or vehicle referred to in subsection (1) is a dwelling-house, a fishery officer or fishery guardian may not enter that dwelling-house without the consent of the occupant except under the authority of a warrant issued under subsection (3).

Clause 158: Section 52 at present reads as follows:

52. In the discharge of his duties, any fishery officer, fishery guardian or other person accompanying him or authorized to such effect by the fishery officer may enter on and pass through or over private property without being liable for trespass.

Article 158. — Texte actuel de l'article 52 :

52. Dans l'exercice de leurs fonctions, l'agent des pêches, le garde-pêche et les personnes qui les accompagnent ou qui sont autorisées à cet effet par l'agent des pêches peuvent pénétrer dans une propriété privée et y circuler sans s'exposer à une poursuite pour violation du droit de propriété.

Clause 159: New.

Article 159. — Nouveau.

Restriction	(2) Subsection (1) does not apply in respect of fisheries that are within the jurisdiction of a board under the <i>Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act</i> .	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux lieux où sont pratiquées les pêches relevant de la compétence de l'Office au sens de la <i>Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique</i> .	Restriction
	160. Section 58 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	160. L'article 58 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Licences spéciales pour les huîtrières	58. Peut bénéficier d'une licence ou d'un bail spécial, pour un nombre quelconque d'années, quiconque désire constituer des huîtrières dans les baies, anses, havres ou cours d'eau, ou entre les îles proches des côtes canadiennes. Le cas échéant, le titulaire a un droit exclusif sur les huîtres produites ou trouvées sur les bancs dans les limites fixées dans la licence ou le bail.	58. Peut bénéficier d'une licence ou d'un bail spécial, pour un nombre quelconque d'années, quiconque désire constituer des huîtrières dans les baies, anses, havres ou cours d'eau, ou entre les îles proches des côtes canadiennes. Le cas échéant, le titulaire a un droit exclusif sur les huîtres produites ou trouvées sur les bancs dans les limites fixées dans la licence ou le bail.	Licences spéciales pour les huîtrières
	161. Subsection 59(1) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	161. Le paragraphe 59(1) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Autorisation aux provinces de consentir des baux pour l'ostréiculture	59. (1) Le gouverneur en conseil peut, selon les modalités convenues, autoriser le gouvernement d'une province à consentir des baux pour les zones du littoral, des baies, anses, havres et cours d'eau de cette province que le gouvernement de celle-ci juge propices à l'ostréiculture; tous les preneurs possèdent, sous réserve des règlements fédéraux sur les pêches, un droit exclusif sur les huîtres produites ou trouvées sur les bancs compris dans les limites de leurs baux respectifs.	59. (1) Le gouverneur en conseil peut, selon les modalités convenues, autoriser le gouvernement d'une province à consentir des baux pour les zones du littoral, des baies, anses, havres et cours d'eau de cette province que le gouvernement de celle-ci juge propices à l'ostréiculture; tous les preneurs possèdent, sous réserve des règlements fédéraux sur les pêches, un droit exclusif sur les huîtres produites ou trouvées sur les bancs compris dans les limites de leurs baux respectifs.	Autorisation aux provinces de consentir des baux pour l'ostréiculture
1991, c. 1, s. 18	162. Section 62 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	162. L'article 62 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	1991, ch. 1, art. 18
Obstruction	62. No person shall <u>resist or wilfully obstruct</u> (a) a fishery officer, a fishery guardian or an inspector <u>in the execution of his or her duty under this Act; or</u> (b) a fishery officer or a fishery guardian in the execution of his or her duty under the <i>Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act</i> .	62. Il est interdit de volontairement entraver l'action des agents des pêches, des gardes-pêche ou des inspecteurs dans l'exercice des fonctions que leur confère la présente loi ou celle des agents des pêches ou des gardes-pêche dans l'exercice des fonctions que leur confère la <i>Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique</i> .	Entrave
1991, c. 1, s. 18	163. Subsections 63(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:	163. Les paragraphes 63(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	1991, ch. 1, art. 18

Clause 160: This amendment would substitute “les baies, anses, havres ou cours d'eau” for “les baies, inlets, anses, havres ou cours d'eau” as the equivalent of “bays, inlets, harbours, creeks or rivers”.

Article 160. — Suppression du mot « inlet ».

Clause 161: This amendment would substitute “des baies, anses, havres et cours d'eau” for “des baies, inlets, anses, havres et cours d'eau” as the equivalent of “bays, inlets, harbours, creeks, rivers and estuaries”.

Article 161. — Suppression du mot « inlet ».

Clause 162: Section 62 at present reads as follows:

62. No person shall obstruct or hinder a fishery officer, a fishery guardian or an inspector who is carrying out duties or functions under this Act.

Article 162. — Texte actuel de l'article 62 :

62. Il est interdit d'entraver l'action des agents des pêches, des gardes-pêche ou des inspecteurs dans l'exercice des fonctions que leur confère la présente loi.

Clause 163: Subsections 63(1) and (2) at present read as follows:

63. (1) No person shall make a false or misleading statement, whether orally or in writing, to an inspector, a fishery officer or a fishery guardian or any authority designated by a fishery officer or a fishery guardian who is carrying out duties or functions under this Act.

Article 163. — Texte actuel des paragraphes 63(1) et (2) :

63. (1) Il est interdit de faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse aux agents des pêches, aux gardes-pêche — ou à l'autorité qu'ils désignent — ou aux inspecteurs dans l'exercice des fonctions que leur confère la présente loi.

False
statements to
fishery officers,
etc.

63. (1) No person shall make a false or misleading statement, whether orally or in writing,

(a) to an inspector, a fishery officer, a fishery guardian or any authority designated by a fishery officer or a fishery guardian who is carrying out duties or functions under this Act; or

(b) to a fishery officer or fishery guardian who is carrying out duties or functions under the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act*.

False
statements in
applications for
licences, etc.

(2) No person shall make a false or misleading statement, whether orally or in writing,

(a) in an application for a lease or licence under this Act; or

(b) in an application for a licence or registration document under the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act*.

False
statements in
written
representations

(2.1) No person shall make a false or misleading statement in a statement referred to in section 94 or 95 of the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act* or in any other statement that is delivered to the Atlantic Fisheries Board or the Pacific Fisheries Board and that sets out written representations in connection with a violation under that Act or contains documentary evidence in support of those representations.

1991, c. 1, s. 21

164. (1) Subsection 71(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Detention of
seized things

71. (1) Subject to this section, any fish or other thing seized under this Act, or any proceeds realized from its disposition, may be detained until the fish or thing or proceeds are forfeited or proceedings relating to the fish or thing that are instituted before the expiration of the period referred to in subsection (3) are finally concluded.

1991, c. 1, s. 21

(2) All that portion of subsection 71(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

63. (1) Il est interdit de faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse :

a) aux agents des pêches, aux gardes-pêche — ou à l'autorité qu'ils désignent — ou aux inspecteurs dans l'exercice des fonctions que leur confère la présente loi;

b) aux agents des pêches ou aux gardes-pêche dans l'exercice des fonctions que leur confère la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique*.

Fausse
déclarations

(2) Il est interdit de faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse :

a) dans une demande de bail, de permis ou de licence visée par la présente loi;

b) dans une demande de permis ou de titre d'immatriculation visée par la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique*.

Faux renseignements dans une demande

(2.1) Il est interdit de faire une déclaration fausse ou trompeuse dans un document visé aux articles 94 ou 95 de la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique* ou dans tout autre document qui est remis à l'Office au sens de cette loi et qui comporte des observations écrites au sujet d'une violation ou des preuves documentaires à l'appui de ces observations.

Faux renseignements dans des observations écrites

164. (1) Le paragraphe 71(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 1, art. 21

71. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le poisson ou les objets saisis en vertu de la présente loi ou le produit de leur aliénation peuvent être retenus jusqu'à ce que leur confiscation soit prononcée ou qu'une décision définitive soit rendue à l'issue de poursuites intentées avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe (3).

Rétention des objets saisis

(2) Le paragraphe 71(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 1, art. 21

(2) No person shall make a false or misleading statement, whether orally or in writing, in an application for a lease or licence under this Act.

(2) Il est interdit de faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse dans une demande de bail, de permis ou de licence visée par la présente loi.

Clause 164: (1) Subsection 71(1) at present reads as follows:

71. (1) Subject to this section, any fish or other thing seized under this Act, or any proceeds realized from its disposition, may be detained until the fish or thing or proceeds are forfeited or proceedings relating to the fish or thing are finally concluded.

Article 164, (1). — Texte actuel du paragraphe 71(1) :

71. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le poisson ou les objets saisis en vertu de la présente loi ou le produit de leur aliénation peuvent être retenus jusqu'à ce que leur confiscation soit prononcée ou qu'une décision définitive soit rendue lors des poursuites intentées à leur égard.

Return where
proceedings not
instituted

(3) Subject to subsection 72(4), any fish or other thing seized under this Act, or any proceeds realized from its disposition, shall be returned to the person from whom it was seized

(3) Sous réserve du paragraphe 72(4), le poisson ou les objets saisis sont restitués ou le produit de leur aliénation remis au saisi dès que le ministre décide de ne pas intenter de poursuites à leur égard ou à l'expiration du délai de quatre-vingt-dix jours qui suit la saisie ou de tout autre délai supérieur fixé par ordonnance rendue en vertu du paragraphe (4).

Remise en
l'absence de
poursuites

165. Section 72 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

(5) Where the person from whom any fish was seized under this Act consents to its forfeiture, the fish is thereupon forfeited to Her Majesty.

165. L'article 72 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(5) La confiscation du poisson peut aussi s'effectuer sur consentement du saisi.

Confiscation
sur consente-
ment

Forfeiture
where owner
consents

166. Section 73 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

(4) Any fish forfeited to Her Majesty under subsection 72(5) may be disposed of immediately on its forfeiture, as the Minister directs.

166. L'article 73 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(4) Il peut être disposé immédiatement, suivant les instructions du ministre, du poisson confisqué dans les circonstances prévues au paragraphe 72(5).

Aliénation sur
consentement

Disposal where
owner consents

1991, c. 1, s. 21

167. Subsection 73.1(2) of the said Act is amended by adding the word "or" at the end of paragraph (a) thereof and by repealing paragraphs (b) and (c) thereof and substituting the following therefor:

(b) the fish or thing may be sold or otherwise disposed of in satisfaction of the fine and any proceeds realized from its disposition may be applied in payment of the fine.

167. Les alinéas 73.1(2)b) et c) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

b) il peut en être disposé, notamment par vente, et le produit de leur aliénation être affecté à l'acquittement de l'amende.

25

1991, c. 1, s. 24

168. All that portion of section 78 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

78. Except as otherwise provided in this Act, every person who contravenes this Act or the regulations or section 118 of the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act* (duty to assist fishery officers and fishery guardians) is guilty of

168. Le passage de l'article 78 de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

78. Sauf disposition contraire de la présente loi, quiconque contrevient à celle-ci, à ses règlements ou à l'article 118 de la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique* (obligation d'assistance) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

1991, ch. 1,
art. 24

Peines dans les
cas non
spécifiés

Punishment not
otherwise
provided for

169. Section 79.1 of the said Act is renumbered as subsection 79.1(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

169. L'article 79.1 de la même loi devient le paragraphe 79.1(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

35

(2) The relevant portion of subsection 71(3) at present reads as follows:

(3) Subject to subsection 72(4), where proceedings are not instituted in relation to any fish or other thing seized under this Act, the fish or thing or any proceeds realized from its disposition shall be returned to the person from whom it was seized

Clause 165: New.

Clause 166: New.

Clause 167: The relevant portion of subsection 73.1(2) at present reads as follows:

(2) Subject to subsection 72(4), where a person is convicted of an offence relating to any fish or other thing seized under this Act and the court imposes a fine but does not order forfeiture,

...

(b) it may be sold under execution in satisfaction of the fine; or

(c) any proceeds realized from its disposition may be applied in payment of the fine.

Clause 168: This amendment would add the underlined and sidelined words.

Clause 169: New.

(2). — Texte actuel du paragraphe 71(3) :

(3) Sous réserve du paragraphe 72(4), lorsqu'aucune poursuite n'est intentée, le poisson ou les objets saisis sont restitués ou le produit de leur aliénation remis au saisi dès que le ministre décide de ne pas intenter de poursuites à leur égard ou à l'expiration du délai de quatre-vingt-dix jours qui suit la saisie ou de tout autre délai supérieur fixé par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (4).

Article 165. — Nouveau.

Article 166. — Nouveau.

Article 167. — Texte actuel du paragraphe 73.1(2) :

(2) Sous réserve du paragraphe 72(4), les règles qui suivent s'appliquent lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction portant sur le poisson ou les objets saisis et que le tribunal inflige une amende mais n'ordonne pas la confiscation :

a) le poisson ou les objets peuvent être retenus jusqu'à l'acquittement de l'amende;

b) ils peuvent être vendus par adjudication forcée pour paiement de l'amende;

c) le produit de toute aliénation peut être affecté au paiement de l'amende.

Article 168. — Ajout du passage souligné.

Article 169. — Nouveau.

Revocation,
etc., of licences
and registration
documents

(2) Where a person is convicted of an offence under paragraph 63(1)(b) or (2)(b) in respect of any matter relating to any operations under a licence or registration document issued pursuant to the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act*, in addition to any punishment imposed, the court may, by order,

(a) revoke the licence or registration document or suspend it for any period the court considers appropriate; and

(b) prohibit the person to whom the licence or registration document was issued from applying for any new licence or registration document under that Act during any period the court considers appropriate.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

R.S., c. A-1

Access to Information Act

170. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

Atlantic Fisheries Board

Office des pêches de l'Atlantique

Pacific Fisheries Board

Office des pêches du Pacifique

R.S., c. C-33

Coastal Fisheries Protection Act

171. Section 6 of the *Coastal Fisheries Protection Act* is amended by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraphs:

(c.1) respecting the designation of persons as observers, their duties and their carriage on board foreign fishing vessels;

(c.2) prescribing the charges that are to be paid by persons to recover costs incurred by the Department of Fisheries and Oceans or any person in respect of operations under a licence or permit issued under this Act;

(2) En cas de déclaration de culpabilité pour une infraction visée aux alinéas 63(1)b) ou (2)b) commise dans le cadre d'activités régies par un permis ou un titre d'immatriculation délivré en application de la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique*, le tribunal peut, en sus de toute autre peine infligée, par ordonnance :

a) annuler le permis ou le titre d'immatriculation ou le suspendre pour la période qu'il estime indiquée;

b) interdire au titulaire de présenter une nouvelle demande de permis ou de titre d'immatriculation sous le régime de cette loi pendant la période qu'il estime indiquée.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

170. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Office des pêches de l'Atlantique

Atlantic Fisheries Board

Office des pêches du Pacifique

Pacific Fisheries Board

25

Loi sur la protection des pêches côtières

L.R., ch. C-33

171. L'article 6 de la *Loi sur la protection des pêches côtières* est modifié par insertion, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) régir la désignation des observateurs, leurs fonctions et leur présence à bord des bateaux de pêche étrangers;

c.2) prescrire les sommes à payer par quiconque en remboursement des frais supportés par le ministère des Pêches et des Océans ou toute personne au titre des activités visées par une licence ou un permis délivré en vertu de la présente loi;

*Loi sur les
offices des
pêches de
l'Atlantique et
du Pacifique*

5

5

10

15

20

25

30

35

Coastal Fisheries Protection Act

Clause 171: The relevant portion of section 6 reads as follows:

6. The Governor in Council may make regulations

Loi sur la protection des pêches côtières

Article 171 — Texte du passage introductif de l'article 6 :

6. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

R.S., c. C-46

Criminal Code

1991, c. 1, s. 28

172. (1) Paragraph (e) of the definition "peace officer" in section 2 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

(e) a person designated as a fishery officer under the *Department of Fisheries and Oceans Act* when performing any duties or functions under the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act*, the *Coastal Fisheries Protection Act*, the *Fisheries Act*, the *North Pacific Fisheries Convention Act* or the *Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act*,
(e.1) a person designated as a fishery guardian under the *Department of Fisheries and Oceans Act* when performing any duties or functions under the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act* or the *Fisheries Act*,

Conditional amendment re Bill C-125

(2) If Bill C-125, introduced in the third session of the thirty-fourth Parliament and entitled *An Act to correct certain anomalies, inconsistencies, archaisms and errors in the Statutes of Canada, to deal with other matters of a non-controversial and uncomplicated nature in those Statutes and to repeal certain provisions of those Statutes that have expired or lapsed or otherwise ceased to have effect* is assented to, the following provisions apply:

(a) if the *Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act* has been repealed before the day on which this Act is assented to, then subsection (1) is repealed on the day on which this Act is assented to and paragraph (e) of the definition "peace officer" in section 2 of the *Criminal Code*, as amended by that bill, is, on the day on which section 174 of this Act comes into force, repealed and the following substituted therefor:

(e) a person designated as a fishery officer under the *Department of Fisheries and Oceans Act* when performing any

Code criminel

L.R., ch. C-46

1991, ch. 1, art. 28

172. (1) L'alinéa e) de la définition de « agent de la paix », à l'article 2 du *Code criminel*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) les personnes désignées à titre d'agents des pêches en vertu de la *Loi sur le ministère des Pêches et des Océans*, dans l'exercice des fonctions que leur confère la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique*, la *Loi sur la protection des pêches côtières*, la *Loi sur les pêches*, la *Loi sur la convention concernant les pêches du Pacifique nord* ou la *Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord*;

e.1) les personnes désignées à titre de gardes-pêche en vertu de la *Loi sur le ministère des Pêches et des Océans*, dans l'exercice des fonctions que leur confère la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique* ou la *Loi sur les pêches*;

(2) Les règles suivantes s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-125, déposé au cours de la troisième session de la trente-quatrième législature et intitulé *Loi visant à corriger des anomalies, incompatibilités, archaïsmes et erreurs dans les lois du Canada, à y effectuer d'autres modifications mineures et non controversables ainsi qu'à y abroger certaines dispositions ayant cessé d'avoir effet par caducité ou autrement :*

a) si la *Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord* est abrogée avant la date de sanction de la présente loi, le paragraphe (1) est abrogé à cette dernière date et l'alinéa e) de la définition de « agent de la paix », à l'article 2 du *Code criminel*, dans sa version édictée par ce projet de loi, est, à la date d'entrée en vigueur de l'article 174 de la présente loi, abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) les personnes désignées à titre d'agents des pêches en vertu de la *Loi sur le ministère des Pêches et des Océans*,

Modification conditionnelle : projet de loi C-125

Criminal Code

Clause 172: The relevant portion of the definition “peace officer” in section 2 at present reads as follows:

“peace officer” includes

...

(e) a person designated as a fishery guardian under the *Fisheries Act* when performing any duties or functions under that Act and a person designated as a fishery officer under the *Fisheries Act* when performing any duties or functions under that Act, the *Coastal Fisheries Protection Act*, the *North Pacific Fisheries Convention Act*, the *Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act* or the *Pacific Fur Seals Convention Act*,

Code criminel

Article 172. — Texte actuel du passage visé de la définition de « agent de la paix » à l'article 2 :

« agent de la paix »

...

e) les personnes désignées à titre de gardes-pêche en vertu de la *Loi sur les pêches*, dans l'exercice des fonctions que leur confère cette loi, et celles qui sont désignées à titre d'agents des pêches en vertu de cette loi, dans l'exercice des fonctions que leur confère cette loi, la *Loi sur la protection des pêches côtières*, la *Loi sur la convention concernant les pêches du Pacifique nord*, la *Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord* ou la *Loi sur la convention relative aux otaries à fourrure du Pacifique*;

duties or functions under the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act*, the *Coastal Fisheries Protection Act*, the *Fisheries Act* or the *North Pacific Fisheries Convention Act*,

(e.1) a person designated as a fishery guardian under the *Department of Fisheries and Oceans Act* when performing any duties or functions under the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act* or the *Fisheries Act*,

(b) if the *Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act* has not been repealed before the day on which this Act is assented to but is repealed before the day on which section 174 of this Act comes into force, then, on the day on which that section comes into force, subsection (1) is repealed and paragraph (e) of the definition "peace officer" in section 2 of the *Criminal Code*, as amended by that bill, is repealed and paragraphs (e) and (e.1) of that definition, as set out in paragraph (a), are substituted therefor; and

(c) if the *Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act* is repealed on or after the day on which section 174 of this Act comes into force, then

(i) section 59 of that bill is repealed on the later of the day on which section 174 of this Act comes into force and the day on which that bill is assented to, and

(ii) on the day on which the *Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act* is repealed, paragraph (e) of that definition, as enacted by subsection (1), is repealed and paragraph (e) of that definition, as set out in paragraph (a), is substituted therefor.

dans l'exercice des fonctions que leur confère la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique*, la *Loi sur la protection des pêches côtières*, la *Loi sur les pêches* ou la *Loi sur la convention concernant les pêches du Pacifique nord*;

e.1) les personnes désignées à titre de gardes-pêche en vertu de la *Loi sur le ministère des Pêches et des Océans*, dans l'exercice des fonctions que leur confère la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique* ou la *Loi sur les pêches*;

b) si la *Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord* n'a pas été abrogée au moment de la sanction de la présente loi mais est abrogée avant la date d'entrée en vigueur de l'article 174 de la présente loi, le paragraphe (1) est abrogé à cette dernière date et l'alinéa e) de la définition de « agent de la paix », à l'article 2 du *Code criminel*, dans sa version édictée par ce projet de loi, est abrogé et remplacé par les alinéas e) et e.1) de la même définition édictés par l'alinéa a);

c) si la *Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord* est abrogée à la date d'entrée en vigueur de l'article 174 ou par la suite :

(i) d'une part, l'article 59 de ce projet de loi est abrogé soit à la date d'entrée en vigueur de l'article 174 de la présente loi, soit à la date de sanction de ce projet de loi, la plus récente de ces dates étant à retenir,

(ii) d'autre part, l'alinéa e) de cette définition, édicté par le paragraphe (1), est, à la date où est abrogée la *Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord*, abrogé et remplacé par l'alinéa e) de cette définition, dans sa version édictée à l'alinéa a).

173. Schedule I.1 to the *Financial Administration Act* is amended by adding

173. L'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par in-

thereto, in alphabetical order in column I thereof, the following:

Atlantic Fisheries Board

Office des pêches de l'Atlantique

Pacific Fisheries Board

Office des pêches du Pacifique

and by adding corresponding references to the "Minister of Fisheries and Oceans" in column II thereof.

section, dans la colonne I, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Office des pêches de l'Atlantique

Atlantic Fisheries Board

Office des pêches du Pacifique

Pacific Fisheries Board

ainsi que de la mention « Le ministre des Pêches et des Océans », dans la colonne II, en regard de ce secteur.

R.S., c. F-15

Department of Fisheries and Oceans Act

Loi sur le ministère des Pêches et des Océans

L.R., ch. F-15

174. The *Department of Fisheries and Oceans Act* is amended by adding thereto, immediately after section 3 thereof, the following sections:

174. La *Loi sur le ministère des Pêches et des Océans* est modifiée par insertion, après l'article 3, de ce qui suit :

Fishery officers and fishery guardians

3.1 (1) The Minister may designate any individual or class of individuals as fishery officers or fishery guardians for the purposes of the fisheries laws of Canada and may limit in any manner that the Minister considers appropriate the powers that a fishery officer or fishery guardian may exercise under any of those laws.

3.1 (1) Le ministre peut désigner des agents des pêches et des gardes-pêche, à titre individuel ou au titre de leur appartenance à une catégorie professionnelle, pour l'application des lois fédérales sur les pêches et peut restreindre, de la façon qu'il estime indiquée, les pouvoirs que l'agent des pêches ou le garde-pêche est autorisé à exercer sous le régime de l'une ou l'autre de ces lois.

Agents des pêches et gardes-pêche

Certificate of designation

(2) Each fishery officer and fishery guardian shall be provided with a certificate in a form that the Minister considers appropriate certifying their designation as such and, where the powers of a fishery officer or fishery guardian are limited pursuant to subsection (1), specifying the powers that the officer or guardian may exercise under the fisheries laws of Canada.

(2) Les personnes désignées comme agents des pêches ou gardes-pêche reçoivent un certificat de désignation dont la forme est approuvée par le ministre; celles dont les pouvoirs sont restreints reçoivent un certificat où sont énumérés ceux qu'elles sont autorisées à exercer.

Certificat de désignation

Presentation of certificate

(3) On entering any place under the fisheries laws of Canada, a fishery officer or fishery guardian shall, on request, show to the person in charge of the place the certificate of designation provided under subsection (2) or under subsection 5(2) of the *Fisheries Act*.

(3) L'agent des pêches et le garde-pêche sont tenus de présenter sur demande au responsable du lieu qui fait l'objet de leur intervention le certificat de désignation délivré en application du paragraphe (2) ou du paragraphe 5(2) de la *Loi sur les pêches*.

Présentation du certificat

Case presentation officers

3.2 The Minister may designate any individuals or classes of individuals employed in the Department as case presentation officers for the purposes of the *Atlantic and Pacific Fisheries Boards Act*.

3.2 Le ministre peut désigner des chargés de dossier parmi les employés du ministère, à titre individuel ou au titre de leur appartenance à une catégorie d'employés, pour l'application de la *Loi sur les offices des pêches de l'Atlantique et du Pacifique*.

Chargés de dossier

Department of Fisheries and Oceans Act

Clause 174: New. Proposed section 3.1 is consequential on the repeal of section 5 of the *Fisheries Act* proposed by clause 151. Proposed section 3.2 is consequential on the administrative penalties scheme proposed by clauses 72 to 14.

Loi sur le ministère des Pêches et des Océans

Article 174. — Nouveau. L'article 3.1 découle de l'abrogation de l'article 5 de la *Loi sur les pêches*, proposée par l'article 151. L'article 3.2 découle du régime de sanctions administratives établi par les articles 72 à 114.

R.S., c. P-21

*Privacy Act**Loi sur la protection des renseignements personnels*

L.R., ch. P-21

175. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

175. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Atlantic Fisheries Board
Office des pêches de l'Atlantique
Pacific Fisheries Board
Office des pêches du Pacifique

5 Office des pêches de l'Atlantique
Atlantic Fisheries Board
Office des pêches du Pacifique
Pacific Fisheries Board

R.S., c. P-35

*Public Service Staff Relations Act**Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*

L.R., ch. P-35

176. Part I of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

10 176. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Atlantic Fisheries Board
Office des pêches de l'Atlantique
Pacific Fisheries Board
Office des pêches du Pacifique

15 Office des pêches de l'Atlantique
Atlantic Fisheries Board
Office des pêches du Pacifique
Pacific Fisheries Board

R.S., c. P-36

*Public Service Superannuation Act**Loi sur la pension de la fonction publique*

L.R., ch. P-36

177. Part II of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

20 177. La partie II de l'annexe I de la *Loi sur la pension de la fonction publique* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alpha-
bétique, de ce qui suit :

Atlantic Fisheries Board
Office des pêches de l'Atlantique
Pacific Fisheries Board
Office des pêches du Pacifique

25 Office des pêches de l'Atlantique
Atlantic Fisheries Board
Office des pêches du Pacifique
Pacific Fisheries Board

COMMENCEMENT

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

178. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

178. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

TABLE OF PROVISIONS

TABLE ANALYTIQUE

AN ACT TO ESTABLISH THE ATLANTIC FISHERIES BOARD AND THE PACIFIC FISHERIES BOARD, TO AMEND THE FISHERIES ACT AND TO MAKE CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO OTHER ACTS

LOI CONSTITUANT L'OFFICE DES PÊCHES DE L'ATLANTIQUE ET L'OFFICE DES PÊCHES DU PACIFIQUE, MODIFIANT LA LOI SUR LES PÊCHES ET APPORTANT DES MODIFICATIONS CORRÉLATIVES À D'AUTRES LOIS

SHORT TITLE		TITRE ABRÉGÉ	
1.	Short title	1.	Titre abrégé
INTERPRETATION		DÉFINITIONS	
2.	Definitions	2.	Définitions
3.	<i>Fisheries Act</i> definitions	3.	Définitions de la <i>Loi sur les pêches</i>
HER MAJESTY		SA MAJESTÉ	
4.	Binding on Her Majesty	4.	Obligation de Sa Majesté
APPLICATION		CHAMP D'APPLICATION	
5.	Application	5.	Application
6.	Non-application	6.	Non-application
7.	Permission for non-commercial activities	7.	Permission concernant les activités non commerciales
ESTABLISHMENT OF FISHERIES BOARDS		MISE EN PLACE DES OFFICES	
<i>Atlantic Fisheries Board</i>		<i>Office des pêches de l'Atlantique</i>	
8.	Board established	8.	Constitution
9.	Jurisdiction	9.	Compétence
10.	Residence	10.	Résidence des membres
11.	Head office	11.	Siège
<i>Pacific Fisheries Board</i>		<i>Office des pêches du Pacifique</i>	
12.	Board established	12.	Constitution
13.	Jurisdiction	13.	Compétence
14.	Residence	14.	Résidence des membres
15.	Head office	15.	Siège
<i>Constitution of Boards</i>		<i>Composition des offices</i>	
16.	Term of members	16.	Mandat des membres principaux
17.	Conflict of interest	17.	Conflit d'intérêts
18.	Other employment	18.	Incompatibilité de fonctions
19.	Full-time occupation	19.	Fonctions à temps plein
20.	Inquiries	20.	Enquête
21.	Remuneration	21.	Traitement
22.	Duties of Chairperson	22.	Fonctions du président
23.	Death or incapacity of member	23.	Décès ou empêchement d'un membre

Services and Facilities and Staffing

24. Secretary and other staff
 25. Government services and facilities

Civil Liability

26. Immunity
 27. Contractual liability
 28. Tort liability

Procedural Matters

29. Panels
 30. Jurisdiction
 31. Right to appear
 32. Hearings
 33. Powers
 34. Enforcement of decisions and orders
 35. Review of decisions and orders
 36. Judicial review
 37. By-laws
 38. Rules

Annual Report

39. Annual report

Public Registry

40. Public registry

MINISTERIAL DIRECTIONS

Policy Directions

41. Policy directions
 42. Effect

Conservation Directions

43. Conservation directions

General

44. Effect
 45. Not statutory instruments

ALLOCATION

Harvest Limits

46. Harvest limits

Allocation Orders

47. Allocation of the harvest
 48. Consistency with policy and conservation directions

Personnel et installations

24. Secrétaire et personnel
 25. Services de l'administration publique fédérale

Responsabilité civile

26. Non-responsabilité
 27. Responsabilité contractuelle
 28. Responsabilité délictuelle

Procédure

29. Comités
 30. Compétence
 31. Comparution
 32. Audiences
 33. Témoins
 34. Exécution des citations et ordonnances
 35. Révision des décisions et ordonnances
 36. Contrôle judiciaire
 37. Règlements administratifs
 38. Règles

Rapport annuel

39. Rapport annuel

Registre public

40. Registre public

INSTRUCTIONS DU MINISTRE

Instructions générales

41. Instructions générales
 42. Effet des instructions

Instructions en matière de conservation

43. Instructions en matière de conservation

Règles générales

44. Effet des instructions
 45. Loi sur les textes réglementaires

RÉPARTITION DES RESSOURCES

Limites de capture

46. Limites de capture

Arrêts de répartition

47. Répartition des captures
 48. Conformité avec les instructions

49. Amendments
 50. Allocation orders not statutory instruments
 51. Reasons

Allocation Principles

52. Allocation principles

Procedure

53. Hearings
 54. Procedure where panel
 55. Procedure where no panel

Panels

56. Establishment by regulations

LICENSING

Issuance of Licences and Registration Documents

57. Issuance of licences and registration documents
 58. Delegation of licensing functions

Terms and Conditions

59. Compliance
 60. Directions
 61. Particular terms and conditions
 62. Conditions precedent, etc.
 63. Conservation directions
 64. Self-management terms and conditions
 65. Term not to exceed nine years

Licensing Rules

66. Licensing rules
 67. Publication of proposed licensing rules
 68. Hearings
 69. Exception
 70. Consistency with policy directions

Appeals in Licensing Matters

71. Appeals to board

SANCTIONS

Violations and their Classification

72. Classification of violations
 73. Major violations
 74. Minor violations
 75. Violations not offences

49. Révision
 50. *Loi sur les textes réglementaires*
 51. Motifs

Principes de répartition

52. Principes de répartition

Prise de l'arrêté

53. Audiences
 54. Comité
 55. Absence de comité

Comités

56. Création par règlement

PERMIS ET TITRES D'IMMATRICULATION

Délivrance

57. Permis et titres d'immatriculation
 58. Délégation des fonctions de délivrance

Conditions

59. Observation de la loi
 60. Instructions
 61. Conditions particulières
 62. Types de conditions
 63. Révision des conditions
 64. Recommandations de la profession
 65. Durée maximale de neuf ans

Règles de délivrance

66. Règles de délivrance
 67. Publication
 68. Audiences
 69. Dispense
 70. Conformité avec les instructions générales

Appel

71. Appel à l'Office

SANCTIONS

Catégories de violations

72. Catégories
 73. Violation grave
 74. Violation mineure
 75. Infraction

Liability for Violations

- 76. Direct liability
- 77. Vicarious liability
- 78. Burden of proof
- 79. Excuses
- 80. Continuing violations

Sanctions for Violations

- 81. Sanctions for major violations
- 82. Sanctions for minor violations

Regulations

- 83. Regulations

Self-management Fisheries

- 84. Self-management fisheries

Major Violations

- 85. Major violation
- 86. Notice of major violation
- 87. Options of holders
- 88. Settlement

Minor Violations

- 89. Assessment of monetary penalty
- 90. Notice of assessment of monetary penalty
- 91. Options of holders

Hearing

- 92. Hearing to be held

Opportunity to Make Written Representations

- 93. Board to inform Department
- 94. Department to provide its case
- 95. Right to make written representations
- 96. Department to be notified of holder's representations
- 97. Written representations
- 98. Opportunity for additional written representations
- 99. Board to consider case

Default Proceedings

- 100. Major violations
- 101. Department to provide its case
- 102. Board to consider case
- 103. Minor violations
- 104. Department to provide notice

Responsabilité des violations

- 76. Responsabilité directe
- 77. Responsabilité indirecte
- 78. Charge de la preuve
- 79. Disculpation
- 80. Violation continue

Sanction des violations

- 81. Violation grave
- 82. Violation mineure

Règlements

- 83. Règlements du gouverneur en conseil

Recommandations de la profession

- 84. Pouvoir du bureau de direction

Violations graves

- 85. Violation grave
- 86. Procès-verbal de violation grave
- 87. Possibilités offertes au titulaire
- 88. Transaction

Violations mineures

- 89. Procès-verbal
- 90. Éléments du procès-verbal
- 91. Possibilités offertes au titulaire

Audience

- 92. Tenue de l'audience

Présentation d'observations écrites

- 93. Notification au ministère
- 94. Déclaration du ministère
- 95. Déclaration du titulaire
- 96. Notification au ministère
- 97. Observations
- 98. Observations supplémentaires
- 99. Examen de la demande

Procédure par défaut

- 100. Violation grave
- 101. Acte introductif
- 102. Examen de l'affaire
- 103. Violation mineure
- 104. Acte introductif

105.	Board to consider notice	105.	Examen de l'affaire
	<i>Orders on Sanctions</i>		<i>Ordonnances relatives aux sanctions</i>
106.	Major violations	106.	Violation grave
107.	Minor violations — contested proceedings	107.	Violation mineure : procédure contestée
108.	Minor violations — default proceedings	108.	Violation mineure : procédure par défaut
109.	Stay of proceedings	109.	Suspension d'instance
	<i>Enforcement of Sanctions</i>		<i>Exécution des sanctions</i>
110.	Monetary penalties, etc., debts	110.	Créances de Sa Majesté
111.	Revocation and suspension of licences and registration documents	111.	Annulation ou suspension
	<i>Service and Delivery of Documents</i>		<i>Signification et communication de documents</i>
112.	Certificate of service	112.	Attestation de signification
113.	Notice	113.	Communication
114.	Service by mail	114.	Signification par courrier ordinaire ou recommandé
	ENFORCEMENT		CONTRÔLE D'APPLICATION
	<i>Information Returns</i>		<i>Rapports</i>
115.	Information that may be required	115.	Renseignements à fournir
	<i>Access to Board Records</i>		<i>Accès aux dossiers de l'Office</i>
116.	Access to board records	116.	Accès aux dossiers de l'Office
	<i>Inspection</i>		<i>Visites</i>
117.	Inspection	117.	Pouvoir de visite
118.	Duty to assist fishery officers and fishery guardians	118.	Obligation d'assistance
119.	Warrant required to enter dwelling-house	119.	Lieu servant d'habitation
	<i>Search</i>		<i>Perquisitions</i>
120.	Warrant	120.	Mandat
121.	Where warrant not necessary	121.	Perquisition sans mandat
122.	Powers during search	122.	Pouvoirs
	<i>Entry</i>		<i>Droit de passage</i>
123.	Entry	123.	Droit de passage
	<i>Seizure</i>		<i>Saisie</i>
124.	Seizure	124.	Saisie
125.	Release of seized fish	125.	Remise du poisson à l'eau
126.	Custody of seized things	126.	Garde des objets saisis
127.	Forfeiture where ownership not ascertainable	127.	Appartenance impossible à déterminer
128.	Forfeiture where owner consents	128.	Confiscation sur consentement
129.	Forfeiture where assessment of monetary penalty not contested	129.	Sanction pécuniaire non contestée

130. Return where no proceeding begun
 131. Return of seized things on deposit of security
 132. Recovery of costs
 133. Forfeiture at end of proceeding
 134. Return of things not forfeited

Relief from Forfeiture

135. Application by person claiming interest
 136. Appeal

REGULATIONS

137. Regulations

TRANSITIONAL PROVISIONS

138. Continuation of licences
 139. Pending licence applications
 140. Continuation of Atlantic registration documents
 141. Pending registration applications
 142. Continuation of Pacific commercial fishing licences and registration documents
 143. Pending applications
 144. Pre-commencement operations under licences
 145. Post-commencement operations under licences
 146. Post-commencement operations under registration documents
 147. Appropriations based on Estimates
 148. Deemed appointment

FISHERIES ACT

149-169

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

170. *Access to Information Act*
 171. *Coastal Fisheries Protection Act*
 172. *Criminal Code*
 173. *Financial Administration Act*
 174. *Department of Fisheries and Oceans Act*
 175. *Privacy Act*
 176. *Public Service Staff Relations Act*
 177. *Public Service Superannuation Act*

COMMENCEMENT

178. Coming into force

130. Fin de la rétention
 131. Restitution sur dépôt de garantie
 132. Frais
 133. Confiscation du poisson
 134. Remise des objets non confisqués

Droits des tiers

135. Demande faite par un tiers
 136. Appel

RÈGLEMENTS

137. Règlements

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

138. Prorogation des permis
 139. Demande pendante
 140. Titres d'immatriculation — Atlantique
 141. Demande pendante
 142. Permis et titres d'immatriculation — Pacifique
 143. Demande pendante
 144. Activités antérieures à l'entrée en vigueur
 145. Permis : activités postérieures à l'entrée en vigueur
 146. Titres d'immatriculation : activités postérieures à l'entrée en vigueur
 147. Transfert des crédits consécutifs aux prévisions budgétaires
 148. Présomption

LOI SUR LES PÊCHES

149-169

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

170. *Loi sur l'accès à l'information*
 171. *Loi sur la protection des pêches côtières*
 172. *Code criminel*
 173. *Loi sur la gestion des finances publiques*
 174. *Loi sur le ministère des Pêches et des Océans*
 175. *Loi sur la protection des renseignements personnels*
 176. *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*
 177. *Loi sur la pension de la fonction publique*

ENTRÉE EN VIGUEUR

178. Entrée en vigueur



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

C-130

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-130

An Act to amend the Spending Control Act

First reading, May 13, 1993

THE MINISTER OF FINANCE

C-130

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-130

Loi modifiant la Loi limitant les dépenses publiques

Première lecture le 13 mai 1993

LE MINISTRE DES FINANCES



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-130

PROJET DE LOI C-130

An Act to amend the Spending Control Act

Loi modifiant la Loi limitant les dépenses publiques

1992, c. 19

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Paragraphs (b) to (e) of the definition “spending limit” in section 2 of the *Spending Control Act* are repealed and the following substituted therefor:

(b) in the case of the 1992-93 fiscal year, \$99,300,000,000, plus all amounts by which the spending limit for the year is increased under subsection 3(2), paragraph 3(3)(b) or subsection 6(4) and all increased expenditures for specific programs that have been certified under subsection 4(1) for the year, minus all amounts by which the spending limit for the year is reduced under paragraph 3(6)(b) or subsection 6(3),

(c) in the case of the 1993-94 fiscal year, \$99,300,000,000, plus all amounts by which the spending limit for the year is increased under subsection 3(2), paragraph 3(3)(b) or (6)(a) or subsection 6(4) and all increased expenditures for specific programs that have been certified under subsection 4(1) for the year, minus all amounts by which the spending limit for the year is reduced under paragraph 3(3)(a) or (6)(b) or subsection 6(3),

(d) in the case of the 1994-95 fiscal year, \$101,800,000,000, plus all

1992, ch. 19

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Les alinéas b) à e) de la définition 5 « plafond », à l'article 2 de la *Loi limitant les dépenses publiques*, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

b) 1992-1993 : 99 300 000 000 \$ plus le montant des majorations effectuées en application des paragraphes 3(2) ou (3) ou 6(4) et l'augmentation des dépenses entérinée pour l'exercice conformément au paragraphe 4(1), moins le montant des réductions effectuées en application des paragraphes 3(6) ou 6(3);

c) 1993-1994 : 99 300 000 000 \$ plus le montant des majorations effectuées en application des paragraphes 3(2), (3) ou (6) ou 6(4) et l'augmentation des dépenses entérinée pour l'exercice conformément au paragraphe 4(1), moins le montant des réductions effectuées en application des paragraphes 3(3) ou (6) ou 6(3);

d) 1994-1995 : 101 800 000 000 \$ plus le montant des majorations effectuées en application des paragraphes 3(2), (3) ou (6) ou 6(4) et l'augmentation des dépenses entérinée pour l'exercice conformément au paragraphe 4(1), moins le montant des réductions effectuées en ap-

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to adjust the spending limits for the 1992-93 to 1995-96 fiscal years as indicated in the April 1993 Budget and to extend the spending controls to the 1997-98 fiscal year.

Clause 1: This amendment would reduce the spending limit for the 1992-93 fiscal year from \$100,900,000,000 to \$99,300,000,000, the spending limit for the 1993-94 fiscal year from \$104,100,000,000 to \$99,300,000,000, the spending limit for the 1994-95 fiscal year from \$107,400,000,000 to \$101,800,000,000 and the spending limit for the 1995-96 fiscal year from \$111,250,000,000 to \$104,800,000,000, and would fix new spending limits for the 1996-97 and 1997-98 fiscal years.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise à remplacer les plafonds prévus par la *Loi limitant les dépenses publiques* pour les exercices 1992-1993 à 1995-1996 par les plafonds proposés dans le budget d'avril 1993 et à proroger l'application de cette loi jusqu'à la fin de l'exercice 1997-1998.

Article 1. — Modification des plafonds fixés pour les exercices 1992-1993 à 1995-1996 : le plafond pour 1992-1993 passe de 100 900 000 000 \$ à 99 300 000 000 \$; celui pour 1993-1994, de 104 100 000 000 \$ à 99 300 000 000 \$; celui pour 1994-1995, de 107 400 000 000 \$ à 101 800 000 000 \$; et celui de 1995-1996, de 111 250 000 000 \$ à 104 800 000 000 \$. De nouveaux plafonds pour les exercices 1996-1997 et 1997-1998 sont aussi fixés.

amounts by which the spending limit for the year is increased under subsection 3(2), paragraph 3(3)(b) or (6)(a) or subsection 6(4) and all increased expenditures for specific programs that have been certified under subsection 4(1) for the year, minus all amounts by which the spending limit for the year is reduced under paragraph 3(3)(a) or (6)(b) or subsection 6(3),

(e) in the case of the 1995-96 fiscal year, \$104,800,000,000, plus all amounts by which the spending limit for the year is increased under subsection 3(2), paragraph 3(3)(b) or (6)(a) or subsection 6(4) and all increased expenditures for specific programs that have been certified under subsection 4(1) for the year, minus all amounts by which the spending limit for the year is reduced under paragraph 3(3)(a) or (6)(b) or subsection 6(3),

(f) in the case of the 1996-97 fiscal year, \$106,600,000,000, plus all amounts by which the spending limit for the year is increased under subsection 3(2), paragraph 3(3)(b) or (6)(a) or subsection 6(4) and all increased expenditures for specific programs that have been certified under subsection 4(1) for the year, minus all amounts by which the spending limit for the year is reduced under paragraph 3(3)(a) or (6)(b) or subsection 6(3), and

(g) in the case of the 1997-98 fiscal year, \$109,200,000,000, plus all amounts by which the spending limit for the year is increased under subsection 3(2) or (4), paragraph 3(6)(a) or subsection 6(4) and all increased expenditures for specific programs that have been certified under subsection 4(1) for the year, minus all amounts by which the spending limit for the year is reduced under paragraph 3(3)(a) or (6)(b) or subsection 6(3).

2. Subsection 3(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

plication des paragraphes 3(3) ou (6) ou 6(3);

e) 1995-1996 : 104 800 000 000 \$ plus le montant des majorations effectuées en application des paragraphes 3(2), (3) ou (6) ou 6(4) et l'augmentation des dépenses entérinée pour l'exercice conformément au paragraphe 4(1), moins le montant des réductions effectuées en application des paragraphes 3(3) ou (6) ou 6(3);

f) 1996-1997 : 106 600 000 000 \$ plus le montant des majorations effectuées en application des paragraphes 3(2), (3) ou (6) ou 6(4) et l'augmentation des dépenses entérinée pour l'exercice conformément au paragraphe 4(1), moins le montant des réductions effectuées en application des paragraphes 3(3) ou (6) ou 6(3);

g) 1997-1998 : 109 200 000 000 \$ plus le montant des majorations effectuées en application des paragraphes 3(2), (4) ou (6) ou 6(4) et l'augmentation des dépenses entérinée pour l'exercice conformément au paragraphe 4(1), moins le montant des réductions effectuées en application des paragraphes 3(3) ou (6) ou 6(3).

2. Le paragraphe 3(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Clauses 2 and 3: These amendments would change the references to fiscal years as a consequence of extending the spending controls to the 1997-98 fiscal year.

Articles 2 et 3. — Découlent de la prorogation de l'application de la *Loi limitant les dépenses publiques* jusqu'à la fin de l'exercice 1997-1998 : remplacement de la mention de certains exercices par la mention d'autres exercices.

Excess spending
in 1997-98

(4) The Minister may, in the budget for the 1997-98 fiscal year, propose program spending for the year that exceeds the spending limit for the year if, in the budget, the Minister indicates restraint measures that the government intends to take over the 1998-99 or 1999-2000 fiscal years, or both, to compensate for the excess and, in that event, the spending limit for the 1997-98 fiscal year shall be increased by the amount of the excess.

3. Section 10 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Future applica-
tion

10. At the time of the presentation of the budget for the 1996-97 fiscal year, the Minister shall present to Parliament a recommendation as to whether this Act should be amended to extend its application beyond the 1997-98 fiscal year.

(4) Le ministre peut, pour l'exercice 1997-1998, présenter un budget qui prévoit des dépenses de programmes pour l'exercice dépassant le plafond fixé pour cet exercice, à condition de préciser les mesures de restriction que le gouvernement fédéral entend mettre en oeuvre au cours de l'exercice 1998-1999 ou 1999-2000, ou des deux, pour compenser le dépassement proposé; le plafond pour l'exercice 1997-1998 est alors majoré du montant en question.

3. L'article 10 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10. Au moment de la présentation du budget pour l'exercice 1996-1997, le ministre fait une recommandation au Parlement quant à l'opportunité de modifier la présente loi pour en proroger l'application au-delà de l'exercice 1997-1998.

Cas particulier
de 1997-1998

Durée d'appli-
cation



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

CA1
XB
-B56

Document
Publication

C-131

C-131

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-131

PROJET DE LOI C-131

An Act to amend the Airport Transfer (Miscellaneous
Matters) Act

Loi modifiant la Loi relative aux cessions d'aéroports

First reading, May 27, 1993

Première lecture le 27 mai 1993



THE MINISTER OF TRANSPORT

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-131

PROJET DE LOI C-131

An Act to amend the Airport Transfer (Miscellaneous Matters) Act

Loi modifiant la Loi relative aux cessions d'aéroports

1992, c. 5;
1992, c. 42

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Airport Transfer (Miscellaneous Matters) Act* is amended by adding thereto, immediately after section 3 thereof, the following heading and sections:

LESTER B. PEARSON INTERNATIONAL
AIRPORT

Definition of
"terminal
facility"

3.1 (1) In this section, "terminal facility" means an aircraft passenger terminal facility at Lester B. Pearson International Airport, other than Terminal 3, and includes the lands subjacent to the facility and such lands contiguous to the facility as may reasonably be considered as being used in connection with the facility.

Application of
certain
provisions

(2) Where the Minister has sold, leased or otherwise transferred a terminal facility to a designated terminal operator, on and after the transfer date for the employees, sections 4 to 7 apply, with such modifications as the circumstances require, in relation to the facility as if

(a) the operator were a designated airport authority;

(b) the facility were an airport;

(c) the designated employees for the facility were designated employees as defined in subsection 2(1); and

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1992, ch. 5;
1992, ch. 42

1. La *Loi relative aux cessions d'aéroports* est modifiée par insertion, après l'article 3, de ce qui suit :

AÉROPORT INTERNATIONAL LESTER B.
PEARSON

Définition de
« aéroport »

3.1 (1) Au présent article, « aéroport » s'entend, à l'exclusion de l'aéroport 3, de toute installation passagers de l'aéroport international Lester B. Pearson, y compris les terrains sous-jacents et ceux des terrains contigus dont l'utilisation peut être normalement considérée comme liée à l'exploitation de l'installation.

(2) À la date de transfert des employés chez un exploitant désigné, les articles 4 à 7 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, pour ce qui est de l'aéroport, au même titre que si :

Application de
certaines
dispositions

a) l'exploitant était une administration aéroportuaire désignée;

b) l'aéroport était un aéroport;

c) les employés désignés pour l'aéroport étaient des employés désignés au sens du paragraphe 2(1);

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: New

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Nouveau

(d) the transfer date for the employees were the transfer date as defined in subsection 2(1).

Designations by
Governor in
Council

(3) For the purposes of this section, the Governor in Council may, by order,

(a) designate any corporation or other body to which the Minister sells, leases or otherwise transfers a terminal facility, and any successor or assignee of that body, as a designated terminal operator; and

(b) designate the date on which the designated employees for the facility become employees of the designated terminal operator as the transfer date for the employees.

Designation by
Minister

(4) For the purposes of this section, the Minister may, by order, designate any person employed in the public service of Canada at or in connection with a terminal facility as a designated employee for the facility.

Application of
section 4

3.2 Where the Minister has sold, leased or otherwise transferred the lands subjacent to Terminal 3 at Lester B. Pearson International Airport to any corporation or other body, whether before or after the coming into force of this section, section 4 applies, with such modifications as the circumstances require, to that body, and any successor or assignee of that body, in relation to Terminal 3 as if

(a) that body, successor or assignee were a designated airport authority; and

(b) Terminal 3 were an airport.

Definition of
"airside
facility"

3.3 (1) In this section, "airside facility" means the whole or any part of the runway system or any other related facility at Lester B. Pearson International Airport, and includes the lands subjacent to the facility and such lands contiguous to the facility as may reasonably be considered as being used in connection with the facility.

Application of
certain
provisions

(2) Where the Minister has sold, leased or otherwise transferred an airside facility to a designated airside operator, on and after the transfer date for the employees, sections 4 to 7 and 9 and 10 apply, with such modifica-

d) la date de transfert des employés était la date de cession mentionnée à l'alinéa 2(2)b).

(3) Pour l'application du présent article, le gouverneur en conseil peut prendre un décret :

Décret de
désignation

a) conférant, par suite de la cession par le ministre d'une aérogare, notamment par bail ou vente, le statut d'exploitant désigné à la personne morale ou l'organisme cessionnaire, ou à leurs successeurs;

b) désignant la date à laquelle les employés désignés de l'aérogare seront transférés chez l'exploitant désigné.

(4) Pour l'application du présent article, le ministre peut, par arrêté, désigner, parmi les personnes employées au sein de l'administration publique fédérale dans une aérogare ou à des activités liées à une telle aérogare, celles qui auront le statut d'employé désigné pour celle-ci.

Arrêté de
désignation

3.2 L'article 4 s'applique, avec les adaptations nécessaires, également à la personne morale ou l'organisme cessionnaire des terrains sous-jacents à l'aérogare 3 de l'aéroport international Lester B. Pearson, ou à leurs successeurs, au même titre que si :

Application de
l'article 4

a) ils constituaient une administration aéroportuaire désignée;

b) l'aérogare 3 était un aéroport.

30

3.3 Au présent article, « installation pistes » s'entend de tout ou partie du réseau de pistes ou autre installation connexe de l'aéroport international Lester B. Pearson, y compris les terrains sous-jacents et ceux des terrains contigus dont l'utilisation peut être normalement considérée comme liée à l'exploitation de l'installation pistes.

Définition de
« installation
pistes »

(2) À la date de transfert des employés chez un exploitant désigné, les articles 4 à 7 et 9 et 10 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, pour ce qui est de l'installation pistes, au même titre que si :

Application de
certaines
dispositions

tions as the circumstances require, in relation to the facility as if

(a) the operator were a designated airport authority;

(b) the facility were an airport;

(c) the designated employees for the facility were designated employees as defined in subsection 2(1); and

(d) the transfer date for the employees were the transfer date as defined in subsection 2(1).

Designations by Governor in Council

(3) For the purposes of this section, the Governor in Council may, by order,

(a) designate any corporation or other body to which the Minister sells, leases or otherwise transfers an airside facility, and any successor or assignee of that body, as a designated airside operator; and

(b) designate the date on which the designated employees for the facility become employees of the designated airside operator as the transfer date for the employees.

Designation by Minister

(4) For the purposes of this section, the Minister may, by order, designate any person employed in the public service of Canada at or in connection with an airside facility as a designated employee for the facility.

1992, c. 42, s. 3

2. Section 11 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Debt obligations qualified

11. For the purpose of qualifying the bonds, debentures or other evidences of indebtedness of a designated airport authority as a permitted investment under paragraph 1(j) of Schedule III to the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, the rights and interests acquired by the authority under the instrument executed by the Minister that transfers an airport to the authority are deemed to be bonds, debentures or other evidences of indebtedness described in that paragraph.

Coming into force

3. Section 3.2 of the *Airport Transfer (Miscellaneous Matters) Act*, as enacted by

a) l'exploitant était une administration aéroportuaire désignée;

b) l'installation pistes était un aéroport;

c) les employés désignés pour l'installation pistes étaient des employés désignés au sens du paragraphe 2(1);

d) la date de transfert des employés était la date de cession mentionnée à l'alinéa 2(2)b).

(3) Pour l'application du présent article, le gouverneur en conseil peut prendre un décret :

Décret de désignation

a) conférant, par suite de la cession par le ministre d'une installation pistes, notamment par bail ou vente, le statut d'exploitant désigné à la personne morale ou l'organisme cessionnaire, ou à leurs successeurs;

b) désignant la date à laquelle les employés désignés pour l'installation pistes seront transférés chez l'exploitant désigné.

(4) Pour l'application du présent article, le ministre peut, par arrêté, désigner, parmi les personnes employées au sein de l'administration publique fédérale sur les lieux d'une installation pistes ou à des activités liées à une telle installation, celles qui auront le statut d'employé désigné pour celle-ci.

Arrêté de désignation

2. L'article 11 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 42, art. 3

11. Afin de déterminer si les obligations, débetures ou autres titres de créance d'une administration aéroportuaire désignée sont des placements admissibles aux termes de l'alinéa 1j) de l'annexe III du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, il faut présumer que les droits et intérêts acquis par l'administration au titre de la cession par le ministre d'un aéroport sont des obligations, débetures ou autres titres de créance mentionnés à cet alinéa.

Qualité de placements autorisés : titre de créance

3. L'article 3.2 de la *Loi relative aux cessions d'aéroports*, édicté par l'article 1 de la

Entrée en vigueur

Clause 2: Section 11 at present reads as follows:

11. For the purpose of qualifying the bonds, debentures or other evidences of indebtedness of a designated airport authority

(a) as an authorized investment under paragraph 86(i) of the *Canadian and British Insurance Companies Act*, paragraph 61(1)(b) of the *Loan Companies Act* or paragraph 78(1)(b) of the *Trust Companies Act*,

(b) as a permitted investment under paragraph 1(j) of Schedule III to the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, and

(c) as assets that may be vested in trust in Canada under paragraph 1(i) of Schedule II to the *Canadian and British Insurance Companies Act* or paragraph 1(i) of the schedule to the *Foreign Insurance Companies Act*,

the rights and interests acquired by the authority under the instrument executed by the Minister that transfers an airport to the authority are deemed to be assets listed in that paragraph.

Article 2. — Texte actuel de l'article 11 :

11. Afin de déterminer si les obligations, débentures ou autres titres de créances d'une administration aéroportuaire désignée sont des placements autorisés aux termes de l'alinéa 86i) de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques*, de l'alinéa 61(1)b) de la *Loi sur les sociétés de prêt* ou de l'alinéa 78(1)b) de la *Loi sur les sociétés de fiducie*, des placements admissibles aux termes de l'alinéa 1j) de l'annexe III du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* et des valeurs actives qui peuvent être placées en fiducie au Canada aux termes de l'alinéa 1i) de l'annexe II de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques* ou de l'alinéa 1i) de l'annexe de la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères*, il faut présumer que les droits et intérêts acquis par l'administration au titre de la cession par le ministre d'un aéroport sont des valeurs actives énumérées dans ces dispositions.

section 1 of this Act, shall come into force
on a day to be fixed by order of the Governor
in Council.

présente loi, entre en vigueur à la date fixée
par décret du gouverneur en conseil.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

211
XB
-Don

C-132

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-132

An Act to establish a territory to be known as Nunavut and
provide for its government and to amend certain Acts
in consequence thereof

First reading, May 28, 1993

C-132

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-132

Loi concernant la création du territoire du Nunavut et
l'organisation de son gouvernement, et modifiant di-
verses lois en conséquence

Première lecture le 28 mai 1993



THE MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN
DEVELOPMENT

LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD
CANADIEN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-132

PROJET DE LOI C-132

An Act to establish a territory to be known as Nunavut and provide for its government and to amend certain Acts in consequence thereof

Loi concernant la création du territoire du Nunavut et l'organisation de son gouvernement, et modifiant diverses lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Nunavut Act*.

5

1. *Loi sur le Nunavut.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. In this Act,

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

5 Définitions

"Minister"
« ministre »

"Minister" means the Minister of Indian Affairs and Northern Development;

« ministre » Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

« ministre »
"Minister"

"public land"
« terres... »

"public land" means any land, and any interest in any land, in Nunavut that belongs to Her Majesty in right of Canada or of which the Government of Canada has power to dispose.

« terres domaniales » Les terres du Nunavut qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou que le gouvernement du Canada a le pouvoir d'aliéner; y sont assimilés les droits réels afférents.

« terres
domaniales »
"public..."

PART I

PARTIE I

ESTABLISHMENT AND
GOVERNMENT

CONSTITUTION ET
GOUVERNEMENT

Establishment of Nunavut

Constitution du Nunavut

Establishment
of Nunavut

3. There is hereby established a territory of Canada, to be known as Nunavut, consisting of

3. Est constituée en territoire, sous la dénomination de Nunavut, la partie du Canada :

Constitution

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to establish a territory to be known as Nunavut and provide for its government and to amend certain Acts in consequence thereof".

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi concernant la création du territoire du Nunavut et l'organisation de son gouvernement et modifiant diverses lois en conséquence ».

(a) all that part of Canada north of the sixtieth parallel of north latitude and east of the boundary described in Schedule I that is not within Quebec or Newfoundland; and

(b) the islands in Hudson Bay, James Bay and Ungava Bay that are not within Manitoba, Ontario or Quebec.

a) située, d'une part, au nord du soixantième parallèle et à l'est de la limite dont le tracé figure à l'annexe I, à l'exclusion des régions appartenant au Québec ou à Terre-Neuve;

b) comprenant, d'autre part, les îles de la baie d'Hudson, de la baie James et de la baie Ungava, à l'exclusion de celles qui appartiennent au Manitoba, à l'Ontario ou au Québec.

Seat of Government

Location

4. The seat of government of Nunavut shall initially be at such place in Nunavut as the Governor in Council may designate, but the Legislature for Nunavut may thereafter designate another place as the seat of government.

4. La capitale du Nunavut est fixée, dans le territoire, au lieu désigné initialement par le gouverneur en conseil ou en tout autre lieu que désigne par la suite la Législature du Nunavut.

Capitale

Executive Power

Commissioner of Nunavut

Commissioner

5. (1) There shall be a chief executive officer for Nunavut, called the Commissioner of Nunavut, who shall be appointed by the Governor in Council.

Publication of order

(2) The order in council appointing the Commissioner shall be published in the *Canada Gazette*.

Action of Commissioner

6. (1) The Commissioner shall act in accordance with any written instructions given to the Commissioner by the Governor in Council or the Minister.

Instructions

(2) The Commissioner shall, as soon as possible after receiving written instructions, make them available to the Executive Council of Nunavut and cause them to be laid before the Legislative Assembly of Nunavut, but they are effective when they are made.

Executive powers

7. The executive powers that, immediately before the coming into force of this section, were vested by any laws of Canada in the Commissioner of the Northwest Territories shall be exercised by the Commissioner of Nunavut so far as they are applicable to and capable of being exercised in relation to the government of Nunavut as it is constituted at the time of the exercise of those powers.

Capitale

Pouvoir exécutif

Commissaire du Nunavut

5. (1) Est instituée la charge de commissaire du Nunavut. Administrateur général du territoire, le titulaire est nommé par le gouverneur en conseil.

(2) Le décret de nomination est publié dans la *Gazette du Canada*.

6. (1) Le commissaire exerce ses attributions conformément aux instructions écrites du gouverneur en conseil ou du ministre.

(2) Les instructions sont, dans les meilleurs délais, transmises au Conseil exécutif du Nunavut et déposées devant l'Assemblée législative du Nunavut. Elles entrent en vigueur à la date de leur établissement.

7. Le commissaire exerce pour le Nunavut le pouvoir exécutif dévolu de droit, avant l'entrée en vigueur du présent article, au commissaire des Territoires du Nord-Ouest dans la mesure où ce pouvoir s'applique au gouvernement du Nunavut, tel que ce gouvernement est constitué au moment de l'exercice du pouvoir en cause.

Commissaire

Publication du décret

Exercice des attributions

Instructions

Pouvoir exécutif

Deputy
Commissioner

8. The Governor in Council may appoint a Deputy Commissioner of Nunavut, who, if the Commissioner is absent, ill or unable to act or the office of Commissioner is vacant, has and may exercise and perform all of the powers, duties and functions of the Commissioner.

8. Le gouverneur en conseil peut nommer un commissaire adjoint du Nunavut qui, en cas d'absence ou d'empêchement du commissaire ou de vacance de son poste, assure l'intérim.

Commissaire
adjoint

5

Oaths of office

9. The Commissioner and the Deputy Commissioner shall, before assuming the duties of their respective offices, take and subscribe such oaths of office and allegiance as the Governor in Council may prescribe.

9. Préalablement à leur entrée en fonctions, le commissaire et le commissaire adjoint prêtent et souscrivent les serments professionnel et d'allégeance prescrits par le gouverneur en conseil.

Serments
professionnel et
d'allégeance

10

Absence or
incapacity

10. If both the Commissioner and the Deputy Commissioner are absent, ill or unable to act or both those offices are vacant, the judge of the Supreme Court of Nunavut with the earliest date of appointment to the Court has and may exercise and perform all of the powers, duties and functions of the Commissioner.

10. En cas d'absence ou d'empêchement du commissaire et du commissaire adjoint, ou de vacance simultanée de leur poste, l'intérim est assuré par le juge le plus ancien dans sa charge à la Cour suprême du Nunavut.

Absence ou
empêchement
du commissaire
et du commis-
saire adjoint

15

20

Executive Council of Nunavut

Conseil exécutif du Nunavut

Executive
Council
established

11. There is hereby established an Executive Council of Nunavut, the members of which are appointed by the Commissioner on the recommendation of the Legislative Assembly of Nunavut.

11. Est institué le Conseil exécutif du Nunavut, dont les membres sont nommés par le commissaire sur recommandation de l'Assemblée législative du Nunavut.

Institution

20

25

Legislative Power

Pouvoir législatif

Legislature for Nunavut

Législature du Nunavut

Legislature
established

12. There is hereby established a Legislature for Nunavut consisting of the Commissioner and the Legislative Assembly of Nunavut.

12. Est instituée la Législature du Nunavut, composée du commissaire et de l'Assemblée législative du Nunavut.

Institution

Legislative Assembly of Nunavut

Assemblée législative du Nunavut

Assembly
established

13. There is hereby established a Legislative Assembly of Nunavut, each member of which is elected to represent an electoral district in Nunavut.

13. Est instituée l'Assemblée législative du Nunavut, composée de députés élus pour représenter chacun une des circonscriptions électorales du territoire.

Institution

25

Laws respecting
Assembly

14. (1) The Legislature may make laws prescribing the number of members of the Assembly and describing and naming the electoral districts in Nunavut.

14. (1) La législature peut définir les circonscriptions électorales du territoire, avec leur dénomination propre, et en fixer le nombre.

Circonscrip-
tions électorales

30

First Assembly

(2) For the first Assembly, the Governor in Council shall, by order, prescribe the number of members of the Assembly and describe and name the electoral districts in Nunavut, but in no event shall the number of

(2) Pour les premières élections à l'assemblée, le gouverneur en conseil définit par décret les circonscriptions électorales, avec leur dénomination propre, et en fixe le nombre, qui doit être d'au moins dix.

Premières
élections

35

members of the first Assembly be less than ten.

Writs	15. (1) Writs for the election of members of the Assembly shall be issued on the instructions of the Commissioner.	15. (1) Les brefs relatifs aux élections législatives sont délivrés sur l'ordre du commissaire et selon ses instructions.	Brefs
First elections	(2) Writs for the first election of members of the Assembly shall be issued within thirty days after the day on which section 3 comes into force.	(2) Pour les premières élections législatives, les brefs sont délivrés dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur de l'article 3.	5 Premières élections
Oaths of office	16. Each member of the Assembly shall, before assuming the duties of that office, take and subscribe before the Commissioner such oaths of office and allegiance as the Governor in Council may prescribe.	16. Préalablement à son entrée en fonctions, chaque député prête et souscrit devant le commissaire les serments professionnel et d'allégeance prescrits par le gouverneur en conseil.	10 Serments professionnel et d'allégeance
Duration of Assembly	17. No Assembly shall continue for longer than five years from the date of the return of the writs for the general election, but the Commissioner may at any time, after consultation with the Executive Council, dissolve the Assembly.	17. Sauf dissolution décidée par le commissaire en consultation avec le conseil exécutif, le mandat maximal de l'assemblée est de cinq ans à compter de la date fixée pour le retour des brefs relatifs aux élections correspondantes.	15 Mandat de l'assemblée
Sittings of Assembly	18. The Assembly shall sit at least once every twelve months.	18. L'assemblée tient une séance au moins une fois tous les douze mois.	20 Séances de l'assemblée
Speaker	19. The Assembly shall elect one of its members to be Speaker, who shall preside over the Assembly when it is sitting.	19. L'assemblée choisit en son sein son président de séance.	25 Président
Quorum	20. A majority of the Assembly, including the Speaker, constitutes a quorum.	20. Le quorum est constitué par la majorité des députés, y compris le président.	Quorum
Rules of procedure	21. The Assembly may make rules for its operations and procedures, except in relation to the classes of subjects referred to in paragraphs 23(1)(b) and (c).	21. L'assemblée peut établir des règles pour régir son activité, sauf en ce qui a trait aux questions prévues aux alinéas 23(1)b) et c).	25 Règles
Part of indemnity not taxable	22. One thousand dollars of the indemnity paid in any year to a member of the Assembly for sittings of the Assembly is not income for the purposes of the <i>Income Tax Act</i> .	22. Les mille premiers dollars de l'indemnité versée à un député au cours d'une année ne constituent pas un revenu au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.	30 Exonération partielle de l'indemnité
Legislative powers	<p>Legislative Powers</p> <p>23. (1) Subject to any other Act of Parliament, the Legislature may make laws in relation to the following classes of subjects:</p> <p>(a) the election of members of the Assembly, including the qualifications of electors and of candidates for election;</p> <p>(b) the disqualification of persons from sitting or voting as members of the Assembly;</p>	<p>Compétence législative</p> <p>23. (1) Sous réserve de toute autre loi fédérale, la législature a compétence pour légiférer en toute matière comprise dans les domaines suivants :</p> <p>a) les élections législatives, y compris l'éligibilité et l'exercice du droit de vote;</p> <p>b) le droit de siéger à l'assemblée et d'y voter;</p> <p>c) les indemnités payables aux députés et aux membres des comités de l'assemblée;</p>	<p>Compétence législative</p> <p>35</p> <p>40</p>

(c) the indemnity and expenses of members of the Assembly, including members of a committee of the Assembly;

(d) the establishment and tenure of territorial offices and the appointment, conditions of employment and payment of territorial officers; 5

(e) the administration of justice in Nunavut, including the constitution, maintenance and organization of territorial courts, both of civil and of criminal jurisdiction, and the procedure in civil matters in those courts; 10

(f) the establishment, maintenance and management of prisons, jails or lock-ups in and for Nunavut; 15

(g) municipal and local institutions in Nunavut;

(h) hospitals and charities in and for Nunavut; 20

(i) the management and sale of the lands the right to the beneficial use or to the proceeds of which is appropriated to the Commissioner by section 49, and of the timber and wood on those lands; 25

(j) direct taxation within Nunavut in order to raise revenue for territorial, municipal or local purposes;

(k) licensing in order to raise revenue for territorial, municipal or local purposes; 30

(l) property and civil rights in Nunavut;

(m) education in and for Nunavut, subject to the condition that any law respecting education must provide that

(i) a majority of the ratepayers of any part of Nunavut, by whatever name called, may establish such schools in that part as they think fit, and make the necessary assessment and collection of rates for those schools, and 40

(ii) the minority of the ratepayers in that part of Nunavut, whether Protestant or Roman Catholic, may establish separate schools in that part and, if they do so, they are liable only to assessments of such rates as they impose on them- 45

d) la création de postes dans la fonction publique du Nunavut, les conditions d'occupation de ces postes, la nomination et la rémunération des titulaires;

e) l'administration de la justice au Nunavut, y compris la constitution, la prise en charge financière et matérielle et l'organisation des juridictions territoriales tant civile que criminelle, de même que la procédure civile; 10

f) la création, l'entretien et la gestion de prisons et de lieux de détention dans les limites et pour les besoins du Nunavut;

g) les institutions municipales et locales du Nunavut; 15

h) les hôpitaux et oeuvres de bienfaisance, dans les limites et pour les besoins du Nunavut;

i) la gestion et la vente des biens-fonds dont le droit de jouir et de percevoir les fruits est attribué au commissaire par l'article 49, ainsi que des bois et des forêts qui s'y trouvent;

j) les impôts directs, dans les limites du Nunavut, pour la perception de recettes à des fins territoriales, municipales ou locales; 25

k) les licences en vue de la perception de recettes à des fins territoriales, municipales ou locales; 30

l) la propriété et les droits civils au Nunavut;

m) l'éducation dans les limites et pour les besoins du Nunavut, à condition que les lois s'y rapportant confèrent toujours le droit : 35

(i) à la majorité des contribuables de toute division du territoire, sous quelque nom qu'elle soit désignée, d'y établir les écoles qu'elle juge indiquées et de procéder à la répartition et à la perception des taxes nécessaires à cette fin,

(ii) à la minorité des contribuables se trouvant à l'endroit visé au sous-alinéa (i), qu'elle soit protestante ou catholique romaine, d'y établir des écoles séparées, 45

selves in respect of those separate schools;

(n) the preservation, use and promotion of the Inuktitut language, to the extent that the laws do not diminish the legal status of, or any rights in respect of, the English and French languages;

(o) the solemnization of marriage in Nunavut;

(p) intoxicants in Nunavut, including the definition of what constitutes an intoxicant;

(q) the incorporation of companies with territorial objects, excluding railway, steamship, air transport, telegraph and telephone companies;

(r) agriculture in Nunavut;

(s) the preservation of game in Nunavut;

(t) the entering into of intergovernmental agreements by the Commissioner or any other official of the Government of Nunavut;

(u) the expenditure of money for territorial purposes;

(v) generally, all matters of a merely local or private nature in Nunavut;

(w) the imposition of fines, penalties, imprisonment or other punishment in respect of the contravention of any law made by the Legislature; and

(x) such other matters as the Governor in Council may, by order, designate.

(2) Nothing in subsection (1) shall be construed as giving the Legislature greater powers with respect to any class of subjects described in that section than are given to the legislatures of the provinces by sections 92 and 95 of the *Constitution Act, 1867* with respect to similar subjects described in those sections.

auquel cas les contribuables qui ont établi ces écoles ne sont assujettis qu'aux taxes qu'ils s'imposent eux-mêmes à cet égard et répartissent en conséquence;

n) la préservation, l'utilisation et la promotion de la langue inuktitut, dans la mesure où les lois qui en résultent ne portent pas atteinte au statut du français et de l'anglais, ni aux droits afférents;

o) la célébration du mariage au Nunavut;

p) les substances enivrantes dans les limites du Nunavut, y compris la définition de ce qu'est une telle substance enivrante;

q) l'attribution de la personnalité morale à des compagnies d'intérêt territorial, à l'exclusion de celles oeuvrant dans les domaines du chemin de fer, des bateaux à vapeur, du transport aérien, du télégraphe et du téléphone;

r) l'agriculture dans les limites du Nunavut;

s) la préservation du gibier dans les limites du Nunavut;

t) la conclusion d'accords intergouvernementaux par le commissaire ou tout autre fonctionnaire du Nunavut;

u) les dépenses aux fins territoriales;

v) d'une façon générale, toutes les matières d'intérêt purement local ou privé dans les limites du Nunavut;

w) l'infliction de peines d'amende, d'emprisonnement ou autres pour infraction aux dispositions d'une de ses lois;

x) les autres domaines éventuellement désignés par décret du gouverneur en conseil.

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de conférer à la législature des pouvoirs plus étendus, à l'égard des divers domaines qui y sont énumérés, que ceux qu'attribuent aux législatures provinciales les articles 92 et 95 de la *Loi constitutionnelle de 1867* dans des domaines similaires.

Laws in respect
of Indians and
Inuit

(3) Subject to any other Act of Parliament, nothing in subsection (2) shall be construed as preventing the Legislature from making laws of general application that apply to or in respect of Indians and Inuit.

(3) Sous réserve de toute autre loi fédérale, le paragraphe (2) n'a pas pour effet d'empêcher la législature d'adopter des lois de portée générale applicables aux Indiens et aux Inuit.

Lois concernant
les Indiens et
les Inuit

Restriction

24. The Legislature may not make laws under section 23 that restrict or prohibit Indians or Inuit from hunting, on unoccupied Crown lands, for food game other than game declared by order of the Governor in Council to be game in danger of becoming extinct.

24. L'article 23 n'a toutefois pas pour effet d'autoriser la législature à adopter des lois restreignant ou interdisant la chasse pratiquée par les autochtones, en vue de leur alimentation, sur les terres inoccupées du domaine public, sauf dans le cas de gibier déclaré, par décret du gouverneur en conseil, menacé d'extinction.

Chasse de
substance

Land claims
agreements

25. For greater certainty, the Legislature may make laws under any other provision of this Act for the purpose of implementing the land claims agreement entered into by Her Majesty in right of Canada and the Inuit on May 25, 1993 or any other land claims agreement with an aboriginal people as may be designated by order of the Governor in Council.

25. Il est entendu que la législature peut, en vue de mettre en oeuvre l'accord conclu entre Sa Majesté du chef du Canada et les Inuit en date du 25 mai 1993, de même que tout autre accord sur des revendications territoriales conclu avec un peuple autochtone du Canada et désigné par décret du gouverneur en conseil, exercer les pouvoirs législatifs que lui confère la présente loi.

Accords des
revendications
territoriales

Importation of
intoxicants

26. (1) Subject to any other Act of Parliament, the Legislature may make laws respecting the importation of intoxicants into Nunavut from any other place in Canada or elsewhere and defining what constitutes an intoxicant for the purposes of those laws.

26. (1) Sous réserve de toute autre loi fédérale, la législature peut légiférer sur l'introduction au Nunavut de substances enivrantes provenant du Canada ou de l'étranger, et notamment définir ce qu'est une telle substance enivrante.

Introduction de
substances
enivrantes

Importation of
Intoxicating
Liquors Act not
applicable

(2) The *Importation of Intoxicating Liquors Act* does not apply to the importation, sending, taking or transportation of intoxicating liquor into Nunavut.

(2) La *Loi sur l'importation des boissons enivrantes* ne s'applique pas à l'introduction de boissons enivrantes au Nunavut.

Loi sur
l'importation
des boissons
enivrantes

Borrowing and
lending

27. (1) The Legislature may make laws

(a) for the borrowing of money by the Commissioner on behalf of Nunavut for territorial, municipal or local purposes;

(b) for the lending of money by the Commissioner to any person in Nunavut; and

(c) for the investing by the Commissioner of surplus money standing to the credit of the Nunavut Consolidated Revenue Fund.

27. (1) La législature peut légiférer dans les domaines suivants :

a) l'emprunt de fonds par le commissaire pour le compte du Nunavut, à des fins territoriales, municipales ou locales;

b) l'octroi de prêts par le commissaire dans les limites du Nunavut;

c) le placement, par le commissaire, des excédents du Trésor du Nunavut.

Pouvoir
d'emprunt, de
prêt et de
placement

Restriction

(2) No money may be borrowed under a law made pursuant to paragraph (1)(a) without the approval of the Governor in Council.

(2) Tout emprunt visé à l'alinéa (1)a) doit préalablement être agréé par le gouverneur en conseil.

Restriction

Charge on
Nunavut
C.R.F.

(3) The repayment of money borrowed under a law made pursuant to paragraph (1)(a), and the payment of interest on the money, is a charge on and payable out of the Nunavut Consolidated Revenue Fund.

(3) Le remboursement de l'emprunt visé à l'alinéa (1)a) et le paiement des intérêts afférents sont imputables sur le Trésor du Nunavut.

Imputation sur
le Trésor du
Nunavut

Transmittal of
laws

28. (1) A copy of every law made by the Legislature shall be transmitted to the Governor in Council within thirty days after its enactment.

28. (1) Le texte de chaque loi de la législature est transmis au gouverneur en conseil dans les trente jours suivant son adoption.

5 Transmission
des lois au
gouverneur en
conseil

Disallowance

(2) The Governor in Council may disallow any law made by the Legislature or any provision of any such law at any time within one year after its enactment.

(2) Le gouverneur en conseil peut, dans l'année suivant l'adoption, désavouer une loi de la législature ou telle de ses dispositions.

Désaveu

Laws Applicable in Nunavut

29. Subject to this Act, the laws in force in the Northwest Territories on the coming into force of this section continue to be in force in Nunavut, in so far as they are not thereafter repealed, amended or rendered inoperable in respect of Nunavut.

Droit applicable au Nunavut

29. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, les règles de droit en vigueur dans les Territoires du Nord-Ouest lors de l'entrée en vigueur du présent article continuent de s'appliquer au Nunavut, dans la mesure où elles n'ont pas été par la suite abrogées, modifiées ou rendues inopérantes pour celui-ci.

Droit des
Territoires du
Nord-Ouest

Laws of
Northwest
Territories

Where no
officer in
Nunavut

30. (1) Where, in any Act of Parliament or any law made by the Legislature or continued by section 29, an officer is designated to perform a function and there is no such officer in Nunavut, the function may be performed by the officer in Nunavut whose functions are the most similar to that function or by such person as the Commissioner may designate to perform the function, and the performance of the function by that officer or person is lawful and valid.

30. (1) À défaut de fonctionnaire désigné par une loi fédérale, une loi de la législature ou une règle de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 pour exécuter une fonction, celle-ci peut valablement être exécutée par le fonctionnaire dont les fonctions s'apparentent le plus à celles du fonctionnaire désigné, ou encore par la personne que désigne le commissaire.

Absence de
fonctionnaire
dans le
territoire

Transmission of
documents

(2) Where, in any Act of Parliament or any law made by the Legislature or continued by section 29, a document or thing is to be transmitted to a designated officer, court, territorial division or place and there is no such officer, court, territorial division or place in Nunavut, the Commissioner may designate an officer, court, territorial division or place to which the document or thing is to be transmitted or may dispense with the transmission, and the transmission or dispensation of transmission is lawful and valid.

(2) Si le fonctionnaire, le tribunal, la circonscription territoriale ou le lieu désigné par une loi fédérale, une loi de la législature ou une règle de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 pour recevoir un document ou objet transmis n'existent pas au Nunavut, le commissaire peut en fixer le destinataire ou accorder une dispense de transmission. La transmission à ce destinataire ou la dispense a valeur légale.

Transmission
de documents

*Judicial Power**Judicature*

Superior courts 31. (1) The Supreme Court of Nunavut and the Court of Appeal of Nunavut are superior courts in Nunavut.

Appointment of judges (2) The Governor in Council shall appoint the judges of the superior courts in Nunavut.

Tenure of office of judges (3) The judges of the superior courts in Nunavut hold office during good behaviour, but may be removed by the Governor in Council on address of the Senate and House of Commons and cease to hold office on attaining the age of seventy-five years.

Supreme Court of Nunavut

Judges of the Supreme Court 32. The judges of the Supreme Court of the Yukon Territory and of the Supreme Court of the Northwest Territories are, by virtue of those offices, judges of the Supreme Court of Nunavut.

Deputy judges 33. (1) The Governor in Council may appoint any person who is or has been a judge of a superior court in Canada or a barrister or advocate of at least ten years standing at the bar of any province as a deputy judge of the Supreme Court of Nunavut and may fix that person's remuneration and allowances.

Duration of appointment (2) A deputy judge may be appointed for any particular case or cases or for any specified period.

Tenure of office (3) A deputy judge holds office during good behaviour, but may be removed by the Governor in Council on address of the Senate and House of Commons.

Powers (4) A deputy judge, while in office, has and may exercise and perform all the powers, duties and functions of a judge of that Court and any reference to a judge of the Supreme Court of Nunavut is deemed to include a reference to the deputy judge.

Exercise of powers of provincial court judge or stipendiary magistrate 34. Where any law in force in Nunavut provides that a power, duty or function is to be exercised or performed by a provincial court judge or a stipendiary magistrate, the power, duty or function may be exercised or performed by a judge of the Supreme Court

*Pouvoir judiciaire**Organisation judiciaire*

31. (1) La Cour suprême du Nunavut et la Cour d'appel du Nunavut sont des juridictions supérieures.

(2) Le gouverneur en conseil nomme les juges des juridictions supérieures du Nunavut.

(3) Ils sont inamovibles, sauf révocation par le gouverneur en conseil sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes. La limite d'âge pour l'occupation de leur charge est de soixante-quinze ans.

Cour suprême du Nunavut

32. Les juges de la Cour suprême du territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest sont d'office juges de la Cour suprême du Nunavut.

33. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer juge adjoint de la Cour suprême du Nunavut tout juge — ou ancien juge — d'une juridiction supérieure du Canada ou tout avocat, en exercice ou non, inscrit pendant au moins dix ans au barreau d'une province. Il fixe sa rémunération et ses indemnités.

(2) Le juge adjoint peut être nommé pour une ou plusieurs affaires, ou pour une période déterminée.

(3) Le juge adjoint occupe son poste à titre inamovible, sauf révocation par le gouverneur en conseil sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.

(4) Les juges adjoints exercent, pendant la durée de leur charge, toutes les attributions des juges de la Cour suprême, auxquels ils sont assimilés.

34. Les pouvoirs et fonctions expressément attribués aux juges de la cour provinciale ou aux magistrats stipendiaires par une règle de droit en vigueur au Nunavut sont transférés aux juges de la Cour suprême et, dans les limites de la compétence que leur

Juridictions supérieures

Nomination des juges

Durée des fonctions

Juges d'office de la Cour

Juges adjoints

Durée des fonctions

Occupation du poste

Pouvoirs

Transfert d'attributions

of Nunavut or, if the power, duty or function is within the jurisdiction given to a judge of any other territorial court pursuant to this Act, by the judge of that other court.

Jurisdiction to try criminal cases

35. (1) A judge of the Supreme Court of Nunavut has and may exercise and perform, anywhere in Canada, all the powers, duties and functions of the Court with respect to any criminal offence committed or charged to have been committed in Nunavut.

Application of laws

(2) All laws applicable to criminal proceedings in Nunavut apply in like manner to proceedings held under this section at any place outside Nunavut.

Enforcement of decisions

(3) Any judgment, conviction, sentence or order pronounced or made in any proceedings held under this section outside Nunavut may be enforced or executed at the place at which it is pronounced or made or elsewhere, either in or outside Nunavut, as the judge of the Court may direct, and the proper officers of Nunavut have and may exercise all powers and authority necessary for the enforcement or execution thereof at the place where it is directed to be enforced or executed, notwithstanding that the place is not in Nunavut.

Court of Appeal of Nunavut

Sittings

36. The Court of Appeal of Nunavut may sit in Nunavut or in any other place in Canada designated by the Legislature.

Repeal

Repeal

37. Sections 32 to 36 and this section are repealed on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

PART II

GENERAL

Official Languages

Official Languages ordinance

38. (1) Except in respect of any provision that the Commissioner in Council of the Northwest Territories was empowered, by section 43.2 of the *Northwest Territories Act*, to enact without the concurrence of Par-

confère la présente loi, aux juges des autres juridictions territoriales.

Compétence pénale

35. (1) Le juge de la Cour suprême peut exercer les pouvoirs et fonctions de celle-ci partout au Canada dans le cas d'une infraction criminelle commise ou poursuivie au Nunavut.

10

(2) Les règles de droit applicables aux instances pénales engagées au Nunavut s'appliquent de la même manière aux procédures intentées en application du présent article ailleurs au Canada.

Application de la loi

(3) Les décisions et ordonnances judiciaires rendues dans une instance tenue en dehors du Nunavut et visée par le présent article peuvent être exécutées sur place ou en tout autre lieu, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire, selon les instructions du juge saisi. Les fonctionnaires compétents du Nunavut ont tous les pouvoirs nécessaires pour l'exécution au lieu fixé, même en dehors du territoire.

Mise à exécution des décisions

Cour d'appel du Nunavut

36. La Cour d'appel du Nunavut peut siéger dans les limites du Nunavut ou en tout autre lieu du Canada que désigne la législation.

Lieu des séances

Cessation d'effet

37. Les articles 32 à 36 et le présent article cessent d'avoir effet à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Cessation d'effet

30

PARTIE II

DISPOSITIONS DIVERSES

Langues officielles

38. (1) Sauf en ce qui a trait aux dispositions que le commissaire en conseil des Territoires du Nord-Ouest avait, en vertu de l'article 43.2 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*, le pouvoir d'édicter sans le con-

Ordonnance sur les langues officielles

35

liament, the ordinance of the Northwest Territories entitled the *Official Languages Act* and continued in force in Nunavut by section 29 may not be amended, repealed or otherwise rendered inoperable by the Legislature without the concurrence of Parliament by way of a resolution.

(2) Nothing in subsection (1) shall be construed as preventing the Commissioner or the Legislature from granting rights in respect of, or providing services in, English and French or any of the languages of the aboriginal peoples of Canada, in addition to the rights and services provided for in the ordinance referred to in that subsection, whether by amending that ordinance, without the concurrence of Parliament, or by any other means.

Nunavut Consolidated Revenue Fund

39. (1) All public moneys and revenue over which the Legislature has the power of appropriation shall form a fund to be known as the Nunavut Consolidated Revenue Fund.

(2) The Commissioner may establish, in the name of the Government of Nunavut, accounts for the deposit of public moneys and revenue with any member of the Canadian Payments Association or any local cooperative credit society that is a member of a central cooperative credit society having membership in that Association.

40. The Assembly may not adopt or pass any vote, resolution, address or bill for the appropriation of any part of the public revenue of Nunavut, or of any tax, for any purpose that has not been first recommended to the Assembly by message of the Commissioner in the session in which the vote, resolution, address or bill is proposed.

41. When a sum of money is granted to Her Majesty in right of Canada by Parliament to defray expenses for a specified public service in Nunavut, the power of appropriation by the Legislature over that sum is subject to the specified purpose for which it is granted.

cours du Parlement, l'ordonnance des Territoires du Nord-Ouest intitulée *Loi sur les langues officielles*, en vigueur au Nunavut par application de l'article 29, ne peut être modifiée, abrogée ni rendue inopérante par la législature qu'avec l'agrément du Parlement, donné sous forme de résolution.

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher le commissaire ou la législature d'accorder des droits à l'égard du français et de l'anglais ou des langues des peuples autochtones du Canada, ou de fournir des services dans ces langues, en plus des droits et services prévus par l'ordonnance mentionnée au paragraphe (1), notamment par modification de celle-ci sans recours au Parlement.

Trésor du Nunavut

39. (1) Est constitué le Trésor du Nunavut, formé des recettes susceptibles d'affectation par la législature.

(2) Le commissaire peut, pour le dépôt des recettes et fonds publics, ouvrir, au nom du gouvernement du Nunavut, des comptes auprès de toute institution membre de l'Association canadienne des paiements ou de toute société coopérative de crédit locale membre d'une société coopérative de crédit centrale elle-même membre de cette association.

40. L'assemblée ne peut valablement voter de crédits, de résolution, d'adresse ou de projet de loi visant l'affectation, à une fin quelconque, d'une partie des recettes publiques du Nunavut ou d'un impôt ou droit que si elle a reçu préalablement, au cours de la même session, une recommandation formelle du commissaire à cet effet.

41. Dans le cas d'une somme d'argent accordée par le Parlement à Sa Majesté du chef du Canada pour couvrir le coût d'un service public donné dans le territoire, le pouvoir d'affectation de la législature est subordonné à l'objet pour lequel cette somme a été accordée.

Additional
rights and
services

Nunavut
C.R.F.

Establishment
of accounts

Recommendation
of
Commissioner

Appropriation
of moneys
granted by
Parliament

Droits et
services complémentaires

Trésor du
Nunavut

Ouverture de
comptes
bancaires

Recommandation du commissaire

Affectation des
sommes
accordées par le
Parlement

Territorial Accounts

Fiscal year	42. The fiscal year of Nunavut is the period beginning on April 1 in one year and ending on March 31 in the next year.
Auditor of Nunavut	43. The Auditor General of Canada shall act as the auditor of Nunavut.
Submission of Territorial Accounts to Assembly	44. The Commissioner shall, on or before December 31 of each fiscal year, lay before the Assembly a report, called the Territorial Accounts, for the preceding fiscal year of Nunavut, and the Assembly shall consider the report.
Form and contents	45. The Territorial Accounts shall be prepared in such form as the Commissioner may direct and in accordance with accounting principles recommended by the Canadian Institute of Chartered Accountants or its successor and shall include <ul style="list-style-type: none"> (a) consolidated financial statements for Nunavut of <ul style="list-style-type: none"> (i) the financial position as at the end of the fiscal year, (ii) the accumulated surplus or deficit as at the end of the fiscal year, (iii) the revenues and expenditures for the fiscal year, and (iv) the changes in the financial position for the fiscal year; and (b) such other information or statements as are required in support of the consolidated financial statements or as are required by the Minister or by any law made by the Legislature or continued by section 29.
Audit and report by auditor	46. (1) The auditor of Nunavut shall audit the accounts and financial transactions of Nunavut in each fiscal year in accordance with generally accepted auditing standards and report to the Assembly on the result of that audit, including whether, in the opinion of the auditor, <ul style="list-style-type: none"> (a) the consolidated financial statements for Nunavut presents fairly, in all material respects and in accordance with accounting principles recommended by the Canadian Institute of Chartered Accountants or

Comptes du Nunavut

Exercice	42. L'exercice du Nunavut s'ouvre le 1 ^{er} avril et se clôt le 31 mars de l'année suivante.
Vérificateur	43. Le vérificateur général du Canada est le vérificateur du Nunavut.
Présentation des comptes du Nunavut à l'assemblée	44. Au plus tard le 31 décembre, le commissaire présente à l'assemblée un rapport sur l'exercice précédent, intitulé « comptes du Nunavut »; l'assemblée procède à l'examen du rapport.
Forme et contenu	45. Les comptes du Nunavut sont établis en la forme prescrite par le commissaire et selon les principes comptables recommandés par l'Institut canadien des comptables agréés, ses successeurs ou ses ayants droit; ils comportent les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> a) les états financiers consolidés du territoire, lesquels comprennent : <ul style="list-style-type: none"> (i) le bilan en fin d'exercice, (ii) l'état de l'excédent ou du déficit accumulé en fin d'exercice, (iii) l'état des recettes et dépenses pour l'exercice, (iv) l'évolution de la situation financière au cours de l'exercice; b) les autres renseignements ou documents nécessaires à l'appui des documents visés à l'alinéa a), ou dont la production est exigée par le ministre, une loi de la législature ou toute autre règle de droit en vigueur dans le territoire par application de l'article 29.
Rapport du vérificateur	46. (1) À la fin de chaque exercice, après avoir vérifié, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, les comptes et les opérations financières du Nunavut, le vérificateur du territoire transmet à l'assemblée un rapport dans lequel il indique notamment si, à son avis : <ul style="list-style-type: none"> a) les états financiers consolidés présentent fidèlement — à tous égards importants et en conformité avec les principes comptables recommandés par l'Institut canadien des comptables agréés, ses successeurs

its successor, the financial position of Nunavut as at the end of the fiscal year and the results of its operations in, and changes in its financial position for, the fiscal year; and

(b) the transactions of Nunavut that have come to the notice of the auditor in the course of the audit of the consolidated financial statements have been within the powers of Nunavut under this Act and any other Act applicable to Nunavut.

Other matters

(2) The auditor of Nunavut shall call attention to any other matter falling within the scope of the audit made under subsection (1) that, in the opinion of the auditor, should be brought to the attention of the Assembly.

Inquiry and report

47. At the request of the Commissioner, made on the advice of the Executive Council and with the agreement of the Governor in Council, the auditor of Nunavut may, if in the auditor's opinion it does not interfere with the auditor's primary responsibilities, inquire into and report to the Assembly

(a) on any matter relating to the financial affairs of Nunavut or to public property in Nunavut; or

(b) on any person or organization that has received or is seeking financial aid from the Government of Nunavut.

Powers of auditor

48. (1) The auditor of Nunavut has, in connection with the audit of the accounts of Nunavut, all the powers that the Auditor General of Canada has under the *Auditor General Act* in connection with the examination of the accounts of Canada.

Access to information

(2) Except as provided by any law made by the Legislature that expressly refers to this subsection, the auditor of Nunavut is entitled to free access at all convenient times to information that relates to the fulfilment of the auditor's responsibilities and is entitled to require and receive from the public service of Nunavut such information, reports and explanations as the auditor considers necessary for that purpose.

ou ses ayants droit — la situation financière du territoire en fin d'exercice, le résultat de ses activités, ainsi que l'évolution de sa situation financière;

b) les opérations du Nunavut qui ont été portées à sa connaissance à l'occasion de la vérification des états financiers consolidés étaient valides au regard des pouvoirs conférés au territoire par la présente loi et toute autre loi applicable.

(2) Le vérificateur du territoire signale en outre, parmi les questions soumises à la vérification, toutes celles qui, à son avis, méritent d'être portées à l'attention de l'assemblée.

Questions soumises à l'assemblée

47. À la demande du commissaire, sur l'avis du conseil exécutif et avec l'agrément du gouverneur en conseil, le vérificateur du Nunavut peut, s'il estime que la mission n'entrave pas ses responsabilités principales, enquêter et faire rapport à l'assemblée au sujet :

Enquête

a) de toute question relative aux affaires financières ou aux biens publics du Nunavut;

b) de toute personne ou organisation ayant reçu ou sollicité l'aide financière du gouvernement du Nunavut.

48. (1) Le vérificateur du Nunavut est investi, pour la vérification des comptes du Nunavut, de tous les pouvoirs que la *Loi sur le vérificateur général* attribue au vérificateur général du Canada pour l'examen des comptes du Canada.

Pouvoirs du vérificateur

(2) Sauf dérogation expresse au présent paragraphe prévue par une loi de la législature, le vérificateur a le droit, à tout moment convenable, de prendre connaissance librement de tous éléments d'information se rapportant à l'exercice de ses fonctions; à cette fin, il peut exiger que les fonctionnaires du Nunavut lui fournissent tous renseignements, rapports et explications dont il a besoin.

Accès à l'information

*Lands*Lands vested in
Her Majesty

49. (1) The following lands are and remain vested in Her Majesty in right of Canada:

- (a) land acquired with funds of Nunavut;
- (b) land in Nunavut acquired with funds of the Northwest Territories before the day on which section 3 comes into force;
- (c) public land, the administration and control of which has been transferred by the Governor in Council to the Commissioner of Nunavut;
- (d) public land, the administration and control of which has been transferred by the Governor in Council to the Commissioner of the Northwest Territories before the day on which section 3 comes into force;
- (e) all roads, streets, lanes and trails on public land;
- (f) land acquired pursuant to tax sale proceedings by the Commissioner of Nunavut; and
- (g) land in Nunavut acquired pursuant to tax sale proceedings by the Commissioner of the Northwest Territories before the day on which section 3 comes into force.

Beneficial use
or proceeds

(2) The right to the beneficial use or to the proceeds of the lands referred to in subsection (1) is appropriated to the Commissioner, and the lands may be held by and in the name of the Commissioner for the beneficial use of the Government of Nunavut.

Management
and disposal

(3) Subject to any law made by the Legislature, the Commissioner may manage, and sell, lease or otherwise dispose of, the lands referred to in subsection (1).

Relinquishment

(4) The Commissioner may, with the approval of the Governor in Council, relinquish the administration and control of the entire or any lesser interest in any land referred to in subsection (1), either in perpetuity or for any lesser term.

Biens-fonds

Propriété

49. (1) La propriété des biens-fonds suivants est dévolue à Sa Majesté du chef du Canada :

- a) les biens-fonds acquis avec l'argent du Nunavut;
- b) les biens-fonds situés au Nunavut et acquis, avant l'entrée en vigueur de l'article 3, avec l'argent des Territoires du Nord-Ouest;
- c) les terres domaniales dont la gestion et la maîtrise ont été transférées par le gouverneur en conseil au commissaire du Nunavut;
- d) les terres domaniales dont la gestion et la maîtrise ont été transférées par le gouverneur en conseil au commissaire des Territoires du Nord-Ouest avant l'entrée en vigueur de l'article 3;
- e) la voirie (chemins, routes, rues, ruelles et sentiers) des terres domaniales;
- f) les biens-fonds acquis par le commissaire du Nunavut à l'occasion de ventes pour recouvrement d'impôts non payés;
- g) les biens-fonds situés au Nunavut et acquis, avant l'entrée en vigueur de l'article 3, par le commissaire des Territoires du Nord-Ouest à l'occasion de ventes pour recouvrement d'impôts non payés.

(2) Le droit de jouir des biens-fonds énumérés au paragraphe (1) ou d'en percevoir les fruits est attribué au commissaire qui peut les détenir en son nom pour le compte du gouvernement du Nunavut.

Jouissance et
perception des
fruits

(3) Sous réserve de toute loi de la législature, le commissaire peut gérer ces biens-fonds, les louer et les aliéner.

Gestion et
aliénation

(4) Le commissaire peut renoncer, avec l'agrément du gouverneur en conseil, à perpétuité ou pour une durée déterminée, à la gestion et à la maîtrise de tout ou partie de ses droits réels sur ces biens-fonds.

Renonciation

Approval	(5) On the approval of the relinquishment, the appropriation under subsection (2), and the Commissioner's rights and powers under subsections (2) and (3), in respect of the relinquished land or interest are terminated and the land or interest becomes subject to the control of the Governor in Council.	(5) Une fois l'agrément donné, l'attribution et les droits et pouvoirs du commissaire visés aux paragraphes (2) et (3) prennent fin; les biens-fonds ou les droits réels en cause sont dès lors sous la maîtrise du gouverneur en conseil.	Agrément
Transfer	(6) The Governor in Council may transfer the administration of the land or interest to a Minister of the Government of Canada or to an agent corporation within the meaning of the <i>Financial Administration Act</i> .	(6) Le gouverneur en conseil peut transférer la gestion des biens-fonds ou des droits réels visés au paragraphe (5) à un ministre du gouvernement du Canada ou à une société mandataire au sens de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	Transfert à un ministre
Transfer to Commissioner	50. The Governor in Council may transfer, either in perpetuity or for any lesser term, the administration and control of the entire or any lesser interest in any public land to the Commissioner.	50. Le gouverneur en conseil peut transférer au commissaire du Nunavut, à perpétuité ou pour une durée déterminée, la gestion et la maîtrise de tout ou partie de ses droits réels sur toute terre domaniale.	Transfert au commissaire
<i>Cultural Sites and Property</i>		<i>Biens culturels</i>	
Regulations	51. (1) The Governor in Council may make regulations for the protection, care and preservation of sites, works, objects and specimens in Nunavut of palaeontological, archaeological, ethnological or historical importance, interest or significance and of explorers' cairns and explorers' documents in Nunavut.	51. (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour la protection, l'entretien et la conservation, au Nunavut, des cairns et documents d'explorateurs, ainsi que des lieux, ouvrages, objets et spécimens d'intérêt paléontologique, archéologique, ethnologique ou historique.	Règlements
Offence	(2) Every person who contravenes any regulation made under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction.	(2) Quiconque contrevient à un règlement pris en application du paragraphe (1) est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.	Infraction
Power to seize	52. (1) A peace officer who believes on reasonable grounds that any object, specimen or document has been removed, taken, shipped, had in possession or otherwise dealt in contravention of the regulations may, in Nunavut, without a warrant, seize the object, specimen or document.	52. (1) L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire que, en violation des règlements, il y a eu soustraction, expédition ou possession d'un objet, spécimen ou document — ou toute autre opération à son égard — peut, dans les limites du Nunavut, en effectuer la saisie sans mandat.	Saisie
Forfeiture	(2) A peace officer who makes a seizure under subsection (1) shall report the seizure as soon as practicable to a justice of the peace, who may, on being satisfied that the object, specimen or document was removed, taken, shipped, had in possession or otherwise dealt with in contravention of the regulations, declare it to be forfeited to Her	(2) L'agent fait rapport au juge de paix, dans les meilleurs délais, de toute saisie effectuée sous le régime du paragraphe (1). Le juge peut, s'il constate le bien-fondé de la saisie, déclarer les objets saisis confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada.	Confiscation

Majesty in right of Canada and, on that declaration, it is forfeited.

PART III

NUNAVUT IMPLEMENTATION
COMMISSION*Interpretation*

Definition of
"Tungavik"

53. In this Part, "Tungavik" means Tungavik Incorporated, a corporation incorporated under Part II of the *Canada Corporations Act*, and includes any successor to that corporation.

Establishment

Commission
established

54. There is hereby established a commission, to be called the Nunavut Implementation Commission, consisting of a Chairperson and nine other members to be appointed by the Governor in Council.

Chairperson

55. (1) The Chairperson shall be appointed on the recommendation of the Minister with the agreement of the government leader of the Northwest Territories and of Tungavik.

Other members

(2) Of the members other than the Chairperson, three shall be appointed from a list of candidates supplied by the government leader of the Northwest Territories and three from a list of candidates supplied by Tungavik.

Term

(3) A member shall be appointed to hold office during pleasure for such term not exceeding three years as the Governor in Council may fix, but a member may be reappointed in the same or another capacity.

Residence

56. (1) Unless the Minister, the government leader of the Northwest Territories and Tungavik agree otherwise, at least six members shall be ordinarily resident in Nunavut.

Office vacated

(2) If a member ceases to be ordinarily resident in Nunavut and the condition imposed by subsection (1) is not satisfied, the appointment of the member is terminated as

PARTIE III

COMMISSION D'ÉTABLISSEMENT DU
NUNAVUT*Définition*

Définition de
« Tungavik »

53. Dans la présente partie, « Tungavik » s'entend de la Tungavik Incorporated, société sans capital-actions constituée en vertu de la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, ainsi que ses successeurs et ayants droit.

Mise en place

Constitution

54. Est constituée la Commission d'établissement du Nunavut, composée de dix membres, dont le président, tous nommés par le gouverneur en conseil.

10

Nomination :
président

55. (1) Le président est nommé sur la recommandation du ministre, avec l'assentiment du chef du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et de Tungavik.

Idem : membres

(2) Parmi les membres autres que le président, trois sont choisis sur une liste de candidature fournie par le chef du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et trois autres sur une liste de candidature fournie par Tungavik.

20

Mandat

(3) Les membres exercent leurs fonctions à titre amovible pendant la période d'au plus trois ans que fixe le gouverneur en conseil; leur mandat peut être reconduit, à des fonctions identiques ou non.

25

Résidence des
membres

56. (1) Sauf entente à l'effet contraire conclue entre le ministre, le chef du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et Tungavik, au moins six des membres doivent avoir leur résidence habituelle au Nunavut.

30

Départ du
Nunavut

(2) Lorsqu'il a pour effet d'entraîner la non-réalisation de la condition prévue au paragraphe (1), le fait qu'un membre cesse d'avoir sa résidence habituelle au Nunavut met

35

of the date the member ceases to be so resident.

Meetings

57. The Commission shall meet at least four times a year.

Mandate

Mandate

58. The mandate of the Commission is to advise the Government of Canada, the Government of the Northwest Territories and Tungavik on the establishment of Nunavut and, in particular, to advise on

(a) the timetable for the assumption by 10 the Government of Nunavut of responsibility for the delivery of services;

(b) the process for the first election of the members of the Assembly, including the number of members and the establishment 15 of electoral districts;

(c) the design and funding of training programs;

(d) the process for determining the location of the seat of government of Nunavut; 20

(e) the principles and criteria for the equitable division of assets and liabilities between Nunavut and the Northwest Territories;

(f) the new public works necessitated by 25 the establishment of Nunavut and the scheduling of the construction of the works;

(g) the administrative design of the first Government of Nunavut; 30

(h) the arrangements for delivery of programs and services where the responsibility for delivery by Nunavut is to be phased in; and

(i) any other related matter referred to it 35 by the Minister, with the consent of the government leader of the Northwest Territories and of Tungavik.

Information

59. The Commission shall establish programs, which may include the holding of 40 public meetings, to inform the residents of Nunavut of its activities.

fin à son mandat à compter de la date de son départ.

57. La commission se réunit au moins quatre fois par année.

Mission

Fréquence des réunions

58. La commission a pour mission de conseiller les gouvernements du Canada et des Territoires du Nord-Ouest, ainsi que Tungavik, au sujet de l'établissement du Nunavut, et notamment sur les points suivants :

a) les délais de prise en charge des services 10 par l'administration du Nunavut;

b) les modalités de l'élection des premiers députés, y compris le nombre de ceux-ci et l'établissement des circonscriptions électorales; 15

c) la conception des programmes de formation et le financement à cet égard;

d) l'établissement de la capitale du Nunavut;

e) les principes et critères nécessaires en 20 vue d'une répartition équitable de l'actif et du passif des Territoires du Nord-Ouest entre ceux-ci et le Nunavut;

f) la mise en place de l'infrastructure et des installations qu'exige l'établissement 25 du Nunavut, y compris le calendrier des travaux de construction;

g) la structure administrative nécessaire au premier gouvernement du Nunavut;

h) la mise en oeuvre des programmes et 30 services au fur et à mesure de leur prise en charge par l'administration du Nunavut;

i) toute autre question que lui confie le ministre, avec l'assentiment du chef du gouvernement des Territoires du Nord- 35 Ouest et de Tungavik.

5 Mission de la commission

Information du public

59. Il incombe à la commission de mettre sur pied des programmes d'information publique afin de tenir les habitants du Nunavut au courant de ses activités; elle peut notam- 40 ment tenir des assemblées publiques.

Other functions	60. The Commission shall perform such functions as in its opinion are required to fulfill its mandate.	60. La commission accomplit toute autre fonction qu'elle estime nécessaire à la réalisation de sa mission.	Autres fonctions
Powers	61. (1) The Commission may, for the purpose of fulfilling its mandate, (a) acquire personal property in the name of the Commission and dispose of the property; and (b) enter into contracts in the name of the Commission.	61. (1) Pour l'exécution de sa mission, la commission peut : a) acquérir et aliéner des biens meubles en son propre nom; b) conclure des contrats en son propre nom.	Pouvoirs
Legal proceedings	(2) Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the Commission may be brought or taken by or against the Commission in the name of the Commission in any court that would have jurisdiction if the Commission were a corporation.	(2) À l'égard des droits et obligations qu'elle assume, la commission peut ester en justice sous son propre nom devant tout tribunal qui serait compétent si elle était une personne morale.	Action en justice
Not an agent	(3) The Commission is not an agent of Her Majesty in right of Canada.	(3) La commission n'est pas mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.	Statut de la commission
By-laws	62. The Commission may make by-laws respecting the conduct of its business.	62. La commission peut, par règlement administratif, régir son activité.	Règlements administratifs

Staff

Executive Director	63. (1) There shall be an Executive Director of the Commission, who shall be appointed by the Commission and who, under the direction of the Chairperson, has supervision over and direction of the work, budget and staff of the Commission and is the secretary to the Commission.	63. (1) La commission nomme un directeur général qui, sous la surveillance du président, dirige ses travaux et contrôle la gestion de son personnel et de son budget. Le directeur général assume le rôle de secrétaire de la commission.	Directeur général
Absence or incapacity of Chairperson	(2) If the Chairperson is absent or unable to act or if the office of Chairperson is vacant, the members may authorize a member to assume the direction of the Chairperson over the Executive Director.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, les membres peuvent choisir l'un d'entre eux pour surveiller l'activité du directeur général.	Absence du président
Staff	64. (1) The Commission may employ such employees as it considers necessary for the proper conduct of its work and, subject to subsection (2), may prescribe their duties and the conditions of their employment.	64. (1) La commission peut employer les personnes qu'elle estime nécessaires à l'exercice de ses activités, définir leurs fonctions et, sous réserve du paragraphe (2), fixer leurs conditions d'emploi.	Personnel
General consistency	(2) The conditions of employment respecting remuneration and benefits and the payment of expenses must be generally consistent with the conditions established by the Treasury Board for persons employed in the public service as defined in subsection 11(1) of the <i>Financial Administration Act</i> .	(2) En ce qui a trait à la rémunération, aux avantages et aux indemnités, ces conditions d'emploi doivent être comparables, de façon générale, à celles que fixe le Conseil du Trésor pour la fonction publique fédérale, au sens donné à « fonction publique » au paragraphe 11(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	Conditions d'emploi

Presumption	(3) The members, Executive Director and employees of the Commission are deemed to be employees for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and to be employed in the public service of Canada for the purposes of any regulation made pursuant to section 9 of the <i>Aeronautics Act</i> .	(3) Les membres, le directeur général et le personnel de la commission sont réputés être agents de l'État pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> et occuper un emploi au sein de l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris en vertu de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> .	Présomption
-------------	--	--	-------------

Financial Provisions

Dispositions financières

Annual budget	65. (1) The Commission shall annually submit a budget for the next following fiscal year to the Minister for consideration.	65. (1) La commission établit annuellement un budget de fonctionnement pour l'exercice suivant et le soumet à l'examen du ministre.	Budget annuel
Accounts	(2) The Commission shall maintain books of account and records in relation thereto in accordance with accounting principles recommended by the Canadian Institute of Chartered Accountants or its successor.	(2) La commission tient les documents comptables nécessaires, en conformité avec les principes comptables recommandés par l'Institut canadien des comptables agréés, ses successeurs ou ses ayants droit.	Livres comptables
Consolidated financial statements	(3) The Commission shall annually prepare consolidated financial statements in accordance with the accounting principles referred to in subsection (2) and shall include therein such information or statements as are required in support of the consolidated financial statements.	(3) La commission établit annuellement, en conformité avec les mêmes principes comptables, des états financiers consolidés; elle réunit en outre les autres renseignements ou documents nécessaires à l'appui de ceux-ci.	États financiers consolidés
Audit	(4) The accounts, financial statements and financial transactions of the Commission shall be audited annually by the Auditor General of Canada and a report of the audit shall be made to the Commission and forthwith sent to the Minister.	(4) Le vérificateur général du Canada vérifie chaque année les comptes, les états financiers et les opérations financières de la commission, et présente son rapport à celle-ci qui le transmet au ministre dans les meilleurs délais.	Vérification

Annual Report

Rapport annuel

Annual report	66. (1) Subject to subsection (2), the Commission shall, within three months after the end of each fiscal year, submit to the Minister a report on the activities of the Commission in that year.	66. (1) Dans les trois mois qui suivent la fin de chaque exercice, la commission présente au ministre son rapport d'activité pour cet exercice.	Rapport annuel
Idem	(2) The report for the year in which this Part is repealed shall be submitted before the repeal.	(2) Toutefois, le rapport concernant l'exercice au cours duquel la présente partie cesse d'avoir effet est présenté avant la date de cessation d'effet.	Dernier rapport
Tabling in Parliament	67. The Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament within the first thirty days on which that House is sitting after the day on which the Minister receives it.	67. Le ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les trente premiers jours de séance de celle-ci suivant la réception du rapport.	Dépôt au Parlement

Tabling in
Council of
Northwest
Territories

68. (1) On the tabling in a House of Parliament of a copy of the report, the Minister shall submit copies of it to the government leader of the Northwest Territories and to Tungavik, and the government leader shall lay a copy of the report before the Council of the Northwest Territories within the first thirty days on which the Council is sitting after the day on which the government leader receives it.

68. (1) Dès le dépôt devant l'une des chambres du Parlement, le ministre en transmet des exemplaires au chef du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, qui en dépose un au Conseil des Territoires du Nord-Ouest dans les trente premiers jours de séance de celui-ci qui suivent la réception du rapport. Le ministre transmet également des exemplaires du rapport à Tungavik.

Dépôt au
Conseil des
Territoires du
Nord-Ouest

Tabling in
Legislative
Assembly of
Nunavut

(2) On the tabling in a House of Parliament of a copy of the report for the year in which section 3 comes into force, the Minister shall, in addition to submitting copies as described in subsection (1), submit copies of it to the government leader of Nunavut or, if the leader has not yet been chosen, the Commissioner of Nunavut, and the government leader or Commissioner, as the case may be, shall lay a copy of the report before the Assembly within the first thirty days on which the Assembly is sitting after the day on which the government leader or Commissioner receives it.

(2) Pour ce qui est du rapport concernant l'exercice où l'article 3 entre en vigueur, dès le dépôt devant l'une des chambres du Parlement, le ministre en transmet des exemplaires au chef du gouvernement du Nunavut ou, à défaut, au commissaire du Nunavut. Le chef du gouvernement ou le commissaire, selon le cas, en dépose un exemplaire devant l'assemblée dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant la réception du rapport.

Dépôt à
l'assemblée

Repeal

69. This Part is repealed on the day that is three months after the day on which section 3 comes into force or on such earlier day as the Governor in Council may fix by order.

69. La présente partie cesse d'avoir effet à la date fixée par décret du gouverneur en conseil, mais au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de l'article 3.

Cessation
d'effet

Repeal

Cessation d'effet

PART IV

PARTIE IV

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Expenditures

Dépenses

Expenditures

70. Until the first Legislative Assembly of Nunavut is convened, the Commissioner of Nunavut may authorize the payment of monies out of the Nunavut Consolidated Revenue Fund for the purposes of defraying expenses incurred in respect of Nunavut for which there is no other lawful authority to defray.

70. Jusqu'à ce que soit convoquée la première assemblée législative et en l'absence d'autre source de financement, le commissaire du Nunavut peut autoriser le prélèvement sur le Trésor du Nunavut et l'affectation des fonds nécessaires au paiement des dépenses liées à l'établissement du Nunavut.

Pouvoirs du
commissaire

Interim
Commissioner
of Nunavut

Interim Commissioner of Nunavut
71. (1) The Governor in Council may establish the office of Interim Commissioner of Nunavut and may appoint a person to hold

Commissaire provisoire du Nunavut

71. (1) Le gouverneur en conseil peut créer la charge de commissaire provisoire du Nunavut et en nommer le titulaire, qui 35

Commissaire
provisoire du
Nunavut

that office during pleasure until the appointment of the first Commissioner of Nunavut.

exerce ses fonctions à titre amovible jusqu'à la nomination du premier commissaire du Nunavut.

Directions	(2) The Interim Commissioner shall act in accordance with any written directions given to the Interim Commissioner by the Minister.	(2) Dans l'exercice de ses fonctions, le commissaire provisoire se conforme aux instructions écrites que lui donne le ministre.	Instructions 5
Publication	(3) Directions respecting the exercise of the powers conferred by section 72 or 75 shall be published in such manner as the Minister may determine.	(3) Les instructions qui concernent les pouvoirs conférés au commissaire provisoire par les articles 72 et 75 sont publiées suivant les modalités fixées par le ministre.	Publication 10
Powers generally	<p>72. (1) The Interim Commissioner may</p> <p>(a) recruit for employment by the Government of Nunavut such persons as the Interim Commissioner considers necessary for the operations of that Government on its establishment;</p> <p>(b) prescribe the duties of the persons referred to in paragraph (a) and the conditions of their employment consistent with the conditions of employment established by the Government of the Northwest Territories for its employees;</p> <p>(c) establish systems and processes for the Government of Nunavut, including the organization and administration of territorial courts; and</p> <p>(d) carry out such other functions as the Governor in Council may, by order, assign to the Interim Commissioner for the purposes of facilitating the assumption by the Government of Nunavut of any of its powers, duties or functions.</p>	<p>72. (1) Le commissaire provisoire peut :</p> <p>a) recruter les personnes qu'il estime nécessaires à titre de futurs fonctionnaires du Nunavut;</p> <p>b) définir les fonctions des personnes mentionnées à l'alinéa a) et fixer leurs conditions d'emploi, celles-ci devant être comparables aux conditions d'emploi des fonctionnaires des Territoires du Nord-Ouest;</p> <p>c) fixer les modalités d'organisation des pouvoirs publics du Nunavut, notamment en matière judiciaire;</p> <p>d) exercer toute autre fonction que lui assigne par décret le gouverneur en conseil en vue de la prise en charge par le gouvernement du Nunavut de ses attributions.</p>	<p>Pouvoirs généraux</p> <p>15</p> <p>20</p> <p>25</p> <p>30</p>
Agreements binding	(2) Agreements entered into pursuant to paragraph (1)(a) are binding on the Government of Nunavut.	(2) Les mesures prises en application de l'alinéa (1)a) lient le gouvernement du Nunavut.	Futurs fonctionnaires 30
Alteration, etc. of systems	(3) The Government of Nunavut may alter, revoke or replace any system or process established pursuant to paragraph (1)(c).	(3) Le gouvernement du Nunavut peut annuler, modifier ou remplacer, à son appréciation, les modalités fixées en application de l'alinéa (1)c).	Modification des méthodes et procédés
Agreements	<p>73. (1) The Interim Commissioner may, with the approval of the Governor in Council, enter into agreements</p> <p>(a) with the Government of Canada, the Northwest Territories or any province or with any other body for the carrying out on behalf of Nunavut of programs previ-</p>	<p>73. (1) Le commissaire provisoire peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure :</p> <p>a) avec le gouvernement du Canada, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, le gouvernement d'une province ou tout autre organisme, des accords en vue</p>	Accords 40

ously carried out by the Government of the Northwest Territories;

(b) with the Government of Canada or the Northwest Territories for funding in respect of Nunavut; and

(c) with the Government of the Northwest Territories for the division of its assets and liabilities between Nunavut and the Northwest Territories.

de l'exécution, au nom du Nunavut, de programmes antérieurement assumés par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest;

5 b) avec le gouvernement fédéral ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, des accords de financement concernant le Nunavut;

c) avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, des accords en vue du partage, entre eux, de l'actif et du passif des Territoires du Nord-Ouest.

Agreements binding

(2) Subject to subsections (3) and (4), 10 agreements entered into pursuant to this section are binding on the Government of Nunavut.

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), ces accords lient le gouvernement du Nunavut.

Caractère obligatoire

15

Termination

(3) The Government of Nunavut may, by giving notice in writing, terminate an agreement entered into pursuant to paragraph (1)(a) at the end of the fiscal year following that in which the notice is given.

(3) Le gouvernement du Nunavut peut, 15 sur préavis écrit donné au cours d'un exercice, mettre fin à tout accord visé à l'alinéa (1)a) à la clôture de l'exercice suivant.

Cessation

Idem

(4) An agreement entered into pursuant to paragraph (1)(b) terminates two years after the coming into force of section 3, unless the agreement provides for an earlier termination.

(4) Tout accord visé à l'alinéa (1)b) prend 20 fin à la date qui y est prévue ou, au plus tard, deux ans à compter de l'entrée en vigueur de l'article 3.

Expiration

Carrying out of programs

74. The Government of Canada or the Northwest Territories may carry out any program in accordance with any agreement entered into pursuant to paragraph 73(1)(a).

74. Les gouvernements du Canada et des 25 Territoires du Nord-Ouest sont habilités à mettre en oeuvre tout programme ayant fait l'objet d'un accord visé à l'alinéa 73(1)a).

Mise en oeuvre des programmes

Staff

75. (1) The Interim Commissioner may employ such employees as the Interim Commissioner considers necessary for the proper conduct of the Interim Commissioner's work and may prescribe their duties and the conditions of their employment consistent with the conditions of employment established by the Government of the Northwest Territories for its employees.

75. (1) Le commissaire provisoire peut 30 employer les personnes qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions, définir leurs fonctions et fixer leurs conditions d'emploi, celles-ci devant être comparables aux conditions d'emploi des fonctionnaires des Territoires du Nord-Ouest.

Personnel

35

Termination of employment

(2) The employment of persons by the Interim Commissioner terminates not later than the day on which the first Commissioner of Nunavut is appointed, but that termination does not entitle them to severance pay.

(2) L'emploi de ces personnes prend fin au plus tard à la date de nomination du premier commissaire du Nunavut; il est entendu qu'elles n'ont alors droit à aucune indemnité de départ.

Fin de l'emploi

40

Council of the Northwest Territories

Conseil des Territoires du Nord-Ouest

Sitting members

76. (1) A member of the Council of the Northwest Territories whose electoral dis-

76. (1) L'entrée en vigueur de l'article 3 met fin au mandat du membre du Conseil

Membres du Conseil

strict does not include any of the communities listed in Schedule II ceases, on the coming into force of section 3, to be a member of the Council.

Change of
name

(2) If the name of a community listed in Schedule II is changed, the reference in that Schedule to the name of the community shall be construed as a reference to the new name of the community.

des Territoires du Nord-Ouest représentant une circonscription électorale qui ne comprend aucune des collectivités énumérées à l'annexe II.

(2) La mention, à l'annexe II, d'une collectivité dont le nom a été modifié par la suite vaut mention de celle-ci sous son nouveau nom.

5 Changement de
nom

PART V

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS AND COMING INTO FORCE

R.S., c. N-27

Northwest Territories Act

77. The definition "Territories" in section 2 of the *Northwest Territories Act* is repealed and the following substituted therefor:

"Territories"
« territoires »

"Territories" means the Northwest Territories, which comprise all that part of Canada north of the sixtieth parallel of north latitude and west of the boundary described in Schedule I to the *Nunavut Act* that is not within the Yukon Territory.

Other Consequential Amendments

78. The Acts referred to in Schedule III are amended in the manner and to the extent indicated in that Schedule.

Coming into Force

Coming into
force

79. (1) Subject to subsection (2), this Act or any provision of this Act or of any Act as amended by this Act shall come into force on April 1, 1999 or on such earlier day or days as the Governor in Council may fix by order.

Idem

(2) Part III shall come into force on the day that is six months after the day on which this Act is assented to or on such earlier day as the Governor in Council may fix by order.

PARTIE V

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Loi sur les Territoires du Nord-Ouest

L.R., ch. N-27

77. La définition de « territoires », à l'article 2 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« territoires » Les Territoires du Nord-Ouest, lesquels comprennent la partie du territoire canadien située au nord du soixantième parallèle et à l'ouest de la limite décrite à l'annexe I de la *Loi sur le Nunavut*, à l'exclusion des secteurs faisant partie du Yukon.

« territoires »
"territoires"

Autres modifications corrélatives

78. Les lois visées à l'annexe III sont modifiées conformément aux indications de celle-ci.

Entrée en vigueur

79. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi ou telle de ses dispositions ou des dispositions de toute autre loi qui sont modifiées par la présente loi entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil, mais au plus tard le 1^{er} avril 1999.

Entrée en
vigueur

(2) La partie III entre en vigueur à la date mais au plus tard six mois après la date de sanction de la présente loi.

Idem

EXPLANATORY NOTES

Clause 77: The definition “Territories” at present reads as follows:

“Territories” means the Northwest Territories, which comprise

- (a) all that part of Canada north of the sixtieth parallel of north latitude, except the portions thereof that are within the Yukon Territory, the Province of Quebec or the Province of Newfoundland, and
- (b) the islands in Hudson Bay, James Bay and Ungava Bay, except those islands that are within the Province of Manitoba, the Province of Ontario or the Province of Quebec.

Clause 78: Schedule III contains amendments that are consequential on the creation of Nunavut. In addition, amendments in the English version would substitute nouns for masculine pronouns.

NOTES EXPLICATIVES

Article 77. — Texte actuel de la définition de « territoires » :

« territoires » Les Territoires du Nord-Ouest, lesquels comprennent :

- a) la partie du territoire canadien située au nord du soixantième parallèle de latitude nord, moins les secteurs faisant partie du territoire du Yukon, de la province de Québec ou de la province de Terre-Neuve;
- b) les îles de la baie d'Hudson, de la baie James et de la baie Ungava, à l'exception de celles qui sont situées dans les provinces du Manitoba, d'Ontario ou de Québec.

Article 78. — Modification de diverses lois conséquemment à la constitution du territoire du Nunavut. Certaines anomalies d'ordre linguistique ou matériel ont également été corrigées.

SCHEDULE I
(Section 3)

WESTERN BOUNDARY OF NUNAVUT

Commencing at the intersection of 60°00'N latitude with 102°00'W longitude, being the intersection of the Manitoba, Northwest Territories and Saskatchewan borders;

thence due north to the intersection of 102°00'W longitude and 64°14'N latitude near the south shore of the Thelon River;

thence west northwesterly in a straight line to the intersection of 64°50'N latitude and 109°20'W longitude, north of Gloworm Lake;

thence northwesterly in a straight line to the intersection of 65°30'N latitude and 110°40'W longitude, west of Contwoyto Lake;

thence due west to the intersection of 65°30'N latitude and 112°30'W longitude, east of Itchen Lake;

thence northwesterly in a straight line to a point on the southeastern boundary of the Inuvialuit Settlement Region, being the intersection of 68°00'N latitude and 120°40'51''W longitude;

thence due north to the intersection of 120°40'51''W longitude and the shoreline of Amundsen Gulf;

thence easterly in a straight line to the intersection of the northerly bank of Kugalak River and the shoreline of Penny Bay in Amundsen Gulf;

thence generally easterly following the northerly bank of Kugalak River to the intersection of that bank and 116°38'10''W longitude at approximate 69°38'N latitude;

thence northwesterly in a straight line to the intersection of 69°53'20''N latitude and 117°08'40''W longitude;

thence northerly in a straight line to the intersection of 70°00'N latitude and 117°07'W longitude;

thence due east to the intersection of 70°00'N latitude and 112°53'W longitude;

thence due south to the intersection of 112°53'W longitude and 69°50'N latitude;

thence due east to the intersection of 69°50'N latitude and 112°39'W longitude;

thence due north to the intersection of 112°39'W longitude and the shoreline of Quunnguq Lake at approximate 69°51'N latitude;

thence easterly, northerly and westerly following the sinuosities of the shoreline of Quunnguq Lake to the intersection of that shoreline and 112°30'W longitude at approximate 69°54'50''N latitude;

thence due north to the intersection of 112°30'W longitude and 70°00'N latitude;

thence due east to the intersection of 70°00'N latitude and 110°00'W longitude; and finally

ANNEXE I
(article 3)

LIMITE OUEST DU TERRITOIRE DU NUNAVUT

Point de départ : l'intersection du parallèle de 60° et du méridien de 102°, soit l'intersection des limites du Manitoba, des Territoires du Nord-Ouest et de la Saskatchewan;

de là, plein nord jusqu'à l'intersection du méridien de 102° et du parallèle de 64° 14', près de la rive sud de la rivière Thelon;

de là, vers l'ouest nord-ouest, en ligne droite, jusqu'à l'intersection du parallèle de 64° 50' et du méridien de 109° 20', au nord du lac Gloworm;

de là, vers le nord-ouest, en ligne droite, jusqu'à l'intersection du parallèle de 65° 30' et du méridien de 110° 40', à l'ouest du lac Contwoyto;

de là, plein ouest, jusqu'à l'intersection du parallèle de 65° 30' et du méridien de 112° 30', à l'est du lac Itchen;

de là, vers le nord-ouest, en ligne droite, jusqu'à l'intersection du parallèle de 68° et du méridien de 120° 40' 51'', sur la limite sud-est du territoire des Inuvialuit;

de là, plein nord, suivant ce méridien, jusqu'à l'intersection de celui-ci et du rivage du golfe Amundsen;

de là, vers l'est, en ligne droite, jusqu'à l'intersection de la rive nord de la rivière Kugalak et du rivage de la baie Penny dans le golfe Amundsen;

de là, vers l'est de façon générale, le long de la rive nord de la rivière Kugalak, jusqu'à l'intersection de cette rive et du méridien de 116° 38' 10'', à environ 69° 38' de latitude;

de là, vers le nord-ouest, en ligne droite, jusqu'à l'intersection du parallèle de 69° 53' 20'' et du méridien de 117° 08' 40'';

de là, vers le nord, en ligne droite, jusqu'à l'intersection du parallèle de 70° et du méridien de 117° 07';

de là, plein est, suivant ce parallèle, jusqu'à l'intersection de celui-ci et du méridien de 112° 53';

de là, plein sud, jusqu'à l'intersection de ce méridien et du parallèle de 69° 50';

de là, plein est, suivant ce parallèle, jusqu'à l'intersection de celui-ci et du méridien de 112° 39';

de là, plein nord, suivant ce méridien, jusqu'à l'intersection de celui-ci et du rivage du lac Quunnguq, à environ 69° 51' de latitude;

de là, vers l'est, vers le nord et vers l'ouest, le long du rivage du même lac, jusqu'à l'intersection du rivage et du méridien de 112° 30', à environ 69° 54' 50'' de latitude;

de là, plein nord, suivant ce méridien, jusqu'à l'intersection de celui-ci et du parallèle de 70°;

de là, plein est, suivant ce parallèle, jusqu'à l'intersection de celui-ci et du méridien de 110°;

hence due north along 110°00'W longitude to its intersection
with the northern limits of Canada, being the termination of
this boundary.

de là, plein nord, suivant ce méridien, jusqu'à l'intersection de
celui-ci et de la frontière nord du Canada.

SCHEDULE II
(Section 76)ANNEXE II
(article 76)

COMMUNITIES

COLLECTIVITÉS

INUVIK REGION

RÉGION D'INUVIK

Aklavik
Arctic Red River
Colville Lake
Délina
Fort Good Hope
Fort McPherson
Fort Norman
Inuvik
Norman Wells
Paulatuk
Sachs Harbour
Tuktoyaktuk

Aklavik
Arctic Red River
Colville Lake
Délina
Fort Good Hope
Fort McPherson
Fort Norman
Inuvik
Norman Wells
Paulatuk
Sachs Harbour
Tuktoyaktuk

FORT SMITH REGION

RÉGION DE FORT SMITH

Detah
Enterprise
Fort Liard
Fort Providence
Fort Resolution
Fort Simpson
Fort Smith
Hay River
Hay River Reserve
Jean Marie River
Kakisa
Lac La Martre
Lutselk's (Snowdrift)
Nahanni Butte
Rae-Edzo
Rae Lakes
Reliance
Snare Lake
Trout Lake
Wrigley
Yellowknife

Detah
Enterprise
Fort Liard
Fort Providence
Fort Resolution
Fort Simpson
Fort Smith
Hay River
Hay River Reserve
Jean Marie River
Kakisa
Lac La Martre
Lutselk's (Snowdrift)
Nahanni Butte
Rae-Edzo
Rae Lakes
Reliance
Snare Lake
Trout Lake
Wrigley
Yellowknife

KITIKMEOT REGION

RÉGION DE KITIKMEOT

Holman

Holman

SCHEDULE III
(Section 78)

ANNEXE III
(article 78)

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. A-1

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

1. Schedule I is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "Other Government Institutions", the following:

1. L'annexe I est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut 5

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

2. Schedule I is further amended by striking out, under the heading "Other Government Institutions", the following:

2. L'annexe I est modifiée par suppression, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Office of the Interim Commissioner of Nunavut 15

R.S., c. A-2

Aeronautics Act

Loi sur l'aéronautique

L.R., ch. A-2

3. Paragraph (e) of the definition "superior court" in subsection 3(1) is repealed and the following substituted therefor:

3. L'alinéa e) de la définition de « juridiction supérieure », au paragraphe 3(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

e) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut. 20

1991, c. 46

Bank Act

Loi sur les banques

1991, ch. 46

4. Paragraph (f) of the definition "court" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

4. L'alinéa f) de la définition de « tribunal », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(f) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

f) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut. 25

5. The definition "agency" in subsection 427(5) is repealed and the following substituted therefor:

5. La définition de « agence », au paragraphe 427(5), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"agency"
• agence •

"agency" means, in a province, the office of the Bank of Canada or its authorized representative but does not include its Ottawa office, and in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut means

« agence » Dans une province, le bureau de la Banque du Canada ou de son représentant autorisé, à l'exception de son bureau d'Ottawa; au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, le bureau du

« agence »
"agency"

the office of the clerk of the court of each of those territories respectively;

greffier du tribunal de chacun de ces territoires respectivement.

R.S., c. B-3;
1992, c. 27, s. 2

Bankruptcy and Insolvency Act

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

L.R., ch. B-3;
1992, ch. 27,
art. 2

6. Paragraph 183(1)(h) is repealed and the following substituted therefor:

(h) in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, the Supreme Court.

6. L'alinéa 183(1)h) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

h) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême.

7. Section 184 is repealed and the following substituted therefor:

7. L'article 184 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Appointment of
officers

184. Each of the following persons, namely,

(a) the Chief Justice of the court,

(b) in Quebec, the Chief Justice or the Associate Chief Justice in the district to which the Chief Justice or Associate Chief Justice was appointed,

(c) in the Yukon Territory, the Commissioner of the Yukon Territory,

(d) in the Northwest Territories, the Commissioner of the Northwest Territories, 20 and

(e) in Nunavut, the Commissioner of Nunavut,

shall appoint and assign such registrars, clerks and other officers in bankruptcy as deemed necessary for the transaction or disposal of matters in respect of which power or jurisdiction is given by this Act and may specify or limit the territorial jurisdiction of any such officer. 30

184. Chacune des personnes énumérées ci-dessous procède aux nominations et affectations de registraires, commis et autres fonctionnaires en matière de faillite qu'elle juge utiles pour l'expédition des questions au sujet desquelles la présente loi accorde compétence 15 ou pouvoir, et peut spécifier ou restreindre la compétence territoriale de ces registraires, commis ou autres fonctionnaires :

10 Nomination de
registraires, etc.

a) le juge en chef du tribunal;

b) dans la province de Québec, le juge en chef ou le juge en chef adjoint du district pour lequel il a été nommé;

c) dans le territoire du Yukon, le commissaire du Yukon;

d) dans les Territoires du Nord-Ouest, le 25 commissaire des Territoires du Nord-Ouest;

e) dans le territoire du Nunavut, le commissaire du Nunavut.

R.S., c. C-5

Canada Evidence Act

Loi sur la preuve au Canada

L.R., ch. C-5

8. Subsection 22(2) is repealed and the following substituted therefor:

(2) Evidence of any proclamation, order, regulation or appointment made by the Lieutenant Governor or Lieutenant Governor in Council of the Northwest Territories, as constituted prior to September 1, 1905, or by the Commissioner in Council of the Yukon Territory, the Commissioner in Council of the Northwest Territories or the Legislature for Nunavut, may be given by the production of

8. Le paragraphe 22(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) La preuve de toute proclamation, de tout décret ou règlement pris, ou de toute nomination faite par le lieutenant-gouverneur ou par le lieutenant-gouverneur en conseil des Territoires du Nord-Ouest, tels qu'ils étaient constitués antérieurement au 1^{er} septembre 1905, ou par le commissaire en conseil du Yukon, le commissaire en conseil des Territoires du Nord-Ouest ou la Législature 40

Pour les
territoires

In the case of
the territories

a copy of the *Canada Gazette* purporting to contain a copy of the proclamation, order, regulation or appointment, or a notice thereof.

du Nunavut, peut aussi être faite par la production d'un exemplaire de la *Gazette du Canada* donné comme contenant une copie ou un avis de cette proclamation, de ce décret, de ce règlement ou de cette nomination. 5

R.S., c. C-8

*Canada Pension Plan**Régime de pensions du Canada*

L.R., ch. C-9

9. Subsection 114(1) is repealed and the following substituted therefor:

5 9. Le paragraphe 114(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Definition of
"included
province"

114. (1) In this section, "included province" means a province other than the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, except a province providing a comprehensive pension plan unless at the time in respect of which the description is relevant there is in force an agreement entered into under subsection 4(3) with the government of that province.

114. (1) Au présent article, « province incluse » désigne une province autre que le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le 10 Nunavut, sauf une province instituant un régime général de pensions à moins que n'y soit en vigueur, au moment auquel le contexte se rapporte, un accord conclu en vertu du 15 paragraphe 4(3) avec le gouvernement de cette 15 province.

Définition de
« province
incluse »

R.S., c. 36 (2nd
Supp.)

*Canada Petroleum Resources Act**Loi fédérale sur les hydrocarbures*

L.R., ch. 36 (2^e
suppl.)

10. Paragraph (a) of the definition "frontier lands" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

10. L'alinéa a) de la définition de « terres domaniales », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(a) the Yukon Territory, the Northwest Territories, Nunavut or Sable Island, or 20

a) soit au Yukon, dans les Territoires du 20 Nord-Ouest, au Nunavut, ou dans l'île de Sable;

R.S., c. C-13

*Canadian Centre for Occupational Health and Safety Act**Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail*

L.R., ch. C-13

11. Paragraph 4(b) is repealed and the following substituted therefor:

11. L'alinéa 4b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(b) thirteen other governors, one to be nominated by the lieutenant governor in council of each of the ten provinces, one to be nominated by the Commissioner of the Yukon Territory, one to be nominated by the Commissioner of the Northwest Territories and one to be nominated by the Commissioner of Nunavut; 30

b) treize personnes proposées respective- 25 ment par le lieutenant-gouverneur en conseil de chacune des dix provinces, le commissaire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest et celui du Nunavut;

12. Subsection 26(4) is repealed and the following substituted therefor:

12. Le paragraphe 26(4) est abrogé et 30 remplacé par ce qui suit :

Report to be
sent to each
province

(4) Forthwith after the report is laid before Parliament under subsection (2), the Minister shall send a copy of it to the lieutenant governor of each province, the Commissioner of the Yukon Territory, the Commissioner of the Northwest Territories and the Commissioner of Nunavut.

(4) Dès le dépôt du rapport devant le Parlement conformément au paragraphe (2), le 35 ministre en expédie un exemplaire au lieutenant-gouverneur de chaque province, au commissaire du Yukon, à celui des Territoires du Nord-Ouest et à celui du Nunavut.

Copie du
rapport aux
provinces et
territoires

13. (1) All that portion of the definition “federal authority” in subsection 2(1) following paragraph (d) thereof is repealed and the following substituted therefor:

but does not include the Commissioner in Council, or an agency or body, of the Yukon Territory or the Northwest Territories, the Legislature for Nunavut or an agency or body of Nunavut, a council of the band within the meaning of the *Indian Act*, The Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, The Toronto Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, a harbour Commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act* or a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*;

(2) Paragraph (a) of the definition “federal lands” in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

(a) lands that belong to Her Majesty in right of Canada, or that Her Majesty in right of Canada has the power to dispose of, and all waters on and airspace above those lands, other than lands the administration and control of which have been transferred by the Governor in Council to the Commissioner of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut,

14. Subparagraph 48(6)(a)(i) is repealed and the following substituted therefor:

(i) in the case of land areas situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, have been withdrawn from disposal under the *Territorial Lands Act* for the purposes of land claim settlement, or

13. (1) Le passage de la définition de « autorité fédérale » qui suit l'alinéa d), au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Sont exclus le commissaire en conseil du Yukon et celui des Territoires du Nord-Ouest, la Législature du Nunavut, ainsi que tous les organismes de ces territoires, tout conseil de bande au sens donné à « conseil de la bande » dans la *Loi sur les Indiens*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto*, et les sociétés d'État au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

(2) L'alinéa a) de la définition de « territoire domanial », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou qu'elle a le pouvoir d'aliéner, ainsi que leurs eaux et leur espace aérien, à l'exception des terres dont la gestion et la maîtrise ont été transférées par le gouverneur en conseil au commissaire du Yukon, à celui des Territoires du Nord-Ouest ou à celui du Nunavut;

14. Le sous-alinéa 48(6)a)(i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) dans le cas du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut, celles qui ont été soustraites à l'application de la *Loi sur les terres territoriales* dans le cadre d'un règlement en matière de revendications territoriales,

1990, c. 44

*Canadian Laws Offshore Application Act**Loi sur l'application extracôtière des lois canadiennes*

1990, ch. 44

15. The definition “federal laws” in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

“federal laws”
• lois
fédérales »

“federal laws” includes Acts of Parliament, regulations as defined in section 2 of the *Interpretation Act* and any other rules of law within the jurisdiction of Parliament, but does not include ordinances within the meaning of the *Northwest Territories Act* or the *Yukon Act* or laws made by the Legislature for Nunavut or continued by section 29 of the *Nunavut Act*;

15. La définition de « lois fédérales », au paragraphe 2(1), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« lois fédérales » Sont compris parmi les lois fédérales : les lois du Parlement, les règlements au sens de l'article 2 de la *Loi d'interprétation* et les autres règles de droit qui relèvent de la compétence du Parlement. Sont exclues de la présente définition les ordonnances au sens de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* ou de la *Loi sur le Yukon*, ainsi que les lois de la Législature du Nunavut et autres règles de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 de la *Loi sur le Nuna-*

« lois fédérales »
• federal laws »

R.S., c. 24 (4th
Suppl.)

*Canadian Multiculturalism Act**Loi sur le multiculturalisme canadien*

L.R., ch. 24, (4^e
suppl.)

16. Paragraph (c) of the definition “federal institution” in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(c) any institution of the Council or government of the Northwest Territories or the Yukon Territory or of the Legislative Assembly for, or the government of, Nunavut, or

16. Le passage qui suit l'alinéa b) de la définition de « institutions fédérales », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Ne sont pas visés les institutions du conseil ou de l'administration du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, celles de l'assemblée législative ou de l'administration du Nunavut, ni les organismes — bande indienne, conseil de bande ou autres — chargés de l'administration d'une bande indienne ou d'autres groupes de peuples autochtones.

1989, c. 3

*Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board Act**Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports*

1989, ch. 3

17. Subsection 14(2) is repealed and the following substituted therefor:

(2) Subject to section 18, the Board may investigate a transportation occurrence where a department, the lieutenant governor in council of a province or the Commissioner of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut requests the Board to investigate and undertakes to be liable to the Board for any reasonable costs incurred by the Board in the investigation.

Request by a
department or
province

17. Le paragraphe 14(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Sous la même réserve, le Bureau peut, à la demande d'un ministère, du lieutenant-gouverneur en conseil d'une province ou du commissaire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut, à condition qu'ils s'engagent à le rembourser des frais entraînés, enquêter sur un accident de transport.

Demande d'un
ministère ou
d'une province

R.S., c. C-29

Citizenship Act

Loi sur la citoyenneté

L.R., ch. C-29

Coming into force

18. Section 37 is repealed and the following substituted therefor:

37. Sections 35 and 36 shall come into force in any of the Provinces of Ontario, Quebec, Nova Scotia, New Brunswick, British Columbia, Prince Edward Island, Saskatchewan and Newfoundland or in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut on a day fixed in a proclamation of the Governor in Council declaring those sections to be in force in that Province or any of those territories.

18. L'article 37 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

37. Les articles 35 et 36 entrent en vigueur dans l'une ou l'autre des provinces d'Ontario, de Québec, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Saskatchewan ou de Terre-Neuve, ou dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Nunavut, à la date fixée par proclamation du gouverneur en conseil à cet effet.

Entrée en vigueur

1992, c. 31

Coasting Trade Act

Loi sur le cabotage

1992, ch. 31

19. Paragraph (f) of the definition "court" in subsection 16(22) is repealed and the following substituted therefor:

(f) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof, and

19. L'alinéa f) de la définition de « tribunal », au paragraphe 16(22), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut;

R.S., c. C-36

Companies' Creditors Arrangement Act

Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies

L.R., ch. C-36

20. Paragraph (d) of the definition "court" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(d) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court;

20. L'alinéa d) de la définition de « tribunal », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême.

1992, c. 47

Contraventions Act

Loi sur les contraventions

1992, ch. 47

21. Paragraph (d) of the definition "contraventions court" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(d) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Territorial Court;

21. L'alinéa d) de la définition de « tribunal des contraventions », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) la cour territoriale, pour le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.

R.S., c. C-39

Dominion Controverted Elections Act

Loi sur les élections fédérales contestées

L.R., ch. C-39

22. Paragraph (k) of the definition "court" in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

(k) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court;

22. L'alinéa k) de la définition de « tribunal », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

k) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême.

1991, c. 48

*Cooperative Credit Associations Act**Loi sur les associations coopératives de crédit*

1991, ch. 48

23. Paragraph (f) of the definition “court” in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(f) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

23. L’alinéa f) de la définition de « tribunal », à l’article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

R.S., c. C-44

*Canada Business Corporations Act**Loi sur les sociétés par actions*

L.R., ch. C-44

24. Paragraph (e) of the definition “court” in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

24. L’alinéa e) de la définition de « tribunal », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

R.S., c. C-46

*Criminal Code**Code criminel*

L.R., ch. C-46

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 2(1)

25. (1) Subparagraph (b)(i) of the definition “Attorney General” in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(i) the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, or

25. (1) Le sous-alinéa b)(i) de la définition de « procureur général », à l’article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut,

(2) The definition “superior court of criminal jurisdiction” in section 2 is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (f) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (g) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(h) in Nunavut, the Supreme Court;

(2) La définition de « cour supérieure de juridiction criminelle », à l’article 2, est modifiée par adjonction de ce qui suit :

h) dans le territoire du Nunavut, la Cour suprême.

26. Subsection 8(1) is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(c) in Nunavut, in so far as they are inconsistent with the *Nunavut Act*.

26. Le paragraphe 8(1) est modifié par adjonction de ce qui suit :

c) dans le territoire du Nunavut, en tant qu’elles sont incompatibles avec la *Loi sur le Nunavut*.

1992, c. 51, s. 33(2)

27. Paragraph (e) of the definition “appeal court” in subsection 100(11) is repealed and the following substituted therefor:

27. L’alinéa e) de la définition de « cour d’appel », au paragraphe 100(11), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 51, par. 33(2)

(e) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court;

e) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême.

5

1992, c. 51,
s. 34

28. Paragraph (d) of the definition "court" in subsection 164(8) is repealed and the following substituted therefor:

(d) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, 10 the Supreme Court;

28. L'alinéa d) de la définition de « tribunal », au paragraphe 164(8), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême.

1992, ch. 51,
art. 34

1992, c. 1, s.
58(1) (Sch. I,
item 4)

29. Paragraph 188(4)(f) is repealed and the following substituted therefor:

(f) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the judge 15 of the Supreme Court with the earliest date of appointment to the court in question.

29. L'alinéa 188(4)f) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, le juge de la Cour suprême le plus ancien dans sa charge à ce tribunal.

1992, ch. 1, par.
58(1), ann. I,
art. 4

30. Paragraph (e) of the definition "Minister of Health" in subsection 287(6) is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Minister of National Health and Welfare; 25

30. L'alinéa e) de la définition de « ministre de la Santé », au paragraphe 287(6), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

1992, c. 51,
s. 36

31. Paragraph (d) of the definition "court" in subsection 320(8) is repealed and the following substituted therefor:

(d) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory, 30 the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court;

31. L'alinéa d) de la définition de « tribunal », au paragraphe 320(8), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême.

1992, ch. 51,
art. 36

R.S., c. 27 (2nd
Suppl.), s. 10
(Sch., subitem
6(10))

32. Paragraph (e) of the definition "judge" in section 493 is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court;

32. L'alinéa e) de la définition de « juge », à l'article 493, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, un juge de la Cour suprême. 40

L.R., ch. 27 (2^e
suppl.), art. 10,
ann., par. 6(10)

33. Section 533 is repealed and the following substituted therefor:

533. The Lieutenant Governor in Council of a province may make regulations general-

33. L'article 533 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

533. Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut, par règlement, prendre

Règlements

Regulations

ly for carrying into effect the purposes and provisions of this Part in the province and the Commissioner of the Yukon Territory, the Commissioner of the Northwest Territories and the Commissioner of Nunavut may make regulations generally for carrying into effect the purposes and provisions of this Part in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, respectively.

R.S., c. 27 (2nd Suppl.), s. 10 (Sch., subitem 6(12))

34. Paragraph (i) of the definition "judge" in section 552 is repealed and the following substituted therefor:

(i) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court.

35. (1) Paragraph 745(6)(f) is repealed and the following substituted therefor:

(f) in relation to the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, respectively, the Chief Justice of the Court of Appeal.

(2) Subsection 745(7) is repealed and the following substituted therefor:

(7) For the purposes of this section, when the appropriate Chief Justice is designating a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear an application in respect of a conviction that took place in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, the appropriate Chief Justice may designate the judge from the Court of Appeal or the Supreme Court of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, as the case may be.

36. Paragraph 812(h) is repealed and the following substituted therefor:

(h) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court.

37. Subsection 814(4) is repealed and the following substituted therefor:

(4) In the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, an appeal under section 813 shall be heard at the place where the cause of the proceedings arose or at the place nearest thereto where a court is appointed to be held.

toute mesure nécessaire à l'application de la présente partie dans la province et les commissaires du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut peuvent, par règlement, prendre toute mesure nécessaire à l'application de la présente partie dans leur territoire respectif.

34. L'alinéa i) de la définition de « juge », à l'article 552, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

i) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, un juge de la Cour suprême.

35. (1) L'alinéa 745(6)f) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, le juge en chef de la Cour d'appel.

(2) Le paragraphe 745(7) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(7) Pour l'application du présent article, le juge en chef compétent peut charger un juge de la Cour d'appel ou de la Cour suprême du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut, selon le cas, de constituer un jury qui entendra les demandes relatives aux déclarations de culpabilité prononcées dans ces territoires.

36. L'alinéa 812h) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

h) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, un juge de la Cour suprême.

37. Le paragraphe 814(4) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, un appel prévu par l'article 813 est entendu à l'endroit où la cause des procédures a pris naissance ou à l'endroit le plus

L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., par. 6(12)

10

15

20

Territoires

25

30

35

40

Territoires

45

Territories

Territories

R.S., c. C-50;
1990, c. 8, s. 21

Crown Liability and Proceedings Act

38. The definition “servant” in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

“servant”
« préposés »

“servant” includes agent, but does not include any person appointed or employed by or under the authority of an ordinance of the Yukon Territory or the Northwest Territories or a law made by the Legislature for Nunavut or continued by section 29 of the *Nunavut Act*.

R.S., c. 1
(2nd Supp.)

Customs Act

39. Paragraph (c) of the definition “court” in subsection 71(2) is repealed and the following substituted therefor:

(c) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and *Nunavut*, the Supreme Court,

1992, c. 51, s.
44(1)

40. Paragraph 138(5)(c) is repealed and the following substituted therefor:

(c) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and *Nunavut*, the Supreme Court;

R.S., c. 3
(2nd Supp.)

Divorce Act

41. Paragraph (e) of the definition “court” in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

(e) for the Yukon Territory, the Northwest Territories or *Nunavut*, the Supreme Court thereof,

42. Subsection 15(9) is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (c) thereof, by adding the word “or” at

rapproché où un tribunal a reçu instructions de se tenir.

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif

38. La définition de « préposés », à l'article 2, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« préposés » Sont assimilés aux préposés les mandataires. La présente définition exclut les personnes nommées ou engagées sous le régime d'une ordonnance du territoire du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest, 10 ou d'une loi de la Législature du Nunavut ou de toute autre règle de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 de la *Loi sur le Nunavut*.

L.R., ch. C-50;
1990, ch. 8, art.
21

5

« préposés »
“servant”

5

10

Loi sur les douanes

39. L'alinéa c) de la définition de « tribunal », au paragraphe 71(2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du *Nunavut*, la Cour suprême;

40. L'alinéa 138(5)c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du *Nunavut*, de la Cour suprême;

L.R., ch. 1 (2^e
suppl.)

15 1992, ch. 51,
par. 44(1)

1992, ch. 51,
par. 45(1)

25

41. L'alinéa e) de la définition de « tribunal », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) la Cour suprême du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du *Nunavut*.

35

42. Le paragraphe 15(9) est modifié par adjonction de ce qui suit :

L.R., ch. 3 (2^e
suppl.)

the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(e) any member of the Executive Council of Nunavut designated by the Commissioner of Nunavut.

e) à un membre du Conseil exécutif du Nunavut désigné par le commissaire du territoire.

43. The definition "Attorney General" in subsection 18(1) is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

43. La définition de « procureur général », au paragraphe 18(1), est modifiée par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

(b.1) for Nunavut, the member of the Executive Council of Nunavut designated by the Commissioner of Nunavut, and

b.1) le membre du Conseil exécutif du Nunavut désigné par le commissaire du territoire;

R.S., c. E-2

Canada Elections Act

Loi électorale du Canada

L.R., ch. E-2

44. The heading preceding section 333 is repealed and the following substituted therefor:

44. L'intertitre qui précède l'article 333 10 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Elections of Members to the Council of the Northwest Territories, the Council of the Yukon Territory and the Legislative Assembly of Nunavut

Élection des membres du Conseil des Territoires du Nord-Ouest, du Conseil du territoire du Yukon et de l'Assemblée législative du Nunavut

45. The Act is further amended by adding thereto the following section:

45. La loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

Agreement

335. (1) The Chief Electoral Officer may enter into an agreement with the Commissioner of Nunavut to conduct elections of members of the Legislative Assembly of Nunavut, in this section called "Nunavut elections", in accordance with the laws made by the Legislature for Nunavut, or continued by section 29 of the *Nunavut Act*, relating to the conduct of those elections from time to time in force after the date the agreement comes into force.

335. (1) Le directeur général des élections peut conclure avec le commissaire du Nunavut une entente pour la tenue d'élections à l'assemblée législative du territoire, conformément aux lois de la législature de celui-ci et aux autres règles de droit visées à l'article 29 de la *Loi sur le Nunavut* qui sont en vigueur au moment de chaque élection.

Entente

Payment of election expenses

(2) Sections 198 to 207 apply, subject to such adaptations and modifications as the Chief Electoral Officer directs as being necessary by reason of conditions existing in Nunavut to conduct effectively Nunavut elections, in respect of Nunavut elections conducted by the Chief Electoral Officer pursuant to an agreement under subsection (1) as though those elections were elections under this Act.

(2) Sous réserve des adaptations que le directeur général des élections juge nécessaires en raison de conditions particulières, les articles 198 à 207 s'appliquent à toute élection législative tenue au Nunavut par celui-ci conformément à l'entente conclue en vertu du paragraphe (1) comme s'il s'agissait d'une élection tenue en application de la présente loi.

Honoraires et frais

30

Reference to
Chief Electoral
Officer

(3) Where an agreement under subsection (1) is in force, the Commissioner of Nunavut shall refer to the Chief Electoral Officer any law relating to the conduct of Nunavut elections that the Legislature for Nunavut proposes to make after the date the agreement comes into force.

Application of
laws

(4) Notwithstanding anything in this Act or the *Nunavut Act*, where an agreement under subsection (1) is in force, no law made by the Legislature for Nunavut relating to the conduct of Nunavut elections applies in any such election for which the writ is issued within six months after the date the law comes into force unless, before the issue of the writ, the Chief Electoral Officer has published in the *Nunavut Gazette* a notice that the necessary preparations for the bringing into operation of the law have been made and that the law may apply in that election.

R.S., c. 23
(2nd Supp.)

Employment Equity Act

46. Paragraph (a) of the definition "employer" in section 3 is repealed and the following substituted therefor:

(a) a person who employs employees on or in connection with a work, undertaking or business of a local or private nature in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, or

R.S., c. E-6

Energy Administration Act

47. Subsection 24(2) is repealed and the following substituted therefor:

(2) Notwithstanding subsection (1), the Governor in Council may, by regulation, establish maximum prices for the various qualities and kinds of crude oil to which this Part applies that are produced, extracted or recovered in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut.

48. Subsection 40(2) is repealed and the following substituted therefor:

(2) Notwithstanding subsection (1), the Governor in Council may, by regulation, prescribe prices at which the various kinds of gas to which this Part applies that are pro-

Idem

Idem

(3) Pendant la durée de validité de l'entente, le commissaire du Nunavut consulte le directeur général des élections au sujet de tout projet de loi de la Législature du Nunavut touchant les élections législatives dans le territoire.

Consultation du
directeur
général des
élections

(4) Malgré toute disposition contraire de la présente loi ou de la *Loi sur le Nunavut*, pendant la durée de validité de l'entente, la loi de la législature touchant les élections législatives au Nunavut ne s'applique pas à l'élection pour laquelle les brefs sont délivrés dans les six mois qui suivent son entrée en vigueur à moins que, avant la délivrance des brefs, le directeur général des élections n'ait publié dans la *Gazette du Nunavut* un avis portant que les mesures nécessaires à la mise en application de la loi ont été prises et que celle-ci peut s'appliquer à l'élection.

Application des
lois de la
législature

Loi sur l'équité en matière d'emploi

L.R., ch. 23 (2^e
suppl.)

46. L'alinéa a) de la définition de « employeur », à l'article 3, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) d'une personne qui emploie des salariés au sein ou dans le cadre d'une entreprise, d'une affaire ou d'un ouvrage de nature locale et privée au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut;

Loi sur l'administration de l'énergie

L.R., ch. E-6

47. Le paragraphe 24(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Malgré le paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les prix maximaux des diverses qualités et variétés de pétrole brut auxquelles la présente partie s'applique qui sont produites, extraites ou récupérées au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut.

48. Le paragraphe 40(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Malgré le paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les prix auxquels les diverses variétés de gaz visées dans la présente partie qui sont pro-

Idem

Idem

duced, extracted, recovered or manufactured in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut are to be sold on or for delivery in any areas or zones in Canada and outside that Territory or those Territories or at any points of export from Canada.

49. Subsection 41(2) is repealed and the following substituted therefor:

Idem

(2) Where the Governor in Council prescribes prices pursuant to subsection 40(2) or (3) at which the various kinds of gas to which this Part applies that are produced, extracted, recovered or manufactured in the Yukon Territory, the Northwest Territories, Nunavut or the offshore area, as the case may be, are to be sold, sections 43 to 55 apply in respect of that Territory, those Territories or that offshore area.

R.S., c. E-15

Excise Tax Act

50. Subsection 2(2) is repealed and the following substituted therefor:

Application to territories

(2) For the purposes of this Act, the expression "Her Majesty in right of a province" includes the governments of the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut and the expression "legislature of any province" includes the Council of the Yukon Territory, the Council of the Northwest Territories and the Legislative Assembly of Nunavut.

R.S., c. E-16

Experimental Farm Stations Act

51. Paragraph 3(1)(e) is repealed and the following substituted therefor:

(e) the Provinces of Saskatchewan and Alberta and the Northwest Territories and Nunavut jointly; and

52. Paragraph 4(b) is repealed and the following substituted therefor:

(b) set apart in the Province of Manitoba, and in any one of the Provinces of Saskatchewan and Alberta and the Northwest Territories and Nunavut, such tracts of 40 unoccupied available public lands, being the property of Canada, as are necessary

duites, extraites ou récupérées au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut doivent être vendues ou livrées dans les régions ou zones de livraison au Canada 5 et à l'extérieur de ce ou ces territoires ou dans les endroits d'où elles sont exportées du Canada.

49. Le paragraphe 41(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsque le gouverneur en conseil fixe, 10 Idem en vertu des paragraphes 40(2) ou (3), les prix auxquels les diverses variétés de gaz visées dans la présente partie qui sont produites, extraites ou récupérées au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nu- 15 navut ou dans une zone extracôtière doivent être vendues, les articles 43 à 55 s'appliquent à ce ou à ces territoires ou à cette zone.

Loi sur la taxe d'accise

L.R., ch. E-1

50. Le paragraphe 2(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 20

(2) Pour l'application de la présente loi, « Sa Majesté du chef d'une province » s'entend notamment des gouvernements du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, et « législature d'une province » 25 s'entend notamment du conseil du Yukon, du conseil des Territoires du Nord-Ouest et de l'Assemblée législative du Nunavut.

Application à territoires

Loi sur les stations agronomiques

L.R., ch. E-16

51. L'alinéa 3(1)(e) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 30

e) commune pour les provinces de la Saskatchewan et d'Alberta, ainsi que pour les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut;

52. L'alinéa 4b) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 35

b) constituer en réserves foncières, respectivement dans la province du Manitoba et dans l'une des provinces nommées à l'alinéa 3(1)(e) — ou les Territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Nunavut —, les terres domaniales inoccupées et sans affec-

for the farm stations mentioned in paragraphs 3(1)(d) and (e); and

53. Section 5 is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (e) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(f) Nunavut,

54. Paragraph 8(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) conduct research and verify experiments designed to test the relative value, for all purposes, of different breeds of stock and their adaptability to the varying climatic or other conditions that prevail in the various provinces and in the Northwest Territories and Nunavut;

tation qui sont nécessaires pour les stations visées aux alinéas 3(1)d) et e);

53. L'article 5 est modifié par adjonction de ce qui suit :

f) le territoire du Nunavut.

54. L'alinéa 8a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) faire des recherches et vérifier des expériences visant à établir la valeur relative, à tous égards, des différentes races d'animaux et leur adaptabilité aux conditions variées, notamment climatiques, des diverses provinces, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut;

R.S., c. E-17

Explosives Act

55. Subparagraph 5(h)(iv) is repealed and the following substituted therefor:

(iv) persons engaged in the use of explosives in blasting operations in connection with any work or undertaking within the legislative jurisdiction of Parliament other than a work or undertaking of a local or private nature in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut;

Loi sur les explosifs

L.R., ch. E-17

55. Le sous-alinéa 5h)(iv) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(iv) des personnes qui utilisent des explosifs pour des opérations effectuées dans le cadre d'ouvrages ou d'entreprises relevant de la compétence législative du Parlement, à l'exception des ouvrages ou entreprises du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut à caractère local ou privé;

R.S., c. E-23

Extradition Act

1992, c. 13, s. 1

56. The definition “court of appeal” in section 2 is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (k) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (l) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(m) in Nunavut, the Court of Appeal;

Loi sur l'extradition

L.R., ch. E-23

56. La définition de « cour d'appel », à l'article 2, est modifiée par adjonction de ce qui suit :

m) dans le territoire du Nunavut, la Cour d'appel.

R.S., c. F-8

Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé

L.R., ch. F-8

R.S., c. 11 (3rd Suppl.), s. 1

57. Subsection 2(2) is repealed and the following substituted therefor:

57. Le paragraphe 2(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 11 (3^e suppl.), art. 1

Definition of
"province"

(2) In Parts I, II and IV and in paragraphs 15(1)(a) and (2)(a) and 16(3)(b) and (4)(b) and section 40.1, "province" does not include the Northwest Territories, the Yukon Territory or Nunavut.

(2) Aux parties I, II et IV, aux alinéas 15(1)a) et (2)a) et 16(3)b) et (4)b) et à l'article 40.1, « province » ne vise pas le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ni le Nunavut.

Définition de
« province »

5

1991, c. 50

Federal Real Property Act

58. Section 17 is repealed and the following substituted therefor:

Territorial
lands

17. (1) Notwithstanding section 3 of the *Territorial Lands Act*, sections 13 to 16 and 19 of that Act apply in respect of all federal real property in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut.

Administration
of reserved
property

(2) Where any federal real property in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut is granted in fee simple under this Act, the Minister of Indian Affairs and Northern Development has the administration of such property and rights as are reserved from the grant by virtue of subsection (1).

Idem

(3) Where an interest other than the fee simple in any federal real property in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut that is under the administration of a Minister is granted under this Act, that Minister retains the administration of such property and rights as are reserved from the grant by virtue of subsection (1).

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

59. Paragraph 118(2)(e) is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, the Supreme Court thereof.

R.S., c. F-13

Freshwater Fish Marketing Act

60. Subsection 24(1) is repealed and the following substituted therefor:

24. (1) In this section, "province to which this section applies" means any of the following provinces or territories, namely, Ontario,

Definition of
"province to
which this
section applies"

Loi sur les immeubles fédéraux

58. L'article 17 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

17. (1) Malgré l'article 3 de la *Loi sur les terres territoriales*, les articles 13 à 16 et 19 de cette loi s'appliquent aux immeubles fédéraux situés au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut.

Terres territoriales

(2) Dans le cas des immeubles fédéraux situés au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut et concédés en pleine propriété sous le régime de la présente loi, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est chargé de la gestion des immeubles et des droits sur ceux-ci qui, par application du paragraphe (1), font l'objet de réserves.

Réserves

20

(3) Lorsque tout droit autre que la pleine propriété des immeubles fédéraux situés au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut fait l'objet d'une concession sous le régime de la présente loi, le ministre chargé de leur gestion conserve la gestion de ces immeubles et des droits sur ceux-ci qui, par l'application du paragraphe (1), font l'objet de réserves.

Idem

Loi sur la gestion des finances publiques

59. L'alinéa 118(2)(e) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) de la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

L.R., ch. F-11

Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce

60. Le paragraphe 24(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

24. (1) Pour l'application du présent article, « province » s'entend de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta,

Définition de
« province »

35

Manitoba, Saskatchewan, Alberta, the Northwest Territories or Nunavut.

des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

R.S., c. F-14

Fisheries Act

1992, c. 51,
s. 50

61. Paragraph (d) of the definition "judge" in section 74 is repealed and the following substituted therefor:

(d) in the Provinces of Nova Scotia, British Columbia and Newfoundland, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court.

10

Loi sur les pêches

L.R., ch. F-14

61. L'alinéa d) de la définition de « juge », à l'article 74, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

d) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve, le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, un juge de la Cour suprême.

L.R., ch. F-32

R.S., c. F-32

Fugitive Offenders Act

R.S., c. 27 (1st
Suppl.), s. 203

62. Paragraph (h) of the definition "court" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(h) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court, or a court, provincial court judge or other judicial authority designated in this Act;

15

Loi sur les criminels fugitifs

L.R., ch. 27 (1^{er}
suppl.), art. 203

62. L'alinéa h) de la définition de « tribunal », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

h) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême, ou un tribunal, un juge de la cour provinciale ou une autre autorité judiciaire désignée dans la présente loi.

20

R.S., c. G-5

Government Employees Compensation Act

63. Section 5 is renumbered as subsection 5(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) Where an employee is usually employed in Nunavut, the employee shall for the purposes of this Act be deemed to be usually employed in the Province of Alberta.

25

Loi sur l'indemnisation des agents de l'État

L.R., ch. G-5

63. L'article 5 devient le paragraphe 5(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Ceux qui exercent habituellement leurs fonctions dans le territoire du Nunavut sont réputés les exercer dans la province d'Alber-

Territoire du
Nunavut

25

R.S., c. G-7

Government Railways Act

R.S., c. 27 (1st
Suppl.), s. 203,
c. 40 (4th
Suppl.), s. 2
(Sch., subitems
4(1) and (2))

64. Subsection 67(1) is repealed and the following substituted therefor:

67. (1) The following persons, on the application of the superintendent of any railway in their local jurisdiction, may, in their discretion, appoint any person recommended for the purpose by the superintendent to act as a constable on a railway:

Appointment of
constables

(a) any two justices of the peace or a provincial court judge in the Province of Ontario, Nova Scotia, New Brunswick,

35

Loi sur les chemins de fer de l'État

L.R., ch. G-7

64. Le paragraphe 67(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

67. (1) Les personnes énumérées ci-dessous peuvent, à discrétion, sur demande du surintendant d'un chemin de fer qui traverse la zone de leur compétence territoriale, nommer pour agir en qualité d'agents de police sur ce chemin de fer et sur son parcours les personnes qui leur sont recommandées pour cette fonction par le surintendant :

L.R., ch. 27 (1^{er}
suppl.), art.
203, ch. 40 (4^e
suppl.), art. 2,
ann., par. 4(1)
et (2)

Nomination des
agents de police

30

35

Manitoba, British Columbia or Prince Edward Island, or in the Northwest Territories or Nunavut;

(b) any judge of the Court of Appeal, Superior Court or Court of Quebec, clerk of the peace or clerk of the Crown, in the Province of Quebec;

(c) any judge of a superior court, in the Province of Saskatchewan or Alberta; and

(d) any judge of the Supreme Court or any two justices of the peace or a provincial court judge, in the Yukon Territory.

a) deux juges de paix ou un juge de la cour provinciale, dans les provinces d'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Colombie-Britannique et de l'Île-du-Prince-Édouard, dans les Territoires du Nord-Ouest et dans le territoire du Nunavut;

b) un juge de la Cour d'appel, de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec, tout greffier de la paix ou greffier de la Cour, dans la province de Québec;

c) tout juge d'une cour supérieure, dans les provinces de la Saskatchewan et d'Alberta;

d) un juge de la Cour suprême ou deux juges de paix, ou un juge de la cour provinciale dans le territoire du Yukon.

R.S., c. 40 (4th Supp.), s. 2 (Sch., subitem 4(3))

65. Paragraph 68(1)(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia, New Brunswick, Manitoba, British Columbia and Prince Edward Island and in the Northwest Territories and Nunavut, by any one justice or judge referred to in paragraph 67(1)(a);

65. L'alinéa 68(1)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) dans les provinces d'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Colombie-Britannique et de l'Île-du-Prince-Édouard, et dans les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, devant l'un des juges de paix ou juges de la cour provinciale visés à l'alinéa 67(1)a);

R.S., c. 24 (3rd Supp.), Part III

Hazardous Materials Information Review Act

66. Paragraph 28(2)(e) is repealed and the following substituted therefor:

(e) not fewer than four and not more than thirteen governors to represent the governments of the ten provinces, the Government of the Yukon Territory, the Government of the Northwest Territories and the Government of Nunavut, appointed after consultation by the Minister with each of those governments.

Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

66. L'alinéa 28(2)e) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) de quatre à treize membres représentent le gouvernement des dix provinces, celui du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest et celui du Nunavut, après consultation par le ministre de chacun de ces gouvernements.

R.S., c. H-4

Historic Sites and Monuments Act

67. (1) All that portion of subsection 4(1) preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

4. (1) A Board to be called the Historic Sites and Monuments Board of Canada is

Loi sur les lieux et monuments historiques

67. (1) Le passage du paragraphe 4(1) qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. (1) Est constituée la Commission des lieux et monuments historiques du Canada,

Board established

L.R., ch. 40 (4th suppl.), art. 2, ann., par. 4(3)

L.R., ch. 24 (3rd suppl.), partie III

L.R., ch. H-4

Constitution

hereby established, consisting of eighteen members as follows:

(2) Paragraph 4(1)(d) is repealed and the following substituted therefor:

(d) two representatives for each of Ontario and Quebec, one representative for each of the other provinces, and one representative for each of the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, to be appointed by the Governor in Council.

composée des dix-huit membres, ou commissaires, suivants :

(2) L'alinéa 4(1)d) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) des représentants des provinces nommés par le gouverneur en conseil, à raison de deux pour chacune des provinces d'Ontario et de Québec et de un pour chacune des autres provinces, ainsi que pour le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut.

R.S., c. H-6

Canadian Human Rights Act

68. Paragraph 37(1)(d) is repealed and the following substituted therefor:

(d) respecting the procedure to be followed in dealing with complaints under Part III that have arisen in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut;

69. Section 63 is repealed and the following substituted therefor:

63. Where a complaint under this Part relates to an act or omission that occurred in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, it may not be dealt with under this Part unless the act or omission could be the subject of a complaint under this Part had it occurred in a province.

70. (1) Subsection 66(1) is repealed and the following substituted therefor:

66. (1) This Act is binding on Her Majesty in right of Canada, except in matters respecting the Government of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut.

(2) Section 66 is further amended by adding thereto the following subsection:

(4) The exception referred to in subsection (1) shall come into operation in respect of the Government of Nunavut on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Application in the territories

Binding on Her Majesty

Idem

R.S., c. I-2

Immigration Act

R.S., c. 28 (4th Supp.), s. 23

71. Paragraph (e) of the definition "judge" in subsection 93.1(9) is repealed and the following substituted therefor:

Loi canadienne sur les droits de la personne

L.R., ch. H-6

68. L'alinéa 37(1)d) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) la procédure relative aux plaintes déposées sous le régime de la partie III et ayant leur origine dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Nunavut;

69. L'article 63 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

63. Les plaintes déposées sous le régime de la présente partie qui portent sur des actions ou des omissions survenues dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Nunavut ne sont recevables sous ce régime que dans la mesure où elles le seraient dans les provinces.

70. (1) Le paragraphe 66(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

66. (1) La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada sauf en ce qui concerne les gouvernements du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut.

(2) L'article 66 est modifié par adjonction de ce qui suit :

(4) L'exception prévue au paragraphe (1) entre en vigueur à l'égard du gouvernement du territoire du Nunavut à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Application dans les territoires

Obligation de Sa Majesté

Idem

L.R., ch. I-2

Loi sur l'immigration

L.R., ch. 28 (4^e suppl.), art. 23

71. L'alinéa e) de la définition de « juge », au paragraphe 93.1(9), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court thereof.

R.S., c. 29 (4th Supp.), s. 11

72. Paragraph (e) of the definition “judge” in subsection 102.2(9) is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court thereof.

R.S., c. I-5

Indian Act

1992, c. 51, s. 54

73. Paragraph 14.3(5)(d) is repealed and the following substituted therefor:

(d) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, before the Supreme Court.

74. Subsection 114(1) is amended by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph:

(c.1) the Commissioner of Nunavut;

R.S., c. I-6

Department of Indian Affairs and Northern Development Act

75. Paragraph 4(b) is repealed and the following substituted therefor:

(b) the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut and their resources and affairs; and

76. Paragraphs 5(a) and (b) are repealed and the following substituted therefor:

(a) coordinating the activities in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut of the several departments, boards and agencies of the Government of Canada;

(b) undertaking, promoting and recommending policies and programs for the further economic and political development of the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut; and

e) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, un juge de la Cour suprême de ce territoire ou de ces territoires.

72. L'alinéa e) de la définition de « juge », au paragraphe 102.2(9), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, un juge de la Cour suprême de ce territoire ou de ces territoires.

S.L.R., ch. 29 (4^e suppl.), art. 11

Loi sur les Indiens

L.R., ch. I-5

73. L'alinéa 14.3(5)d) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, par la Cour suprême.

74. Le paragraphe 114(1) est modifié par insertion, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) le commissaire du territoire du Nunavut;

Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien

L.R., ch. I-6

75. L'alinéa 4b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, ainsi qu'à leurs affaires et à leurs ressources naturelles;

76. Les alinéas 5a) et b) sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) il coordonne l'activité des divers ministères et organismes fédéraux au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut;

b) il recommande, encourage et met sur pied des programmes propres à stimuler le progrès économique et l'évolution politique du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut;

1991, c. 50, s.
30

Administration

R.S., c. I-8

"province"
"province"

1991, c. 47

R.S., c. I-15

Application of
sections 12 to
14

R.S., c. I-21

77. Section 6 is repealed and the following substituted therefor:

6. The Minister has the administration of all lands situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut belonging to Her Majesty in right of Canada except those lands that were immediately before October 1, 1966 under the management, charge and direction of any minister, department, branch or agency of the Government of Canada other than the Minister of Northern Affairs and National Resources or the Department of Northern Affairs and National Resources.

*Industrial and Regional Development Act***78. The definition "province" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:**

"province" does not include the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut.

79. Subparagraph 3(2)(b)(ii) is repealed and the following substituted therefor:

(ii) the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut;

*Insurance Companies Act***80. Paragraph (f) of the definition "court" in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:**

(f) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

*Interest Act***81. Section 11 is repealed and the following substituted therefor:**

11. Sections 12 to 14 apply to Manitoba and to the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut only.

Interpretation Act

82. (1) The definitions "Act", "legislative assembly", "legislative council" or "legislature", "lieutenant governor", "lieutenant governor in council" and "province" in sub-

77. L'article 6 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. Le ministre est chargé de la gestion de toutes les terres du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada, à l'exception de celles pour lesquelles, au 30 septembre 1966, soit un ministère ou organisme fédéral autre que le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, 10 soit un ministre fédéral autre que le titulaire du ministère susmentionné avait compétence.

*Loi sur le développement industriel et régional***78. La définition de « province », à l'article 2, est abrogée et remplacée par ce qui suit :**

« province » Toute province du Canada, à l'exception du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut.

79. Le sous-alinéa 3(2)b)(ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut;

*Loi sur les sociétés d'assurances***80. L'alinéa f) de la définition de « tribunal », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

f) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

*Loi sur l'intérêt***81. L'article 11 est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

11. Les articles 12 à 14 s'appliquent uniquement au Manitoba, au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.

Loi d'interprétation

82. (1) Les définitions de « législature », « assemblée législative » ou « conseil législatif », « lieutenant-gouverneur », « lieutenant-gouverneur en conseil », « loi provinciale » et

1991, ch. 50,
art. 30Champ de
compétence

L.R., ch. I-8

« province »
"province"

1991, ch. 47

L.R., ch. I-15

30 Application des
art. 12 à 14

L.R., ch. I-21

section 35(1) are repealed and the following substituted therefor:

"Act"
« loi ... »

"Act", as meaning an Act of a legislature, includes an ordinance of the Yukon Territory or of the Northwest Territories and a law made by the Legislature for Nunavut or continued by section 29 of the *Nunavut Act*;

"legislative assembly",
"legislative council" or
"legislature"
« législature ... »

"legislative assembly", "legislative council" or "legislature" includes the Lieutenant Governor in Council and the Legislative Assembly of the Northwest Territories, as constituted before September 1, 1905, the Commissioner in Council of the Yukon Territory, the Commissioner in Council of the Northwest Territories, and the Legislature for Nunavut;

"lieutenant governor"
« lieutenant-gouverneur »

"lieutenant governor" means the lieutenant governor or other chief executive officer or administrator carrying on the government of the province indicated by the enactment, by whatever title that officer is designated, and, in relation to the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, means the Commissioner thereof;

"lieutenant governor in council"
« lieutenant-gouverneur en ... »

"lieutenant governor in council" means the lieutenant governor acting by and with the advice of, or by and with the advice and consent of, or in conjunction with the executive council of the province indicated by the enactment and, in relation to the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, means the Commissioner thereof;

"province"
« province »

"province" means a province of Canada, and includes the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut;

(2) Paragraphs (b) to (e) of the definition "standard time" in subsection 35(1) are repealed and the following substituted therefor:

(b) in relation to the Provinces of Nova Scotia, New Brunswick and Prince Edward Island, that part of the Province of Quebec lying east of the sixty-third meridian of west longitude, and that part of

« province », au paragraphe 35(1), sont abrogées et respectivement remplacées par ce qui suit :

« législature », « assemblée législative » ou « conseil législatif » Y sont assimilés l'ensemble composé du lieutenant-gouverneur en conseil et de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest, en leur état avant le 1^{er} septembre 1905, le commissaire en conseil du territoire du Yukon, le 10 commissaire en conseil des Territoires du Nord-Ouest et la Législature du Nunavut.

« lieutenant-gouverneur » Le lieutenant-gouverneur d'une province ou tout administrateur ou autre fonctionnaire de premier rang chargé du gouvernement de la province, quel que soit son titre, ainsi que le commissaire du territoire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest et celui du territoire du Nunavut.

« lieutenant-gouverneur en conseil » Le lieutenant-gouverneur d'une province agissant sur l'avis ou sur l'avis et avec le consentement du conseil exécutif de la province ou conjointement avec celui-ci, ainsi que le commissaire du territoire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest et celui du territoire du Nunavut.

« loi provinciale » Y sont assimilées les ordonnances du territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, ainsi que les lois de la Législature du Nunavut et autres règles de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 de la Loi sur le Nunavut.

« province » Province du Canada, ainsi que le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut.

(2) Les alinéas b) à e) de la définition de

« heure normale », au paragraphe 35(1), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

b) en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, dans l'Île-du-Prince-Édouard, dans les régions du Québec situées à l'est du soixante-troisième méridien de longitude ouest et dans les

« législature »,
« assemblée législative » ou
« conseil législatif »
"legislative..."

« lieutenant-gouverneur » ou
"lieutenant governor"

« lieutenant-gouverneur en conseil »
"lieutenant governor in..."

« loi provinciale »
"Act"

« province »
"province"

Nunavut lying east of the sixty-eighth meridian of west longitude, Atlantic standard time, being four hours behind Greenwich time,

(c) in relation to that part of the Province of Quebec lying west of the sixty-third meridian of west longitude, that part of the Province of Ontario lying between the sixty-eighth and the ninetieth meridians of west longitude, Southampton Island and the islands adjacent to Southampton Island, and that part of Nunavut lying between the sixty-eighth and the eighty-fifth meridians of west longitude, eastern standard time, being five hours behind Greenwich time,

(d) in relation to that part of the Province of Ontario lying west of the ninetieth meridian of west longitude, the Province of Manitoba, and that part of Nunavut, except Southampton Island and the islands adjacent to Southampton Island, lying between the eighty-fifth and the one hundred and second meridians of west longitude, central standard time, being six hours behind Greenwich time,

(e) in relation to the Provinces of Saskatchewan and Alberta, the Northwest Territories and that part of Nunavut lying west of the one hundred and second meridian of west longitude, mountain standard time, being seven hours behind Greenwich time,

(3) Paragraph (e) of the definition “superior court” in subsection 35(1) is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, the Supreme Court thereof,

régions du territoire du Nunavut situées à l'est du soixante-huitième méridien de longitude ouest, de l'heure normale de l'Atlantique, en retard de quatre heures sur l'heure de Greenwich;

c) dans les régions du Québec situées à l'ouest du soixante-troisième méridien de longitude ouest, dans les régions de l'Ontario situées entre les soixante-huitième et quatre-vingt-dixième méridiens de longitude ouest, dans l'Île Southampton et les îles voisines, et dans les régions du territoire du Nunavut situées entre les soixante-huitième et quatre-vingt-cinquième méridiens de longitude ouest, de l'heure normale de l'Est, en retard de cinq heures sur l'heure de Greenwich;

d) dans les régions de l'Ontario situées à l'ouest du quatre-vingt-dixième méridien de longitude ouest, au Manitoba, et dans les régions du territoire du Nunavut, sauf l'Île Southampton et les îles voisines, situées entre les quatre-vingt-cinquième et cent deuxième méridiens de longitude ouest, de l'heure normale du centre, en retard de six heures sur l'heure de Greenwich;

e) en Saskatchewan, en Alberta, dans les Territoires du Nord-Ouest et dans les régions du territoire du Nunavut situées à l'ouest du cent deuxième méridien de longitude ouest, de l'heure normale des Rocheuses, en retard de sept heures sur l'heure de Greenwich;

(3) L'alinéa e) de la définition de « juridiction supérieure » ou « cour supérieure », au paragraphe 35(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) la Cour suprême du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut.

R.S., c. J-1

Judges Act

83. Section 22 is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

(2.1) The senior judge and other judges of the Supreme Court of Nunavut receive the same yearly salary as their counterparts in

Loi sur les juges

L.R., ch. J-1

83. L'article 22 est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Le juge principal et les autres juges de la Cour suprême du Nunavut reçoivent respectivement le même traitement annuel

Supreme Court of Nunavut

Cour suprême du Nunavut

the Supreme Court of the Northwest Territories.

que leurs homologues de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest.

1989, c. 8, s. 10

84. (1) Subsection 27(2) is repealed and the following substituted therefor:

84. (1) Le paragraphe 27(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1989, ch. 8, art. 10

Additional allowance for northern judges

(2) There shall be paid to each judge of the Supreme Court of the Yukon Territory, the Supreme Court of the Northwest Territories, and the Supreme Court of Nunavut, who is in receipt of a salary under section 22, in addition to the allowance provided by subsection (1), a non-accountable yearly allowance of \$6,000 as compensation for the higher cost of living in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut.

(2) Les juges de la Cour suprême du territoire du Yukon, de celle des Territoires du Nord-Ouest et de celle du territoire du Nunavut rémunérés aux termes de l'article 22 reçoivent en outre, sans avoir à en rendre compte, une indemnité de vie chère de 6 000 \$ par an.

5 Indemnité supplémentaire de vie chère pour le Nord canadien

1992, c. 51, s. 8

(2) Subsection 27(6) is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 27(6) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 51, art. 8

Representational allowance

(6) A chief justice or chief judge, a puisne judge of the Supreme Court of Canada, the senior judge of the Supreme Court of the Yukon Territory, the senior judge of the Supreme Court of the Northwest Territories and the senior judge of the Supreme Court of Nunavut are entitled to be paid, as a representational allowance, reasonable travel and other expenses actually incurred by the justice or judge or the spouse of the justice or judge in discharging the special extra-judicial obligations and responsibilities that devolve on the justice or judge, to the extent that those expenses may not be reimbursed under any other provision of this Act and their aggregate amount does not exceed in any year the maximum amount indicated in respect of each office in subsection (7).

(6) Les juges en chef, les juges de la Cour suprême du Canada autres que le juge en chef, ainsi que les juges principaux des cours suprêmes du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut, ont droit, à titre de frais de représentation et pour les dépenses de déplacement ou autres entraînées, pour eux ou leur conjoint, par l'accomplissement de leurs fonctions extrajudiciaires et qui ne sont pas remboursables aux termes d'une autre disposition de la présente loi, aux indemnités maximales prévues au paragraphe (7).

Frais de représentation

R.S., c. 50 (1st Suppl.), s. 5(2)

(3) Paragraph 27(7)(e) is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'alinéa 27(7)e) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 50 (1st suppl.), par. 5(2)

(e) The senior judge of the Supreme Court of the Yukon Territory, the senior judge of the Supreme Court of the Northwest Territories and the senior judge of the Supreme Court of Nunavut, each..... 5,000.

e) le juge principal de la Cour suprême du territoire du Yukon, celui de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et celui de la Cour suprême du Nunavut 5 000 \$

(4) The definition "senior judge" in subsection 27(9) is repealed and the following substituted therefor:

(4) La définition de « juge principal », au paragraphe 27(9), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

35

“senior judge”
« juge principal »

“senior judge” of the Supreme Court of the Yukon Territory, of the Supreme Court of the Northwest Territories or of the Supreme Court of Nunavut, means the judge with the earlier date of appointment to the court in question. 5

85. (1) Paragraph 29(3)(b) is repealed and the following substituted therefor:

(b) in the case of a supernumerary judge of the Supreme Court of the Yukon Territory, the Supreme Court of the Northwest Territories or the Supreme Court of Nunavut, by the senior judge of that Court. 10

(2) Subsections 29(5) and (6) are repealed and the following substituted therefor: 15

(5) In this section, a reference to the attorney general of a province shall be construed in relation to the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut as a reference to the Commissioner thereof. 20

(6) In this section, “senior judge” of the Supreme Court of the Yukon Territory, of the Supreme Court of the Northwest Territories or of the Supreme Court of Nunavut means the judge with the earlier date of appointment to the court in question. 25

86. Subsection 33(2) is repealed and the following substituted therefor:

(2) In this section, a reference to the attorney general of a province shall be construed in relation to the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut as a reference to the Commissioner thereof. 30

87. (1) Paragraphs 40(1)(c) and (d) are repealed and the following substituted therefor: 35

(c) a judge of the Supreme Court of the Yukon Territory, the Supreme Court of the Northwest Territories or the Supreme Court of Nunavut who, within two years after retiring or resigning from that office, moves to a place of residence in one of the ten provinces; 40

(d) the surviving spouse or child, as defined in subsection 47(1), of a judge of the Supreme Court of the Yukon Territory, 45

« juge principal » Aux cours suprêmes du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut, le juge le plus ancien dans sa charge au tribunal.

« juge principal »
“senior judge”

**85. (1) L’alinéa 29(3)b) est abrogé et 5
remplacé par ce qui suit :**

b) s’il appartient à la Cour suprême du territoire du Yukon, des territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut, le juge principal de celle-ci. 10

(2) Les paragraphes 29(5) et (6) sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(5) Dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, le commissaire est, pour l’application 15
du présent article, assimilé au procureur général d’une province.

(6) Au présent article, « juge principal » s’entend, pour les cours suprêmes du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut, du juge le plus ancien dans sa charge au tribunal. 20

86. Le paragraphe 33(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, le commissaire est, pour l’application 25
du présent article, assimilé au procureur général d’une province.

**87. (1) Les alinéas 40(1)c) et d) sont 30
abrogés et remplacés par ce qui suit :**

c) au juge de la Cour suprême du territoire du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest ou de la Cour suprême du Nunavut qui, dans les deux ans 35
suivant le jour où il prend sa retraite ou démissionne, s’établit dans l’une des dix provinces;

d) au conjoint survivant ou à l’enfant, au sens du paragraphe 47(1), du juge de la 40
Cour suprême du territoire du Yukon, de

Destinataire de
l’avis dans les
territoires

Définition de
« juge principal »

Destinataire de
l’avis dans les
territoires

1989, ch. 8, par.
11(1)

Reference to
attorney
general of a
province

Definition of
“senior judge”

Reference to
attorney
general of a
province

1989, c. 8,
s. 11(1)

the Supreme Court of the Northwest Territories or the Supreme Court of Nunavut who dies while holding office as such, where the surviving spouse or child, within two years after the death, moves to a place of residence in one of the ten provinces;

R.S., c. 50 (1st Suppl.), s. 6(2)

Limitation

(2) Subsection 40(1.1) is repealed and the following substituted therefor:

(1.1) Paragraphs (1)(c) and (d) apply only in respect of a judge who resided in one of the ten provinces at the time of appointment to the Supreme Court of the Yukon Territory, the Supreme Court of the Northwest Territories or the Supreme Court of Nunavut, as the case may be.

88. Paragraph 59(1)(c) is repealed and the following substituted therefor:

(c) subject to subsection (2), one of the senior judges, as defined in subsection 22(3), of the Supreme Court of the Yukon Territory, the Supreme Court of the Northwest Territories and the Supreme Court of Nunavut; and

R.S., c. L-2

Canada Labour Code

R.S., c. 9 (1st Suppl.), s. 2

89. Paragraph 123(1)(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) on or in connection with the operation of any federal work, undertaking or business other than a work, undertaking or business of a local or private nature in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut; and

90. Paragraph 167(1)(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) to employment in or in connection with the operation of any federal work, undertaking or business, other than a work, undertaking or business of a local or private nature, in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut;

R.S., c. L-5

Land Titles Act

91. The definition "Territories" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest ou de la Cour suprême du Nunavut décédé en exercice qui, dans les deux ans suivant le jour du décès, s'établit dans l'une des dix provinces;

(2) Le paragraphe 40(1.1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1.1) Les alinéas (1)c) et d) ne s'appliquent que dans le cas des juges qui résidaient dans l'une des dix provinces au moment de leur nomination à la Cour suprême du territoire du Yukon, à la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest ou à la Cour suprême du Nunavut, selon le cas.

88. L'alinéa 59(1)c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) sous réserve du paragraphe (2), de l'un des juges principaux — au sens du paragraphe 22(3) — des cours suprêmes du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut.

Code canadien du travail

89. L'alinéa 123(1)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) dans le cadre d'une entreprise fédérale, à l'exception d'une entreprise de nature locale ou privée au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut;

90. L'alinéa 167(1)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) à l'emploi dans le cadre d'une entreprise fédérale, à l'exception d'une entreprise de nature locale ou privée au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut;

Loi sur les titres de biens-fonds

91. La définition de « Territoires », à l'article 2, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

L.R., ch. 50 (suppl.), par. 6(2)

Restriction

L.R., ch. L-2

L.R., ch. 9 (1^{er} suppl.), art. 2

L.R., ch. L-5

“Territories”
« Territoires »

“Territories” means the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut;

92. Subsection 26(2) is repealed and the following substituted therefor:

Deposit of
duplicates

(2) One of the duplicates of the bond executed under subsection (1), with the affidavits appended, shall be forthwith filed in the office of the Registrar General of Canada, and the other shall be filed in the office of the Commissioner of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut to which the appointment relates.

93. Subsection 52(1) is repealed and the following substituted therefor:

Notification of
grant of part of
closed road
allowance or
trail

52. (1) A notification to the registrar from the Commissioner of the Northwest Territories or the Commissioner of Nunavut that the land described in the notification is part of any road allowance or trail that has been closed and has been transferred to the person named as transferee in the notification, or in a transfer attached thereto, shall be accepted by the registrar and dealt with in all respects as if it were letters patent in favour of that person.

94. The definition “Territory” in subsection 55(1) is repealed and the following substituted therefor:

“Territory”
« Territoire »

“Territory” means the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut.

95. Section 101 is repealed and the following substituted therefor:

Proceedings to
enforce
mortgage or
encumbrance

101. Proceedings to enforce payment of moneys secured by a mortgage or encumbrance, to enforce the observance of the covenants, agreements, stipulations or conditions contained in any mortgage or encumbrance, for the sale of the lands mortgaged or encumbered or to foreclose the estate, interest or claim of any person in or on the land mortgaged or encumbered, as well as proceedings to redeem or discharge any land from any mortgage or encumbrance, shall be had and taken in the Yukon Territory, in the

« Territoires » Le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut.

92. Le paragraphe 26(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

(2) L'un des doubles de l'obligation, avec les affidavits annexés, est déposé sans retard au bureau du registraire général du Canada, et l'autre est déposé au bureau du commissaire du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut, selon le cas.

Dépôt des
duplicata

93. Le paragraphe 52(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

52. (1) Une notification au registraire, de la part du commissaire des Territoires du Nord-Ouest ou de celui du territoire du Nunavut, portant que le bien-fonds décrit dans cette notification fait partie d'une réserve de chemin ou de sentier qui a été fermé et a été transporté à la personne désignée comme cessionnaire dans cette notification, ou dans un transport qui y est annexé, est acceptée et traitée par le registraire comme équivalant à tous égards à des lettres patentes en faveur de cette personne.

Notification
d'une conces-
sion faisant
partie d'une
réserve de
chemin ou de
sentier qui a été
fermé

94. La définition de « Territoire », au paragraphe 55(1), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« Territoire » Le territoire du Yukon, les Ter-
ritoires du Nord-Ouest ou le territoire du
Nunavut.

« Territoire »
“Territory”

95. L'article 101 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

101. Les procédures pour contraindre au paiement de deniers garantis par hypothèque ou charge, ou à l'exécution des conventions, engagements, stipulations ou conditions contenues dans une hypothèque ou une charge, pour la vente des biens-fonds grevés d'hypothèques ou de charges ou pour forclore le droit, l'intérêt ou la réclamation de quelqu'un sur le bien-fonds hypothéqué ou grevé, ainsi que les procédures pour le rachat ou le dégrèvement de tout bien-fonds ainsi hypothéqué ou grevé, sont prises et intentées devant la Cour suprême du Yukon, celle des

Procédures
relatives à
l'exécution
d'une
hypothèque,
etc.

Northwest Territories and in Nunavut, in the Supreme Court.

96. Subsection 182(2) is repealed and the following substituted therefor:

(2) If the person or deponent fails to attend at the time and place specified in the summons, on due proof under oath that the person or deponent has been duly served with the summons and paid or offered proper conduct money according to the tariffs of fees provided for the attendance of witnesses at trials in civil causes in the court and the laws in force in the respective Territories, the judge may issue a warrant directing the sheriff of any judicial district or, in the Northwest Territories or Nunavut, any peace officer, to apprehend and bring the person or deponent before the judge for examination and to keep the person or deponent in custody until the examination.

97. Subsection 189(1) is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(c) in Nunavut, to the Court of Appeal thereof,

98. Subsection 190(1) is repealed and the following substituted therefor:

190. (1) The Court of Appeal of the Yukon Territory, of the Northwest Territories and of Nunavut may, by order, provide and from time to time change tariffs of costs payable for all services and proceedings under this Act applicable to their respective jurisdictions.

99. Wherever the expression "Northwest Territories" appears in Forms 1 to 5 and in Form 8 of the schedule, there shall be substituted therefor the expression "Northwest Territories or Nunavut".

Territoires du Nord-Ouest ou celle du Nunavut, selon le cas.

96. Le paragraphe 182(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Si cette personne ou ce déposant ne se présentent pas aux date, heure et lieu désignés, en ce cas, sur preuve suffisante sous serment qu'ils ont dûment reçu signification de l'assignation et qu'il leur a été remis ou offert une somme convenable pour leurs frais de déplacement, conformément au tarif établi pour assurer la présence devant le tribunal des témoins dans les procès civils et aux prescriptions de toute loi en vigueur dans les Territoires respectifs, le juge peut décerner un mandat adressé au shérif de toute circonscription judiciaire ou, dans les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, à tout agent de la paix, lui enjoignant d'arrêter cette personne ou ce déposant, et de les amener devant lui pour qu'il les interroge, et de les tenir sous garde jusqu'à l'interrogatoire.

97. Le paragraphe 189(1) est modifié par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) dans le territoire du Nunavut, à la Cour d'appel du Nunavut,

98. Le paragraphe 190(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

190. (1) La Cour d'appel du territoire du Yukon, la Cour d'appel des Territoires du Nord-Ouest et la Cour d'appel du Nunavut peuvent, par ordonnance, établir et modifier le tarif des frais à payer pour tous les services et toutes les procédures aux termes de la présente loi applicables à leurs juridictions respectives.

99. Dans les formules 1 à 5 et 8 de l'annexe, « ou Territoires du Nord-Ouest » est remplacé par « ou Territoires du Nord-Ouest ou territoire du Nunavut ».

Failure of person or deponent to attend

5 Défaut du déposant de comparaître

Tariff of costs

Tarif des frais

R.S., c. L-6

Canada Lands Surveys Act

100. The definition "Commissioner" in subsection 2(1) is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(c) in respect of the lands referred to in subsection 49(1) of the *Nunavut Act*, the Commissioner of Nunavut;

101. Section 22 is repealed and the following substituted therefor:

22. Sections 17 to 21 and 23 apply, with such modifications as the circumstances require, to surveys under any other Act of Parliament, any regulation made thereunder, any ordinance of the Yukon Territory or the Northwest Territories or any law made by the Legislature for Nunavut or continued by section 29 of the *Nunavut Act* where the Act, regulation, ordinance or law requires the surveys to be made by a Canada Lands Surveyor.

102. All that portion of paragraph 24(1)(a) preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(a) any lands belonging to Her Majesty in right of Canada or of which the Government of Canada has power to dispose that are situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories, Nunavut or in any National Park of Canada and any lands that are

103. Subsection 32(2) is repealed and the following substituted therefor;

(2) With respect to Canada Lands situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, all allowances laid out in surveys of roads, streets, lanes or commons in any city, town, village or settlement shall be public highways or commons.

Surveys made by Canada Lands Surveyor under other legislation

Roads, etc., to be public highways

Loi sur l'arpentage des terres du Canada

L.R., ch. L-6

100. La définition de « commissaire », au paragraphe 2(1), est modifiée par adjonction de ce qui suit :

c) pour les biens-fonds visés au paragraphe 49(1) de la *Loi sur le Nunavut*, le commissaire du territoire du Nunavut.

101. L'article 22 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

22. Les articles 17 à 21 et 23 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux travaux d'arpentage effectués en vertu de toute autre loi fédérale et de ses règlements d'application, ou des ordonnances du territoire du Yukon, des ordonnances des Territoires du Nord-Ouest ou des lois de la Législature du Nunavut ou autres règles de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 de la *Loi sur le Nunavut*, dans les cas où ces lois, règlements et ordonnances prévoient que les travaux d'arpentage doivent être exécutés par un arpenteur fédéral.

102. Le passage de l'alinéa 24(1)a) qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) les terres situées dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, le territoire du Nunavut ou les parcs nationaux du Canada qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou que le gouvernement du Canada a le droit d'aliéner, ainsi que les terres qui sont :

103. Le paragraphe 32(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Dans les terres fédérales du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut, toutes les réserves établies au cours de l'arpentage de chemins, rues, ruelles ou terrains communaux dans une ville, un village ou un établissement sont des routes publiques ou des terrains communaux.

Arpentage par des arpenteurs fédéraux en vertu d'autres lois

Territoires

104. The definition “territorial lands” in section 34 is repealed and the following substituted therefor:

“territorial
lands”
• terres ...

“territorial lands” means any lands situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut.

105. (1) Paragraph 41(2)(c) is repealed and the following substituted therefor:

(c) that any person to whom the notice of decision is mailed has a right of appeal from the decision to the Supreme Court of the Yukon Territory, of the Northwest Territories or of Nunavut, as the case may be, within sixty days after the date of the notice; and

(2) Subsection 41(4) is repealed and the following substituted therefor:

(4) Any person to whom a notice of decision is mailed under this section may, within sixty days after the date of the notice of decision and if within that time the person serves the Minister or the Commissioner with a notice of appeal, appeal from the decision of the Minister or the Commissioner to the Supreme Court of the Yukon Territory, of the Northwest Territories or of Nunavut, as the case may be.

Who may
appeal

R.S., c. L-10

Livestock Feed Assistance Act

106. The long title is repealed and the following substituted therefor:

An Act to provide assistance to livestock feeders in Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut

107. The definition “livestock feeder” in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

“livestock feeder” means a person who raises livestock in Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut;

“livestock
feeder”
• éleveur •

104. La définition de « terres territoriales », à l'article 34, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« terres territoriales » Les terres situées dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Nunavut.

• terres territo-
riales •
5 “territorial
lands”

105. (1) L'alinéa 41(2)c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) que toute personne à qui l'avis de la décision est expédié par la poste a le droit, dans les soixante jours de la date de l'avis, d'en appeler de la décision à la Cour suprême du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut, selon le cas;

(2) Le paragraphe 41(4) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Toute personne à qui un avis de décision est expédié par la poste sous le régime du présent article peut, dans les soixante jours de la date de l'avis de décision, à condition d'avoir, dans le même délai, signifié au ministre ou au commissaire un avis d'appel, en appeler de la décision du ministre ou du commissaire à la Cour suprême du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut, selon le cas.

Qualité pour
interjeter app

Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme

L.R., ch. L-10

106. Le titre intégral est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Loi accordant une aide aux éleveurs d'animaux de ferme de l'Est du Canada, de la Colombie-Britannique, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut

107. La définition de « éleveur », au paragraphe 2(1), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« éleveur » Personne qui élève des animaux de ferme dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut.

• éleveur •
“livestock
feeder”

108. Paragraphs 5(c) and (d) are repealed and the following substituted therefor:

(c) reasonable stability in the price of feed grain in Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut; and

(d) fair equalization of feed grain prices in Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut.

109. Paragraph 19(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) prescribing, with respect to payments related to the cost of feed grain storage and with respect to payments related to the cost of feed grain transportation, the classes of persons to whom and the terms and conditions on which such payments may be made and the rate of such payments within each of such areas within Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut as may be prescribed by the regulations;

Motor Vehicle Fuel Consumption Standards Act

110. Paragraph 36(4)(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) the Minister may order notice to be given by publication in the prescribed form for a period of five consecutive days in two major daily newspapers in each of the six regions of Canada, namely, the Atlantic provinces, Quebec, Ontario, the Prairie provinces, British Columbia, and the Yukon Territory, Northwest Territories and Nunavut, or by an alternative medium for such period as the Minister deems expedient, and the notice shall be deemed to be notice given in the manner prescribed for the purpose of subsection (1); or

Motor Vehicle Safety Act

111. Paragraph 8(3)(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) the Minister may order notice to be given by publication in the prescribed form

108. Les alinéas 5c) et d) sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

c) une relative stabilité du prix des céréales dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut;

d) une juste péréquation des prix des céréales dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.

109. L'alinéa 19a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) déterminer, à l'égard des sommes d'argent remises pour couvrir les dépenses liées au transport et à l'emmagasiner des céréales, les catégories de personnes admissibles ainsi que le barème et les modalités de paiement pour chacune des régions de l'Est du Canada, de la Colombie-Britannique, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut délimitées par règlement;

Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles

110. L'alinéa 36(4)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) soit ordonner la publication de l'avis, en la forme réglementaire, pendant cinq jours consécutifs, dans deux quotidiens à tirage important de chacune des six régions suivantes : les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les provinces des Prairies, la Colombie-Britannique, ainsi que le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, ou sa diffusion par d'autres moyens d'information pendant la période qu'il juge indiquée; l'avis est alors censé avoir été donné conformément au paragraphe (1);

Loi sur la sécurité des véhicules automobiles

111. L'alinéa 8(3)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) ou bien ordonner la publication de l'avis, en la forme prescrite, pendant cinq

for a period of five consecutive days in two major daily newspapers in each of the six regions of Canada, namely, the Atlantic provinces, Quebec, Ontario, the Prairie provinces, British Columbia, and the Yukon Territory, Northwest Territories and Nunavut, or by an alternative medium for such period as the Minister deems expedient and that notice shall be deemed to be notice given in a manner provided 10 under paragraph (2)(a); or

R.S., c. 30 (4th Suppl.)

Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act

1992, c. 51, s. 58(2)

112. Paragraph (d) of the definition “judge” in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

(d) in Nova Scotia, British Columbia, 15 Newfoundland, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court;

R.S., c. N-1

Narcotic Control Act

1992, c. 51, s. 59(2)

113. Paragraph (e) of the definition “judge” in section 18 is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, 25 a judge of the Supreme Court, and

R.S., c. 28 (3rd Suppl.)

National Transportation Act, 1987

114. Paragraph (e) of the definition “superior court” in section 4 is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

115. Paragraph 6(3)(b) is repealed and the following substituted therefor:

(b) the Prairie region, consisting of the Provinces of Manitoba, Saskatchewan and 35 Alberta and the Northwest Territories and Nunavut;

jours consécutifs, dans deux quotidiens à tirage important de chacune des six régions suivantes : les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les provinces 5 des Prairies, la Colombie-Britannique, ainsi que le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, ou sa diffusion par d'autres moyens d'information pendant la période qu'il juge indiquée, l'avis étant alors réputé avoir été donné conformément 10 à l'alinéa (2)a);

Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle

L.R., ch. 30 (suppl.)

112. L'alinéa d) de la définition de « juge », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) en Nouvelle-Écosse, en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve, ainsi qu'au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, un juge de la Cour suprême.

1992, ch. 51, par. 58(2)

Loi sur les stupéfiants

L.R., ch. N-1

113. L'alinéa e) de la définition de 20 « juge », à l'article 18, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest 25 et le territoire du Nunavut, un juge de la Cour suprême;

1992, ch. 51, par. 59(2)

Loi de 1987 sur les transports nationaux

L.R., ch. 28 (suppl.)

114. L'alinéa e) de la définition de « cour supérieure », à l'article 4, est abrogé et remplacé par ce qui suit : 30

e) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

115. L'alinéa 6(3)b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) la région des Prairies : les provinces 35 d'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut;

R.S., c. 31 (4th
suppl.)*Official Languages Act*

116. Paragraph (i) of the definition “federal institution” in subsection 3(1) is repealed and the following substituted therefor:

(i) any institution of the Council or government of the Northwest Territories or the Yukon Territory or of the Legislative Assembly or government of Nunavut, or

117. Paragraph 7(3)(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) an ordinance of the Northwest Territories or the Yukon Territory or a law made by the Legislature for Nunavut, or any instrument made thereunder, or

Canada Oil and Gas Operations Act

118. Paragraph 3(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) the Yukon Territory, the Northwest Territories, Nunavut or Sable Island; or

Parliament of Canada Act

119. Subparagraph 63(3)(b)(i) is repealed and the following substituted therefor:

Loi sur les langues officielles

116. La définition de « institution fédérale », au paragraphe 3(1), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5 « institutions fédérales » Les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada, dont le Sénat, la Chambre des communes et la bibliothèque du Parlement, les tribunaux fédéraux, tout organisme — bureau, commission, conseil, office ou autre — chargé de fonctions administratives sous le régime d'une loi fédérale ou en vertu des attributions du gouverneur en conseil, les ministères fédéraux, les sociétés d'État créées sous le régime d'une loi fédérale et tout autre organisme désigné par la loi à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou placé sous la tutelle du gouverneur en conseil ou d'un ministre fédéral. Ne sont pas visés les institutions du conseil ou de l'administration du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, celles de l'assemblée législative ou de l'administration du Nunavut, ni les organismes — bande indienne, conseil de bande ou autres — chargés de l'administration d'une bande indienne ou d'autres groupes de peuples autochtones.

117. L'alinéa 7(3)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

15 a) les ordonnances du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, les lois de la Législature du Nunavut, ainsi que les actes découlant de ces ordonnances et lois;

Loi sur les opérations pétrolières au Canada

118. L'alinéa 3a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

35 a) le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut et l'Île de Sable;

Loi sur le Parlement du Canada

119. Le sous-alinéa 63(3)b)(i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (4^e
suppl.)« institutions
fédérales »
5 “federal
institution”R.S., c. O-7;
1992, c. 35, s. 2L.R., ch. O-7;
1992, ch. 35,
art. 2

R.S., c. P-1

L.R., ch. P-1

(i) at the rate of fourteen thousand four hundred and seventy-five dollars per annum if the member represents an electoral district in the Northwest Territories or Nunavut,

(i) de quatorze mille quatre cent soixante-quinze dollars, s'il représente une circonscription des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut,

5

R.S., c. 32 (2nd Supp.)

Pension Benefits Standards Act, 1985

Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension

L.R., ch. 32 (2 suppl.)

120. Paragraph 4(4)(i) is repealed and the following substituted therefor:

120. L'alinéa 4(4)i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) any work, undertaking or business outside the exclusive legislative authority of provincial legislatures, and any work, undertaking or business of a local or private nature in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut.

i) un ouvrage, une entreprise ou autre activité qui ne relèvent pas de la compétence législative exclusive des provinces ou qui sont de nature locale ou privée dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Nunavut.

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

121. The schedule is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "Other Government Institutions", the following:

121. L'annexe est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

122. The schedule is further amended by striking out, under the heading "Other Government Institutions", the following:

122. L'annexe est modifiée par suppression, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

R.S., c. P-33

Public Service Employment Act

Loi sur l'emploi dans la fonction publique

L.R., ch. P-33

123. Section 32 is repealed and the following substituted therefor:

123. L'article 32 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Definition of "candidate"

32. For the purposes of sections 33 and 34, "candidate" means a candidate for election as a member of the House of Commons, a member of the legislature of a province, a member of the Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories or a member of the Legislative Assembly of Nunavut.

32. Aux articles 33 et 34, « candidat » s'entend d'un candidat à une élection à la Chambre des communes, à l'assemblée législative d'une province, au Conseil du territoire du Yukon ou à celui des Territoires du Nord-Ouest, ou à l'Assemblée législative du Nunavut.

Définition de « candidat »

124. Subsection 33(5) of the English version is repealed and the following substituted therefor:

(5) An employee who is declared elected as a member of the House of Commons, of the legislature of a province, of the Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories or of the Legislative Assembly of Nunavut thereupon ceases to be an employee.

Effect of
election

R.S., c. P-35

Public Service Staff Relations Act

125. Subsection 13(3) is repealed and the following substituted therefor:

(3) Notwithstanding paragraph (1)(c), a person is not ineligible to hold office as a member of the Board by reason only of holding office as a member of any board that may be constituted by the Commissioner in Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories or the Legislature for Nunavut with powers and duties similar to those of the Board.

Eligibility

126. Part II of Schedule I is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

127. Part II of Schedule I is further amended by striking out the following:

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

R.S., c. P-36

Public Service Superannuation Act

128. Part II of Schedule I is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

Employees of the Government of Nunavut (which Government is deemed for purposes of section 37 to be a Public Service corporation)

124. Le paragraphe 33(5) de la version anglaise est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(5) An employee who is declared elected as a member of the House of Commons, of the legislature of a province, of the Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories or of the Legislative Assembly of Nunavut thereupon ceases to be an employee.

Effect of
election

10

L.R., ch. P-35

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

125. Le paragraphe 13(3) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Malgré l'alinéa (1)c), le seul fait d'être membre d'un organisme, ou commission, constitué par le commissaire en conseil du territoire du Yukon ou celui des Territoires du Nord-Ouest, ou par la Législature du Nunavut et doté de pouvoirs et de fonctions semblables à ceux de la Commission n'est pas incompatible avec la charge de commissaire.

Compatibilité

126. La partie II de l'annexe I est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

127. La partie II de l'annexe I est modifiée par suppression de ce qui suit :

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

L.R., ch. P-36

Loi sur la pension de la fonction publique

128. La partie II de l'annexe I est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Employés du gouvernement du territoire du Nunavut (gouvernement censé, pour l'application de l'article 37, être un organisme de la fonction publique)

Employés du gouvernement du territoire du Nunavut (gouvernement censé, pour l'application de l'article 37, être un organisme de la fonction publique)

Employees of the Government of Nunavut (which Government is deemed for purposes of section 37 to be a Public Service corporation)

R.S., c. 32 (4th Supp.)

Railway Safety Act

Loi sur la sécurité ferroviaire

L.R., ch. 32 (4^e suppl.)

129. Paragraph (e) of the definition “superior court” in subsection 4(1) is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

5 129. L’alinéa e) de la définition de « cour supérieure », au paragraphe 4(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

10

R.S., c. R-10

Royal Canadian Mounted Police Act

Loi sur la Gendarmerie royale du Canada

L.R., ch. R-

R.S., c. 8 (2nd Supp.), s. 24(2)(E)

130. Paragraphs 24(a) and (b) are repealed and the following substituted therefor:

(a) that any personal property that has, in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, come into the hands of any member in the course of the member's duties has been abandoned by the owner thereof or the person entitled thereto, or

(b) that a reasonable attempt has been made to find the owner of or person entitled to any personal property that has, in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, come into the hands of any member in the course of the member's duties, but the owner or person cannot be found,

10 130. Le passage de l'article 24 qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

15 24. Le commissaire peut aliéner, de la manière qu'il estime indiquée dans les circonstances, les biens meubles dont des membres ont, dans l'exercice de leurs fonctions au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, acquis la possession, lorsqu'il lui apparaît que, selon le cas :

Biens abandonnés perdus

R.S., c. S-22

Statutory Instruments Act

Loi sur les textes réglementaires

L.R., ch. S-

131. Subparagraph (b)(iv) of the definition “statutory instrument” in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

(iv) an ordinance of the Yukon Territory or the Northwest Territories, a law made by the Legislature for Nunavut or continued by section 29 of the *Nunavut Act*, a rule made by the Legislative Assembly of Nunavut pursuant to section 21 of that Act or any instrument issued, made or established under any such ordinance, law or rule.

20 131. Le sous-alinéa b)(iv) de la définition de « texte réglementaire », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(iv) les ordonnances du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest, les lois de la Législature du Nunavut, les textes en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 de la Loi sur le Nunavut, les règles établies par l'Assemblée législative du Nunavut en vertu de l'article 21 de cette loi, ainsi que les textes pris sous le régime de ces ordonnances, lois et autres textes.

25

30

R.S., c. S-23

Canada Student Loans Act

132. Subsection 2(2) is repealed and the following substituted therefor:

Territories

(2) In its application to the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the expression “lieutenant governor in council” in this Act means the Commissioner of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, acting after consultation with the Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories or the Legislative Assembly of Nunavut, as the case may be.

R.S., c. S-26

Supreme Court Act

133. Subsection 2(2) is repealed and the following substituted therefor:

Application to the territories

(2) For the purposes of this Act, the expression “highest court of final resort in a province” includes, in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, the Court of Appeal thereof.

134. Paragraph 79(1)(b) is repealed and the following substituted therefor:

(b) Number two, Western Provinces Cases, showing all appeals from the Yukon Territory, the Northwest Territories, Nunavut and the Provinces of British Columbia, Alberta, Saskatchewan and Manitoba;

R.S., c. T-7

Territorial Lands Act

135. The long title is repealed and the following substituted therefor:

An Act respecting Crown lands in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut

136. The definitions “judge of the Court” and “territorial lands” in section 2 are repealed and the following substituted therefor:

“judge of the Court”
“juge”

“judge of the Court” means, in relation to any matter arising in the Yukon Territory, a judge of the Supreme Court thereof, in relation to any matter arising in the Northwest Territories, a judge of the Supreme Court thereof, and, in relation to

Loi fédérale sur les prêts aux étudiants

L.R., ch. S-23

132. Le paragraphe 2(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Territoires

(2) Pour l'application de la présente loi au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, « lieutenant-gouverneur en conseil » s'entend du commissaire du Yukon, de celui des Territoires du Nord-Ouest ou de celui du Nunavut, agissant après consultation du Conseil du Yukon, du Conseil des Territoires du Nord-Ouest ou de l'Assemblée législative du Nunavut, selon le cas.

Loi sur la Cour suprême

L.R., ch. S-26

133. Le paragraphe 2(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application aux territoires

(2) Pour l'application de la présente loi, l'expression « le plus haut tribunal de dernier ressort dans une province » vise aussi la Cour d'appel du Yukon, celle des Territoires du Nord-Ouest et celle du Nunavut.

134. L'alinéa 79(1)b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) numéro deux — Contentieux des provinces de l'Ouest : tous les appels provenant du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, ainsi que de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba;

Loi sur les terres territoriales

L.R., ch. T-7

135. Le titre intégral est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Loi concernant les terres domaniales situées au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut

136. Les définitions de « juge » et « terres territoriales », à l'article 2, sont abrogées et respectivement remplacées par ce qui suit :

« juge » Juge de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest ou de la Cour suprême du Nunavut, selon le lieu où l'affaire a pris naissance.

« juge »
“judge...”

any matter arising in Nunavut, a judge of the Supreme Court thereof;

"territorial
lands"
• terres ... •

"territorial lands" means lands, or any interest in lands, in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut that are vested in the Crown or of which the Government of Canada has power to dispose;

137. (1) Subsection 3(2) is repealed and the following substituted therefor:

Idem

(2) Sections 9 and 12 to 16 and paragraph 23(k) apply to territorial lands the right to the beneficial use or to the proceeds of which is appropriated to the Commissioner of the Yukon Territory by section 47 of the *Yukon Act*, to the Commissioner of the Northwest Territories by section 44 of the *Northwest Territories Act* or to the Commissioner of Nunavut by section 49 of the *Nunavut Act*.

R.S., c. 7 (3rd
Suppl.), s. 2

(2) Subsection 3(4) is repealed and the following substituted therefor:

Provisions not
applicable in
N.W.T. and
Nunavut

(4) Sections 17 and 18, paragraph 23(e) so far as it relates to forest experimental areas and national forests, paragraph 23(g) so far as it relates to timber districts and subsection 30(2) do not apply in respect of lands in the Northwest Territories and Nunavut.

138. Section 4 is repealed and the following substituted therefor:

Land manage-
ment zones

4. Subject to section 6, the Governor in Council may, where the Governor in Council deems it necessary for the protection of the ecological balance or physical characteristics of any area in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, set apart and appropriate any territorial lands in that area as a land management zone.

139. Section 6 is repealed and the following substituted therefor:

Consultation
with territories

6. The powers mentioned in sections 4 and 5 may be exercised by the Governor in Council only after consultation with the Council of the Yukon Territory, the Council of the Northwest Territories or the Legislative Assembly of Nunavut, as the case may be,

« terres territoriales » Les terres qui, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, sont dévolues à la Couronne ou que le gouvernement du Canada peut légalement aliéner; y sont assimilés les droits réels afférents.

• terres territo-
riales •
"territorial..."

137. (1) Le paragraphe 3(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Les articles 9 et 12 à 16, ainsi que l'alinéa 23k), s'appliquent aux terres territoriales dont la jouissance ou le droit d'en percevoir les fruits est attribué au commissaire du Yukon, à celui des Territoires du Nord-Ouest ou à celui du Nunavut en application de l'article 47 de la *Loi sur le Yukon*, de l'article 44 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* ou de l'article 49 de la *Loi sur le Nunavut*, selon le cas.

Idem

(2) Le paragraphe 3(4) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 7 (3
suppl.) art. 2

(4) Les articles 17 et 18, les dispositions de l'alinéa 23e) relatives aux zones d'expérimentation forestière et aux forêts nationales, les dispositions de l'alinéa 23g) relatives aux districts forestiers ainsi que le paragraphe 30(2) ne s'appliquent pas aux terres des Territoires du Nord-Ouest ni à celles du Nunavut.

Exception
relative aux
T.N.-O.

138. L'article 4 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. S'il l'estime nécessaire pour la préservation de l'équilibre écologique ou des caractéristiques physiques d'une région, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, le gouverneur en conseil peut classer des terres territoriales en zones d'aménagement.

Zones d'amé-
nement

139. L'article 6 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. Le gouverneur en conseil ne peut exercer les pouvoirs visés aux articles 4 et 5 qu'après consultation du Conseil du Yukon, du Conseil des Territoires du Nord-Ouest ou de l'Assemblée législative du Nunavut, selon

40 Consultation

where the Governor in Council deems the consultation to be practicable or, otherwise, after consultation with each of the members of the Council or Executive Council in question with whom consultation can then be effected. 5

140. Paragraph 9(3)(b) is repealed and the following substituted therefor:

(b) in the case of territorial lands described in subsection 3(2), by the Commissioner of the Yukon Territory if the lands are in the Yukon Territory, by the Commissioner of the Northwest Territories if the lands are in the Northwest Territories or by the Commissioner of Nunavut if the lands are in Nunavut. 15

141. Paragraph 13(c) is repealed and the following substituted therefor:

(c) to the boundary line between the Yukon Territory and Alaska, or between the Yukon Territory and the Northwest Territories, or between the Northwest Territories and Nunavut, or between the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut and the Province of Manitoba, Saskatchewan, Alberta or British Columbia. 20 25

1991, c. 45

Trust and Loan Companies Act

142. Paragraph (f) of the definition "court" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(f) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

R.S., c. W-11

Winding-up Act

143. Paragraph (d) of the definition "court" in section 2 is repealed and the following substituted therefor: 35

(d) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court;

R.S., c. Y-1

Young Offenders Act

144. The definition "offence" in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor: 40

le cas, ou au moins des membres de l'un ou l'autre pouvant être joints.

140. L'alinéa 9(3)b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) dans le cas des terres territoriales visées au paragraphe 3(2), par le commissaire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest ou celui du Nunavut, selon le cas. 5

141. L'alinéa 13c) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 10

c) de la ligne de démarcation entre le Yukon et l'Alaska, entre le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, entre les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, entre le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le Nunavut et les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, d'Alberta ou de la Colombie-Britannique. 15

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

1991, ch. 45

142. L'alinéa f) de la définition de « tribunal », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit : 20 30

f) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

Loi sur les liquidations

L.R., ch. W-11

143. L'alinéa d) de la définition de « tribunal », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit : 25

d) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême.

Loi sur les jeunes contrevenants

L.R., ch. Y-1

144. La définition de « infraction », au paragraphe 2(1), est abrogée et remplacée par ce qui suit : 30

“offence”
« infraction »

“offence” means an offence created by an Act of Parliament or by any regulation, rule, order, by-law or ordinance made thereunder, other than an ordinance of the Yukon Territory or the Northwest Territories or a law made by the Legislature for Nunavut or continued by section 29 of the *Nunavut Act*.

« infraction » Toute infraction créée par une loi fédérale ou par ses textes d'application : règlement, règle, ordre, décret, arrêté, règlement administratif ou ordonnance, à l'exclusion des ordonnances du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest et des lois de la Législature du Nunavut et autres règles de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 de la *Loi sur le Nunavut*.

« infraction »
“offence”

R.S., c. Y-2

Yukon Act

145. Section 34 is repealed and the following substituted therefor:

Judges of the
Supreme Court

34. A judge of the Supreme Court of the Northwest Territories or of the Supreme Court of Nunavut is, by virtue of that office, a judge of the Supreme Court of the Yukon Territory.

146. Sections 37 and 38 are repealed and the following substituted therefor:

Court may sit
in N.W.T. or
Nunavut

37. The Court may sit in the Northwest Territories or Nunavut for the purpose of hearing a civil case other than a civil case where the Court sits with a jury.

Power when
sitting in
N.W.T. or
Nunavut

38. When the Court sits in the Northwest Territories or Nunavut, the Court has and may exercise and perform all the powers, duties and functions in the Northwest Territories or Nunavut that it has and may exercise and perform when sitting in the Yukon Territory.

147. The heading preceding section 40 and section 40 are repealed and the following substituted therefor:

Criminal Trials Held in the Northwest Territories or Nunavut

Minister of
Justice to order
trial in N.W.T.
or Nunavut

40. (1) Whenever it appears to the satisfaction of the Minister of Justice that it is expedient to the ends of justice that the trial of any person charged with an indictable offence alleged to have been committed north of the 65th parallel of latitude, in the Yukon Territory, should be held in some district or place other than that in which the offence is alleged to have been committed or would otherwise be triable, the Minister of Justice

Loi sur le Yukon

L.R., ch. Y-2

145. L'article 34 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

34. Les juges de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour suprême du Nunavut sont d'office juges de la Cour suprême du territoire du Yukon.

Juge d'office
la Cour
suprême du
territoire

146. Les articles 37 et 38 sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

37. La Cour peut siéger en matière civile dans les Territoires du Nord-Ouest ou dans le territoire du Nunavut, pour les procès tenus sans jury.

Compétence
la Cour dans
T.N.-O. et au
Nunavut

38. Lorsqu'elle siège dans les Territoires du Nord-Ouest ou dans le territoire du Nunavut, la Cour a les mêmes attributions que dans le territoire du Yukon.

Pouvoirs de la
Cour dans les
T.N.-O. et au
Nunavut

147. L'article 40 et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Procès criminels instruits dans les Territoires du Nord-Ouest ou dans le territoire du Nunavut

40. (1) Chaque fois qu'il est convaincu que les intérêts de la justice seraient mieux servis si le procès d'une personne accusée d'avoir commis un acte criminel au nord du 65^e parallèle dans le territoire du Yukon était instruit dans un autre district ou lieu que celui dans lequel l'acte a présumément été commis ou pourrait être jugé, le ministre de la Justice peut ordonner que le procès soit inscrit dans les Territoires du Nord-Ouest ou

Arrêté ministériel

may order that the trial shall be proceeded with in the Northwest Territories or Nunavut before the court or judge named in the order, and thereupon the court or judge so named has jurisdiction to try that person.

/W.T. Act or
Nunavut Act to
apply

(2) The *Northwest Territories Act* or the *Nunavut Act*, as the case may be, apply to a trial described in subsection (1).

dans le territoire du Nunavut devant le tribunal ou le juge nommé dans l'arrêté qu'il prend à cet effet. Le tribunal ou le juge est dès lors compétent.

5

(2) Les dispositions de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* ou de la *Loi sur le Nunavut*, selon le cas, s'appliquent aux procès visés par le paragraphe (1).

5 Application de
la *Loi sur les*
T.N.-O. et de la
Loi sur le
Nunavut

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO ESTABLISH A TERRITORY TO BE KNOWN AS NUNAVUT AND PROVIDE FOR ITS GOVERNMENT AND TO AMEND THE NORTHWEST TERRITORIES ACT AND OTHER ACTS IN CONSEQUENCE THEREOF

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definitions

PART I

ESTABLISHMENT AND GOVERNMENT

Establishment of Nunavut

3. Establishment of Nunavut

Seat of Government

4. Location

Executive Power

Commissioner of Nunavut

5. Commissioner
6. Action of Commissioner
7. Executive powers
8. Deputy Commissioner
9. Oaths of office
10. Absence or incapacity

Executive Council of Nunavut

11. Executive Council established

Legislative Power

Legislature for Nunavut

12. Legislature established
- Legislative Assembly of Nunavut
13. Assembly established
14. Laws respecting Assembly
15. Writs
16. Oaths of office
17. Duration of Assembly

TABLE ANALYTIQUE

LOI CONCERNANT LA CRÉATION DU TERRITOIRE DU NUNAVUT ET L'ORGANISATION DE SON GOUVERNEMENT, ET MODIFIANT LA LOI SUR LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST ET D'AUTRES LOIS EN CONSÉQUENCE

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. Définitions

PARTIE I

CONSTITUTION ET GOUVERNEMENT

Constitution du Nunavut

3. Constitution

Capitale

4. Capitale

Pouvoir exécutif

Commissaire du Nunavut

5. Commissaire
6. Exercice des attributions
7. Pouvoir exécutif
8. Commissaire adjoint
9. Serments professionnel et d'allégeance
10. Absence ou empêchement du commissaire et commissaire adjoint

Conseil exécutif du Nunavut

11. Institution

Pouvoir législatif

Législature du Nunavut

12. Institution
- Assemblée législative du Nunavut
13. Institution
14. Circonscriptions électorales
15. Brefs
16. Serments professionnel et d'allégeance
17. Mandat de l'assemblée

8. Sittings of Assembly	18. Séances de l'assemblée
9. Speaker	19. Président
10. Quorum	20. Quorum
11. Rules of procedure	21. Règles
12. Part of indemnity not taxable	22. Exonération partielle de l'indemnité
Legislative Powers	Compétence législative
13. Legislative powers	23. Compétence législative
14. Restriction	24. Chasse de subsistance
15. Land claims agreements	25. Accords des revendications territoriales
16. Importation of intoxicants	26. Introduction de substances enivrantes
17. Borrowing and lending	27. Pouvoir d'emprunt, de prêt et de placement
18. Transmittal of laws	28. Transmission des lois au gouverneur en conseil
Laws Applicable in Nunavut	Droit applicable au Nunavut
19. Laws of Northwest Territories	29. Droit des Territoires du Nord-Ouest
20. Where no officer in Nunavut	30. Absence de fonctionnaire dans le territoire
Judicial Power	Pouvoir judiciaire
Judicature	Organisation judiciaire
31. Superior courts	31. Juridictions supérieures
Supreme Court of Nunavut	Cour suprême du Nunavut
32. Judges of the Supreme Court	32. Juges d'office de la Cour
33. Deputy judges	33. Juges adjoints
34. Exercise of powers of provincial court judge or stipendiary magistrate	34. Transfert d'attributions
35. Jurisdiction to try criminal cases	35. Compétence pénale
Court of Appeal of Nunavut	Cour d'appel du Nunavut
36. Sittings	36. Lieu des séances
Repeal	Cessation d'effet
37. Repeal	37. Cessation d'effet
PART II	PARTIE II
GENERAL	DISPOSITIONS DIVERSES
Official Languages	Langues officielles
38. Official Languages ordinance	38. Ordonnance sur les langues officielles
Nunavut Consolidated Revenue Fund	Trésor du Nunavut
39. Nunavut C.R.F.	39. Trésor du Nunavut
40. Recommendation of Commissioner	40. Recommandation du commissaire
41. Appropriation of moneys granted by Parliament	41. Affectation des sommes accordées par le Parlement

Territorial Accounts

- 42. Fiscal year
- 43. Auditor of Nunavut
- 44. Submission of Territorial Accounts to Assembly
- 45. Form and contents
- 46. Audit and report by auditor
- 47. Inquiry and report
- 48. Powers of auditor

Lands

- 49. Lands vested in Her Majesty
- 50. Transfer to Commissioner

Cultural Sites and Property

- 51. Regulations
- 52. Power to seize

PART III

NUNAVUT IMPLEMENTATION COMMISSION

Interpretation

- 53. Definition of "Tungavik"

Establishment

- 54. Commission established
- 55. Chairperson
- 56. Residence
- 57. Meetings

Mandate

- 58. Mandate
- 59. Information
- 60. Other functions
- 61. Powers
- 62. By-laws

Staff

- 63. Executive Director
- 64. Staff

Financial Provisions

- 65. Annual budget

Comptes du Nunavut

- 42. Exercice
- 43. Vérificateur
- 44. Présentation des comptes du Nunavut à l'assemblée
- 45. Forme et contenu
- 46. Rapport du vérificateur
- 47. Enquête
- 48. Pouvoirs du vérificateur

Biens-fonds

- 49. Propriété
- 50. Transfert au commissaire

Biens culturels

- 51. Règlements
- 52. Saisie

PARTIE III

COMMISSION D'ÉTABLISSEMENT DU NUNAVUT

Définition

- 53. Définition de «Tungavik»

Mise en place

- 54. Constitution
- 55. Nomination : président
- 56. Résidence des membres
- 57. Fréquence des réunions

Mission

- 58. Mission de la commission
- 59. Information du public
- 60. Autres fonctions
- 61. Pouvoirs
- 62. Règlements administratifs

Personnel

- 63. Directeur général
- 64. Personnel

Dispositions financières

- 65. Budget annuel

Annual Report

- 66. Annual report
- 67. Tabling in Parliament
- 68. Tabling in Council of Northwest Territories

Repeal

- 69. Repeal

PART IV

TRANSITIONAL PROVISIONS

Expenditures

- 70. Expenditures

Interim Commissioner of Nunavut

- 71. Interim Commissioner of Nunavut
- 72. Powers generally
- 73. Agreements
- 74. Carrying out of programs
- 75. Staff

Council of the Northwest Territories

- 76. Sitting members

PART V

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS AND COMING INTO FORCE

- 77. *Northwest Territories Act*
- 78. *Other Consequential Amendments*

Coming into Force

- 79. Coming into force

SCHEDULE I

WESTERN BOUNDARY OF NUNAVUT

SCHEDULE II

COMMUNITIES

SCHEDULE III

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Rapport annuel

- 66. Rapport annuel
- 67. Dépôt au Parlement
- 68. Dépôt au Conseil des Territoires du Nord-Ouest

Cessation d'effet

- 69. Cessation d'effet

PARTIE IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Dépenses

- 70. Pouvoirs du commissaire

Commissaire provisoire du Nunavut

- 71. Commissaire provisoire du Nunavut
- 72. Pouvoirs généraux
- 73. Accords
- 74. Mise en oeuvre des programmes
- 75. Personnel

Conseil des Territoires du Nord-Ouest

- 76. Membres du Conseil

PARTIE V

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

- 77. *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*
- 78. *Autres modifications corrélatives*

Entrée en vigueur

- 79. Entrée en vigueur

ANNEXE I

LIMITE OUEST DU TERRITOIRE DU NUNAVUT

ANNEXE II

COLLECTIVITÉS

ANNEXE III

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

C-132

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-132

An Act to establish a territory to be known as Nunavut and
provide for its government and to amend certain Acts
in consequence thereof

C-132

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-132

Loi concernant la création du territoire du Nunavut et
l'organisation de son gouvernement, et modifiant di-
verses lois en conséquence

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
JUNE 4, 1993 LE 4 JUIN 1993



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-132

PROJET DE LOI C-132

An Act to establish a territory to be known as Nunavut and provide for its government and to amend certain Acts in consequence thereof

Loi concernant la création du territoire du Nunavut et l'organisation de son gouvernement, et modifiant diverses lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Nunavut Act*.

5

1. *Loi sur le Nunavut.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. In this Act,

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. 5 Définitions

"Minister"
« ministre »

"Minister" means the Minister of Indian Affairs and Northern Development;

« ministre » Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

« ministre »
"Minister"

"public land"
« terres... »

"public land" means any land, and any interest in any land, in Nunavut that belongs to Her Majesty in right of Canada or of which the Government of Canada has power to dispose.

10 « terres domaniales » Les terres du Nunavut qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou que le gouvernement du Canada a le pouvoir d'aliéner; y sont assimilés les droits réels afférents. 10 « terres domaniales »
"public..."

PART I

PARTIE I

ESTABLISHMENT AND
GOVERNMENT

CONSTITUTION ET
GOUVERNEMENT

Establishment of Nunavut

Constitution du Nunavut

Establishment
of Nunavut

3. There is hereby established a territory of Canada, to be known as Nunavut, consisting of

3. Est constituée en territoire, sous la dénomination de Nunavut, la partie du Canada :

Constitution

(a) all that part of Canada north of the sixtieth parallel of north latitude and east of the boundary described in Schedule I that is not within Quebec or Newfoundland; and

(b) the islands in Hudson Bay, James Bay and Ungava Bay that are not within Manitoba, Ontario or Quebec.

a) située, d'une part, au nord du soixantième parallèle et à l'est de la limite dont le tracé figure à l'annexe I, à l'exclusion des régions appartenant au Québec ou à Terre-Neuve;

b) comprenant, d'autre part, les îles de la baie d'Hudson, de la baie James et de la baie Ungava, à l'exclusion de celles qui appartiennent au Manitoba, à l'Ontario ou au Québec.

Seat of Government

Location

4. The seat of government of Nunavut shall initially be at such place in Nunavut as the Governor in Council may designate, but the Legislature for Nunavut may thereafter designate another place as the seat of government.

Capitale

Capitale

4. La capitale du Nunavut est fixée, dans le territoire, au lieu désigné initialement par le gouverneur en conseil ou en tout autre lieu que désigne par la suite la Législature du Nunavut.

Executive Power

Commissioner of Nunavut

Commissioner

5. (1) There shall be a chief executive officer for Nunavut, called the Commissioner of Nunavut, who shall be appointed by the Governor in Council.

Publication of order

(2) The order in council appointing the Commissioner shall be published in the *Canada Gazette*.

Action of Commissioner

6. (1) The Commissioner shall act in accordance with any written instructions given to the Commissioner by the Governor in Council or the Minister.

Instructions

(2) The Commissioner shall, as soon as possible after receiving written instructions, make them available to the Executive Council of Nunavut and cause them to be laid before the Legislative Assembly of Nunavut, but they are effective when they are made.

Executive powers

7. The executive powers that, immediately before the coming into force of this section, were vested by any laws of Canada in the Commissioner of the Northwest Territories shall be exercised by the Commissioner of Nunavut so far as they are applicable to and capable of being exercised in relation to the government of Nunavut as it is constituted at the time of the exercise of those powers.

Pouvoir exécutif

Commissaire du Nunavut

Commissaire

5. (1) Est instituée la charge de commissaire du Nunavut. Administrateur général du territoire, le titulaire est nommé par le gouverneur en conseil.

(2) Le décret de nomination est publié dans la *Gazette du Canada*.

6. (1) Le commissaire exerce ses attributions conformément aux instructions écrites du gouverneur en conseil ou du ministre.

(2) Les instructions sont, dans les meilleurs délais, transmises au Conseil exécutif du Nunavut et déposées devant l'Assemblée législative du Nunavut. Elles entrent en vigueur à la date de leur établissement.

7. Le commissaire exerce pour le Nunavut le pouvoir exécutif dévolu de droit, avant l'entrée en vigueur du présent article, au commissaire des Territoires du Nord-Ouest dans la mesure où ce pouvoir s'applique au gouvernement du Nunavut, tel que ce gouvernement est constitué au moment de l'exercice du pouvoir en cause.

Exercice des attributions

Instructions

Pouvoir exécutif

Deputy
Commissioner

8. The Governor in Council may appoint a Deputy Commissioner of Nunavut, who, if the Commissioner is absent, ill or unable to act or the office of Commissioner is vacant, has and may exercise and perform all of the powers, duties and functions of the Commissioner.

8. Le gouverneur en conseil peut nommer un commissaire adjoint du Nunavut qui, en cas d'absence ou d'empêchement du commissaire ou de vacance de son poste, assure l'intérim.

Commissaire
adjoint

5

Oaths of office

9. The Commissioner and the Deputy Commissioner shall, before assuming the duties of their respective offices, take and subscribe such oaths of office and allegiance as the Governor in Council may prescribe.

9. Préalablement à leur entrée en fonctions, le commissaire et le commissaire adjoint prêtent et souscrivent les serments professionnel et d'allégeance prescrits par le gouverneur en conseil.

Serments
professionnel et
d'allégeance

10

Absence or
incapacity

10. If both the Commissioner and the Deputy Commissioner are absent, ill or unable to act or both those offices are vacant, the judge of the Supreme Court of Nunavut with the earliest date of appointment to the Court has and may exercise and perform all of the powers, duties and functions of the Commissioner.

10. En cas d'absence ou d'empêchement du commissaire et du commissaire adjoint, ou de vacance simultanée de leur poste, l'intérim est assuré par le juge le plus ancien dans sa charge à la Cour suprême du Nunavut.

Absence ou
empêchement
du commissaire
et du commis-
saire adjoint

15

20

Executive Council of Nunavut

Conseil exécutif du Nunavut

Executive
Council
established

11. There is hereby established an Executive Council of Nunavut, the members of which are appointed by the Commissioner on the recommendation of the Legislative Assembly of Nunavut.

11. Est institué le Conseil exécutif du Nunavut, dont les membres sont nommés par le commissaire sur recommandation de l'Assemblée législative du Nunavut.

Institution

25

20

Legislative Power

Pouvoir législatif

Legislature for Nunavut

Législature du Nunavut

Legislature
established

12. There is hereby established a Legislature for Nunavut consisting of the Commissioner and the Legislative Assembly of Nunavut.

12. Est instituée la Législature du Nunavut, composée du commissaire et de l'Assemblée législative du Nunavut.

Institution

Legislative Assembly of Nunavut

Assemblée législative du Nunavut

Assembly
established

13. There is hereby established a Legislative Assembly of Nunavut, each member of which is elected to represent an electoral district in Nunavut.

13. Est instituée l'Assemblée législative du Nunavut, composée de députés élus pour représenter chacun une des circonscriptions électorales du territoire.

Institution

30

25

Laws respecting
Assembly

14. (1) The Legislature may make laws prescribing the number of members of the Assembly and describing and naming the electoral districts in Nunavut.

14. (1) La législature peut définir les circonscriptions électorales du territoire, avec leur dénomination propre, et en fixer le nombre.

Circonscrip-
tions électorales

35

30

First Assembly

(2) For the first Assembly, the Governor in Council shall, by order, prescribe the number of members of the Assembly and describe and name the electoral districts in Nunavut, but in no event shall the number of

(2) Pour les premières élections à l'assemblée, le gouverneur en conseil définit par décret les circonscriptions électorales, avec leur dénomination propre, et en fixe le nombre, qui doit être d'au moins dix.

Premières
élections

40

35

members of the first Assembly be less than ten.

Writs

15. (1) Writs for the election of members of the Assembly shall be issued on the instructions of the Commissioner.

First elections

(2) Writs for the first election of members of the Assembly shall be issued within thirty days after the day on which section 3 comes into force.

Oaths of office

16. Each member of the Assembly shall, before assuming the duties of that office, take and subscribe before the Commissioner such oaths of office and allegiance as the Governor in Council may prescribe.

Duration of Assembly

17. No Assembly shall continue for longer than five years from the date of the return of the writs for the general election, but the Commissioner may at any time, after consultation with the Executive Council, dissolve the Assembly.

Sittings of Assembly

18. The Assembly shall sit at least once every twelve months.

Speaker

19. The Assembly shall elect one of its members to be Speaker, who shall preside over the Assembly when it is sitting.

Quorum

20. A majority of the Assembly, including the Speaker, constitutes a quorum.

Rules of procedure

21. The Assembly may make rules for its operations and procedures, except in relation to the classes of subjects referred to in paragraphs 23(1)(b) and (c).

Part of indemnity not taxable

22. One thousand dollars of the indemnity paid in any year to a member of the Assembly for sittings of the Assembly is not income for the purposes of the *Income Tax Act*.

Legislative Powers

Legislative powers

23. (1) Subject to any other Act of Parliament, the Legislature may make laws in relation to the following classes of subjects:

- (a) the election of members of the Assembly, including the qualifications of electors and of candidates for election;
- (b) the disqualification of persons from sitting or voting as members of the Assembly;

15. (1) Les brefs relatifs aux élections législatives sont délivrés sur l'ordre du commissaire et selon ses instructions.

Brefs

(2) Pour les premières élections législatives, les brefs sont délivrés dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur de l'article 3.

Premières élections

16. Préalablement à son entrée en fonctions, chaque député prête et souscrit devant le commissaire les serments professionnel et d'allégeance prescrits par le gouverneur en conseil.

Serments professionnel et d'allégeance

17. Sauf dissolution décidée par le commissaire en consultation avec le conseil exécutif, le mandat maximal de l'assemblée est de cinq ans à compter de la date fixée pour le retour des brefs relatifs aux élections correspondantes.

Mandat de l'assemblée

18. L'assemblée tient une séance au moins une fois tous les douze mois.

Séances de l'assemblée

19. L'assemblée choisit en son sein son président de séance.

Président

20. Le quorum est constitué par la majorité des députés, y compris le président.

Quorum

21. L'assemblée peut établir des règles pour régir son activité, sauf en ce qui a trait aux questions prévues aux alinéas 23(1)(b) et (c).

Règles

22. Les mille premiers dollars de l'indemnité versée à un député au cours d'une année ne constituent pas un revenu au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Exonération partielle de l'indemnité

Compétence législative

23. (1) Sous réserve de toute autre loi fédérale, la législature a compétence pour légiférer en toute matière comprise dans les domaines suivants :

Compétence législative

- a) les élections législatives, y compris l'éligibilité et l'exercice du droit de vote;
- b) le droit de siéger à l'assemblée et d'y voter;
- c) les indemnités payables aux députés et aux membres des comités de l'assemblée;

- (c) the indemnity and expenses of members of the Assembly, including members of a committee of the Assembly;
- (d) the establishment and tenure of territorial offices and the appointment, conditions of employment and payment of territorial officers; 5
- (e) the administration of justice in Nunavut, including the constitution, maintenance and organization of territorial courts, both of civil and of criminal jurisdiction, and the procedure in civil matters in those courts; 10
- (f) the establishment, maintenance and management of prisons, jails or lock-ups in and for Nunavut; 15
- (g) municipal and local institutions in Nunavut;
- (h) hospitals and charities in and for Nunavut; 20
- (i) the management and sale of the lands the right to the beneficial use or to the proceeds of which is appropriated to the Commissioner by section 49, and of the timber and wood on those lands; 25
- (j) direct taxation within Nunavut in order to raise revenue for territorial, municipal or local purposes;
- (k) licensing in order to raise revenue for territorial, municipal or local purposes; 30
- (l) property and civil rights in Nunavut;
- (m) education in and for Nunavut, subject to the condition that any law respecting education must provide that
- (i) a majority of the ratepayers of any part of Nunavut, by whatever name called, may establish such schools in that part as they think fit, and make the necessary assessment and collection of rates for those schools, and 40
- (ii) the minority of the ratepayers in that part of Nunavut, whether Protestant or Roman Catholic, may establish separate schools in that part and, if they do so, they are liable only to assessments of such rates as they impose on them- 45
- d) la création de postes dans la fonction publique du Nunavut, les conditions d'occupation de ces postes, la nomination et la rémunération des titulaires;
- e) l'administration de la justice au Nunavut, y compris la constitution, la prise en charge financière et matérielle et l'organisation des juridictions territoriales tant civile que criminelle, de même que la procédure civile; 10
- f) la création, l'entretien et la gestion de prisons et de lieux de détention dans les limites et pour les besoins du Nunavut;
- g) les institutions municipales et locales du Nunavut; 15
- h) les hôpitaux et oeuvres de bienfaisance, dans les limites et pour les besoins du Nunavut;
- i) la gestion et la vente des biens-fonds dont le droit de jouir et de percevoir les fruits est attribué au commissaire par l'article 49, ainsi que des bois et des forêts qui s'y trouvent; 20
- j) les impôts directs, dans les limites du Nunavut, pour la perception de recettes à des fins territoriales, municipales ou locales; 25
- k) les licences en vue de la perception de recettes à des fins territoriales, municipales ou locales; 30
- l) la propriété et les droits civils au Nunavut;
- m) l'éducation dans les limites et pour les besoins du Nunavut, à condition que les lois s'y rapportant confèrent toujours le droit :
- (i) à la majorité des contribuables de toute division du territoire, sous quelque nom qu'elle soit désignée, d'y établir les écoles qu'elle juge indiquées et de procéder à la répartition et à la perception des taxes nécessaires à cette fin, 40
- (ii) à la minorité des contribuables se trouvant à l'endroit visé au sous-alinéa (i), qu'elle soit protestante ou catholique romaine, d'y établir des écoles séparées, 45

selves in respect of those separate schools;

(n) the preservation, use and promotion of the Inuktitut language, to the extent that the laws do not diminish the legal status of, or any rights in respect of, the English and French languages;

(o) the solemnization of marriage in Nunavut;

(p) intoxicants in Nunavut, including the definition of what constitutes an intoxicant;

(q) the incorporation of companies with territorial objects, excluding railway, steamship, air transport, telegraph and telephone companies;

(r) agriculture in Nunavut;

(s) the preservation of game in Nunavut;

(t) the entering into of intergovernmental agreements by the Commissioner or any other official of the Government of Nunavut;

(u) the expenditure of money for territorial purposes;

(v) generally, all matters of a merely local or private nature in Nunavut;

(w) the imposition of fines, penalties, imprisonment or other punishment in respect of the contravention of any law made by the Legislature; and

(x) such other matters as the Governor in Council may, by order, designate.

auquel cas les contribuables qui ont établi ces écoles ne sont assujettis qu'aux taxes qu'ils s'imposent eux-mêmes à cet égard et répartissent en conséquence;

n) la préservation, l'utilisation et la promotion de la langue inuktitut, dans la mesure où les lois qui en résultent ne portent pas atteinte au statut du français et de l'anglais, ni aux droits afférents;

o) la célébration du mariage au Nunavut;

p) les substances enivrantes dans les limites du Nunavut, y compris la définition de ce qu'est une telle substance enivrante;

q) l'attribution de la personnalité morale à des compagnies d'intérêt territorial, à l'exclusion de celles oeuvrant dans les domaines du chemin de fer, des bateaux à vapeur, du transport aérien, du télégraphe et du téléphone;

r) l'agriculture dans les limites du Nunavut;

s) la préservation du gibier dans les limites du Nunavut;

t) la conclusion d'accords intergouvernementaux par le commissaire ou tout autre fonctionnaire du Nunavut;

u) les dépenses aux fins territoriales;

v) d'une façon générale, toutes les matières d'intérêt purement local ou privé dans les limites du Nunavut;

w) l'infliction de peines d'amende, d'emprisonnement ou autres pour infraction aux dispositions d'une de ses lois;

x) les autres domaines éventuellement désignés par décret du gouverneur en conseil.

(2) Nothing in subsection (1) shall be construed as giving the Legislature greater powers with respect to any class of subjects described in that section than are given to the legislatures of the provinces by sections 92 and 95 of the *Constitution Act, 1867* with respect to similar subjects described in those sections.

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de conférer à la législature des pouvoirs plus étendus, à l'égard des divers domaines qui y sont énumérés, que ceux qu'attribuent aux législatures provinciales les articles 92 et 95 de la *Loi constitutionnelle de 1867* dans des domaines similaires.

Restriction on powers

Limitation des pouvoirs

Laws in respect of Indians and Inuit	(3) Subject to any other Act of Parliament, nothing in subsection (2) shall be construed as preventing the Legislature from making laws of general application that apply to or in respect of Indians and Inuit.	(3) Sous réserve de toute autre loi fédérale, le paragraphe (2) n'a pas pour effet d'empêcher la législature d'adopter des lois de portée générale applicables aux Indiens et aux Inuit.	Lois concernant les Indiens et les Inuit
Restriction	24. The Legislature may not make laws under section 23 that restrict or prohibit Indians or Inuit from hunting, on unoccupied Crown lands, for food game other than game declared by order of the Governor in Council to be game in danger of becoming extinct.	24. L'article 23 n'a toutefois pas pour effet d'autoriser la législature à adopter des lois restreignant ou interdisant la chasse pratiquée par les autochtones, en vue de leur alimentation, sur les terres inoccupées du domaine public, sauf dans le cas de gibier déclaré, par décret du gouverneur en conseil, menacé d'extinction.	5 Chasse de subsistance
Land claims agreements	25. For greater certainty, the Legislature may make laws under any other provision of this Act for the purpose of implementing the land claims agreement entered into by Her Majesty in right of Canada and the Inuit on May 25, 1993 or any other land claims agreement with an aboriginal people as may be designated by order of the Governor in Council.	25. Il est entendu que la législature peut, en vue de mettre en oeuvre l'accord conclu entre Sa Majesté du chef du Canada et les Inuit en date du 25 mai 1993, de même que tout autre accord sur des revendications territoriales conclu avec un peuple autochtone du Canada et désigné par décret du gouverneur en conseil, exercer les pouvoirs législatifs que lui confère la présente loi.	15 Accords des revendications territoriales
Importation of intoxicants	26. (1) Subject to any other Act of Parliament, the Legislature may make laws respecting the importation of intoxicants into Nunavut from any other place in Canada or elsewhere and defining what constitutes an intoxicant for the purposes of those laws.	26. (1) Sous réserve de toute autre loi fédérale, la législature peut légiférer sur l'introduction au Nunavut de substances enivrantes provenant du Canada ou de l'étranger, et notamment définir ce qu'est une telle substance enivrante.	25 Introduction de substances enivrantes
Importation of Intoxicating Liquors Act not applicable	(2) The <i>Importation of Intoxicating Liquors Act</i> does not apply to the importation, sending, taking or transportation of intoxicating liquor into Nunavut.	(2) La <i>Loi sur l'importation des boissons enivrantes</i> ne s'applique pas à l'introduction de boissons enivrantes au Nunavut.	30 Loi sur l'importation des boissons enivrantes
Borrowing and lending	27. (1) The Legislature may make laws (a) for the borrowing of money by the Commissioner on behalf of Nunavut for territorial, municipal or local purposes; (b) for the lending of money by the Commissioner to any person in Nunavut; and (c) for the investing by the Commissioner of surplus money standing to the credit of the Nunavut Consolidated Revenue Fund.	27. (1) La législature peut légiférer dans les domaines suivants : a) l'emprunt de fonds par le commissaire pour le compte du Nunavut, à des fins territoriales, municipales ou locales; b) l'octroi de prêts par le commissaire dans les limites du Nunavut; c) le placement, par le commissaire, des excédents du Trésor du Nunavut.	35 Pouvoir d'emprunt, de prêt et de placement
Restriction	(2) No money may be borrowed under a law made pursuant to paragraph (1)(a) without the approval of the Governor in Council.	(2) Tout emprunt visé à l'alinéa (1)a) doit préalablement être agréé par le gouverneur en conseil.	40 Restriction

Charge on Nunavut C.R.F.	(3) The repayment of money borrowed under a law made pursuant to paragraph (1)(a), and the payment of interest on the money, is a charge on and payable out of the Nunavut Consolidated Revenue Fund.	(3) Le remboursement de l'emprunt visé à l'alinéa (1)a) et le paiement des intérêts afférents sont imputables sur le Trésor du Nunavut.	Imputation sur le Trésor du Nunavut
Transmittal of laws	28. (1) A copy of every law made by the Legislature shall be transmitted to the Governor in Council within thirty days after its enactment.	28. (1) Le texte de chaque loi de la législature est transmis au gouverneur en conseil dans les trente jours suivant son adoption.	5 Transmission des lois au gouverneur en conseil
Disallowance	(2) The Governor in Council may disallow any law made by the Legislature or any provision of any such law at any time within one year after its enactment.	(2) Le gouverneur en conseil peut, dans l'année suivant l'adoption, désavouer une loi de la législature ou telle de ses dispositions.	10 Désaveu
Laws of Northwest Territories	Laws Applicable in Nunavut 29. Subject to this Act, the laws in force in the Northwest Territories on the coming into force of this section continue to be in force in Nunavut, in so far as they are not thereafter repealed, amended or rendered inoperable in respect of Nunavut.	Droit applicable au Nunavut 29. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, les règles de droit en vigueur dans les Territoires du Nord-Ouest lors de l'entrée en vigueur du présent article continuent de s'appliquer au Nunavut, dans la mesure où elles n'ont pas été par la suite abrogées, modifiées ou rendues inopérantes pour celui-ci.	Droit des Territoires du Nord-Ouest
Where no officer in Nunavut	30. (1) Where, in any Act of Parliament or any law made by the Legislature or continued by section 29, an officer is designated to perform a function and there is no such officer in Nunavut, the function may be performed by the officer in Nunavut whose functions are the most similar to that function or by such person as the Commissioner may designate to perform the function, and the performance of the function by that officer or person is lawful and valid.	30. (1) À défaut de fonctionnaire désigné par une loi fédérale, une loi de la législature ou une règle de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 pour exécuter une fonction, celle-ci peut valablement être exécutée par le fonctionnaire dont les fonctions s'apparentent le plus à celles du fonctionnaire désigné, ou encore par la personne que désigne le commissaire.	20 Absence de fonctionnaire dans le territoire
Transmission of documents	(2) Where, in any Act of Parliament or any law made by the Legislature or continued by section 29, a document or thing is to be transmitted to a designated officer, court, territorial division or place and there is no such officer, court, territorial division or place in Nunavut, the Commissioner may designate an officer, court, territorial division or place to which the document or thing is to be transmitted or may dispense with the transmission, and the transmission or dispensation of transmission is lawful and valid.	(2) Si le fonctionnaire, le tribunal, la circonscription territoriale ou le lieu désigné par une loi fédérale, une loi de la législature ou une règle de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 pour recevoir un document ou objet transmis n'existent pas au Nunavut, le commissaire peut en fixer le destinataire ou accorder une dispense de transmission. La transmission à ce destinataire ou la dispense a valeur légale.	30 Transmission de documents

*Judicial Power**Judicature*

Superior courts **31. (1)** The Supreme Court of Nunavut and the Court of Appeal of Nunavut are superior courts in Nunavut.

Appointment of judges **(2)** The Governor in Council shall appoint the judges of the superior courts in Nunavut.

Tenure of office of judges **(3)** The judges of the superior courts in Nunavut hold office during good behaviour, but may be removed by the Governor in Council on address of the Senate and House of Commons and cease to hold office on attaining the age of seventy-five years.

Supreme Court of Nunavut

Judges of the Supreme Court **32.** The judges of the Supreme Court of the Yukon Territory and of the Supreme Court of the Northwest Territories are, by virtue of those offices, judges of the Supreme Court of Nunavut.

Deputy judges **33. (1)** The Governor in Council may appoint any person who is or has been a judge of a superior court in Canada or a barrister or advocate of at least ten years standing at the bar of any province as a deputy judge of the Supreme Court of Nunavut and may fix that person's remuneration and allowances.

Duration of appointment **(2)** A deputy judge may be appointed for any particular case or cases or for any specified period.

Tenure of office **(3)** A deputy judge holds office during good behaviour, but may be removed by the Governor in Council on address of the Senate and House of Commons.

Powers **(4)** A deputy judge, while in office, has and may exercise and perform all the powers, duties and functions of a judge of that Court and any reference to a judge of the Supreme Court of Nunavut is deemed to include a reference to the deputy judge.

Exercise of powers of provincial court judge or stipendiary magistrate **34.** Where any law in force in Nunavut provides that a power, duty or function is to be exercised or performed by a provincial court judge or a stipendiary magistrate, the power, duty or function may be exercised or performed by a judge of the Supreme Court

*Pouvoir judiciaire**Organisation judiciaire*

31. (1) La Cour suprême du Nunavut et la Cour d'appel du Nunavut sont des juridictions supérieures.

(2) Le gouverneur en conseil nomme les juges des juridictions supérieures du Nunavut.

(3) Ils sont inamovibles, sauf révocation par le gouverneur en conseil sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes. La limite d'âge pour l'occupation de leur charge est de soixante-quinze ans.

Cour suprême du Nunavut

32. Les juges de la Cour suprême du territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest sont d'office juges de la Cour suprême du Nunavut.

33. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer juge adjoint de la Cour suprême du Nunavut tout juge — ou ancien juge — d'une juridiction supérieure du Canada ou tout avocat, en exercice ou non, inscrit pendant au moins dix ans au barreau d'une province. Il fixe sa rémunération et ses indemnités.

(2) Le juge adjoint peut être nommé pour une ou plusieurs affaires, ou pour une période déterminée.

(3) Le juge adjoint occupe son poste à titre inamovible, sauf révocation par le gouverneur en conseil sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.

(4) Les juges adjoints exercent, pendant la durée de leur charge, toutes les attributions des juges de la Cour suprême, auxquels ils sont assimilés.

34. Les pouvoirs et fonctions expressément attribués aux juges de la cour provinciale ou aux magistrats stipendiaires par une règle de droit en vigueur au Nunavut sont transférés aux juges de la Cour suprême et, dans les limites de la compétence que leur

Juridictions supérieures

Nomination d'juges

Durée des fonctions

Juges d'office de la Cour

Juges adjoints

Durée des fonctions

Occupation du poste

Pouvoirs

Transfert d'attributions

of Nunavut or, if the power, duty or function is within the jurisdiction given to a judge of any other territorial court pursuant to this Act, by the judge of that other court.

Jurisdiction to try criminal cases

35. (1) A judge of the Supreme Court of Nunavut has and may exercise and perform, anywhere in Canada, all the powers, duties and functions of the Court with respect to any criminal offence committed or charged to have been committed in Nunavut.

Application of laws

(2) All laws applicable to criminal proceedings in Nunavut apply in like manner to proceedings held under this section at any place outside Nunavut.

Enforcement of decisions

(3) Any judgment, conviction, sentence or order pronounced or made in any proceedings held under this section outside Nunavut may be enforced or executed at the place at which it is pronounced or made or elsewhere, either in or outside Nunavut, as the judge of the Court may direct, and the proper officers of Nunavut have and may exercise all powers and authority necessary for the enforcement or execution thereof at the place where it is directed to be enforced or executed, notwithstanding that the place is not in Nunavut.

Court of Appeal of Nunavut

Sittings

36. The Court of Appeal of Nunavut may sit in Nunavut or in any other place in Canada designated by the Legislature.

Repeal

Repeal

37. Sections 32 to 36 and this section are repealed on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

PART II

GENERAL

Official Languages

Official Languages ordinance

38. (1) Except in respect of any provision that the Commissioner in Council of the Northwest Territories was empowered, by section 43.2 of the *Northwest Territories Act*, to enact without the concurrence of Par-

confère la présente loi, aux juges des autres juridictions territoriales.

Compétence pénale

35. (1) Le juge de la Cour suprême peut exercer les pouvoirs et fonctions de celle-ci partout au Canada dans le cas d'une infraction criminelle commise ou poursuivie au Nunavut.

5

10

Application de la loi

(2) Les règles de droit applicables aux instances pénales engagées au Nunavut s'appliquent de la même manière aux procédures intentées en application du présent article ailleurs au Canada.

10

Mise à exécution des décisions

(3) Les décisions et ordonnances judiciaires rendues dans une instance tenue en dehors du Nunavut et visée par le présent article peuvent être exécutées sur place ou en tout autre lieu, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire, selon les instructions du juge saisi. Les fonctionnaires compétents du Nunavut ont tous les pouvoirs nécessaires pour l'exécution au lieu fixé, même en dehors du territoire.

15

20

20

20

Cour d'appel du Nunavut

36. La Cour d'appel du Nunavut peut siéger dans les limites du Nunavut ou en tout autre lieu du Canada que désigne la législature.

Lieu des séances

25

Cessation d'effet

37. Les articles 32 à 36 et le présent article cessent d'avoir effet à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Cessation d'effet

30

PARTIE II

DISPOSITIONS DIVERSES

Langues officielles

38. (1) Sauf en ce qui a trait aux dispositions que le commissaire en conseil des Territoires du Nord-Ouest avait, en vertu de l'article 43.2 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*, le pouvoir d'édicter sans le con-

Ordonnance sur les langues officielles

35

liament, the ordinance of the Northwest Territories entitled the *Official Languages Act* and continued in force in Nunavut by section 29 may not be amended, repealed or otherwise rendered inoperable by the Legislature without the concurrence of Parliament by way of a resolution.

(2) Nothing in subsection (1) shall be construed as preventing the Commissioner or the Legislature from granting rights in respect of, or providing services in, English and French or any of the languages of the aboriginal peoples of Canada, in addition to the rights and services provided for in the ordinance referred to in that subsection, whether by amending that ordinance, without the concurrence of Parliament, or by any other means.

Nunavut Consolidated Revenue Fund

39. (1) All public moneys and revenue over which the Legislature has the power of appropriation shall form a fund to be known as the Nunavut Consolidated Revenue Fund.

(2) The Commissioner may establish, in the name of the Government of Nunavut, accounts for the deposit of public moneys and revenue with any member of the Canadian Payments Association or any local cooperative credit society that is a member of a central cooperative credit society having membership in that Association.

40. The Assembly may not adopt or pass any vote, resolution, address or bill for the appropriation of any part of the public revenue of Nunavut, or of any tax, for any purpose that has not been first recommended to the Assembly by message of the Commissioner in the session in which the vote, resolution, address or bill is proposed.

41. When a sum of money is granted to Her Majesty in right of Canada by Parliament to defray expenses for a specified public service in Nunavut, the power of appropriation by the Legislature over that sum is subject to the specified purpose for which it is granted.

cours du Parlement, l'ordonnance des Territoires du Nord-Ouest intitulée *Loi sur les langues officielles*, en vigueur au Nunavut par application de l'article 29, ne peut être modifiée, abrogée ni rendue inopérante par la législature qu'avec l'agrément du Parlement, donné sous forme de résolution.

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher le commissaire ou la législature d'accorder des droits à l'égard du français et de l'anglais ou des langues des peuples autochtones du Canada, ou de fournir des services dans ces langues, en plus des droits et services prévus par l'ordonnance mentionnée au paragraphe (1), notamment par modification de celle-ci sans recours au Parlement.

Trésor du Nunavut

39. (1) Est constitué le Trésor du Nunavut, formé des recettes susceptibles d'affectation par la législature.

(2) Le commissaire peut, pour le dépôt des recettes et fonds publics, ouvrir, au nom du gouvernement du Nunavut, des comptes auprès de toute institution membre de l'Association canadienne des paiements ou de toute société coopérative de crédit locale membre d'une société coopérative de crédit centrale elle-même membre de cette association.

40. L'assemblée ne peut valablement voter de crédits, de résolution, d'adresse ou de projet de loi visant l'affectation, à une fin quelconque, d'une partie des recettes publiques du Nunavut ou d'un impôt ou droit que si elle a reçu préalablement, au cours de la même session, une recommandation formelle du commissaire à cet effet.

41. Dans le cas d'une somme d'argent accordée par le Parlement à Sa Majesté du chef du Canada pour couvrir le coût d'un service public donné dans le territoire, le pouvoir d'affectation de la législature est subordonné à l'objet pour lequel cette somme a été accordée.

Additional
rights and
services

Nunavut
C.R.F.

Establishment
of accounts

Recommendation
of
Commissioner

Appropriation
of moneys
granted by
Parliament

Droits et
services complé-
mentaires

Trésor du
Nunavut

Ouverture de
comptes
bancaires

Recommenda-
tion du commis-
saire

Affectation des
sommes
accordées par le
Parlement

*Territorial Accounts**Comptes du Nunavut*

Fiscal year	42. The fiscal year of Nunavut is the period beginning on April 1 in one year and ending on March 31 in the next year.	42. L'exercice du Nunavut s'ouvre le 1 ^{er} avril et se clôt le 31 mars de l'année suivante.	Exercice
Auditor of Nunavut	43. The Auditor General of Canada shall act as the auditor of Nunavut.	43. Le vérificateur général du Canada est 5 le vérificateur du Nunavut.	Vérificateur 5
Submission of Territorial Accounts to Assembly	44. The Commissioner shall, on or before December 31 of each fiscal year, lay before the Assembly a report, called the Territorial Accounts, for the preceding fiscal year of Nunavut, and the Assembly shall consider the report.	44. Au plus tard le 31 décembre, le commissaire présente à l'assemblée un rapport sur l'exercice précédent, intitulé « comptes du Nunavut »; l'assemblée procède à l'examen 10 du rapport.	Présentation des comptes du Nunavut à l'assemblée 10
Form and contents	45. The Territorial Accounts shall be prepared in such form as the Commissioner may direct and in accordance with accounting principles recommended by the Canadian Institute of Chartered Accountants or its successor and shall include (a) consolidated financial statements for Nunavut of (i) the financial position as at the end of the fiscal year, (ii) the accumulated surplus or deficit as at the end of the fiscal year, (iii) the revenues and expenditures for the fiscal year, and (iv) the changes in the financial position for the fiscal year; and (b) such other information or statements as are required in support of the consolidated financial statements or as are required by the Minister or by any law made by the Legislature or continued by section 29.	45. Les comptes du Nunavut sont établis en la forme prescrite par le commissaire et selon les principes comptables recommandés 15 par l'Institut canadien des comptables agréés, ses successeurs ou ses ayants droit; ils 15 comportent les éléments suivants : a) les états financiers consolidés du territoire, lesquels comprennent : (i) le bilan en fin d'exercice, (ii) l'état de l'excédent ou du déficit accumulé en fin d'exercice, (iii) l'état des recettes et dépenses pour l'exercice, (iv) l'évolution de la situation financière au cours de l'exercice; b) les autres renseignements ou documents nécessaires à l'appui des documents visés à l'alinéa a), ou dont la production est exigée par le ministre, une loi de la législature ou toute autre règle de droit en vigueur 30 dans le territoire par application de l'article 29.	Forme et contenu 15 15 25 30
Audit and report by auditor	46. (1) The auditor of Nunavut shall audit the accounts and financial transactions of Nunavut in each fiscal year in accordance with generally accepted auditing standards and report to the Assembly on the result of that audit, including whether, in the opinion of the auditor, (a) the consolidated financial statements for Nunavut presents fairly, in all material respects and in accordance with accounting principles recommended by the Canadian Institute of Chartered Accountants or 45	46. (1) À la fin de chaque exercice, après 35 avoir vérifié, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, les 35 comptes et les opérations financières du Nunavut, le vérificateur du territoire transmet à l'assemblée un rapport dans lequel il indique 40 notamment si, à son avis : a) les états financiers consolidés présentent 40 fidèlement — à tous égards importants et en conformité avec les principes comptables recommandés par l'Institut canadien des comptables agréés, ses successeurs	Rapport du vérificateur 35 40

its successor, the financial position of Nunavut as at the end of the fiscal year and the results of its operations in, and changes in its financial position for, the fiscal year; and

(b) the transactions of Nunavut that have come to the notice of the auditor in the course of the audit of the consolidated financial statements have been within the powers of Nunavut under this Act and any other Act applicable to Nunavut.

Other matters

(2) The auditor of Nunavut shall call attention to any other matter falling within the scope of the audit made under subsection (1) that, in the opinion of the auditor, should be brought to the attention of the Assembly.

Inquiry and report

47. At the request of the Commissioner, made on the advice of the Executive Council and with the agreement of the Governor in Council, the auditor of Nunavut may, if in the auditor's opinion it does not interfere with the auditor's primary responsibilities, inquire into and report to the Assembly

(a) on any matter relating to the financial affairs of Nunavut or to public property in Nunavut; or

(b) on any person or organization that has received or is seeking financial aid from the Government of Nunavut.

Powers of auditor

48. (1) The auditor of Nunavut has, in connection with the audit of the accounts of Nunavut, all the powers that the Auditor General of Canada has under the *Auditor General Act* in connection with the examination of the accounts of Canada.

Access to information

(2) Except as provided by any law made by the Legislature that expressly refers to this subsection, the auditor of Nunavut is entitled to free access at all convenient times to information that relates to the fulfilment of the auditor's responsibilities and is entitled to require and receive from the public service of Nunavut such information, reports and explanations as the auditor considers necessary for that purpose.

ou ses ayants droit — la situation financière du territoire en fin d'exercice, le résultat de ses activités, ainsi que l'évolution de sa situation financière;

b) les opérations du Nunavut qui ont été portées à sa connaissance à l'occasion de la vérification des états financiers consolidés étaient valides au regard des pouvoirs conférés au territoire par la présente loi et toute autre loi applicable.

(2) Le vérificateur du territoire signale en outre, parmi les questions soumises à la vérification, toutes celles qui, à son avis, méritent d'être portées à l'attention de l'assemblée.

Questions soumises à l'assemblée

47. À la demande du commissaire, sur l'avis du conseil exécutif et avec l'agrément du gouverneur en conseil, le vérificateur du Nunavut peut, s'il estime que la mission n'entrave pas ses responsabilités principales, enquêter et faire rapport à l'assemblée au sujet :

Enquête

a) de toute question relative aux affaires financières ou aux biens publics du Nunavut;

b) de toute personne ou organisation ayant reçu ou sollicité l'aide financière du gouvernement du Nunavut.

48. (1) Le vérificateur du Nunavut est investi, pour la vérification des comptes du Nunavut, de tous les pouvoirs que la *Loi sur le vérificateur général* attribue au vérificateur général du Canada pour l'examen des comptes du Canada.

Pouvoirs du vérificateur

(2) Sauf dérogation expresse au présent paragraphe prévue par une loi de la législature, le vérificateur a le droit, à tout moment convenable, de prendre connaissance librement de tous éléments d'information se rapportant à l'exercice de ses fonctions; à cette fin, il peut exiger que les fonctionnaires du Nunavut lui fournissent tous renseignements, rapports et explications dont il a besoin.

Accès à l'information

*Lands**Biens-fonds*Lands vested in
Her Majesty

49. (1) The following lands are and remain vested in Her Majesty in right of Canada:

- (a) land acquired with funds of Nunavut;
- (b) land in Nunavut acquired with funds of the Northwest Territories before the day on which section 3 comes into force;
- (c) public land, the administration and control of which has been transferred by the Governor in Council to the Commissioner of Nunavut;
- (d) public land, the administration and control of which has been transferred by the Governor in Council to the Commissioner of the Northwest Territories before the day on which section 3 comes into force;
- (e) all roads, streets, lanes and trails on public land;
- (f) land acquired pursuant to tax sale proceedings by the Commissioner of Nunavut; and
- (g) land in Nunavut acquired pursuant to tax sale proceedings by the Commissioner of the Northwest Territories before the day on which section 3 comes into force.

Beneficial use
or proceeds

(2) The right to the beneficial use or to the proceeds of the lands referred to in subsection (1) is appropriated to the Commissioner, and the lands may be held by and in the name of the Commissioner for the beneficial use of the Government of Nunavut.

Management
and disposal

(3) Subject to any law made by the Legislature, the Commissioner may manage, and sell, lease or otherwise dispose of, the lands referred to in subsection (1).

Relinquishment

(4) The Commissioner may, with the approval of the Governor in Council, relinquish the administration and control of the entire or any lesser interest in any land referred to in subsection (1), either in perpetuity or for any lesser term.

49. (1) La propriété des biens-fonds suivants est dévolue à Sa Majesté du chef du Canada :

- a) les biens-fonds acquis avec l'argent du Nunavut;
- b) les biens-fonds situés au Nunavut et acquis, avant l'entrée en vigueur de l'article 3, avec l'argent des Territoires du Nord-Ouest;
- c) les terres domaniales dont la gestion et la maîtrise ont été transférées par le gouverneur en conseil au commissaire du Nunavut;
- d) les terres domaniales dont la gestion et la maîtrise ont été transférées par le gouverneur en conseil au commissaire des Territoires du Nord-Ouest avant l'entrée en vigueur de l'article 3;
- e) la voirie (chemins, routes, rues, ruelles et sentiers) des terres domaniales;
- f) les biens-fonds acquis par le commissaire du Nunavut à l'occasion de ventes pour recouvrement d'impôts non payés;
- g) les biens-fonds situés au Nunavut et acquis, avant l'entrée en vigueur de l'article 3, par le commissaire des Territoires du Nord-Ouest à l'occasion de ventes pour recouvrement d'impôts non payés.

(2) Le droit de jouir des biens-fonds énumérés au paragraphe (1) ou d'en percevoir les fruits est attribué au commissaire qui peut les détenir en son nom pour le compte du gouvernement du Nunavut.

(3) Sous réserve de toute loi de la législature, le commissaire peut gérer ces biens-fonds, les louer et les aliéner.

(4) Le commissaire peut renoncer, avec l'agrément du gouverneur en conseil, à perpétuité ou pour une durée déterminée, à la gestion et à la maîtrise de tout ou partie de ses droits réels sur ces biens-fonds.

Propriété

Jouissance et
perception des
fruitsGestion et
aliénation

Renonciation

Approval	(5) On the approval of the relinquishment, the appropriation under subsection (2), and the Commissioner's rights and powers under subsections (2) and (3), in respect of the relinquished land or interest are terminated and the land or interest becomes subject to the control of the Governor in Council.	(5) Une fois l'agrément donné, l'attribution et les droits et pouvoirs du commissaire visés aux paragraphes (2) et (3) prennent fin; les biens-fonds ou les droits réels en cause sont dès lors sous la maîtrise du gouverneur en conseil.	Agrément
Transfer	(6) The Governor in Council may transfer the administration of the land or interest to a Minister of the Government of Canada or to an agent corporation within the meaning of the <i>Financial Administration Act</i> .	(6) Le gouverneur en conseil peut transférer la gestion des biens-fonds ou des droits réels visés au paragraphe (5) à un ministre du gouvernement du Canada ou à une société mandataire au sens de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	Transfert à un ministre
Transfer to Commissioner	50. The Governor in Council may transfer, either in perpetuity or for any lesser term, the administration and control of the entire or any lesser interest in any public land to the Commissioner.	50. Le gouverneur en conseil peut transférer au commissaire du Nunavut, à perpétuité ou pour une durée déterminée, la gestion et la maîtrise de tout ou partie de ses droits réels sur toute terre domaniale.	Transfert au commissaire
<i>Cultural Sites and Property</i>		<i>Biens culturels</i>	
Regulations	51. (1) The Governor in Council may make regulations for the protection, care and preservation of sites, works, objects and specimens in Nunavut of palaeontological, archaeological, ethnological or historical importance, interest or significance and of explorers' cairns and explorers' documents in Nunavut.	51. (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour la protection, l'entretien et la conservation, au Nunavut, des cairns et documents d'explorateurs, ainsi que des lieux, ouvrages, objets et spécimens d'intérêt paléontologique, archéologique, ethnologique ou historique.	Règlements
Offence	(2) Every person who contravenes any regulation made under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction.	(2) Quiconque contrevient à un règlement pris en application du paragraphe (1) est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.	Infraction
Power to seize	52. (1) A peace officer who believes on reasonable grounds that any object, specimen or document has been removed, taken, shipped, had in possession or otherwise dealt in contravention of the regulations may, in Nunavut, without a warrant, seize the object, specimen or document.	52. (1) L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire que, en violation des règlements, il y a eu soustraction, expédition ou possession d'un objet, spécimen ou document — ou toute autre opération à son égard — peut, dans les limites du Nunavut, en effectuer la saisie sans mandat.	Saisie
Forfeiture	(2) A peace officer who makes a seizure under subsection (1) shall report the seizure as soon as practicable to a justice of the peace, who may, on being satisfied that the object, specimen or document was removed, taken, shipped, had in possession or otherwise dealt with in contravention of the regulations, declare it to be forfeited to Her	(2) L'agent fait rapport au juge de paix, dans les meilleurs délais, de toute saisie effectuée sous le régime du paragraphe (1). Le juge peut, s'il constate le bien-fondé de la saisie, déclarer les objets saisis confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada.	Confiscation

Majesty in right of Canada and, on that declaration, it is forfeited.

PART III

NUNAVUT IMPLEMENTATION
COMMISSION*Interpretation*Definition of
"Tungavik"

53. In this Part, "Tungavik" means Tungavik Incorporated, a corporation incorporated under Part II of the *Canada Corporations Act*, and includes any successor to that corporation.

*Establishment*Commission
established

54. There is hereby established a commission, to be called the Nunavut Implementation Commission, consisting of a Chairperson and nine other members to be appointed by the Governor in Council.

Chairperson

55. (1) The Chairperson shall be appointed on the recommendation of the Minister with the agreement of the government leader of the Northwest Territories and of Tungavik.

Other members

(2) Of the members other than the Chairperson, three shall be appointed from a list of candidates supplied by the government leader of the Northwest Territories and three from a list of candidates supplied by Tungavik.

Term

(3) A member shall be appointed to hold office during pleasure for such term not exceeding three years as the Governor in Council may fix, but a member may be reappointed in the same or another capacity.

Residence

56. (1) Unless the Minister, the government leader of the Northwest Territories and Tungavik agree otherwise, at least six members shall be ordinarily resident in Nunavut.

Office vacated

(2) If a member ceases to be ordinarily resident in Nunavut and the condition imposed by subsection (1) is not satisfied, the appointment of the member is terminated as

PARTIE III

COMMISSION D'ÉTABLISSEMENT DU
NUNAVUT*Définition*Définition de
« Tungavik »

53. Dans la présente partie, « Tungavik » s'entend de la Tungavik Incorporated, société sans capital-actions constituée en vertu de la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, ainsi que ses successeurs et ayants 5 droit.

Mise en place

Constitution

54. Est constituée la Commission d'établissement du Nunavut, composée de dix 10 membres, dont le président, tous nommés par le gouverneur en conseil.

10

Nomination :
président

55. (1) Le président est nommé sur la recommandation du ministre, avec l'assentiment du chef du gouvernement des 15 Territoires du Nord-Ouest et de Tungavik.

15 Idem : membres

(2) Parmi les membres autres que le président, trois sont choisis sur une liste de candidature fournie par le chef du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et trois autres sur une liste de candidature fournie par Tungavik. 20

20

Mandat

(3) Les membres exercent leurs fonctions à titre amovible pendant la période d'au plus 25 trois ans que fixe le gouverneur en conseil; leur mandat peut être reconduit, à des fonctions identiques ou non.

25

Résidence des
membres

56. (1) Sauf entente à l'effet contraire conclue entre le ministre, le chef du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et Tungavik, au moins six des membres doivent avoir leur résidence habituelle au Nunavut. 30

30

Départ du
Nunavut

(2) Lorsqu'il a pour effet d'entraîner la non-réalisation de la condition prévue au paragraphe (1), le fait qu'un membre cesse d'avoir sa résidence habituelle au Nunavut met

of the date the member ceases to be so resident.

fin à son mandat à compter de la date de son départ.

Meetings

57. The Commission shall meet at least four times a year.

57. La commission se réunit au moins quatre fois par année.

Fréquence des réunions

Mandate

Mission

Mandate

58. The mandate of the Commission is to advise the Government of Canada, the Government of the Northwest Territories and Tungavik on the establishment of Nunavut and, in particular, to advise on

58. La commission a pour mission de conseiller les gouvernements du Canada et des Territoires du Nord-Ouest, ainsi que Tungavik, au sujet de l'établissement du Nunavut, et notamment sur les points suivants :

5 Mission de la commission

(a) the timetable for the assumption by 10 the Government of Nunavut of responsibility for the delivery of services;

a) les délais de prise en charge des services 10 par l'administration du Nunavut;

(b) the process for the first election of the members of the Assembly, including the number of members and the establishment 15 of electoral districts;

b) les modalités de l'élection des premiers députés, y compris le nombre de ceux-ci et l'établissement des circonscriptions électorales; 15

(c) the design and funding of training programs;

c) la conception des programmes de formation et le financement à cet égard;

(d) the process for determining the location of the seat of government of Nunavut; 20

d) l'établissement de la capitale du Nunavut;

(e) the principles and criteria for the equitable division of assets and liabilities between Nunavut and the Northwest Territories;

e) les principes et critères nécessaires en 20 vue d'une répartition équitable de l'actif et du passif des Territoires du Nord-Ouest entre ceux-ci et le Nunavut;

(f) the new public works necessitated by 25 the establishment of Nunavut and the scheduling of the construction of the works;

f) la mise en place de l'infrastructure et des installations qu'exige l'établissement 25 du Nunavut, y compris le calendrier des travaux de construction;

(g) the administrative design of the first Government of Nunavut; 30

g) la structure administrative nécessaire au premier gouvernement du Nunavut;

(h) the arrangements for delivery of programs and services where the responsibility for delivery by Nunavut is to be phased in; and

h) la mise en oeuvre des programmes et 30 services au fur et à mesure de leur prise en charge par l'administration du Nunavut;

(i) any other related matter referred to it 35 by the Minister, with the consent of the government leader of the Northwest Territories and of Tungavik.

i) toute autre question que lui confie le ministre, avec l'assentiment du chef du gouvernement des Territoires du Nord- 35 Ouest et de Tungavik.

Information

59. The Commission shall establish programs, which may include the holding of 40 public meetings, to inform the residents of Nunavut of its activities.

59. Il incombe à la commission de mettre 40 sur pied des programmes d'information publique afin de tenir les habitants du Nunavut au courant de ses activités; elle peut notamment tenir des assemblées publiques.

Information du public

Other functions	60. The Commission shall perform such functions as in its opinion are required to fulfill its mandate.	60. La commission accomplit toute autre fonction qu'elle estime nécessaire à la réalisation de sa mission.	Autres fonctions
Powers	61. (1) The Commission may, for the purpose of fulfilling its mandate, (a) acquire personal property in the name of the Commission and dispose of the property; and (b) enter into contracts in the name of the Commission.	61. (1) Pour l'exécution de sa mission, la commission peut : a) acquérir et aliéner des biens meubles en son propre nom; b) conclure des contrats en son propre nom.	Pouvoirs 5
Legal proceedings	(2) Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the Commission may be brought or taken by or against the Commission in the name of the Commission in any court that would have jurisdiction if the Commission were a corporation.	(2) À l'égard des droits et obligations qu'elle assume, la commission peut ester en justice sous son propre nom devant tout tribunal qui serait compétent si elle était une personne morale.	10 Action en justice
Not an agent	(3) The Commission is not an agent of Her Majesty in right of Canada.	(3) La commission n'est pas mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.	15 Statut de la commission
By-laws	62. The Commission may make by-laws respecting the conduct of its business.	62. La commission peut, par règlement administratif, régir son activité.	Règlements administratifs
<i>Staff</i>		<i>Personnel</i>	
Executive Director	63. (1) There shall be an Executive Director of the Commission, who shall be appointed by the Commission and who, under the direction of the Chairperson, has supervision over and direction of the work, budget and staff of the Commission and is the secretary to the Commission.	63. (1) La commission nomme un directeur général qui, sous la surveillance du président, dirige ses travaux et contrôle la gestion de son personnel et de son budget. Le directeur général assume le rôle de secrétaire de la commission.	20 Directeur général
Absence or incapacity of Chairperson	(2) If the Chairperson is absent or unable to act or if the office of Chairperson is vacant, the members may authorize a member to assume the direction of the Chairperson over the Executive Director.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, les membres peuvent choisir l'un d'entre eux pour surveiller l'activité du directeur général.	25 Absence du président
Staff	64. (1) The Commission may employ such employees as it considers necessary for the proper conduct of its work and, subject to subsection (2), may prescribe their duties and the conditions of their employment.	64. (1) La commission peut employer les personnes qu'elle estime nécessaires à l'exercice de ses activités, définir leurs fonctions et, sous réserve du paragraphe (2), fixer leurs conditions d'emploi.	30 Personnel
General consistency	(2) The conditions of employment respecting remuneration and benefits and the payment of expenses must be generally consistent with the conditions established by the Treasury Board for persons employed in the public service as defined in subsection 11(1) of the <i>Financial Administration Act</i> .	(2) En ce qui a trait à la rémunération, aux avantages et aux indemnités, ces conditions d'emploi doivent être comparables, de façon générale, à celles que fixe le Conseil du Trésor pour la fonction publique fédérale, au sens donné à « fonction publique » au paragraphe 11(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	35 Conditions d'emploi

Presumption	(3) The members, Executive Director and employees of the Commission are deemed to be employees for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and to be employed in the public service of Canada for the purposes of any regulation made pursuant to section 9 of the <i>Aeronautics Act</i> .	(3) Les membres, le directeur général et le personnel de la commission sont réputés être agents de l'État pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> et occuper un emploi au sein de l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris en vertu de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> .	Présomption
-------------	--	--	-------------

Financial Provisions

Annual budget	65. (1) The Commission shall annually submit a budget for the next following fiscal year to the Minister for consideration.	65. (1) La commission établit annuellement un budget de fonctionnement pour l'exercice suivant et le soumet à l'examen du ministre.	Budget annuel
Accounts	(2) The Commission shall maintain books of account and records in relation thereto in accordance with accounting principles recommended by the Canadian Institute of Chartered Accountants or its successor.	(2) La commission tient les documents comptables nécessaires, en conformité avec les principes comptables recommandés par l'Institut canadien des comptables agréés, ses successeurs ou ses ayants droit.	Livres comptables
Consolidated financial statements	(3) The Commission shall annually prepare consolidated financial statements in accordance with the accounting principles referred to in subsection (2) and shall include therein such information or statements as are required in support of the consolidated financial statements.	(3) La commission établit annuellement, en conformité avec les mêmes principes comptables, des états financiers consolidés; elle réunit en outre les autres renseignements ou documents nécessaires à l'appui de ceux-ci.	États financiers consolidés
Audit	(4) The accounts, financial statements and financial transactions of the Commission shall be audited annually by the Auditor General of Canada and a report of the audit shall be made to the Commission and forthwith sent to the Minister.	(4) Le vérificateur général du Canada vérifie chaque année les comptes, les états financiers et les opérations financières de la commission, et présente son rapport à celle-ci qui le transmet au ministre dans les meilleurs délais.	Vérification

Annual Report

Annual report	66. (1) Subject to subsection (2), the Commission shall, within three months after the end of each fiscal year, submit to the Minister a report on the activities of the Commission in that year.	66. (1) Dans les trois mois qui suivent la fin de chaque exercice, la commission présente au ministre son rapport d'activité pour cet exercice.	Rapport annuel
Idem	(2) The report for the year in which this Part is repealed shall be submitted before the repeal.	(2) Toutefois, le rapport concernant l'exercice au cours duquel la présente partie cesse d'avoir effet est présenté avant la date de cessation d'effet.	Dernier rapport
Tabling in Parliament	67. The Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament within the first thirty days on which that House is sitting after the day on which the Minister receives it.	67. Le ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les trente premiers jours de séance de celle-ci suivant la réception du rapport.	Dépôt au Parlement

Tabling in
Council of
Northwest
Territories

68. (1) On the tabling in a House of Parliament of a copy of the report, the Minister shall submit copies of it to the government leader of the Northwest Territories and to Tungavik, and the government leader shall lay a copy of the report before the Council of the Northwest Territories within the first thirty days on which the Council is sitting after the day on which the government leader receives it.

Tabling in
Legislative
Assembly of
Nunavut

(2) On the tabling in a House of Parliament of a copy of the report for the year in which section 3 comes into force, the Minister shall, in addition to submitting copies as described in subsection (1), submit copies of it to the government leader of Nunavut or, if the leader has not yet been chosen, the Commissioner of Nunavut, and the government leader or Commissioner, as the case may be, shall lay a copy of the report before the Assembly within the first thirty days on which the Assembly is sitting after the day on which the government leader or Commissioner receives it.

Repeal

69. This Part is repealed on the day that is three months after the day on which section 3 comes into force or on such earlier day as the Governor in Council may fix by order.

Repeal

Cessation d'effet

69. La présente partie cesse d'avoir effet à la date fixée par décret du gouverneur en conseil, mais au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de l'article 3.

Dépôt au
Conseil des
Territoires du
Nord-Ouest

68. (1) Dès le dépôt devant l'une des chambres du Parlement, le ministre en transmet des exemplaires au chef du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, qui en dépose un au Conseil des Territoires du Nord-Ouest dans les trente premiers jours de séance de celui-ci qui suivent la réception du rapport. Le ministre transmet également des exemplaires du rapport à Tungavik.

10

(2) Pour ce qui est du rapport concernant l'exercice où l'article 3 entre en vigueur, dès le dépôt devant l'une des chambres du Parlement, le ministre en transmet des exemplaires au chef du gouvernement du Nunavut ou, à défaut, au commissaire du Nunavut. Le chef du gouvernement ou le commissaire, selon le cas, en dépose un exemplaire devant l'assemblée dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant la réception du rapport.

20

Dépôt à
l'assemblée

PART IV

PARTIE IV

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Expenditures

Dépenses

Expenditures

70. Until the first Legislative Assembly of Nunavut is convened, the Commissioner of Nunavut may authorize the payment of monies out of the Nunavut Consolidated Revenue Fund for the purposes of defraying expenses incurred in respect of Nunavut for which there is no other lawful authority to defray.

70. Jusqu'à ce que soit convoquée la première assemblée législative et en l'absence d'autre source de financement, le commissaire du Nunavut peut autoriser le prélèvement sur le Trésor du Nunavut et l'affectation des fonds nécessaires au paiement des dépenses liées à l'établissement du Nunavut.

Pouvoirs du
commissaire

Interim
Commissioner
of Nunavut

Interim Commissioner of Nunavut
71. (1) The Governor in Council may establish the office of Interim Commissioner of Nunavut and may appoint a person to hold

Commissaire provisoire du Nunavut

71. (1) Le gouverneur en conseil peut créer la charge de commissaire provisoire du Nunavut et en nommer le titulaire, qui

Commissaire
provisoire du
Nunavut

35

that office during pleasure until the appointment of the first Commissioner of Nunavut.

exerce ses fonctions à titre amovible jusqu'à la nomination du premier commissaire du Nunavut.

Directions

(2) The Interim Commissioner shall act in accordance with any written directions given to the Interim Commissioner by the Minister.

(2) Dans l'exercice de ses fonctions, le commissaire provisoire se conforme aux instructions écrites que lui donne le ministre.

Instructions

5

Publication

(3) Directions respecting the exercise of the powers conferred by section 72 or 75 shall be published in such manner as the Minister may determine.

(3) Les instructions qui concernent les pouvoirs conférés au commissaire provisoire par les articles 72 et 75 sont publiées suivant les modalités fixées par le ministre.

Publication

10

Powers generally

72. (1) The Interim Commissioner may

72. (1) Le commissaire provisoire peut :

Pouvoirs généraux

(a) recruit for employment by the Government of Nunavut such persons as the Interim Commissioner considers necessary for the operations of that Government on its establishment;

a) recruter les personnes qu'il estime nécessaires à titre de futurs fonctionnaires du Nunavut;

(b) prescribe the duties of the persons referred to in paragraph (a) and the conditions of their employment consistent with the conditions of employment established by the Government of the Northwest Territories for its employees;

b) définir les fonctions des personnes mentionnées à l'alinéa a) et fixer leurs conditions d'emploi, celles-ci devant être comparables aux conditions d'emploi des fonctionnaires des Territoires du Nord-Ouest;

(c) establish systems and processes for the Government of Nunavut, including the organization and administration of territorial courts; and

c) fixer les modalités d'organisation des pouvoirs publics du Nunavut, notamment en matière judiciaire;

(d) carry out such other functions as the Governor in Council may, by order, assign to the Interim Commissioner for the purposes of facilitating the assumption by the Government of Nunavut of any of its powers, duties or functions.

d) exercer toute autre fonction que lui assigne par décret le gouverneur en conseil en vue de la prise en charge par le gouvernement du Nunavut de ses attributions.

Agreements binding

(2) Agreements entered into pursuant to paragraph (1)(a) are binding on the Government of Nunavut.

(2) Les mesures prises en application de l'alinéa (1)a) lient le gouvernement du Nunavut.

Futurs fonctionnaires

30

Alteration, etc. of systems

(3) The Government of Nunavut may alter, revoke or replace any system or process established pursuant to paragraph (1)(c).

(3) Le gouvernement du Nunavut peut annuler, modifier ou remplacer, à son appréciation, les modalités fixées en application de l'alinéa (1)c).

Modification des méthodes et procédés

Agreements

73. (1) The Interim Commissioner may, with the approval of the Governor in Council, enter into agreements

73. (1) Le commissaire provisoire peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure :

Accords

(a) with the Government of Canada, the Northwest Territories or any province or with any other body for the carrying out on behalf of Nunavut of programs previ-

a) avec le gouvernement du Canada, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, le gouvernement d'une province ou tout autre organisme, des accords en vue

ously carried out by the Government of the Northwest Territories;

(b) with the Government of Canada or the Northwest Territories for funding in respect of Nunavut; and

(c) with the Government of the Northwest Territories for the division of its assets and liabilities between Nunavut and the Northwest Territories.

de l'exécution, au nom du Nunavut, de programmes antérieurement assumés par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest;

5 b) avec le gouvernement fédéral ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, des accords de financement concernant le Nunavut;

c) avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, des accords en vue du partage, entre eux, de l'actif et du passif des Territoires du Nord-Ouest.

Agreements binding

(2) Subject to subsections (3) and (4), 10 agreements entered into pursuant to this section are binding on the Government of Nunavut.

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et 15 (4), ces accords lient le gouvernement du Nunavut.

Caractère obligatoire

15

Termination

(3) The Government of Nunavut may, by giving notice in writing, terminate an agreement entered into pursuant to paragraph (1)(a) at the end of the fiscal year following that in which the notice is given.

(3) Le gouvernement du Nunavut peut, 15 sur préavis écrit donné au cours d'un exercice, mettre fin à tout accord visé à l'alinéa (1)a) à la clôture de l'exercice suivant.

Cessation

Idem

(4) An agreement entered into pursuant to paragraph (1)(b) terminates two years after the coming into force of section 3, unless the agreement provides for an earlier termination.

(4) Tout accord visé à l'alinéa (1)b) prend 20 fin à la date qui y est prévue ou, au plus tard, deux ans à compter de l'entrée en vigueur de l'article 3.

Expiration

Carrying out of programs

74. The Government of Canada or the Northwest Territories may carry out any program in accordance with any agreement entered into pursuant to paragraph 73(1)(a).

74. Les gouvernements du Canada et des 25 Territoires du Nord-Ouest sont habilités à mettre en oeuvre tout programme ayant fait l'objet d'un accord visé à l'alinéa 73(1)a).

Mise en oeuvre des programmes

Staff

75. (1) The Interim Commissioner may employ such employees as the Interim Commissioner considers necessary for the proper conduct of the Interim Commissioner's work and may prescribe their duties and the conditions of their employment consistent with the conditions of employment established by the Government of the Northwest Territories for 35 its employees.

75. (1) Le commissaire provisoire peut employer les personnes qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions, 30 définir leurs fonctions et fixer leurs conditions d'emploi, celles-ci devant être comparables aux conditions d'emploi des fonctionnaires des Territoires du Nord-Ouest.

Personnel

35

Termination of employment

(2) The employment of persons by the Interim Commissioner terminates not later than the day on which the first Commissioner of Nunavut is appointed, but that termination does not entitle them to severance pay.

(2) L'emploi de ces personnes prend fin au plus tard à la date de nomination du premier commissaire du Nunavut; il est entendu 40 qu'elles n'ont alors droit à aucune indemnité de départ.

Fin de l'emploi

40

Council of the Northwest Territories

76. (1) A member of the Council of the Northwest Territories whose electoral dis-

Conseil des Territoires du Nord-Ouest

76. (1) L'entrée en vigueur de l'article 3 met fin au mandat du membre du Conseil

Sitting members

Membres du Conseil

trict does not include any of the communities listed in Schedule II ceases, on the coming into force of section 3, to be a member of the Council.

(2) If the name of a community listed in Schedule II is changed, the reference in that Schedule to the name of the community shall be construed as a reference to the new name of the community.

Change of
name

des Territoires du Nord-Ouest représentant une circonscription électorale qui ne comprend aucune des collectivités énumérées à l'annexe II.

(2) La mention, à l'annexe II, d'une collectivité dont le nom a été modifié par la suite vaut mention de celle-ci sous son nouveau nom.

5 Changement de
nom

PART V

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS AND COMING INTO FORCE

R.S., c. N-27

Northwest Territories Act

77. The definition "Territories" in section 2 of the *Northwest Territories Act* is repealed and the following substituted therefor:

"Territories" means the Northwest Territories, which comprise all that part of Canada north of the sixtieth parallel of north latitude and west of the boundary described in Schedule I to the *Nunavut Act* that is not within the Yukon Territory.

"Territories"
« territoires »

Other Consequential Amendments

78. The Acts referred to in Schedule III are amended in the manner and to the extent indicated in that Schedule.

Coming into Force

79. (1) Subject to subsection (2), this Act or any provision of this Act or of any Act as amended by this Act shall come into force on April 1, 1999 or on such earlier day or days as the Governor in Council may fix by order.

Coming into
force

(2) Part III shall come into force on the day that is six months after the day on which this Act is assented to or on such earlier day as the Governor in Council may fix by order.

Idem

PARTIE V

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Loi sur les Territoires du Nord-Ouest

L.R., ch. N-27

77. La définition de « territoires », à l'article 2 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« territoires » Les Territoires du Nord-Ouest, lesquels comprennent la partie du territoire canadien située au nord du soixantième parallèle et à l'ouest de la limite décrite à l'annexe I de la *Loi sur le Nunavut*, à l'exclusion des secteurs faisant partie du Yukon.

« territoires »
"territoires"

Autres modifications corrélatives

78. Les lois visées à l'annexe III sont modifiées conformément aux indications de celle-ci.

Entrée en vigueur

79. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi ou telle de ses dispositions ou des dispositions de toute autre loi qui sont modifiées par la présente loi entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil, mais au plus tard le 1^{er} avril 1999.

Entrée en
vigueur

(2) La partie III entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil, mais au plus tard six mois après la date de sanction de la présente loi.

Idem

SCHEDULE I
(Section 3)

ANNEXE I
(article 3)

WESTERN BOUNDARY OF NUNAVUT

Commencing at the intersection of 60°00'N latitude with 102°00'W longitude, being the intersection of the Manitoba, Northwest Territories and Saskatchewan borders;

thence due north to the intersection of 102°00'W longitude and 64°14'N latitude near the south shore of the Thelon River;

thence west northwesterly in a straight line to the intersection of 64°50'N latitude and 109°20'W longitude, north of Gloworm Lake;

thence northwesterly in a straight line to the intersection of 65°30'N latitude and 110°40'W longitude, west of Contwoyto Lake;

thence due west to the intersection of 65°30'N latitude and 112°30'W longitude, east of Itchen Lake;

thence northwesterly in a straight line to a point on the southeastern boundary of the Inuvialuit Settlement Region, being the intersection of 68°00'N latitude and 120°40'51''W longitude;

thence due north to the intersection of 120°40'51''W longitude and the shoreline of Amundsen Gulf;

thence easterly in a straight line to the intersection of the northerly bank of Kugalak River and the shoreline of Penny Bay in Amundsen Gulf;

thence generally easterly following the northerly bank of Kugalak River to the intersection of that bank and 116°38'10''W longitude at approximate 69°38'N latitude;

thence northwesterly in a straight line to the intersection of 69°53'20''N latitude and 117°08'40''W longitude;

thence northerly in a straight line to the intersection of 70°00'N latitude and 117°07'W longitude;

thence due east to the intersection of 70°00'N latitude and 112°53'W longitude;

thence due south to the intersection of 112°53'W longitude and 69°50'N latitude;

thence due east to the intersection of 69°50'N latitude and 112°39'W longitude;

thence due north to the intersection of 112°39'W longitude and the shoreline of Quunnguq Lake at approximate 69°51'N latitude;

thence easterly, northerly and westerly following the sinuosities of the shoreline of Quunnguq Lake to the intersection of that shoreline and 112°30'W longitude at approximate 69°54'50''N latitude;

thence due north to the intersection of 112°30'W longitude and 70°00'N latitude;

thence due east to the intersection of 70°00'N latitude and 110°00'W longitude; and finally

LIMITE OUEST DU TERRITOIRE DU NUNAVUT

Point de départ : l'intersection du parallèle de 60° et du méridien de 102°, soit l'intersection des limites du Manitoba, des Territoires du Nord-Ouest et de la Saskatchewan;

de là, plein nord jusqu'à l'intersection du méridien de 102° et du parallèle de 64° 14', près de la rive sud de la rivière Thelon;

de là, vers l'ouest nord-ouest, en ligne droite, jusqu'à l'intersection du parallèle de 64° 50' et du méridien de 109° 20', au nord du lac Gloworm;

de là, vers le nord-ouest, en ligne droite, jusqu'à l'intersection du parallèle de 65° 30' et du méridien de 110° 40', à l'ouest du lac Contwoyto;

de là, plein ouest, jusqu'à l'intersection du parallèle de 65° 30' et du méridien de 112° 30', à l'est du lac Itchen;

de là, vers le nord-ouest, en ligne droite, jusqu'à l'intersection du parallèle de 68° et du méridien de 120° 40' 51'', sur la limite sud-est du territoire des Inuvialuit;

de là, plein nord, suivant ce méridien, jusqu'à l'intersection de celui-ci et du rivage du golfe Amundsen;

de là, vers l'est, en ligne droite, jusqu'à l'intersection de la rive nord de la rivière Kugalak et du rivage de la baie Penny dans le golfe Amundsen;

de là, vers l'est de façon générale, le long de la rive nord de la rivière Kugalak, jusqu'à l'intersection de cette rive et du méridien de 116° 38' 10'', à environ 69° 38' de latitude;

de là, vers le nord-ouest, en ligne droite, jusqu'à l'intersection du parallèle de 69° 53' 20'' et du méridien de 117° 08' 40'';

de là, vers le nord, en ligne droite, jusqu'à l'intersection du parallèle de 70° et du méridien de 117° 07';

de là, plein est, suivant ce parallèle, jusqu'à l'intersection de celui-ci et du méridien de 112° 53';

de là, plein sud, jusqu'à l'intersection de ce méridien et du parallèle de 69° 50';

de là, plein est, suivant ce parallèle, jusqu'à l'intersection de celui-ci et du méridien de 112° 39';

de là, plein nord, suivant ce méridien, jusqu'à l'intersection de celui-ci et du rivage du lac Quunnguq, à environ 69° 51' de latitude;

de là, vers l'est, vers le nord et vers l'ouest, le long du rivage du même lac, jusqu'à l'intersection du rivage et du méridien de 112° 30', à environ 69° 54' 50'' de latitude;

de là, plein nord, suivant ce méridien, jusqu'à l'intersection de celui-ci et du parallèle de 70°;

de là, plein est, suivant ce parallèle, jusqu'à l'intersection de celui-ci et du méridien de 110°;

ence due north along 110°00'W longitude to its intersection
with the northern limits of Canada, being the termination of
this boundary.

de là, plein nord, suivant ce méridien, jusqu'à l'intersection de
celui-ci et de la frontière nord du Canada.

SCHEDULE II
(Section 76)

ANNEXE II
(article 76)

COMMUNITIES

COLLECTIVITÉS

INUVIK REGION

RÉGION D'INUVIK

Aklavik
Arctic Red River
Colville Lake
Déline
Fort Good Hope
Fort McPherson
Fort Norman
Inuvik
Norman Wells
Paulatuk
Sachs Harbour
Tuktoyaktuk

Aklavik
Arctic Red River
Colville Lake
Déline
Fort Good Hope
Fort McPherson
Fort Norman
Inuvik
Norman Wells
Paulatuk
Sachs Harbour
Tuktoyaktuk

FORT SMITH REGION

RÉGION DE FORT SMITH

Detah
Enterprise
Fort Liard
Fort Providence
Fort Resolution
Fort Simpson
Fort Smith
Hay River
Hay River Reserve
Jean Marie River
Kakisa
Lac La Martre
Lutselk's (Snowdrift)
Nahanni Butte
Rae-Edzo
Rae Lakes
Reliance
Snare Lake
Trout Lake
Wrigley
Yellowknife

Detah
Enterprise
Fort Liard
Fort Providence
Fort Resolution
Fort Simpson
Fort Smith
Hay River
Hay River Reserve
Jean Marie River
Kakisa
Lac La Martre
Lutselk's (Snowdrift)
Nahanni Butte
Rae-Edzo
Rae Lakes
Reliance
Snare Lake
Trout Lake
Wrigley
Yellowknife

KITIKMEOT REGION

RÉGION DE KITIKMEOT

Holman

Holman

SCHEDULE III
(Section 78)

ANNEXE III
(article 78)

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. A-1

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

**1. Schedule I is amended by adding there-
to, in alphabetical order under the heading
"Other Government Institutions", the follow-
ing:**

**1. L'annexe I est modifiée par insertion,
suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre
« Autres institutions fédérales », de ce qui
suit :**

Office of the Interim Commissioner of
Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nuna- 5
vut

*Bureau du commissaire provisoire du
Nunavut*

*Office of the Interim Commissioner of
Nunavut*

**2. Schedule I is further amended by strik-
ing out, under the heading "Other Govern-
ment Institutions", the following:**

**2. L'annexe I est modifiée par suppres-
sion, sous l'intertitre « Autres institutions 10
fédérales », de ce qui suit :**

Office of the Interim Commissioner of
Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nuna-
vut

*Bureau du commissaire provisoire du
Nunavut*

*Office of the Interim Commissioner of 15
Nunavut*

R.S., c. A-2

Aeronautics Act

Loi sur l'aéronautique

L.R., ch. A-2

**3. Paragraph (e) of the definition "superi-
or court" in subsection 3(1) is repealed and
the following substituted therefor:**

**3. L'alinéa e) de la définition de « juridis-
tion supérieure », au paragraphe 3(1), est
abrogé et remplacé par ce qui suit :**

(e) in the Yukon Territory, the North-
west Territories and Nunavut, the Su- 20
preme Court thereof;

e) la Cour suprême du Yukon, des Terri-
toires du Nord-Ouest et du Nunavut. 20

1991, c. 46

Bank Act

Loi sur les banques

1991, ch. 46

**4. Paragraph (f) of the definition "court"
in section 2 is repealed and the following
substituted therefor:**

**4. L'alinéa f) de la définition de « tribu-
nal », à l'article 2, est abrogé et remplacé
par ce qui suit :**

(f) in the Yukon Territory, the North- 25
west Territories and Nunavut, the Su-
preme Court thereof;

f) la Cour suprême du Yukon, des Terri-
toires du Nord-Ouest ou du Nunavut. 25

**5. The definition "agency" in subsection
427(5) is repealed and the following substi-
tuted therefor:**

**5. La définition de « agence », au para-
graphe 427(5), est abrogée et remplacée par
30 ce qui suit :**

"agency"
« agence »

"agency" means, in a province, the office of
the Bank of Canada or its authorized rep-
resentative but does not include its Ottawa
office, and in the Yukon Territory, the
Northwest Territories and Nunavut means 35

« agence » Dans une province, le bureau de la
Banque du Canada ou de son représentant 30
autorisé, à l'exception de son bureau d'Ot-
tawa; au Yukon, dans les Territoires du
Nord-Ouest et au Nunavut, le bureau du

agence
"agence"

the office of the clerk of the court of each of those territories respectively;

greffier du tribunal de chacun de ces territoires respectivement.

S., c. B-3;
92, c. 27, s. 2

Bankruptcy and Insolvency Act

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

L.R., ch. B-3;
1992, ch. 27,
art. 2

6. Paragraph 183(1)(h) is repealed and the following substituted therefor:

(h) in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, the Supreme Court.

6. L'alinéa 183(1)h) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

h) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême.

7. Section 184 is repealed and the following substituted therefor:

184. Each of the following persons, namely,

(a) the Chief Justice of the court,

(b) in Quebec, the Chief Justice or the Associate Chief Justice in the district to which the Chief Justice or Associate Chief Justice was appointed,

(c) in the Yukon Territory, the Commissioner of the Yukon Territory,

(d) in the Northwest Territories, the Commissioner of the Northwest Territories, and

(e) in Nunavut, the Commissioner of Nunavut,

shall appoint and assign such registrars, clerks and other officers in bankruptcy as deemed necessary for the transaction or disposal of matters in respect of which power or jurisdiction is given by this Act and may specify or limit the territorial jurisdiction of any such officer.

7. L'article 184 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

184. Chacune des personnes énumérées ci-dessous procède aux nominations et affectations de registraires, commis et autres fonctionnaires en matière de faillite qu'elle juge utiles pour l'expédition des questions au sujet desquelles la présente loi accorde compétence ou pouvoir, et peut spécifier ou restreindre la compétence territoriale de ces registraires, commis ou autres fonctionnaires :

a) le juge en chef du tribunal;

b) dans la province de Québec, le juge en chef ou le juge en chef adjoint du district pour lequel il a été nommé;

c) dans le territoire du Yukon, le commissaire du Yukon;

d) dans les Territoires du Nord-Ouest, le commissaire des Territoires du Nord-Ouest;

e) dans le territoire du Nunavut, le commissaire du Nunavut.

appointment of
officers

S., c. C-5

Canada Evidence Act

Loi sur la preuve au Canada

L.R., ch. C-5

8. Subsection 22(2) is repealed and the following substituted therefor:

(2) Evidence of any proclamation, order, regulation or appointment made by the Lieutenant Governor or Lieutenant Governor in Council of the Northwest Territories, as constituted prior to September 1, 1905, or by the Commissioner in Council of the Yukon Territory, the Commissioner in Council of the Northwest Territories or the Legislature for Nunavut, may be given by the production of

8. Le paragraphe 22(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) La preuve de toute proclamation, de tout décret ou règlement pris, ou de toute nomination faite par le lieutenant-gouverneur ou par le lieutenant-gouverneur en conseil des Territoires du Nord-Ouest, tels qu'ils étaient constitués antérieurement au 1^{er} septembre 1905, ou par le commissaire en conseil du Yukon, le commissaire en conseil des Territoires du Nord-Ouest ou la Législature

the case of
the territories

Pour les
territoires

a copy of the *Canada Gazette* purporting to contain a copy of the proclamation, order, regulation or appointment, or a notice thereof.

du Nunavut, peut aussi être faite par la production d'un exemplaire de la *Gazette du Canada* donné comme contenant une copie ou un avis de cette proclamation, de ce décret, de ce règlement ou de cette nomination.

R.S., c. C-8

Canada Pension Plan

9. Subsection 114(1) is repealed and the following substituted therefor:

Definition of
"included
province"

114. (1) In this section, "included province" means a province other than the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, except a province providing a comprehensive pension plan unless at the time in respect of which the description is relevant there is in force an agreement entered into under subsection 4(3) with the government of that province.

Régime de pensions du Canada

L.R., ch. C-

9. Le paragraphe 114(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

114. (1) Au présent article, « province incluse » désigne une province autre que le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le Nunavut, sauf une province instituant un régime général de pensions à moins que n'y soit en vigueur, au moment auquel le contexte se rapporte, un accord conclu en vertu du paragraphe 4(3) avec le gouvernement de cette province.

Définition de
« province
incluse »

R.S., c. 36 (2nd
Suppl.)

Canada Petroleum Resources Act

10. Paragraph (a) of the definition "frontier lands" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(a) the Yukon Territory, the Northwest Territories, Nunavut or Sable Island, or

Loi fédérale sur les hydrocarbures

L.R., ch. 36 (2
suppl.)

10. L'alinéa a) de la définition de « terres domaniales », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) soit au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, ou dans l'île de Sable;

R.S., c. C-13

Canadian Centre for Occupational Health and Safety Act

11. Paragraph 4(b) is repealed and the following substituted therefor:

(b) thirteen other governors, one to be nominated by the lieutenant governor in council of each of the ten provinces, one to be nominated by the Commissioner of the Yukon Territory, one to be nominated by the Commissioner of the Northwest Territories and one to be nominated by the Commissioner of Nunavut;

Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

L.R., ch. C-13

11. L'alinéa 4b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) treize personnes proposées respectivement par le lieutenant-gouverneur en conseil de chacune des dix provinces, le commissaire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest et celui du Nunavut;

Report to be
sent to each
province

12. Subsection 26(4) is repealed and the following substituted therefor:

(4) Forthwith after the report is laid before Parliament under subsection (2), the Minister shall send a copy of it to the lieutenant governor of each province, the Commissioner of the Yukon Territory, the Commissioner of the Northwest Territories and the Commissioner of Nunavut.

12. Le paragraphe 26(4) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Dès le dépôt du rapport devant le Parlement conformément au paragraphe (2), le ministre en expédie un exemplaire au lieutenant-gouverneur de chaque province, au commissaire du Yukon, à celui des Territoires du Nord-Ouest et à celui du Nunavut.

Copie du
rapport aux
provinces et
territoires

13. (1) All that portion of the definition “federal authority” in subsection 2(1) following paragraph (d) thereof is repealed and the following substituted therefor:

but does not include the Commissioner in Council, or an agency or body, of the Yukon Territory or the Northwest Territories, the Legislature for Nunavut or an agency or body of Nunavut, a council of the band within the meaning of the *Indian Act*, The Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, The Toronto Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, a harbour Commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act* or a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*;

(2) Paragraph (a) of the definition “federal lands” in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

(a) lands that belong to Her Majesty in right of Canada, or that Her Majesty in right of Canada has the power to dispose of, and all waters on and airspace above those lands, other than lands the administration and control of which have been transferred by the Governor in Council to the Commissioner of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut,

14. Subparagraph 48(6)(a)(i) is repealed and the following substituted therefor:

(i) in the case of land areas situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, have been withdrawn from disposal under the *Territorial Lands Act* for the purposes of land claim settlement, or

13. (1) Le passage de la définition de « autorité fédérale » qui suit l'alinéa d), au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Sont exclus le commissaire en conseil du Yukon et celui des Territoires du Nord-Ouest, la Législature du Nunavut, ainsi que tous les organismes de ces territoires, tout conseil de bande au sens donné à « conseil de la bande » dans la *Loi sur les Indiens*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto*, et les sociétés d'État au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

(2) L'alinéa a) de la définition de « territoire domanial », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou qu'elle a le pouvoir d'aliéner, ainsi que leurs eaux et leur espace aérien, à l'exception des terres dont la gestion et la maîtrise ont été transférées par le gouverneur en conseil au commissaire du Yukon, à celui des Territoires du Nord-Ouest ou à celui du Nunavut;

14. Le sous-alinéa 48(6)a)(i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) dans le cas du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut, celles qui ont été soustraites à l'application de la *Loi sur les terres territoriales* dans le cadre d'un règlement en matière de revendications territoriales,

1990, c. 44

*Canadian Laws Offshore Application Act**Loi sur l'application extracôtière des lois canadiennes*

1990, ch. 44

15. The definition "federal laws" in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

"federal laws"
• lois
fédérales •

"federal laws" includes Acts of Parliament, regulations as defined in section 2 of the *Interpretation Act* and any other rules of law within the jurisdiction of Parliament, but does not include ordinances within the meaning of the *Northwest Territories Act* or the *Yukon Act* or laws made by the Legislature for Nunavut or continued by section 29 of the *Nunavut Act*;

15. La définition de « lois fédérales », au paragraphe 2(1), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« lois fédérales » Sont compris parmi les lois fédérales : les lois du Parlement, les règlements au sens de l'article 2 de la *Loi d'interprétation* et les autres règles de droit qui relèvent de la compétence du Parlement. Sont exclues de la présente définition les ordonnances au sens de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* ou de la *Loi sur le Yukon*, ainsi que les lois de la Législature du Nunavut et autres règles de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 de la *Loi sur le Nunavut*.

• lois fédérales •
• "federal laws" •

R.S., c. 24 (4th
Supp.)

*Canadian Multiculturalism Act**Loi sur le multiculturalisme canadien*

L.R., ch. 24, (4
suppl.)

16. Paragraph (c) of the definition "federal institution" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(c) any institution of the Council or government of the Northwest Territories or the Yukon Territory or of the Legislative Assembly for, or the government of, Nunavut, or

16. Le passage qui suit l'alinéa b) de la définition de « institutions fédérales », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Ne sont pas visés les institutions du conseil ou de l'administration du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, celles de l'assemblée législative ou de l'administration du Nunavut, ni les organismes — bande indienne, conseil de bande ou autres — chargés de l'administration d'une bande indienne ou d'autres groupes de peuples autochtones.

1989, c. 3

*Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board Act**Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports*

1989, ch. 3

17. Subsection 14(2) is repealed and the following substituted therefor:

(2) Subject to section 18, the Board may investigate a transportation occurrence where a department, the lieutenant governor in council of a province or the Commissioner of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut requests the Board to investigate and undertakes to be liable to the Board for any reasonable costs incurred by the Board in the investigation.

Request by a
department or
province

17. Le paragraphe 14(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Sous la même réserve, le Bureau peut, à la demande d'un ministère, du lieutenant-gouverneur en conseil d'une province ou du commissaire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut, à condition qu'ils s'engagent à le rembourser des frais entraînés, enquêter sur un accident de trans-

Demande d'un
ministère ou
d'une province

R.S., c. C-29

Citizenship Act

18. Section 37 is repealed and the following substituted therefor:

Coming into force

37. Sections 35 and 36 shall come into force in any of the Provinces of Ontario, Quebec, Nova Scotia, New Brunswick, British Columbia, Prince Edward Island, Saskatchewan and Newfoundland or in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut on a day fixed in a proclamation of the Governor in Council declaring those sections to be in force in that Province or any of those territories.

1992, c. 31

Coasting Trade Act

19. Paragraph (f) of the definition "court" in subsection 16(22) is repealed and the following substituted therefor:

(f) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof, and

R.S., c. C-36

Companies' Creditors Arrangement Act

20. Paragraph (d) of the definition "court" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(d) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court;

1992, c. 47

Contraventions Act

21. Paragraph (d) of the definition "contraventions court" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(d) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Territorial Court;

R.S., c. C-39

Dominion Controverted Elections Act

22. Paragraph (k) of the definition "court" in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

(k) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court;

Loi sur la citoyenneté

L.R., ch. C-29

18. L'article 37 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

37. Les articles 35 et 36 entrent en vigueur dans l'une ou l'autre des provinces d'Ontario, de Québec, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Saskatchewan ou de Terre-Neuve, ou dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Nunavut, à la date fixée par proclamation du gouverneur en conseil à cet effet.

Entrée en vigueur

Loi sur le cabotage

1992, ch. 31

19. L'alinéa f) de la définition de « tribunal », au paragraphe 16(22), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut;

Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies

L.R., ch. C-36

20. L'alinéa d) de la définition de « tribunal », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême.

Loi sur les contraventions

1992, ch. 47

21. L'alinéa d) de la définition de « tribunal des contraventions », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) la cour territoriale, pour le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.

Loi sur les élections fédérales contestées

L.R., ch. C-39

22. L'alinéa k) de la définition de « tribunal », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

k) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême.

1991, c. 48

*Cooperative Credit Associations Act**Loi sur les associations coopératives de crédit*

1991, ch. 48

23. Paragraph (f) of the definition "court" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(f) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

23. L'alinéa f) de la définition de « tribunal », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

R.S., c. C-44

*Canada Business Corporations Act**Loi sur les sociétés par actions*

L.R., ch. C-44

24. Paragraph (e) of the definition "court" in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

24. L'alinéa e) de la définition de « tribunal », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

R.S., c. C-46

*Criminal Code**Code criminel*

L.R., ch. C-46

R.S., c. 27 (1st Suppl.), s. 2(1)

25. (1) Subparagraph (b)(i) of the definition "Attorney General" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(i) the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, or

25. (1) Le sous-alinéa b)(i) de la définition de « procureur général », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut,

(2) The definition "superior court of criminal jurisdiction" in section 2 is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (f) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (g) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(h) in Nunavut, the Supreme Court;

(2) La définition de « cour supérieure de juridiction criminelle », à l'article 2, est modifiée par adjonction de ce qui suit :

h) dans le territoire du Nunavut, la Cour suprême.

26. Subsection 8(1) is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(c) in Nunavut, in so far as they are inconsistent with the *Nunavut Act*.

26. Le paragraphe 8(1) est modifié par adjonction de ce qui suit :

c) dans le territoire du Nunavut, en tant qu'elles sont incompatibles avec la *Loi sur le Nunavut*.

1992, c. 51, s. 33(2)

27. Paragraph (e) of the definition "appeal court" in subsection 100(11) is repealed and the following substituted therefor:

27. L'alinéa e) de la définition de « cour d'appel », au paragraphe 100(11), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 51, par. 33(2)

(e) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court;

1992, c. 51,
s. 34

28. Paragraph (d) of the definition “court” in subsection 164(8) is repealed and the following substituted therefor:

(d) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, 10 the Supreme Court;

1992, c. 1, s.
58(1) (Sch. 1,
item 4)

29. Paragraph 188(4)(f) is repealed and the following substituted therefor:

(f) in the Yukon Territory, the North-
west Territories and Nunavut, the judge 15
of the Supreme Court with the earliest
date of appointment to the court in
question.

**30. Paragraph (e) of the definition “Min-
ister of Health” in subsection 287(6) is re-
pealed and the following substituted
therefor:**

(e) in the Yukon Territory, the North-
west Territories and Nunavut, the Min-
ister of National Health and Welfare; 25

1992, c. 51,
s. 36

**31. Paragraph (d) of the definition
“court” in subsection 320(8) is repealed and
the following substituted therefor:**

(d) in the Provinces of Nova Scotia and
British Columbia, the Yukon Territory, 30
the Northwest Territories and Nunavut,
the Supreme Court;

t.S., c. 27 (2nd
suppl.), s. 10
Sch., subitem
(10))

**32. Paragraph (e) of the definition
“judge” in section 493 is repealed and the
following substituted therefor:**

(e) in the Yukon Territory, the North-
west Territories and Nunavut, a judge
of the Supreme Court;

**33. Section 533 is repealed and the fol-
lowing substituted therefor:**

533. The Lieutenant Governor in Council
of a province may make regulations general-

regulations

e) dans les provinces de la Nouvelle-
Écosse et de la Colombie-Britannique, le
territoire du Yukon, les Territoires du
Nord-Ouest et le territoire du Nunavut,
la Cour suprême.

5

**28. L’alinéa d) de la définition de « tribu-
nal », au paragraphe 164(8), est abrogé et
remplacé par ce qui suit :**

1992, ch. 51,
art. 34

d) dans les provinces de la Nouvelle-
Écosse et de la Colombie-Britannique, le 10
territoire du Yukon, les Territoires du
Nord-Ouest et le territoire du Nunavut,
la Cour suprême.

**29. L’alinéa 188(4)f) est abrogé et rem-
placé par ce qui suit :**

1992, ch. 1, par.
58(1), ann. I,
art. 4

f) dans le territoire du Yukon, les Terri-
toires du Nord-Ouest et le territoire du
Nunavut, le juge de la Cour suprême le
plus ancien dans sa charge à ce tribunal.

**30. L’alinéa e) de la définition de « minis- 20
tre de la Santé », au paragraphe 287(6), est
abrogé et remplacé par ce qui suit :**

e) dans le territoire du Yukon, les Terri-
toires du Nord-Ouest et le territoire du
Nunavut, le ministre de la Santé natio- 25
nale et du Bien-être social.

**31. L’alinéa d) de la définition de « tribu-
nal », au paragraphe 320(8), est abrogé et
remplacé par ce qui suit :**

1992, ch. 51,
art. 36

d) dans les provinces de la Nouvelle- 30
Écosse et de la Colombie-Britannique, le
territoire du Yukon, les Territoires du
Nord-Ouest et le territoire du Nunavut,
la Cour suprême.

**32. L’alinéa e) de la définition de 35
« juge », à l’article 493, est abrogé et rem-
placé par ce qui suit :**

L.R., ch. 27 (2^e
suppl.), art. 10,
ann., par. 6(10)

e) dans le territoire du Yukon, les Terri-
toires du Nord-Ouest et le territoire du
Nunavut, un juge de la Cour suprême. 40

**33. L’article 533 est abrogé et remplacé
par ce qui suit :**

533. Le lieutenant-gouverneur en conseil
d’une province peut, par règlement, prendre

Règlements

ly for carrying into effect the purposes and provisions of this Part in the province and the Commissioner of the Yukon Territory, the Commissioner of the Northwest Territories and the Commissioner of Nunavut may make regulations generally for carrying into effect the purposes and provisions of this Part in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, respectively.

R.S., c. 27 (2nd Supp.), s. 10 (Sch., subitem 6(12))

34. Paragraph (i) of the definition "judge" in section 552 is repealed and the following substituted therefor:

(i) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court.

35. (1) Paragraph 745(6)(f) is repealed and the following substituted therefor:

(f) in relation to the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, respectively, the Chief Justice of the Court of Appeal.

(2) Subsection 745(7) is repealed and the following substituted therefor:

(7) For the purposes of this section, when the appropriate Chief Justice is designating a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear an application in respect of a conviction that took place in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, the appropriate Chief Justice may designate the judge from the Court of Appeal or the Supreme Court of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, as the case may be.

36. Paragraph 812(h) is repealed and the following substituted therefor:

(h) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court.

37. Subsection 814(4) is repealed and the following substituted therefor:

(4) In the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, an appeal under section 813 shall be heard at the place where the cause of the proceedings arose or at the place nearest thereto where a court is appointed to be held.

toute mesure nécessaire à l'application de la présente partie dans la province et les commissaires du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut peuvent, par règlement, prendre toute mesure nécessaire à l'application de la présente partie dans leur territoire respectif.

34. L'alinéa i) de la définition de « juge », à l'article 552, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

i) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, un juge de la Cour suprême.

35. (1) L'alinéa 745(6)f) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, le juge en chef de la Cour d'appel.

(2) Le paragraphe 745(7) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(7) Pour l'application du présent article, le juge en chef compétent peut charger un juge de la Cour d'appel ou de la Cour suprême du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut, selon le cas, de constituer un jury qui entendra les demandes relatives aux déclarations de culpabilité prononcées dans ces territoires.

36. L'alinéa 812h) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

h) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, un juge de la Cour suprême.

37. Le paragraphe 814(4) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, un appel prévu par l'article 813 est entendu à l'endroit où la cause des procédures a pris naissance ou à l'endroit le plus

I.R. ch. 27, suppl. art. 1, ann., par. 6(12)

10

15

Territoires

25

30

35

30

40

35

45

40

Territories

Territories

Territoires

R.S., c. C-50;
1990, c. 8, s. 21

Crown Liability and Proceedings Act

38. The definition “servant” in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

“servant”
« préposés »

“servant” includes agent, but does not include any person appointed or employed by or under the authority of an ordinance of the Yukon Territory or the Northwest Territories or a law made by the Legislature for Nunavut or continued by section 29 of the *Nunavut Act*.

R.S., c. 1
(2nd Supp.)

Customs Act

39. Paragraph (c) of the definition “court” in subsection 71(2) is repealed and the following substituted therefor:

(c) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court,

1992, c. 51, s.
44(1)

40. Paragraph 138(5)(c) is repealed and the following substituted therefor:

(c) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court;

R.S., c. 3
(2nd Supp.)

Divorce Act

41. Paragraph (e) of the definition “court” in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

(e) for the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, the Supreme Court thereof,

42. Subsection 15(9) is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (c) thereof, by adding the word “or” at

rapproché où un tribunal a reçu instructions de se tenir.

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif

L.R., ch. C-50;
1990, ch. 8, art.
21

38. La définition de « préposés », à l'article 2, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« préposés » Sont assimilés aux préposés les mandataires. La présente définition exclut les personnes nommées ou engagées sous le régime d'une ordonnance du territoire du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest, ou d'une loi de la Législature du Nunavut ou de toute autre règle de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 de la *Loi sur le Nunavut*.

5

« préposés »
“servant”

Loi sur les douanes

L.R., ch. 1 (2^e
suppl.)

39. L'alinéa c) de la définition de « tribunal », au paragraphe 71(2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême;

40. L'alinéa 138(5)c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, de la Cour suprême;

1992, ch. 51,
par. 44(1)

1992, ch. 51,
par. 45(1)

Loi sur le divorce

L.R., ch. 3 (2^e
suppl.)

41. L'alinéa e) de la définition de « tribunal », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) la Cour suprême du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut.

35

42. Le paragraphe 15(9) est modifié par adjonction de ce qui suit :

the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(e) any member of the Executive Council of Nunavut designated by the Commissioner of Nunavut.

43. The definition "Attorney General" in subsection 18(1) is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

(b.1) for Nunavut, the member of the Executive Council of Nunavut designated by the Commissioner of Nunavut, and

e) à un membre du Conseil exécutif du Nunavut désigné par le commissaire du territoire.

43. La définition de « procureur général », au paragraphe 18(1), est modifiée par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) le membre du Conseil exécutif du Nunavut désigné par le commissaire du territoire;

R.S., c. E-2

Canada Elections Act

44. The heading preceding section 333 is repealed and the following substituted therefor:

Elections of Members to the Council of the Northwest Territories, the Council of the Yukon Territory and the Legislative Assembly of Nunavut

45. The Act is further amended by adding thereto the following section:

335. (1) The Chief Electoral Officer may enter into an agreement with the Commissioner of Nunavut to conduct elections of members of the Legislative Assembly of Nunavut, in this section called "Nunavut elections", in accordance with the laws made by the Legislature for Nunavut, or continued by section 29 of the *Nunavut Act*, relating to the conduct of those elections from time to time in force after the date the agreement comes into force.

(2) Sections 198 to 207 apply, subject to such adaptations and modifications as the Chief Electoral Officer directs as being necessary by reason of conditions existing in Nunavut to conduct effectively Nunavut elections, in respect of Nunavut elections conducted by the Chief Electoral Officer pursuant to an agreement under subsection (1) as though those elections were elections under this Act.

Agreement

Payment of
election
expenses

Loi électorale du Canada

44. L'intertitre qui précède l'article 333 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Élection des membres du Conseil des Territoires du Nord-Ouest, du Conseil du territoire du Yukon et de l'Assemblée législative du Nunavut

45. La loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

335. (1) Le directeur général des élections peut conclure avec le commissaire du Nunavut une entente pour la tenue d'élections à l'assemblée législative du territoire, conformément aux lois de la législature de celui-ci et aux autres règles de droit visées à l'article 29 de la *Loi sur le Nunavut* qui sont en vigueur au moment de chaque élection.

(2) Sous réserve des adaptations que le directeur général des élections juge nécessaires en raison de conditions particulières, les articles 198 à 207 s'appliquent à toute élection législative tenue au Nunavut par celui-ci conformément à l'entente conclue en vertu du paragraphe (1) comme s'il s'agissait d'une élection tenue en application de la présente

L.R., ch. E-2

Entente

Honoraires et
frais

30

Reference to
Chief Electoral
Officer

(3) Where an agreement under subsection (1) is in force, the Commissioner of Nunavut shall refer to the Chief Electoral Officer any law relating to the conduct of Nunavut elections that the Legislature for Nunavut proposes to make after the date the agreement comes into force.

Application of
laws

(4) Notwithstanding anything in this Act or the *Nunavut Act*, where an agreement under subsection (1) is in force, no law made by the Legislature for Nunavut relating to the conduct of Nunavut elections applies in any such election for which the writ is issued within six months after the date the law comes into force unless, before the issue of the writ, the Chief Electoral Officer has published in the *Nunavut Gazette* a notice that the necessary preparations for the bringing into operation of the law have been made and that the law may apply in that election.

R.S., c. 23
2nd Suppl.)

Employment Equity Act

46. Paragraph (a) of the definition “employer” in section 3 is repealed and the following substituted therefor:

(a) a person who employs employees on or in connection with a work, undertaking or business of a local or private nature in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, or

S., c. E-6

Energy Administration Act

47. Subsection 24(2) is repealed and the following substituted therefor:

(2) Notwithstanding subsection (1), the Governor in Council may, by regulation, establish maximum prices for the various qualities and kinds of crude oil to which this Part applies that are produced, extracted or recovered in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut.

48. Subsection 40(2) is repealed and the following substituted therefor:

(2) Notwithstanding subsection (1), the Governor in Council may, by regulation, prescribe prices at which the various kinds of gas to which this Part applies that are pro-

(3) Pendant la durée de validité de l'entente, le commissaire du Nunavut consulte le directeur général des élections au sujet de tout projet de loi de la Législature du Nunavut touchant les élections législatives dans le territoire.

Consultation du
directeur
général des
élections

(4) Malgré toute disposition contraire de la présente loi ou de la *Loi sur le Nunavut*, pendant la durée de validité de l'entente, la loi de la législature touchant les élections législatives au Nunavut ne s'applique pas à l'élection pour laquelle les brefs sont délivrés dans les six mois qui suivent son entrée en vigueur à moins que, avant la délivrance des brefs, le directeur général des élections n'ait publié dans la *Gazette du Nunavut* un avis portant que les mesures nécessaires à la mise en application de la loi ont été prises et que celle-ci peut s'appliquer à l'élection.

Application des
lois de la
législature

Loi sur l'équité en matière d'emploi

L.R., ch. 23 (2^e
suppl.)

46. L'alinéa a) de la définition de « employeur », à l'article 3, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) d'une personne qui emploie des salariés au sein ou dans le cadre d'une entreprise, d'une affaire ou d'un ouvrage de nature locale et privée au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut;

Loi sur l'administration de l'énergie

L.R., ch. E-6

47. Le paragraphe 24(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Malgré le paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les prix maximaux des diverses qualités et variétés de pétrole brut auxquelles la présente partie s'applique qui sont produites, extraites ou récupérées au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut.

48. Le paragraphe 40(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Malgré le paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les prix auxquels les diverses variétés de gaz visées dans la présente partie qui sont pro-

lem

Idem

cm

Idem

duced, extracted, recovered or manufactured in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut are to be sold on or for delivery in any areas or zones in Canada and outside that Territory or those Territories or at any points of export from Canada.

49. Subsection 41(2) is repealed and the following substituted therefor:

Idem

(2) Where the Governor in Council prescribes prices pursuant to subsection 40(2) or (3) at which the various kinds of gas to which this Part applies that are produced, extracted, recovered or manufactured in the Yukon Territory, the Northwest Territories, Nunavut or the offshore area, as the case may be, are to be sold, sections 43 to 55 apply in respect of that Territory, those Territories or that offshore area.

duites, extraites ou récupérées au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut doivent être vendues ou livrées dans les régions ou zones de livraison au Canada et à l'extérieur de ce ou ces territoires ou dans les endroits d'où elles sont exportées du Canada.

49. Le paragraphe 41(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsque le gouverneur en conseil fixe, 10 Idem en vertu des paragraphes 40(2) ou (3), les prix auxquels les diverses variétés de gaz visées dans la présente partie qui sont produites, extraites ou récupérées au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut ou dans une zone extracôtière doivent être vendues, les articles 43 à 55 s'appliquent à ce ou à ces territoires ou à cette zone.

R.S., c. E-15

Excise Tax Act

50. Subsection 2(2) is repealed and the following substituted therefor:

Application to territories

(2) For the purposes of this Act, the expression "Her Majesty in right of a province" includes the governments of the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut and the expression "legislature of any province" includes the Council of the Yukon Territory, the Council of the Northwest Territories and the Legislative Assembly of Nunavut.

50. Le paragraphe 2(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

20

(2) Pour l'application de la présente loi, « Sa Majesté du chef d'une province » s'entend notamment des gouvernements du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, et « législature d'une province » s'entend notamment du conseil du Yukon, du conseil des Territoires du Nord-Ouest et de l'Assemblée législative du Nunavut.

Application territoires

R.S., c. E-16

Experimental Farm Stations Act

51. Paragraph 3(1)(e) is repealed and the following substituted therefor:

(e) the Provinces of Saskatchewan and Alberta and the Northwest Territories and Nunavut jointly; and

52. Paragraph 4(b) is repealed and the following substituted therefor:

(b) set apart in the Province of Manitoba, and in any one of the Provinces of Saskatchewan and Alberta and the Northwest Territories and Nunavut, such tracts of 40 unoccupied available public lands, being the property of Canada, as are necessary

Loi sur les stations agronomiques

51. L'alinéa 3(1)e) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

30

e) commune pour les provinces de la Saskatchewan et d'Alberta, ainsi que pour les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut;

52. L'alinéa 4b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

35

b) constituer en réserves foncières, respectivement dans la province du Manitoba et dans l'une des provinces nommées à l'alinéa 3(1)e) — ou les Territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Nunavut —, les terres domaniales inoccupées et sans affect-

L.R., ch. E-

for the farm stations mentioned in paragraphs 3(1)(d) and (e); and

53. Section 5 is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (e) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(f) Nunavut,

54. Paragraph 8(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) conduct research and verify experiments designed to test the relative value, for all purposes, of different breeds of stock and their adaptability to the varying climatic or other conditions that prevail in the various provinces and in the Northwest Territories and Nunavut;

R.S., c. E-17

Explosives Act

55. Subparagraph 5(h)(iv) is repealed and the following substituted therefor:

(iv) persons engaged in the use of explosives in blasting operations in connection with any work or undertaking within the legislative jurisdiction of Parliament other than a work or undertaking of a local or private nature in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut;

S., c. E-23

Extradition Act

1992, c. 13, s. 1

56. The definition “court of appeal” in section 2 is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (k) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (l) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(m) in Nunavut, the Court of Appeal;

S., c. F-8

Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act

S., c. 11 (3rd
pp.), s. 1

57. Subsection 2(2) is repealed and the following substituted therefor:

tation qui sont nécessaires pour les stations visées aux alinéas 3(1)d) et e);

53. L'article 5 est modifié par adjonction de ce qui suit :

5

f) le territoire du Nunavut.

5

54. L'alinéa 8a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10

a) faire des recherches et vérifier des expériences visant à établir la valeur relative, à tous égards, des différentes races d'animaux et leur adaptabilité aux conditions variées, notamment climatiques, des diverses provinces, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut;

Loi sur les explosifs

L.R., ch. E-17

55. Le sous-alinéa 5h)(iv) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

15

(iv) des personnes qui utilisent des explosifs pour des opérations effectuées dans le cadre d'ouvrages ou d'entreprises relevant de la compétence législative du Parlement, à l'exception des ouvrages ou entreprises du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut à caractère local ou privé;

Loi sur l'extradition

L.R., ch. E-23

56. La définition de « cour d'appel », à l'article 2, est modifiée par adjonction de ce qui suit :

1992, ch. 13,
art. 1

30

m) dans le territoire du Nunavut, la Cour d'appel.

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé

L.R., ch. F-8

57. Le paragraphe 2(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 11 (3^e
suppl.), art. 1

30

Definition of
"province"

(2) In Parts I, II and IV and in paragraphs 15(1)(a) and (2)(a) and 16(3)(b) and (4)(b) and section 40.1, "province" does not include the Northwest Territories, the Yukon Territory or Nunavut.

(2) Aux parties I, II et IV, aux alinéas 15(1)a) et (2)a) et 16(3)b) et (4)b) et à l'article 40.1, « province » ne vise pas le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ni le Nunavut.

Définition de
« province »

1991, c. 50

Federal Real Property Act

58. Section 17 is repealed and the following substituted therefor:

Territorial
lands

17. (1) Notwithstanding section 3 of the *Territorial Lands Act*, sections 13 to 16 and 19 of that Act apply in respect of all federal real property in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut.

Administration
of reserved
property

(2) Where any federal real property in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut is granted in fee simple under this Act, the Minister of Indian Affairs and Northern Development has the administration of such property and rights as are reserved from the grant by virtue of subsection (1).

Idem

(3) Where an interest other than the fee simple in any federal real property in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut that is under the administration of a Minister is granted under this Act, that Minister retains the administration of such property and rights as are reserved from the grant by virtue of subsection (1).

Loi sur les immeubles fédéraux

58. L'article 17 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

17. (1) Malgré l'article 3 de la *Loi sur les terres territoriales*, les articles 13 à 16 et 19 de cette loi s'appliquent aux immeubles fédéraux situés au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut.

(2) Dans le cas des immeubles fédéraux situés au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut et concédés en pleine propriété sous le régime de la présente loi, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est chargé de la gestion des immeubles et des droits sur ceux-ci qui, par application du paragraphe (1), font l'objet de réserves.

(3) Lorsque tout droit autre que la pleine propriété des immeubles fédéraux situés au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut fait l'objet d'une concession sous le régime de la présente loi, le ministre chargé de leur gestion conserve la gestion de ces immeubles et des droits sur ceux-ci qui, par l'application du paragraphe (1), font l'objet de réserves.

1991, ch. 50

Terres territo-
riales

Réserves

Idem

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

59. Paragraph 118(2)(e) is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, the Supreme Court thereof.

Loi sur la gestion des finances publiques

59. L'alinéa 118(2)e) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) de la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

R.S., c. F-13

Freshwater Fish Marketing Act

60. Subsection 24(1) is repealed and the following substituted therefor:

24. (1) In this section, "province to which this section applies" means any of the following provinces or territories, namely, Ontario,

Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce

60. Le paragraphe 24(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

24. (1) Pour l'application du présent article, « province » s'entend de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta,

Definition of
"province to
which this
section applies"

Définition de
« province »

Manitoba, Saskatchewan, Alberta, the Northwest Territories or Nunavut.

des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

R.S., c. F-14

Fisheries Act

Loi sur les pêches

L.R., ch. F-14

1992, c. 51,
s. 50

61. Paragraph (d) of the definition "judge" in section 74 is repealed and the following substituted therefor:

61. L'alinéa d) de la définition de « juge », à l'article 74, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 51,
art. 50

(d) in the Provinces of Nova Scotia, British Columbia and Newfoundland, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court.

10

d) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve, le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, un juge de la Cour suprême.

5

R.S., c. F-32

Fugitive Offenders Act

Loi sur les criminels fugitifs

L.R., ch. F-32

R.S., c. 27 (1st
Suppl.), s. 203

62. Paragraph (h) of the definition "court" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

62. L'alinéa h) de la définition de « tribunal », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er}
suppl.), art. 203

(h) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court, or a court, provincial court judge or other judicial authority designated in this Act;

15

h) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême, ou un tribunal, un juge de la cour provinciale ou une autre autorité judiciaire désignée dans la présente loi.

20

R.S., c. G-5

Government Employees Compensation Act

Loi sur l'indemnisation des agents de l'État

L.R., ch. G-5

63. Section 5 is renumbered as subsection 5(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

63. L'article 5 devient le paragraphe 5(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Nunavut

(2) Where an employee is usually employed in Nunavut, the employee shall for the purposes of this Act be deemed to be usually employed in the Province of Alberta.

20

(2) Ceux qui exercent habituellement leurs fonctions dans le territoire du Nunavut sont réputés les exercer dans la province d'Alberta.

25

Territoire du
Nunavut

R.S., c. G-7

Government Railways Act

Loi sur les chemins de fer de l'État

L.R., ch. G-7

R.S., c. 27 (1st
suppl.), s. 203,
40 (4th
suppl.), s. 2
Sch., subitems
(1) and (2))

64. Subsection 67(1) is repealed and the following substituted therefor:

64. Le paragraphe 67(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er}
suppl.), art.
203, ch. 40 (4^e
suppl.), art. 2,
ann., par. 4(1)
et (2)

Appointment of
constables

67. (1) The following persons, on the application of the superintendent of any railway in their local jurisdiction, may, in their discretion, appoint any person recommended for the purpose by the superintendent to act as a constable on a railway:

30

67. (1) Les personnes énumérées ci-dessous peuvent, à discrétion, sur demande du surintendant d'un chemin de fer qui traverse la zone de leur compétence territoriale, nommer pour agir en qualité d'agents de police sur ce chemin de fer et sur son parcours les personnes qui leur sont recommandées pour cette fonction par le surintendant :

30

Nomination des
agents de police

(a) any two justices of the peace or a provincial court judge in the Province of Ontario, Nova Scotia, New Brunswick,

35

Manitoba, British Columbia or Prince Edward Island, or in the Northwest Territories or Nunavut;

(b) any judge of the Court of Appeal, Superior Court or Court of Quebec, clerk of the peace or clerk of the Crown, in the Province of Quebec;

(c) any judge of a superior court, in the Province of Saskatchewan or Alberta; and

(d) any judge of the Supreme Court or any two justices of the peace or a provincial court judge, in the Yukon Territory.

R.S., c. 40 (4th Supp.), s. 2 (Sch., subitem 4(3))

65. Paragraph 68(1)(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia, New Brunswick, Manitoba, British Columbia and Prince Edward Island and in the Northwest Territories and Nunavut, by any one justice or judge referred to in paragraph 67(1)(a);

R.S., c. 24 (3rd Supp.), Part III

Hazardous Materials Information Review Act

66. Paragraph 28(2)(e) is repealed and the following substituted therefor:

(e) not fewer than four and not more than thirteen governors to represent the governments of the ten provinces, the Government of the Yukon Territory, the Government of the Northwest Territories and the Government of Nunavut, appointed after consultation by the Minister with each of those governments.

R.S., c. H-4

Historic Sites and Monuments Act

67. (1) All that portion of subsection 4(1) preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

4. (1) A Board to be called the Historic Sites and Monuments Board of Canada is

Board established

a) deux juges de paix ou un juge de la cour provinciale, dans les provinces d'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Colombie-Britannique et de l'Île-du-Prince-Édouard, dans les Territoires du Nord-Ouest et dans le territoire du Nunavut;

b) un juge de la Cour d'appel, de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec, tout greffier de la paix ou greffier de la Couronne, dans la province de Québec;

c) tout juge d'une cour supérieure, dans les provinces de la Saskatchewan et d'Alberta;

d) un juge de la Cour suprême ou deux juges de paix, ou un juge de la cour provinciale dans le territoire du Yukon.

65. L'alinéa 68(1)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 40 (suppl.), art. 2 ann., par. 4(3)

a) dans les provinces d'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Colombie-Britannique et de l'Île-du-Prince-Édouard, et dans les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, devant l'un des juges de paix ou juges de la cour provinciale visés à l'alinéa 67(1)a);

Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

66. L'alinéa 28(2)e) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) de quatre à treize membres représentent le gouvernement des dix provinces, celui du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest et celui du Nunavut, après consultation par le ministre de chacun de ces gouvernements.

L.R., ch. 24 (suppl.), partie III

Loi sur les lieux et monuments historiques

67. (1) Le passage du paragraphe 4(1) qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. (1) Est constituée la Commission des lieux et monuments historiques du Canada,

L.R., ch. H-

Constitution

hereby established, consisting of eighteen members as follows:

(2) Paragraph 4(1)(d) is repealed and the following substituted therefor:

(d) two representatives for each of Ontario and Quebec, one representative for each of the other provinces, and one representative for each of the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, to be appointed by the Governor in Council.

composée des dix-huit membres, ou commissaires, suivants :

(2) L'alinéa 4(1)d) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) des représentants des provinces nommés par le gouverneur en conseil, à raison de deux pour chacune des provinces d'Ontario et de Québec et de un pour chacune des autres provinces, ainsi que pour le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut.

R.S., c. H-6

Canadian Human Rights Act

68. Paragraph 37(1)(d) is repealed and the following substituted therefor:

(d) respecting the procedure to be followed in dealing with complaints under Part III that have arisen in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut;

69. Section 63 is repealed and the following substituted therefor:

63. Where a complaint under this Part relates to an act or omission that occurred in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, it may not be dealt with under this Part unless the act or omission could be the subject of a complaint under this Part had it occurred in a province.

70. (1) Subsection 66(1) is repealed and the following substituted therefor:

66. (1) This Act is binding on Her Majesty in right of Canada, except in matters respecting the Government of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut.

(2) Section 66 is further amended by adding thereto the following subsection:

(4) The exception referred to in subsection (1) shall come into operation in respect of the Government of Nunavut on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Application in the territories

Binding on Her Majesty

idem

S., c. I-2

Immigration Act

71. Paragraph (e) of the definition "judge" in subsection 93.1(9) is repealed and the following substituted therefor:

S., c. 28 (4th supp.), s. 23

Loi canadienne sur les droits de la personne

L.R., ch. H-6

68. L'alinéa 37(1)d) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) la procédure relative aux plaintes déposées sous le régime de la partie III et ayant leur origine dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Nunavut;

69. L'article 63 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

63. Les plaintes déposées sous le régime de la présente partie qui portent sur des actions ou des omissions survenues dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Nunavut ne sont recevables sous ce régime que dans la mesure où elles le seraient dans les provinces.

70. (1) Le paragraphe 66(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

66. (1) La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada sauf en ce qui concerne les gouvernements du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut.

(2) L'article 66 est modifié par adjonction de ce qui suit :

(4) L'exception prévue au paragraphe (1) entre en vigueur à l'égard du gouvernement du territoire du Nunavut à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Application dans les territoires

Obligation de Sa Majesté

Idem

L.R., ch. I-2

Loi sur l'immigration

L.R., ch. 28 (4^e suppl.), art. 23

71. L'alinéa e) de la définition de « juge », au paragraphe 93.1(9), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court thereof.

R.S., c. 29 (4th Suppl.), s. 11

72. Paragraph (e) of the definition “judge” in subsection 102.2(9) is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court thereof.

R.S., c. 1-5

Indian Act

1992, c. 51, s. 54

73. Paragraph 14.3(5)(d) is repealed and the following substituted therefor:

(d) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, before the Supreme Court.

74. Subsection 114(1) is amended by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph:

(c.1) the Commissioner of Nunavut;

R.S., c. 1-6

Department of Indian Affairs and Northern Development Act

75. Paragraph 4(b) is repealed and the following substituted therefor:

(b) the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut and their resources and affairs; and

76. Paragraphs 5(a) and (b) are repealed and the following substituted therefor:

(a) coordinating the activities in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut of the several departments, boards and agencies of the Government of Canada;

(b) undertaking, promoting and recommending policies and programs for the further economic and political development of the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut; and

e) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, un juge de la Cour suprême de ce territoire ou de ces territoires.

72. L’alinéa e) de la définition de 5 « juge », au paragraphe 102.2(9), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, un juge de la Cour suprême 10 de ce territoire ou de ces territoires.

5 L.R., ch. 29 (suppl.), art. 1

Loi sur les Indiens

L.R., ch. 1-5

73. L’alinéa 14.3(5)d) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le 15 territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, par la Cour suprême.

74. Le paragraphe 114(1) est modifié par insertion, après l’alinéa c), de ce qui suit : 20

c.1) le commissaire du territoire du Nunavut;

Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien

L.R., ch. 1-6

75. L’alinéa 4b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, ainsi qu’à leurs affaires et à leurs ressources naturelles;

76. Les alinéas 5a) et b) sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) il coordonne l’activité des divers ministères et organismes fédéraux au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut;

b) il recommande, encourage et met sur pied des programmes propres à stimuler le progrès économique et l’évolution politique du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut;

1992, ch. 51, art. 54

1991, c. 50, s.
30

Administration

77. Section 6 is repealed and the following substituted therefor:

6. The Minister has the administration of all lands situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut belonging to Her Majesty in right of Canada except those lands that were immediately before October 1, 1966 under the management, charge and direction of any minister, department, branch or agency of the Government of Canada other than the Minister of Northern Affairs and National Resources or the Department of Northern Affairs and National Resources.

R.S., c. I-8

*Industrial and Regional Development Act***78. The definition "province" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:**

"province" does not include the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut.

79. Subparagraph 3(2)(b)(ii) is repealed and the following substituted therefor:

(ii) the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut;

1991, c. 47

*Insurance Companies Act***80. Paragraph (f) of the definition "court" in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:**

(f) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

S., c. I-5

*Interest Act***81. Section 11 is repealed and the following substituted therefor:**

11. Sections 12 to 14 apply to Manitoba and to the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut only.

Application of
sections 12 to

S., c. I-21

Interpretation Act

82. (1) The definitions "Act", "legislative assembly", "legislative council" or "legislature", "lieutenant governor", "lieutenant governor in council" and "province" in sub-

77. L'article 6 est abrogé et remplacé par ce qui suit :1991, ch. 50,
art. 30

6. Le ministre est chargé de la gestion de toutes les terres du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada, à l'exception de celles pour lesquelles, au 30 septembre 1966, soit un ministère ou organisme fédéral autre que le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, soit un ministre fédéral autre que le titulaire du ministère susmentionné avait compétence.

Champ de
compétence*Loi sur le développement industriel et régional*

L.R., ch. I-8

78. La définition de « province », à l'article 2, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« province » Toute province du Canada, à l'exception du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut.

79. Le sous-alinéa 3(2)b)(ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut;

Loi sur les sociétés d'assurances

1991, ch. 47

80. L'alinéa f) de la définition de « tribunal », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

Loi sur l'intérêt

L.R., ch. I-15

81. L'article 11 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

11. Les articles 12 à 14 s'appliquent uniquement au Manitoba, au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.

Application des
art. 12 à 14*Loi d'interprétation*

L.R., ch. I-21

82. (1) Les définitions de « législature », « assemblée législative » ou « conseil législatif », « lieutenant-gouverneur », « lieutenant-gouverneur en conseil », « loi provinciale » et

section 35(1) are repealed and the following substituted therefor:

"Act" • loi ... »	"Act", as meaning an Act of a legislature, includes an ordinance of the Yukon Territory or of the Northwest Territories and a law made by the Legislature for Nunavut or continued by section 29 of the <i>Nunavut Act</i> ;	« province », au paragraphe 35(1), sont abrogées et respectivement remplacées par ce qui suit :	« législature », « assemblée législative » ou « conseil législatif » ou « conseil législatif » "legislative"
"legislative assembly", "legislative council" or "legislature" • législature ... »	"legislative assembly", "legislative council" or "legislature" includes the Lieutenant Governor in Council and the Legislative Assembly of the Northwest Territories, as constituted before September 1, 1905, the Commissioner in Council of the Yukon Territory, the Commissioner in Council of the Northwest Territories, and the Legislature for Nunavut;	5 « législature », « assemblée législative » ou « conseil législatif » Y sont assimilés l'ensemble composé du lieutenant-gouverneur en conseil et de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest, en leur état avant le 1 ^{er} septembre 1905, le commissaire en conseil du territoire du Yukon, le 10 commissaire en conseil des Territoires du Nord-Ouest et la Législature du Nunavut.	
"lieutenant governor" • lieutenant-gouverneur »	"lieutenant governor" means the lieutenant governor or other chief executive officer or administrator carrying on the government of the province indicated by the enactment, by whatever title that officer is designated, and, in relation to the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, means the Commissioner thereof;	15 « lieutenant-gouverneur » Le lieutenant-gouverneur d'une province ou tout administrateur ou autre fonctionnaire de premier rang chargé du gouvernement de la province, quel que soit son titre, ainsi que le commissaire du territoire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest et celui du territoire du Nunavut.	« lieutenant-gouverneur » "lieutenant governor"
"lieutenant governor in council" • lieutenant-gouverneur en ... »	"lieutenant governor in council" means the lieutenant governor acting by and with the advice of, or by and with the advice and consent of, or in conjunction with the executive council of the province indicated by the enactment and, in relation to the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, means the Commissioner thereof;	20 « lieutenant-gouverneur en conseil » Le lieutenant-gouverneur d'une province agissant sur l'avis ou sur l'avis et avec le consentement du conseil exécutif de la province ou conjointement avec celui-ci, ainsi que le 25 commissaire du territoire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest et celui du territoire du Nunavut.	« lieutenant-gouverneur en conseil » "lieutenant governor in..."
"province" • province »	"province" means a province of Canada, and includes the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut;	30 « loi provinciale » Y sont assimilées les ordonnances du territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, ainsi que les lois de la Législature du Nunavut et autres règles de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 de la <i>Loi sur le Nunavut</i> .	« loi provinciale » "Act"
	(2) Paragraphs (b) to (e) of the definition "standard time" in subsection 35(1) are repealed and the following substituted therefor:	35 « province » Province du Canada, ainsi que le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut.	« province » "province"

(2) Paragraphs (b) to (e) of the definition "standard time" in subsection 35(1) are repealed and the following substituted therefor:

(b) in relation to the Provinces of Nova Scotia, New Brunswick and Prince Edward Island, that part of the Province of Quebec lying east of the sixty-third meridian of west longitude, and that part of

(2) Les alinéas b) à e) de la définition de « heure normale », au paragraphe 35(1), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

b) en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, dans l'Île-du-Prince-Édouard, dans les régions du Québec situées à l'est du soixante-troisième méridien de longitude ouest et dans les

Nunavut lying east of the sixty-eighth meridian of west longitude, Atlantic standard time, being four hours behind Greenwich time,

(c) in relation to that part of the Province of Quebec lying west of the sixty-third meridian of west longitude, that part of the Province of Ontario lying between the sixty-eighth and the ninetyeth meridians of west longitude, Southampton Island and the islands adjacent to Southampton Island, and that part of Nunavut lying between the sixty-eighth and the eighty-fifth meridians of west longitude, eastern standard time, being 15 five hours behind Greenwich time,

(d) in relation to that part of the Province of Ontario lying west of the ninetyeth meridian of west longitude, the Province of Manitoba, and that part of Nunavut, except Southampton Island and the islands adjacent to Southampton Island, lying between the eighty-fifth and the one hundred and second meridians of west longitude, central standard time, being six hours behind Greenwich time,

(e) in relation to the Provinces of Saskatchewan and Alberta, the Northwest Territories and that part of Nunavut lying west of the one hundred and second meridian of west longitude, mountain standard time, being seven hours behind Greenwich time,

(3) Paragraph (e) of the definition "superior court" in subsection 35(1) is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, the Supreme Court thereof,

Judges Act

83. Section 22 is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

(2.1) The senior judge and other judges of the Supreme Court of Nunavut receive the same yearly salary as their counterparts in

régions du territoire du Nunavut situées à l'est du soixante-huitième méridien de longitude ouest, de l'heure normale de l'Atlantique, en retard de quatre heures sur l'heure de Greenwich;

c) dans les régions du Québec situées à l'ouest du soixante-troisième méridien de longitude ouest, dans les régions de l'Ontario situées entre les soixante-huitième et quatre-vingt-dixième méridiens de longitude ouest, dans l'Île Southampton et les îles voisines, et dans les régions du territoire du Nunavut situées entre les soixante-huitième et quatre-vingt-cinquième méridiens de longitude ouest, de l'heure normale de l'Est, en retard de cinq heures sur l'heure de Greenwich;

d) dans les régions de l'Ontario situées à l'ouest du quatre-vingt-dixième méridien de longitude ouest, au Manitoba, et dans les régions du territoire du Nunavut, sauf l'Île Southampton et les îles voisines, situées entre les quatre-vingt-cinquième et cent deuxième méridiens de longitude ouest, de l'heure normale du centre, en retard de six heures sur l'heure de Greenwich;

e) en Saskatchewan, en Alberta, dans les Territoires du Nord-Ouest et dans les régions du territoire du Nunavut situées à l'ouest du cent deuxième méridien de longitude ouest, de l'heure normale des Rocheuses, en retard de sept heures sur l'heure de Greenwich;

(3) L'alinéa e) de la définition de « juridiction supérieure » ou « cour supérieure », au paragraphe 35(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) la Cour suprême du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut.

Loi sur les juges

L.R., ch. J-1

83. L'article 22 est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Le juge principal et les autres juges de la Cour suprême du Nunavut reçoivent respectivement le même traitement annuel

Cour suprême
du Nunavut

the Supreme Court of the Northwest Territories.

1989, c. 8, s. 10

84. (1) Subsection 27(2) is repealed and the following substituted therefor:

Additional allowance for northern judges

(2) There shall be paid to each judge of the Supreme Court of the Yukon Territory, the Supreme Court of the Northwest Territories, and the Supreme Court of Nunavut, who is in receipt of a salary under section 22, in addition to the allowance provided by subsection (1), a non-accountable yearly allowance of \$6,000 as compensation for the higher cost of living in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut.

1992, c. 51, s. 8

(2) Subsection 27(6) is repealed and the following substituted therefor:

Representational allowance

(6) A chief justice or chief judge, a puisne judge of the Supreme Court of Canada, the senior judge of the Supreme Court of the Yukon Territory, the senior judge of the Supreme Court of the Northwest Territories and the senior judge of the Supreme Court of Nunavut are entitled to be paid, as a representational allowance, reasonable travel and other expenses actually incurred by the justice or judge or the spouse of the justice or judge in discharging the special extra-judicial obligations and responsibilities that devolve on the justice or judge, to the extent that those expenses may not be reimbursed under any other provision of this Act and their aggregate amount does not exceed in any year the maximum amount indicated in respect of each office in subsection (7).

R.S., c. 50 (1st Suppl.), s. 5(2)

(3) Paragraph 27(7)(e) is repealed and the following substituted therefor:

(e) The senior judge of the Supreme Court of the Yukon Territory, the senior judge of the Supreme Court of the Northwest Territories and the senior judge of the Supreme Court of Nunavut, each..... 5,000.

(4) The definition "senior judge" in subsection 27(9) is repealed and the following substituted therefor:

que leurs homologues de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest.

84. (1) Le paragraphe 27(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1989, ch. 8, art. 10

(2) Les juges de la Cour suprême du territoire du Yukon, de celle des Territoires du Nord-Ouest et de celle du territoire du Nunavut rémunérés aux termes de l'article 22 reçoivent en outre, sans avoir à en rendre compte, une indemnité de vie chère de 10 6 000 \$ par an.

5 Indemnité supplémentaire de vie chère pour le Nord canadien

(2) Le paragraphe 27(6) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 51, art. 8

(6) Les juges en chef, les juges de la Cour suprême du Canada autres que le juge en chef, ainsi que les juges principaux des cours suprêmes du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut, ont droit, à titre de frais de représentation et pour les dépenses de déplacement ou autres entraînées, pour eux ou leur conjoint, par l'accomplissement de leurs fonctions extrajudiciaires et qui ne sont pas remboursables aux termes d'une autre disposition de la présente loi, aux indemnités maximales prévues au paragraphe (7).

Frais de représentation

(3) L'alinéa 27(7)e) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 50 suppl.), par 5(2)

e) le juge principal de la Cour suprême du territoire du Yukon, celui de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et celui de la Cour suprême du Nunavut 5 000 \$

(4) La définition de « juge principal », au paragraphe 27(9), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

35

«senior judge»
«juge principal»

«senior judge» of the Supreme Court of the Yukon Territory, of the Supreme Court of the Northwest Territories or of the Supreme Court of Nunavut, means the judge with the earlier date of appointment to the court in question.

«juge principal» Aux cours suprêmes du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut, le juge le plus ancien dans sa charge au tribunal.

«juge principal»
«senior judge»

85. (1) Paragraph 29(3)(b) is repealed and the following substituted therefor:

(b) in the case of a supernumerary judge of the Supreme Court of the Yukon Territory, the Supreme Court of the Northwest Territories or the Supreme Court of Nunavut, by the senior judge of that Court.

**85. (1) L'alinéa 29(3)b) est abrogé et 5
remplacé par ce qui suit :**

b) s'il appartient à la Cour suprême du territoire du Yukon, des territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut, le juge principal de celle-ci.

10

(2) Subsections 29(5) and (6) are repealed and the following substituted therefor:

(5) In this section, a reference to the attorney general of a province shall be construed in relation to the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut as a reference to the Commissioner thereof.

**(2) Les paragraphes 29(5) et (6) sont
abrogés et remplacés par ce qui suit :**

(5) Dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, le commissaire est, pour l'application 15 du présent article, assimilé au procureur général d'une province.

Destinataire de
l'avis dans les
territoires

(6) In this section, «senior judge» of the Supreme Court of the Yukon Territory, of the Supreme Court of the Northwest Territories or of the Supreme Court of Nunavut means the judge with the earlier date of appointment to the court in question.

(6) Au présent article, «juge principal» s'entend, pour les cours suprêmes du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut, du juge le plus ancien dans sa charge au tribunal.

Définition de
«juge principal»

86. Subsection 33(2) is repealed and the following substituted therefor:

(2) In this section, a reference to the attorney general of a province shall be construed in relation to the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut as a reference to the Commissioner thereof.

**86. Le paragraphe 33(2) est abrogé et
remplacé par ce qui suit :**

(2) Dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, le commissaire est, pour l'application du présent article, assimilé au procureur général d'une province.

Destinataire de
l'avis dans les
territoires

87. (1) Paragraphs 40(1)(c) and (d) are repealed and the following substituted therefor:

(c) a judge of the Supreme Court of the Yukon Territory, the Supreme Court of the Northwest Territories or the Supreme Court of Nunavut who, within two years after retiring or resigning from that office, moves to a place of residence in one of the ten provinces;

**87. (1) Les alinéas 40(1)c) et d) sont 30
abrogés et remplacés par ce qui suit :**

c) au juge de la Cour suprême du territoire du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest ou de la Cour suprême du Nunavut qui, dans les deux ans suivant le jour où il prend sa retraite ou démissionne, s'établit dans l'une des dix provinces;

1989, ch. 8, par.
11(1)

(d) the surviving spouse or child, as defined in subsection 47(1), of a judge of the Supreme Court of the Yukon Territory,

d) au conjoint survivant ou à l'enfant, au sens du paragraphe 47(1), du juge de la Cour suprême du territoire du Yukon, de

the Supreme Court of the Northwest Territories or the Supreme Court of Nunavut who dies while holding office as such, where the surviving spouse or child, within two years after the death, moves to a place of residence in one of the ten provinces;

R.S., c. 50 (1st Supp.), s. 6(2)

Limitation

(2) Subsection 40(1.1) is repealed and the following substituted therefor:

(1.1) Paragraphs (1)(c) and (d) apply only in respect of a judge who resided in one of the ten provinces at the time of appointment to the Supreme Court of the Yukon Territory, the Supreme Court of the Northwest Territories or the Supreme Court of Nunavut, as the case may be.

88. Paragraph 59(1)(c) is repealed and the following substituted therefor:

(c) subject to subsection (2), one of the senior judges, as defined in subsection 22(3), of the Supreme Court of the Yukon Territory, the Supreme Court of the Northwest Territories and the Supreme Court of Nunavut; and

R.S., c. L-2

Canada Labour Code

R.S., c. 9 (1st Supp.), s. 2

89. Paragraph 123(1)(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) on or in connection with the operation of any federal work, undertaking or business other than a work, undertaking or business of a local or private nature in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut; and

90. Paragraph 167(1)(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) to employment in or in connection with the operation of any federal work, undertaking or business, other than a work, undertaking or business of a local or private nature, in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut;

R.S., c. L-5

Land Titles Act

91. The definition "Territories" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest ou de la Cour suprême du Nunavut décédé en exercice qui, dans les deux ans suivant le jour du décès, s'établit dans l'une des dix provinces;

(2) Le paragraphe 40(1.1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1.1) Les alinéas (1)c) et d) ne s'appliquent que dans le cas des juges qui résidaient dans l'une des dix provinces au moment de leur nomination à la Cour suprême du territoire du Yukon, à la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest ou à la Cour suprême du Nunavut, selon le cas.

88. L'alinéa 59(1)c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) sous réserve du paragraphe (2), de l'un des juges principaux — au sens du paragraphe 22(3) — des cours suprêmes du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du territoire du Nunavut.

Code canadien du travail

89. L'alinéa 123(1)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) dans le cadre d'une entreprise fédérale, à l'exception d'une entreprise de nature locale ou privée au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut;

90. L'alinéa 167(1)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) à l'emploi dans le cadre d'une entreprise fédérale, à l'exception d'une entreprise de nature locale ou privée au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut;

Loi sur les titres de biens-fonds

91. La définition de « Territoires », à l'article 2, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

L.R., ch. 50 (suppl.), par. 6(2)

Restriction

L.R., ch. L-2

L.R., ch. 9 (1^{er} suppl.), art. 2

L.R., ch. L-5

“Territories”
“Territoires”

“Territories” means the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut;

« Territoires » Le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut.

« Territoires »
“Territories”

92. Subsection 26(2) is repealed and the following substituted therefor:

Deposit of
duplicates

(2) One of the duplicates of the bond executed under subsection (1), with the affidavits appended, shall be forthwith filed in the office of the Registrar General of Canada, and the other shall be filed in the office of the Commissioner of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut to which the appointment relates.

92. Le paragraphe 26(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

(2) L'un des doubles de l'obligation, avec les affidavits annexés, est déposé sans retard au bureau du registraire général du Canada, et l'autre est déposé au bureau du commissaire du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut, selon le cas.

Dépôt des
duplicata

93. Subsection 52(1) is repealed and the following substituted therefor:

Notification of
grant of part of
closed road
allowance or
trail

52. (1) A notification to the registrar from the Commissioner of the Northwest Territories or the Commissioner of Nunavut that the land described in the notification is part of any road allowance or trail that has been closed and has been transferred to the person named as transferee in the notification, or in a transfer attached thereto, shall be accepted by the registrar and dealt with in all respects as if it were letters patent in favour of that person.

93. Le paragraphe 52(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

15 52. (1) Une notification au registraire, de la part du commissaire des Territoires du Nord-Ouest ou de celui du territoire du Nunavut, portant que le bien-fonds décrit dans cette notification fait partie d'une réserve de chemin ou de sentier qui a été fermé et a été transporté à la personne désignée comme cessionnaire dans cette notification, ou dans un transport qui y est annexé, est acceptée et traitée par le registraire comme équivalant à tous égards à des lettres patentes en faveur de cette personne.

15 Notification
d'une conces-
sion faisant
partie d'une
réserve de
chemin ou de
sentier qui a été
fermé

94. The definition “Territory” in subsection 55(1) is repealed and the following substituted therefor:

“Territory”
“Territoire”

“Territory” means the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut.

94. La définition de « Territoire », au paragraphe 55(1), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

30 « Territoire » Le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Nunavut.

30 « Territoire »
“Territory”

95. Section 101 is repealed and the following substituted therefor:

Proceedings to
enforce
mortgage or
encumbrance

101. Proceedings to enforce payment of moneys secured by a mortgage or encumbrance, to enforce the observance of the covenants, agreements, stipulations or conditions contained in any mortgage or encumbrance, for the sale of the lands mortgaged or encumbered or to foreclose the estate, interest or claim of any person in or on the land mortgaged or encumbered, as well as proceedings to redeem or discharge any land from any mortgage or encumbrance, shall be had and taken in the Yukon Territory, in the

95. L'article 101 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

35 101. Les procédures pour contraindre au paiement de deniers garantis par hypothèque ou charge, ou à l'exécution des conventions, engagements, stipulations ou conditions contenues dans une hypothèque ou une charge, pour la vente des biens-fonds grevés d'hypothèques ou de charges ou pour forclore le droit, l'intérêt ou la réclamation de quelqu'un sur le bien-fonds hypothéqué ou grevé, ainsi que les procédures pour le rachat ou le dégrèvement de tout bien-fonds ainsi hypothéqué ou grevé, sont prises et intentées devant la Cour suprême du Yukon, celle des

35 Procédures
relatives à
l'exécution
d'une
hypothèque,
etc.

Northwest Territories and in Nunavut, in the Supreme Court.

96. Subsection 182(2) is repealed and the following substituted therefor:

(2) If the person or deponent fails to attend at the time and place specified in the summons, on due proof under oath that the person or deponent has been duly served with the summons and paid or offered proper conduct money according to the tariffs of fees provided for the attendance of witnesses at trials in civil causes in the court and the laws in force in the respective Territories, the judge may issue a warrant directing the sheriff of any judicial district or, in the Northwest Territories or Nunavut, any peace officer, to apprehend and bring the person or deponent before the judge for examination and to keep the person or deponent in custody until the examination.

97. Subsection 189(1) is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(c) in Nunavut, to the Court of Appeal thereof,

98. Subsection 190(1) is repealed and the following substituted therefor:

190. (1) The Court of Appeal of the Yukon Territory, of the Northwest Territories and of Nunavut may, by order, provide and from time to time change tariffs of costs payable for all services and proceedings under this Act applicable to their respective jurisdictions.

99. Wherever the expression “Northwest Territories” appears in Forms 1 to 5 and in Form 8 of the schedule, there shall be substituted therefor the expression “Northwest Territories or Nunavut”.

Territoires du Nord-Ouest ou celle du Nunavut, selon le cas.

96. Le paragraphe 182(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Si cette personne ou ce déposant ne se présentent pas aux date, heure et lieu désignés, en ce cas, sur preuve suffisante sous serment qu'ils ont dûment reçu signification de l'assignation et qu'il leur a été remis ou offert une somme convenable pour leurs frais de déplacement, conformément au tarif établi pour assurer la présence devant le tribunal des témoins dans les procès civils et aux prescriptions de toute loi en vigueur dans les Territoires respectifs, le juge peut décerner un mandat adressé au shérif de toute circonscription judiciaire ou, dans les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, à tout agent de la paix, lui enjoignant d'arrêter cette personne ou ce déposant, et de les amener devant lui pour qu'il les interroge, et de les tenir sous garde jusqu'à l'interrogatoire.

97. Le paragraphe 189(1) est modifié par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) dans le territoire du Nunavut, à la Cour d'appel du Nunavut,

98. Le paragraphe 190(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

190. (1) La Cour d'appel du territoire du Yukon, la Cour d'appel des Territoires du Nord-Ouest et la Cour d'appel du Nunavut peuvent, par ordonnance, établir et modifier le tarif des frais à payer pour tous les services et toutes les procédures aux termes de la présente loi applicables à leurs juridictions respectives.

99. Dans les formules 1 à 5 et 8 de l'annexe, « ou Territoires du Nord-Ouest » est remplacé par « ou Territoires du Nord-Ouest ou territoire du Nunavut ».

Failure of person or deponent to attend

5 Défaut du déposant de comparaître

Tariff of costs

Tarif des frais

40

R.S., c. L-6

*Canada Lands Surveys Act**Loi sur l'arpentage des terres du Canada*

L.R., ch. L-6

100. The definition "Commissioner" in subsection 2(1) is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(c) in respect of the lands referred to in subsection 49(1) of the *Nunavut Act*, the Commissioner of Nunavut;

101. Section 22 is repealed and the following substituted therefor:

22. Sections 17 to 21 and 23 apply, with such modifications as the circumstances require, to surveys under any other Act of Parliament, any regulation made thereunder, any ordinance of the Yukon Territory or the Northwest Territories or any law made by the Legislature for Nunavut or continued by section 29 of the *Nunavut Act* where the Act, regulation, ordinance or law requires the surveys to be made by a Canada Lands Surveyor.

102. All that portion of paragraph 24(1)(a) preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(a) any lands belonging to Her Majesty in right of Canada or of which the Government of Canada has power to dispose that are situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories, Nunavut or in any National Park of Canada and any lands that are

103. Subsection 32(2) is repealed and the following substituted therefor:

(2) With respect to Canada Lands situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, all allowances laid out in surveys of roads, streets, lanes or commons in any city, town, village or settlement shall be public highways or commons.

100. La définition de « commissaire », au paragraphe 2(1), est modifiée par adjonction de ce qui suit :

c) pour les biens-fonds visés au paragraphe 49(1) de la *Loi sur le Nunavut*, le commissaire du territoire du Nunavut.

101. L'article 22 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

22. Les articles 17 à 21 et 23 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux travaux d'arpentage effectués en vertu de toute autre loi fédérale et de ses règlements d'application, ou des ordonnances du territoire du Yukon, des ordonnances des Territoires du Nord-Ouest ou des lois de la Législature du Nunavut ou autres règles de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 de la *Loi sur le Nunavut*, dans les cas où ces lois, règlements et ordonnances prévoient que les travaux d'arpentage doivent être exécutés par un arpenteur fédéral.

102. Le passage de l'alinéa 24(1)a) qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) les terres situées dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, le territoire du Nunavut ou les parcs nationaux du Canada qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou que le gouvernement du Canada a le droit d'aliéner, ainsi que les terres qui sont :

103. Le paragraphe 32(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Dans les terres fédérales du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut, toutes les réserves établies au cours de l'arpentage de chemins, rues, ruelles ou terrains communaux dans une ville, un village ou un établissement sont des routes publiques ou des terrains communaux.

Arpentage par des arpenteurs fédéraux en vertu d'autres lois

Territoires

surveys made by Canada Lands Surveyor under other legislation

ads, etc., to public highways

104. The definition "territorial lands" in section 34 is repealed and the following substituted therefor:

"territorial
lands"
« terres ... »

"territorial lands" means any lands situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut.

105. (1) Paragraph 41(2)(c) is repealed and the following substituted therefor:

(c) that any person to whom the notice of decision is mailed has a right of appeal from the decision to the Supreme Court of the Yukon Territory, of the Northwest Territories or of Nunavut, as the case may be, within sixty days after the date of the notice; and

(2) Subsection 41(4) is repealed and the following substituted therefor:

Who may
appeal

(4) Any person to whom a notice of decision is mailed under this section may, within sixty days after the date of the notice of decision and if within that time the person serves the Minister or the Commissioner with a notice of appeal, appeal from the decision of the Minister or the Commissioner to the Supreme Court of the Yukon Territory, of the Northwest Territories or of Nunavut, as the case may be.

R.S., c. L-10

Livestock Feed Assistance Act

106. The long title is repealed and the following substituted therefor:

An Act to provide assistance to livestock feeders in Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut

107. The definition "livestock feeder" in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

"livestock
feeder"
« éleveur »

"livestock feeder" means a person who raises livestock in Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut;

104. La définition de « terres territoriales », à l'article 34, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« terres territoriales » Les terres situées dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Nunavut.

« terres territo-
riales »
"territorial
lands"

105. (1) L'alinéa 41(2)c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) que toute personne à qui l'avis de la décision est expédié par la poste a le droit, dans les soixante jours de la date de l'avis, d'en appeler de la décision à la Cour suprême du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut, selon le cas;

(2) Le paragraphe 41(4) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Toute personne à qui un avis de décision est expédié par la poste sous le régime du présent article peut, dans les soixante jours de la date de l'avis de décision, à condition d'avoir, dans le même délai, signifié au ministre ou au commissaire un avis d'appel, en appeler de la décision du ministre ou du commissaire à la Cour suprême du territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Nunavut, selon le cas.

Qualité pour
interjeter app

Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme

L.R., ch. L-1

106. Le titre intégral est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Loi accordant une aide aux éleveurs d'animaux de ferme de l'Est du Canada, de la Colombie-Britannique, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut

107. La définition de « éleveur », au paragraphe 2(1), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« éleveur » Personne qui élève des animaux de ferme dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut.

« éleveur »
"livestock
feeder"

108. Paragraphs 5(c) and (d) are repealed and the following substituted therefor:

(c) reasonable stability in the price of feed grain in Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut; and

(d) fair equalization of feed grain prices in Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut.

109. Paragraph 19(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) prescribing, with respect to payments related to the cost of feed grain storage and with respect to payments related to the cost of feed grain transportation, the classes of persons to whom and the terms and conditions on which such payments may be made and the rate of such payments within each of such areas within Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut as may be prescribed by the regulations;

Motor Vehicle Fuel Consumption Standards Act

110. Paragraph 36(4)(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) the Minister may order notice to be given by publication in the prescribed form for a period of five consecutive days in two major daily newspapers in each of the six regions of Canada, namely, the Atlantic provinces, Quebec, Ontario, the Prairie provinces, British Columbia, and the Yukon Territory, Northwest Territories and Nunavut, or by an alternative medium for such period as the Minister deems expedient, and the notice shall be deemed to be notice given in the manner prescribed for the purpose of subsection (1); or

Motor Vehicle Safety Act

111. Paragraph 8(3)(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) the Minister may order notice to be given by publication in the prescribed form

108. Les alinéas 5c) et d) sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

c) une relative stabilité du prix des céréales dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut;

d) une juste péréquation des prix des céréales dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.

109. L'alinéa 19a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) déterminer, à l'égard des sommes d'argent remises pour couvrir les dépenses liées au transport et à l'emmagasinage des céréales, les catégories de personnes admissibles ainsi que le barème et les modalités de paiement pour chacune des régions de l'Est du Canada, de la Colombie-Britannique, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut délimitées par règlement;

Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles

110. L'alinéa 36(4)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) soit ordonner la publication de l'avis, en la forme réglementaire, pendant cinq jours consécutifs, dans deux quotidiens à tirage important de chacune des six régions suivantes : les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les provinces des Prairies, la Colombie-Britannique, ainsi que le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, ou sa diffusion par d'autres moyens d'information pendant la période qu'il juge indiquée; l'avis est alors censé avoir été donné conformément au paragraphe (1);

Loi sur la sécurité des véhicules automobiles

111. L'alinéa 8(3)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) ou bien ordonner la publication de l'avis, en la forme prescrite, pendant cinq

for a period of five consecutive days in two major daily newspapers in each of the six regions of Canada, namely, the Atlantic provinces, Quebec, Ontario, the Prairie provinces, British Columbia, and the Yukon Territory, Northwest Territories and Nunavut, or by an alternative medium for such period as the Minister deems expedient and that notice shall be deemed to be notice given in a manner provided 10 under paragraph (2)(a); or

R.S., c. 30 (4th Supp.)

Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act

1992, c. 51, s. 58(2)

112. Paragraph (d) of the definition “judge” in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

(d) in Nova Scotia, British Columbia, 15 Newfoundland, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court;

R.S., c. N-1

Narcotic Control Act

1992, c. 51, s. 59(2)

113. Paragraph (e) of the definition “judge” in section 18 is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, a judge of the Supreme Court, and 25

R.S., c. 28 (3rd Supp.)

National Transportation Act, 1987

114. Paragraph (e) of the definition “superior court” in section 4 is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

115. Paragraph 6(3)(b) is repealed and the following substituted therefor:

(b) the Prairie region, consisting of the Provinces of Manitoba, Saskatchewan and 35 Alberta and the Northwest Territories and Nunavut;

jours consécutifs, dans deux quotidiens à tirage important de chacune des six régions suivantes : les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les provinces des Prairies, la Colombie-Britannique, ainsi que le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, ou sa diffusion par d'autres moyens d'information pendant la période qu'il juge indiquée, l'avis étant alors réputé avoir été donné conformément 10 à l'alinéa (2)a);

Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle

L.R., ch. 30 suppl.)

112. L'alinéa d) de la définition de « juge », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) en Nouvelle-Écosse, en Colombie- 15 Britannique et à Terre-Neuve, ainsi qu'au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, un juge de la Cour suprême.

1992, ch. 51 par. 58(2)

Loi sur les stupéfiants

L.R., ch. N

113. L'alinéa e) de la définition de 20 « juge », à l'article 18, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest 25 et le territoire du Nunavut, un juge de la Cour suprême;

1992, ch. 51 par. 59(2)

Loi de 1987 sur les transports nationaux

L.R., ch. 28 suppl.)

114. L'alinéa e) de la définition de « cour supérieure », à l'article 4, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) la Cour suprême du Yukon, des Terri- 30 toires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

115. L'alinéa 6(3)b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) la région des Prairies : les provinces 35 d'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut;

*Official Languages Act**Loi sur les langues officielles*

116. Paragraph (i) of the definition “federal institution” in subsection 3(1) is repealed and the following substituted therefor:

(i) any institution of the Council or government of the Northwest Territories or the Yukon Territory or of the Legislative Assembly or government of Nunavut, or

116. La définition de « institution fédérale », au paragraphe 3(1), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« institutions fédérales » Les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada, dont le Sénat, la Chambre des communes et la bibliothèque du Parlement, les tribunaux fédéraux, tout organisme — bureau, commission, conseil, office ou autre — chargé de fonctions administratives sous le régime d'une loi fédérale ou en vertu des attributions du gouverneur en conseil, les ministères fédéraux, les sociétés d'État créées sous le régime d'une loi fédérale et tout autre organisme désigné par la loi à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou placé sous la tutelle du gouverneur en conseil ou d'un ministre fédéral. Ne sont pas visés les institutions du conseil ou de l'administration du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, celles de l'assemblée législative ou de l'administration du Nunavut, ni les organismes — bande indienne, conseil de bande ou autres — chargés de l'administration d'une bande indienne ou d'autres groupes de peuples autochtones.

* institutions
fédérales »
5 “federal
institution”

117. Paragraph 7(3)(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) an ordinance of the Northwest Territories or the Yukon Territory or a law made by the Legislature for Nunavut, or any instrument made thereunder, or

Canada Oil and Gas Operations Act

117. L'alinéa 7(3)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) les ordonnances du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, les lois de la Législature du Nunavut, ainsi que les actes découlant de ces ordonnances et lois;

Loi sur les opérations pétrolières au Canada

L.R., ch. O-7;
1992, ch. 35,
art. 2

118. Paragraph 3(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) the Yukon Territory, the Northwest Territories, Nunavut or Sable Island; or

Parliament of Canada Act

118. L'alinéa 3a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut et l'Île de Sable;

Loi sur le Parlement du Canada

L.R., ch. P-1

119. Subparagraph 63(3)(b)(i) is repealed and the following substituted therefor:

119. Le sous-alinéa 63(3)b)(i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) at the rate of fourteen thousand four hundred and seventy-five dollars per annum if the member represents an electoral district in the Northwest Territories or Nunavut,

(i) de quatorze mille quatre cent soixante-quinze dollars, s'il représente une circonscription des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut,

R.S., c. 32 (2nd Supp.)

Pension Benefits Standards Act, 1985

Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension

L.R., ch. 32 suppl.)

120. Paragraph 4(4)(i) is repealed and the following substituted therefor:

120. L'alinéa 4(4)i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) any work, undertaking or business outside the exclusive legislative authority of provincial legislatures, and any work, undertaking or business of a local or private nature in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut.

i) un ouvrage, une entreprise ou autre activité qui ne relèvent pas de la compétence législative exclusive des provinces ou qui sont de nature locale ou privée dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Nunavut.

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P

121. The schedule is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "Other Government Institutions", the following:

121. L'annexe est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

122. The schedule is further amended by striking out, under the heading "Other Government Institutions", the following:

122. L'annexe est modifiée par suppression, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

R.S., c. P-33

Public Service Employment Act

Loi sur l'emploi dans la fonction publique

L.R., ch. P

123. Section 32 is repealed and the following substituted therefor:

123. L'article 32 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Definition of "candidate"

32. For the purposes of sections 33 and 34, "candidate" means a candidate for election as a member of the House of Commons, a member of the legislature of a province, a member of the Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories or a member of the Legislative Assembly of Nunavut.

32. Aux articles 33 et 34, « candidat » s'entend d'un candidat à une élection à la Chambre des communes, à l'assemblée législative d'une province, au Conseil du territoire du Yukon ou à celui des Territoires du Nord-Ouest, ou à l'Assemblée législative du Nunavut.

Définition « candidat »

124. Subsection 33(5) of the English version is repealed and the following substituted therefor:

(5) An employee who is declared elected as a member of the House of Commons, of the legislature of a province, of the Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories or of the Legislative Assembly of Nunavut thereupon ceases to be an employee.

Public Service Staff Relations Act

125. Subsection 13(3) is repealed and the following substituted therefor:

(3) Notwithstanding paragraph (1)(c), a person is not ineligible to hold office as a member of the Board by reason only of holding office as a member of any board that may be constituted by the Commissioner in Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories or the Legislature for Nunavut with powers and duties similar to those of the Board.

126. Part II of Schedule I is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

127. Part II of Schedule I is further amended by striking out the following:

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Public Service Superannuation Act

128. Part II of Schedule I is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

Employees of the Government of Nunavut (which Government is deemed for purposes of section 37 to be a Public Service corporation)

124. Le paragraphe 33(5) de la version anglaise est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(5) An employee who is declared elected as a member of the House of Commons, of the legislature of a province, of the Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories or of the Legislative Assembly of Nunavut thereupon ceases to be an employee.

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

125. Le paragraphe 13(3) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Malgré l'alinéa (1)c), le seul fait d'être membre d'un organisme, ou commission, constitué par le commissaire en conseil du territoire du Yukon ou celui des Territoires du Nord-Ouest, ou par la Législature du Nunavut et doté de pouvoirs et de fonctions semblables à ceux de la Commission n'est pas incompatible avec la charge de commissaire.

126. La partie II de l'annexe I est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

127. La partie II de l'annexe I est modifiée par suppression de ce qui suit :

Bureau du commissaire provisoire du Nunavut

Office of the Interim Commissioner of Nunavut

Loi sur la pension de la fonction publique

128. La partie II de l'annexe I est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Employés du gouvernement du territoire du Nunavut (gouvernement censé, pour l'application de l'article 37, être un organisme de la fonction publique)

Effect of election

L.R., ch. P-35

Compatibilité

L.R., ch. P-36

Employés du gouvernement du territoire du Nunavut (gouvernement censé, pour l'application de l'article 37, être un organisme de la fonction publique)

Employees of the Government of Nunavut (which Government is deemed for purposes of section 37 to be a Public Service corporation)

R.S., c. 32 (4th Supp.)

Railway Safety Act

Loi sur la sécurité ferroviaire

L.R., ch. 32 (4^e suppl.)

129. Paragraph (e) of the definition "superior court" in subsection 4(1) is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

5 129. L'alinéa e) de la définition de « cour supérieure », au paragraphe 4(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

10

R.S., c. R-10

Royal Canadian Mounted Police Act

Loi sur la Gendarmerie royale du Canada

L.R., ch. R

R.S., c. 8 (2nd Supp.), s. 24(2)(E)

130. Paragraphs 24(a) and (b) are repealed and the following substituted therefor:

(a) that any personal property that has, in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, come into the hands of any member in the course of the member's duties has been abandoned by the owner thereof or the person entitled thereto, or

(b) that a reasonable attempt has been made to find the owner of or person entitled to any personal property that has, in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, come into the hands of any member in the course of the member's duties, but the owner or person cannot be found,

10 130. Le passage de l'article 24 qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

15 24. Le commissaire peut aliéner, de la manière qu'il estime indiquée dans les circonstances, les biens meubles dont des membres ont, dans l'exercice de leurs fonctions au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, acquis la possession, lorsqu'il lui apparaît que, selon le cas :

Biens abandonnés perdus

R.S., c. S-22

Statutory Instruments Act

Loi sur les textes réglementaires

L.R., ch. S

131. Subparagraph (b)(iv) of the definition "statutory instrument" in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor:

(iv) an ordinance of the Yukon Territory or the Northwest Territories, a law made by the Legislature for Nunavut or continued by section 29 of the *Nunavut Act*, a rule made by the Legislative Assembly of Nunavut pursuant to section 21 of that Act or any instrument issued, made or established under any such ordinance, law or rule.

20 131. Le sous-alinéa b)(iv) de la définition de « texte réglementaire », au paragraphe 2(1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(iv) les ordonnances du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest, les lois de la Législature du Nunavut, les textes en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 de la *Loi sur le Nunavut*, les règles établies par l'Assemblée législative du Nunavut en vertu de l'article 21 de cette loi, ainsi que les textes pris sous le régime de ces ordonnances, lois et autres textes.

S., c. S-23

Canada Student Loans Act

132. Subsection 2(2) is repealed and the following substituted therefor:

Territories

(2) In its application to the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the expression "lieutenant governor in council" in this Act means the Commissioner of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, acting after consultation with the Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories or the Legislative Assembly of Nunavut, as the case may be.

S., c. S-26

Supreme Court Act

133. Subsection 2(2) is repealed and the following substituted therefor:

Application to
territories

(2) For the purposes of this Act, the expression "highest court of final resort in a province" includes, in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, the Court of Appeal thereof.

134. Paragraph 79(1)(b) is repealed and the following substituted therefor:

(b) Number two, Western Provinces Cases, showing all appeals from the Yukon Territory, the Northwest Territories, Nunavut and the Provinces of British Columbia, Alberta, Saskatchewan and Manitoba;

S., c. T-7

Territorial Lands Act

135. The long title is repealed and the following substituted therefor:

An Act respecting Crown lands in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut

136. The definitions "judge of the Court" and "territorial lands" in section 2 are repealed and the following substituted therefor:

Judge of the
Court
"judge"

"judge of the Court" means, in relation to any matter arising in the Yukon Territory, a judge of the Supreme Court thereof, in relation to any matter arising in the Northwest Territories, a judge of the Supreme Court thereof, and, in relation to

Loi fédérale sur les prêts aux étudiants

L.R., ch. S-23

132. Le paragraphe 2(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Territoires

(2) Pour l'application de la présente loi au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, « lieutenant-gouverneur en conseil » s'entend du commissaire du Yukon, de celui des Territoires du Nord-Ouest ou de celui du Nunavut, agissant après consultation du Conseil du Yukon, du Conseil des Territoires du Nord-Ouest ou de l'Assemblée législative du Nunavut, selon le cas.

Loi sur la Cour suprême

L.R., ch. S-26

133. Le paragraphe 2(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application aux
territoires

(2) Pour l'application de la présente loi, l'expression « le plus haut tribunal de dernier ressort dans une province » vise aussi la Cour d'appel du Yukon, celle des Territoires du Nord-Ouest et celle du Nunavut.

134. L'alinéa 79(1)b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) numéro deux — Contentieux des provinces de l'Ouest : tous les appels provenant du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, ainsi que de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba;

Loi sur les terres territoriales

L.R., ch. T-7

135. Le titre intégral est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Loi concernant les terres domaniales situées au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut

136. Les définitions de « juge » et « terres territoriales », à l'article 2, sont abrogées et respectivement remplacées par ce qui suit :

« juge » Juge de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest ou de la Cour suprême du Nunavut, selon le lieu où l'affaire a pris naissance.

« juge »
"judge..."

any matter arising in Nunavut, a judge of the Supreme Court thereof;

"territorial lands"
« terres ... »

"territorial lands" means lands, or any interest in lands, in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut that are vested in the Crown or of which the Government of Canada has power to dispose;

137. (1) Subsection 3(2) is repealed and the following substituted therefor:

Idem

(2) Sections 9 and 12 to 16 and paragraph 23(k) apply to territorial lands the right to the beneficial use or to the proceeds of which is appropriated to the Commissioner of the Yukon Territory by section 47 of the *Yukon Act*, to the Commissioner of the Northwest Territories by section 44 of the *Northwest Territories Act* or to the Commissioner of Nunavut by section 49 of the *Nunavut Act*.

R.S., c. 7 (3rd Supp.), s. 2

Provisions not applicable in N.W.T. and Nunavut

(2) Subsection 3(4) is repealed and the following substituted therefor:

(4) Sections 17 and 18, paragraph 23(e) so far as it relates to forest experimental areas and national forests, paragraph 23(g) so far as it relates to timber districts and subsection 30(2) do not apply in respect of lands in the Northwest Territories and Nunavut.

Land management zones

138. Section 4 is repealed and the following substituted therefor:

4. Subject to section 6, the Governor in Council may, where the Governor in Council deems it necessary for the protection of the ecological balance or physical characteristics of any area in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, set apart and appropriate any territorial lands in that area as a land management zone.

139. Section 6 is repealed and the following substituted therefor:

Consultation with territories

6. The powers mentioned in sections 4 and 5 may be exercised by the Governor in Council only after consultation with the Council of the Yukon Territory, the Council of the Northwest Territories or the Legislative Assembly of Nunavut, as the case may be,

« terres territoriales » Les terres qui, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, sont dévolues à la Couronne ou que le gouvernement du Canada peut légalement aliéner; y sont assimilés les droits réels afférents.

« terres territoriales »
"territorial"

137. (1) Le paragraphe 3(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Les articles 9 et 12 à 16, ainsi que l'alinéa 23k), s'appliquent aux terres territoriales dont la jouissance ou le droit d'en percevoir les fruits est attribué au commissaire du Yukon, à celui des Territoires du Nord-Ouest ou à celui du Nunavut en application de l'article 47 de la *Loi sur le Yukon*, de l'article 44 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* ou de l'article 49 de la *Loi sur le Nunavut*, selon le cas.

Idem

(2) Le paragraphe 3(4) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Les articles 17 et 18, les dispositions de l'alinéa 23e) relatives aux zones d'expérimentation forestière et aux forêts nationales, les dispositions de l'alinéa 23g) relatives aux districts forestiers ainsi que le paragraphe 30(2) ne s'appliquent pas aux terres des Territoires du Nord-Ouest ni à celles du Nunavut.

L.R., ch. 7 (suppl.) art.

Exception relative aux T.N.-O.

138. L'article 4 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. S'il l'estime nécessaire pour la préservation de l'équilibre écologique ou des caractéristiques physiques d'une région, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, le gouverneur en conseil peut classer des terres territoriales en zones d'aménagement.

Zones d'aménagement

139. L'article 6 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. Le gouverneur en conseil ne peut exercer les pouvoirs visés aux articles 4 et 5 qu'après consultation du Conseil du Yukon, du Conseil des Territoires du Nord-Ouest ou de l'Assemblée législative du Nunavut, selon

Consultati

where the Governor in Council deems the consultation to be practicable or, otherwise, after consultation with each of the members of the Council or Executive Council in question with whom consultation can then be effected. 5

140. Paragraph 9(3)(b) is repealed and the following substituted therefor:

(b) in the case of territorial lands described in subsection 3(2), by the Commissioner of the Yukon Territory if the lands are in the Yukon Territory, by the Commissioner of the Northwest Territories if the lands are in the Northwest Territories or by the Commissioner of Nunavut if the lands are in Nunavut. 10 15

141. Paragraph 13(c) is repealed and the following substituted therefor:

(c) to the boundary line between the Yukon Territory and Alaska, or between the Yukon Territory and the Northwest Territories, or between the Northwest Territories and Nunavut, or between the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut and the Province of Manitoba, Saskatchewan, Alberta or British Columbia. 20 25

l.c. 45

Trust and Loan Companies Act

142. Paragraph (f) of the definition "court" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:

(f) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court thereof;

l.c. W-11

Winding-up Act

143. Paragraph (d) of the definition "court" in section 2 is repealed and the following substituted therefor: 35

(d) in the Yukon Territory, the Northwest Territories and Nunavut, the Supreme Court;

l.c. Y-1

Young Offenders Act

144. The definition "offence" in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor: 40

le cas, ou au moins des membres de l'un ou l'autre pouvant être joints.

140. L'alinéa 9(3)b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) dans le cas des terres territoriales visées au paragraphe 3(2), par le commissaire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest ou celui du Nunavut, selon le cas. 5

141. L'alinéa 13c) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 10

c) de la ligne de démarcation entre le Yukon et l'Alaska, entre le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, entre les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, entre le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le Nunavut et les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, d'Alberta ou de la Colombie-Britannique. 15

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt 1991, ch. 45

142. L'alinéa f) de la définition de « tribunal », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit : 20 30

f) la Cour suprême du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut.

Loi sur les liquidations L.R., ch. W-11

143. L'alinéa d) de la définition de « tribunal », à l'article 2, est abrogé et remplacé par ce qui suit : 25

d) dans le territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Nunavut, la Cour suprême.

Loi sur les jeunes contrevenants L.R., ch. Y-1

144. La définition de « infraction », au paragraphe 2(1), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"offence"
« infraction »

"offence" means an offence created by an Act of Parliament or by any regulation, rule, order, by-law or ordinance made thereunder, other than an ordinance of the Yukon Territory or the Northwest Territories or a law made by the Legislature for Nunavut or continued by section 29 of the *Nunavut Act*.

« infraction » Toute infraction créée par une loi fédérale ou par ses textes d'application : règlement, règle, ordre, décret, arrêté, règlement administratif ou ordonnance, à l'exclusion des ordonnances du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest et des lois de la Législature du Nunavut et autres règles de droit en vigueur au Nunavut par application de l'article 29 de la *Loi sur le Nunavut*.

R.S., c. Y-2

Yukon Act

145. Section 34 is repealed and the following substituted therefor:

Judges of the
Supreme Court

34. A judge of the Supreme Court of the Northwest Territories or of the Supreme Court of Nunavut is, by virtue of that office, a judge of the Supreme Court of the Yukon Territory.

146. Sections 37 and 38 are repealed and the following substituted therefor:

Court may sit
in N.W.T. or
Nunavut

37. The Court may sit in the Northwest Territories or Nunavut for the purpose of hearing a civil case other than a civil case where the Court sits with a jury.

Power when
sitting in
N.W.T. or
Nunavut

38. When the Court sits in the Northwest Territories or Nunavut, the Court has and may exercise and perform all the powers, duties and functions in the Northwest Territories or Nunavut that it has and may exercise and perform when sitting in the Yukon Territory.

147. The heading preceding section 40 and section 40 are repealed and the following substituted therefor:

Criminal Trials Held in the Northwest Territories or Nunavut

Minister of
Justice to order
trial in N.W.T.
or Nunavut

40. (1) Whenever it appears to the satisfaction of the Minister of Justice that it is expedient to the ends of justice that the trial of any person charged with an indictable offence alleged to have been committed north of the 65th parallel of latitude, in the Yukon Territory, should be held in some district or place other than that in which the offence is alleged to have been committed or would otherwise be triable, the Minister of Justice

Loi sur le Yukon

L.R., ch. Y.

145. L'article 34 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

34. Les juges de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour suprême du Nunavut sont d'office juges de la Cour suprême du territoire du Yukon.

15

146. Les articles 37 et 38 sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

37. La Cour peut siéger en matière civile dans les Territoires du Nord-Ouest ou dans le territoire du Nunavut, pour les procès tenus sans jury.

38. Lorsqu'elle siège dans les Territoires du Nord-Ouest ou dans le territoire du Nunavut, la Cour a les mêmes attributions que dans le territoire du Yukon.

147. L'article 40 et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Procès criminels instruits dans les Territoires du Nord-Ouest ou dans le territoire du Nunavut

40. (1) Chaque fois qu'il est convaincu que les intérêts de la justice seraient mieux servis si le procès d'une personne accusée d'avoir commis un acte criminel au nord du 65^e parallèle dans le territoire du Yukon était instruit dans un autre district ou lieu que celui dans lequel l'acte a présumément été commis ou pourrait être jugé, le ministre de la Justice peut ordonner que le procès soit inscrit dans les Territoires du Nord-Ouest ou

may order that the trial shall be proceeded with in the Northwest Territories or Nunavut before the court or judge named in the order, and thereupon the court or judge so named has jurisdiction to try that person.

dans le territoire du Nunavut devant le tribunal ou le juge nommé dans l'arrêté qu'il prend à cet effet. Le tribunal ou le juge est dès lors compétent.

*W.T. Act or
Nunavut Act to
apply*

(2) The *Northwest Territories Act* or the *Nunavut Act*, as the case may be, apply to a trial described in subsection (1).

5

(2) Les dispositions de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* ou de la *Loi sur le Nunavut*, selon le cas, s'appliquent aux procès visés par le paragraphe (1).

5 Application de la *Loi sur les T.N.-O.* et de la *Loi sur le Nunavut*

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO ESTABLISH A TERRITORY TO BE KNOWN AS NUNAVUT AND PROVIDE FOR ITS GOVERNMENT AND TO AMEND THE NORTHWEST TERRITORIES ACT AND OTHER ACTS IN CONSEQUENCE THEREOF

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definitions

PART I

ESTABLISHMENT AND GOVERNMENT

Establishment of Nunavut

3. Establishment of Nunavut

Seat of Government

4. Location

Executive Power

Commissioner of Nunavut

5. Commissioner
6. Action of Commissioner
7. Executive powers
8. Deputy Commissioner
9. Oaths of office
10. Absence or incapacity

Executive Council of Nunavut

11. Executive Council established

Legislative Power

Legislature for Nunavut

12. Legislature established

Legislative Assembly of Nunavut

13. Assembly established
14. Laws respecting Assembly
15. Writs
16. Oaths of office
17. Duration of Assembly

TABLE ANALYTIQUE

LOI CONCERNANT LA CRÉATION DU TERRITOIRE NUNAVUT ET L'ORGANISATION DE SON GOUVERNEMENT, ET MODIFIANT LA LOI SUR LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST ET D'AUTRES LOIS CONSÉQUENCE

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. Définitions

PARTIE I

CONSTITUTION ET GOUVERNEMENT

Constitution du Nunavut

3. Constitution

Capitale

4. Capitale

Pouvoir exécutif

Commissaire du Nunavut

5. Commissaire
6. Exercice des attributions
7. Pouvoir exécutif
8. Commissaire adjoint
9. Serments professionnel et d'allégeance
10. Absence ou empêchement du commissaire et commissaire adjoint

Conseil exécutif du Nunavut

11. Institution

Pouvoir législatif

Législature du Nunavut

12. Institution

Assemblée législative du Nunavut

13. Institution
14. Circonscriptions électorales
15. Brefs
16. Serments professionnel et d'allégeance
17. Mandat de l'assemblée

Sittings of Assembly	18. Séances de l'assemblée
Speaker	19. Président
Quorum	20. Quorum
Rules of procedure	21. Règles
Part of indemnity not taxable	22. Exonération partielle de l'indemnité
Legislative Powers	Compétence législative
Legislative powers	23. Compétence législative
Restriction	24. Chasse de subsistance
Land claims agreements	25. Accords des revendications territoriales
Importation of intoxicants	26. Introduction de substances enivrantes
Borrowing and lending	27. Pouvoir d'emprunt, de prêt et de placement
Transmittal of laws	28. Transmission des lois au gouverneur en conseil
Laws Applicable in Nunavut	Droit applicable au Nunavut
Laws of Northwest Territories	29. Droit des Territoires du Nord-Ouest
Where no officer in Nunavut	30. Absence de fonctionnaire dans le territoire
Judicial Power	Pouvoir judiciaire
Judicature	Organisation judiciaire
Superior courts	31. Juridictions supérieures
Supreme Court of Nunavut	Cour suprême du Nunavut
Judges of the Supreme Court	32. Juges d'office de la Cour
Deputy judges	33. Juges adjoints
Exercise of powers of provincial court judge or stipendiary magistrate	34. Transfert d'attributions
Jurisdiction to try criminal cases	35. Compétence pénale
Court of Appeal of Nunavut	Cour d'appel du Nunavut
Sittings	36. Lieu des séances
Repeal	Cessation d'effet
Repeal	37. Cessation d'effet
PART II	PARTIE II
GENERAL	DISPOSITIONS DIVERSES
Official Languages	Langues officielles
Official Languages ordinance	38. Ordonnance sur les langues officielles
Nunavut Consolidated Revenue Fund	Trésor du Nunavut
Nunavut C.R.F.	39. Trésor du Nunavut
Recommendation of Commissioner	40. Recommandation du commissaire
Appropriation of moneys granted by Parliament	41. Affectation des sommes accordées par le Parlement

Territorial Accounts

- 42. Fiscal year
- 43. Auditor of Nunavut
- 44. Submission of Territorial Accounts to Assembly
- 45. Form and contents
- 46. Audit and report by auditor
- 47. Inquiry and report
- 48. Powers of auditor

Lands

- 49. Lands vested in Her Majesty
- 50. Transfer to Commissioner

Cultural Sites and Property

- 51. Regulations
- 52. Power to seize

PART III

NUNAVUT IMPLEMENTATION COMMISSION

Interpretation

- 53. Definition of "Tungavik"

Establishment

- 54. Commission established
- 55. Chairperson
- 56. Residence
- 57. Meetings

Mandate

- 58. Mandate
- 59. Information
- 60. Other functions
- 61. Powers
- 62. By-laws

Staff

- 63. Executive Director
- 64. Staff

Financial Provisions

- 65. Annual budget

Comptes du Nunavut

- 42. Exercice
- 43. Vérificateur
- 44. Présentation des comptes du Nunavut à l'assemblée
- 45. Forme et contenu
- 46. Rapport du vérificateur
- 47. Enquête
- 48. Pouvoirs du vérificateur

Biens-fonds

- 49. Propriété
- 50. Transfert au commissaire

Biens culturels

- 51. Règlements
- 52. Saisie

PARTIE III

COMMISSION D'ÉTABLISSEMENT DU NUNAVUT

Définition

- 53. Définition de «Tungavik»

Mise en place

- 54. Constitution
- 55. Nomination : président
- 56. Résidence des membres
- 57. Fréquence des réunions

Mission

- 58. Mission de la commission
- 59. Information du public
- 60. Autres fonctions
- 61. Pouvoirs
- 62. Règlements administratifs

Personnel

- 63. Directeur général
- 64. Personnel

Dispositions financières

- 65. Budget annuel

Annual Report

- Annual report
- Tabling in Parliament
- Tabling in Council of Northwest Territories

Repeal

- Repeal

PART IV

TRANSITIONAL PROVISIONS

Expenditures

- Expenditures

Interim Commissioner of Nunavut

- Interim Commissioner of Nunavut

- Powers generally

- Agreements

- Carrying out of programs

- Staff

Council of the Northwest Territories

- Sitting members

PART V

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS AND COMING INTO FORCE

*Northwest Territories Act**Other Consequential Amendments**Coming into Force*

- Coming into force

SCHEDULE I

WESTERN BOUNDARY OF NUNAVUT

SCHEDULE II

COMMUNITIES

SCHEDULE III

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Rapport annuel

- 66. Rapport annuel
- 67. Dépôt au Parlement
- 68. Dépôt au Conseil des Territoires du Nord-Ouest

Cessation d'effet

- 69. Cessation d'effet

PARTIE IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Dépenses

- 70. Pouvoirs du commissaire

Commissaire provisoire du Nunavut

- 71. Commissaire provisoire du Nunavut

- 72. Pouvoirs généraux

- 73. Accords

- 74. Mise en oeuvre des programmes

- 75. Personnel

Conseil des Territoires du Nord-Ouest

- 76. Membres du Conseil

PARTIE V

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

- 77. *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*

- 78. *Autres modifications corrélatives*

Entrée en vigueur

- 79. Entrée en vigueur

ANNEXE I

LIMITE OUEST DU TERRITOIRE DU NUNAVUT

ANNEXE II

COLLECTIVITÉS

ANNEXE III

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

556
C-133

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-133

An Act respecting an Agreement between the Inuit of the
Nunavut Settlement Area and Her Majesty the Queen
in right of Canada

First reading, May 28, 1993

THE MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN
DEVELOPMENT

C-133

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-133

Loi concernant l'Accord entre les Inuit de la région du
Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada

Première lecture le 28 mai 1993

LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD
CANADIEN



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-133

PROJET DE LOI C-133

An Act respecting an Agreement between the Inuit of the Nunavut Settlement Area and Her Majesty the Queen in right of Canada

Loi concernant l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada

Preamble

Préambule

WHEREAS the Inuit of the Nunavut Settlement Area have asserted an aboriginal title to that Area based on their traditional and current use and occupation of the lands, waters and land-fast ice therein in accordance with their own customs and usages;

WHEREAS the *Constitution Act, 1982* recognizes and affirms the existing aboriginal and treaty rights of the aboriginal peoples of Canada;

WHEREAS Her Majesty the Queen in right of Canada and the Inuit of the Nunavut Settlement Area have negotiated an Agreement based on and reflecting the following objectives:

to provide for certainty and clarity of rights to ownership and use of lands and resources and of rights for Inuit to participate in decision-making concerning the use, management and conservation of land, water and resources, including the offshore,

to provide Inuit with wildlife harvesting rights and rights to participate in decision-making concerning wildlife harvesting,

to provide Inuit with financial compensation and means of participating in economic opportunities,

to encourage self-reliance and the cultural and social well-being of Inuit;

Attendu :

que les Inuit de la région du Nunavut revendiquent sur celle-ci un titre ancestral fondé sur leur utilisation, leur exploitation et leur occupation — traditionnelles et actuelles — des terres, des eaux et de la banque côtière, suivant leurs us et coutumes;

que la *Loi constitutionnelle de 1982* reconnaît et confirme les droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada;

que Sa Majesté la Reine du chef du Canada et les Inuit de la région du Nunavut ont négocié un accord dont les objectifs sont les suivants :

déterminer de façon claire et certaine les droits de propriété, d'utilisation et d'exploitation des terres et des ressources, ainsi que le droit des Inuit de participer à la prise des décisions concernant l'utilisation, l'exploitation, la gestion et la conservation des terres, des eaux et des ressources, notamment au large des côtes,

reconnaître aux Inuit des droits d'exploitation des ressources fauniques et le droit de participer à la prise de décisions en cette matière,

verser aux Inuit des indemnités pécuniaires et leur fournir des moyens de tirer parti des possibilités économiques,

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting an Agreement between the Inuit of the Nunavut Settlement Area and Her Majesty the Queen in right of Canada".

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi concernant l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada ».

WHEREAS Her Majesty the Queen in right of Canada and the Inuit of the Nunavut Settlement Area, through their duly mandated representatives, have entered into the Agreement through which Inuit shall receive defined rights and benefits in exchange for the surrender of certain claims, rights, title and interests, based on their assertion of an aboriginal title;

WHEREAS the Agreement provides that it will be a land claims agreement within the meaning of section 35 of the *Constitution Act, 1982*;

WHEREAS the Inuit of the Nunavut Settlement Area have ratified the Agreement in accordance with the provisions of the Agreement;

AND WHEREAS the ratification by Her Majesty under Article 36 of the Agreement requires the enactment by Parliament of a statute ratifying the Agreement;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Nunavut Land Claims Agreement Act*.

INTERPRETATION

Definitions

2. In this Act,

"Agreement"
• Accord •

"Agreement" means the land claims agreement between the Inuit of the Nunavut Settlement Area and Her Majesty the Queen in right of Canada, signed on May 25, 1993, and tabled in the House of Commons for the Minister of Indian Affairs and Northern Development on May 26, 1993, and includes any amendments to that agreement made pursuant to the agreement;

"Nunavut Settlement Area"
• région du Nunavut •

"Nunavut Settlement Area" means the area described in section 3.1.1 of the Agreement.

favoriser l'autonomie et le bien-être culturel et social des Inuit;

que Sa Majesté la Reine du chef du Canada et les Inuit de la région du Nunavut ont, par l'entremise de leurs mandataires respectifs, conclu un accord conférant aux Inuit des droits et des avantages déterminés en contrepartie de leur renonciation à certains droits, titres, intérêts et revendications pouvant découler du titre ancestral qu'ils revendiquent;

que l'accord dispose qu'il constitue un accord sur des revendications territoriales au sens de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*;

que les Inuit de la région du Nunavut ont ratifié l'accord en conformité avec les dispositions de celui-ci;

que, suivant le chapitre 36 de l'accord, la ratification de celui-ci par Sa Majesté exige l'adoption d'une loi du Parlement,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut*.

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

« Accord » L'accord sur des revendications territoriales conclu entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada, signé le 25 mai 1993 et déposé devant la Chambre des communes au nom du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien le 26 mai 1993, ainsi que toutes les modifications qui peuvent lui être apportées conformément à ses dispositions.

• Accord •
• "Agreement" •

« région du Nunavut » La région décrite à l'article 3.1.1 de l'Accord.

• région du Nunavut •
• "Nunavut Settlement Area" •

	HER MAJESTY	SA MAJESTÉ	
Binding on Her Majesty	3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.	3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.	Sa Majesté
	AGREEMENT	ACCORD	
Agreement	4. (1) The Agreement is hereby ratified, given effect and declared valid.	4. (1) L'Accord est ratifié, mis en vigueur et déclaré valide.	Accord
Idem	(2) For greater certainty, the Agreement is binding on all persons and bodies that are not parties to the Agreement.	5 (2) Il est entendu que l'Accord a force obligatoire pour toute personne et tout organisme qui n'y sont pas parties.	5 Idem
Idem	(3) For greater certainty, any person or body on which the Agreement confers a right, privilege, benefit or power or imposes a duty or liability may exercise the right, privilege, benefit or power, shall perform the duty or is subject to the liability, to the extent provided for by the Agreement.	(3) Il est entendu que les personnes ou organismes visés par l'Accord ont les droits, privilèges, avantages ou pouvoirs qui leur 10 sont conférés par lui et sont assujettis aux obligations et à la responsabilité qui y sont prévues.	Idem
No merger	5. The rights and benefits of the Inuit of 15 the Nunavut Settlement Area under the Agreement do not merge in this Act or any other law.	5. Les droits et avantages conférés aux Inuit de la région du Nunavut par l'Accord 15 ont leur plein effet indépendamment de la présente loi ou de toute autre règle de droit.	Plein effet
Inconsistency with Agreement	6. (1) In the event of an inconsistency or conflict between the Agreement and any law, including this Act, the Agreement prevails to the extent of the inconsistency or conflict.	6. (1) Les dispositions de l'Accord l'em- 20 portent sur les dispositions incompatibles de toute règle de droit, y compris la présente loi. 20	Incompatibilité
Inconsistency with Act	(2) In the event of an inconsistency or conflict between this Act and any other law, this Act prevails to the extent of the inconsistency or conflict.	(2) Les dispositions de la présente loi l'em- 25 portent sur celles de toute autre règle de droit. 25	Idem
Deposit	7. The Minister of Indian Affairs and Northern Development shall cause a certified copy of the Agreement and any amendments to the Agreement to be deposited in 30	7. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien fait déposer une copie certi- 25 fiée conforme de l'Accord et de ses modifica- 30 tions éventuelles :	Publication
	(a) the National Archives of Canada;	a) aux Archives nationales du Canada;	
	(b) the library of the Department of Indian Affairs and Northern Development that is situated in the National Capital Region; 35	b) à la bibliothèque du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien si- 30 tuée dans la région de la capitale nationale;	
	(c) the legislative library of the territorial government that has jurisdiction over the Nunavut Settlement Area; and	c) à la bibliothèque des affaires législatives du gouvernement territorial ayant compé- 35 tence pour la région du Nunavut;	
	(d) such other places as the Minister considers advisable. 40	d) en tout autre lieu qu'il estime indiqué.	
Orders and regulations	8. The Governor in Council may make such orders and regulations as are necessary	8. Le gouverneur en conseil peut prendre les décrets et règlements nécessaires à la	Décrets et règlements

for the purpose of carrying out any of the provisions of the Agreement.

mise en oeuvre de l'Accord ou de telle de ses dispositions.

APPROPRIATION

Appropriation

9. There shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund the sums required to meet the monetary obligations of Her Majesty under Articles 25 and 29 of the Agreement that arise after the coming into force of this Act.

AFFECTATION DE FONDS

Paiement sur le Trésor

9. Sont prélevées sur le Trésor les sommes nécessaires pour satisfaire aux obligations pécuniaires contractées par Sa Majesté aux termes des chapitres 25 et 29 de l'Accord et dont l'exécution est postérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.

NUNAVUT WILDLIFE MANAGEMENT BOARD

CONSEIL DE GESTION DES RESSOURCES FAUNIQUES DU NUNAVUT

Incorporation of Board

10. (1) The Nunavut Wildlife Management Board established by the Agreement is hereby constituted as a corporation and, as such, the Board has, for the purposes of carrying out its functions under the Agreement, the capacity, rights, powers and privileges of a natural person.

10. (1) Le Conseil de gestion des ressources fauniques du Nunavut, constitué par l'Accord, est doté de la personnalité morale et a, dans le cadre de la mise en oeuvre de celui-ci, la capacité d'une personne physique.

Constitution en personne morale

Not an agent

(2) The Nunavut Wildlife Management Board is not an agent of Her Majesty in right of Canada.

(2) Le conseil n'est pas mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Statut de l'organisme

Head office

11. The head office of the Nunavut Wildlife Management Board shall be in Iqaluit or in such other place in the Nunavut Settlement Area as the Governor in Council may designate.

11. Le siège du conseil est fixé à Iqaluit ou en tout autre lieu de la région du Nunavut que désigne le gouverneur en conseil.

Siège

Remuneration of members

12. The remuneration of the members of the Nunavut Wildlife Management Board shall be set by the Governor in Council.

12. Les membres du conseil touchent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.

Rémunération des membres

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

13. This Act shall come into force on December 31, 1993 or such earlier date as may be fixed by order of the Governor in Council.

13. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil, mais au plus tard le 31 décembre 1993.

Entrée en vigueur



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

CA1
XB
- 176

C-133

C-133

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-133

PROJET DE LOI C-133

An Act respecting an Agreement between the Inuit of the
Nunavut Settlement Area and Her Majesty the Queen
in right of Canada

Loi concernant l'Accord entre les Inuit de la région du
Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada



AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS **ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES**
JUNE 4, 1993 **LE 4 JUIN 1993**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-133

PROJET DE LOI C-133

An Act respecting an Agreement between the Inuit of the Nunavut Settlement Area and Her Majesty the Queen in right of Canada

Loi concernant l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada

Preamble

Préambule

WHEREAS the Inuit of the Nunavut Settlement Area have asserted an aboriginal title to that Area based on their traditional and current use and occupation of the lands, waters and land-fast ice therein in accordance with their own customs and usages;

WHEREAS the *Constitution Act, 1982* recognizes and affirms the existing aboriginal and treaty rights of the aboriginal peoples of Canada;

WHEREAS Her Majesty the Queen in right of Canada and the Inuit of the Nunavut Settlement Area have negotiated an Agreement based on and reflecting the following objectives:

to provide for certainty and clarity of rights to ownership and use of lands and resources and of rights for Inuit to participate in decision-making concerning the use, management and conservation of land, water and resources, including the offshore,

to provide Inuit with wildlife harvesting rights and rights to participate in decision-making concerning wildlife harvesting,

to provide Inuit with financial compensation and means of participating in economic opportunities,

to encourage self-reliance and the cultural and social well-being of Inuit;

Attendu :

que les Inuit de la région du Nunavut revendiquent sur celle-ci un titre ancestral fondé sur leur utilisation, leur exploitation et leur occupation — traditionnelles et actuelles — des terres, des eaux et de la banquise côtière, suivant leurs us et coutumes;

que la *Loi constitutionnelle de 1982* reconnaît et confirme les droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada;

que Sa Majesté la Reine du chef du Canada et les Inuit de la région du Nunavut ont négocié un accord dont les objectifs sont les suivants :

déterminer de façon claire et certaine les droits de propriété, d'utilisation et d'exploitation des terres et des ressources, ainsi que le droit des Inuit de participer à la prise des décisions concernant l'utilisation, l'exploitation, la gestion et la conservation des terres, des eaux et des ressources, notamment au large des côtes,

reconnaître aux Inuit des droits d'exploitation des ressources fauniques et le droit de participer à la prise de décisions en cette matière,

verser aux Inuit des indemnités pécuniaires et leur fournir des moyens de tirer parti des possibilités économiques,

WHEREAS Her Majesty the Queen in right of Canada and the Inuit of the Nunavut Settlement Area, through their duly mandated representatives, have entered into the Agreement through which Inuit shall receive defined rights and benefits in exchange for the surrender of certain claims, rights, title and interests, based on their assertion of an aboriginal title;

WHEREAS the Agreement provides that it will be a land claims agreement within the meaning of section 35 of the *Constitution Act, 1982*;

WHEREAS the Inuit of the Nunavut Settlement Area have ratified the Agreement in accordance with the provisions of the Agreement;

AND WHEREAS the ratification by Her Majesty under Article 36 of the Agreement requires the enactment by Parliament of a statute ratifying the Agreement;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *Nunavut Land Claims Agreement Act*.

INTERPRETATION

2. In this Act,

"Agreement" means the land claims agreement between the Inuit of the Nunavut Settlement Area and Her Majesty the Queen in right of Canada, signed on May 25, 1993, and tabled in the House of Commons for the Minister of Indian Affairs and Northern Development on May 26, 1993, and includes any amendments to that agreement made pursuant to the agreement;

"Nunavut Settlement Area" means the area described in section 3.1.1 of the Agreement.

favoriser l'autonomie et le bien-être culturel et social des Inuit;

que Sa Majesté la Reine du chef du Canada et les Inuit de la région du Nunavut ont, par l'entremise de leurs mandataires respectifs, conclu un accord conférant aux Inuit des droits et des avantages déterminés en contrepartie de leur renonciation à certains droits, titres, intérêts et revendications pouvant découler du titre ancestral qu'ils revendiquent;

que l'accord dispose qu'il constitue un accord sur des revendications territoriales au sens de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*;

que les Inuit de la région du Nunavut ont ratifié l'accord en conformité avec les dispositions de celui-ci;

que, suivant le chapitre 36 de l'accord, la ratification de celui-ci par Sa Majesté exige l'adoption d'une loi du Parlement,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut*.

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« Accord » L'accord sur des revendications territoriales conclu entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada, signé le 25 mai 1993 et déposé devant la Chambre des communes au nom du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien le 26 mai 1993, ainsi que toutes les modifications qui peuvent lui être apportées conformément à ses dispositions.

« région du Nunavut » La région décrite à l'article 3.1.1 de l'Accord.

Short title

Definitions

"Agreement"
« Accord »

"Nunavut Settlement Area"
« région du Nunavut »

Définitions

« Accord »
"Agreement"

« région du Nunavut »
40 "Nunavut Settlement Area"

HER MAJESTY

SA MAJESTÉ

Binding on Her Majesty

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Sa Majesté

AGREEMENT

ACCORD

Agreement

4. (1) The Agreement is hereby ratified, given effect and declared valid.

4. (1) L'Accord est ratifié, mis en vigueur et déclaré valide.

Accord

Idem

(2) For greater certainty, the Agreement is binding on all persons and bodies that are not parties to the Agreement.

5 (2) Il est entendu que l'Accord a force obligatoire pour toute personne et tout organisme qui n'y sont pas parties.

5 Idem

Idem

(3) For greater certainty, any person or body on which the Agreement confers a right, privilege, benefit or power or imposes a duty or liability may exercise the right, privilege, benefit or power, shall perform the duty or is subject to the liability, to the extent provided for by the Agreement.

(3) Il est entendu que les personnes ou organismes visés par l'Accord ont les droits, 10 privilèges, avantages ou pouvoirs qui leur sont conférés par lui et sont assujettis aux obligations et à la responsabilité qui y sont prévues.

Idem

No merger

5. The rights and benefits of the Inuit of 15 the Nunavut Settlement Area under the Agreement do not merge in this Act or any other law.

5. Les droits et avantages conférés aux Inuit de la région du Nunavut par l'Accord 15 ont leur plein effet indépendamment de la présente loi ou de toute autre règle de droit.

Plein effet

Inconsistency with Agreement

6. (1) In the event of an inconsistency or conflict between this Act and any law, 20 including this Act, the Agreement prevails to the extent of the inconsistency or conflict.

6. (1) Les dispositions de l'Accord l'em- portent sur les dispositions incompatibles de toute règle de droit, y compris la présente loi. 20

Incompatibilité

Inconsistency with Act

(2) In the event of an inconsistency or conflict between this Act and any other law, this Act prevails to the extent of the inconsisten- 25 cy or conflict.

(2) Les dispositions de la présente loi l'em- portent sur celles de toute autre règle de droit. 25

Idem

Deposit

7. The Minister of Indian Affairs and Northern Development shall cause a certi- fied copy of the Agreement and any amend- ments to the Agreement to be deposited in 30

7. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien fait déposer une copie certi- fiée conforme de l'Accord et de ses modifica- 25 tions éventuelles :

Publication

(a) the National Archives of Canada;

a) aux Archives nationales du Canada;

(b) the library of the Department of Indi- an Affairs and Northern Development that is situated in the National Capital Region; 35

b) à la bibliothèque du ministère des Af- faires indiennes et du Nord canadien si- tuée dans la région de la capitale nationale;

(c) the legislative library of the territorial government that has jurisdiction over the Nunavut Settlement Area; and

c) à la bibliothèque des affaires législatives du gouvernement territorial ayant compé- tence pour la région du Nunavut; 35

(d) such other places as the Minister con- siders advisable. 40

d) en tout autre lieu qu'il estime indiqué.

Orders and regulations

8. The Governor in Council may make such orders and regulations as are necessary

8. Le gouverneur en conseil peut prendre les décrets et règlements nécessaires à la

Décrets et règlements

for the purpose of carrying out any of the provisions of the Agreement.

mise en oeuvre de l'Accord ou de telle de ses dispositions.

APPROPRIATION

Appropriation

9. There shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund the sums required to meet the monetary obligations of Her Majesty under Articles 25 and 29 of the Agreement that arise after the coming into force of this Act.

AFFECTATION DE FONDS

9. Sont prélevées sur le Trésor les sommes nécessaires pour satisfaire aux obligations pécuniaires contractées par Sa Majesté aux termes des chapitres 25 et 29 de l'Accord et dont l'exécution est postérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Paiement sur le Trésor

NUNAVUT WILDLIFE MANAGEMENT BOARD

CONSEIL DE GESTION DES RESSOURCES FAUNIQUES DU NUNAVUT

Incorporation of Board

10. (1) The Nunavut Wildlife Management Board established by the Agreement is hereby constituted as a corporation and, as such, the Board has, for the purposes of carrying out its functions under the Agreement, the capacity, rights, powers and privileges of a natural person.

10. (1) Le Conseil de gestion des ressources fauniques du Nunavut, constitué par l'Accord, est doté de la personnalité morale et a, dans le cadre de la mise en oeuvre de celui-ci, la capacité d'une personne physique.

Constitution en personne morale

Not an agent

(2) The Nunavut Wildlife Management Board is not an agent of Her Majesty in right of Canada.

(2) Le conseil n'est pas mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Statut de l'organisme

Head office

11. The head office of the Nunavut Wildlife Management Board shall be in Iqaluit or in such other place in the Nunavut Settlement Area as the Governor in Council may designate.

11. Le siège du conseil est fixé à Iqaluit ou en tout autre lieu de la région du Nunavut que désigne le gouverneur en conseil.

Siège

Remuneration of members

12. The remuneration of the members of the Nunavut Wildlife Management Board shall be set by the Governor in Council.

12. Les membres du conseil touchent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.

Rémunération des membres

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

13. This Act shall come into force on December 31, 1993 or such earlier date as may be fixed by order of the Governor in Council.

13. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil, mais au plus tard le 31 décembre 1993.

Entrée en vigueur



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

C-134

C-134

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-134

PROJET DE LOI C-134

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money
for the public service of Canada for the financial year
ending the 31st March, 1994

Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour
l'administration publique fédérale pendant l'exercice se
terminant le 31 mars 1994

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 2, 1993

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 2 JUIN 1993



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-134

PROJET DE LOI C-134

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the public service of Canada for the financial year ending the 31st March, 1994

Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1994

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Preamble

Whereas it appears by message from His Excellency, the Right Honourable Ray Hnatyshyn, Governor General of Canada, and the Estimates accompanying the said message, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the public service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending the 31st day of March, 1994, and for other purposes connected with the public service of Canada;

May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 2, 1993-94*.

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole thirty-five billion, five hundred and fourteen million, three hundred and eighty-nine thousand, four hundred and one dollars and six cents towards defraying the several charges and expenses of the public service of Canada from the 1st day of April, 1993 to the 31st day of March, 1994

Préambule

Attendu qu'il est nécessaire, comme l'indiquent le message de Son Excellence le très honorable Ray Hnatyshyn, gouverneur général du Canada, et le budget des dépenses qui y est joint, d'allouer les crédits ci-dessous précisés pour couvrir certaines dépenses de l'administration publique fédérale faites au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 1994 et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs, ainsi qu'à d'autres fins d'administration publique,

Il est respectueusement demandé à Votre Majesté de bien vouloir édicter, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit:

1. *Loi de crédits n° 2 pour 1993-1994.*

Titre abrégé

2. Il peut être prélevé, sur le Trésor, une somme maximale de trente-cinq milliards, cinq cent quatorze millions, trois cent quatre-vingt-neuf mille, quatre cent un dollars et six cents, pour subvenir aux diverses charges et dépenses de la fonction publique du Canada, depuis le 1^{er} avril 1993 jusqu'au 31 mars 1994, et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs, soit l'ensemble:

35 514 389 401,06
accordés pour
1993-1994

Short title

\$35 514 389 401,06
granted for
1993-94

not otherwise provided for, and being the aggregate of:

(a) the total of the amounts of the items set forth in the Main Estimates for the fiscal year ending the 31st day of March, 1994, as contained in Schedule A to this Act less the amounts voted by *Appropriation Act No. 1, 1993-94*.....\$35,100,300,061.06; and

(b) the total of the amounts of the items set forth in the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending the 31st day of March, 1994, as contained in Schedule B to this Act.....\$414,089,340.00

a) du total des montants des postes énoncés au Budget des dépenses principal de l'exercice se terminant le 31 mars 1994, que contient l'annexe A de la présente loi, moins les montants votés par la *Loi de crédits n° 1 pour 1993-94*35 100 300 061,06\$; et
b) du total des montants des postes énoncés au Budget des dépenses supplémentaire (A) de l'exercice se terminant le 31 mars 1994, 10 que contient l'annexe B de la présente loi.....414 089 340,00\$

Purpose and
effect of each
item

3. (1) The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item, and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described therein.

(2) The provisions of each item in the Schedules shall be deemed to have been enacted by Parliament on the 1st day of April, 1993.

3. (1) Les crédits autorisés par la présente loi ne peuvent être affectés qu'aux fins et conditions énoncées dans le poste afférent, leur effet restant subordonné aux indications de celui-ci.

(2) Les dispositions des postes aux annexes sont réputées avoir été édictées par le Parlement le 1^{er} avril 1993.

Objet et effet
de chaque poste

Commitments

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an amount stated therein or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under subsection (2), the commitment may be entered into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2) if the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under such other Act, does not exceed the total amount of the commitment authority stated in such item or calculated in accordance with subsection (2).

4. (1) Tout engagement découlant d'un poste du budget mentionné à l'article 2 ou fondé sur le paragraphe (2) — soit censément en ce qui touche l'autorisation correspondante à hauteur du montant qui y est précisé, soit en ce qui concerne l'augmentation du plafond permis sous le régime d'une autre loi — peut être pris conformément aux indications du poste ou à ce paragraphe, pourvu que le total de l'engagement et de ceux qui ont déjà été pris au titre du présent article ou de l'autre loi n'excède pas le plafond fixé par l'autorisation d'engagement à propos de ce poste ou calculé conformément au même paragraphe.

Engagements

Idem

(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues, commitments may be entered into in accord-

(2) Lorsque l'autorisation de procéder à des dépenses sur des recettes est censée découler d'un poste d'un budget mentionné à l'article 2 ou de toute autre disposition législative, le plafond des engagements pouvant être pris

Idem

ance with the terms of such item or provision up to an amount equal to the aggregate of

(a) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision; and

(b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the said Estimates, the estimated revenues set out in the details related to such items, whichever is the greater.

conformément aux indications de l'un ou l'autre est le chiffre obtenu par l'addition des éléments suivants:

a) le montant éventuellement voté à l'égard de ce poste ou de cette disposition;

b) le montant des recettes effectives ou, s'il est supérieur, celui des recettes estimatives correspondant à un poste d'un de ces budgets.

Appropriation
charged

5. At any time prior to the date on which the Public Accounts for a fiscal year are tabled in Parliament an appropriation granted by this or any other Act may be charged after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted for the purpose of making adjustments in the Accounts of Canada for the said fiscal year that do not require payments from the Consolidated Revenue Fund.

5. En vue d'apporter aux Comptes du Canada pour un exercice donné des rectifications qui n'entraînent aucun prélèvement sur le Trésor, il est possible d'inscrire un crédit découlant de la présente loi ou de toute autre loi après la clôture de l'exercice pour lequel il est attribué, mais avant le dépôt au Parlement des comptes publics afférents à cet exercice.

Imputation
pour
rectification

Accounts to
be rendered
R.S., c. F-11

6. Amounts paid or applied under the authority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 64 of the *Financial Administration Act*.

6. Les montants versés ou affectés sous le régime de la présente loi sont inscrits dans les Comptes publics, conformément à l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Compte à
rendre
L. R., ch. F-

SCHEDULE A

Based on the Main Estimates 1993-94. The amount hereby granted is \$35,100,300,061.06 being the total of the amounts of the items in the said Estimates as contained in this Schedule less the amount of \$13,880,999,941.94 voted on account of the said items by *Appropriation Act No. 1, 1993-94*.

SUMS granted to Her Majesty, by this Act for the financial year ending 31st March, 1994 and the purpose for which the are granted.

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE AGRICULTURE		
	DEPARTMENT		
	AGRI-FOOD PROGRAM		
1	Agri-Food — Operating expenditures	629,275,000	
5	Agri-Food — Capital expenditures	69,363,000	
10	Agri-Food — The grants listed in the Estimates and contributions	404,947,000	
	GRAINS AND OILSEEDS PROGRAM		
15	Grains and Oilseeds — Operating expenditures	31,430,000	
20	Grains and Oilseeds — Canadian Grain Commission — Operating expenditures and contribution	47,892,000	
25	Grains and Oilseeds — The grants listed in the Estimates and contributions	21,125,000	
	CANADIAN DAIRY COMMISSION		1,204,032,0
30	Canadian Dairy Commission — Program expenditures		3,648,0
	ATLANTIC CANADA OPPORTUNITIES AGENCY AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
	DEPARTMENT		
1	Atlantic Canada Opportunities Agency — Operating expenditures	45,648,000	
5	Atlantic Canada Opportunities Agency — The grants listed in the Estimates and contributions	255,444,000	
	ENTERPRISE CAPE BRETON CORPORATION		301,092,0
10	Payments to the Enterprise Cape Breton Corporation pursuant to the <i>Government Organization Act, Atlantic Canada, 1987</i>		9,825,0

ANNEXE A

D'après le Budget de dépenses principal de 1993-1994. Le montant octroyé est de 35 100 300 061,06 \$ soit le total des postes de ce budget figurant à la présente annexe, moins le montant de 13 880 999 941,94 \$ affecté à ces postes par la *Loi de crédits n° 1 de 1993-1994*.

AFFECTATIONS et montant des sommes octroyées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 1994.

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AFFAIRES EXTÉRIEURES EXTERNAL AFFAIRS		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER		
1	Intérêts du Canada à l'étranger — Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux, et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par lesdits organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays.....	793 728 000	
5	Intérêts du Canada à l'étranger — Dépenses en capital.....	131 856 000	
10	Intérêts du Canada à l'étranger — Subventions inscrites au Budget, contributions, et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 50 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements spécifiés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 1992 à.....	367 549 600	
15	Paiements à la Société Radio-Canada pour l'exploitation de Radio-Canada International.	15 291 000	
			1 308 424 600

SCHEDULE A — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
	COMMUNICATIONS COMMUNICATIONS	\$	\$
	DEPARTMENT		
1	Communications — Operating expenditures and authority to spend revenue received during the year	163,026,000	
5	Communications — Capital expenditures	54,449,000	
10	Communications — The grants listed in the Estimates and contributions	93,852,400	
15	Payments to the Canada Post Corporation for costs associated with cultural publication mailings	78,300,000	
L20	Loans to institutions and public authorities in Canada in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purpose of Section 35 of the <i>Cultural Property Export and Import Act</i>	10,000	
L25	Loans to Cultural Industries to encourage the growth of the Canadian book publishing, film and video and sound recording industries	5,030,000	
			394,667,400
	CANADA COUNCIL		
30	Payments to the Canada Council within the meaning of Section 18 of the <i>Canada Council Act</i> , to be used for the general purposes set out in Section 8 of the Act		99,335,000
	CANADIAN BROADCASTING CORPORATION		
35	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for operating expenditures in providing a broadcasting service	945,992,000	
40	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for working capital	4,000,000	
45	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for capital expenditures in providing a broadcasting service	139,547,000	
			1,089,539,000
	CANADIAN FILM DEVELOPMENT CORPORATION		
50	Payments to the Canadian Film Development Corporation to be used for the purposes set out in the <i>Canadian Film Development Corporation Act</i>		132,419,000
	CANADIAN MUSEUM OF CIVILIZATION		
55	Payments to the Canadian Museum of Civilization for operating and capital expenditures		39,125,000
	CANADIAN MUSEUM OF NATURE		
60	Payments to the Canadian Museum of Nature for operating and capital expenditures		18,822,000

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	AFFAIRES EXTÉRIEURES (Suite) <i>EXTERNAL AFFAIRS</i>	\$	\$
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
20	Agence canadienne de développement international — Dépenses de fonctionnement et autorisation a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement; et b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement, conformément au Règlement d'assistance aux stagiaires et coopérants adopté en vertu du décret en conseil CP 1978—1268 du 20 avril 1978, y compris les modifications ou tout autre règlement que peut adopter le gouverneur en conseil en ce qui concerne: (i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; (ii) le soutien de personnes des pays en développement en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; et (iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement	105 328 000	
25	Agence canadienne de développement international — Subventions et contributions inscrites au Budget et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international, de l'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	1 828 100 000	
L30	Délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 206 700 000 \$ conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales.....	1	
L35	Paiement évalué à 500 000 \$, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de 418 000 \$ US à la Banque de développement des Caraïbes; la délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à 10 000 000 \$ à la Banque asiatique de développement; et délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à 9 400 000 \$, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de 7 656 060 \$ US, conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales.....	500 000	1 933 928 001
	SECRÉTARIAT CANADIEN		
40	Secrétariat canadien — Dépenses du Programme		1 653 000

SCHEDULE A — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
	COMMUNICATIONS (Concluded) COMMUNICATIONS	\$	\$
	CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION		
65	Canadian Radio-television and Telecommunications Commission — Program expenditures.....		31,847,000
	NATIONAL ARCHIVES OF CANADA		
70	National Archives of Canada — Program expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions.....		55,220,000
	NATIONAL ARTS CENTRE CORPORATION		
75	Payments to the National Arts Centre Corporation.....		22,258,000
	NATIONAL FILM BOARD		
80	National Film Board Revolving Fund — Operating loss, capital, the grants listed in the Estimates and contributions.....		82,250,000
	NATIONAL GALLERY OF CANADA		
85	Payments to the National Gallery of Canada for operating and capital expenditures.....	25,696,000	
90	Payment to the National Gallery of Canada for the purchase of objects for the collection	3,000,000	
			28,696,000
	NATIONAL LIBRARY		
95	National Library — Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions	34,887,000	
100	National Library — Capital expenditures	8,608,000	
			43,495,000
	NATIONAL MUSEUM OF SCIENCE AND TECHNOLOGY		
105	Payments to the National Museum of Science and Technology for operating and capital expenditures.....		16,052,000
	SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH COUNCIL		
110	Social Sciences and Humanities Research Council — Operating expenditures	7,777,000	
115	Social Sciences and Humanities Research Council — The grants listed in the Estimates...	93,142,000	
			100,919,000

ANNEXE A —Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	AFFAIRES EXTÉRIEURES (Fin) <i>EXTERNAL AFFAIRS</i>	\$	\$
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
45	Versements au Centre de recherches pour le développement international.....		115 000 000
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
50	Commission mixte internationale — Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....		4 447 000
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN <i>INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration — Dépenses du Programme et contribution.....	43 379 000	
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
5	Affaires indiennes et inuit — Dépenses de fonctionnement et a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes; c) autorisation au Ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants; d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, l'achat des produits finis et la vente de ces derniers; et e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec	227 746 000	

SCHEDULE A — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
	CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS <i>CONSUMMATION ET AFFAIRES COMMERCIALES</i>	\$	\$
	DEPARTMENT		
1	Consumer and Corporate Affairs — Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions.....	139,247,000	
5	Consumer and Corporate Affairs — Capital expenditures.....	41,883,000	
			181,130,000
	COMPETITION TRIBUNAL		
10	Competition Tribunal — Program expenditures.....		1,584,000
	COPYRIGHT BOARD		
15	Copyright Board — Program expenditures.....		924,000
	HAZARDOUS MATERIALS INFORMATION REVIEW COMMISSION		
20	Hazardous Materials Information Review Commission — Program expenditures.....		1,331,000
	STANDARDS COUNCIL OF CANADA		
25	Payments to the Standards Council of Canada within the meaning of Section 17 of the <i>Standards Council of Canada Act</i> to be used for the general purposes of Section 5 of the Act.....		5,653,000
	EMPLOYMENT AND IMMIGRATION <i>EMPLOI ET IMMIGRATION</i>		
	DEPARTMENT / COMMISSION		
	CORPORATE MANAGEMENT AND SERVICES PROGRAM		
1	Corporate Management and Services — Program expenditures.....	47,478,000	

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN (Suite) <i>INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT</i>		
	MINISTÈRE (Suite)		
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT (Fin)		
10	Affaires indiennes et inuit — Dépenses en capital et a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du Ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes; et c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le Ministre peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments.....	5 343 000	
15	Affaires indiennes et inuit — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	2 967 356 000	
L20	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications	26 000 000	
L25	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon afin de verser des prestations provisoires aux anciens du Yukon.....	489 000	
	PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD		
30	Affaires du Nord — Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest; y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; et l'autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés.....	76 316 000	
35	Affaires du Nord — Subventions inscrites au Budget et contributions	60 246 450	
40	Paiements à la Société canadienne des postes en accord avec l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....	15 000 000	

SCHEDULE A — Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	EMPLOYMENT AND IMMIGRATION (Concluded) <i>EMPLOI ET IMMIGRATION</i>		
	DEPARTMENT / COMMISSION (Concluded)		
	EMPLOYMENT AND INSURANCE PROGRAM		
5	Employment and Insurance — Operating expenditures	63,441,000	
10	Employment and Insurance — The grants listed in the Estimates, contributions and payments to provinces, municipalities, other public bodies, community organizations, private groups, corporations, partnerships and individuals, in accordance with agreements entered into between the Minister and such bodies in respect of projects undertaken by them for the purposes of providing employment to unemployed workers and contributing to the betterment of the community	1,312,049,000	
	IMMIGRATION PROGRAM		
15	Immigration — Operating expenditures	214,429,000	
20	Immigration — Capital expenditures	16,220,000	
25	Immigration — The grants listed in the Estimates and contributions	251,981,000	
			1,905,598,000
	IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD OF CANADA		
30	Immigration and Refugee Board of Canada — Program expenditures		82,657,000
	ENERGY, MINES AND RESOURCES <i>ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES</i>		
	DEPARTMENT		
1	Energy, Mines and Resources — Operating expenditures including authority to spend revenue received during the year arising from the provision of satellite data services	388,818,000	
5	Energy, Mines and Resources — Capital expenditures	55,529,000	
10	Energy, Mines and Resources — The grants listed in the Estimates and contributions	325,277,000	
L15	Payments in respect of the operating shortfall provision of the Lloydminster Heavy Oil Upgrader Joint Venture Agreement	31,667,000	
			801,291,000
	ATOMIC ENERGY CONTROL BOARD		
20	Atomic Energy Control Board — Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions		41,557,000
	ATOMIC ENERGY OF CANADA LIMITED		
25	Payments to Atomic Energy of Canada Limited for operating and capital expenditures		176,249,000

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	<p>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN (Fin) <i>INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT</i></p> <p>MINISTÈRE (Fin)</p> <p>PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX</p>	\$	\$
45	<p>Paielements de transfert aux gouvernements territoriaux — Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Territoire du Yukon calculés conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, et le ministre des Finances du territoire concerné; et autorisation de paiements provisoires pour l'exercice financier en cours au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Territoire du Yukon avant la signature d'un tel accord, le montant total payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires au gouvernement territorial concerné pour l'exercice financier en cours.....</p>	1 142 340 000	4 564 215 450
	<p>COMMISSION CANADIENNE DES AFFAIRES POLAIRES</p>		
50	<p>Commission canadienne des affaires polaires — Dépenses du Programme et contributions</p>		1 077 000
	<p>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE <i>ATLANTIC CANADA OPPORTUNITIES AGENCY</i></p> <p>MINISTÈRE</p>		
1	<p>Agence de promotion économique du Canada atlantique — Dépenses de fonctionnement</p>	45 648 000	
5	<p>Agence de promotion économique du Canada atlantique — Subventions inscrites au Budget et contributions.....</p>	255 444 000	301 092 000
	<p>SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON</p>		
10	<p>Paielements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i></p>		9 825 000

SCHEDULE A —Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	ENERGY, MINES AND RESOURCES (Concluded) <i>ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES</i>		
	NATIONAL ENERGY BOARD		
30	National Energy Board — Program expenditures		29,378,00
	ENVIRONMENT <i>ENVIRONNEMENT</i>		
	DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration — Program expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions and, pursuant to paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , authority to spend revenues received during the year arising from the provision of environmental assessment services and training, information and publications by the Federal Environmental Assessment and Review Office.....	70,413,000	
	ENVIRONMENTAL SERVICES PROGRAM		
5	Environmental Services — Operating expenditures including recoverable expenditures incurred in respect of the Prairie Provinces Water Board, the Qu'Appelle Basin Study Board, the St. John River Basin Board, and authority for the Minister to engage such consultants as may be required by the above Boards at such remuneration as the Boards may determine; recoverable expenditures incurred in respect of Regional Water Resources Planning Investigations and Water Resources Inventories, authority to make recoverable advances not exceeding the aggregate of the amount of the shares of the Provinces of Manitoba and Ontario of the cost of regulating the levels of Lake of the Woods and Lac Seul and the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of hydrometric surveys, and authority to spend revenue received during the year	472,388,000	
10	Environmental Services — Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority to make recoverable advances not exceeding the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of joint projects including expenditures on other than federal property	69,059,000	
15	Environmental Services — The grants listed in the Estimates and contributions.....	57,218,200	

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	AGRICULTURE <i>AGRICULTURE</i>	\$	\$
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE		
1	Agro-alimentaire — Dépenses de fonctionnement.....	629 275 000	
5	Agro-alimentaire — Dépenses en capital	69 363 000	
10	Agro-alimentaire — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	404 947 000	
	PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX		
15	Céréales et oléagineux — Dépenses de fonctionnement.....	31 430 000	
20	Céréales et oléagineux — Commission canadienne des grains — Dépenses de fonctionnement et contribution.....	47 892 000	
25	Céréales et oléagineux — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	21 125 000	1 204 032 000
	COMMISSION CANADIENNE DU LAIT		
30	Commission canadienne du lait — Dépenses du Programme		3 648 000
	ANCIENS COMBATTANTS <i>VETERANS AFFAIRS</i>		
	PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS		
1	Anciens combattants — Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède.....	557 306 000	
5	Anciens combattants — Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1 527 542 000	
	PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS		
10	Commission canadienne des pensions — Dépenses du Programme.....	4 465 000	

SCHEDULE A —Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	ENVIRONMENT (Concluded) <i>ENVIRONNEMENT</i>		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	PARKS PROGRAM		
20	Parks — Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions; expenditures on other than federal property; expenditures in respect of proposed new national parks, historic and scenic travel routes, and areas of natural or historic significance	264,062,000	
25	Parks — Capital expenditures including payments to provinces or municipalities as contributions toward the cost of undertakings carried out by those bodies; expenditures on other than federal property; and expenditures in respect of proposed new national parks, historic and scenic travel routes, and areas of natural or historic significance	123,219,000	1,056,359,20
	NATIONAL BATTLEFIELDS COMMISSION		
30	National Battlefields Commission — Program expenditures		4,907,00
	EXTERNAL AFFAIRS <i>AFFAIRES EXTÉRIEURES</i>		
	DEPARTMENT		
	CANADIAN INTERESTS ABROAD PROGRAM		
1	Canadian Interests Abroad — Operating expenditures, including the payment of remuneration and other expenditures subject to the approval of the Governor in Council in connection with the assignment by the Canadian Government of Canadians to the staffs of international organizations, and authority to make recoverable advances in amounts not exceeding the amounts of the shares of such organizations of such expenses; authority for the appointment and fixing of salaries by the Governor in Council of High Commissioners, Ambassadors, Ministers Plenipotentiary, Consuls, Representatives on International Commissions, the staff of such officials and other persons to represent Canada in another country; expenditures in respect of the provision of office accommodation for the International Civil Aviation Organization; recoverable expenditures for assistance to and repatriation of distressed Canadian citizens and persons of Canadian domicile abroad, including their dependants; cultural relations and academic exchange programs with other countries.....	793,728,000	
5	Canadian Interests Abroad — Capital expenditures	131,856,000	

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	<p>ANCIENS COMBATTANTS (Fin) VETERANS AFFAIRS</p> <p>PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS</p> <p>15 Bureau de services juridiques des pensions — Dépenses du Programme</p> <p>PROGRAMME DU TRIBUNAL D'APPEL DES ANCIENS COMBATTANTS</p> <p>20 Tribunal d'appel des anciens combattants — Dépenses du Programme</p>	<p>\$</p> <p>6 878 000</p> <p>2 893 000</p>	<p>\$</p> <p>2 099 084 000</p>
	<p>APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES SUPPLY AND SERVICES</p> <p>MINISTÈRE</p> <p>1 Approvisionnement et Services — Dépenses de fonctionnement et contributions y compris: a) les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i>, du fonds renouvelable des services facultatifs; et b) l'autorisation de dépenser les recettes de l'année.....</p> <p>5 Approvisionnement et Services — Dépenses en capital.....</p>	<p>423 390 000</p> <p>22 615 000</p>	<p>446 005 000</p>
	<p>CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE</p> <p>10 Corporation commerciale canadienne — Dépenses du Programme</p>		<p>14 467 000</p>
	<p>COMMUNICATIONS COMMUNICATIONS</p> <p>MINISTÈRE</p> <p>1 Communications — Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année.....</p> <p>5 Communications — Dépenses en capital.....</p> <p>10 Communications — Subventions inscrites au Budget et contributions</p> <p>15 Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts liés aux envois de publications culturelles</p> <p>L20 Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins de l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>.....</p> <p>L25 Prêts à des industries culturelles pour encourager la croissance des industries canadiennes de l'édition, du film et de la vidéo et de l'enregistrement sonore.....</p>	<p>163 026 000</p> <p>54 449 000</p> <p>93 852 400</p> <p>78 300 000</p> <p>10 000</p> <p>5 030 000</p>	<p>394 667 400</p>

SCHEDULE A —Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	EXTERNAL AFFAIRS (Continued) <i>AFFAIRES EXTÉRIEURES</i>		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	CANADIAN INTERESTS ABROAD PROGRAM (Concluded)		
10	Canadian Interests Abroad — The grants listed in the Estimates, contributions, authority to make commitments for the current fiscal year not exceeding \$50,000,000, in respect of contributions to persons, groups of persons, councils and associations to promote the development of Canadian export sales and authority to pay assessments in the amounts and in the currencies in which they are levied, and authority to pay other amounts specified in the currencies of the countries indicated, notwithstanding that the total of such payments may exceed the equivalent in Canadian dollars, estimated as of October 1992, which is	367,549,600	
15	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for the operations of Radio Canada International	15,291,000	
			1,308,424,600
	CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY		
20	Canadian International Development Agency — Operating expenditures and authority: <ul style="list-style-type: none"> (a) to engage persons for service in developing countries; and (b) to provide education or training for persons from developing countries; in accordance with the Technical Assistance Regulations made by Order in Council P.C. 1978—1268 of 20th April, 1978, as may be amended or any other regulations that may be made by the Governor in Council with respect to: <ul style="list-style-type: none"> (i) the remuneration payable to persons for service in developing countries, and the payment of their expenses or of allowances in respect thereto; (ii) the maintenance of persons from developing countries who are undergoing education or training, and the payment of their expenses or of allowances in respect thereto; and (iii) the payment of special expenses directly or indirectly related to the service of persons in developing countries or the education or training of persons from developing countries 	105,328,000	
25	Canadian International Development Agency — The grants and contributions listed in the Estimates and payments to international financial institutions in accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Assistance Act</i> , provided that the amounts listed for contributions may be increased or decreased with the approval of the Treasury Board, for international development assistance, international humanitarian assistance and other specified purposes, in the form of cash payments or the provision of goods, commodities or services	1,828,100,000	
L30	The issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes in an amount not to exceed \$206,700,000 in accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Assistance Act</i> for the purpose of contributions to the International Financial Institution Fund Accounts		1

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	COMMUNICATIONS (Suite) COMMUNICATIONS	\$	\$
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
30	Paielements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi...		99 335 000
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
35	Paielements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion.....	945 992 000	
40	Paielements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	
45	Paielements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	139 547 000	1 089 539 000
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE		
50	Paielements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la <i>Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>		132 419 000
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
55	Paielements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....		39 125 000
	MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE		
60	Paielements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		18 822 000
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
65	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes — Dépenses du Programme.....		31 847 000
	ARCHIVES NATIONALES DU CANADA		
70	Archives nationales du Canada — Dépenses du Programme, subvention inscrite au Budget et contributions		55 220 000

SCHEDULE A — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
	EXTERNAL AFFAIRS (Concluded) <i>AFFAIRES EXTÉRIEURES</i>	\$	\$
	CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY (Concluded)		
L35	Payment estimated at \$500,000 not to exceed the equivalent of US \$418,000 to the Caribbean Development Bank; the issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes in the amount of \$10,000,000 to the Asian Development Bank; and the issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes in an amount estimated at \$9,400,000 not to exceed the equivalent of US \$7,656,060 in accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Assistance Act</i> for the purpose of capital subscriptions in International Financial Institutions	500,000	1,933,928,00
	CANADIAN SECRETARIAT		
40	Canadian Secretariat — Program expenditures.....		1,653,00
	INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE		
45	Payments to the International Development Research Centre.....		115,000,00
	INTERNATIONAL JOINT COMMISSION		
50	International Joint Commission — Salaries and expenses of the Canadian Section, expenses of studies, surveys and investigations by the Commission under International References and expenses of the Commission under the Canada—United States Agreement on Great Lakes Water Quality		4,447,00
	FINANCE <i>FINANCES</i>		
	DEPARTMENT		
	FINANCIAL AND ECONOMIC POLICIES PROGRAM		
1	Financial and Economic Policies — Program expenditures and authority to spend revenue received during the year.....	60,779,000	
5	Financial and Economic Policies — Contributions	279,030,000	
L10	Financial and Economic Policies — In accordance with the <i>Bretton Woods and Related Agreements Act</i> ; (a) payment estimated at \$2,800,000 to the International Bank for Reconstruction and Development; (b) payment estimated at \$9,500,000 to the International Finance Corporation.....	12,300,000	
L15	Financial and Economic Policies — In accordance with the <i>Bretton Woods and Related Agreements Act</i> , the issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes in an amount not to exceed \$276,333,334 to the International Development Association.....		1

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	COMMUNICATIONS (Fin) COMMUNICATIONS	\$	\$
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
75	Paielements à la Société du Centre national des Arts		22 258 000
	OFFICE NATIONAL DU FILM		
80	Fonds renouvelable de l'Office national du film — Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget et contributions		82 250 000
	MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA		
85	Paielements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	25 696 000	
90	Paielement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	3 000 000	28 696 000
	BIBLIOTHÈQUE NATIONALE		
95	Bibliothèque nationale — Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	34 887 000	
100	Bibliothèque nationale — Dépenses en capital.....	8 608 000	43 495 000
	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
105	Paielements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....		16 052 000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
110	Conseil de recherches en sciences humaines — Dépenses de fonctionnement	7 777 000	
115	Conseil de recherches en sciences humaines — Subventions inscrites au Budget	93 142 000	100 919 000

SCHEDULE A — Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	FINANCE (Concluded) FINANCES		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	FINANCIAL AND ECONOMIC POLICIES PROGRAM (Concluded)		
L20	Financial and Economic Policies — In accordance with the <i>Bretton Woods and Related Agreements Act</i> , the issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes in an amount not to exceed \$3,333,333 to the Global Environment Facility of the International Bank for Reconstruction and Development.....	1	
L25	Financial and Economic Policies — In accordance with the <i>European Bank for Reconstruction and Development Bank Act</i> ; the issuance of non-interest bearing non-negotiable demand notes in an amount not to exceed \$15,459,000 to the European Bank for Reconstruction and Development.....	1	
	SPECIAL PROGRAM		
30	Special Program — Payments to the Foreign Claims Fund	10,000	
			352,119,000
	AUDITOR GENERAL		
35	Auditor General — Program expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions.....		55,461,000
	CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL		
40	Canadian International Trade Tribunal — Program expenditures.....		7,000,000
	OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS		
45	Office of the Superintendent of Financial Institutions — Program expenditures.....		2,601,000
	PROCUREMENT REVIEW BOARD		
50	Procurement Review Board — Program expenditures		872,000

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	<p>CONSEIL DU TRÉSOR TREASURY BOARD</p> <p>SECRÉTARIAT</p> <p>PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE</p>	\$	\$
1	Administration centrale de la fonction publique — Dépenses du Programme, subvention inscrite au Budget et contribution	65 974 000	
5	<p>Éventualités du gouvernement — Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i>; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit</p>	450 000 000	
10	<p>Subventions inscrites au Budget et contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 6 de 1960</i>, au crédit 85a (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i>, et au crédit 20b (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 10 de 1964</i>, et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions et à des régimes de prestations de décès, d'assurance-maladie et d'autres régimes d'assurance et des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger, et pourvoir pour le remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 64(4) de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i></p>	667 196 000	1 183 170 000
	<p>CONTRÔLEUR GÉNÉRAL</p>		
15	Contrôleur général — Dépenses du Programme		16 025 000

SCHEDULE A — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
	FISHERIES AND OCEANS <i>PÊCHES ET OCÉANS</i>	\$	\$
1	Fisheries and Oceans — Operating expenditures, Canada's share of expenses of the International Fisheries Commissions, authority to provide free accommodation for the International Fisheries Commissions, authority to make recoverable advances in the amounts of the shares of the International Fisheries Commissions of joint cost projects.....	565,251,000	
5	Fisheries and Oceans — Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority for the purchase and disposal of commercial fishing vessels.....	106,683,000	
10	Fisheries and Oceans — The grants listed in the Estimates and contributions	245,570,200	917,504,200
	FORESTRY <i>FORÊTS</i>		
1	Forestry — Operating expenditures and authority to spend revenue received during the year.....	124,859,900	
5	Forestry — Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority to make recoverable advances not exceeding the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of joint projects including expenditures on other than federal property.....	11,731,000	
10	Forestry — The grants listed in the Estimates and contributions	97,324,000	233,914,900
	GOVERNOR GENERAL <i>GOUVERNEUR GÉNÉRAL</i>		
1	Governor General — Program expenditures, the grants listed in the Estimates and expenditures incurred on behalf of former Governors General, including those incurred on behalf of their spouses, during their lifetimes and for a period of six months following their decease, in respect of the performance of activities which devolve upon them as a result of their having occupied the office of Governor General.....		8,714,000
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT <i>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</i>		
	DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration — Program expenditures and contribution	43,379,000	

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	CONSEIL PRIVÉ <i>PRIVY COUNCIL</i>	\$	\$
	MINISTÈRE		
1	Conseil privé — Dépenses du Programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement équivalent à celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et la subvention inscrite au Budget et les contributions.....		81 048 000
	CENTRE CANADIEN DE GESTION		
5	Centre canadien de gestion — Dépenses du Programme et contributions.....		10 076 000
	SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES		
10	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes — Dépenses du Programme.....		2 797 000
	BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS		
15	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports — Dépenses du Programme.....		25 084 000
	DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS		
20	Directeur général des élections — Dépenses du Programme.....		2 772 000
	COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES		
25	Commissaire aux langues officielles — Dépenses du Programme		11 229 000
	ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD		
30	Administration du pipe-line du Nord — Dépenses du Programme.....		469 000
	COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE		
35	Commission des relations de travail dans la fonction publique — Dépenses du Programme		6 384 000

SCHEDULE A —Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Continued) <i>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</i>	\$	\$
	DEPARTMENT (Continued)		
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM		
5	Indian and Inuit Affairs — Operating expenditures, and (a) expenditures on works, buildings and equipment on other than federal property; (b) recoverable expenditures under agreements entered into with the approval of the Governor in Council with provincial governments and local school boards in respect of social assistance to non-Indians residing on Indian reserves and the education in Indian schools of non-Indians; (c) authority for the Minister to enter into agreements with provincial governments, school boards and charitable and other organizations for the provision of support and maintenance of children; (d) authority to provide in respect of Indian and Inuit economic development activities for the instruction and supervision of Indians and Inuit, the furnishing of materials and equipment, the purchase of finished goods and the sale of such finished goods; and (e) authority to sell electric power, fuel oil and services incidental thereto together with usual municipal services to private consumers in remote locations when alternative local sources of supply are not available in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council and to provide the same to departments and agencies of the Government of Canada operating in Arctic Quebec	227,746,000	
10	Indian and Inuit Affairs — Capital expenditures, and (a) expenditures on buildings, works, land and equipment, the operation, control and ownership of which may be transferred to provincial governments on terms and conditions approved by the Governor in Council, or to Indian bands, groups of Indians or individual Indians at the discretion of the Minister, and such expenditures on other than federal property; (b) authority to make recoverable expenditures in amounts not exceeding the shares of provincial governments and local school boards of expenditures on roads and related works and on education, including the education in Indian schools, of non-Indians; and (c) authority for the construction and acquisition of housing for Indians and Inuit, for its occupation by Indians and Inuit, in return for such payments, if any as the Minister may fix, for its sale or rental to Indians and Inuit on terms and conditions and at cost or any lesser amount approved by the Governor in Council and for payment to Indians and Indian bands in the construction of housing and other buildings.....	5,343,000	
15	Indian and Inuit Affairs — The grants listed in the Estimates and contributions.....	2,967,356,000	
L20	Loans to native claimants in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purpose of defraying costs related to research, development and negotiation of claims	26,000,000	
L25	Loans to the Council of Yukon Indians for interim benefits to the Yukon Elders.....	489,000	

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	CONSEIL PRIVÉ (Fin) <i>PRIVY COUNCIL</i>	\$	\$
	COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
40	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité — Dépenses du Programme.....		1 371 000
	CONSOMMATION ET AFFAIRES COMMERCIALES <i>CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS</i>		
	MINISTÈRE		
1	Consommation et Affaires commerciales — Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions.....	139 247 000	
5	Consommation et Affaires commerciales — Dépenses en capital	41 883 000	181 130 000
	TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE		
10	Tribunal de la concurrence — Dépenses du Programme.....		1 584 000
	COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR		
15	Commission du droit d'auteur — Dépenses du Programme		924 000
	CONSEIL DE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES		
20	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses — Dépenses du Programme.....		1 331 000
	CONSEIL CANADIEN DES NORMES		
25	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> à utiliser aux fins générales de l'article 5 de la Loi.....		5 653 000

SCHEDULE A — Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Concluded) <i>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</i>	\$	\$
	DEPARTMENT (Concluded)		
	NORTHERN AFFAIRS PROGRAM		
30	Northern Affairs — Operating expenditures and authority to make recoverable advances for services performed on behalf of the Government of the Northwest Territories; authority to make expenditures and recoverable advances in respect of services provided and work performed on other than federal property; and authority to make contributions towards construction done by local or private authorities.....	76,316,000	
35	Northern Affairs — The grants listed in the Estimates and contributions.....	60,246,450	
40	Payments to Canada Post Corporation pursuant to an agreement between the Department of Indian Affairs and Northern Development and Canada Post Corporation for the purpose of providing Northern Air Stage Parcel Service.....	15,000,000	
	TRANSFER PAYMENTS TO THE TERRITORIAL GOVERNMENTS PROGRAM		
45	Transfer Payments to the Territorial Governments — Payments to the Government of the Northwest Territories and to the Government of the Yukon Territory calculated in accordance with agreements, approved by the Governor in Council, entered into by the Minister of Finance and the respective territorial Minister of Finance; and authority to make interim payments for the current fiscal year to the Government of the Northwest Territories and to the Government of the Yukon Territory prior to the signing of each such agreement, the total amount payable under each such agreement being reduced by the aggregate of interim payments made to the respective territorial Government in the current fiscal year	1,142,340,000	4,564,215,450
	CANADIAN POLAR COMMISSION		
50	Canadian Polar Commission — Program expenditures and contributions		1,077,000
	INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY <i>INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE</i>		
	DEPARTMENT		
1	Industry, Science and Technology — Operating expenditures	219,316,000	
5	Industry, Science and Technology — The grants listed in the Estimates and contributions	415,220,000	
L10	Payments pursuant to subsection 15(2) of the <i>Department of Industry, Science and Technology Act</i>	300,000	
L15	Loans pursuant to paragraph 15(1)(a) of the <i>Department of Industry, Science and Technology Act</i>	500,000	
			635,336,000

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	DÉFENSE NATIONALE <i>NATIONAL DEFENCE</i>	\$	\$
	MINISTÈRE		
1	Défense nationale — Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 22 677 417 000 \$ aux fins des crédits 1 ^{er} , 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 049 206 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre desdits crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces organismes; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre desdits crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes perçues pendant l'année, aux fins de n'importe lequel desdits crédits	8 175 466 000	
5	Défense nationale — Dépenses en capital	2 853 025 446	
10	Défense nationale — Subventions inscrites au Budget, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	235 213 554	11 263 705 000
	PROTECTION CIVILE CANADA		
15	Protection civile Canada — Dépenses de fonctionnement	12 099 000	
20	Protection civile Canada — Subventions inscrites au Budget et contributions	6 140 700	18 239 700
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN <i>WESTERN ECONOMIC DIVERSIFICATION</i>		
	MINISTÈRE		
1	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien — Dépenses de fonctionnement	30 883 000	
5	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien — Subventions inscrites au Budget et contributions	235 912 000	266 795 000

SCHEDULE A —Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
	INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY (Concluded) <i>INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE</i>	\$	\$
	CANADIAN SPACE AGENCY		
20	Canadian Space Agency — Operating expenditures	44,368,000	
25	Canadian Space Agency — Capital expenditures	337,582,000	
30	Canadian Space Agency — The grants listed in the Estimates and contributions	27,111,000	
			409,061,000
	CAPE BRETON DEVELOPMENT CORPORATION		
35	Payments to the Cape Breton Development Corporation to be applied by the Corporation for operating and capital expenditures for rehabilitating and developing its coal and railway operations		38,549,000
	FEDERAL BUSINESS DEVELOPMENT BANK		
40	Payments to the Federal Business Development Bank for the purposes of Sections 21, 22 and 23 of the <i>Federal Business Development Bank Act</i>		15,075,000
	INVESTMENT CANADA		
45	Investment Canada — Program expenditures		8,790,000
	NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA		
50	National Research Council of Canada — Operating expenditures	248,052,000	
55	National Research Council of Canada — Capital expenditures	49,000,000	
60	National Research Council of Canada — The grants listed in the Estimates and contributions	119,367,000	
			416,419,000
	NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL		
65	Natural Sciences and Engineering Research Council — Operating expenditures	17,087,000	
70	Natural Sciences and Engineering Research Council — The grants listed in the Estimates	477,970,000	
			495,057,000
	STATISTICS CANADA		
75	Statistics Canada — Program expenditures, the grants listed in the Estimates and authority to spend revenue received during the year		244,829,000
	CANADA POST CORPORATION		
80	Payments to the Canada Post Corporation for special purposes		14,000,000

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN (Fin) <i>WESTERN ECONOMIC DIVERSIFICATION</i>	\$	\$
	CONSEIL CONSULTATIF SUR LA SITUATION DE LA FEMME		
10	Conseil consultatif sur la situation de la femme — Dépenses du Programme.....		3 406 000
	CONDITION FÉMININE — BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
15	Condition féminine — Bureau de la coordonnatrice — Dépenses du Programme et contributions		3 496 000
	EMPLOI ET IMMIGRATION <i>EMPLOYMENT AND IMMIGRATION</i>		
	MINISTÈRE / COMMISSION		
	PROGRAMME DE LA GESTION GÉNÉRALE ET DES SERVICES		
1	Gestion générale et des services — Dépenses du Programme.....	47 478 000	
	PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE		
5	Emploi et Assurance — Dépenses de fonctionnement.....	63 441 000	
10	Emploi et Assurance — Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité	1 312 049 000	
	PROGRAMME D'IMMIGRATION		
15	Immigration — Dépenses de fonctionnement	214 429 000	
20	Immigration — Dépenses en capital	16 220 000	
25	Immigration — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	251 981 000	1 905 598 000
	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA		
30	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada — Dépenses du Programme.....		82 657 000

SCHEDULE A — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
	JUSTICE JUSTICE	\$	\$
	DEPARTMENT		
1	Justice — Operating expenditures.....	175,502,000	
5	Justice — The grants listed in the Estimates and contributions.....	264,906,844	
			440,408,844
	CANADIAN HUMAN RIGHTS COMMISSION		
10	Canadian Human Rights Commission — Program expenditures		16,184,000
	COMMISSIONER FOR FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS		
15	Commissioner for Federal Judicial Affairs — Operating expenditures, the grant listed in the Estimates, remuneration, allowances and expenses for judges, including deputy judges of the Supreme Court of the Yukon Territory and the Supreme Court of the Northwest Territories, not provided for by the <i>Judges Act</i>	4,246,000	
20	Commissioner for Federal Judicial Affairs — Canadian Judicial Council — Operating expenditures.....	406,000	
			4,652,000
	FEDERAL COURT OF CANADA		
25	Federal Court of Canada — Program expenditures.....		30,510,000
	OFFICES OF THE INFORMATION AND PRIVACY COMMISSIONERS OF CANADA		
30	Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada — Program expenditures.....		6,154,000
	SUPREME COURT OF CANADA		
35	Supreme Court of Canada — Program expenditures.....		12,956,000
	TAX COURT OF CANADA		
40	Tax Court of Canada — Program expenditures		9,613,000

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES <i>ENERGY, MINES AND RESOURCES</i>		
	MINISTÈRE		
1	Énergie, Mines et Ressources — Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année découlant de la prestation de services de données-satellites	388 818 000	
5	Énergie, Mines et Ressources — Dépenses en capital.....	55 529 000	
10	Énergie, Mines et Ressources — Subventions inscrites au Budget et contributions	325 277 000	
L15	Paiements à l'égard de la clause de fonctionnement du contrat d'entreprise conjointe de l'usine de valorisation du pétrole brut de Lloydminster	31 667 000	801 291 000
	COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE		
20	Commission de contrôle de l'énergie atomique — Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et contributions.....		41 557 000
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE		
25	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		176 249 000
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
30	Office national de l'énergie — Dépenses du Programme		29 378 000
	ENVIRONNEMENT <i>ENVIRONMENT</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration — Dépenses du Programme, subvention inscrite au Budget et contributions, et, aux termes du paragraphe 29.1(2)a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la fourniture de services d'évaluation environnementale et de formation, d'information et de publications, par le Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales.....	70 413 000	

SCHEDULE A — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
	LABOUR TRAVAIL	\$	\$
	DEPARTMENT		
1	Labour — Operating expenditures and the expenses of delegates engaged in activities related to Canada's role in international labour affairs.....	60,412,900	
5	Labour — The grants listed in the Estimates and contributions	64,643,000	125,055,9
	CANADA LABOUR RELATIONS BOARD		
10	Canada Labour Relations Board — Program expenditures.....		8,872,0
	CANADIAN CENTRE FOR OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY		
15	Canadian Centre for Occupational Health and Safety — Program expenditures.....		1,839,0
	MULTICULTURALISM AND CITIZENSHIP MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ		
1	Multiculturalism and Citizenship — Operating expenditures.....	67,041,000	
5	Multiculturalism and Citizenship — The grants listed in the Estimates and contributions	47,566,000	114,607,0
	NATIONAL DEFENCE DÉFENSE NATIONALE		
	DEPARTMENT		
1	National Defence — Operating expenditures and authority for total commitments, subject to allotment by the Treasury Board, of \$22,677,417,000 for the purposes of Votes 1, 5 and 10 of the Department regardless of the year in which such commitments will come in course of payment (of which it is estimated that \$11,049,206,000 will come due for payment in future years), authority to make payments from any of the said Votes to provinces or municipalities as contributions toward construction done by those bodies, authority, subject to the direction of the Treasury Board, to make recoverable expenditures or advances from any of the said Votes in respect of materials supplied to or services performed on behalf of individuals, corporations, outside agencies, other government departments and agencies and other governments and authority to spend revenue, as authorized by Treasury Board, received during the year for the purposes of any of the said Votes.....	8,175,466,000	
5	National Defence — Capital expenditures	2,853,025,446	

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	ENVIRONNEMENT (Fin) ENVIRONNEMENT	\$	\$
	PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT		
5	Services de l'environnement — Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, et autorisation au Ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions susmentionnées peuvent avoir besoin, au traitement que lesdites commissions peuvent déterminer; dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul et la part que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur des frais des levés hydrométriques; et autorisation de dépenser les recettes de l'année	472 388 000	
10	Services de l'environnement — Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	69 059 000	
15	Services de l'environnement — Subventions inscrites au Budget et contributions	57 218 200	
	PROGRAMME PARCS		
20	Parcs — Dépenses de fonctionnement, les subventions inscrites au Budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	264 062 000	
25	Parcs — Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	123 219 000	1 056 359 200
	COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX		
30	Commission des champs de bataille nationaux — Dépenses du Programme		4 907 000

SCHEDULE A — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
	NATIONAL DEFENCE (Concluded) <i>DÉFENSE NATIONALE</i>	\$	\$
	DEPARTMENT (Concluded)		
10	National Defence — The grants listed in the Estimates, contributions to the North Atlantic Treaty Organization military budgets, common infrastructure program and airborne early warning and control systems and, in accordance with Section 3 of the <i>Defence Appropriation Act, 1950</i> , the transfer of defence equipment and supplies and the provision of services and facilities for defence purposes	235,213,554	11,263,705,0
	EMERGENCY PREPAREDNESS CANADA		
15	Emergency Preparedness Canada — Operating expenditures.....	12,099,000	
20	Emergency Preparedness Canada — The grants listed in the Estimates and contributions	6,140,700	18,239,7
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE <i>SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL</i>		
	DEPARTMENT		
	DEPARTMENTAL ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Departmental Administration — Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions, including recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan	81,943,000	
	HEALTH PROGRAM		
5	Health — Operating expenditures	868,000,000	
10	Health — Capital expenditures	57,113,000	
15	Health — The grants listed in the Estimates and contributions	346,215,000	
	SOCIAL PROGRAM		
20	Social — Operating expenditures including recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan	109,953,000	
25	Social — The grants listed in the Estimates and contributions.....	233,019,500	1,696,243,50
	FEDERAL OFFICE OF REGIONAL DEVELOPMENT - QUEBEC		
30	Federal Office of Regional Development - Quebec — Operating expenditures	24,064,000	
35	Federal Office of Regional Development - Quebec — The grants listed in the Estimates and contributions.....	185,758,600	209,822,60

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	FINANCES		
	FINANCE		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES		
1	Politiques financières et économiques — Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année.....	60 779 000	
5	Politiques financières et économiques — Contributions.....	279 030 000	
L10	Politiques financières et économiques — Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> ; (a) un paiement évalué à 2 800 000 \$ à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement; (b) un paiement évalué à 9 500 000 \$ à la Société financière internationale.....	12 300 000	
L15	Politiques financières et économiques — Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 276 333 334 \$ en faveur de l'Association internationale de développement.....	1	
L20	Politiques financières et économiques — Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 3 333 333 \$ en faveur de la Facilité globale pour l'environnement de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.....	1	
L25	Politiques financières et économiques — Conformément à la <i>Loi sur les accords de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> , délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 15 459 000 \$ en faveur de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.....	1	
	PROGRAMME SPÉCIAL		
30	Programme spécial — Paiements à la Caisse des réclamations étrangères.....	10 000	352 119 003
	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		
35	Vérificateur général — Dépenses du Programme, subvention inscrite au Budget et contributions.....		55 461 000
	TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR		
40	Tribunal canadien du commerce extérieur — Dépenses du Programme.....		7 000 000
	BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES		
45	Bureau du surintendant des institutions financières — Dépenses du Programme.....		2 601 000

SCHEDULE A —Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE (Concluded) <i>SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL</i>	\$	\$
	MEDICAL RESEARCH COUNCIL		
40	Medical Research Council — Operating expenditures.....	6,984,000	
45	Medical Research Council — The grants listed in the Estimates.....	251,329,000	258,313,000
	PATENTED MEDICINE PRICES REVIEW BOARD		
50	Patented Medicine Prices Review Board — Program expenditures.....		3,240,000
	NATIONAL REVENUE <i>REVENU NATIONAL</i>		
	CUSTOMS AND EXCISE		
1	Customs and Excise — Operating expenditures.....	830,145,000	
5	Customs and Excise — Capital expenditures.....	57,000,000	
10	Customs and Excise — Contributions	91,815,000	978,960,000
	TAXATION		
15	Taxation — Operating expenditures, contributions and recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan and the <i>Unemployment Insurance Act</i>	1,150,682,000	
20	Taxation — Capital expenditures.....	50,385,000	1,201,067,000
	PARLIAMENT <i>PARLEMENT</i>		
	THE SENATE		
1	The Senate — Program expenditures including an allowance in lieu of residence to the Speaker of the Senate, payments in respect of the cost of operating Senators' offices, the grants listed in the Estimates and contributions.....		27,020,000
	HOUSE OF COMMONS		
5	House of Commons — Program expenditures including allowances in lieu of residence to the Speaker of the House of Commons, and in lieu of an apartment to the Deputy Speaker of the House of Commons, payments in respect of the cost of operating Members' constituency offices, the grants listed in the Estimates and contributions.....		168,487,000

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	FINANCES (Fin) FINANCE	\$	\$
	COMMISSION DE RÉVISION DES MARCHÉS PUBLICS		
50	Commission de révision des marchés publics — Dépenses du Programme.....		872 000
	FORÊTS FORESTRY		
1	Forêts — Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	124 859 900	
5	Forêts — Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour les travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumés par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	11 731 000	
10	Forêts — Subventions inscrites au Budget et contributions	97 324 000	233 914 900
	GOVERNEUR GÉNÉRAL GOVERNOR GENERAL		
1	Gouverneur général — Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général.....		8 714 000
	INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY		
	MINISTÈRE		
1	Industrie, Sciences et Technologie — Dépenses de fonctionnement	219 316 000	
5	Industrie, Sciences et Technologie — Subventions inscrites au Budget et contributions....	415 220 000	
L10	Palements conformément au paragraphe 15(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie</i>	300 000	
L15	Prêts conformément au paragraphe 15(1)(a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie</i>	500 000	635 336 000

SCHEDULE A— *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
	PARLIAMENT (Concluded) <i>PARLEMENT</i>	\$	\$
	LIBRARY OF PARLIAMENT		
10	Library of Parliament — Program expenditures		14,873,00
	PRIVY COUNCIL <i>CONSEIL PRIVÉ</i>		
	DEPARTMENT		
1	Privy Council — Program expenditures, including the operation of the Prime Minister's residence; the payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a Minister without Portfolio or a Minister of State who does not preside over a Ministry of State of a salary equal to the salary paid to Ministers of State who preside over Ministries of State under the <i>Salaries Act</i> , as adjusted pursuant to the <i>Parliament of Canada Act</i> and pro rata for any period less than a year; and the grant listed in the Estimates and contributions		81,048,00
	CANADIAN CENTRE FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT		
5	Canadian Centre for Management Development — Program expenditures and contributions		10,076,00
	CANADIAN INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE SECRETARIAT		
10	Canadian Intergovernmental Conference Secretariat — Program expenditures		2,797,00
	CANADIAN TRANSPORTATION ACCIDENT INVESTIGATION AND SAFETY BOARD		
15	Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board — Program expenditures		25,084,00
	CHIEF ELECTORAL OFFICER		
20	Chief Electoral Officer — Program expenditures		2,772,00
	COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES		
25	Commissioner of Official Languages — Program expenditures		11,229,00
	NORTHERN PIPELINE AGENCY		
30	Northern Pipeline Agency — Program expenditures		469,00

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE (Fin) <i>INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY</i>		
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
20	Agence spatiale canadienne — Dépenses de fonctionnement.....	44 368 000	
25	Agence spatiale canadienne — Dépenses en capital.....	337 582 000	
30	Agence spatiale canadienne — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	27 111 000	409 061 000
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON		
35	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par ladite Société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital, au relèvement et à l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires.....		38 549 000
	BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT		
40	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 21, 22 et 23 de la <i>Loi sur la Banque fédérale de développement</i>		15 075 000
	INVESTISSEMENT CANADA		
45	Investissement Canada — Dépenses du Programme.....		8 790 000
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
50	Conseil national de recherches du Canada — Dépenses de fonctionnement.....	248 052 000	
55	Conseil national de recherches du Canada — Dépenses en capital.....	49 000 000	
60	Conseil national de recherches du Canada — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	119 367 000	416 419 000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
65	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie — Dépenses de fonctionnement.	17 087 000	
70	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie — Subventions inscrites au Budget	477 970 000	495 057 000
	STATISTIQUE CANADA		
75	Statistique Canada — Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et autorisation de dépenser les recettes de l'année.....		244 829 000
	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES		
80	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales.....		14 000 000

SCHEDULE A — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
	PRIVY COUNCIL (Concluded) CONSEIL PRIVÉ	\$	\$
	PUBLIC SERVICE STAFF RELATIONS BOARD		
35	Public Service Staff Relations Board — Program expenditures.....		6,384,000
	SECURITY INTELLIGENCE REVIEW COMMITTEE		
40	Security Intelligence Review Committee — Program expenditures.....		1,371,000
	PUBLIC WORKS TRAVAUX PUBLICS		
	DEPARTMENT		
	SERVICES PROGRAM		
1	Services — Public Works Revolving Fund — Operating loss.....	28,181,000	
5	Services — Public Works Revolving Fund — Activities in support of Broader Government Objectives.....	3,349,000	
	REAL PROPERTY PROGRAM		
10	Real Property — Operating expenditures including the provision on a recoverable basis of accommodation for the purposes of the Canada Pension Plan and the <i>Unemployment Insurance Act</i> , assistance to the Ottawa Civil Service Recreation Association in the form of maintenance services in respect of the W. Clifford Clark Memorial Centre in Ottawa, contributions and authority to spend revenue received during the year arising from the provision, operation and maintenance of facilities for purposes of accommodation	1,011,396,000	
15	Real Property — Capital expenditures including expenditures on works on other than federal property and authority to reimburse tenants of federal property for improvements authorized by the Minister	257,719,000	
	CROWN CORPORATIONS PROGRAM		
20	Payments to Old Port of Montreal Corporation Inc. for operating and capital expenditures.....	5,200,000	
			1,305,845,000

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	JUSTICE <i>JUSTICE</i> MINISTÈRE	\$	\$
1	Justice — Dépenses de fonctionnement.....	175 502 000	
5	Justice — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	264 906 844	440 408 844
	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
10	Commission canadienne des droits de la personne — Dépenses du Programme		16 184 000
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
15	Commissaire à la magistrature fédérale — Dépenses de fonctionnement, subvention inscrite au Budget, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la <i>Loi sur les juges</i>	4 246 000	
20	Commissaire à la magistrature fédérale — Conseil canadien de la magistrature — Dépenses de fonctionnement.....	406 000	4 652 000
	COUR FÉDÉRALE DU CANADA		
25	Cour fédérale du Canada — Dépenses du Programme		30 510 000
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
30	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada — Dépenses du Programme.....		6 154 000
	COUR SUPRÊME DU CANADA		
35	Cour suprême du Canada — Dépenses du Programme		12 956 000
	COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT		
40	Cour canadienne de l'impôt — Dépenses du Programme.....		9 613 000
	MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ <i>MULTICULTURALISM AND CITIZENSHIP</i>		
1	Multiculturalisme et Citoyenneté — Dépenses de fonctionnement	67 041 000	
5	Multiculturalisme et Citoyenneté — Subventions inscrites au Budget et contributions....	47 566 000	114 607 000

SCHEDULE A — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	PUBLIC WORKS (Concluded) <i>TRAVAUX PUBLICS</i>		
	CANADA MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION		
25	To reimburse Canada Mortgage and Housing Corporation for the amounts of loans forgiven, grants, contributions and expenditures made, and losses, costs and expenses incurred under the provisions of the <i>National Housing Act</i> or in respect of the exercise of powers or the carrying out of duties or functions conferred on the Corporation pursuant to the authority of any Act of the Parliament of Canada other than the <i>National Housing Act</i> , in accordance with the Corporation's authority under the <i>Canada Mortgage and Housing Corporation Act</i>		2,134,194,00
	NATIONAL CAPITAL COMMISSION		
30	Payment to the National Capital Commission for operating expenditures	58,323,000	
35	Payment to the National Capital Commission for capital expenditures	14,308,000	
40	Payment to the National Capital Commission for grants and contributions including contributions to local municipalities or authorities and other organizations to encourage bilingualism in the National Capital Region	16,452,000	89,083,00
	SECRETARY OF STATE <i>SECRETARIAT D'ÉTAT</i>		
	DEPARTMENT		
1	Secretary of State — Operating expenditures and authority to spend revenue received during the year arising from the provision of services to the Department of Multiculturalism and Citizenship and translation services to other organizations	156,222,000	
5	Secretary of State — The grants listed in the Estimates and contributions	347,535,500	503,757,50
	PUBLIC SERVICE COMMISSION		
10	Public Service Commission — Program expenditures		130,695,00

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	PARLEMENT <i>PARLIAMENT</i>		
	SÉNAT		
1	Sénat — Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat, versements à l'égard des bureaux des sénateurs, subventions inscrites au Budget et contributions.....		27 020 000
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5	Chambre des communes — Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le vice-président, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions; subventions inscrites au Budget et contributions.....		168 487 000
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10	Bibliothèque du Parlement — Dépenses du Programme.....		14 873 000
	PÊCHES ET OCÉANS <i>FISHERIES AND OCEANS</i>		
1	Pêches et Océans — Dépenses de fonctionnement, participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part desdites commissions dans les programmes à frais partagés.....	565 251 000	
5	Pêches et Océans — Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale.....	106 683 000	
10	Pêches et Océans — Subventions inscrites au Budget et contributions	245 570 200	917 504 200
	REVENU NATIONAL <i>NATIONAL REVENUE</i>		
	DOUANES ET ACCISE		
1	Douanes et Accise — Dépenses de fonctionnement.....	830 145 000	
5	Douanes et Accise — Dépenses en capital	57 000 000	
10	Douanes et Accise — Contributions	91 815 000	978 960 000

SCHEDULE A — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
	SOLICITOR GENERAL SOLICITEUR GÉNÉRAL	\$	\$
	DEPARTMENT		
1	Solicitor General — Operating expenditures.....	27,632,000	
5	Solicitor General — The grants listed in the Estimates and contributions	48,392,200	
			76,024,200
	CANADIAN SECURITY INTELLIGENCE SERVICE		
10	Canadian Security Intelligence Service — Program expenditures		228,665,000
	CORRECTIONAL SERVICE		
15	Correctional Service — Penitentiary Service and National Parole Service — Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions; and (a) authority to pay into the Inmate Welfare Fund revenue derived during the year from projects operated by inmates and financed by the said Fund; (b) authority to operate canteens in federal institutions and to deposit revenue from sales into the Inmate Welfare Fund; (c) payments in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council, to or on behalf of discharged inmates who suffer physical disability caused by participation in normal program activity in federal institutions, and to dependants of deceased inmates and ex-inmates whose death resulted from participation in normal program activity in federal institutions; and (d) authority for the Minister, subject to the approval of the Governor in Council, to enter into an agreement with any province for the confinement in institutions of that province of any persons sentenced or committed to a penitentiary, for compensation for the maintenance of such persons and for payment in respect of the construction and related costs of such institutions.....	800,375,000	
20	Correctional Service — Penitentiary Service and National Parole Service — Capital expenditures including payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies.....	141,354,000	
			941,729,000
	NATIONAL PAROLE BOARD		
25	National Parole Board — Program expenditures.....		24,042,000
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE		
30	Law Enforcement — Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions and authority to spend revenue received during the year.....	868,181,000	
35	Law Enforcement — Capital expenditures.....	130,489,000	
			998,670,000

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	REVENU NATIONAL (Fin) NATIONAL REVENUE	\$	\$
	IMPÔT		
15	Impôt — Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i>	1 150 682 000	
20	Impôt — Dépenses en capital	50 385 000	1 201 067 000
	SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL NATIONAL HEALTH AND WELFARE		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
1	Administration centrale — Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	81 943 000	
	PROGRAMME DE SANTÉ		
5	Santé — Dépenses de fonctionnement	868 000 000	
10	Santé — Dépenses en capital	57 113 000	
15	Santé — Subventions inscrites au Budget et contributions	346 215 000	
	PROGRAMME SOCIAL		
20	Social — Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	109 953 000	
25	Social — Subventions inscrites au Budget et contributions	233 019 500	1 696 243 500
	BUREAU FÉDÉRAL DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (QUÉBEC)		
30	Bureau fédéral de développement régional (Québec) — Dépenses de fonctionnement	24 064 000	
35	Bureau fédéral de développement régional (Québec) — Subventions inscrites au Budget et contributions	185 758 600	209 822 600
	CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES		
40	Conseil de recherches médicales — Dépenses de fonctionnement	6 984 000	
45	Conseil de recherches médicales — Subventions inscrites au Budget	251 329 000	258 313 000

SCHEDULE A — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	SOLICITOR GENERAL (Concluded) <i>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</i>		
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE EXTERNAL REVIEW COMMITTEE		
40	Royal Canadian Mounted Police External Review Committee — Program expenditures.....		676,000
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE PUBLIC COMPLAINTS COMMISSION		
45	Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission — Program expenditures.....		3,551,000
	SUPPLY AND SERVICES <i>APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES</i>		
	DEPARTMENT		
1	Supply and Services — Operating expenditures and contributions including: (a) recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan, the <i>Unemployment Insurance Act</i> and the Optional Services Revolving Fund; and (b) authority to spend revenue received during the year.....	423,390,000	
5	Supply and Services — Capital expenditures	22,615,000	
			446,005,000
	CANADIAN COMMERCIAL CORPORATION		
10	Canadian Commercial Corporation — Program expenditures.....		14,467,000

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL (Fin) NATIONAL HEALTH AND WELFARE	\$	\$
	CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS		
50	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés — Dépenses du Programme.....		3 240 000
	SECRÉTARIAT D'ÉTAT SECRETARY OF STATE		
	MINISTÈRE		
1	Secrétariat d'État — Dépenses de fonctionnement et autorité de dépenser les revenus reçus pendant l'année découlant de la prestation des services au ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté et des services de traduction aux autres organisations	156 222 000	
5	Secrétariat d'État — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	347 535 500	503 757 500
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
10	Commission de la fonction publique — Dépenses du Programme.....		130 695 000
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL SOLICITOR GENERAL		
	MINISTÈRE		
1	Solliciteur général — Dépenses de fonctionnement	27 632 000	
5	Solliciteur général — Subventions inscrites au Budget et contributions	48 392 200	76 024 200
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
10	Service canadien du renseignement de sécurité — Dépenses du Programme.....		228 665 000

SCHEDULE A —Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
	TRANSPORT TRANSPORTS	\$	\$
	DEPARTMENT		
1	Transport — Operating expenditures, and (a) authority to make recoverable advances for transportation, stevedoring and other shipping services performed on behalf of individuals, outside agencies and other governments, in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in navigation, including navigational aids, and shipping; (b) authority to make expenditures on other than federal property in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in aeronautics; (c) authority for the payment of commissions for revenue collection pursuant to the <i>Aeronautics Act</i> ; (d) subject to paragraph (e), authority to spend revenue received during the year and (e) authority to spend revenue received during the year in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in aeronautics of an amount equal in the opinion of the Minister of National Revenue, to the net amount received during the year from the air transportation tax payable under Part II of the <i>Excise Tax Act</i>	560,484,000	
5	Transport — Capital expenditures including contributions to provinces or municipalities, local or private authorities towards construction done by those bodies.....	566,615,000	
10	Transport — The grants listed in the Estimates and contributions including payments to supplement pension allowances under the <i>Intercolonial and Prince Edward Island Railway Employees' Provident Fund Act</i>	328,647,005	
15	Payments to the Canarctic Shipping Company Limited to be applied by the Company in the payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Company during the calendar year 1993	2,657,000	
20	Payments to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc. to be applied in payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Corporation (exclusive of depreciation on capital structures and reserves) in the operation of the Jacques Cartier and Champlain Bridges, Montreal.....	36,764,000	
25	Payments to Canada Ports Corporation for hydro costs at the Port of Churchill, Man. .	600,000	
30	Payments to Marine Atlantic Inc. in respect of: (i) the costs of the management of the Company, payments for capital purposes and for transportation activities including the following water transportation services pursuant to contracts with Her Majesty: Newfoundland ferries and terminals; Newfoundland Coastal service and terminals; Prince Edward Island ferries and terminals; Yarmouth, N.S. to the New England States, USA ferries and terminals; Digby, N.S. to Saint John, N.B. ferries and terminals (ii) payments made by the company of the costs incurred for the provision of early retirement benefits, severance and other benefits where such costs result from employee cutbacks or the discontinuance or reduction of a service (iii) financial assistance to a subsidiary company involved in ship repair or ship maintenance.....	132,393,000	

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL (Suite) SOLICITOR GENERAL		
	SERVICE CORRECTIONNEL		
15	Service correctionnel — Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles — Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions; et a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'année, des activités des détenus financées à même ladite caisse; b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; et d) autorisation au Ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	800 375 000	
20	Service correctionnel — Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles — Dépenses en capital, y compris des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	141 354 000	941 729 000
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
25	Commission nationale des libérations conditionnelles — Dépenses du Programme		24 042 000
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
30	Application de la loi — Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	868 181 000	
35	Application de la loi — Dépenses en capital	130 489 000	998 670 000
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
40	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada — Dépenses du Programme		676 000

SCHEDULE A — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
	TRANSPORT (Concluded) TRANSPORTS	\$	\$
	DEPARTMENT (Concluded)		
35	Payments to VIA Rail Canada Inc. in respect of the costs of the management of the Company, payments for capital purposes and payments for the provision of rail passenger services in Canada in accordance with contracts entered into pursuant to subparagraph(c)(i) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i> , and payments to a railway company for the prescribed portion of the costs incurred by the company for the provision of income maintenance benefits, layoff benefits, relocation expenses, early retirement benefits, severance benefits and other benefits to its employees where such costs are incurred as a result of the implementation of the provisions of the contract or discontinuance of a rail passenger service pursuant to subparagraph(c)(ii) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i>	343,367,000	
40	Payments to the St. Lawrence Seaway Authority in respect of the Valleyfield Bridge rehabilitation project including necessary capital expenditures.....	2,000,000	
45	Payments to the Laurentian Pilotage Authority to be applied in payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Authority during the calendar year 1993	3,000,000	
			1,976,527,000
	CIVIL AVIATION TRIBUNAL		
50	Civil Aviation Tribunal — Program expenditures		862,000
	GRAIN TRANSPORTATION AGENCY ADMINISTRATOR		
55	Grain Transportation Agency Administrator — Program expenditures and contributions		5,906,000
	NATIONAL TRANSPORTATION AGENCY		
60	National Transportation Agency — Program expenditures and contributions.....		30,666,000
	TREASURY BOARD CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
	CENTRAL ADMINISTRATION OF THE PUBLIC SERVICE PROGRAM		
1	Central Administration of the Public Service — Program expenditures, the grant listed in the Estimates and contribution	65,974,000	

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL (Fin) <i>SOLICITOR GENERAL</i>		
	COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
45	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada — Dépenses du Programme		3 551 000
	TRANSPORTS <i>TRANSPORT</i>		
	MINISTÈRE		
1	Transports — Dépenses de fonctionnement et a) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; b) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; c) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; d) sous réserve de l'alinéa c), autorisation de dépenser les recettes de l'année, et e) autorisation de dépenser un montant de recettes reçues dans l'année au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique, montant qui soit égal, de l'avis du ministre du Revenu national, au montant net provenant, dans l'année, de l'impôt sur le transport par avion à payer en vertu de la partie II de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>	560 484 000	
5	Transports — Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales, ou des entrepreneurs privés.....	566 615 000	
10	Transports — Subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les paiements effectués à titre de supplément aux allocations de pension prévus dans la <i>Loi sur la caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince- Édouard</i>	328 647 005	
15	Paiements à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la compagnie pour l'année civile 1993.....	2 657 000	
20	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier et Champlain à Montréal.....	36 764 000	
25	Paiements à la Société canadienne des ports pour les coûts de l'électricité au port de Churchill (Man.).....	600 000	

SCHEDULE A —Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
	TREASURY BOARD (Concluded) <i>CONSEIL DU TRÉSOR</i>	\$	\$
	SECRETARIAT (Concluded)		
	GOVERNMENT CONTINGENCIES AND CENTRALLY FINANCED PROGRAMS		
5	Government Contingencies — Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes for payroll and other requirements and to provide for miscellaneous minor and unforeseen expenses not otherwise provided for including awards under the <i>Public Servants Inventions Act</i> and authority to re-use any sums allotted for non-paylist requirements and repaid to this appropriation from other appropriations	450,000,000	
	EMPLOYER CONTRIBUTIONS TO INSURANCE PLANS PROGRAM		
10	The grants listed in the Estimates and Government's contributions to surgical-medical and other insurance payments, premiums and taxes determined on such bases and paid in respect of such persons and their dependents as Treasury Board prescribes who are described in Finance Vote 124, <i>Appropriation Act No. 6, 1960</i> , Finance Vote 85a, <i>Appropriation Act No. 5, 1963</i> and Finance Vote 20b, <i>Appropriation Act No. 10, 1964</i> and Government's contribution to pension plans, death benefit plans, and social security programs, health and other insurance plans for employees engaged locally outside Canada, and to provide for the return to certain employees of their share of the premium reduction under subsection 64(4) of the <i>Unemployment Insurance Act</i>	667,196,000	1,183,170,000
	COMPTROLLER GENERAL		
15	Comptroller General — Program expenditures		16,025,000
	VETERANS AFFAIRS <i>ANCIENS COMBATTANTS</i>		
	VETERANS AFFAIRS PROGRAM		
1	Veterans Affairs — Operating expenditures; upkeep of property, including engineering and other investigatory planning expenses that do not add tangible value to real property, taxes, insurance and maintenance of public utilities; to authorize, subject to the approval of the Governor in Council, necessary remedial work on properties constructed under individual firm price contracts and sold under the <i>Veterans' Land Act</i> , to correct defects for which neither the veteran nor the contractor can be held financially responsible, and such other work on other properties as may be required to protect the interest of the Director therein	557,306,000	
5	Veterans Affairs — The grants listed in the Estimates and contributions provided that the amount listed for any grant may be increased or decreased subject to the approval of Treasury Board.....	1,527,542,000	

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRANSPORTS (Suite) TRANSPORT		
	MINISTÈRE (Fin)		
30	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement: (i) aux coûts de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté; traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N.-É.) et les États de la Nouvelle-Angleterre, États-Unis; traversiers entre Digby (N.-É.) et Saint John (N.-B.) et terminus (ii) aux paiements à l'égard des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service (iii) à l'assistance financière à une filiale engagée dans la réparation et la maintenance des navires	132 393 000	
35	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux coûts de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> , et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire aux voyageurs, conformément au sous-alinéa c)(ii) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	343 367 000	
40	Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un projet de réfection du pont de Valleyfield y compris les dépenses d'immobilisations nécessaires.....	2 000 000	
45	Paiements à l'Administration de pilotage des Laurentides à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1993	3 000 000	
			1 976 527 005
	TRIBUNAL DE L'AVIATION CIVILE		
50	Tribunal de l'aviation civile — Dépenses du Programme		862 000
	ADMINISTRATEUR DE L'OFFICE DU TRANSPORT DU GRAIN		
55	Administrateur de l'Office du transport du grain — Dépenses du Programme et contributions.....		5 906 000

SCHEDULE A — *Concluded*

Vote No.	Service	Amount	Total
	VETERANS AFFAIRS (Concluded) <i>ANCIENS COMBATTANTS</i>	\$	\$
	CANADIAN PENSION COMMISSION PROGRAM		
10	Canadian Pension Commission — Program expenditures.....	4,465,000	
	BUREAU OF PENSIONS ADVOCATES PROGRAM		
15	Bureau of Pensions Advocates — Program expenditures.....	6,878,000	
	VETERANS APPEAL BOARD PROGRAM		
20	Veterans Appeal Board — Program expenditures.....	2,893,000	
			2,099,084,00
	WESTERN ECONOMIC DIVERSIFICATION <i>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN</i>		
	DEPARTMENT		
1	Western Economic Diversification — Operating expenditures	30,883,000	
5	Western Economic Diversification — The grants listed in the Estimates and contributions	235,912,000	
			266,795,00
	ADVISORY COUNCIL ON THE STATUS OF WOMEN		
10	Advisory Council on the Status of Women — Program expenditures.....		3,406,00
	STATUS OF WOMEN — OFFICE OF THE CO-ORDINATOR		
15	Status of Women — Office of the Co-ordinator — Program expenditures and contributions.....		3,496,00
			48,981,300,00

ANNEXE A — Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	TRANSPORTS (Fin) <i>TRANSPORT</i>	\$	\$
	OFFICE NATIONAL DES TRANSPORTS		
60	Office national des transports — Dépenses du Programme et contributions		30 666 000
	TRAVAIL <i>LABOUR</i>		
	MINISTÈRE		
1	Travail — Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail.....	60 412 900	
5	Travail — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	64 643 000	125 055 900
	CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL		
10	Conseil canadien des relations du travail — Dépenses du Programme.....		8 872 000
	CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
15	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail — Dépenses du Programme		1 839 000
	TRAVAUX PUBLICS <i>PUBLIC WORKS</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES SERVICES		
1	Services — Fonds renouvelable des Travaux publics — Déficit de fonctionnement	28 181 000	
5	Services — Fonds renouvelable des Travaux Publics — Activités à l'appui des objectifs généraux du Gouvernement.....	3 349 000	
	PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS		
10	Biens immobiliers — Dépenses de fonctionnement, y compris la fourniture de locaux sur une base de recouvrement des frais, aux fins du Régime de pensions du Canada et de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i> , aide à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa sous forme de services d'entretien relativement au Centre commémoratif W. Clifford Clark, contributions et autorisation de dépenser les recettes perçues durant l'année provenant de la fourniture, de l'exploitation et de l'entretien des installations servant de logement.....	1 011 396 000	
15	Biens immobiliers — Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur une propriété fédérale et autorisation de rembourser les locataires de propriétés fédérales relativement aux améliorations autorisées par le Ministre	257 719 000	

ANNEXE A —Fin

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRAVAUX PUBLICS (Fin) <i>PUBLIC WORKS</i>		
	MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
20	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	5 200 000	1 305 845 000
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
25	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et dépenses engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>		2 134 194 000
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
30	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement.....	58 323 000	
35	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses en capital .	14 308 000	
40	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les subventions et contributions, y compris les contributions aux municipalités ou autorités locales et à d'autres organismes afin d'encourager le bilinguisme dans la région de la Capitale nationale	16 452 000	89 083 000
			48 981 300 003

SCHEDULE B

Based on the Supplementary Estimates (A) 1993-94. The amount hereby granted is \$414,089,340.00 being the total of the amounts of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty, by this Act for the financial year ending 31st March, 1994 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Amount	Total
	AGRICULTURE <i>AGRICULTURE</i>	\$	\$
	DEPARTMENT		
	GRAINS AND OILSEEDS PROGRAM		
25a	Grains and Oilseeds — Contributions.....		33,300,000
	FINANCE <i>FINANCES</i>		
	DEPARTMENT		
	SPECIAL PROGRAM		
L33a	Payments in respect of Canada's equity interest in the Hibernia Project		94,000,000
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT <i>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</i>		
	DEPARTMENT		
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM		
15a	Indian and Inuit Affairs — The grants listed in the Estimates.....		110,423,340
	INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY <i>INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE</i>		
	DEPARTMENT		
5a	Industry, Science and Technology — Contributions.....		108,000,000

ANNEXE B

D'après le Budget des dépenses supplémentaire (A) de 1993-1994. Le montant accordé par les présentes est de 414 089 340,00 \$ soit le total des montants des postes dudit Budget que contient la présente annexe.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1994 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Montant	Total
	<p>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT</p> <p>MINISTÈRE</p> <p>PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT</p>	\$	\$
15a	Affaires indiennes et inuit — Subventions inscrites au Budget.....		110 423 340
	<p>AGRICULTURE AGRICULTURE</p> <p>MINISTÈRE</p> <p>PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX</p>		
25a	Céréales et oléagineux — Contributions		33 300 000
	<p>FINANCES FINANCE</p> <p>MINISTÈRE</p> <p>PROGRAMME SPÉCIAL</p>		
L33a	Paielements concernant la capitalisation du Canada dans le projet Hibernia.....		94 000 000
	<p>INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY</p> <p>MINISTÈRE</p>		
5a	Industrie, Sciences et Technologie — Contributions		108 000 000

SCHEDULE B—*Concluded*

Vote No.	Service	Amount	Total
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE <i>SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL</i>	\$	\$
	DEPARTMENT		
	HEALTH PROGRAM		
15a	Health — The grants listed in the Estimates and contributions.....	33,228,000	
	SOCIAL PROGRAM		
25a	Social — Contributions.....	35,138,000	
			68,366,000
			414,089,340

ANNEXE B—Fin

N° du crédit	Service	Montant	Total
	SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL <i>NATIONAL HEALTH AND WELFARE</i> MINISTÈRE PROGRAMME DE SANTÉ	\$	\$
15a	Santé — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	33 228 000	
	PROGRAMME SOCIAL		
25a	Social — Contributions.....	35 138 000	
			68 366 000
			414 089 340



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

CA
XB
-B56

C-135

C-135

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-135

PROJET DE LOI C-135

An Act to amend the Canada Oil and Gas Operations Act,
the Canada Petroleum Resources Act, the National
Energy Board Act and other Acts in consequence
thereof

Loi modifiant la Loi sur les opérations pétrolières au
Canada, la Loi fédérale sur les hydrocarbures, la Loi
sur l'Office national de l'énergie et d'autres lois en
conséquence

First reading, June 9, 1993

Première lecture le 9 juin 1993



THE MINISTER OF ENERGY, MINES AND RESOURCES

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES
RESSOURCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-135

PROJET DE LOI C-135

An Act to amend the Canada Oil and Gas Operations Act, the Canada Petroleum Resources Act, the National Energy Board Act and other Acts in consequence thereof

Loi modifiant la Loi sur les opérations pétrolières au Canada, la Loi fédérale sur les hydrocarbures, la Loi sur l'Office national de l'énergie et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. O-7;
R.S., c. 27 (1st
Suppl.), c. 36
(2nd Suppl.), c.
6 (3rd Suppl.);
1989, c. 3;
1991, c. 50;
1992, c. 35

CANADA OIL AND GAS OPERATIONS ACT

LOI SUR LES OPÉRATIONS PÉTROLIÈRES AU
CANADA

L. R., ch. O-7
L. R., ch. 27 (1^{re}
suppl.), ch. 36
(2^e suppl.), ch.
6 (3^e suppl.);
1989, ch. 3;
1991, ch. 50;
1992, ch. 35

1992, c. 35, s. 5

1. Sections 3.1 and 3.2 of the *Canada Oil and Gas Operations Act* are repealed and the following substituted therefor:

1. Les articles 3.1 et 3.2 de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 35,
art. 5

Designation

3.1 The National Energy Board may, for the purposes of this Act, designate a member, officer or employee of the Board to be the Chief Safety Officer and the same or another member, officer or employee of the Board to be the Chief Conservation Officer.

3.1 Pour l'application de la présente loi, l'Office national de l'énergie peut désigner parmi ses membres, ses dirigeants ou ses employés un délégué à la sécurité et un délégué à l'exploitation. La même personne peut cumuler les deux fonctions.

Désignation

STATUTORY INSTRUMENTS ACT

DÉROGATION À LA LOI SUR LES TEXTES
RÉGLEMENTAIRES

Orders

3.2 For the purposes of this Act, an order made by a safety officer, the Chief Safety Officer, a conservation officer, the Chief Conservation Officer, the Committee or the National Energy Board is not a statutory in-

3.2 Pour l'application de la présente loi, les arrêtés ou ordres des agents de la sécurité, des agents du contrôle de l'exploitation, du délégué à la sécurité, du délégué à l'exploitation, du Comité ou de l'Office national de

Arrêtés ou
ordres

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Canada Oil and Gas Operations Act, the Canada Petroleum Resources Act, the National Energy Board Act and other Acts in consequence thereof".

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi modifiant la Loi sur les opérations pétrolières au Canada, la Loi fédérale sur les hydrocarbures, la Loi sur l'Office national de l'énergie et d'autres lois en conséquence ».

EXPLANATORY NOTES

INTRODUCTION AND SUMMARY

This bill deals with a number of advisory, regulatory and appellate powers relating to oil and gas in frontier lands. These powers are presently conferred on the Minister of Energy, Mines and Resources, the Minister of Indian Affairs and Northern Development, the Oil and Gas Committee and provincial court judges. They would be transferred to the National Energy Board.

The bill also deals with the operation of pipelines and the construction of pipelines and facilities across, on, along or under pipelines. It would provide for inspection officers and regulatory exemptions.

Finally, the bill would correct several technical anomalies in the relevant legislation.

Canada Oil and Gas Operations Act

Clause 1: Sections 3.1 and 3.2 at present read as follows:

3.1 The federal Ministers may, for the purposes of this Act, designate a person employed in the public service of Canada to be the Chief Safety Officer and the same or another person employed in the public service of Canada to be the Chief Conservation Officer.

STATUTORY INSTRUMENTS ACT

3.2 For the purposes of this Act, an order made by a safety officer, the Chief Safety Officer, a conservation officer, the Chief Conservation Officer or the Committee is not a statutory instrument as defined in the *Statutory Instruments Act*.

NOTES EXPLICATIVES

INTRODUCTION ET RÉSUMÉ

Le projet de loi porte sur l'exercice de certains pouvoirs de consultation, de réglementation et d'appel relativement au pétrole et au gaz sur les terres domaniales. Ces pouvoirs sont actuellement conférés au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien au Comité du pétrole et du gaz et aux juges de la cour provinciale. Aux termes du nouveau régime, ils sont transférés à l'Office national de l'énergie.

Le projet de loi porte aussi sur la construction et l'exploitation des pipelines et la construction des installations au-dessus, au-dessous ou le long de ceux-ci. Il prévoit à cette fin la nomination d'inspecteurs et autorise l'octroi d'exemptions réglementaires.

Le projet de loi corrige enfin quelques anomalies mineures dans les lois en question.

Loi sur les opérations pétrolières au Canada

Article 1. — Texte des articles 3.1 et 3.2 :

3.1 Pour l'application de la présente loi, les ministres fédéraux peuvent désigner un délégué à la sécurité et un délégué à l'exploitation choisis parmi les personnes employées dans l'administration publique fédérale. La même personne peut cumuler les deux fonctions.

DÉROGATION À LA LOI SUR LES TEXTES
RÉGLEMENTAIRES

3.2 Pour l'application de la présente loi, les arrêtés pris par les agents de la sécurité, les agents du contrôle de l'exploitation, le délégué à la sécurité, le délégué à l'exploitation ou le comité ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

strument as defined in the *Statutory Instruments Act*.

l'énergie ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

1992, c. 35, s. 7

2. Section 4.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. L'article 4.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 35,
art. 7

Delegation

4.1 The National Energy Board may delegate any of its powers under section 5, 5.02, 5.03, 5.11, 5.12 or 27 to any person, and the person shall exercise those powers in accordance with the terms of the delegation.

5 4.1 L'Office national de l'énergie peut déléguer à quiconque telle de ses attributions prévues aux articles 5, 5.02, 5.03, 5.11, 5.12 ou 27. Le mandat est à exercer conformément à la délégation.

Délégation

Variation

3. Section 5 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

10 3. L'article 5 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(6) The terms of an operating licence or authorization may be varied under section 28.3 of the *National Energy Board Act*.

(6) L'Office national de l'énergie peut modifier le permis de travaux ou l'autorisation conformément à l'article 28.3 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*.

Modification

R.S., c. 36 (2nd
Suppl.), s. 121

4. (1) Paragraph 5.1(1)(b) of the English version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

15 4. (1) L'alinéa 5.1(1)b) de la version anglaise de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 36 (2^e
suppl.), art. 121

(b) prescribed for the purposes of this subsection

(b) prescribed for the purposes of this subsection

1992, c. 35, ss.
9(2) and (3)

(2) Subsections 5.1(4) to (6) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

20 (2) Les paragraphes 5.1(4) à (6) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 35,
par. 9(2) et (3)

Approval of
development
plan

(4) After reviewing an application and development plan submitted pursuant to this section, the *National Energy Board* may approve the development plan, subject to the consent of the Governor in Council in relation to Part I of the development plan and any requirements that the Board considers appropriate or that may be prescribed.

25 (4) Après avoir examiné la demande et le plan de mise en valeur, l'Office national de l'énergie peut approuver ce dernier, sous réserve des conditions qu'il estime indiquées ou qui sont fixées par règlement et, dans le cas de la première partie du plan, de l'agrément du gouverneur en conseil.

Approbation

Approval of
amendment to
plan

(5) Where a development plan has been approved pursuant to subsection (4),

(5) Il ne peut être apporté de modifications au plan de mise en valeur que si celles-ci sont d'abord approuvées par l'Office national de l'énergie et, dans le cas où elles portent sur la première partie du plan, que si l'approbation a reçu l'agrément du gouverneur en conseil; l'Office peut modifier les conditions auxquelles est assujettie l'approbation sous réserve, dans le cas où celles-ci portent sur la première partie du plan, de l'agrément du gouverneur en conseil.

Approbation de
modifications

(a) no amendment of the development plan shall be made unless it is approved by the *National Energy Board* and, in the case of an amendment to Part I of the development plan, the Governor in Council consents to the approval; and

(b) any requirement that the approval is subject to may be amended by the *National Energy Board* but, if the requirement relates to Part I of the development plan,

(b) aucune exigence que l'approbation soit soumise à ne peut être modifiée que si elle est soumise à l'approbation du gouverneur en conseil, mais, si elle se rapporte à la première partie du plan,

Clause 2: Section 4.1 at present reads as follows:

4.1 The Minister may delegate any of the Minister's powers under section 5, 5.02, 5.03, 5.11, 5.12 or 27 to any other person, and the person shall exercise those powers in accordance with the terms of the delegation.

Clause 3: New.

Clause 4: (1) The relevant portion of subsection 5.1(1) at present reads as follows:

5.1 (1) No approval that is

...

(b) prescribed by the regulations for the purposes of this section

shall be granted unless the Minister, on application submitted in accordance with subsection (2), has approved a development plan relating to the pool or field pursuant to subsection (4).

(2) Subsections 5.1(4) to (6) at present read as follows:

(4) After reviewing an application and development plan submitted by any person pursuant to this section, the Minister may, subject to such requirements as the Minister deems appropriate or as may be prescribed, approve the development plan.

(5) Where a development plan has been approved pursuant to subsection (4), no amendment of Part I or II of the development plan shall be made unless it is approved by the Minister.

(6) Subsections (1) to (5) apply, with such modifications as the circumstances require, with respect to a proposed amendment to a development plan.

Article 2. — Texte de l'article 4.1 :

4.1 Le ministre peut déléguer à quiconque telle de ses attributions prévues aux articles 5, 5.02, 5.03, 5.11, 5.12 ou 27. Le mandat est à exercer conformément à la délégation.

Article 3. — Nouveau.

Article 4, (1). — Texte du paragraphe 5.1(1) :

5.1 (1) Aucune approbation liée à l'autorisation prévue à l'alinéa 5(1)b) visant les activités sur un gisement ou un champ et prévue par règlement pour l'application du présent article ne peut être accordée avant que le ministre n'ait approuvé un plan de mise en valeur du gisement ou du champ en cause.

(2). — Texte des paragraphes 5.1(4) à (6) :

(4) Après avoir examiné la demande et le plan, le ministre peut, sous réserve des modalités qu'il estime indiquées ou qui sont fixées par règlement, approuver le plan de mise en valeur.

(5) Il ne peut être apporté de modification au plan de mise en valeur qui ne soient d'abord approuvées par le ministre conformément au paragraphe (4).

(6) Les paragraphes (1) à (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au projet de modification.

it may only be amended with the consent of the Governor in Council.

Application of certain provisions

(6) Subsections (1) to (5) apply, with such modifications as the circumstances require, with respect to a proposed amendment to a development plan or to any requirement that the approval of the plan is subject to.

R.S., c. 36 (2nd Supp.), s. 121

5. Section 5.3 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Board guidelines and interpretation notes

5.3 (1) The National Energy Board may issue and publish, in any manner the Board considers appropriate, guidelines and interpretation notes with respect to the application and administration of section 5 or 5.1 or any regulations made under section 14.

Ministerial guidelines and interpretation notes

(2) The Minister may issue and publish, in any manner the Minister considers appropriate, guidelines and interpretation notes with respect to the application and administration of section 5.2.

Not statutory instruments

(3) Guidelines and interpretation notes issued pursuant to subsections (1) and (2) are not statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.

1992, c. 35, s. 12

6. Subsection 5.4(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Council established

5.4 (1) There is established a council, to be known as the Oil and Gas Administration Advisory Council, consisting of the following six members, namely, the Chairman of the Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board, the Chairman of the Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board, the Chairman of the National Energy Board, a person designated jointly by the federal Ministers, a person designated by one of the Provincial Ministers and a person designated by the other Provincial Minister.

1992, c. 35, s. 14

7. All that portion of paragraph 14(1)(c) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(c) authorizing the National Energy Board, or any person, to make such orders as may be specified in the regulations and

(6) Les paragraphes (1) à (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux projets de modification du plan de mise en valeur et aux conditions auxquelles est assujettie l'approbation de celui-ci.

Applications de certaines dispositions

5

5. L'article 5.3 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 36 (2nd suppl.), art. 12

5.3 (1) L'Office national de l'énergie peut faire publier, selon ce qu'il estime indiqué, des bulletins d'application et des directives relativement aux articles 5 et 5.1 et aux règlements pris au titre de l'article 14.

Bulletins et directives de l'Office

(2) Le ministre peut faire publier, selon ce qu'il estime indiqué, des bulletins d'application et des directives relativement à l'article 5.2.

Bulletins et directives du ministre

(3) Les textes visés aux paragraphes (1) et (2) ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Dérogation

6. Le paragraphe 5.4(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 35, art. 12

5.4 (1) Est constitué le Conseil d'harmonisation, composé de six membres, soit les présidents respectifs de l'Office Canada — Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers et de l'Office Canada — Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers, le président de l'Office national de l'énergie, le membre désigné par chaque ministre provincial et le membre nommé conjointement par les ministres fédéraux.

Constitution

7. Le passage de l'alinéa 14(1)c) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 35, art. 14

c) autoriser l'Office national de l'énergie, ou toute personne, à exercer, outre la prise des ordonnances spécifiées, les attributions nécessaires à :

Clause 5: Section 5.3 at present reads as follows:

5.3 (1) The Minister may issue and publish, in such manner as the Minister deems appropriate, guidelines and interpretation notes with respect to the application and administration of sections 5 to 5.2 or any regulations made under section 14.

(2) Guidelines and interpretation notes issued pursuant to subsection (1) shall be deemed not to be statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.

Clause 6: Subsection 5.4(1) at present reads as follows:

5.4 (1) There is established a council to be known as the Oil and Gas Administration Advisory Council, consisting of the following five members, namely, the Chairman of the Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board, the Chairman of the Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board, a person designated jointly by the federal Ministers, a person designated by one of the Provincial Ministers and a person designated by the other Provincial Minister.

Clause 7: The relevant portion of subsection 14(1) at present reads as follows:

14. (1) The Governor in Council may, for the purposes of safety and the protection of the environment as well as for the production and conservation of oil and gas resources, make regulations

...

(c) authorizing the Minister, or any other person, to make such orders as may be specified in the regulations and to exercise such powers and perform such duties as may be necessary for

Article 5. — Texte de l'article 5.3 :

5.3 (1) Le ministre peut faire publier, selon ce qu'il estime indiqué, des bulletins d'application et des directives relativement aux articles 5 à 5.2 et au règlement pris au titre de l'article 14.

(2) Les textes en question sont réputés ne pas être des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Article 6. — Texte du paragraphe 5.4(1) :

5.4 (1) Est constitué le Conseil d'harmonisation, composé de cinq membres, soit les présidents respectifs de l'Office Canada — Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers et de l'Office Canada — Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers, le membre désigné par chaque ministre provincial et le membre nommé conjointement par les ministres fédéraux.

Article 7. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 14(1) :

14. (1) Aux fins de la sécurité, de la protection de l'environnement ainsi que de la production et de la rationalisation de l'exploitation du pétrole et du gaz, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

...

c) autoriser le ministre, ou toute autre personne, à exercer, outre la prise des arrêtés spécifiés, les attributions nécessaires à :

(i) la gestion et au contrôle de la production du pétrole ou du gaz,

to exercise such powers and perform such duties as may be necessary for

1992, c. 35, ss.
19 and 20(F)

8. Sections 21 to 23 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Appeal to the
National
Energy Board

21. A person aggrieved by an order of the Chief Conservation Officer under section 17 or 19 after an investigation under subsection 19(2) or (3) may appeal to the National Energy Board to have the order reviewed under section 28.4 of the *National Energy Board Act*.

Application for
show cause
order in respect
of waste

22. When the Chief Conservation Officer, on reasonable grounds, is of the opinion that waste, as defined in paragraph 18(2)(f) or (g), is occurring in the recovery of oil or gas from a pool, that Officer may apply to the National Energy Board for an order under section 28.5 of the *National Energy Board Act* requiring the operators within the pool to show cause why the Board should not make a direction in respect of the waste.

9. Subsections 25(8) and (9) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Appeal

(8) A person aggrieved by any action or measure taken or authorized or directed to be taken under subsections (4) to (6) may appeal to the National Energy Board to have the order reviewed under section 28.4 of the *National Energy Board Act*.

Personal liability

(9) No person required, directed or authorized to act under this section or section 28.4 of the *National Energy Board Act* is personally liable either civilly or criminally in respect of any act or omission in the course of complying with this section unless it is shown that the person did not act reasonably in the circumstances.

1992, c. 35, s.
25

10. (1) Subsection 27(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Financial
responsibility

27. (1) An applicant for an authorization under paragraph 5(1)(b) in respect of any work or activity in any area in which this Act applies shall provide proof of financial responsibility in the form of a letter of credit, a

8. Les articles 21 à 23 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 35,
art. 19 et 20

5

21. La personne qui s'estime lésée par l'arrêté pris par le délégué à l'exploitation au titre des articles 17 ou 19 après l'enquête prévue aux paragraphes 19(2) ou (3) peut en demander la révision à l'Office national de l'énergie, conformément à l'article 28.4 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*.

Appel à l'Office

5

10

22. Le délégué à l'exploitation peut, s'il estime, pour des motifs valables, qu'il y a gaspillage, au sens des alinéas 18(2)(f) ou (g), dans la récupération du pétrole ou du gaz d'un gisement, demander à l'Office national de l'énergie d'ordonner, conformément à l'article 28.5 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, aux exploitants du gisement d'exposer les raisons pour lesquelles l'Office ne devrait pas se prononcer sur la question.

Cas de gaspillage

10

15

20

9. Les paragraphes 25(8) et (9) de la 20 même loi sont abrogés et remplacés par ce 25 qui suit :

(8) La personne qui s'estime lésée par toute mesure prise, ordonnée ou autorisée en application des paragraphes (4) à (6) peut en demander la révision à l'Office national de l'énergie au titre de l'article 28.4 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*.

Appel

30

(9) Les personnes qui prennent les mesures visées au présent article ou à l'article 28.4 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* n'encourent, sauf décision injustifiable prouvée, aucune responsabilité personnelle pour les actes ou omissions découlant de l'application du présent article.

Responsabilité
personnelle

35

10. (1) Le paragraphe 27(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 35,
art. 25

27. (1) Quiconque demande une autorisation visée à l'alinéa 5(1)(b) est tenu au dépôt à titre de preuve de solvabilité du montant que l'Office national de l'énergie estime suffisant, sous toute forme jugée acceptable, no-

Preuve de
solvabilité

45

40

- (i) the management and control of oil or gas production,
- (ii) the removal of oil or gas from the areas to which this Act applies, and
- (iii) the design, construction, operation or abandonment of pipeline within the areas to which this Act applies;

Clause 8: Sections 21 to 23 at present read as follows:

21. (1) A person aggrieved by an order of the Chief Conservation Officer after an investigation under section 19 may appeal to the Committee to have the order reviewed.

(2) After hearing the appeal, the Committee may

(a) set aside, confirm or vary the order made by the Chief Conservation Officer;

(b) order such works to be undertaken as may be considered necessary to prevent waste, the escape of oil or gas or any other contravention of this Act or the regulations; or

(c) make such other or further order as the Committee considers appropriate.

22. (1) When the Chief Conservation Officer, on reasonable grounds, is of the opinion that waste as defined in paragraph 18(2)(f) or (g) is occurring in the recovery of oil or gas from a pool, he may apply to the Committee for an order requiring the operators within the pool to show cause at a hearing to be held on a day specified in the order why the Committee should not make a direction in respect thereof.

(2) On the day specified in the order under subsection (1), the Committee shall hold a hearing at which the Chief Conservation Officer, the operators and other interested persons shall be given an opportunity to be heard.

23. (1) If, after the hearing mentioned in section 22, the Committee is of the opinion that waste as defined in paragraph 18(2)(f) or (g) is occurring in the recovery of oil or gas from a pool, the Committee may, by order,

(a) direct the introduction of a scheme for the collection, processing, disposition or reinjection of any gas produced from the pool, or

(b) direct repressurizing, recycling or pressure maintenance for the pool or any part of the pool and for, or incidental to that purpose, direct the introduction or injection into the pool or any part of the pool of gas, water or other substance,

and the order may further direct that the pool or any part of the pool specified in the order be shut in if the requirements of the order are not met or unless a scheme is approved by the Committee and in operation by a date fixed by the order.

(2) Notwithstanding subsection (1), the Committee may permit the continued operation of a pool or any part of a pool after the date fixed by an order under subsection (1) if in the opinion of the Committee a scheme for the repressurizing, recycling or pressure maintenance or the processing, storage or disposal of gas is in the course of preparation, but any such continuation of operations is subject to any conditions imposed by the Committee.

(ii) l'enlèvement du pétrole ou du gaz hors de la zone d'application de la présente loi

(iii) la conception, la construction, l'exploitation ou l'abandon du pipeline dans la zone d'application de la présente loi;

Article 8. — Texte des articles 21 à 23 :

21. (1) La personne qui s'estime lésée peut, sur appel au Comité, demander la révision de l'arrêté pris par le délégué à l'exploitation après enquête.

(2) Après audition de l'appel, le Comité peut soit rejeter, confirmer ou modifier l'arrêté du délégué, soit ordonner d'entreprendre les travaux jugés nécessaires pour empêcher le gaspillage ou le dégagement de pétrole ou de gaz ou pour prévenir tout manquement à la présente loi ou à ses règlements, ou encore prendre telle mesure, complémentaire ou non, appropriée.

22. (1) Le délégué à l'exploitation peut, s'il estime, pour des motifs valables, qu'il y a gaspillage, au sens des alinéas 18(2)f) ou g), dans la récupération du pétrole ou du gaz d'un gisement, demander au Comité d'ordonner aux exploitants du gisement d'exposer, lors d'une audience tenue à la date indiquée dans l'arrêté, les raisons pour lesquelles le Comité ne devrait pas se prononcer sur la question.

(2) Le Comité tient l'audience à la date indiquée et donne au délégué, aux exploitants et aux autres intéressés la possibilité de faire valoir leurs observations.

23. (1) Si, après l'audience, il estime qu'il y a gaspillage, au sens des alinéas 18(2)f) ou g), dans la récupération du pétrole ou du gaz d'un gisement, le Comité peut, par arrêté :

a) soit ordonner l'application d'un plan de collecte, de transformation ou de réinjection des gaz produits par le gisement;

b) soit ordonner la recompression, le recyclage ou le maintien de la pression pour tout ou partie du gisement et, à cette fin ou à des fins connexes, y faire introduire ou injecter du gaz, de l'eau ou une autre substance.

Il peut, en outre, ordonner l'arrêt total ou partiel de l'exploitation du gisement en cas de non-respect de l'arrêté ou s'il n'y a pas de plan approuvé par lui en cours d'application à la date fixée par l'arrêté.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), le Comité peut permettre la poursuite de l'exploitation totale ou partielle d'un gisement après le délai fixé, s'il estime qu'un tel plan est en cours de préparation, et que la poursuite de l'exploitation est assujettie aux conditions qu'il impose.

guarantee or indemnity bond or in any other form satisfactory to the National Energy Board, in an amount satisfactory to the Board.

(2) Subsections 27(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) The National Energy Board may require that moneys in an amount not exceeding the amount prescribed for any case or class of cases, or determined by the National Energy Board in the absence of regulations, be paid out of the funds available under the letter of credit, guarantee or indemnity bond or other form of financial responsibility provided under subsection (1), in respect of any claim for which proceedings may be instituted under section 26, whether or not those proceedings have been instituted.

(3) Where payment is required under subsection (2), it shall be made in such manner, subject to such conditions and procedures and to or for the benefit of such persons or classes of persons as may be prescribed for any case or class of cases, or as may be required by the National Energy Board in the absence of regulations.

11. Section 53 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

53. The safety officers and conservation officers necessary for the administration and enforcement of this Act and the regulations shall be designated by the National Energy Board from among its officers and employees.

12. (1) Subsection 58(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) The safety officer or Chief Safety Officer who makes an order under subsection (1) shall affix at or near the scene of the operation a notice of the order in a form approved by the National Energy Board.

(2) Subsections 58(5) to (9) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

tamment lettre de crédit, garantie ou cautionnement.

(2) Les paragraphes 27(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) L'Office national de l'énergie peut exiger que des sommes n'excédant pas un plafond fixé par règlement pour tout cas particulier ou catégorie de cas ou, en l'absence de règlement, par lui-même, soient payées sur les fonds rendus disponibles en vertu de la lettre de crédit, de la garantie, du cautionnement ou de toute autre forme d'engagement financier prévus au paragraphe (1) à l'égard des créances dont le recouvrement peut être poursuivi sur le fondement de l'article 26, qu'il y ait eu ou non poursuite.

(3) Le paiement est effectué selon les modalités et formalités, aux conditions et au profit des personnes ou catégories de personnes fixées par règlement pour tout cas particulier ou catégorie de cas, ou, en l'absence de règlement, par l'Office national de l'énergie.

11. L'article 53 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

53. Les agents de la sécurité et les agents du contrôle de l'exploitation nécessaires à l'application de la présente loi et de ses règlements sont désignés par l'Office national de l'énergie parmi ses dirigeants et ses employés.

12. (1) Le paragraphe 58(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) L'agent ou le délégué est tenu de placer sur les lieux ou à proximité un avis de son ordre, établi sur formulaire approuvé par l'Office national de l'énergie.

(2) Les paragraphes 58(5) à (9) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Payment of claims

Manner of payment

1992, c. 35, s. 29

Officers

1992, c. 35, s. 29

Notice

1992, c. 35, s. 29

5

Paiement sur les fonds déposés

10

15

Modalités du paiement

20

25

1992, ch. 35, art. 29

Agents

1992, ch. 35, art. 29

Avis

1992, ch. 35, art. 29

40

Clause 9: Subsections 25(8) and (9) at present read as follows:

(8) Section 21 applies, with such modifications as the circumstances require, to any action or measure taken or authorized or directed to be taken under subsections (4) to (6) as if it were taken or authorized or directed to be taken by order under subsection 19(1) and as if that order were not subject to an investigation.

(9) No person required, directed or authorized to act under this section is personally liable either civilly or criminally in respect of any act or omission in the course of complying with this section unless it is shown that he did not act reasonably in the circumstances.

Clause 10: (1) Subsection 27(1) at present reads as follows:

27. (1) An applicant for an authorization under paragraph 5(1)(b) in respect of any work or activity in any area to which this Act applies shall provide proof of financial responsibility in the form of a letter of credit, a guarantee or indemnity bond or in any other form satisfactory to the Minister, in an amount satisfactory to the Minister.

(2) Subsections 27(2) and (3) at present read as follows:

(2) The Minister may require that moneys in an amount not exceeding the amount prescribed by the regulations for any case or class of cases or determined by the Minister in the absence of regulations be paid out of the funds available under the letter of credit, guarantee or indemnity bond or other form of financial responsibility provided pursuant to subsection (1), in respect of any claim for which proceedings may be instituted under section 26, whether or not those proceedings have been instituted.

(3) Where payment is required under subsection (2), it shall be made in such manner, subject to such conditions and procedures and to or for the benefit of such persons or classes of persons as may be prescribed by the regulations for any case or class of cases, or as may be required by the Minister in the absence of regulations.

Clause 11: Section 53 at present reads as follows:

53. The safety officers and conservation officers necessary for the administration and enforcement of this Act and the regulations shall be appointed under the *Public Service Employment Act*.

Clause 12: (1) Subsection 58(2) at present reads as follows:

(2) The safety officer or Chief Safety Officer who makes an order under subsection (1) shall affix at or near the scene of the operation a notice of the order in the prescribed form.

(2) Subsections 58(5) to (9) at present read as follows:

(5) The person carrying out the operation to which an order under subsection (1) makes reference or any person having a pecuniary interest in that operation may by notice in writing request the Chief Safety Officer to refer it to a provincial court judge for review, and thereupon the

Article 9. — Texte des paragraphes 25(8) et (9) :

(8) L'article 21 s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, à toute mesure prise, ordonnée ou autorisée en application des paragraphes (4) à (6) comme si elle l'avait été au titre d'un arrêté visé au paragraphe 19(1) et comme si l'arrêté ne pouvait faire l'objet d'une enquête.

(9) Les personnes qui prennent les mesures visées au présent article n'encourent, sauf décision injustifiable prouvée, aucune responsabilité personnelle pour les actes ou omissions découlant de l'application de cet article.

Article 10, (1). — Texte du paragraphe 27(1) :

27. (1) Quiconque demande une autorisation visée à l'alinéa 5(1)b) est tenu au dépôt à titre de preuve de solvabilité du montant que le ministre estime suffisant, sous toute forme jugée acceptable, notamment lettre de crédit, garantie ou cautionnement.

(2). — Texte des paragraphes 27(2) et (3) :

(2) Le ministre peut exiger que des sommes n'excédant pas un plafond fixé par règlement pour tout cas particulier ou catégorie de cas ou, en l'absence de règlement, par lui-même, soient payées sur les fonds rendus disponibles en vertu de la lettre de crédit, de la garantie, du cautionnement ou de toute autre forme d'engagement financier prévus au paragraphe (1) à l'égard des créances dont le recouvrement peut être poursuivi sur le fondement de l'article 26, qu'il y ait eu ou non poursuite.

(3) Le paiement est effectué selon les modalités et formalités, aux conditions et au profit des personnes ou catégories de personnes fixées par règlement pour tout cas particulier ou catégorie de cas, ou, en l'absence de règlements, par le ministre.

Article 11. — Texte de l'article 53 :

53. Les agents de la sécurité et les agents du contrôle de l'exploitation nécessaires à l'application de la présente loi et de ses règlements sont nommés conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Article 12, (1). — Texte du paragraphe 58(2) :

(2) L'agent ou le délégué est tenu de placer sur les lieux ou à proximité un avis de son ordre, établi sur formulaire.

(2). — Texte des paragraphes 58(5) à (9) :

(5) Sur demande écrite de la personne touchée ou qui a un intérêt pécuniaire dans l'activité, le délégué communique, pour révision, l'ordre au juge de la cour provinciale du ressort le plus près de la zone où s'exerce l'activité.

Referral for
review by
National
Energy Board

(5) A person carrying out an operation to which an order under subsection (1) makes reference, or any person having a pecuniary interest in that operation, may, by notice in writing, request the Chief Safety Officer to refer the order to the National Energy Board to review the need for the order under section 28.6 of the *National Energy Board Act* and, on receiving the notice, the Chief Safety Officer shall refer the order accordingly.

Operations in
respect of
which order
made

(6) No person shall continue an operation in respect of which an order has been made pursuant to this section, except in accordance with the terms of the order or until the order has been set aside by the National Energy Board pursuant to section 28.6 of the *National Energy Board Act*.

1992, c. 35, s.
30

13. Paragraph 60(1)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(d) fails to comply with a direction, requirement or order of a safety officer, the Chief Safety Officer, a conservation officer, the Chief Conservation Officer or an installation manager or with an order of the Committee or the National Energy Board made under this Act.

14. Section 63 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

63. No person commits an offence under subsection 18(1) by reason of committing waste as defined in paragraph 18(2)(f) or (g) unless the person has been ordered by the National Energy Board under section 28.5 of the *National Energy Board Act* to take measures to prevent the waste and has failed to comply.

15. The said Act is further amended by substituting the words "National Energy Board" for the word "Minister", wherever the latter word occurs in the following provisions:

(a) section 5;

(b) sections 5.02 and 5.03;

(c) subsections 5.1(1) and (2);

(5) Sur demande écrite de la personne touchée ou qui a un intérêt pécuniaire dans l'activité, le délégué communique à l'Office national de l'énergie l'ordre visé au paragraphe (1) pour révision, au titre de l'article 28.6 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, de l'à-propos de cet ordre.

Révision par
l'Office

Interdiction

(6) Il est interdit de poursuivre une activité visée par un ordre, sauf conformément à celui-ci ou tant que cet ordre n'a pas été infirmé par l'Office national de l'énergie en vertu de l'article 28.6 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*.

13. L'alinéa 60(1)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) contrevient soit aux ordres ou arrêtés de l'agent de la sécurité, du délégué à la sécurité, de l'agent du contrôle de l'exploitation, du délégué à l'exploitation, ou du chargé de projet, soit aux arrêtés du Comité ou aux ordonnances de l'Office national de l'énergie pris en vertu de la présente loi.

14. L'article 63 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

63. La personne qui fait du gaspillage au sens des alinéas 18(2)f) ou g) n'est réputée commettre une infraction visée au paragraphe 18(1) que si l'Office national de l'énergie lui a ordonné, conformément à l'article 28.5 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, de prendre des mesures en vue de prévenir le gaspillage et qu'elle ne l'ait pas fait.

15. Dans les passages suivants de la même loi, « ministre » est remplacé par « Office national de l'énergie », avec les adaptations nécessaires :

a) l'article 5;

b) les articles 5.02 et 5.03;

c) les paragraphes 5.1(1) et (2);

d) les articles 5.11 et 5.12;

Presumption
against waste

Absence de
présomption de
gaspillage

Chief Safety Officer shall refer the order to a provincial court judge having jurisdiction in the area closest to that in which the operation is being carried on.

(6) A provincial court judge to whom an order is referred pursuant to this section shall inquire into the need for the order and for that purpose has all the powers of a commissioner under Part I of the *Inquiries Act*.

(7) Where an order has been referred to a provincial court judge pursuant to this section, the burden of establishing that the order is not needed is on the person who requested that the order be so referred.

(8) A provincial court judge to whom an order is referred pursuant to this section may confirm or set aside the order and the decision of the provincial court judge is final and conclusive.

(9) No person shall continue an operation in respect of which an order has been made pursuant to this section, except in accordance with the terms of the order or until the order has been set aside by a provincial court judge pursuant to this section.

Clause 13: The relevant portion of subsection 60(1) at present reads as follows:

60. (1) Every person is guilty of an offence who

...

(d) fails to comply with a direction, requirement or order of a safety officer, the Chief Safety Officer, a conservation officer, the Chief Conservation Officer or an installation manager or with an order of the Committee.

Clause 14: Section 63 at present reads as follows:

63. No person commits an offence under subsection 18(1) by reason of committing waste as defined in paragraph 18(2)(f) or (g) unless he has been ordered by the Committee to take measures to prevent the waste and has failed to comply.

Clause 15: This amendment would transfer powers from the Minister of Energy, Mines and Resources and the Minister of Indian Affairs and Northern Development to the National Energy Board. These powers involve the issuance of operating licenses, work or activity authorizations, development plan approvals, declarations and certificates. They also include various powers conferred by the regulations.

(6) Le juge enquête sur l'à-propos de l'ordre. À cette fin, il a tous les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

(7) Il incombe à la personne qui a demandé un renvoi d'établir l'inutilité de l'ordre.

(8) Le juge peut confirmer ou infirmer l'ordre, et sa décision est définitive.

(9) Il est interdit de poursuivre une activité visée par un ordre, sauf conformément à celui-ci ou tant que cet ordre n'a pas été infirmé par un juge.

Article 13. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 60(1) :

60. (1) Commet une infraction quiconque :

...

d) contrevient soit aux ordres ou arrêtés de l'agent de la sécurité, du délégué à la sécurité, de l'agent du contrôle de l'exploitation, du délégué à l'exploitation, ou du chargé de projet, soit aux arrêtés du Comité.

Article 14. — Texte de l'article 63 :

63. La personne qui fait du gaspillage au sens des alinéas 18(2)f) ou g) n'est réputée commettre une infraction visée au paragraphe 18(1) que si le Comité lui a ordonné, de prendre des mesures en vue de prévenir le gaspillage et qu'elle ne l'ait pas fait.

Article 15. — Transfert de certains pouvoirs du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien à l'Office national de l'énergie concernant la délivrance des permis de travaux, des autorisations d'activités, des approbations de plan de mise en valeur, des déclarations et des certificats. Font aussi l'objet du transfert divers pouvoirs réglementaires.

(d) sections 5.11 and 5.12;

e) l'article 18;

(e) section 18; and

f) l'article 55.

(f) section 55.

R.S., c. 36 (2nd Suppl.); R.S., c. 21 (4th Suppl.); 1990, cc. 8, 41; 1991, cc. 10, 24, 46; 1992, cc. 1, 35

CANADA PETROLEUM RESOURCES ACT

LOI FÉDÉRALE SUR LES HYDROCARBURES

L.R., ch. 36 (2^e suppl.); L.R., ch. 21 (4^e suppl.); 1990, ch. 8, 41; 1991, ch. 10, 24, 46; 1992, ch. 1, 35

16. (1) Subsections 28(1) and (2) of the *Canada Petroleum Resources Act* are repealed and the following substituted therefor:

16. (1) Les paragraphes 28(1) et (2) de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

5

Application for declaration of significant discovery

28. (1) Where a significant discovery has been made on any frontier lands that are subject to an interest or a share therein held in accordance with section 23, the National Energy Board shall, on the application of the interest holder of the interest or the share made in the form and manner and containing such information as may be prescribed, make a written declaration of significant discovery in relation to those frontier lands in respect of which there are reasonable grounds to believe that the significant discovery may extend.

28. (1) L'Office national de l'énergie, sur demande à lui faite par l'indivisaire intéressé et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, fait par écrit une déclaration de découverte importante portant sur les terres domaniales visées par un titre, ou une fraction visée à l'article 23, où la découverte a été faite, s'il existe des motifs sérieux de les croire objet de la découverte.

Déclaration de découverte importante

Declaration on initiative of National Energy Board

(2) Where a significant discovery has been made on any frontier lands, the National Energy Board may, by order, make a declaration of significant discovery in relation to those frontier lands in respect of which there are reasonable grounds to believe the significant discovery may extend.

(2) L'Office national de l'énergie peut, par ordonnance, faire une déclaration de découverte importante portant sur les terres domaniales où la découverte a été faite, s'il existe des motifs sérieux de les croire objet de la découverte.

20

Initiative de l'Office national de l'énergie

(2) Subsection 28(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 28(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

30

Amendment or revocation of declaration

(4) Subject to subsection (5), where a declaration of significant discovery is made pursuant to subsection (1) or (2) and, based on the results of further drilling, there are reasonable grounds to believe that a discovery is not a significant discovery or that the frontier lands to which the significant discovery extends differ from the significant discovery area, the National Energy Board may, as appropriate in the circumstances,

(4) Sous réserve du paragraphe (5), s'il y a des motifs sérieux de croire, d'après les résultats d'autres forages, qu'une découverte n'est pas importante ou que les terres domaniales en cause diffèrent du périmètre de découverte importante, l'Office national de l'énergie peut, compte tenu des circonstances, modifier la déclaration en vue d'agrandir ou de réduire le périmètre ou annuler la déclaration.

Modification ou annulation

25

35

30

40

Canada Petroleum Resources Act

Clause 16: (1) Subsections 28(1) and (2) at present read as follows:

28. (1) Subject to section 106, where a significant discovery has been made on any frontier lands that are subject to an interest or a share therein held in accordance with section 23, the Minister shall, on the application of the interest holder of the interest or the share made in the form and manner and containing such information as may be prescribed, make a written declaration of significant discovery in relation to those frontier lands in respect of which there are reasonable grounds to believe that the significant discovery may extend.

(2) Where a significant discovery has been made on any frontier lands, the Minister may, by order subject to section 106, make a declaration of significant discovery in relation to those frontier lands in respect of which there are reasonable grounds to believe the significant discovery may extend.

(2) Subsection 28(4) at present reads as follows:

(4) Subject to subsection (5), where a declaration of significant discovery is made pursuant to subsection (1) or (2) and, based on the results of further drilling, there are reasonable grounds to believe that a discovery is not a significant discovery or that the frontier lands to which the significant discovery extends differ from the significant discovery area, the Minister may, subject to section 106 and as appropriate in the circumstances,

(a) amend the declaration of significant discovery by increasing or decreasing the significant discovery area; or

(b) revoke the declaration.

Loi fédérale sur les hydrocarbures

Article 16, (1). — Texte des paragraphes 28(1) et (2) :

28. (1) Sous réserve de l'article 106, le ministre, sur demande à lui faite par l'indivisaire intéressé et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, fait par écrit une déclaration de découverte importante portant sur les terres domaniales visées par un titre, ou une fraction visée à l'article 23, où la découverte a été faite, s'il existe des motifs sérieux de les croire objet de la découverte.

(2) Le ministre peut, par arrêté assujéti à l'article 106, faire une déclaration de découverte importante portant sur les terres domaniales où la découverte a été faite, s'il existe des motifs sérieux de les croire objet de la découverte.

(2). — Texte du paragraphe 28(4) :

(4) Sous réserve du paragraphe (5), s'il y a des motifs sérieux de croire, d'après les résultats d'autres forages, qu'une découverte n'est pas importante ou que les terres domaniales en cause diffèrent du périmètre de découverte importante, le ministre peut, sous réserve de l'article 106 et compte tenu des circonstances, modifier la déclaration en vue d'agrandir ou réduire le périmètre ou annuler la déclaration.

(a) amend the declaration of significant discovery by increasing or decreasing the significant discovery area; or

(b) revoke the declaration.

(3) Section 28 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

Procedures

(7) The procedures described in section 28.2 of the *National Energy Board Act* apply to the making, amendment and revocation of a declaration under this section.

Delegation

(8) The National Energy Board may delegate any of its powers under this section to a member, officer or employee of the Board, who shall exercise the powers in accordance with the terms of the delegation.

17. (1) Subsections 35(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Application for
declaration of
commercial
discovery

35. (1) Where a commercial discovery has been made on any frontier lands that are subject to an interest or a share therein held in accordance with section 23, the *National Energy Board* shall, on the application of the interest holder of the interest or the share, made in the form and manner and containing such information as may be prescribed, make a written declaration of commercial discovery in relation to those frontier lands in respect of which there are reasonable grounds to believe that the commercial discovery may extend.

Declaration on
initiative of
National
Energy Board

(2) Where a commercial discovery has been made on any frontier lands, the *National Energy Board* may, by order, make a declaration of commercial discovery in relation to those frontier lands in respect of which there are reasonable grounds to believe that the commercial discovery may extend.

(2) Section 35 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

Procedures

(4) The procedures described in section 28.2 of the *National Energy Board Act* apply to the making, amendment or revocation of a declaration under this section.

(3) L'article 28 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Procédure

(7) La déclaration, sa modification et son annulation se font en conformité avec la procédure prévue à l'article 28.2 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*.

Délégation

(8) L'Office national de l'énergie peut déléguer les pouvoirs que lui confère le présent article à un de ses membres, dirigeants ou employés. Le mandat est à exercer conformément à la délégation.

17. (1) Les paragraphes 35(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Déclaration de
découverte
exploitable

35. (1) L'Office national de l'énergie, sur demande à lui faite par l'indivisaire intéressé et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, fait par écrit une déclaration de découverte exploitable portant sur les terres domaniales visées par un titre, ou une fraction visée à l'article 23, où la découverte a été faite, s'il existe des motifs sérieux de les croire objet de la découverte.

Initiative de
l'Office

(2) L'Office national de l'énergie peut, par ordonnance, faire une déclaration écrite de découverte exploitable portant sur les terres domaniales où la découverte a été faite, s'il existe des motifs sérieux de les croire objet de la découverte.

(2) L'article 35 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Procédure

(4) La déclaration, sa modification et son annulation se font en conformité avec la procédure prévue à l'article 28.2 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*.

35

(3) New.

(3). — Nouveau.

Clause 17: (1) Subsections 35(1) and (2) at present read as follows:

35. (1) Subject to section 106, where a commercial discovery has been made on any frontier lands that are subject to an interest or a share therein held in accordance with section 23, the Minister shall, on the application of the interest holder of the interest or the share, made in the form and manner and containing such information as may be prescribed, make a written declaration of commercial discovery in relation to those frontier lands in respect of which there are reasonable grounds to believe that the commercial discovery may extend.

(2) Subject to section 106, where a commercial discovery has been made on any frontier lands, the Minister may, by order, make a declaration of commercial discovery in relation to those frontier lands in respect of which there are reasonable grounds to believe that the commercial discovery may extend.

(2) New.

Article 17, (1). — Texte des paragraphes 35(1) et (2) :

35. (1) Sous réserve de l'article 106, le ministre, sur demande à lui faite par l'indivisaire intéressé et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, fait par écrit une déclaration de découverte exploitable portant sur les terres domaniales visées par un titre, ou une fraction visée à l'article 23, où la découverte a été faite, s'il existe des motifs sérieux de les croire objet de la découverte.

(2) Le ministre peut, par arrêté assujetti à l'article 106, faire une déclaration écrite de découverte exploitable portant sur les terres domaniales où la découverte a été faite, s'il existe des motifs sérieux de les croire objet de la découverte.

(2). — Nouveau.

Delegation	(5) The National Energy Board may delegate any of its powers under this section to a member, officer or employee of the Board, who shall exercise the powers in accordance with the terms of the delegation.	(5) L'Office national de l'énergie peut déléguer les pouvoirs que lui confère le présent article à un de ses membres, dirigeants ou employés. Le mandat est à exercer conformément à la délégation.	Délégation
1992, c. 35, s. 38(2)	18. Subsections 101(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:	18. Les paragraphes 101(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	1992, ch. 35, par. 38(2)
Privileged information or documentation	(2) Subject to this section, information or documentation is privileged <u>if it is</u> provided for the purposes of this Act or the <i>Canada Oil and Gas Operations Act</i> or any regulation made under either Act, or for the purposes of Part II.1 of the <i>National Energy Board Act</i> , whether or not the information or documentation is required to be provided.	(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les renseignements fournis pour l'application de la présente loi, de la <i>Loi sur les opérations pétrolières au Canada</i> , de leurs règlements ou de la partie II.1 de la <i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i> sont protégés, que leur fourniture soit obligatoire ou non.	Renseignements protégés
Disclosure	(2.1) Subject to this section, information or documentation that is privileged under subsection (2) shall not knowingly be disclosed without the consent in writing of the person who provided it, except for the purposes of the administration or enforcement of this Act, the <i>Canada Oil and Gas Operations Act</i> or Part II.1 of the <i>National Energy Board Act</i> or for the purposes of legal proceedings relating to its administration or enforcement.	(2.1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les renseignements protégés au titre du paragraphe (2) ne peuvent, sciemment, être communiqués sans le consentement écrit de la personne qui les a fournis, si ce n'est pour l'application de la présente loi, de la <i>Loi sur les opérations pétrolières au Canada</i> ou de la partie II.1 de la <i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i> ou dans le cadre de procédures judiciaires à cet égard.	Communication
Production and evidence	(3) No person shall be required to produce or give evidence relating to any information or documentation that is privileged under subsection (2) in connection with any legal proceedings, other than proceedings relating to the administration or enforcement of this Act, the <i>Oil and Gas Production and Conservation Act</i> or Part II.1 of the <i>National Energy Board Act</i> .	(3) Nul ne peut être tenu de communiquer les renseignements protégés au titre du paragraphe (2) au cours de procédures judiciaires qui ne visent pas l'application de la présente loi, de la <i>Loi sur les opérations pétrolières au Canada</i> ou de la partie II.1 de la <i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i> .	Idem
R.S., c. N-7; R.S., cc. 1, 20 (2nd Suppl.), c. 28 (3rd Suppl.); 1988, c. 65; 1990, c. 7; 1991, cc. 24, 27	NATIONAL ENERGY BOARD ACT	LOI SUR L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE	L.R., ch. N-7; L.R., ch. 1; ch. 1, 20, (2 ^e suppl.); ch. 28 (3 ^e suppl.); 1988, ch. 65, 1990, ch. 7, 1991, ch. 24, 27

19. Section 9 of the *National Energy Board Act* is amended by adding thereto the following subsections:

19. L'article 9 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* est modifié par adjonction de ce qui suit :

Clause 18: Subsections 101(2) and (3) at present read as follows:

(2) Subject to this section, information or documentation provided for the purposes of this Act or the *Canada Oil and Gas Operations Act* or any regulation made under either Act, whether or not such information or documentation is required to be provided under either Act or any regulation made under either Act, is privileged and shall not knowingly be disclosed without the consent in writing of the person who provided it except for the purposes of the administration or enforcement of either Act or for the purposes of legal proceedings relating to such administration or enforcement.

(3) No person shall be required to produce or give evidence relating to any information or documentation that is privileged under subsection (2) in connection with any legal proceedings, other than proceedings relating to the administration or enforcement of this Act or the *Oil and Gas Production and Conservation Act*.

National Energy Board Act

Clause 19: New.

Article 18. — Texte des paragraphes 101(2) et (3) :

(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les renseignements fournis pour l'application de la présente loi, de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* ou de leurs règlements sont, que leur fourniture soit obligatoire ou non, protégés et ne peuvent, sciemment, être communiqués sans le consentement écrit de la personne qui les a fournis, si ce n'est pour l'application de ces lois ou dans le cadre de procédures judiciaires intentées à cet égard.

(3) Nul ne peut être tenu de communiquer les renseignements protégés au titre du paragraphe (2) au cours de procédures judiciaires qui ne visent pas l'application de la présente loi ou de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*.

Loi sur l'Office national de l'énergie

Article 19. — Nouveau.

Safety officers

(4) Any officer or employee appointed as provided in subsection (1) may be designated as a regional safety officer or as a safety officer for the purposes of Part II of the *Canada Labour Code*.

(4) Un membre du personnel visé au paragraphe (1) peut être désigné agent de sécurité ou agent régional de sécurité pour l'application de la partie II du *Code canadien du travail*.

Agents de sécurité

5

Deemed appointment

(5) Where a position in the public service of Canada is transferred to the Board within ninety days after this subsection comes into force, the incumbent of the position continues in the position in the Board and any person so continuing is deemed to have been appointed in accordance with subsection (1).

(5) Les titulaires des postes de la fonction publique du Canada transférés à l'Office dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'entrée en vigueur du présent paragraphe sont maintenus dans le même poste à l'Office et sont réputés avoir été nommés à leur poste en vertu du paragraphe (1).

Nomination par défaut

Probation

(6) Notwithstanding subsection (5) and section 28 of the *Public Service Employment Act*, no person deemed by that subsection to have been appointed is subject to probation, unless that person was subject to probation immediately before the appointment, in which case that person continues to be subject to probation as if the position had not been transferred.

(6) Malgré le paragraphe (5) et l'article 28 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, la personne réputée avoir été ainsi nommée à l'Office n'est pas assujettie à une période de probation à moins qu'elle ne soit déjà en probation à la date de sa nomination, auquel cas elle y reste assujettie.

Probation

20. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 16 thereof, the following section:

20. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 16, de ce qui suit :

Confidentiality

16.1 In any proceedings under this Act, the Board may take any measures and make any order that it considers necessary to ensure the confidentiality of any information likely to be disclosed in the proceedings if the Board is satisfied that

16.1 Dans le cadre des procédures visées à la présente loi, l'Office peut prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance qu'il juge nécessaire pour assurer la confidentialité des renseignements qui seront probablement divulgués au cours de celles-ci lorsqu'il conclut :

Caractère confidentiel des renseignements

(a) disclosure of the information could reasonably be expected to result in a material loss or gain to a person directly affected by the proceedings, or could reasonably be expected to prejudice the person's competitive position; or

a) soit que la divulgation risquerait vraisemblablement de causer des pertes ou profits financiers appréciables aux intéressés, ou de nuire à leur compétitivité;

(b) the information is financial, commercial, scientific or technical information that is confidential information supplied to the Board and

b) soit qu'il s'agit de renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques de nature confidentielle obtenus par lui, traités comme tels de façon constante par les intéressés et dont la non-divulgation revêt pour ces derniers un intérêt supérieur à celui revêtu pour le public par la publicité des procédures.

(i) the information has been consistently treated as confidential information by a person directly affected by the proceedings, and

(ii) the person's interest in confidentiality outweighs the public interest in disclosure of the proceedings.

40

Clause 20: New.

Article 20. — Nouveau.

21. Section 21 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

Exception

(3) This section does not apply to any decision, operating licence, authorization or approval to which section 28.2 or 28.3 applies.

22. Section 26 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

Other advisory functions

(4) The Board, its officers and employees may, on request, provide advice about energy matters and sources of energy to

(a) ministers, officers and employees of any government department or ministry, whether federal, provincial or territorial; and

(b) the members, officers and employees of any government agency, whether federal, provincial or territorial.

23. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 28 thereof, the following Part:

PART II.1

**OIL AND GAS INTERESTS,
PRODUCTION AND CONSERVATION**

Interpretation

28.1 For the purposes of this Part, "oil" and "gas" have the same meaning as in the *Canada Oil and Gas Operations Act*.

Declarations of Significant Discovery and Commercial Discovery

28.2 (1) This section applies to any decision of the Board to make, amend or revoke a declaration of significant discovery under section 28 of the *Canada Petroleum Resources Act* or a declaration of commercial discovery under section 35 of that Act.

(2) At least thirty days before making a decision to which this section applies, the Board shall give written notice of its intention to make the decision to any person the

21. L'article 21 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Exception

(3) Le présent article ne s'applique pas aux décisions, permis de travaux, autorisations ou approbations visés aux articles 28.2 ou 28.3.

22. L'article 26 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(4) L'Office, ses dirigeants ou ses employés peuvent, sur demande, conseiller, en matière d'énergie et de sources d'énergie, les ministres et leurs fonctionnaires, quel que soit le ministère — fédéral, provincial ou territorial — ainsi que les membres, dirigeants et employés des organismes des gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux.

Autres fonctions de l'Office

23. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 28, de ce qui suit :

PARTIE II.1

**DROITS, PRODUCTION ET USAGE
RATIONNEL DU PÉTROLE ET DU
GAZ**

Définitions

28.1 Pour l'application de la présente partie, « gaz » et « pétrole » s'entendent au sens de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*.

Définition de « gaz » et « pétrole »

Déclarations de découverte importante et de découverte exploitable

28.2 (1) Le présent article s'applique aux décisions de l'Office visant à faire, modifier ou annuler une déclaration de découverte importante en vertu de l'article 28 de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* ou une déclaration de découverte exploitable en vertu de l'article 35 de cette loi.

Déclaration

(2) L'Office avise par écrit, au moins trente jours au préalable, les personnes qui, selon lui, seront touchées directement par les décisions visées au présent article.

Avis

Definitions of "oil" and "gas"

Application

Notice

Clause 21: New.

Article 21. — Nouveau.

Clause 22: New.

Article 22. — Nouveau.

Clause 23: New.

Article 23. — Nouveau.

Board considers to be directly affected by the decision.

Request for
hearing

(3) A person to whom notice is given may, in writing, request a hearing in respect of the decision, but the request must be received by the Board within thirty days after the notice is given.

Decision if no
request received

(4) If no request is received in accordance with subsection (3), the Board may make the decision.

Hearing if
request received

(5) If a request is received in accordance with subsection (3), the Board shall fix a suitable time and place for the hearing and notify each person who requested the hearing.

Representations

(6) Each person who requests a hearing may make representations and introduce witnesses and documents at the hearing.

Decision

(7) At or after the conclusion of the hearing, the Board shall make the decision, give notice of it to each person who requested the hearing and, if the person requests reasons, publish or make available the reasons for the decision.

Operating Licences, Authorizations and Development Plans

Variation of
licences, etc.

28.3 The Board may vary the terms of any operating licence or authorization issued under section 5 of the *Canada Oil and Gas Operations Act*.

Chief Conservation Officer

Application to
appeals

28.4 (1) This section applies to appeals brought under section 21 or subsection 25(8) of the *Canada Oil and Gas Operations Act* by a person aggrieved by an order of the Chief Conservation Officer or by any action or measure taken or authorized or directed to be taken by that Officer.

(2) After hearing an appeal to which this section applies, the Board may

(a) set aside, confirm or vary the order, action or measure that is the subject of the appeal;

Powers on
appeal

(3) La personne ainsi avisée peut demander par écrit la tenue d'une audience avant le 5 prononcé de la décision. La demande doit parvenir à l'Office dans les trente jours suivant la réception de l'avis.

Demande
d'audience

(4) À défaut de demande d'audience dans le délai imparti, l'Office peut décider de la 10 question.

Décision de
l'Office

(5) En cas de demande d'audience, l'Office fixe la date, l'heure et l'endroit de celle-ci et avise toutes les personnes qui en ont fait la demande.

Tenue de
l'audience

(6) Les personnes qui ont demandé la tenue de l'audience peuvent y présenter des observations, y faire entendre des témoins et y 15 produire des documents.

Observations

(7) L'Office rend sa décision dès la fin de 20 l'audience ou après délibération. Il avise de la décision les personnes qui ont demandé la tenue de l'audience et, à la demande d'une de 20 celles-ci, en rend les motifs publics ou accessibles.

Décision

Permis de travaux, autorisations et plans de mise en valeur

28.3 L'Office peut modifier les permis de travaux ou les autorisations accordés aux termes de l'article 5 de la *Loi sur les opéra- 25 tions pétrolières au Canada*.

Modification :
permis ou
autorisations

Délégué à l'exploitation

28.4 (1) Le présent article s'applique aux appels interjetés en vertu de l'article 21 et du 30 paragraphe 25(8) de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* par les personnes qui s'estiment lésées par un arrêté du délégué à l'exploitation ou par toute mesure 35 prise, ordonnée ou autorisée par lui.

Procédure
d'appel

(2) Après audition de l'appel visé au présent article, l'Office peut soit infirmer, con- 35 firmer ou modifier l'arrêté ou la mesure du délégué à l'exploitation, soit ordonner d'entreprendre les travaux qu'il juge nécessaires pour empêcher le gaspillage ou le dégagement de pétrole ou de gaz ou pour prévenir 40

Pouvoir de
décision

(b) order any works to be undertaken that the Board considers necessary to prevent waste, the escape of oil or gas or any other contravention of the *Canada Oil and Gas Operations Act* or the regulations made under that Act; or

(c) make any other order that the Board considers appropriate.

28.5 (1) This section applies to applications by the Chief Conservation Officer to the Board under section 22 of the *Canada Oil and Gas Operations Act* for a show cause hearing relating to waste, as defined in paragraph 18(2)(f) or (g) of that Act, in the recovery of oil or gas from a pool.

(2) On receiving an application, the Board shall make an order requiring the operators within the pool to show cause at a hearing to be held on a day specified in the order why the Board should not make a direction in respect of the waste.

(3) On the day specified in the order, the Board shall hold a hearing at which the Chief Conservation Officer, the operators and other interested persons shall be given an opportunity to be heard.

(4) If, after the hearing, the Board is of the opinion that waste is occurring in the recovery of oil or gas from a pool, the Board may, by order,

(a) direct the introduction of a scheme for the collection, processing, disposition or reinjection of any gas produced from the pool; or

(b) direct repressurizing, recycling or pressure maintenance for the pool or any part of the pool and for, or incidental to that purpose, direct the introduction or injection of gas, water or any other substance into the pool or any part of the pool.

(5) In addition to making a direction under subsection (4), the Board may, by order, direct that the pool or any part of the pool specified in the order be shut in if the requirements of the order are not met or unless a scheme is approved by the Board and in operation by a date fixed by the order.

toute contravention à la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* ou à ses règlements, soit rendre toute ordonnance qu'il juge indiquée.

28.5 (1) Le présent article s'applique aux demandes présentées à l'Office par le délégué à l'exploitation en vertu de l'article 22 de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* en vue de la tenue d'une audience sur un cas de gaspillage, au sens des alinéas 18(2)f) ou g) de cette loi, dans la récupération du pétrole ou du gaz d'un gisement.

(2) Sur réception de la demande, l'Office doit, par ordonnance, enjoindre aux exploitants du gisement de lui exposer, lors d'une audience tenue à la date spécifiée, les raisons pour lesquelles il ne devrait pas se prononcer sur le gaspillage.

(3) L'Office tient l'audience à la date spécifiée et donne au délégué à l'exploitation, aux exploitants et aux autres intéressés la possibilité de présenter leurs observations.

(4) Si, à l'issue de l'audience, il estime qu'il y a gaspillage dans la récupération du pétrole ou du gaz du gisement, l'Office peut, par ordonnance, exiger :

a) soit l'application d'un plan de collecte, de transformation ou de réinjection des gaz produits par le gisement;

b) soit la recompression, le recyclage ou le maintien de la pression pour tout ou partie du gisement et, à cette fin ou à des fins connexes, y faire introduire ou injecter du gaz, de l'eau ou une autre substance.

(5) L'Office peut en outre, par ordonnance, exiger l'arrêt total ou partiel de l'exploitation du gisement en cas de non-respect de l'ordonnance visée au paragraphe (4) ou s'il n'y a pas de plan approuvé par lui en cours d'application à la date spécifiée dans l'ordonnance.

Applications for show cause hearing relating to waste

Order

Hearing

Direction

Additional direction

5 Demande d'audience en cas de gaspillage

Ordonnance de l'Office

Audience

Ordonnance

Ordonnance supplémentaire

Continuation
pending
approval of
scheme

(6) Notwithstanding subsections (4) and (5), the Board may, by order, permit the continued operation of a pool or any part of a pool after the date fixed by a direction under this section if, in the opinion of the Board, a scheme or other action described in paragraph (4)(a) or (b) is in the course of preparation, but the continued operation is subject to any conditions imposed by the Board.

Chief Safety Officer

Application

28.6 (1) This section applies to an order referred by the Chief Safety Officer to the Board under subsection 58(5) of the *Canada Oil and Gas Operations Act*.

Review and
decision

(2) The Board shall review the need for the order and may confirm it or set it aside.

Burden of proof

(3) The burden of establishing that the order is not needed is on the person who requested that the order be referred to the Board.

Orders

Offence

28.7 (1) Every person who fails to comply with an order of the Board under section 28.4 or 28.5 is guilty of an offence and is liable

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; or

(b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both.

Applicable
provisions

(2) Sections 65 to 71 of the *Canada Oil and Gas Operations Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an offence under subsection (1).

Orders not
statutory
instruments

28.8 For greater certainty, an order of the Board made under this Part is not a statutory instrument as defined in the *Statutory Instruments Act*.

24. Section 48 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsections:

Exploitation
provisoire

(6) Par dérogation aux paragraphes (4) et (5), l'Office peut, par ordonnance, permettre la poursuite de l'exploitation totale ou partielle d'un gisement après la date spécifiée, s'il estime que le plan ou les mesures visés aux alinéas (4)a) ou b) sont en cours de préparation; la poursuite de l'exploitation est alors assujettie aux conditions qu'il impose.

Délégué à la sécurité

28.6 (1) Le présent article s'applique aux ordres déferés à l'Office par le délégué à la sécurité en vertu du paragraphe 58(5) de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*.

(2) L'Office étudie l'à-propos de l'ordre et peut le confirmer ou l'infirmer.

(3) Il incombe à la personne qui a demandé le renvoi de l'ordre d'établir son inutilité.

Ordonnances

28.7 (1) Quiconque ne se conforme pas à l'ordonnance rendue par l'Office en vertu des articles 28.4 ou 28.5 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines.

(2) Les articles 65 à 71 de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'infraction prévue au paragraphe (1).

28.8 Il demeure entendu que les ordonnances de l'Office prévues à la présente partie ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

24. L'article 48 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Clause 24: New.

Article 24. — Nouveau.

Exempting
orders respect-
ing companies

(2.1) The Board may make orders exempting companies from any or all of the provisions of the regulations made under subsection (2).

Terms and
conditions

(2.2) In any order made under subsection (2.1), the Board may impose such terms and conditions as it considers proper.

25. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 48 thereof, the following heading and section:

Inspection Officers

Designation of
inspection
officers

49. (1) The Board may designate any person as an inspection officer for the purpose of ensuring

(a) the safety of the public and a company's employees;

(b) the protection of property and the environment;

(c) compliance with this Part, any regulations made under section 48 and any orders and certificates issued by the Board under this Part; and

(d) compliance with section 112 and any orders and regulations made under that section.

(2) For the purpose described in subsection (1), an inspection officer may at any reasonable time

(a) have access to and inspect

(i) any lands or pipeline, including a pipeline that is under construction or has been abandoned,

(ii) any excavation activity extending within thirty metres of the pipeline, and

(iii) any facility being constructed across, on, along or under the pipeline;

(b) direct a company or person conducting an excavation activity or constructing a facility described in paragraph (a) to perform any tests that the inspection officer considers necessary for an inspection; and

(c) examine and make copies of any information contained in any books, records or documents, or in any computer systems,

(2.1) L'Office peut, par ordonnance, soustraire totalement ou partiellement des compagnies à l'application des règlements pris en vertu du paragraphe (2).

Ordonnances
d'exemption

(2.2) L'Office peut assujettir l'ordonnance visée au paragraphe (2.1) aux conditions qu'il estime indiquées.

5 Conditions

25. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 48, de ce qui suit :

Inspecteurs

49. (1) L'Office peut nommer des inspecteurs pour veiller à la sécurité du public et des employés des compagnies, à la protection des biens et de l'environnement, au contrôle d'application de la présente partie, des règlements pris en vertu de l'article 48, de l'article 112 et des ordonnances et règlements pris en vertu de cet article, ainsi que des ordonnances prises et des certificats délivrés par l'Office en vertu de la présente partie.

10 Nomination des
inspecteurs

(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'inspecteur, à toute heure convenable :

20 Pouvoirs

a) a accès aux lieux ou installations suivants et peut y procéder aux inspections nécessaires :

(i) les terrains ou pipelines, y compris 25 les pipelines en construction ou abandonnés,

(ii) les sites de travaux d'excavation dans les trente mètres des pipelines,

(iii) les installations en construction au-dessus, au-dessous ou le long des pipelines;

b) peut obliger une compagnie ou la personne responsable des travaux d'excavation ou de construction visés à l'alinéa a) à effectuer les essais qu'il juge nécessaires;

c) peut procéder à l'examen et faire des copies des documents, notamment les li-

Powers of
officers

Clause 25: New.

Article 25. — Nouveau.

that the inspector believes on reasonable grounds contain any information relating to the design, construction, operation, maintenance or abandonment of a pipeline.

Certificate of
authority

50. The Board shall provide every inspection officer with a certificate of authority and, when carrying out duties under this Part, the inspection officer shall show the certificate to any person who asks to see it.

Assistance to
officers

51. Any officer, employee or agent of a company and any person conducting an excavation activity or constructing a facility described in paragraph 49(2)(a) shall give an inspection officer all reasonable assistance to enable the officer to carry out duties under this Part.

Grounds for
making order

51.1 (1) An inspection officer who is expressly authorized by the Board to make orders under this section may make an order where the inspection officer has reasonable grounds to believe that a hazard to the safety of the public or employees of a company or a detriment to property or the environment is being or will be caused by

(a) the construction, operation, maintenance or abandonment of a pipeline, or any part of a pipeline; or

(b) an excavation activity or the construction of a facility described in paragraph 49(2)(a).

Terms of order

(2) The order may require

(a) work associated with the pipeline, excavation activity or facility to be suspended until

(i) the hazardous or detrimental situation has been remedied to the satisfaction of an inspection officer, or

(ii) the order is stayed or rescinded under section 51.2; and

(b) the company or any person involved in the pipeline, the excavation activity or the construction of the facility to take any measure specified in the order to ensure the safety of the public or employees of the

vres, dossiers ou données informatiques qu'il croit, pour des motifs raisonnables, contenir des renseignements sur la conception, la construction, l'exploitation, l'entretien ou la cessation d'exploitation d'un pipeline.

50. L'Office remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité, que celui-ci présente, sur demande, lors de l'accomplissement de ses fonctions.

Certificat

10

51. Les dirigeants, les employés et les mandataires de la compagnie et la personne responsable des travaux d'excavation ou de construction visés à l'alinéa 49(2)a sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance nécessaire pour l'accomplissement de ses fonctions.

Assistance

15

51.1 (1) L'inspecteur peut donner un ordre au titre du présent article, s'il y est expressément habilité par l'Office et s'il a des motifs raisonnables de croire que la construction, l'exploitation, l'entretien ou la cessation d'exploitation d'un pipeline ou d'une partie de celui-ci ou les travaux d'excavation ou de construction visés à l'alinéa 49(2)a risquent de porter atteinte à la sécurité du public ou des employés de la compagnie ou de causer des dommages aux biens ou à l'environnement.

Motifs raisonnables

20

construction visés à l'alinéa 49(2)a risquent de porter atteinte à la sécurité du public ou des employés de la compagnie ou de causer des dommages aux biens ou à l'environnement.

25

(2) L'ordre peut, selon le cas :

30 Tenue des
instructions

a) prévoir la suspension des activités afférentes au pipeline ou aux travaux d'excavation ou de construction jusqu'à ce que soit la situation qui présente des risques ait été corrigée, de l'avis de l'inspecteur, soit il a été suspendu ou infirmé en vertu de l'article 51.2;

b) exiger de la compagnie ou de toute personne responsable du pipeline ou des travaux d'excavation ou de construction qu'elle mette en oeuvre les mesures qui y sont précisées pour assurer la sécurité du public ou des employés de la compagnie ou

40

	company or to protect property or the environment.	la protection des biens ou de l'environnement.	
Notice and report	(3) An inspection officer who makes an order under this section shall, as soon as possible,	(3) L'inspecteur, dès que possible, avise par écrit les personnes touchées de la teneur et des motifs de l'ordre. Il fait rapport à l'Office des faits justifiant l'ordre et de la teneur de celui-ci.	Avis et rapport de l'inspecteur 5
	(a) give written notice of the order to the persons to whom it is directed, including the terms of the order and a statement of the reasons for the order; and		
	(b) report the circumstances and terms of the order to the Board.		
Request for review	51.2 (1) A person to whom an order under section 51.1 is directed may request in writing that the Board review the order.	51.2 (1) La personne visée par l'ordre prévu à l'article 51.1 peut en demander, par écrit, la révision à l'Office.	Demande de révision 10
Stay of order	(2) A request for review does not operate as a stay of the order, but the Board may grant a stay pending the review.	(2) La demande de révision n'emporte suspension l'ordre que si l'Office le prévoit.	Suspension 15
Review and decision	(3) The Board shall (a) review the circumstances and terms of an order that it is requested to review; (b) confirm, vary or rescind the order; and (c) give notice of its decision to the persons who requested the review.	(3) L'Office étudie l'ordre et les faits relatifs à celui-ci, le confirme, modifie ou infirme et donne avis de sa décision aux personnes qui ont demandé la révision.	Révision 15
Information confidential	51.3 No inspection officer shall disclose to any person any information regarding any secret process or trade secret obtained while performing duties under this Part, except for the purposes of this Part or as required by law.	51.3 Il est interdit aux inspecteurs de communiquer à qui que ce soit les renseignements qu'ils ont obtenus en application de la présente partie au sujet d'un secret de fabrication ou de commerce, sauf pour l'application de la présente partie ou en exécution d'une obligation légale.	Confidentialité des renseignements 20
Offence and punishment	51.4 (1) Every person who contravenes section 51 or fails to comply with an order under section 51.1 is guilty of an offence and liable (a) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both; or (b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.	51.4 (1) Quiconque contrevient à l'article 51 ou ne se conforme pas à l'ordre donné en vertu de l'article 51.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité : a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines; b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines.	Infractions et peines 25 30 35
Defence — no notice	(2) No person shall be found guilty of an offence for failing to comply with an order under section 51.1 unless the person was given	(2) Une personne ne peut être déclarée coupable d'une infraction pour inobservation de l'ordre visé à l'article 51.1 si elle n'en a	Défense : absence d'avis 35

en written notice of the order in accordance with paragraph 51.1(3)(a).

Application of
subsections
121(2) to (5)

(3) Subsections 121(2) to (5) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an offence under this section.

pas été avisée par écrit aux termes du paragraphe 51.1(3).

(3) Les paragraphes 121(2) à (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'infraction prévue au présent article.

Application des
paragraphes
121(2) à (5)

5

26. Section 112 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

Exemptions

(6) The Board may, by order made on any terms and conditions that the Board considers appropriate, exempt any person from the application of an order or regulation made under subsection (5).

Inspection
officers

(7) The provisions of sections 49 to 51.3 relating to inspection officers apply for the purpose of ensuring compliance with orders and regulations made under subsection (5).

26. L'article 112 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(6) L'Office peut, par ordonnance, aux conditions qu'il juge appropriées, soustraire toute personne à l'application des ordonnances et règlements prévus au paragraphe (5).

Exemptions

(7) Les dispositions des articles 49 à 51.3 relatives aux inspecteurs s'appliquent au contrôle d'application des ordonnances et règlements prévus au paragraphe (5).

Inspecteurs

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

R.S., c. A-1

Access to Information Act

27. (1) Schedule II to the Access to Information Act is amended by deleting the reference to

Canada Oil and Gas Act

Loi sur le pétrole et le gaz du Canada

and the corresponding reference to section 51.

(2) The reference in Schedule II to the said Act to

Canada Petroleum Resources Act

Loi fédérale sur les hydrocarbures

and the corresponding reference to section 101 are in force throughout Canada.

R.S., c. L-2

Canada Labour Code

R.S., c. 9 (1st
Suppl.), s. 4

28. Paragraph 157(3)(b) of the Canada Labour Code is repealed and the following substituted therefor:

(b) on or in connection with exploration or drilling for or the production, conservation, processing or transportation of oil or

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur l'accès à l'information

27. (1) L'annexe II de la Loi sur l'accès à l'information est modifiée par suppression de ce qui suit :

Loi sur le pétrole et le gaz du Canada

Canada Oil and Gas Act

ainsi que de la mention « article 51 » placée en regard de ce titre de loi.

(2) Le renvoi suivant à l'annexe II de la même loi :

Loi fédérale sur les hydrocarbures

Canada Petroleum Resources Act

ainsi que de la mention « article 101 » placée en regard de ce titre de loi sont en vigueur dans tout le Canada.

L.R., ch. A-1

20

25

30

Code canadien du travail

28. L'alinéa 157(3)(b) du Code canadien du travail est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) dans le cas d'employés travaillant dans les secteurs de l'exploration et du forage pour la recherche de pétrole et de gaz sur

L.R., ch. L-2

L.R., ch. 9 (1^{er}
suppl.), art. 4

Clause 26: New.

Article 26. — Nouveau.

Canada Labour Code

Clause 28: The relevant portion of subsection 157(3) at present reads as follows:

(3) Regulations of the Governor in Council under subsection (1) or (1.1) in respect of occupational safety and health of employees employed

...

Code canadien du travail

Article 28. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 157(3) :

(3) Les règlements du gouverneur en conseil prévus par les paragraphes (1) ou (1.1) en matière de sécurité et de santé au travail se prennent :

...

gas in Canada lands, as defined in the *Canada Oil and Gas Operations Act*, shall be made on the recommendation of the Minister, the Minister of Energy, Mines and Resources and the Minister of Indian Affairs and Northern Development and with the concurrence of the National Energy Board.

les terres domaniales — au sens de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* — ou de la production, de la conservation, du traitement ou du transport de ce pétrole ou gaz, sur la recommandation du ministre, du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et avec l'accord de l'Office national de l'énergie.

REPEAL

Repeal of R.S.,
c. O-6

29. The *Canada Oil and Gas Act* is repealed.

ABROGATION

29. La *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada* est abrogée.

Abrogation de
L.R., ch. O-6

(b) on or in connection with exploration or drilling for or the production, conservation, processing or transportation of oil or gas in Canada lands, as defined in the *Canada Oil and Gas Act*, shall be made on the recommendation of the Minister, the Minister of Energy, Mines and Resources and the Minister of Indian Affairs and Northern Development.

b) dans le cas d'employés travaillant dans les secteurs de l'exploration et du forage pour la recherche de pétrole et de gaz sur les terres domaniales — au sens de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada* — ou de la production, de la conservation, du traitement ou du transport de ce pétrole ou gaz, sur la triple recommandation des ministres du Travail, de l'Énergie, des Mines et des Ressources et des Affaires indiennes et du Nord canadien.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

C-136

C-136

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-136

PROJET DE LOI C-136

An Act to amend the Income Tax Act

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

First reading, June 14, 1993

Première lecture le 14 juin 1993



THE MINISTER OF FINANCE

LE MINISTRE DES FINANCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-136

PROJET DE LOI C-136

An Act to amend the Income Tax Act

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S.C. c. 1952,
c. 148; 1970-
71-72, c. 63;
1972, c. 9;
1973-74, cc. 14,
29, 30, 44, 45,
49, 51; 1974-
75-76, cc. 26,
50, 58, 71, 87,
88, 95, 106;
1976-77, cc. 4,
10, 54; 1977-
78, cc. 1, 4, 32,
41, 42; 1978-
79, c. 5; 1979,
c. 5; 1980-81-
82-83, cc. 40,
47, 48, 68, 102,
104, 109, 140,
158, 161, 167;
1984, cc. 1, 6,
19, 29, 31, 45;
1985, c. 45;
1986, cc. 2, 6,
24, 40, 44, 55,
58; 1987, cc. 3,
27, 34, 45, 46;
1988, cc. 28,
51, 55, 61, 65;
1990, cc. 1, 34,
35, 39, 42, 45;
1991, cc. 22,
47, 49; 1992,
cc. 1, 24, 27,
29, 48

INCOME TAX ACT

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

R.S.C. 1952,
ch. 148; 1970-
71-72, ch. 63;
1972, ch. 9;
1973-74, ch. 14
29, 30, 44, 45,
49, 51; 1974-
75-76, ch. 26,
50, 58, 71, 87,
88, 95, 106;
1976-77, ch. 4,
10, 54; 1977-
78, ch. 1, 4, 32,
41, 42; 1978-
79, ch. 5; 1979,
ch. 5; 1980-81-
82-83, ch. 40,
47, 48, 68, 102,
104, 109, 140,
158, 161, 167;
1984, ch. 1, 6,
19, 29, 31, 45;
1985, ch. 45;
1986, ch. 2, 6,
24, 40, 44, 55,
58; 1987, ch. 3,
27, 34, 45, 46;
1988, ch. 28,
51, 55, 61, 65;
1990, ch. 1, 34,
35, 39, 42, 45;
1991, ch. 22,
47, 49; 1992,
ch. 1, 24, 27,
29, 48

1. (1) All that portion of the definition "qualifying debt obligation" in subsection 15.1(3) of the *Income Tax Act* preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1. (1) Le passage de la définition de 5 « créance admissible », au paragraphe 15.1(3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, 5 qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

EXPLANATORY NOTES

These amendments would implement the Ways and Means Motion to amend the *Income Tax Act*.

NOTES EXPLICATIVES

Ces modifications mettent en oeuvre la motion des voies et moyens visant à modifier la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

“qualifying
debt obliga-
tion”
« créance
admissible »

“qualifying debt obligation” of a corporation at a particular time means an obligation that is a bond, debenture, bill, note, mortgage, hypothec or similar obligation issued after February 25, 1992 and before 1995,

« créance admissible » Titre — obligation, effet, billet, *mortgage*, hypothèque ou titre semblable — d'une corporation à un moment donné, qui est émis après le 25 février 1992 et avant 1995 et qui répond aux conditions suivantes :

« créance
admissible »
“qualifying
debt obliga-
tion”

(2) Subsection (1) applies to obligations issued after 1992, and, for the purposes of the definition “small business development bond” in subsection 15.1(3) of the said Act, an election made within 90 days after this Act is assented to in respect of an obligation issued after 1992 and before 1995 shall be deemed to have been made within 90 days after the day the obligation was issued.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux titres émis après 1992. Toutefois, pour l'application de la définition de « obligation pour le développement de la petite entreprise », au 10 paragraphe 15.1(3) de la même loi, un choix fait dans les 90 jours suivant la sanction de la présente loi relativement à un titre émis après 1992 et avant 1995 est réputé avoir été fait dans les 90 jours suivant l'émission du 15 titre.

2. (1) All that portion of the definition “qualifying debt obligation” in subsection 15.2(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

2. (1) Le passage de la définition de « créance admissible », au paragraphe 15.2(3) de la même loi, qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 20

“qualifying
debt obliga-
tion”
« créance
admissible »

“qualifying debt obligation” of an issuer at a particular time means an obligation that is a bill, note, mortgage, hypothec or similar obligation issued after February 25, 1992 and before 1995,

« créance admissible » Titre — effet, billet, *mortgage*, hypothèque ou titre semblable — d'un émetteur à un moment donné, qui est émis après le 25 février 1992 et avant 1995 et qui répond aux conditions sui- 25 vantes :

« créance
admissible »
“qualifying
debt obliga-
tion”

(2) Subsection (1) applies to obligations issued after 1992, and, for the purposes of the definition “small business bond” in subsection 15.2(3) of the said Act, an election made within 90 days after this Act is assented to in respect of an obligation issued after 1992 and before 1995 shall be deemed to have been made within 90 days after the day the obligation was issued.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux titres émis après 1992. Toutefois, pour l'application de la définition de « obligation pour la petite entreprise », au paragraphe 15.2(3) 30 de la même loi, un choix fait dans les 90 jours suivant la sanction de la présente loi relativement à un titre émis après 1992 et avant 1995 est réputé avoir été fait dans les 90 jours suivant l'émission du titre. 35

3. (1) Subparagraph 20(1)(hh)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. (1) Le sous-alinéa 20(1)hh(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) that is, because of subparagraph 12(1)(x)(vi) or subsection 12(2.2), not included under paragraph 12(1)(x) in computing the income of the taxpayer 40 for the year or a preceding taxation year, where the particular amount relates to an outlay or expense (other than an outlay or expense that is in respect of the cost of property of the taxpayer or 45

(ii) soit exclu, par application du sous-alinéa 12(1)x(vi) ou du paragraphe 40 12(2.2), du calcul du revenu du contribuable en vertu de l'alinéa 12(1)x) pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, dans le cas où il se rapporte à un débours ou à une dépense (à l'ex- 45 ception d'un débours ou d'une dépense qui est relatif au coût d'un bien du con-

Clause 1: The relevant portion of the definition “qualifying debt obligation” in subsection 15.1(3) at present reads as follows:

“qualifying debt obligation” of a corporation at a particular time means an obligation that is a bond, debenture, bill, note, mortgage, hypothec or similar obligation issued after December 11, 1979 and before 1988 or after February 25, 1992 and before 1993,

Clause 2: The relevant portion of the definition “qualifying debt obligation” in subsection 15.2(3) at present reads as follows:

“qualifying debt obligation” of an issuer at a particular time means an obligation that is a bill, note, mortgage, hypothec or similar obligation issued after November 12, 1981 and before 1988 or after February 25, 1992 and before 1993,

Clause 3: The relevant portion of subsection 20(1) at present reads as follows:

20. (1) Notwithstanding paragraphs 18(1)(a), (b) and (h), in computing a taxpayer's income for a taxation year from a business or property, there may be deducted such of the following amounts as are wholly applicable to that source or such part of the following amounts as may reasonably be regarded as applicable thereto:

...

(hh) an amount repaid by the taxpayer in the year pursuant to a legal obligation to repay all or part of a particular amount

...

(ii) that is, by reason of subparagraph 12(1)(x)(vi) or subsection 12(2.2), not included in computing the income of the taxpayer under

Article 1, (1). — Texte actuel du passage visé de la définition de « créance admissible » au paragraphe 15.1(3) :

« créance admissible » Titre — obligation, effet, billet, *mortgage*, hypothèque ou titre semblable — d'une corporation, à un moment donné, qui est émis après le 11 décembre 1979 et avant 1988 ou après le 25 février 1992 et avant 1993 et qui répond aux conditions suivantes :

Article 2, (1). — Texte actuel du passage visé de la définition de « créance admissible » au paragraphe 15.2(3) :

« créance admissible » Titre — effet, billet, *mortgage*, hypothèque ou titre semblable — d'un émetteur, à un moment donné, qui est émis après le 12 novembre 1981 et avant 1988 ou après le 25 février 1992 et avant 1993 et qui répond aux conditions suivantes :

Article 3, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 20 :

20. (1) Nonobstant les dispositions des alinéas 18(1)a), b) et h), lors du calcul du revenu tiré par un contribuable d'une entreprise ou d'un bien pour une année d'imposition, peuvent être déduites celles des sommes suivantes qui se rapportent entièrement à cette source de revenus ou la partie des sommes suivantes qui peut raisonnablement être considérée comme s'y rapportant :

...

hh) une somme remboursée par le contribuable au cours de l'année conformément à une obligation légale de rembourser tout ou partie d'un montant qui est :

...

that is or would be, if amounts deductible by the taxpayer were not limited because of paragraph 66(4)(b), subsection 66.1(2) or subparagraph 66.2(2)(a)(ii) or 66.4(2)(a)(ii), deductible under section 66, 66.1, 66.2 or 66.4 that would, but for the receipt of the particular amount, have been deductible in computing the income of the taxpayer for the year or a preceding taxation year; 10

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after December 2, 1992.

4. (1) Paragraph 37(1)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 15

(e) that part of the total of all amounts each of which is an amount deducted under subsection 127(5) in computing the tax otherwise payable by the taxpayer under this Part for a preceding taxation year that can reasonably be attributed to a prescribed proxy amount of a preceding taxation year or expenditures of a current nature made in a preceding taxation year that were qualified expenditures in respect of scientific research and experimental development for the purposes of section 127; 20 25

(2) Subparagraph 37(7)(c)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 30

(ii) where the references occur other than in subsection (2), include only

(A) expenditures incurred by a taxpayer in a taxation year (other than a taxation year for which the taxpayer has made an election under clause (B)), each of which is 35

(I) an expenditure of a current nature all or substantially all of which was attributable to the prosecution, or to the provision of premises, facilities or equipment for the prosecution, of scientific research and

tribuable ou qui est déductible en application des articles 66, 66.1, 66.2 ou 66.4, ou le serait si les montants déductibles par le contribuable n'étaient pas limités par application de l'alinéa 66(4)b, du paragraphe 66.1(2) ou des sous-alinéas 66.2(2)a(ii) ou 66.4(2)a(ii)) qui, si le montant n'avait pas été reçu, aurait été déductible dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure; 5 10

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition qui se terminent après le 2 décembre 1992. 15

4. (1) L'alinéa 37(1)e de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) de la partie du total des montants déduits en application du paragraphe 127(5) dans le calcul de l'impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente partie pour les années d'imposition antérieures, qu'il est raisonnable d'attribuer à des montants de remplacement visés par règlement pour des années d'imposition antérieures ou à des dépenses de nature courante faites au cours des années d'imposition antérieures, qui sont, pour l'application de l'article 127, des dépenses admissibles pour recherches scientifiques et développement expérimental, 20 25 30

(2) Le sous-alinéa 37(7)c(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) lorsqu'elles figurent ailleurs qu'au paragraphe (2), se limitent : 35

(A) aux dépenses engagées par un contribuable au cours d'une année d'imposition, sauf une année d'imposition pour laquelle le contribuable a fait le choix prévu à la division (B), 40 représentant chacune :

(I) soit une dépense courante attribuable en totalité, ou presque, à des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués au Canada, ou à la fourniture, à ces 45

paragraph 12(1)(x) for the year or a preceding taxation year, where the particular amount relates to an outlay or expense (other than an outlay or expense that is in respect of the cost of property of the taxpayer or that is or would be, if amounts deductible by the taxpayer were not limited by reason of paragraph 66(4)(b) or subparagraph 66.1(2)(a)(ii), 66.2(2)(a)(ii) or 66.4(2)(a)(ii), deductible under section 66, 66.1, 66.2 or 66.4) that would, but for the receipt of the particular amount, have been deductible in computing the income of the taxpayer for the year or a preceding taxation year;

Clause 4: (1) The relevant portion of subsection 37(1) at present reads as follows:

37. (1) Where a taxpayer carried on a business in Canada in a taxation year and files with his return of income under this Part for the year a prescribed form containing prescribed information, there may be deducted in computing his income from any business for the year such amount as he may claim not exceeding the amount, if any, by which the aggregate of

...
exceeds the aggregate of

(e) that part of the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under subsection 127(5) in computing the tax otherwise payable by the taxpayer under this Part for a preceding taxation year that may reasonably be attributed to expenditures of a current nature made in a preceding taxation year that were qualified expenditures in respect of scientific research and experimental development for the purposes of section 127;

(2) and (3) The relevant portion of subsection 37(7) at present reads as follows:

(7) In this section,

(c) references to expenditures on or in respect of scientific research and experimental development

(ii) where the references occur other than in subsection (2), include only

(A) expenditures each of which was an expenditure incurred for and all or substantially all of which was attributable to the prosecution, or to the provision of premises, facilities or equipment for the prosecution, of scientific research and experimental development in Canada, and

(B) expenditures of a current nature that were directly attributable, as determined by regulation, to the prosecution, or to the provision of premises, facilities or equipment for the prosecution, of scientific research and experimental development in Canada;

(ii) soit exclu, par application du sous-alinéa 12(1)x(vi) ou du paragraphe 12(2.2), du calcul du revenu du contribuable en vertu de l'alinéa 12(1)x pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, dans le cas où il se rapporte à un débours ou à une dépense (à l'exception d'un débours ou d'une dépense qui est relatif au coût d'un bien du contribuable ou qui est déductible en application de l'article 66, 66.1, 66.2 ou 66.4, ou le serait si les montants déductibles par le contribuable n'étaient pas limités par application de l'alinéa 66(4)b), du sous-alinéa 66.1(2)a(ii), 66.2(2)a(ii) ou 66.4(2)a(ii)) qui, si le montant n'avait pas été reçu, aurait été déductible dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure;

Article 4, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 37(1)

37. (1) Le contribuable qui exploite une entreprise au Canada au cours d'une année d'imposition peut, en produisant un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits avec sa déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour l'année, déduire dans le calcul du revenu qu'il tire de cette entreprise pour l'année un montant qui ne dépasse pas la fraction éventuelle du total des montants suivants :

...
qui est en sus du total

e) de la partie du total des montants déduits en application du paragraphe 127(5) dans le calcul de l'impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente partie pour les années d'imposition antérieures, qu'il est raisonnable d'attribuer à des dépenses de nature courante faites au cours des années d'imposition antérieures, qui sont, pour l'application de l'article 127, des dépenses admissibles pour recherches scientifiques et développement expérimental.

(2) et (3). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 37(7) :

(7) Dans le présent article,

c) les mentions des dépenses afférentes aux recherches scientifiques et au développement expérimental, ou se rapportant à ceux-ci,

(ii) lorsqu'elles figurent ailleurs qu'au paragraphe (2), se limitent :

(A) aux dépenses dont chacune représente une dépense engagée pour des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués au Canada et qui y est attribuable en totalité ou presque, ou engagée pour la fourniture, à ces fins, de locaux, installations ou matériel.

(B) aux dépenses courantes qui sont directement attribuables, selon ce qui est prévu par règlement, à des recherches scientifiques et à du développement expérimental effectués au Canada, ou à la fourniture, à ces fins, de locaux, installations ou matériel;

experimental development in Canada,

(II) an expenditure of a current nature directly attributable, as determined by regulation, to the prosecution, or to the provision of premises, facilities or equipment for the prosecution, of scientific research and experimental development in Canada, or

(III) an expenditure of a capital nature that at the time it was incurred was for the provision of premises, facilities or equipment, where at that time it was intended

1. that it would be used during all or substantially all of its operating time in its expected useful life for, or

2. that all or substantially all of its value would be consumed in,

the prosecution of scientific research and experimental development in Canada, and

(B) where a taxpayer has elected in prescribed form and in accordance with subsection (9) for a taxation year, expenditures incurred by the taxpayer in the year each of which is

(I) an expenditure of a current nature for, and all or substantially all of which was attributable to, the lease of premises, facilities or equipment for the prosecution of scientific research and experimental development in Canada, other than an expenditure in respect of general purpose office equipment or furniture,

(II) an expenditure in respect of the prosecution of scientific research and experimental development in Canada directly undertaken on behalf of the taxpayer,

(III) an expenditure described in subclause (A)(III), other than an expenditure in respect of general

fins, de locaux, d'installations ou de matériel,

(II) soit une dépense courante directement attribuable, selon ce qui est prévu par règlement, à des recherches scientifiques et à du développement expérimental effectués au Canada, ou à la fourniture, à ces fins, de locaux, d'installations ou de matériel,

(III) soit une dépense en capital pour la fourniture de locaux, d'installations ou de matériel qui, au moment où la dépense est engagée, répondent à l'une des conditions suivantes :

1. ils sont censés être utilisés, pendant la totalité, ou presque, de leur temps d'exploitation au cours de leur vie utile prévue, pour des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués au Canada,

2. la totalité, ou presque, de leur valeur est censée être consommée dans le cadre de recherches scientifiques et de développement expérimental effectués au Canada,

(B) si un contribuable en fait le choix sur formulaire prescrit et en conformité avec le paragraphe (9) pour une année d'imposition, aux dépenses engagées par lui au cours de l'année, représentant chacune :

(I) soit une dépense courante pour la location de locaux, d'installations ou de matériel servant à des recherches scientifiques et à du développement expérimental effectués au Canada et qui y est attribuable en totalité, ou presque, à l'exception d'une dépense pour du mobilier ou de l'équipement de bureau de nature générale,

(II) soit une dépense pour des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués

...

(f) notwithstanding paragraph (c), references to expenditures on or in respect of scientific research and experimental development shall not include

...

(ii) any rental expense incurred in respect of a building other than a prescribed special-purpose building, and

f) par dérogation à l'alinéa c), les dépenses afférentes aux recherches scientifiques et au développement expérimental ne comprennent pas :

...

(ii) les frais de location engagés pour un bâtiment, sauf s'il s'agit d'un bâtiment destiné à une fin particulière visée par règlement,

purpose office equipment or furniture,

(IV) that portion of an expenditure made in respect of an expense incurred in the year for salary or wages and related benefits of an employee who is directly engaged in scientific research and experimental development in Canada that can reasonably be considered to relate to such work having regard to the time spent by the employee thereon, and, for this purpose, where that portion is all or substantially all of the expenditure, that portion shall be deemed to be the amount of the expenditure,

(V) the cost of materials consumed in the prosecution of scientific research and experimental development in Canada, or

(VI) 1/2 of any other expenditure of a current nature in respect of the lease of premises, facilities or equipment used primarily for the prosecution of scientific research and experimental development in Canada, other than an expenditure in respect of general purpose office equipment or furniture;

(3) Subparagraph 37(7)(f)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(ii) any outlay or expense made or incurred for the use of, or the right to use, a building other than a prescribed special-purpose building, and

(4) Section 37 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

au Canada et entrepris directement pour le compte du contribuable,

(III) soit une dépense visée à la subdivision (A)(III), à l'exception d'une dépense pour du mobilier ou de l'équipement de bureau de nature générale,

(IV) soit la partie d'une dépense faite relativement à des frais engagés au cours de l'année pour le traitement ou le salaire et les avantages connexes d'un employé s'occupant directement de recherches scientifiques et de développement expérimental au Canada, qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à ce travail compte tenu du temps que l'employé y consacre; à cette fin, la partie de dépense est réputée correspondre au montant de la dépense si elle en constitue la totalité, ou presque,

(V) soit le coût du matériel consommé dans le cadre de recherches scientifiques et de développement expérimental effectués au Canada,

(VI) soit la moitié de toute autre dépense courante pour la location de locaux, d'installations ou de matériel utilisés principalement pour des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués au Canada, à l'exception d'une dépense pour du mobilier ou de l'équipement de bureau de nature générale;

(3) Le sous-alinéa 37(7)f(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) les débours faits, ou les dépenses engagées, pour l'usage ou le droit d'usage d'un bâtiment autre qu'un bâtiment destiné à une fin particulière visée par règlement,

(4) L'article 37 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(4) New.

(4). — Nouveau.

Clause 5: (1) and (2) The relevant portion of subsection 66(10.1) at present reads as follows:

(10.1) A joint exploration corporation may, in any particular taxation year or within 6 months from the end of that year, elect in prescribed form in respect of that year to renounce in favour of another corporation an agreed portion of the aggregate of such of the joint exploration corporation's Canadian exploration expenses as were incurred by it during a period (ending before the end of the particular taxation year) throughout which the other corporation was a shareholder corporation, to the extent that the aggregate of such expenses exceeds the aggregate of all amounts each of which is

(a) an amount deductible under subsection 66.1(2) in respect of such expenses by the joint exploration corporation in computing its income for any taxation year preceding the particular taxation year, or

...

and, on the making of the election, the said agreed portion

...

(d) shall be included in the amount deducted or deductible, as the case may be, by the joint exploration corporation under subparagraph 66.1(6)(b)(v) in computing its cumulative Canadian exploration expense, at the time that the election is made or, where the election is made after the end of the particular taxation year, immediately after the end of that year.

(3) and (4) The relevant portion of subsection 66(12.6) at present reads as follows:

(12.6) Where a person has given consideration under an agreement to a corporation for the issue of a flow-through share of the corporation and, during the period commencing on the day the agreement was entered into and ending 24 months after the end of the month that included that day, the corporation has incurred Canadian exploration expenses, the corporation may, after it has complied with subsection (12.68) in respect of the share and within 30 days thereafter, renounce, effective on the date on which the renunciation is made or on such earlier date as may be set out in the form prescribed for the purposes of subsection (12.7), to the person in respect of the share the amount, if any, by which those expenses incurred by it during that period and on or before the effective date of the renunciation exceed the aggregate of

Article 5, (1) et (2). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 66(10.1) :

(10.1) Une corporation d'exploration en commun peut, au cours d'une année d'imposition donnée ou dans les 6 mois qui en suivent la fin, choisir, selon le formulaire prescrit, de renoncer pour cette année, en faveur d'une autre corporation, à une partie convenue de la totalité des frais d'exploration que la corporation d'exploration en commun a engagés au Canada pendant une période (se terminant avant la fin de l'année d'imposition donnée) tout au long de laquelle l'autre corporation était une corporation actionnaire, dans la mesure où la totalité de ces frais dépasse le total de tous les montants dont chacun représente

a) une somme déductible en vertu du paragraphe 66.1(2) à l'égard de ces frais par la corporation d'exploration en commun dans le calcul de son revenu pour toute année d'imposition antérieure à l'année donnée; ou

...

et, au moment du choix, cette partie convenue

...

d) est incluse dans le montant déduit ou déductible, selon le cas, par la corporation d'exploration en commun en vertu du sous-alinéa 66.1(6)b(v) dans le calcul de ses frais d'exploration cumulatifs au Canada, à la date du choix ou, lorsque le choix a lieu après la fin de l'année donnée, immédiatement avant la fin de l'année donnée.

(3) et (4). — Texte actuel des passages visés du paragraphe 66(12.6) :

(12.6) Dès lors que, conformément à une convention, une personne paye une action accréditive à la corporation qui la lui émet et que la corporation engage des frais d'exploration au Canada au cours de la période commençant à la date de conclusion de la convention et se terminant 24 mois après la fin du mois qui comprend cette date, la corporation peut, en ce qui concerne cette action, après s'être conformée au paragraphe (12.68), renoncer en faveur de cette personne, dans cette période ou dans les 30 jours suivants, à l'excédent éventuel de ces frais, engagés au cours de la période et au plus tard à la date où la renonciation prend effet — à savoir le premier en date du jour où la renonciation est faite ou du jour de prise d'effet précisé sur le formulaire requis par le paragraphe (12.7) —, sur le total des montants suivants :

corporation may, after it complies with subsection (12.68) in respect of the share and before March of the first calendar year beginning after that period, renounce, effective on the date on which the renunciation is made or on an earlier date set out in the form prescribed for the purposes of subsection (12.7), to the person in respect of the share the amount, if any, by which those expenses incurred by it during that period and on or before the effective date of the renunciation exceed the total of

(4) Paragraph 66(12.6)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(d) exceeding the amount, if any, by which the consideration for the share exceeds the total of other amounts renounced in respect of the share under this subsection or subsection (12.601), (12.62) or (12.64) on or before the date on which the renunciation is made, or

(5) Subsection 66(12.61) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(12.601) Where

(a) a person gave consideration under an agreement to a corporation for the issue of a flow-through share of the corporation, and

(b) during the period beginning on the later of December 3, 1992 and the particular day the agreement was entered into and ending on the day that is 24 months after the end of the month that included that

poration peut, en ce qui concerne cette action, après s'être conformée au paragraphe (12.68), renoncer en faveur de cette personne, avant mars de la première année civile commençant après cette période, à l'excédent éventuel de ces frais, engagés au cours de la période et au plus tard à la date où la renonciation prend effet — à savoir le premier en date du jour où la renonciation est faite et du jour de prise d'effet précisé dans le formulaire requis par le paragraphe (12.7) —, sur le total des montants suivants :

(4) Le passage du paragraphe 66(12.6) de la même loi qui suit l'alinéa c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Cet excédent ne peut toutefois ni dépasser l'excédent éventuel du montant payé pour l'action sur le total des autres montants concernant l'action auxquels la corporation a renoncé en vertu du présent paragraphe et des paragraphes (12.601), (12.62) et (12.64) au plus tard à la date où la renonciation est faite, ni dépasser l'excédent éventuel du montant des frais cumulatifs d'exploration au Canada de la corporation à la date où la renonciation prend effet — calculé compte non tenu des montants auxquels il a été renoncé en vertu du présent paragraphe à la date où la renonciation est faite — sur le total des montants auxquels il a été renoncé en vertu du présent paragraphe en ce qui concerne d'autres actions, d'une part, à la date où la renonciation est faite et, d'autre part, avec effet au plus tard à la date où la renonciation prend effet.

(5) Le paragraphe 66(12.61) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(12.601) Dès lors que, conformément à une convention, une personne paye une action accréditive à la corporation qui la lui émet et que, au cours de la période commençant au dernier en date du 3 décembre 1992 et du jour de la conclusion de la convention et se terminant 24 mois après la fin du mois qui comprend ce jour, la corporation engage des frais d'aménagement au Canada visés aux sous-alinéas 66.2(5)a)(i) ou (i.1) ou qui seraient visés au sous-alinéa 66.2(5)a)(iv) si

Flow-through share rules for first \$2 million of Canadian development expenses

Règles applicables à la première tranche de 2 000 000 \$ de frais d'aménagement au Canada

...
but not in any case

(d) exceeding the amount, if any, by which the consideration for the share exceeds the aggregate of other amounts renounced in respect of the share under this subsection or subsection (12.62) or (12.64) on or before the date on which the renunciation is made, or

...

Cet excédent ne peut toutefois ni dépasser l'excédent éventuel du montant payé pour l'action sur le total des autres montants concernant l'action auxquels la corporation a renoncé en vertu du présent paragraphe et des paragraphes (12.62) et (12.64) au plus tard à la date où la renonciation est faite, ni dépasser l'excédent éventuel du montant des frais cumulatifs d'exploration au Canada de la corporation à cette date — calculé avant de tenir compte des montants auxquels il a été renoncé en vertu du présent paragraphe à la date où la renonciation est faite — sur le total des montants auxquels il a été renoncé en vertu du présent paragraphe en ce qui concerne les actions, d'une part, à la date où la renonciation est faite et, d'autre part, avec effet au plus tard à la date où la renonciation prend effet.

(5) Subsections 66(12.601) and (12.602) are new. Subsection 66(12.61) at present reads as follows:

(12.61) Subject to subsections (12.69) to (12.701), where a corporation renounces an amount to a person under subsection (12.6),

(a) the Canadian exploration expenses to which the amount relates shall be deemed to be Canadian exploration expenses incurred in that amount by the person on the effective date of the renunciation; and

(b) the Canadian exploration expenses to which the amount relates shall, except for the purpose of that renunciation, be deemed on and after the effective date of the renunciation never to have been Canadian exploration expenses incurred by the corporation.

(5). — Nouveaux paragraphes 66(12.601) et (12.602). Adjonction, au paragraphe 66(12.61), d'un renvoi au paragraphe 66(12.601) et des passages soulignés.

particular day, the corporation incurred Canadian development expenses described in subparagraph 66.2(5)(a)(i) or (i.1) or that would be described in subparagraph 66.2(5)(a)(iv) if the words "subparagraphs (i) to (iii)" in that subparagraph were read as "subparagraphs (i) and (i.1)",

the corporation may, after it complies with subsection (12.68) in respect of the share and before March of the first calendar year beginning after that period, renounce, effective on the day on which the renunciation is made or on an earlier day set out in the form prescribed for the purposes of subsection (12.7), to the person in respect of the share the amount, if any, by which those expenses incurred by it during that period and on or before the effective date of the renunciation exceed the total of

(c) the assistance that it has received, is entitled to receive, or can reasonably be expected to receive at any time, and that can reasonably be related to those expenses or Canadian development activities to which those expenses relate (other than assistance that can reasonably be attributable to expenses referred to in paragraph (b)),

(d) any of those expenses that are prescribed Canadian exploration and development overhead expenses of the corporation, and

(e) all amounts that are renounced on or before the day on which the renunciation is made by any other renunciation under this subsection or subsection (12.62) in respect of those expenses.

(12.602) A corporation shall be deemed not to have renounced any particular amount under subsection (12.601) in respect of a share where

(a) the particular amount exceeds the amount, if any, by which the consideration for the share exceeds the total of other amounts renounced in respect of the share under subsection (12.6), (12.601), (12.62) or (12.64) on or before the day on which the renunciation is made;

le passage « à l'un des sous-alinéas (i) à (iii) » y était remplacé par le passage « aux sous-alinéas (i) et (i.1) », la corporation peut, en ce qui concerne cette action, après s'être conformée au paragraphe (12.68), renoncer en faveur de cette personne, avant mars de la première année civile commençant après cette période, à l'excédent éventuel de ces frais, engagés au cours de la période et au plus tard à la date où la renonciation prend effet — à savoir le premier en date du jour où la renonciation est faite et du jour de prise d'effet précisé dans le formulaire requis par le paragraphe (12.7) — sur le total des montants suivants :

a) tout montant à titre d'aide que la corporation a reçu, est en droit de recevoir ou peut raisonnablement s'attendre à recevoir à un moment quelconque et qu'il est raisonnable de rattacher à ces frais ou à des activités d'aménagement au Canada s'y rapportant — à l'exclusion des montants à titre d'aide raisonnablement attribuables à la partie des frais visés à l'alinéa b);

b) la partie de ces frais qui correspond aux frais généraux d'exploration et d'aménagement au Canada de la corporation visés par règlement;

c) les montants au titre de ces frais auxquels, au plus tard le jour où la renonciation est faite, il est par ailleurs renoncé en vertu du présent paragraphe ou du paragraphe (12.62).

(12.602) Une corporation est réputée ne pas avoir renoncé à un montant donné en vertu du paragraphe (12.601) en ce qui concerne une action si, selon le cas :

a) le montant donné dépasse l'excédent éventuel du montant payé pour l'action sur le total des autres montants concernant l'action auxquels la corporation a renoncé en vertu des paragraphes (12.6), (12.601), (12.62) ou (12.64) au plus tard à la date où la renonciation est faite;

(b) the particular amount exceeds the amount, if any, by which

(i) the cumulative Canadian development expense of the corporation on the effective date of the renunciation, computed before taking into account any amounts renounced under subsection (12.601) on the day on which the renunciation is made,

exceeds

(ii) the total of all amounts renounced under subsection (12.601) by the corporation in respect of any other share

(A) on the day on which the renunciation is made, and

(B) effective on or before the effective date of the renunciation; or

(c) the particular amount relates to Canadian development expenses incurred by the corporation in a calendar year and the total amounts renounced, on or before the day on which the renunciation is made, under subsection (12.601) in respect of

(i) Canadian development expenses incurred by the corporation in that calendar year, or

(ii) Canadian development expenses incurred in that calendar year by another corporation associated with the corporation at the time the other corporation incurred such expenses

exceeds \$2,000,000.

(12.61) Subject to subsections (12.69) to (12.701), where under subsection (12.6) or (12.601) a corporation renounces an amount to a person,

(a) the Canadian exploration expenses or Canadian development expenses to which the amount relates shall be deemed to be Canadian exploration expenses incurred in that amount by the person on the effective date of the renunciation; and

(b) the Canadian exploration expenses or Canadian development expenses to which the amount relates shall, except for the purposes of that renunciation, be deemed

b) le montant donné dépasse l'excédent éventuel du montant visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) les frais cumulatifs d'aménagement au Canada de la corporation à la date où la renonciation prend effet, calculés compte non tenu des montants auxquels il a été renoncé en vertu du paragraphe (12.601) à la date où la renonciation est faite,

(ii) le total des montants auxquels la corporation a renoncé en vertu du paragraphe (12.601) en ce qui concerne d'autres actions, d'une part, à la date où la renonciation est faite et, d'autre part, avec effet au plus tard à la date où la renonciation prend effet;

c) le montant donné se rattache à des frais d'aménagement au Canada que la corporation a engagés au cours d'une année civile, et le total des montants auxquels elle a renoncé en vertu du paragraphe (12.601), au plus tard à la date où la renonciation est faite, au titre des frais suivants dépasse 2 000 000 \$:

(i) soit les frais d'aménagement au Canada engagés par la corporation au cours de cette année civile,

(ii) soit les frais d'aménagement au Canada engagés au cours de cette année civile par une autre corporation qui, au moment où elle engage ces frais, est associée à la corporation.

(12.61) Sous réserve des paragraphes (12.69) à (12.701), dans le cas où une corporation renonce à un montant en faveur d'une personne en vertu des paragraphes (12.6) ou (12.601) :

a) d'une part, les frais d'exploration au Canada ou les frais d'aménagement au Canada auxquels ce montant se rapporte sont réputés être des frais d'exploration au Canada de ce montant engagés par cette personne à la date où la renonciation prend effet;

b) d'autre part, les frais d'exploration au Canada ou les frais d'aménagement au

Effect of
renunciation

Effet de la
renonciation

on and after the effective date of the renunciation never to have been Canadian exploration expenses or Canadian development expenses incurred by the corporation.

(6) All that portion of subsection 66(12.62) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(12.62) Where a person gave consideration under an agreement to a corporation for the issue of a flow-through share of the corporation and, during the period beginning on the day the agreement was entered into and ending 24 months after the end of the month that included that day, the corporation incurred Canadian development expenses, the corporation may, after it complies with subsection (12.68) in respect of the share and before March of the first calendar year beginning after that period, renounce, effective on the date on which the renunciation is made or on an earlier date set out in the form prescribed for the purposes of subsection (12.7), to the person in respect of the share the amount, if any, by which those expenses incurred by it during that period and on or before the effective date of the renunciation exceed the total of

(7) All that portion of subsection 66(12.62) of the said Act following paragraph (b) thereof and preceding paragraph (e) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(c) the total of amounts that are renounced on or before the day on which the renunciation is made by any other renunciation under this subsection or subsection (12.601) in respect of those expenses,

but not in any case

(d) exceeding the amount, if any, by which the consideration for the share exceeds the total of other amounts renounced in respect of the share under this subsection or subsection (12.6), (12.601) or (12.64) on or before the date on which the renunciation is made, or

Canada auxquels ce montant se rapporte sont réputés, à compter de la date où la renonciation prend effet, n'avoir jamais été engagés par la corporation.

(6) Le passage du paragraphe 66(12.62) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(12.62) Dès lors que, conformément à une convention, une personne paye une action accréditive à la corporation qui la lui émet et que la corporation engage des frais d'aménagement au Canada au cours de la période commençant à la date de conclusion de la convention et se terminant 24 mois après la fin du mois qui comprend cette date, la corporation peut, en ce qui concerne cette action, après s'être conformée au paragraphe (12.68), renoncer en faveur de cette personne, avant mars de la première année civile commençant après cette période, à l'excédent éventuel de ces frais, engagés au cours de la période et au plus tard à la date où la renonciation prend effet — à savoir le premier en date du jour où la renonciation est faite et du jour de prise d'effet précisé dans le formulaire requis par le paragraphe (12.7) —, sur le total des montants suivants :

(7) Le passage du paragraphe 66(12.62) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) les montants au titre de ces frais auxquels, au plus tard le jour où la renonciation est faite, il est par ailleurs renoncé en vertu du présent paragraphe ou du paragraphe (12.601).

Cet excédent ne peut toutefois ni dépasser l'excédent éventuel du montant payé pour l'action sur le total des autres montants concernant l'action auxquels la corporation a renoncé en vertu du présent paragraphe et des paragraphes (12.6), (12.601) et (12.64) au plus tard à la date où la renonciation est faite, ni dépasser l'excédent éventuel du montant des frais cumulatifs d'aménagement au Canada de la corporation à la date où la renonciation prend effet — calculé compte

Canadian development expenses to flow-through shareholder

Renonciation à des frais d'aménagement au Canada en faveur de l'actionnaire

(6) and (7) The relevant portion of subsection 66(12.62) at present reads as follows:

(12.62) Where a person has given consideration under an agreement to a corporation for the issue of a flow-through share of the corporation and, during the period commencing on the day the agreement was entered into and ending 24 months after the end of the month that included that day, the corporation has incurred Canadian development expenses, the corporation may, after it has complied with subsection (12.68) in respect of the share and within that period or within 30 days thereafter, renounce, effective on the date on which the renunciation is made or on such earlier date as may be set out in the form prescribed for the purposes of subsection (12.7), to the person in respect of the share the amount, if any, by which those expenses incurred by it during that period and on or before the effective date of the renunciation exceed the aggregate of

...

(c) the aggregate of amounts that are renounced on or before the date on which the renunciation is made by any other renunciation under this subsection in respect of those expenses,

but not in any case

(d) exceeding the amount, if any, by which the consideration for the share exceeds the aggregate of other amounts renounced in respect of the share under this subsection or subsection (12.6) or (12.64) on or before the date on which the renunciation is made, or

(6) et (7). — Texte actuel des passages visés du paragraphe 66(12.62) :

(12.62) Dès lors que, conformément à une convention, une personne paye une action accréditive à la corporation qui la lui émet et que la corporation engage des frais d'aménagement au Canada au cours de la période commençant à la date de conclusion de la convention et se terminant 24 mois après la fin du mois qui comprend cette date, la corporation peut, en ce qui concerne cette action, après s'être conformée au paragraphe (12.68), renoncer en faveur de cette personne, dans cette période ou dans les 30 jours suivants, à l'excédent éventuel de ces frais, engagés au cours de la période et au plus tard à la date où la renonciation prend effet — à savoir le premier en date du jour où la renonciation est faite ou du jour de prise d'effet précisé sur le formulaire requis par le paragraphe (12.7) —, sur le total des montants suivants :

...

c) les montants au titre de ces frais auxquels, au plus tard le jour où la renonciation est faite, il est par ailleurs renoncé en vertu du présent paragraphe.

Cet excédent ne peut toutefois ni dépasser l'excédent éventuel du montant payé pour l'action sur le total des autres montants concernant l'action auxquels la corporation a renoncé en vertu du présent paragraphe et des paragraphes (12.6) et (12.64) au plus tard à la date où la renonciation est faite, ni dépasser l'excédent éventuel du montant des frais cumulatifs d'aménagement au Canada de la corporation à cette même date — calculé avant de tenir compte des montants auxquels il a été renoncé en vertu du présent paragraphe à la date où la renonciation est faite — sur le total des montants auxquels il a été renoncé en ce qui concerne d'autres actions, d'une part, à la date où la renonciation est faite et, d'autre part, avec effet au plus tard à la date où la renonciation prend effet.

(8) All that portion of subsection 66(12.64) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(12.64) Where a person gave consideration under an agreement to a corporation for the issue of a flow-through share of the corporation and, during the period beginning on the day the agreement was entered into and ending 24 months after the end of the month that included that day, the corporation incurred Canadian oil and gas property expenses, the corporation may, after it complies with subsection (12.68) in respect of the share and before March of the first calendar year beginning after that period, renounce, effective on the date on which the renunciation is made or on an earlier date set out in the form prescribed for the purposes of subsection (12.7), to the person in respect of the share the amount, if any, by which those expenses incurred by it during that period and on or before the effective date of the renunciation exceed the total of

(9) Paragraph 66(12.64)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(c) exceeding the amount, if any, by which the consideration for the share exceeds the total of other amounts renounced in respect of the share under this subsection or subsection (12.6), (12.601) or (12.62) on or before the date on which the renunciation is made, or

non tenu des montants auxquels il a été renoncé en vertu du présent paragraphe à la date où la renonciation est faite — sur le total des montants auxquels il a été renoncé en vertu du présent paragraphe en ce qui concerne d'autres actions, d'une part, à la date où la renonciation est faite et, d'autre part, avec effet au plus tard à la date où la renonciation prend effet.

(8) Le passage du paragraphe 66(12.64) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(12.64) Dès lors que, conformément à une convention, une personne paye une action accreditive à la corporation qui la lui émet et que la corporation engage des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz au cours de la période commençant à la date de conclusion de la convention et se terminant 24 mois après la fin du mois qui comprend cette date, la corporation peut, en ce qui concerne cette action, après s'être conformée au paragraphe (12.68), renoncer en faveur de cette personne, avant mars de la première année civile commençant après cette période, à l'excédent éventuel de ces frais, engagés au cours de la période et au plus tard à la date où la renonciation prend effet — à savoir le premier en date du jour où la renonciation est faite et du jour de prise d'effet précisé dans le formulaire requis par le paragraphe (12.7) —, sur le total des montants suivants :

(9) Le passage du paragraphe 66(12.64) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Cet excédent ne peut toutefois ni dépasser l'excédent éventuel du montant payé pour l'action sur le total des autres montants concernant l'action auxquels la corporation a renoncé en vertu du présent paragraphe et des paragraphes (12.6), (12.601) et (12.62) au plus tard à la date où la renonciation est faite, ni dépasser l'excédent éventuel du montant des frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz de la corporation à la date où la renonciation prend effet — calculé compte non tenu des

Renonciation à des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz en faveur de l'actionnaire

Canadian oil and gas property expenses to flow-through shareholder

(8) and (9) The relevant portion of subsection 66(12.64) at present reads as follows:

(12.64) Where a person has given consideration under an agreement to a corporation for the issue of a flow-through share of the corporation and, during the period commencing on the day the agreement was entered into and ending 24 months after the end of the month that included that day, the corporation has incurred Canadian oil and gas property expenses, the corporation may, after it has complied with subsection (12.68) in respect of the share and within that period or within 30 days thereafter, renounce, effective on the date on which the renunciation is made or on such earlier date as may be set out in the form prescribed for the purposes of subsection (12.7), to the person in respect of the share the amount, if any, by which those expenses incurred by it during that period and on or before the effective date of the renunciation exceed the aggregate of

...

but not in any case

(c) exceeding the amount, if any, by which the consideration for the share exceeds the aggregate of other amounts renounced in respect of the share under this subsection or subsection (12.6) or (12.62) on or before the date on which the renunciation is made, or

(8) et (9). — Texte actuel des passages visés du paragraphe 66(12.64) :

(12.64) Dès lors que, conformément à une convention, une personne paye une action accréditive à la corporation qui la lui émet et que la corporation engage des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz au cours de la période commençant à la date de conclusion de la convention et se terminant 24 mois après la fin du mois qui comprend cette date, la corporation peut, en ce qui concerne cette action, après s'être conformée au paragraphe (12.68), renoncer en faveur de cette personne, dans cette période ou dans les 30 jours suivants, à l'excédent éventuel de ces frais, engagés au cours de la période et au plus tard à la date où la renonciation prend effet — à savoir le premier en date du jour où la renonciation est faite ou du jour de prise d'effet précisé sur le formulaire requis par le paragraphe (12.7) —, sur le total des montants suivants :

...

Cet excédent ne peut toutefois ni dépasser l'excédent éventuel du montant payé pour l'action sur le total des autres montants concernant l'action auxquels la corporation a renoncé en vertu du présent paragraphe et des paragraphes (12.6) et (12.62) au plus tard à la date où la renonciation est faite, ni dépasser l'excédent éventuel du montant des frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz de la corporation à cette même date — calculé avant de tenir compte des montants auxquels il a été renoncé en vertu du présent paragraphe à la date où la renonciation est faite — sur le total des montants auxquels il a été renoncé en vertu du présent paragraphe en ce qui concerne d'autres actions, d'une part, à la date où la renonciation est faite et, d'autre part, avec effet au plus tard à la date où la renonciation prend effet.

(10) Subsection 66(12.66) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Expenses in the first 60 days of year

(12.66) Where

(a) a corporation that issues a flow-through share to a person under an agreement incurs, within 60 days after the end of a calendar year, Canadian exploration expenses or Canadian development expenses,

(b) the expenses are expenses described in subparagraph 66.1(6)(a)(i), (ii.1) or (iii) or 66.2(5)(a)(i) or (i.1),

(c) before the end of the year, the agreement was entered into between the corporation and the person and the person paid the consideration for the share in money,

(d) the corporation and the person deal with each other at arm's length throughout the 60 days, and

(e) within 90 days after the end of the year, the corporation renounces an amount in respect of the expenses to the person in respect of the share in accordance with subsection (12.6) or (12.601) and the effective date of the renunciation is the last day of the year,

the corporation shall for the purposes of subsection (12.6) or (12.601) be deemed to have incurred the expenses on the effective date of the renunciation.

(11) Subsection 66(12.67) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Restrictions on renunciation

(12.67) A corporation shall be deemed

(a) not to have renounced under any of subsections (12.6), (12.601), (12.62) and (12.64) any expenses that are deemed to

montants auxquels il a été renoncé en vertu du présent paragraphe à la date où la renonciation est faite — sur le total des montants auxquels il a été renoncé en vertu du présent paragraphe en ce qui concerne d'autres actions, d'une part, à la date où la renonciation est faite et, d'autre part, avec effet au plus tard à la date où la renonciation prend effet.

(10) Le paragraphe 66(12.66) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(12.66) Pour l'application des paragraphes (12.6) ou (12.601), la corporation qui émet une action accréditive à une personne conformément à une convention est réputée avoir engagé des frais d'exploration au Canada ou des frais d'aménagement au Canada à la date où la renonciation visée à l'alinéa e) prend effet si les conditions suivantes sont réunies :

a) la corporation engage les frais dans les 60 jours suivant la fin d'une année civile;

b) ces frais sont des dépenses visées aux sous-alinéas 66.1(6)a)(i), (ii.1) ou (iii) ou 66.2(5)a)(i) ou (i.1);

c) la convention est conclue entre la corporation et la personne avant la fin de l'année, et la personne paye l'action en argent avant la fin de l'année;

d) la corporation et la personne n'ont entre elles aucun lien de dépendance tout au long des 60 jours en question;

e) la corporation renonce à un montant au titre de ces frais, en ce qui concerne l'action, en faveur de la personne, conformément aux paragraphes (12.6) ou (12.601), dans les 90 jours suivant la fin de l'année, et la renonciation prend effet le dernier jour de l'année.

(11) Le paragraphe 66(12.67) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(12.67) Une corporation est réputée :

a) ne pas avoir renoncé, en vertu des paragraphes (12.6), (12.601), (12.62) et (12.64), aux frais qu'elle est réputée avoir

Frais engagés dans les 60 premiers jours de l'année.

Restrictions

(10) Subsection 66(12.66) at present reads as follows:

(12.66) Where

(a) a corporation that issues a flow-through share to a person under an agreement incurs, within 60 days after the end of a calendar year, Canadian exploration expenses,

(b) the Canadian exploration expenses are expenses described in subparagraph 66.1(6)(a)(i), (ii.1) or (iii),

(c) before the end of the year, the agreement was entered into between the corporation and the person and the person paid the consideration for the share in money,

(d) the corporation and the person deal with each other at arm's length throughout the 60 days, and

(e) within 90 days after the end of the year the corporation renounces an amount in respect of the Canadian exploration expenses to the person in respect of the share in accordance with subsection (12.6) and the effective date of the renunciation is the last day of the year

the corporation shall for purposes of subsection (12.6) be deemed to have incurred the expenses on the effective date of the renunciation.

(10). — Texte actuel du paragraphe 66(12.66) :

(12.66) Pour l'application du paragraphe (12.6), la corporation qui émet une action accréditive à une personne conformément à une convention est réputée avoir engagé des frais d'exploration au Canada à la date où la renonciation prend effet si les conditions suivantes sont réunies :

a) la corporation engage les frais d'exploration au Canada dans les 60 jours suivant la fin d'une année civile;

b) ces frais sont des dépenses visées au sous-alinéa 66.1(6)a)(i), (ii.1) ou (iii);

c) la convention est conclue entre la corporation et la personne avant la fin de l'année, et la personne paye l'action en argent avant la fin de l'année;

d) la corporation et la personne n'ont entre elles aucun lien de dépendance tout au long des 60 jours en question;

e) la corporation renonce à un montant au titre de ces frais, en ce qui concerne l'action, en faveur de la personne, conformément au paragraphe (12.6), dans les 90 jours suivant la fin de l'année et la renonciation prend effet le dernier jour de l'année.

(11) Subsection 66(12.67) at present reads as follows:

(12.67) A corporation shall not renounce under any of subsections (12.6), (12.62) and (12.64) any expenses that are deemed to have been incurred by it by virtue of a renunciation under this section by another corporation that is not related to it.

(11). — Nouveau paragraphe 66(12.671). Texte actuel du paragraphe 66(12.67) :

(12.67) Une corporation ne peut renoncer, en vertu des paragraphes (12.6), (12.62) et (12.64), aux frais qu'elle est réputée avoir engagés à cause d'une renonciation en sa faveur en vertu du présent article par une autre corporation qui ne lui est pas liée.

have been incurred by it because of a renunciation under this section by another corporation that is not related to it;

(b) not to have renounced under subsection (12.601) to a trust, corporation or partnership any Canadian development expenses (other than expenses renounced to another corporation that renounces under subsection (12.6) any Canadian exploration expense deemed to have been incurred by it because of the renunciation under subsection (12.601)) if, in respect of the renunciation under subsection (12.601), it has a prohibited relationship with the trust, corporation or partnership;

(c) not to have renounced under subsection (12.601) any Canadian development expenses deemed to have been incurred by it because of a renunciation under subsection (12.62); and

(d) not to have renounced under subsection (12.6) to a particular trust, corporation or partnership any Canadian exploration expenses (other than expenses ultimately renounced by another corporation under subsection (12.6) to an individual (other than a trust) or to a trust, corporation or partnership with which that other corporation does not have, in respect of that ultimate renunciation, a prohibited relationship) deemed to be incurred by it because of a renunciation under subsection (12.601) if, in respect of the renunciation under subsection (12.6), it has a prohibited relationship with the particular trust, corporation or partnership.

Prohibited relationship

(12.671) For the purposes of subsection (12.67), where a trust, corporation (in paragraph (b) referred to as the "shareholder corporation") or partnership, as the case may be, gave consideration under a particular agreement for the issue of a flow-through share of a particular corporation, the particular corporation has, in respect of a renun-

engagés à cause d'une renonciation en sa faveur en vertu du présent article par une autre corporation qui ne lui est pas liée;

b) ne pas avoir renoncé, en vertu du paragraphe (12.601), en faveur d'une fiducie, d'une corporation ou d'une société, à des frais d'aménagement au Canada, sauf les frais auxquels elle renonce en faveur d'une autre corporation qui renonce, en vertu du paragraphe (12.6), aux frais d'exploration au Canada qu'elle est réputée avoir engagés à cause d'une renonciation en sa faveur en vertu du paragraphe (12.601), si, en ce qui concerne la renonciation faite en vertu du paragraphe (12.601), elle a un lien non autorisé avec la fiducie, la corporation ou la société;

c) ne pas avoir renoncé, en vertu du paragraphe (12.601), aux frais d'aménagement au Canada qu'elle est réputée avoir engagés à cause d'une renonciation en sa faveur en vertu du paragraphe (12.62);

d) ne pas avoir renoncé, en vertu du paragraphe (12.6), en faveur de quelque fiducie, corporation ou société donnée, à des frais d'exploration au Canada (sauf les frais auxquels une autre corporation renonce en fin de compte, en vertu du paragraphe (12.6), en faveur d'un particulier autre qu'une fiducie ou en faveur de quelque fiducie, corporation ou société avec laquelle elle n'a pas de lien non autorisé en ce qui concerne cette ultime renonciation) qu'elle est réputée avoir engagés à cause d'une renonciation en sa faveur en vertu du paragraphe (12.601), si, en ce qui concerne la renonciation faite en vertu du paragraphe (12.6), elle a un lien non autorisé avec la fiducie, corporation ou société donnée.

40

(12.671) Pour l'application du paragraphe (12.67), dès lors que, conformément à une convention, une fiducie, une corporation (appelée « corporation actionnaire » à l'alinéa b)) ou une société paye une action accréditive à la corporation donnée qui la lui émet, cette dernière a, en ce qui concerne une renonciation faite à l'égard de l'action en vertu des

Lien non autorisé

ation under subsection (12.6) or (12.601) in respect of the share, a prohibited relationship

(a) with the trust if, at any time after the particular agreement was entered into and before the share is issued to the trust, the particular corporation or any corporation related to the particular corporation is beneficially interested in the trust;

(b) with the shareholder corporation if, immediately before the particular agreement was entered into, the shareholder corporation was related to the particular corporation; or

(c) with the partnership if any part of the amount renounced would, but for subsection (12.7), be included because of subparagraph 66.1(6)(a)(iv) in the Canadian exploration expense of

(i) the particular corporation, or

(ii) any other corporation that, at any time

(A) after the particular agreement was entered into, and

(B) before that part of the amount renounced would, but for this paragraph, be incurred,

would, if flow-through shares issued by the particular corporation under agreements entered into at the same time as or after the time the particular agreement was entered into were disregarded, be related to the particular corporation.

(12) Subsection 66(12.69) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(12.69) Where, in a fiscal period of a partnership, an expense is or, but for this subsection, would be incurred by the partnership as a consequence of a renunciation of an amount under subsection (12.6), (12.601), (12.62) or (12.64), the partnership shall, on or before the last day of the third month following the end of that period, file with the Minister a prescribed form indicating the share of the expense attributable to each member of the partnership at the end of the period and, where the prescribed form is not

paragraphes (12.6) ou (12.601), un lien non autorisé :

a) avec la fiducie dans le cas où, après la conclusion de la convention et avant l'émission de l'action, la corporation donnée ou une corporation liée à celle-ci a un droit de bénéficiaire dans la fiducie;

b) avec la corporation actionnaire dans le cas où, immédiatement avant la conclusion de la convention, la corporation actionnaire était liée à la corporation donnée;

c) avec la société dans le cas où une partie quelconque du montant auquel il a été renoncé serait, sans le paragraphe (12.7), incluse, par l'effet du sous-alinéa 66.1(6)(a)(iv), dans les frais d'exploration au Canada :

(i) soit de la corporation donnée,

(ii) soit d'une autre corporation qui serait liée à la corporation donnée après la conclusion de la convention et avant que soit engagée, abstraction faite du présent alinéa, la partie de montant en question, s'il n'était pas tenu compte des actions accréditives émises par la corporation donnée aux termes de conventions conclues en même temps que la convention en question ou après.

(12) Le paragraphe 66(12.69) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(12.69) La société qui engage des frais au cours d'un exercice financier, ou en engagerait sans le présent paragraphe, à cause d'une renonciation en vertu des paragraphes (12.6), (12.601), (12.62) ou (12.64) est tenue, au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant la fin de l'exercice, de présenter au ministre un formulaire prescrit dans lequel est indiquée la part de ces frais attribuable à chaque associé à la fin de l'exercice. À défaut de présenter le formulaire, la société est réputée ne pas avoir engagé les frais.

(12) and (13) These amendments would add the underlined references and word.

(12). — Texte actuel du paragraphe 66(12.69) :

(12.69) La société qui engage des frais au cours d'un exercice financier, ou en engagerait sans le présent paragraphe, à cause d'une renonciation en vertu du paragraphe (12.6), (12.62) ou (12.64) doit, au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant la fin de l'exercice, déposer auprès du ministre un formulaire prescrit, dans lequel est indiquée la part de ces frais attribuable à chaque associé à la fin de l'exercice. À défaut de déposer le formulaire, la société est réputée ne pas avoir engagé les frais.

so filed, the partnership shall be deemed not to have incurred the expense.

(13) Subsection 66(12.7) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Filing

(12.7) Where a corporation renounces an amount in respect of Canadian exploration expenses, Canadian development expenses or Canadian oil and gas property expenses under subsection (12.6), (12.601), (12.62) or (12.64), the corporation shall file a prescribed form in respect of the renunciation with the Minister before the end of the first month following the month in which the renunciation is made and, where the prescribed form is not so filed, subsections (12.61), (12.63) and (12.65) do not apply in respect of the amount so renounced.

(14) Subsections 66(12.71) to (12.73) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Restriction on renunciation

(12.71) A corporation may renounce an amount under subsection (12.6), (12.601), (12.62) or (12.64) in respect of Canadian exploration expenses, Canadian development expenses or Canadian oil and gas property expenses incurred by it only to the extent that, but for the renunciation, it would be entitled to claim a deduction in respect of the expenses in computing its income for the purposes of this Part.

Application of sections 231 to 231.3

(12.72) Without restricting the generality of sections 231 to 231.3, where a corporation renounces an amount under subsection (12.6), (12.601), (12.62) or (12.64), sections 231 to 231.3 apply, with such modifications as the circumstances require, for the purpose of permitting the Minister to verify or ascertain the Canadian exploration expenses, Canadian development expenses or Canadian oil and gas property expenses of the corporation in respect of which the amount is renounced, the amounts renounced in respect of those expenses, any information in respect of those expenses or the amounts renounced and the amount of, or information relating to, any assistance in respect of those expenses.

(13) Le paragraphe 66(12.7) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

(12.7) La corporation qui renonce à un montant au titre de frais d'exploration au Canada, de frais d'aménagement au Canada ou de frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, en vertu des paragraphes (12.6), (12.601), (12.62) ou (12.64), le fait par présentation au ministre d'un formulaire prescrit avant la fin du premier mois suivant celui où la renonciation est faite. À défaut de présenter le formulaire, les paragraphes (12.61), (12.63) et (12.65) ne s'appliquent pas au montant auquel il est ainsi renoncé.

Formulaire de renonciation

5

10

15

(14) Les paragraphes 66(12.71) à (12.73) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

20

(12.71) Une corporation ne peut renoncer, en vertu des paragraphes (12.6), (12.601), (12.62) ou (12.64), à un montant au titre des frais d'exploration au Canada, des frais d'aménagement au Canada ou des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, qu'elle a engagés, que dans la mesure où, sans renonciation, elle aurait le droit de demander une déduction à l'égard de ces frais dans le calcul de son revenu pour l'application de la présente partie.

Frais raisonnables

20

25

30

(12.72) Sans préjudice de leur portée générale, les articles 231 à 231.3 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, dans le cas où une corporation renonce à un montant en vertu des paragraphes (12.6), (12.601), (12.62) ou (12.64), afin que le ministre puisse vérifier ou contrôler les frais d'exploration au Canada, les frais d'aménagement au Canada ou les frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, au titre desquels la corporation renonce au montant, les montants auxquels elle a renoncé au titre de ces frais, les renseignements concernant ces frais ou ces montants, les montants à titre d'aide relatifs à ces frais et les renseignements concernant ces montants.

30

35

40

45

Enquêtes et perquisitions

(13). — Texte actuel du paragraphe 66(12.7) :

(12.7) La corporation qui renonce à un montant au titre de frais d'exploration au Canada, de frais d'aménagement au Canada ou de frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, en vertu du paragraphe (12.6), (12.62) ou (12.64), doit le faire par dépôt auprès du ministre d'un formulaire prescrit avant la fin du premier mois suivant celui où la renonciation est faite. À défaut de déposer le formulaire, les paragraphes (12.61), (12.63) et (12.65) ne s'appliquent pas au montant auquel il est ainsi renoncé.

(14) The amendment to subsection 66(12.71) would add the underlined reference. Subsections 66(12.72) and (12.73) at present read as follows:

(12.72) Without restricting the generality of sections 231 to 231.3, where a corporation has renounced an amount under subsection (12.6), (12.62) or (12.64), sections 231 to 231.3 apply, with such modifications as the circumstances require, for the purpose of permitting the Minister to verify or ascertain the Canadian exploration expenses, Canadian development expenses or Canadian oil and gas property expenses of the corporation in respect of which the amount was renounced, the amounts renounced in respect of those expenses, any information in respect of the expenses or the amounts renounced and the amount of, or information relating to, any assistance in respect of the expenses.

(12.73) Where the aggregate of all amounts that a corporation purported to renounce to persons under subsection (12.6), (12.62) or (12.64) in respect of expenses incurred by it in any period ending on the effective date of the purported renunciation exceeds the total amount of such expenses in respect of which it may renounce amounts under that subsection, it shall reduce the amount so renounced to one or more of those persons to effect a reduction in the aggregate of the amounts so purported to be renounced by the amount of the excess and file a statement with the Minister indicating the adjustments made in the renunciations and if the corporation has failed to so reduce the amounts and file such a statement with the Minister within 30 days after notice in writing by the Minister has been forwarded to the corporation that such a reduction is or will be required for the purposes of any assessment of tax under this Part, the Minister may, for the purposes of this section, reduce the amounts purported to be renounced by the corporation to one or more of those persons to effect a reduction in the aggregate of the amounts so purported to be renounced by the amount of the excess, and in any such case, notwithstanding subsections (12.61), (12.63) and (12.65), the amount renounced shall be deemed to be the amount as reduced by the corporation or the Minister, as the case may be.

(14). — Adjonction, aux paragraphes 66(12.71) et (12.72), d'un renvoi au paragraphe 66(12.601). Texte actuel des paragraphes 66(12.72) et (12.73) :

(12.72) Sans préjudice de leur portée générale, les articles 231 à 231.3 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, dans le cas où une corporation a renoncé à un montant en vertu du paragraphe (12.6), (12.62) ou (12.64), afin que le ministre puisse vérifier ou contrôler les frais d'exploration au Canada, les frais d'aménagement au Canada ou les frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, au titre desquels la corporation a renoncé au montant, les montants auxquels elle a renoncé au titre de ces frais, les renseignements concernant ces frais ou ces montants, les montants à titre d'aide relatifs à ces frais et les renseignements concernant ces montants.

(12.73) Dans le cas où le total des montants auxquels une corporation a censément renoncé en faveur de personnes en vertu des paragraphes (12.6), (12.62) ou (12.64) au titre des frais qu'elle a engagés au cours d'une période se terminant à la date où cette renonciation a pris effet dépasse le total des montants auxquels elle pouvait renoncer en vertu de ces paragraphes au titre de ces frais, la corporation doit appliquer cet excédent en réduction du total des montants auxquels elle a renoncé, après avoir réduit les montants auxquels elle a renoncé à l'égard d'une ou de plusieurs de ces personnes et doit produire au ministre un état des corrections ainsi effectuées aux renonciations. Faute de telles réductions et faute de production de l'état dans les 30 jours suivant avis écrit du ministre envoyé à la corporation indiquant la nécessité de ces réductions pour établir une cotisation d'impôt en vertu de la présente partie, le ministre peut, pour l'application du présent article, effectuer ces réductions. Par dérogation aux paragraphes (12.61), (12.63) et (12.65), le montant auquel il est renoncé en faveur de chacune des personnes en question est réputé alors être le montant ainsi réduit, soit par la corporation, soit par le ministre.

Adjustment in
renunciation

(12.73) Where the total of all amounts that a corporation purports to renounce to persons under subsection (12.6), (12.601), (12.62) or (12.64) in respect of expenses incurred by it in any period ending on the effective date of the purported renunciation exceeds the total amount of those expenses in respect of which it may renounce amounts under that subsection, it shall

(a) reduce the amount so renounced to one or more persons to effect a reduction in the total of the amounts so purported to be renounced by the amount of the excess, and

(b) file a statement with the Minister indicating the adjustments made in the renunciations,

and if the corporation does not so reduce the amounts and file that statement with the Minister within 30 days after notice in writing by the Minister is forwarded to the corporation that such a reduction is or will be required for the purposes of any assessment of tax under this Part, the Minister may, for the purposes of this section, reduce the amounts purported to be renounced by the corporation to one or more persons to effect a reduction in the total of the amounts so purported to be renounced by the amount of the excess, and in any such case, notwithstanding subsections (12.61), (12.63) and (12.65), the amount renounced to each of the persons shall be deemed to be the amount as reduced by the corporation or the Minister, as the case may be.

(15) Section 66 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (12.74) thereof, the following subsection:

(12.741) Where a corporation purports to renounce an amount under subsection (12.6), (12.601), (12.62) or (12.64) after the period during which the corporation would otherwise be entitled to renounce the amount, the amount shall, except for the purposes of this subsection and subsections (12.7) and (12.75), be deemed to have been renounced at the end of the period if

Corrections

(12.73) Dans le cas où le total des montants auxquels une corporation censément renonce en faveur de personnes en vertu des paragraphes (12.6), (12.601), (12.62) ou (12.64) au titre des frais qu'elle a engagés au cours d'une période se terminant à la date où cette renonciation a pris effet dépasse le total des montants auxquels elle pouvait renoncer en vertu de ces paragraphes au titre de ces frais, la corporation est tenue :

a) d'une part, d'appliquer cet excédent en réduction du total des montants auxquels elle a renoncé, après avoir réduit les montants auxquels elle a renoncé à l'égard d'une ou de plusieurs de ces personnes;

b) d'autre part, de présenter au ministre un état des corrections ainsi effectuées aux renonciations.

Faute de telles réductions et faute de présentation de l'état dans les 30 jours suivant avis écrit du ministre envoyé à la corporation indiquant la nécessité de ces réductions pour établir une cotisation d'impôt en vertu de la présente partie, le ministre peut, pour l'application du présent article, effectuer ces réductions. Malgré les paragraphes (12.61), (12.63) et (12.65), le montant auquel il est renoncé en faveur de chacune des personnes en question est réputé alors être le montant ainsi réduit, soit par la corporation, soit par le ministre.

(15) L'article 66 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (12.74), de ce qui suit :

(12.741) Lorsqu'une corporation a censément renoncé à un montant en vertu des paragraphes (12.6), (12.601), (12.62) ou (12.64) après la période pendant laquelle elle aurait droit par ailleurs de le faire, le montant est, sauf pour l'application du présent paragraphe et des paragraphes (12.7) et (12.75), réputé avoir fait l'objet d'une renonciation à la fin de la période si, à la fois :

Late renun-
ciationRenonciation
tardive

(15) New.

(15). — Nouveau.

(a) the corporation purports to renounce the amount

(i) on or before the day that is 90 days after the end of that period, or

(ii) after the day that is 90 days after the end of that period where, in the opinion of the Minister, the circumstances are such that it would be just and equitable that the amount be renounced; and

(b) the corporation pays to the Receiver General a penalty in respect of the renunciation not more than 90 days after the renunciation.

(16) All that portion of subsection 66(12.75) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(12.75) For the purposes of subsections (12.74) and (12.741), the penalty in respect of the late filing of a document referred to in subsection (12.68), (12.69), (12.691), (12.7) or (12.701) or in respect of a renunciation referred to in subsection (12.741) is the lesser of \$15,000 and

(17) Subsection 66(12.75) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(c) where the penalty is in respect of a renunciation referred to in subsection (12.74), the greater of

(i) \$100, and

(ii) 1/4 of 1% of the amount of the renunciation.

(18) Subparagraph 66(15)(d.1)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(ii) to renounce, before March of the first calendar year beginning after that period, in prescribed form to the person in respect of the share, an amount in respect of the Canadian exploration expenses, Canadian development expenses or Canadian oil and gas property ex-

a) la corporation a censément renoncé au montant :

(i) soit au plus tard le quatre-vingt-dixième jour suivant la fin de la période,

(ii) soit après le quatre-vingt-dixième jour suivant la fin de la période si, de l'avis du ministre, les circonstances sont telles qu'il est juste et équitable qu'elle renonce au montant;

b) la corporation verse au receveur général une pénalité à l'égard de la renonciation au plus tard quatre-vingt-dix jours après celle-ci.

(16) Le passage du paragraphe 66(12.75) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(12.75) Pour l'application des paragraphes (12.74) et (12.741), la pénalité pour dépôt tardif d'un document visé aux paragraphes (12.68), (12.69), (12.691), (12.7) ou (12.701) ou pour renonciation tardive visée au paragraphe (12.741) correspond au moins élevé de 15 000 \$ et :

(17) Le paragraphe 66(12.75) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

c) dans le cas de la renonciation visée au paragraphe (12.74), du plus élevé des montants suivants :

(i) 100 \$,

(ii) 0,25 % du montant de la renonciation.

(18) Le sous-alinéa 66(15)d.1(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) d'autre part, à renoncer en ce qui concerne l'action en faveur de cette personne, avant mars de la première année civile commençant après cette période, sur formulaire réglementaire, à un montant au titre des frais ainsi engagés qui

Penalty

Pénalité

(16) The relevant portion of subsection 66(12.75) at present reads as follows:

(12.75) For the purposes of subsection (12.74), the penalty in respect of the late filing of a document referred to in subsection (12.68), (12.69), (12.691), (12.7) or (12.701) is the lesser of \$15,000 and

(17) New.

(18) The relevant portion of subsection 66(15) at present reads as follows:

(15) In this section and sections 66.1, 66.2, 66.4 and 66.7,

...

(d.1) "flow-through share" means a share (other than a prescribed share) of the capital stock of a principal-business corporation that is issued to a person pursuant to an agreement in writing entered into between the person and the corporation after February 1986, under which the corporation agrees for consideration that does not include property to be exchanged or transferred by the person under the agreement in circumstances in which section 51, 85, 85.1, 86 or 87 applies

(16). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 66(12.75) :

(12.75) Pour l'application du paragraphe (12.74), la pénalité pour dépôt tardif d'un document visé au paragraphe (12.68), (12.69), (12.691), (12.7) ou (12.701) correspond au moins élevé de 15 000 \$ et :

(17). — Nouveau.

(18). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 66(15) :

(15) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 66.1, 66.2, 66.4 et 66.7 :

...

d.1) « action accréditive » s'entend d'une action du capital-actions d'une corporation exploitant une entreprise principale —à l'exclusion d'une action visée par règlement — émise à une personne conformément à une convention écrite conclue après février 1986 entre cette personne et la corporation et par laquelle la corporation s'oblige, pour une contrepartie qui ne comprend pas un bien que la personne doit échanger ou

penses so incurred by it not exceeding the consideration received by the corporation for the share,

ne dépasse pas le paiement reçu par la corporation pour l'action;

(19) Subsection 66(19) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(19) Le passage du paragraphe 66(19) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Renunciation
by member of
partnership,
etc.

(19) Notwithstanding subsections (12.6), (12.601), (12.62) and (12.64), where at any time a corporation

(19) Malgré les paragraphes (12.6), (12.601), (12.62) et (12.64), une corporation n'a pas le droit de renoncer, en faveur d'une autre personne à un moment donné en application de ces paragraphes, à tout ou partie de sa part sur un débours fait ou une dépense engagée par une société dont elle est un associé ou un ancien associé à ce moment ou à tout ou partie d'un montant auquel il a été renoncé en sa faveur en application de ces paragraphes, dans le cas où, à ce moment :

5
Renonciation
par un associé

(a) would, but for this subsection, be entitled to renounce under subsection (12.6), (12.601), (12.62) or (12.64) to another person

(i) all or part of the corporation's share of an outlay or expense made or incurred by a partnership of which the corporation is a member or former member at that time, or

(ii) all or part of an amount renounced to the corporation under subsection (12.6), (12.601), (12.62) or (12.64), and

(b) would not be entitled to so renounce the amount described in subparagraph (a)(i) or (ii) to the other person if

(i) the expression "end of that fiscal period" in subsection (18) were read as "time the outlay or expense was made or incurred by the partnership", and

(ii) the expression "on the effective date of the renunciation" in each of 30 paragraphs (12.61)(a), (12.63)(a) and (12.65)(a) were read as "at the earliest time that any part of such expense was incurred by the corporation",

the corporation is not entitled to renounce that amount under subsection (12.6), (12.601), (12.62) or (12.64), as the case may be, at that time to the other person.

(20) Subsections (1) and (2) apply to taxation years that end after December 2, 1992.

(20) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition qui se terminent après le 2 décembre 1992.

(21) Subsections (3), (6) and (8) apply to expenses incurred after February 1986.

(21) Les paragraphes (3), (6) et (8) s'appliquent aux frais engagés après février 1986.

(22) Subsections (4), (5), (7), (9), (11) and (12) and subsection 66(12.73) of the

(22) Les paragraphes (4), (5), (7), (9), (11) et (12) ainsi que le paragraphe

...

(ii) to renounce, within that period or within 30 days thereafter, in prescribed form to the person in respect of the share, an amount in respect of the Canadian exploration expenses, Canadian development expenses or Canadian oil and gas property expenses so incurred by it not exceeding the consideration received by the corporation for the share,

and includes a right of a person to have such a share issued to him and any interest acquired in such a share by a person pursuant to such an agreement;

(19) Subsection 66(19) at present reads as follows:

(19) Notwithstanding subsections (12.6), (12.62) and (12.64), where at any time a corporation

(a) would, but for this subsection, be entitled to renounce

(i) all or part of its share of an outlay of expense made or incurred by a partnership of which the corporation is a member or former member at that time, or

(ii) all or part of an amount renounced to the corporation under subsection (12.6), (12.62) or (12.64),

under subsection (12.6), (12.62) or (12.64) to another person, and

(b) would, if

(i) the expression "end of that fiscal period" in subsection (18) were read as "time the outlay or expense was made or incurred by the partnership", and

(ii) the expression "on the effective date of the renunciation" in each of paragraphs (12.61)(a), (12.63)(a) and (12.65)(a) were read as "at the earliest time that any part of such expense was incurred by the corporation",

not be entitled to so renounce the amount described in subparagraph (a)(i) or (ii) to the other person,

the corporation shall not be entitled to renounce such amount under subsection (12.6), (12.62) or (12.64), as the case may be, at that time to the other person.

transférer aux termes de la convention dans des circonstances où l'article 51, 85, 85.1, 86 ou 87 s'applique :

...

(ii) d'autre part, à renoncer en ce qui concerne l'action en faveur de cette personne, dans cette période ou dans les 30 jours suivants, sur formulaire réglementaire, à un montant au titre des frais ainsi engagés qui ne dépasse pas le paiement reçu par la corporation pour l'action;

le droit d'une personne à l'émission d'une telle action et tout droit dans une telle action acquis par une personne conformément à une telle convention sont assimilés à une action accréditive;

(19). — Adjonction d'un renvoi au paragraphe 66(12.601).

said Act, as enacted by subsection (14), apply to expenses incurred after December 2, 1992.

(23) Subsection (10) applies to expenses incurred after 1992.

(24) Subsection (13) and subsection 66(12.71) of the said Act, as enacted by subsection (14), apply to renunciations made after December 2, 1992.

(25) Subsection 66(12.72) of the said Act, as enacted by subsection (14), applies after December 2, 1992.

(26) Subsections (15) to (17) apply to renunciations purported to be made after February 1993.

(27) Subsection (18) applies to shares issued pursuant to an agreement entered into after February 1986.

(28) Subsection (19) applies to renunciations of outlays or expenses made or incurred after December 2, 1992.

6. (1) Subsection 66.1(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) In computing the income of a principal-business corporation for a taxation year, there may be deducted any amount that the corporation claims not exceeding the lesser of

(a) the total of

(i) the amount, if any, by which its cumulative Canadian exploration expense at the end of the year exceeds the amount, if any, designated by it for the year under subsection 66(14.1), and

(ii) the amount, if any, by which

(A) the total determined under subparagraph 66.7(12.1)(a)(i) in respect of the corporation for the year

exceeds

(B) the amount that would be determined under subsection (1) in respect of the corporation for the year, if that subsection were read without reference to paragraph (c) thereof, and

66(12.73) de la même loi, édicté par le paragraphe (14), s'appliquent aux frais engagés après le 2 décembre 1992.

(23) Le paragraphe (10) s'applique aux 5 frais engagés après 1992.

(24) Le paragraphe (13) ainsi que le paragraphe 66(12.71) de la même loi, édicté par le paragraphe (14), s'appliquent aux renonciations faites après le 2 décembre 1992.

(25) Le paragraphe 66(12.72) de la même 10 loi, édicté par le paragraphe (14), s'applique après le 2 décembre 1992.

(26) Les paragraphes (15) à (17) s'appliquent aux renonciations censément faites 15 après février 1993.

(27) Le paragraphe (18) s'applique aux actions émises conformément à une convention conclue après février 1986.

(28) Le paragraphe (19) s'applique aux 20 renonciations de débours faits, ou de dépenses engagées, après le 2 décembre 1992.

6. (1) Le paragraphe 66.1(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Est déductible dans le calcul du revenu 25 d'une corporation exploitant une entreprise principale pour une année d'imposition le montant qu'elle demande en déduction, ne dépassant pas le moins élevé des montants suivants :

a) le total des montants suivants :

(i) l'excédent éventuel de ses frais cumulatifs d'exploration au Canada à la fin de l'année sur le montant qu'elle a désigné pour l'année en application du 35 paragraphe 66(14.1),

(ii) l'excédent éventuel du total visé à la 35 division (A) sur le montant visé à la division (B) :

(A) le total calculé selon le sous-alinéa 66.7(12.1)a)(i) relativement à la 40 corporation pour l'année,

(B) le montant qui serait calculé selon le paragraphe (1) relativement à la

Deduction for
principal-
business
corporation

Déduction pour
une corporation
exploitant une
entreprise
principale

Clause 6: (1) Subsection 66.1(2) at present reads as follows:

(2) In computing its income for a taxation year, a taxpayer that is a principal-business corporation

(a) shall deduct an amount equal to the lesser of

(i) the amount, if any by which its cumulative Canadian exploration expense at the end of the year exceeds the amount, if any, designated by it for the year under subsection 66(4.1), and

(ii) its income for the year (computed without reference to subsection 59(3.3)) if no deduction (other than a prescribed deduction) were allowed under this subsection or section 65 minus the deductions allowed for the year by sections 112 and 113; and

(b) may deduct such amount as it claims not exceeding the total of

(i) the lesser of

(A) the amount, if any, by which

(I) the total determined under subparagraph 66.7(12.1)(a)(i) in respect of the taxpayer for the year

exceeds

(II) the amount that would, but for paragraph (1)(c), be the amount determined under subsection (1) in respect of the taxpayer for the year, and

(B) the amount, if any, by which

(I) the amount, if any, determined under subparagraph (a)(ii) in respect of the taxpayer for the year

exceeds

(II) the amount, if any, deducted under this subsection by the taxpayer for the year by reason of paragraph (a), and

(ii) the least of

Article 6, (1). — Texte actuel du paragraphe 66.1(2) :

(2) Le contribuable qui est une corporation exploitant une entreprise principale, lors du calcul de son revenu pour une année d'imposition,

a) doit déduire la moindre des sommes suivantes :

(i) l'excédent éventuel de ses frais cumulatifs d'exploration au Canada à la fin de l'année, sur le montant éventuel désigné pour l'année en vertu du paragraphe 66(14.1),

(ii) son revenu pour l'année (calculé sans tenir compte du paragraphe 59(3.3)) si aucune déduction n'a été admise en vertu du présent paragraphe ou de l'article 65 (à l'exception d'une déduction prescrite), moins les déductions admises pour l'année en vertu des articles 112 et 113; et

b) peut déduire le montant qu'il demande en déduction, ne dépassant pas le total des montants suivants :

(i) le moins élevé des montants suivants :

(A) l'excédent éventuel du total visé à la subdivision (I) sur le montant visé à la subdivision (II) :

(I) le total calculé selon le sous-alinéa 66.7(12.1)a)(i) relativement au contribuable pour l'année,

(II) le montant qui, sans l'alinéa (1)c), serait calculé selon le paragraphe (1) relativement au contribuable pour l'année,

(B) l'excédent éventuel du montant visé à la subdivision (I) sur le montant visé à la subdivision (II) :

(I) le montant calculé selon le sous-alinéa a)(ii) relativement au contribuable pour l'année,

(II) le montant déduit par le contribuable pour l'année en application du présent paragraphe par l'effet de l'alinéa a),

(ii) le moins élevé des montants suivants :

(b) the amount, if any, by which

(i) the amount that would be its income for the year if no deduction (other than a prescribed deduction) were allowed under this subsection or section 65

exceeds

(ii) the total of all amounts each of which is an amount deducted by the corporation under section 112 or 113 in computing its taxable income for the year.

(2) Subparagraph 66.1(6)(b)(v) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(v) any amount deducted or required to be deducted in computing the taxpayer's income for a taxation year ending before that time in respect of the taxpayer's cumulative Canadian exploration expense,

(3) Subparagraph 66.1(6)(c)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(iii) that was renounced by the taxpayer under subsection 66(10.2), (12.601) or (12.62),

(4) Subsections (1) and (2) apply to taxation years that end after December 2, 1992.

(5) Subsection (3) applies to expenses incurred after December 2, 1992.

7. (1) Clause 66.3(4)(a)(ii)(B) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(B) 50% of the total of the expenses that were renounced by the corporation under subsection 66(12.6), (12.601), (12.62) or (12.64) in respect of the share; and

(2) Subsection (1) applies after December 2, 1992.

corporation pour l'année n'eût été l'alinéa (1)c);

b) l'excédent éventuel du montant visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le montant qui correspondrait à son revenu pour l'année si aucune déduction, sauf une déduction prévue par règlement, n'était permise par le présent paragraphe ou l'article 65,

(ii) le total des montants représentant chacun un montant déduit par la corporation en application des articles 112 ou 113 dans le calcul de son revenu imposable pour l'année.

(2) Le sous-alinéa 66.1(6)b)(v) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(v) un montant déduit ou à déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition qui se termine avant cette date au titre de ses frais cumulatifs d'exploration au Canada,

(3) Le sous-alinéa 66.1(6)c)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(iii) auxquels le contribuable renonce en vertu des paragraphes 66(10.2), (12.601) ou (12.62),

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition qui se terminent après le 2 décembre 1992.

(5) Le paragraphe (3) s'applique aux frais engagés après le 2 décembre 1992.

7. (1) La division 66.3(4)a)(ii)(B) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

(B) la moitié du total des frais auxquels la corporation a renoncé en vertu des paragraphes 66(12.6), (12.601), (12.62) ou (12.64) en ce qui concerne l'action;

(2) Le paragraphe (1) s'applique après le 2 décembre 1992.

(A) the total of amounts included under subsection 59(3.3) in computing its income for the year,

(B) the total of

(I) the amount, if any, by which the amount determined under subparagraph (a)(i) in respect of the taxpayer for the year exceeds the amount determined under subparagraph (a)(ii) in respect of the taxpayer for the year, and

(II) the amount, if any, by which the amount determined under clause (i)(A) in respect of the taxpayer for the year exceeds the amount determined under clause (i)(B) in respect of the taxpayer for the year, and

(C) the amount that would be determined under subparagraph (a)(ii) in respect of the taxpayer for the year if that subparagraph were read without reference to the expression “(computed without reference to subsection 59(3.3))”.

(2) and (3) The relevant portion of subsection 66.1(6) at present reads as follows:

(6) In this section and sections 66, 66.2 and 66.4,

...

(b) “cumulative Canadian exploration expense” of a taxpayer at any time shall be the amount, if any, by which the aggregate of

...

exceeds the aggregate of all amounts each of which is

(v) any amount deducted or deductible, as the case may be, in computing his income for a taxation year ending before that time in respect of his cumulative Canadian exploration expense,

...

(c) “restricted expense” of a taxpayer means an expense

...

(iii) that was renounced by him under subsection 66(10.2) or (12.62),

(A) le total des montants inclus en application du paragraphe 59(3.3) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année,

(B) le total des montants suivants :

(I) l'excédent éventuel du montant calculé selon le sous-alinéa a)(i) sur le montant calculé selon le sous-alinéa a)(ii), relativement au contribuable pour l'année,

(II) l'excédent éventuel du montant calculé selon la division (i)(A) sur le montant calculé selon la division (i)(B), relativement au contribuable pour l'année,

(C) le montant qui serait calculé selon le sous-alinéa a)(ii) relativement au contribuable pour l'année, abstraction faite, à ce sous-alinéa, du passage «(calculé sans tenir compte du paragraphe 59(3.3))».

(2) et (3). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 66.1(6) :

(6) Au présent article et aux articles 66, 66.2 et 66.4,

...

b) « frais cumulatifs d'exploration au Canada » engagés par le contribuable à n'importe quelle date désigne la fraction, s'il en est,

...

qui est en sus du total des montants dont chacun est

(v) un montant déductible ou déduit, selon le cas, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition qui se termine avant cette date au titre de ses frais cumulatifs d'exploration au Canada,

...

c) « frais spécifiés » s'entend des frais

...

(iii) auxquels le contribuable renonce en vertu du paragraphe 66(10.2) ou (12.62),

Clause 7: The relevant portion of subsection 66.3(4) at present reads as follows:

(4) Where, at any time after February, 1986, a corporation has issued a flow-through share (within the meaning assigned by paragraph 66(15)(d.1)), in computing, at any particular time after that time, the paid-up capital in respect of the class of shares of the capital stock of the corporation that included that share

(a) there shall be deducted the amount, if any, by which

(i) the increase as a result of the issue of the share in the paid-up capital, determined without reference to this subsection as it applies to the share, in respect of all of the shares of that class

Article 7, (1). — Adjonction d'un renvoi au paragraphe 66(12.601).

8. (1) Subparagraph 66.7(3)(a)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(iii) deducted or required to be deducted under subsection 66.1(2) or (3) by the original owner or deducted by any predecessor owner of the particular property in computing income for any taxation year,

(2) All that portion of subsection 66.7(10) of the said Act following paragraph (b) thereof and preceding paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

for the purposes of the provisions of the *Income Tax Application Rules, 1971* and this Act (other than subsections 66(12.6), (12.601), (12.602), (12.62), (12.64) and (12.71)) relating to deductions with respect to drilling and exploration expenses, prospecting, exploration and development expenses, Canadian exploration and development expenses, foreign exploration and development expenses, Canadian exploration expenses, Canadian development expenses and Canadian oil and gas property expenses (in this subsection referred to as "resource expenses") incurred by the corporation before that time, the following rules apply:

(3) Paragraphs 66.7(12)(b.1) and (b.2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(b.1) for the purposes of paragraph (3)(a), the cumulative Canadian exploration expenses of the original owner determined immediately after the disposition that was deducted or required to be deducted under subsection 66.1(2) or (3) in computing the original owner's income for the year shall be deemed to be equal to the lesser of

(i) the amount deducted under paragraph (b) in respect of the disposition, and

(ii) the amount, if any, by which

8. (1) Le sous-alinéa 66.7(3)a)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(iii) n'a pas été déduit ou n'était pas à déduire en application des paragraphes 66.1(2) ou (3) par le propriétaire obligé, ou n'a pas été déduit par un propriétaire antérieur de l'avoir, dans le calcul de leur revenu pour une année d'imposition,

(2) Le passage du paragraphe 66.7(10) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(10) Pour l'application des dispositions des *Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu* et de la présente loi, sauf les paragraphes 66(12.6), (12.601), (12.602), (12.62), (12.64) et (12.71), sur les déductions pour frais de forage et d'exploration, frais de prospection, d'exploration et d'aménagement, frais d'exploration et d'aménagement au Canada, frais d'exploration et d'aménagement à l'étranger, frais d'exploration au Canada, frais d'aménagement au Canada et frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz (appelés « frais relatifs à des ressources » au présent paragraphe) qu'une corporation a engagés avant une date postérieure au 12 novembre 1981 et si, à cette date postérieure :

Changement de contrôle

(3) Les alinéas 66.7(12)b.1) et b.2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

b.1) pour l'application de l'alinéa (3)a), les frais cumulatifs d'exploration au Canada du propriétaire obligé, calculés immédiatement après la disposition, qui ont été déduits ou qui étaient à déduire en application des paragraphes 66.1(2) ou (3) dans le calcul de son revenu pour l'année sont réputés correspondre au moins élevé des montants suivants :

(i) le montant déduit en application de l'alinéa b) relativement à la disposition,

45

exceeds

(ii) the amount, if any, by which

(A) the total amount of consideration received by the corporation in respect of the share

exceeds

(B) 50% of the aggregate of the expenses that were renounced by the corporation under subsection 66(12.6), (12.62) or (12.64) in respect of the share; and

Clause 8: (1) The relevant portion of subsection 66.7(3) at present reads as follows:

(3) Subject to subsections (6) and (7), where after May 6, 1974 a corporation (in this subsection referred to as the "successor") acquired a particular Canadian resource property (whether by way of a purchase, amalgamation, merger, winding-up or otherwise), there may be deducted by the successor in computing its income for a taxation year an amount not exceeding the aggregate of all amounts each of which is an amount determined in respect of an original owner of the particular property that is the lesser of

(a) the aggregate of

...

to the extent that an amount in respect of that aggregate was not

(iii) deductible under subsection 66.1(2) or deducted under subsection 66.1(3) by the original owner or deducted by any predecessor owner of the particular property in computing income for any taxation year,

(2) This amendment would add the underlined references.

(3) The relevant portion of subsection 66.7(12) at present reads as follows:

(12) Where in a taxation year an original owner of Canadian resource properties disposes of all or substantially all of the original owner's Canadian resource properties to a particular corporation in circumstances in which subsection 29(25) of the *Income Tax Application Rules, 1971* or subsection (1), (3), (4) or (5) applies,

...

(b.1) for the purpose of paragraph (3)(a), the cumulative Canadian exploration expense of the original owner determined immediately after the disposition that was deductible under subsection 66.1(2) or deducted under subsection 66.1(3) in computing the original owner's income for the year shall be deemed to be equal to the lesser of

(i) the amount deducted in respect of the disposition under paragraph (b), and

Article 8, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 66.7(3) :

(3) Sous réserve des paragraphes (6) et (7), la corporation — appelée « corporation remplaçante » au présent paragraphe — qui a acquis, après le 6 mai 1974, un avoir minier canadien, par achat, fusion, unification, liquidation ou autrement, peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qui ne dépasse pas le total des montants dont chacun représente le moins élevé des montants suivants déterminé en rapport avec un propriétaire obligé de l'avoir :

a) le total

...

dans la mesure où un montant sur ce total

(iii) n'était pas déductible en vertu du paragraphe 66.1(2) ou n'a été déduit en vertu du paragraphe 66.1(3) par le propriétaire obligé, et n'a pas été déduit par un propriétaire antérieur de l'avoir, dans le calcul de leur revenu pour une année d'imposition,

(2). — Adjonction d'un renvoi aux paragraphes 66(12.601) et (12.602).

(3). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 66.7(12) :

(12) Dans le cas où, au cours d'une année d'imposition, un propriétaire obligé d'avoirs miniers canadiens dispose de la totalité, ou presque, de ses avoirs miniers canadiens en faveur d'une corporation donnée dans une circonstance visée au paragraphe 29(25) des *Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu* ou au paragraphe (1), (3), (4) ou (5) :

...

b.1) pour l'application de l'alinéa (3)a), les frais cumulatifs d'exploration au Canada du propriétaire obligé, calculés immédiatement après la disposition, qui étaient déductibles en application du paragraphe 66.1(2) ou qui ont été déduits en application du paragraphe 66.1(3) dans le calcul de son revenu pour l'année sont réputés correspondre au moins élevé des montants suivants :

(A) the specified amount determined under paragraph (12.1)(a) in respect of the original owner for the year

exceeds

(B) the total of all amounts each of which is an amount determined under this paragraph in respect of any disposition made by the original owner before the disposition and in the year;

(b.2) for greater certainty, any amount (other than the amount determined under paragraph (b.1)) that was deducted or required to be deducted under subsection 66.1(2) or (3) by the original owner for the year or a subsequent taxation year shall, for the purposes of paragraph (3)(a), be deemed not to be in respect of the cumulative Canadian exploration expense of the original owner determined immediately after the disposition;

(4) Subsections (1) to (3) apply to taxation years that end after December 2, 1992.

9. (1) Subsection 87(2) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (II) thereof, the following paragraph:

(mm) for the purposes of section 126.1, the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation;

(2) All that portion of subsection 87(4.4) of the said Act following paragraph (d) thereof and preceding paragraph (e) thereof is repealed and the following substituted therefor:

for the purposes of subsection 66(12.66) and for the purposes of renouncing an amount under subsection 66(12.6), (12.601), (12.62) or (12.64) in respect of Canadian exploration expenses, Canadian development expenses or Canadian oil and gas property expenses that would, but for the renunciation, be incurred by the new corporation after the amalgamation,

(ii) l'excédent éventuel du montant visé à la division (A) sur le total visé à la division (B) :

(A) le montant déterminé, calculé selon l'alinéa (12.1)a) relativement au propriétaire obligé pour l'année,

(B) le total des montants représentant chacun un montant calculé selon le présent alinéa relativement à une disposition effectuée par le propriétaire obligé avant la disposition en question et au cours de l'année;

b.2) il est entendu qu'un montant, sauf celui calculé selon l'alinéa b.1), qui a été déduit ou était à déduire en application des paragraphes 66.1(2) ou (3) par le propriétaire obligé pour l'année ou pour une année d'imposition postérieure est réputé, pour l'application de l'alinéa (3)a), ne pas être relatif aux frais cumulatifs d'exploration au Canada du propriétaire obligé calculés immédiatement après la disposition;

(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux années d'imposition qui se terminent après le 2 décembre 1992.

9. (1) Le paragraphe 87(2) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa II), de ce qui suit :

mm) pour l'application de l'article 126.1, la nouvelle corporation est réputée être la même corporation que chaque corporation remplacée et en être la continuation;

(2) Le passage du paragraphe 87(4.4) de la même loi qui suit l'alinéa d) et qui précède l'alinéa e) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

pour l'application du paragraphe 66(12.66) et aux fins de la renonciation à un montant en vertu des paragraphes 66(12.6), (12.601), (12.62) ou (12.64) concernant des frais d'exploration au Canada, des frais d'aménagement au Canada ou des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz que la nouvelle corporation engagerait après la fusion sans la renonciation, les présomptions suivantes s'appliquent :

Idem

Crédit d'impôt pour cotisations d'assurance-chômage

(ii) the amount, if any, by which

(A) the specified amount determined under paragraph (12.1)(a) in respect of the original owner for the year

exceeds

(B) the total of all amounts each of which is an amount determined under this paragraph in respect of any disposition made by the original owner before the disposition and in the year;

(b.2) for greater certainty, any amount (other than the amount determined under paragraph (b.1)) that was deductible under subsection 66.1(2) or deducted under subsection 66.1(3) by the original owner for the year or a subsequent taxation year shall, for the purpose of paragraph (3)(a), be deemed not to be in respect of the cumulative Canadian exploration expense of the original owner determined immediately after the disposition;

(i) le montant déduit en application de l'alinéa b) relativement à la disposition,

(ii) l'excédent éventuel du montant visé à la division (A) sur le total visé à la division (B) :

(A) le montant déterminé calculé selon l'alinéa (12.1)a) relativement au propriétaire obligé pour l'année,

(B) le total des montants dont chacun représente un montant calculé selon le présent alinéa relativement à une disposition effectuée par le propriétaire obligé avant la disposition en question et au cours de l'année;

b.2) il est entendu qu'un montant, sauf celui calculé selon l'alinéa b.1), qui est déductible en application du paragraphe 66.1(2) ou déduit en application du paragraphe 66.1(3) par le propriétaire obligé pour l'année ou pour une année d'imposition postérieure est réputé, pour l'application de l'alinéa (3)a), ne pas être relatif aux frais cumulatifs d'exploration au Canada du propriétaire obligé calculés immédiatement après la disposition;

Clause 9: (1) New. The relevant portion of subsection 87(2) at present reads as follows:

(2) Where there has been an amalgamation of two or more corporations after 1971 the following rules apply:

Article 9, (1). — Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 87(2) :

(2) Lorsqu'il y a eu fusion de deux ou plusieurs corporations après 1971, les règles suivantes s'appliquent :

(2) This amendment would add the underlined reference.

(2). — Adjonction d'un renvoi au paragraphe 66(12.601).

(3) Subsection (1) applies to amalgamations occurring, and windings-up commencing, after 1991.

(4) Subsection (2) applies to amalgamations occurring after December 2, 1992.

10. (1) Paragraph 88(1)(e.3) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subparagraph (ii) thereof, the following:

and, for the purposes of the definitions 10
"first term shared-use-equipment" and
"second term shared-use-equipment" in
subsection 127(9), the parent shall be
deemed to be the same corporation as, and 15
a continuation of, the subsidiary;

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after December 2, 1992.

11. (1) All that portion of subsection 96(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Where a taxpayer who was a member of a partnership during a fiscal period has, for any purpose relevant to the computation of the taxpayer's income from the partnership for the fiscal period, made or executed an election under or in respect of the application of any of subsections 13(4), (15) and (16), 14(6), 20(9) and 21(1) to (4), section 22, subsection 29(1), section 34, clause 30 37(7)(c)(ii)(B) and subsections 44(1) and (6), 50(1) and 97(2) that, but for this subsection, would be a valid election, the following rules apply:

(2) Subsection (1) applies to taxation 35 years that end after December 2, 1992.

12. (1) Paragraph 104(23)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(e) in lieu of making the payments re- 40
quired by sections 155, 156 and 156.1, the trust shall pay to the Receiver General within 90 days after the end of each taxa-

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux fusions effectuées après 1991 et aux liquidations commençant après cette année.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux 5 fusions effectuées après le 2 décembre 1992.

10. (1) L'alinéa 88(1)e.3 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

par ailleurs, pour l'application des défini-
tions de « matériel à vocations multiples de
première période » et « matériel à vocations 10
multiples de deuxième période », au para-
graphe 127(9), la corporation mère est ré-
putée être la même corporation que la
filiale et en être la continuation;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux an- 15
nées d'imposition qui se terminent après le 2
décembre 1992.

11. (1) Le passage du paragraphe 96(3) 20
de la même loi qui précède l'alinéa a) est
abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Dans le cas où un contribuable qui est
un associé d'une société au cours d'un exer-
cice financier a fait, à une fin quelconque en
vue du calcul de son revenu tiré de la société 25
pour l'exercice, un choix en application des 25
paragraphe 13(4), (15) ou (16), 14(6),
20(9) ou 21(1) à (4), de l'article 22, du para-
graphe 29(1), de l'article 34, de la division
30 37(7)c)(ii)(B) ou des paragraphes 44(1) ou
(6), 50(1) ou 97(2) qui serait valide sans le 30
présent paragraphe, les règles suivantes s'ap-
pliquent :

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux an- 35
nées d'imposition qui se terminent après le 2
décembre 1992.

12. (1) L'alinéa 104(23)e de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) au lieu d'effectuer les paiements exigés
par les articles 155, 156 et 156.1, la fiducie
doit verser au receveur général, dans un 40
délai de 90 jours à compter de la fin de
chaque année d'imposition, l'impôt dont

Clause 10: The relevant portion of subsection 88(1) at present reads as follows:

88. (1) Where a taxable Canadian corporation (in this subsection referred to as the “subsidiary”) has been wound up after May 6, 1974 and not less than 90% of the issued shares of each class of the capital stock of the subsidiary were, immediately before the winding-up, owned by another taxable Canadian corporation (in this subsection referred to as the “parent”) and all of the shares of the subsidiary that were not owned by the parent immediately before the winding-up were owned at the time by persons with whom the parent was dealing at arm’s length, notwithstanding any other provision of this Act other than subsection 69(11), the following rules apply:

...

(e.3) for the purpose of computing the parent’s investment tax credit at the end of any particular taxation year ending after the subsidiary was wound up,

Clause 11: This amendment would add the underlined reference.

Clause 12: The relevant portion of subsection 104(23) at present reads as follows:

(23) In the case of a testamentary trust, notwithstanding any other provision of this Act the following rules apply:

...

(e) in lieu of making the payments required by section 156, the trust shall pay to the Receiver General within 90 days from the end of each taxation year, the tax for the year as estimated under section 151.

Article 10, (1). — Texte actuel du paragraphe 88(1) :

88. (1) Lorsqu’une corporation canadienne imposable (appelée « filiale » au présent paragraphe) a été liquidée après le 6 mai 1974, qu’au moins 90 % des actions émises de chaque catégorie de son capital-actions appartenaient, immédiatement avant la liquidation, à une autre corporation canadienne imposable (appelée « corporation mère » au présent paragraphe) et que toutes les actions de la filiale qui n’appartenaient pas à la corporation mère immédiatement avant la liquidation appartenaient alors à des personnes avec lesquelles la corporation mère n’avait pas de lien de dépendance, les règles suivantes s’appliquent nonobstant les autres dispositions de la présente loi, exception faite du paragraphe 69(11) :

...

e.3) aux fins du calcul du crédit d’impôt à l’investissement de la corporation mère à la fin d’une année d’imposition donnée se terminant après la liquidation de la filiale :

Article 11, (1). — Adjonction d’un renvoi à la division 37(7)c)(ii)(B).

Article 12, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 104(23) :

(23) Nonobstant toute disposition contraire de la présente loi, les règles suivantes s’appliquent à la fiducie testamentaire :

...

e) au lieu d’effectuer les paiements exigés par l’article 156, la fiducie doit verser au receveur général, dans un délai de 90 jours à compter de la fin de chaque année d’imposition, l’impôt pour l’année calculé aux termes de l’article 151.

tion year, the tax payable under this Part by it for the year.

(2) Subsection (1) applies to the 1994 and subsequent taxation years.

13. (1) Paragraph (d) of the definition "investment expense" in subsection 110.6(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(d) 50% of the total of all amounts each of which is an amount deducted under subsection 66(4), 66.1(3), 66.2(2) or 66.4(2) in computing the individual's income for the year in respect of expenses incurred and renounced under subsection 66(12.6), (12.601), (12.62) or (12.64) by a corporation or incurred by a partnership of which the individual was a specified member in the fiscal period of the partnership in which the expense was incurred, and

(2) Subsection (1) applies to the 1992 and subsequent taxation years.

14. (1) All that portion of subsection 122.5(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Where a return of income (other than a return of income filed under subsection 70(2), paragraph 104(23)(d) or 128(2)(e) or subsection 150(4)) is filed under this Part for a taxation year in respect of an eligible individual and the individual applies therefor in writing, 1/2 of the amount, if any, by which the total of

Deemed
payment on
account of tax

(2) Subsection 122.5(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) For the purposes of this section, the months specified for a taxation year are October of the following taxation year and April of the second following taxation year.

Months
specified

elle est redevable en vertu de la présente partie pour l'année.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1994 et suivantes.

13. (1) L'alinéa d) de la définition de « frais de placement », au paragraphe 110.6(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) 50 % du total des montants déduits en application des paragraphes 66(4), 66.1(3), 66.2(2) ou 66.4(2), dans le calcul du revenu du particulier pour l'année, au titre des frais qu'une corporation a engagés et auxquels elle a renoncé en application des paragraphes 66(12.6), (12.601), (12.62) ou (12.64) ou des frais engagés par une société dont il est un associé déterminé au cours de l'exercice financier de la société pendant lequel les frais ont été engagés;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1992 et suivantes.

14. (1) Le passage du paragraphe 122.5(3) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Dans le cas où une déclaration de revenu, sauf celle produite en application du paragraphe 70(2), des alinéas 104(23)d) ou 128(2)e) ou du paragraphe 150(4), est produite en vertu de la présente partie à l'égard d'un particulier admissible pour une année d'imposition, et où le particulier en fait la demande par écrit, est réputé être un montant payé par le particulier au titre de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année, au cours de chacun des mois déterminés de cette année selon le paragraphe (4), la moitié de l'excédent éventuel du total des montants suivants :

Montant réputé
versé au titre de
l'impôt

(2) Le paragraphe 122.5(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Pour l'application du présent article, les mois déterminés d'une année d'imposition sont octobre de l'année d'imposition suivante et avril de la deuxième année d'imposition suivante.

Mois
déterminés

Clause 13: The relevant portion of the definition “investment expense” in subsection 110.6(1) at present reads as follows:

“investment expense” of an individual for a taxation year means the total of

...

(d) 50% of the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under subsection 66(4), 66.1(3), 66.2(2) or 66.4(2) in computing his income for the year in respect of expenses incurred and renounced under subsection 66(12.6), (12.62) or (12.64) by a corporation or incurred by a partnership of which he was a specified member in the fiscal period of the partnership in which the expense was incurred, and

Clause 14: (1) The relevant portion of subsection 122.5(3) at present reads as follows:

(3) Where an eligible individual for a taxation year files with the individual's return of income (other than a return of income filed under subsection 70(2), paragraph 104(23)(d) or 128(2)(e) or subsection 150(4)) under this Part for the year a prescribed form, containing prescribed information, 1/4 of the amount, if any, by which the total of

(2) Subsection 122.5(4) at present reads as follows:

(4) For the purposes of this section, the months specified for a taxation year are July and October of the immediately following taxation year and January and April of the second immediately following taxation year.

Article 13, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de la définition de « frais de placement » au paragraphe 110.6(1) :

« frais de placement » Le total des montants suivants applicable à un particulier pour une année d'imposition :

...

d) 50 % du total des montants déduits en application des paragraphes 66(4), 66.1(3), 66.2(2) ou 66.4(2), dans le calcul du revenu du particulier pour l'année, au titre des frais qu'une corporation a engagés et auxquels elle a renoncé en application du paragraphe 66(12.6), (12.62) ou (12.64) ou des frais engagés par une société dont il est un associé déterminé dans l'exercice financier de la société au cours duquel les frais ont été engagés;

Article 14, (1). — Texte actuel du paragraphe 122.5(3) :

(3) Dans le cas où un particulier admissible pour une année d'imposition produit avec sa déclaration de revenu (sauf celle produite en application du paragraphe 70(2), de l'alinéa 104(23)d) ou 128(2)e) ou du paragraphe 150(4) en vertu de la présente partie pour l'année un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, est réputé être un montant payé par le particulier au titre de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année, au cours de chacun des mois déterminés de cette année selon le paragraphe (4), le quart de l'excédent éventuel du total des montants suivants :

(2). — Texte actuel du paragraphe 122.5(4) :

(4) Pour l'application du présent article, les mois déterminés d'une année d'imposition sont juillet et octobre de l'année d'imposition suivante et janvier et avril de la deuxième année d'imposition suivante.

(3) Paragraph 122.5(5)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(a) where an individual is a qualified relation of another individual for a taxation year, only one of them may apply under that subsection for the year;

(4) All that portion of subsection 122.5(6) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(6) Notwithstanding paragraph (5)(c), on written application made, on or before the day on or before which a return of income (other than a return of income filed under subsection 70(2), paragraph 104(23)(d) or 128(2)(e) or subsection 150(4)) of a deceased person is required to be filed under this Part for the taxation year in which the person died (or would be so required if the person were liable to pay tax under this Part for that year), by an individual who

Qualified
relation of a
deceased
eligible individ-
ual

(5) Subsections (1), (3) and (4) apply to the 1992 and subsequent taxation years, except that in applying subsection 122.5(3) of the said Act, as amended by subsection (1), to amounts deemed to be paid before 1994, the reference therein to "1/2" shall be read as a reference to "1/4".

(6) Subsection (2) applies to amounts deemed to be paid after 1993.

(3) L'alinéa 122.5(5)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) dans le cas où un particulier est le proche admissible d'un autre particulier pour une année d'imposition, un seul d'entre eux peut présenter une demande en application de ce paragraphe pour l'année;

(4) Le paragraphe 122.5(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) Malgré l'alinéa (5)c), le particulier qui n'est pas visé par cet alinéa et qui est le proche admissible d'une personne décédée pour l'année d'imposition pour laquelle un paiement serait effectué en application du présent article en l'absence de cet alinéa peut demander par écrit, au plus tard le jour où une déclaration de revenu, sauf celle produite en application du paragraphe 70(2), des alinéas 104(23)d) ou 128(2)e) ou du paragraphe 150(4), de la personne décédée est à produire en application de la présente partie pour l'année d'imposition au cours de laquelle cette personne est décédée, ou serait ainsi à produire si la personne était redevable de l'impôt en vertu de la présente partie pour cette année, que chaque montant qui, en l'absence de cet alinéa, serait réputé payé en application du paragraphe (3) par la personne décédée au cours du mois déterminé d'une année d'imposition soit réputé payé au cours du mois au titre de l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour cette année.

Proche admissible d'un particulier admissible décédé

(5) Les paragraphes (1), (3) et (4) s'appliquent aux années d'imposition 1992 et suivantes. Toutefois, pour l'application du paragraphe 122.5(3) de la même loi, modifié par le paragraphe (1), aux montants réputés payés avant 1994, la mention « la moitié », au paragraphe 122.5(3), vaut mention de « le quart ».

(6) Le paragraphe (2) s'applique aux montants réputés payés après 1993.

(3) The relevant portion of subsection 122.5(5) at present reads as follows:

(5) Notwithstanding subsection (3),

(a) where an individual is a qualified relation of another individual for a taxation year, only one of them may file a prescribed form under that subsection for the year;

(4) The relevant portion of subsection 122.5(6) at present reads as follows:

(6) Notwithstanding paragraph (5)(c), on application made in prescribed form containing prescribed information within 60 days after a person's death (or within such longer period as the Minister considers reasonable in the circumstances) by an individual who

(3). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 122.5(5) :

(5) Par dérogation au paragraphe (3) :

a) dans le cas où un particulier est le proche admissible d'un autre particulier pour une année d'imposition, un seul d'entre eux peut produire le formulaire prescrit en application de ce paragraphe pour l'année;

(4). — Texte actuel du paragraphe 122.5(6) :

(6) Malgré l'alinéa (5)c), le particulier qui n'est pas visé par cet alinéa et qui est le proche admissible d'une personne décédée pour l'année d'imposition pour laquelle un paiement serait effectué en application du présent article en l'absence de cet alinéa, peut demander que chaque montant qui, en l'absence de cet alinéa, serait réputé payé en application du paragraphe (3) par la personne décédée au cours du mois déterminé d'une année d'imposition soit réputé payé au cours du mois au titre de l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour cette année. Le particulier en fait la demande sur formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits dans les 60 jours suivant le décès de la personne, ou dans le délai plus long que le ministre juge raisonnable dans les circonstances.

15. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 126 thereof, the following section:

126.1 (1) In this section,

"1992 cumulative premium base" of an employer on any particular day means the total of all qualifying employer premiums of the employer for the period beginning on January 1, 1992 and ending on the day that is 365 days earlier than the particular day that became payable on or before the last day of that period;

"1992 premium base" of an employer means the total of all qualifying employer premiums for 1992 of the employer;

"1993 cumulative premium base" of an employer on any particular day means the total of all qualifying employer premiums of the employer for the period beginning on January 1, 1993 and ending on the particular day that became payable on or before the last day of that period;

"1993 premium base" of an employer means the total of all qualifying employer premiums for 1993 of the employer;

"employer" at any time means any person or partnership (other than a person who at that time is exempt under any of paragraphs 149(1)(a) to (d), (h.1), (o) to (o.2), (o.4) to (s) and (u) to (y) from tax under this Part) that has a qualifying employee in 1992 or 1993;

"qualifying employee" of an employer means,

(a) where the employer is not exempt under subsection 149(1) from tax under this Part,

(i) any employee of the employer, other than any employee whose remuneration is not deductible in computing income from a business or property, and

(ii) any person in respect of whom the employer is deemed under any regulation under the *Unemployment Insurance Act* to be an employer for the

15. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 126, de ce qui suit :

126.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« base des cotisations cumulatives pour 1992 » Le total des cotisations patronales admissibles d'un employeur à une date donnée pour la période commençant le 1^{er} janvier 1992 et se terminant le 365^e jour précédant la date donnée, qui sont devenues payables au plus tard le dernier jour de cette période.

« base des cotisations cumulatives pour 1993 » Le total des cotisations patronales admissibles d'un employeur à une date donnée pour la période commençant le 1^{er} janvier 1993 et se terminant à la date donnée, qui sont devenues payables au plus tard le dernier jour de cette période.

« base des cotisations pour 1992 » Le total des cotisations patronales admissibles d'un employeur pour 1992.

« base des cotisations pour 1993 » Le total des cotisations patronales admissibles d'un employeur pour 1993.

« cotisation d'assurance-chômage » S'agissant de la cotisation d'assurance-chômage d'un employeur, cotisation prévue par le paragraphe 51(2) de la *Loi sur l'assurance-chômage*, payable :

a) si l'employeur est une société, par les associés de celle-ci relativement à la rémunération qu'elle verse à ses employés;

b) dans les autres cas, par l'employeur.

« cotisation patronale admissible » S'agissant de la cotisation patronale admissible d'un employeur pour une période, la partie de la cotisation d'assurance-chômage de l'employeur qu'il est raisonnable d'attribuer à la rémunération versée au cours de la période à ses employés admissibles.

« date de versement » Date, en 1993, fixée par la *Loi sur l'assurance-chômage*, à laquelle un employeur est tenu, au plus tard, de verser une cotisation d'assurance-chô-

Définitions

5 « base des cotisations cumulatives pour 1992 » "1992 cumulative premium base"

15 « base des cotisations cumulatives pour 1993 » "1993 cumulative premium base"

20 « base des cotisations pour 1992 » "1992 premium base"

25 « base des cotisations pour 1993 » "1993 premium base"

30 « cotisation d'assurance-chômage » "UI premium"

35 « cotisation patronale admissible » "qualifying employer premium"

45 « date de versement » "remittance date"

Définitions

"1992 cumulative premium base"
« base des cotisations cumulatives pour 1992 »

"1992 premium base"
« base des cotisations pour 1992 »

"1993 cumulative premium base"
« base des cotisations cumulatives pour 1993 »

"1993 premium base"
« base des cotisations pour 1993 »

"employer"
« employeur »

"qualifying employee"
« employé admissible »

Clause 15: New.

Article 15, (1). — Nouveau.

	purpose of determining an employer's UI premium, and	mage relativement à une rémunération versée au cours de cette année.	
	(b) in any other case, any employee of the employer;	« employé admissible » S'agissant de l'employé admissible d'un employeur :	« employé admissible » "qualifying employee"
"qualifying employer premium" « cotisation patronale admissible »	"qualifying employer premium" for a period of an employer means that portion of the employer's UI premium that can reasonably be attributed to the remuneration paid in the period to qualifying employees of the employer;	5 a) si l'employeur n'est pas exonéré de l'impôt prévu à la présente partie par l'effet du paragraphe 149(1) :	5
		(i) tout employé dont la rémunération est déductible dans le calcul du revenu provenant d'une entreprise ou d'un bien,	10
"remittance date" « date de versement »	"remittance date" for 1993 of an employer means the day prescribed under the <i>Unemployment Insurance Act</i> on or before which the employer is required to remit a UI premium in respect of remuneration paid in 1993;	(ii) toute personne à l'égard de laquelle l'employeur est réputé par les dispositions réglementaires prises en application de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i> être un employeur aux fins du calcul de la cotisation d'assurance-chômage d'un employeur;	15
"UI premium" « cotisation d'assurance-chômage »	"UI premium" of an employer means a premium under subsection 51(2) of the <i>Unemployment Insurance Act</i> payable,	b) dans les autres cas, tout employé de l'employeur.	20
	(a) where the employer is a partnership, by the members of the partnership in respect of remuneration paid by the partnership to employees of the partnership, and	« employeur » Est un employeur à un moment donné la personne ou la société, sauf la personne qui, à ce moment, est exonérée de l'impôt prévu à la présente partie par l'effet de l'un des alinéas 149(1)a) à d), h.1), o) à o.2), o.4) à s) et u) à y), qui a un employé admissible en 1992 ou 1993.	25
	(b) in any other case, by the employer.	(2) Les présomptions suivantes s'appliquent au présent article :	25
Associated employers	(2) For the purposes of this section,	a) les employeurs qui sont des corporations associées les unes aux autres à un moment donné sont réputés être associés les uns aux autres à ce moment;	Employeurs associés
	(a) employers that are corporations that are associated with each other at any time shall be deemed to be employers that are associated with each other at that time; and	b) sont réputés être associés l'un à l'autre à un moment donné deux employeurs qui, à la fois :	
	(b) where 2 employers	(i) sans le présent alinéa, ne seraient à aucun moment associés l'un à l'autre,	35
	(i) would, but for this paragraph, not be associated with each other at any time, and	(ii) sont associés à une autre corporation au moment donné, ou sont réputés l'être 40 par le présent paragraphe.	
	(ii) are associated, or are deemed by this subsection to be associated, with another corporation at that time,		
	they shall be deemed to be associated with each other at that time.		40
Idem	(3) In determining for the purposes of this section whether 2 or more employers are associated with each other at any time, and in determining whether an employer is at any	(3) Pour déterminer, pour l'application du présent article, si des employeurs sont associés les uns aux autres à un moment donné, et pour déterminer si un employeur est un	45
			Propriété présumée des actions

time a specified employer in relation to another employer,

(a) where an employer at any time is an individual, the employer shall be deemed at that time to be a corporation all the issued shares of the capital stock of which, having full voting rights under all circumstances, are owned by the individual; and

(b) where an employer at any time is a partnership,

(i) the employer shall be deemed at that time to be a corporation having one class of issued shares, which shares have full voting rights under all circumstances, and

(ii) each member of the partnership shall be deemed to own at that time the greatest proportion of the number of issued shares of the capital stock of the corporation that

(A) the member's share of the income or loss of the partnership from any source for the fiscal period of the partnership that includes that time

is of

(B) the income or loss of the partnership from that source for that period

and for the purposes of this paragraph, where the income and loss of the partnership from any source for that period are nil, that proportion shall be computed as if the partnership had income from that source for that period in the amount of \$1,000,000.

Business
carried on by
another
employer

(4) Where at any time before 1994 an employer (referred to in this subsection and subsection (5) as the "successor") carries on, as a separate business or as part of another business, a business or part of a business that was carried on at any earlier time after 1991 by a specified employer in relation to the successor (which business or part of a business is referred to in this subsection as the "specified business"), in determining

employeur déterminé quant à un autre employeur à un moment donné, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'employeur qui est un particulier à un moment donné est réputé être alors une corporation dont l'ensemble des actions émises du capital-actions, qui comportent plein droit de vote en toutes circonstances, appartiennent au particulier;

b) si un employeur est une société à un moment donné :

(i) l'employeur est réputé être à ce moment une corporation ayant une catégorie d'actions émises qui comportent plein droit de vote en toutes circonstances,

(ii) chaque associé de la société est réputé être propriétaire à ce moment de la proportion la plus élevée du nombre d'actions émises du capital-actions de la corporation, représentée par le rapport entre :

(A) la part de l'associé sur le revenu ou la perte de la société provenant d'une source donnée pour l'exercice financier de celle-ci qui comprend ce moment,

(B) le revenu ou la perte de la société provenant de cette source pour cet exercice;

pour l'application du présent alinéa, lorsque le revenu et la perte de la société provenant d'une source donnée pour cet exercice sont nuls, cette proportion est déterminée comme si le revenu de la société provenant de cette source pour cet exercice s'élevait à 1 000 000 \$.

(4) Lorsque, à un moment donné avant 1994, un employeur (appelé « remplaçant » au présent paragraphe et au paragraphe (5)) exploite, à titre d'entreprise distincte ou dans le cadre d'une autre entreprise, tout ou partie d'une entreprise (appelée « entreprise déterminée » au présent paragraphe) qu'exploitait auparavant, mais après 1991, un employeur déterminé quant au remplaçant, la partie des cotisations patronales admissibles de l'employeur déterminé, pour une période donnée,

Entreprise
exploitée par un
autre
employeur

(a) the UI premium tax credit of the specified employer and the successor, and

(b) each amount that is or would, but for subsection (13), be deemed by subsection (12) to be paid to the specified employer or the successor at any time after the successor began to carry on the specified business,

that portion of the qualifying employer premiums for any period of the specified employer that can reasonably be considered to relate to the specified business shall be deemed not to be qualifying employer premiums for the period of the specified employer and to be qualifying employer premiums for the period of the successor.

(5) For the purposes of subsection (4), "specified employer" at any time in relation to a successor means any particular employer with whom the successor at that time is not or would not be dealing at arm's length if,

(a) where the particular employer has ceased to exist before that time, the particular employer were in existence at that time, and

(b) the particular employer were controlled at that time by each person or group of persons who at any time in 1992 or 1993 controlled the particular employer,

except that a particular employer is not a specified employer in relation to a successor where the successor is, for the purposes of this section, deemed by paragraph 87(2)(mm) or 88(1)(e.2) to be a continuation of, and the same corporation as, the particular employer.

(6) Where an employer (other than a partnership) files with the Minister a prescribed form containing prescribed information, an overpayment on account of the employer's liability under this Part for the employer's last taxation year beginning before 1994 equal to the employer's UI premium tax credit shall be deemed to have arisen on the later of March 1, 1994 and the day on which the form is so filed.

Definition of "specified employer"

UI premium tax credit

qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à l'entreprise déterminée est réputée constituer, pour la période, des cotisations patronales admissibles non pas de l'employeur déterminé, mais du remplaçant, aux fins du calcul des montants suivants :

a) le crédit d'impôt pour cotisations d'assurance-chômage de l'employeur déterminé et du remplaçant;

b) chaque montant qui est réputé par le paragraphe (12) versé à l'employeur déterminé ou au remplaçant après le début de l'exploitation par ce dernier de l'entreprise déterminée, ou qui serait réputé ainsi versé sans le paragraphe (13).

(5) Pour l'application du paragraphe (4), est un employeur déterminé quant à un remplaçant à un moment donné l'employeur avec lequel le remplaçant a alors un lien de dépendance, ou en aurait un alors si, à la fois :

a) l'employeur ayant cessé d'exister avant ce moment, il existait à ce moment;

b) l'employeur était contrôlé à ce moment par chaque personne ou groupe de personnes qui, au cours de 1992 ou 1993, contrôlait l'employeur.

Toutefois, un employeur n'est pas un employeur déterminé quant à un remplaçant si, pour l'application du présent article, le remplaçant est réputé par les alinéas 87(2)(mm) ou 88(1)(e.2) être la même corporation que l'employeur et en être la continuation.

(6) Lorsqu'un employeur, sauf une société, présente au ministre un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, un paiement en trop au titre des sommes dont il est redevable en vertu de la présente partie pour sa dernière année d'imposition commençant avant 1994 — qui représente son crédit d'impôt pour cotisations d'assurance-chômage — est réputé se produire au dernier en date du 1^{er} mars 1994 et du jour où le formulaire est ainsi présenté.

Définition de « employeur déterminé »

Crédit d'impôt pour cotisations d'assurance-chômage

Idem	<p>(7) Where a member of a partnership, acting on behalf of all of the members of the partnership, files with the Minister a prescribed form containing prescribed information, an overpayment on account of each taxpayer's liability under this Part for the taxpayer's last taxation year beginning before 1994 equal to that portion of the partnership's UI premium tax credit that can reasonably be considered to be the taxpayer's share thereof shall be deemed to have arisen on the later of March 1, 1994 and the day on which the form is so filed.</p>	<p>(7) Lorsqu'un associé d'une société, agissant pour le compte de l'ensemble des associés, présente au ministre un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, un paiement en trop au titre des sommes dont chaque contribuable est redevable en vertu de la présente partie pour sa dernière année d'imposition commençant avant 1994 — qui représente la partie du crédit d'impôt pour cotisations d'assurance-chômage de la société qu'il est raisonnable de considérer comme la part revenant au contribuable — est réputé se produire au dernier en date du 1^{er} mars 1994 et du jour où le formulaire est ainsi présenté.</p>	<p>Crédit d'impôt pour cotisations d'assurance-chômage — société</p>
Definition of "UI premium tax credit"	<p>(8) For the purposes of this section, an employer's "UI premium tax credit" is the lesser of</p> <p>(a) the amount, if any, by which \$30,000 exceeds the amount, if any, by which the employer's 1992 premium base exceeds \$30,000, and</p> <p>(b) the amount, if any, by which the employer's 1993 premium base exceeds the employer's 1992 premium base,</p> <p>unless the employer is associated at the end of 1993 with any other employer, in which case, subject to subsection (11), the employer's UI premium tax credit is nil.</p>	<p>(8) Pour l'application du présent article, le crédit d'impôt pour cotisations d'assurance-chômage d'un employeur correspond au moins élevé des montants suivants :</p> <p>a) l'excédent éventuel de 30 000 \$ sur l'excédent de la base des cotisations pour 1992 de l'employeur sur 30 000 \$;</p> <p>b) l'excédent éventuel de la base des cotisations pour 1993 de l'employeur sur sa base des cotisations pour 1992.</p> <p>Toutefois, sous réserve du paragraphe (11), si l'employeur est associé à un autre employeur à la fin de 1993, son crédit d'impôt pour cotisations d'assurance-chômage est nul.</p>	<p>Crédit d'impôt pour cotisations d'assurance-chômage — détermination</p>
Allocation by associated employers	<p>(9) An employer that is a member of a group of employers that are associated with each other at the end of 1993 (referred to in this subsection and in subsections (10) and (11) as "associated employers") may file with the Minister an agreement in prescribed form on behalf of the associated employers allocating among them an amount not exceeding the lesser of</p> <p>(a) the amount, if any, by which \$30,000 exceeds the amount, if any, by which the total of the 1992 premium bases of all of the associated employers exceeds \$30,000, and</p> <p>(b) the amount, if any, by which</p> <p>(i) the total of the 1993 premium bases of all of the associated employers</p>	<p>(9) L'employeur qui est membre d'un groupe d'employeurs associés les uns aux autres à la fin de 1993 (appelés « employeurs associés » au présent paragraphe et aux paragraphes (10) et (11)) peut présenter au ministre, sur formulaire prescrit, un accord au nom des employeurs associés qui prévoit la répartition entre eux d'un montant qui ne dépasse pas le moins élevé des montants suivants :</p> <p>a) l'excédent éventuel de 30 000 \$ sur l'excédent du total des bases des cotisations pour 1992 des employeurs associés sur 30 000 \$;</p> <p>b) l'excédent éventuel du total des bases des cotisations pour 1993 des employeurs associés sur le total de leurs bases des cotisations pour 1992.</p>	<p>Répartition entre employeurs associés</p>

exceeds

(ii) the total of the 1992 premium bases of all of the associated employers.

(10) The Minister may request any of the associated employers to file with the Minister an agreement referred to in subsection (9) and, where the employer does not file the agreement within 30 days after receiving the request, the Minister may allocate among them an amount not exceeding the lesser of the amounts determined under paragraphs (9)(a) and (b).

(11) For the purposes of this section, the least amount allocated to an associated employer under an agreement described in subsection (9) or the amount allocated to the employer by the Minister under subsection (10), as the case may be, is the UI premium tax credit of the employer.

(12) Where before March 1994 an employer or, where the employer is a partnership, any member of the partnership acting on behalf of all of the members of the partnership, files with the Minister a prescribed form containing prescribed information, the Minister shall, subject to subsection (13), be deemed to have paid to the employer on account of the overpayment determined under subsection (6) in respect of the employer, and the employer shall be deemed, for the purposes of paragraph 12(1)(x), to have received and, for the purposes of the *Unemployment Insurance Act* and regulations made under it, to have remitted to the Receiver General on account of the employer's UI premium, on each remittance date for 1993, an amount that is equal to,

(a) where the employer was not associated with any other employer on the remittance date, the lesser of

(i) the amount, if any, by which the lesser of

(A) the amount, if any, by which \$30,000 exceeds the amount, if any, by which the 1992 premium base of the employer exceeds \$30,000, and

(B) the amount, if any, by which

(10) Le ministre peut demander à l'un des 5 employeurs associés de lui présenter l'accord visé au paragraphe (9). Si l'employeur ne présente pas cet accord dans les 30 jours suivant la réception de la demande, le ministre peut répartir entre les employeurs associés un 10 montant qui ne dépasse pas le moins élevé des montants calculés selon les alinéas (9)a) et b).

(11) Pour l'application du présent article, 10 le montant le moins élevé qui est attribué à un employeur associé selon l'accord visé au paragraphe (9) ou par le ministre conformément au paragraphe (10) représente le 15 crédit d'impôt pour cotisations d'assurance-chômage de l'employeur.

(12) Dans le cas où, avant mars 1994, un 20 employeur ou, si l'employeur est une société, un associé de celle-ci agissant pour le compte de l'ensemble des associés de la société, présente au ministre un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits, le 25 ministre est réputé, sous réserve du paragraphe (13), avoir versé à l'employeur au titre du paiement en trop calculé à son égard 25 selon le paragraphe (6) l'un des montants visés aux alinéas a) et b) à chaque date de versement en 1993, et l'employeur est réputé avoir reçu, pour l'application de l'alinéa 30 12(1)(x), ce montant et avoir versé, pour l'application de la *Loi sur l'assurance-chômage* et de son règlement d'application, ce montant 35 au receveur général au titre de sa cotisation d'assurance-chômage :

a) si l'employeur n'est pas associé à un 35 autre employeur à la date de versement, le moins élevé des montants suivants :

(i) l'excédent éventuel du moins élevé des montants suivants sur le total des montants qui sont réputés, par le présent 40 paragraphe, versés à l'employeur avant la date de versement, ou qui seraient réputés ainsi versés sans le paragraphe (13) :

(A) l'excédent éventuel de 30 000 \$ 45 sur l'excédent de la base des cotisa-

Allocation by
the Minister

UI premium
tax credit —
associated
employers

Prepayment of
UI premium
tax credit

Répartition par
le ministre

Crédit d'impôt
— employeurs
associés

Paiement
anticipé du
crédit d'impôt
pour cotisations
d'assurance-
chômage

(I) the 1993 cumulative premium base of the employer on the remittance date

exceeds

(II) the 1992 cumulative premium base of the employer on the remittance date

exceeds the total of all amounts deemed or that would, but for subsection (13), be deemed by this subsection to have been paid to the employer before the remittance date, and

(ii) the amount determined by the formula

$$A - (B + C)$$

where

A is the total of all UI premiums of the employer payable on or before the remittance date that can reasonably be attributed to remuneration paid in the period beginning on January 1, 1993 and ending on the remittance date,

B is the total of all amounts (determined without reference to this subsection) remitted by the employer to the Receiver General on or before the remittance date on account of the UI premiums referred to in the description of A, and

C is the total of all amounts deemed or that would, but for subsection (13), be deemed by this subsection to have been paid to the employer before the remittance date; and

(b) where the employer (in this paragraph referred to as the "particular employer") was associated on the remittance date with any other employer (in this paragraph referred to as an "associated employer"), the lesser of

(i) the amount that would be determined under paragraph (a) in respect of the particular employer on the remittance date if the particular employer were not associated on the remittance date with any other employer, and

tions pour 1992 de l'employeur sur 30 000 \$,

(B) l'excédent éventuel de la base cumulative des cotisations pour 1993 de l'employeur à la date de versement sur sa base cumulative des cotisations pour 1992 à cette date,

(ii) le résultat du calcul suivant :

$$A - (B + C)$$

où :

A représente le total des cotisations d'assurance-chômage de l'employeur, payables au plus tard à la date de versement et qu'il est raisonnable d'attribuer à la rémunération versée au cours de la période commençant le 1^{er} janvier 1993 et se terminant à la date de versement,

B le total des montants, déterminés compte non tenu du présent paragraphe, que l'employeur a versés au receveur général au plus tard à la date de versement au titre des cotisations d'assurance-chômage visées à l'élément A,

C le total des montants qui sont réputés, par le présent paragraphe, versés à l'employeur avant la date de versement, ou qui seraient réputés ainsi versés sans le paragraphe (13);

b) si l'employeur (appelé « employeur donné » au présent alinéa) est associé à un autre employeur (appelé « employeur associé » au présent alinéa) à la date de versement, le moins élevé des montants suivants :

(i) le montant qui serait déterminé selon l'alinéa a) à l'égard de l'employeur donné à la date de versement si celui-ci n'était pas alors associé à un autre employeur,

(ii) l'excédent éventuel du moins élevé des montants suivants :

(A) l'excédent éventuel de 30 000 \$ sur l'excédent du total des bases des cotisations pour 1992 de l'employeur

(ii) the amount, if any, by which the lesser of

(A) the amount, if any, by which \$30,000 exceeds the amount, if any, by which the total of the 1992 premium bases of the particular employer and all associated employers exceeds \$30,000, and

(B) the amount, if any, by which

(I) the total of all amounts each of which is the 1993 cumulative premium base of the particular employer or an associated employer on the remittance date

exceeds

(II) the total of all amounts each of which is the 1992 cumulative premium base of the particular employer or an associated employer on the remittance date

exceeds the total of

(C) all amounts each of which is an amount deemed or that would, but for subsection (13), be deemed by this subsection to have been paid to the particular employer or an associated employer before the remittance date, and

(D) all amounts each of which is an amount that would be determined under subparagraph (a)(ii) in respect of an associated employer on the remittance date if the associated employer were not associated on that date with any other employer.

(13) Where an amount would, but for this subsection, be deemed by subsection (12) to be paid at any time to a partnership, that portion of the amount that can reasonably be considered to be a taxpayer's share of it shall be deemed not to have been paid to the partnership and to have been paid at that time by the Minister to the taxpayer on account of the overpayment determined under subsection (7) in respect of the taxpayer.

(14) Where the total of all amounts paid under subsection (12) to a taxpayer exceeds the taxpayer's UI premium tax credit, the

donné et des employeurs associés sur 30 000 \$,

(B) l'excédent éventuel du total visé à la subdivision (I) sur le total visé à la subdivision (II) :

(I) le total des montants représentant chacun la base cumulative des cotisations pour 1993 de l'employeur donné ou d'un employeur associé à la date de versement,

(II) le total des montants représentant chacun la base cumulative des cotisations pour 1992 de l'employeur donné ou d'un employeur associé à la date de versement,

sur le total des montants suivants :

(C) le total des montants représentant chacun un montant qui est réputé, par le présent paragraphe, versé à l'employeur donné ou à un employeur associé avant la date de versement, ou qui serait réputé ainsi versé sans le paragraphe (13),

(D) le total des montants représentant chacun un montant qui serait déterminé selon le sous-alinéa a)(ii) relativement à un employeur associé à la date de versement si cet employeur n'était alors associé à aucun autre employeur.

(13) Lorsqu'un montant serait, sans le présent paragraphe, réputé par le paragraphe (12) versé à un moment donné à une société, la partie du montant qu'il est raisonnable de considérer comme la part revenant à un contribuable est réputée ne pas avoir été versée à la société, mais avoir été versée à ce moment par le ministre au contribuable au titre du paiement en trop calculé à son égard selon le paragraphe (7).

(14) Lorsque le total des montants versés à un contribuable en application du paragraphe (12) excède son crédit d'impôt pour

Paiement anticipé — associé d'une société

Paiement en trop excédentaire

Idem

Excess prepayment

excess shall be deemed to have been refunded to the taxpayer, on the taxpayer's last remittance date for 1993, on account of the taxpayer's liability under this Part for the taxpayer's last taxation year beginning before 1994.

Idem

(15) Where the total of all amounts paid under subsection (13) to a taxpayer in respect of a partnership exceeds that portion of the partnership's UI premium tax credit that can reasonably be considered to be the taxpayer's share of it, the excess shall be deemed to have been refunded to the taxpayer, on the partnership's last remittance date for 1993, on account of the taxpayer's liability under this Part for the taxpayer's last taxation year beginning before 1994.

cotisations d'assurance-chômage, l'excédent est réputé lui avoir été remboursé à sa dernière date de versement en 1993 au titre des sommes dont il est redevable en vertu de la présente partie pour sa dernière année d'imposition commençant avant 1994.

(15) Lorsque le total des montants versés à un contribuable à l'égard d'une société en application du paragraphe (13) excède la partie du crédit d'impôt pour cotisations d'assurance-chômage de la société qu'il est raisonnable de considérer comme la part revenant au contribuable, l'excédent est réputé avoir été remboursé au contribuable à la dernière date de versement de la société en 1993 au titre des sommes dont le contribuable est redevable en vertu de la présente partie pour sa dernière année d'imposition commençant avant 1994.

Paiement en trop excédentaire associé d'une société

(2) Subsection (1) applies after 1992.

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1992.

16. (1) Subsection 127(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

16. (1) Le paragraphe 127(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Investment tax credit

(5) There may be deducted from the tax otherwise payable by a taxpayer under this Part for a taxation year an amount not exceeding the lesser of

(5) Est déductible de l'impôt payable par ailleurs par un contribuable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition un montant qui ne dépasse pas le moins élevé des montants suivants :

Crédit d'impôt à l'investissement

(a) the total of

a) le total des montants suivants :

(i) the taxpayer's investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, before the end of the year, and

(i) le crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, avant la fin de l'année,

(ii) the lesser of

(ii) le moins élevé des montants suivants :

(A) the taxpayer's investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, in a subsequent taxation year, to the extent that the investment tax credit was not deductible under this subsection or subsection 180.1(1.2) for the taxation year in which the property was acquired, 40 or the expenditure was made, as the case may be, and

(A) le crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, au cours d'une année d'imposition ultérieure, dans la mesure où ce crédit n'était pas déductible selon le présent paragraphe ou le paragraphe 180.1(1.2) pour l'année d'imposition au cours de laquelle les biens ont été acquis, ou les dépenses faites, selon le cas,

(B) the amount, if any, by which the taxpayer's tax otherwise payable under this Part for the year exceeds 45

Clause 16: (1) Subsection 127(5) at present reads as follows:

(5) There may be deducted from the tax otherwise payable by a taxpayer under this Part for a taxation year an amount not exceeding the least of

(a) his annual investment tax credit limit for the year,

(b) the aggregate of

(i) his investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired or an expenditure made, before the end of the year, and

(ii) the lesser of

(A) his investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, in a subsequent taxation year, to the extent that the investment tax credit was not deductible under this subsection or subsection 180.1(1.2) for the taxation year in which the property was acquired, or the expenditure was made, as the case may be, and

(B) the amount, if any, by which his tax otherwise payable by him under this Part for the year exceeds the amount, if any, determined under subparagraph (i), and

(c) where Division E.1 is applicable to the taxpayer for the year, the amount, if any, by which the aggregate of

(i) his tax otherwise payable under this Part for the year, and

(ii) his tax otherwise payable under Part I.1 for the year before deducting any amount under subsection 180.1(1.2),

exceeds his minimum amount for the year determined under section 127.51.

Article 16, (1). — Texte actuel du paragraphe 127(5) :

(5) Est déductible de l'impôt payable par ailleurs par un contribuable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition un montant qui ne dépasse pas le moins élevé des montants suivants :

a) le crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement du contribuable;

b) le total des montants suivants :

(i) le crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, avant la fin de l'année, et

(ii) le moins élevé :

(A) du crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, au cours d'une année d'imposition ultérieure, dans la mesure où ce crédit n'était pas déductible selon le présent paragraphe ou le paragraphe 180.1(1.2) pour l'année d'imposition au cours de laquelle les biens ont été acquis, ou les dépenses faites, selon le cas,

(B) de l'excédent éventuel de l'impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente partie pour l'année sur le montant éventuel calculé selon le sous-alinéa (i);

c) si la section E.1 s'applique au contribuable pour l'année, l'excédent éventuel du total de l'impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente partie pour l'année et de l'impôt payable par celui-ci en vertu de la partie I pour l'année avant toute déduction en application du paragraphe 180.1(1.2), sur l'impôt minimum qui lui est applicable pour l'année calculé selon l'article 127.51.

the amount, if any, determined under subparagraph (i), and

(b) where Division E.1 applies to the taxpayer for the year, the amount, if any, by which the total of

(i) the taxpayer's tax otherwise payable under this Part for the year, and

(ii) the taxpayer's tax payable under Part I.1 for the year before deducting any amount under subsection 180.1(1.2)

exceeds the taxpayer's minimum amount for the year determined under section 127.51.

(2) The definition "annual investment tax credit limit" in subsection 127(9) of the said Act is repealed.

(3) Subparagraph (a)(i) of the definition "investment tax credit" in subsection 127(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) the capital cost to the taxpayer of approved project property, certified property, qualified construction equipment, qualified property, qualified small-business property or qualified transportation equipment acquired by the taxpayer in the year,

(4) The definition "investment tax credit" in subsection 127(9) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (e) thereof and by repealing paragraph (e.1) thereof and substituting the following therefor:

(e.1) the total of all amounts each of which is the specified percentage of that part of a repayment made by the taxpayer in the year or in any of the 10 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following the year that can reasonably be considered to be a repayment of government assistance, non-government assistance or a contract payment that reduced the capital cost to the taxpayer of a property under paragraph (11.1)(b), the amount of an expenditure

(B) l'excédent éventuel de l'impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente partie pour l'année sur le montant éventuel calculé selon le sous-alinéa (i);

b) si la section E.1 s'applique au contribuable pour l'année, l'excédent éventuel du total de l'impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente partie pour l'année et de l'impôt payable par celui-ci en vertu de la partie I.1 pour l'année avant toute déduction en application du paragraphe 180.1(1.2) sur l'impôt minimum qui lui est applicable pour l'année calculé selon l'article 127.51.

(2) La définition de « crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement », au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogée.

(3) Le sous-alinéa a)(i) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement », au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) du coût en capital pour le contribuable d'un bien admissible, d'un bien admissible de petite entreprise, d'un bien certifié, d'un bien d'un ouvrage approuvé, de matériel de construction admissible ou de matériel de transport admissible, que le contribuable a acquis au cours de l'année,

(4) L'alinéa e.1) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement », au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e.1) de l'ensemble des montants représentant chacun le pourcentage déterminé de la partie d'un remboursement fait par le contribuable au cours de l'année ou d'une des 10 années d'imposition précédentes ou des 3 années d'imposition subséquentes, qu'il est raisonnable de considérer comme le remboursement d'une aide gouvernementale, d'une aide non gouvernementale ou d'un paiement contractuel, qui a réduit le coût en capital d'un bien pour le contribuable en vertu de l'alinéa (11.1)b), le montant

(2) The definition “annual investment tax credit limit” in subsection 127(9) reads as follows:

“annual investment tax credit limit” of a taxpayer for a taxation year means

(a) in the case of a corporation, the aggregate of

(i) 3/4 of the corporation's tax otherwise payable under this Part for the year, and

(ii) where the corporation is a Canadian-controlled private corporation throughout the year, 3% of the least of the amounts determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year, and

(b) in any other case, the aggregate of

(i) \$24,000, and

(ii) 3/4 of the amount, if any, by which the taxpayer's tax otherwise payable under this Part for the year exceeds \$24,000;

(3) to (8) The relevant portions of the definitions “investment tax credit”, “qualified expenditure” and “specified percentage” in subsection 127(9) at present read as follows:

“investment tax credit” of a taxpayer at the end of a taxation year means the amount, if any, by which the aggregate of

(a) the aggregate of all amounts each of which is the specified percentage of

(i) the capital cost to him of a qualified property, qualified transportation equipment, qualified construction equipment, approved project property or certified property acquired by him in the year,

...

(2). — Texte de la définition de « crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement » au paragraphe 127(9) :

« crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement » S'agissant du crédit annuel maximal d'impôt à l'investissement d'un contribuable pour une année d'imposition,

a) dans le cas d'une corporation, le total :

(i) des 3/4 de l'impôt payable par ailleurs par la corporation en vertu de la présente partie pour l'année, et

(ii) s'il s'agit d'une corporation qui est tout au long de l'année une corporation privée dont le contrôle est canadien, de 3 % du moins élevé des montants déterminés aux alinéas 125(1)a) à c) en ce qui concerne la corporation pour l'année;

b) dans les autres cas, le total :

(i) de 24 000 \$, et

(ii) des 3/4 de l'excédent éventuel de l'impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente partie pour l'année sur 24 000 \$;

(3) à (7). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe 127(9) :

« crédit d'impôt à l'investissement » d'un contribuable à la fin d'une année d'imposition s'entend de l'excédent éventuel, s'il en est, du total

a) de l'ensemble des montants dont chacun représente le pourcentage déterminé :

(i) du coût en capital pour le contribuable d'un bien admissible, de matériel de transport admissible, de matériel de construction admissible, d'un bien d'un ouvrage approuvé ou d'un bien certifié, que le contribuable a acquis dans l'année,

...

made by the taxpayer under paragraph (11.1)(c) or the prescribed proxy amount of the taxpayer under paragraph (11.1)(f), and

(e.2) the total of all amounts each of which is the specified percentage of 1/4 of that part of a repayment made by the taxpayer in the year or in any of the 10 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following the year that can reasonably be considered to be a repayment of government assistance, non-government assistance or a contract payment that reduced the amount of an expenditure made by the taxpayer under paragraph (11.1)(e) in respect of first term shared-use-equipment or second term shared-use-equipment, and, for that purpose, a repayment made by the taxpayer in any taxation year preceding the first taxation year ending coincidentally with the first period or the second period in respect of first term shared-use-equipment or second term shared-use-equipment, respectively, shall be deemed to have been made by the taxpayer in that first taxation year

(5) All that portion of the definition "investment tax credit" in subsection 127(9) of the said Act following paragraph (k) thereof is repealed and the following substituted therefor:

except that no amount shall be included in the total determined under any of paragraphs (a) to (e.2) in respect of any qualified Canadian exploration expenditure or qualified expenditure made by the taxpayer in the course of earning income from a business, or in respect of any approved project property, certified property, qualified property or qualified small-business property acquired by the taxpayer for use in the course of earning income from a business, if any of the income from that

d'une dépense faite par le contribuable en vertu de l'alinéa (11.1)c) ou le montant de remplacement visé par règlement applicable au contribuable en vertu de l'alinéa (11.1)f);

e.2) de l'ensemble des montants représentant chacun le pourcentage déterminé de 1/4 de la partie d'un remboursement fait par le contribuable au cours de l'année ou d'une des 10 années d'imposition précédentes ou des 3 années d'imposition subséquentes, qu'il est raisonnable de considérer comme le remboursement d'une aide gouvernementale, d'une aide non gouvernementale ou d'un paiement contractuel, qui a réduit le montant d'une dépense faite par le contribuable en vertu de l'alinéa (11.1)e) relativement à du matériel à vocations multiples de première période ou du matériel à vocations multiples de deuxième période; à cette fin, le remboursement fait par le contribuable au cours d'une année d'imposition qui précède la première année d'imposition se terminant au même moment que la première ou la deuxième période relativement à du matériel à vocations multiples de première période ou du matériel à vocations multiples de deuxième période, respectivement, est réputé fait au cours de cette première année d'imposition,

(5) Le passage de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement », au paragraphe 127(9) de la même loi, qui suit l'alinéa k) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

toutefois, aucun montant n'est inclus dans le total calculé selon l'un des alinéas a) à e.2) au titre d'une dépense admissible d'exploration au Canada ou d'une dépense admissible que le contribuable a faite en vue de tirer un revenu d'une entreprise, ou au titre d'un bien admissible, d'un bien admissible de petite entreprise, d'un bien certifié ou d'un bien d'un ouvrage approuvé qu'il a acquis en vue de tirer un revenu d'une entreprise, si quelque partie de ce

(e.1) the aggregate of all amounts each of which is the specified percentage of that part of a repayment made by the taxpayer in the year or in any of the 10 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following the year that may reasonably be considered to be a repayment of government assistance, non-government assistance or a contract payment that reduced the capital cost to the taxpayer of a property under paragraph (11.1)(b) or that reduced the amount of an expenditure made by the taxpayer under paragraph (11.1)(c)

exceeds the aggregate of

...

except that no amount shall be included in the aggregate determined under any of paragraphs (a) to (e.1) in respect of any qualified Canadian exploration expenditure or qualified expenditure made by the taxpayer in the course of earning income from a business, or in respect of any certified property, qualified property or approved project property acquired by the taxpayer for use in the course of earning income from a business, if any of the income from that business is exempt from tax under this Part;

"qualified expenditure" means an expenditure in respect of scientific research and experimental development made by a taxpayer after March 31, 1977 that qualifies as an expenditure described in paragraph 37(1)(a) or subparagraph 37(1)(b)(i), but does not include

"specified percentage" means

...

(f) in respect of the repayment of government assistance, non-government assistance or a contract payment that reduced the capital cost to the taxpayer of a property under paragraph (11.1)(b) or that reduced the amount of an expenditure made by the taxpayer under paragraph (11.1)(c), the specified percentage that was applicable in respect of the property or expenditure, as the case may be,

e.1) de l'ensemble des montants dont chacun représente le pourcentage déterminé de la partie d'un remboursement fait par le contribuable dans l'année ou dans une des 10 années d'imposition précédentes ou des 3 années d'imposition subséquentes, qu'il est raisonnable de considérer comme le remboursement d'une aide gouvernementale, d'une aide non gouvernementale ou d'un paiement contractuel, qui a réduit le coût en capital d'un bien pour le contribuable en vertu de l'alinéa (11.1)b) ou qui a réduit le montant d'une dépense faite par le contribuable en vertu de l'alinéa (11.1)c),

sur le total

...

toutefois, aucun montant n'est inclus dans le total calculé selon l'un des alinéas a) à e.1) au titre d'une dépense admissible d'exploration au Canada ou d'une dépense admissible que le contribuable a faite en vue de tirer un revenu d'une entreprise, ou au titre d'un bien certifié, d'un bien d'un ouvrage approuvé ou d'un bien admissible qu'il a acquis en vue de tirer un revenu d'une entreprise, si quelque partie de ce revenu est exonérée de l'impôt prévu par la présente partie;

...

« dépense admissible » s'entend d'une dépense pour recherches scientifiques et développement expérimental qu'un contribuable a faite après le 31 mars 1977 et qui est admissible à titre de dépense visée à l'alinéa 37(1)a) ou au sous-alinéa 37(1)b)(i), à l'exclusion :

« pourcentage déterminé » correspond aux pourcentages suivants :

...

f) dans le cas du remboursement d'une aide gouvernementale, d'une aide non gouvernementale ou d'un paiement contractuel, qui a réduit le coût en capital pour le contribuable d'un bien en vertu de l'alinéa (11.1)b) ou qui a réduit le montant d'une dépense faite par le contribuable en vertu de l'alinéa (11.1)c), le pourcentage déterminé qui était applicable au bien ou à la dépense, selon le cas,

business is exempt from tax under this Part;

(6) All that portion of the definition "qualified expenditure" in subsection 127(9) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"qualified expenditure"
« dépense admissible »

"qualified expenditure" means an expenditure in respect of scientific research and experimental development incurred by a taxpayer that is an expenditure in respect of first term shared-use-equipment or second term shared-use-equipment or an expenditure described in paragraph 37(1)(a) or subparagraph 37(1)(b)(i) and includes an amount that is a prescribed proxy amount of a taxpayer, but does not include

(7) Paragraph (f) of the definition "specified percentage" in subsection 127(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(f) in respect of the repayment of government assistance, non-government assistance or a contract payment that reduced the capital cost to the taxpayer of a property under paragraph (11.1)(b), the amount of an expenditure made by the taxpayer under paragraph (11.1)(c) or (e), or the prescribed proxy amount of a taxpayer under paragraph (11.1)(f), the specified percentage that was applicable in respect of the property, the expenditure or the prescribed proxy amount, as the case may be,

(8) The definition "specified percentage" in subsection 127(9) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (g) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (h) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(i) in respect of qualified small-business property, 10%.

(9) Subsection 127(9) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

revenu est exonérée de l'impôt prévu par la présente partie;

(6) Le passage de la définition de « dépense admissible », au paragraphe 127(9) de la même loi, qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« dépense admissible » s'entend d'une dépense pour recherches scientifiques et développement expérimental engagée par un contribuable et qui représente soit une dépense relative à du matériel à vocations multiples de première période ou du matériel à vocations multiples de deuxième période, soit une dépense visée à l'alinéa 37(1)a) ou au sous-alinéa 37(1)b)(i), et comprend un montant de remplacement visé par règlement, à l'exclusion :

« dépense admissible »
"qualified expenditure"

(7) L'alinéa f) de la définition de « pourcentage déterminé », au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) dans le cas du remboursement d'une aide gouvernementale, d'une aide non gouvernementale ou d'un paiement contractuel, qui a réduit le coût en capital d'un bien pour le contribuable en vertu de l'alinéa (11.1)b), le montant d'une dépense en vertu des alinéas (11.1)c) ou e) ou le montant de remplacement visé par règlement en vertu de l'alinéa (11.1)f), le pourcentage déterminé qui était applicable au bien, à la dépense ou au montant de remplacement,

(8) La définition de « pourcentage déterminé », au paragraphe 127(9) de la même loi, est modifiée par adjonction de ce qui suit :

i) dans le cas d'un bien admissible de petite entreprise, 10 %.

(9) Le paragraphe 127(9) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

(8) *et* (9). — Nouveau.

(9) New.

"eligible taxpayer"
« contribuable admissible »

"eligible taxpayer" means

- (a) a corporation other than a non-qualifying corporation,
- (b) an individual other than a trust,
- (c) a trust all the beneficiaries of which are eligible taxpayers, and
- (d) a partnership all the members of which are eligible taxpayers,

and, for that purpose, a beneficiary of a trust is a person or partnership that is beneficially interested in the trust;

"first term shared-use equipment"
« matériel à vocations multiples de première période »

"first term shared-use equipment" of a taxpayer means depreciable property of the taxpayer (other than prescribed depreciable property of a taxpayer) that is used by the taxpayer, during its operating time in the period (in this subsection and subsection (11.1) referred to as the "first period") beginning at the time the property was acquired by the taxpayer and ending at the end of the taxpayer's first taxation year ending at least 12 months after that time, primarily for the prosecution of scientific research and experimental development in Canada, but does not include general purpose office equipment or furniture;

"non-qualifying corporation"
« corporation non admissible »

"non-qualifying corporation" at any time means

- (a) a corporation that is, at that time, not a Canadian-controlled private corporation,
- (b) a corporation that would be liable to pay tax under Part I.3 for the taxation year of the corporation that includes that time if that Part were read without reference to subsection 181.1(4) and if the amount determined under subsection 181.2(3) in respect of the corporation for the year were determined without reference to amounts described in any of paragraphs 181.2(3)(a), (b), (d) and (f) to the extent that the amounts so described were used to acquire property that would be qualified small-business property if the corporation were not a non-qualifying corporation, or
- (c) a corporation that at that time is related for the purposes of section 181.5

« bien admissible de petite entreprise » s'entend d'un bien, acquis par un contribuable qui était un contribuable admissible au moment de l'acquisition du bien, qui constituerait, sans le paragraphe (11.2), l'un des biens suivants :

« bien admissible de petite entreprise »
"qualified small business property"

- a) un bien certifié du contribuable, à supposer qu'il ne soit pas tenu compte, dans la définition de cette expression, du renvoi à l'alinéa a) de la définition de « bien admissible » ni des sous-alinéas a)(i) et (ii) et que le passage « après 1988 », au sous-alinéa a)(iii) dans la définition de la même expression, soit remplacé par le passage « après le 15 décembre 1992 et avant 1994 »;
- b) du matériel de construction admissible du contribuable, à supposer qu'il ne soit pas tenu compte de l'alinéa b) de la définition de cette expression et que le passage « après le 19 avril 1983 et avant 1989 » dans cette définition soit remplacé par le passage « après le 2 décembre 1992 et avant 1994 »;

c) un bien admissible du contribuable, à supposer qu'il ne soit pas tenu compte des alinéas a) et d) de la définition de cette expression et que le passage « après le 23 juin 1975 » à l'alinéa b) de cette définition soit remplacé par le passage « après le 2 décembre 1992 et avant 1994 »;

d) du matériel de transport admissible du contribuable, à supposer qu'il ne soit pas tenu compte de l'alinéa b) de la définition de cette expression et que le passage « après le 16 novembre 1978 et avant 1989 » dans cette définition soit remplacé par le passage « après le 2 décembre 1992 et avant 1994 »;

de plus, lorsque le contribuable acquiert le bien en vue de le louer à une personne avec laquelle il a un lien de dépendance et que cette personne utilise le bien au Canada principalement pour les fins visées à l'une des définitions de « bien admissible », « matériel de construction admissible » et « matériel de transport admissible », le contribuable est réputé, pour l'application du présent paragraphe, avoir acquis le bien pour l'utiliser ainsi;

to a corporation described in paragraph (b);

"qualified small-business property" means property, acquired by a taxpayer who was an eligible taxpayer at the time the property was acquired, that, if this subsection were read without reference to subsection (11.2), would be

(a) certified property of the taxpayer if the definition "certified property" were read without the reference in it to paragraph (a) of the definition "qualified property" and without reference to subparagraphs (a)(i) and (ii) of it and if the reference in subparagraph (a)(iii) of it to "after 1988" were read as a reference to "after December 2, 1992 and before 1994",

(b) qualified construction equipment of the taxpayer if the definition "qualified construction equipment" were read without reference to paragraph (b) of it and if the reference in it to "after April 19, 1983 and before 1989" were read as a reference to "after December 2, 1992 and before 1994",

(c) qualified property of the taxpayer if the definition "qualified property" were read without reference to paragraphs (a) and (d) of it and if the reference in paragraph (b) of it to "after June 23, 1975" were read as a reference to "after December 2, 1992 and before 1994", or

(d) qualified transportation equipment of the taxpayer if the definition "qualified transportation equipment" were read without reference to paragraph (b) of it and if the reference in it to "after November 16, 1978 and before 1989" were read as a reference to "after December 2, 1992 and before 1994",

and where the property was acquired by the taxpayer to be leased to a person with whom the taxpayer does not deal at arm's length and the property is used by the person in Canada primarily for the purposes described in any of the definitions "qualified construction equipment", "qualified property" and "qualified transportation equipment", for the purposes of this subsection, the taxpayer shall be deemed to have acquired the property for that use;

« contribuable admissible » s'entend des entités suivantes :

a) une corporation autre qu'une corporation non admissible;

b) un particulier autre qu'une fiducie;

c) une fiducie dont l'ensemble des bénéficiaires sont des contribuables admissibles;

d) une société dont l'ensemble des associés sont des contribuables admissibles;

à cette fin, est bénéficiaire d'une fiducie la personne ou la société qui a un droit de bénéficiaire dans la fiducie;

« corporation non admissible » s'entend des corporations suivantes à un moment donné :

a) une corporation qui, à ce moment, n'est pas une corporation privée dont le contrôle est canadien;

b) une corporation qui serait redevable de l'impôt prévu à la partie I.3 pour son année d'imposition qui comprend ce moment s'il n'était pas tenu compte du paragraphe 181.1(4) et si le montant déterminé relativement à la corporation pour l'année selon le paragraphe 181.2(3) était déterminé compte non tenu des montants visés à l'un des alinéas 181.2(3)a), b), d) et f), dans la mesure où les montants ainsi visés ont servi à acquérir un bien qui serait un bien admissible de petite entreprise si la corporation n'était pas une corporation non admissible;

c) une corporation qui, à ce moment, est liée, pour l'application de l'article 181.5, à une corporation visée à l'alinéa b);

« matériel à vocations multiples de deuxième période » s'entend du bien d'un contribuable qui était du matériel à vocations multiples de première période du contribuable et qu'il utilise, pendant le temps d'exploitation du bien et au cours de la période (appelée « deuxième période » au présent paragraphe et au paragraphe (11.1)) commençant au moment de l'acquisition du bien par lui et se terminant à la fin de sa première année d'imposition qui prend fin au moins 24 mois après ce moment, principalement pour des recherches scientifiques et du développement expérimental au Canada;

« contribuable admissible »
"eligible taxpayer"

« corporation non admissible »
"non-qualifying corporation"

« matériel à vocations multiples de deuxième période »
"second term shared-use equipment"

"qualified small-business property"
« bien admissible de petite entreprise »

"second term
shared-use-
equipment"
« matériel à
vocations
multiples de
deuxième
période »

"second term shared-use-equipment" of a taxpayer means property of the taxpayer that was first term shared-use-equipment of the taxpayer and that is used by the taxpayer, during its operating time in the period (in this subsection and subsection (11.1) referred to as the "second period") beginning at the time the property was acquired by the taxpayer and ending at the end of the taxpayer's first taxation year ending at least 24 months after that time, primarily for the prosecution of scientific research and experimental development in Canada;

(10) Subsections 127(10.1) to (10.4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(10.1) For the purposes of paragraph (e) of the definition "investment tax credit" in subsection (9), where a taxpayer was throughout a particular taxation year a Canadian-controlled private corporation the taxable income of which for the taxation year preceding the particular year together with the taxable incomes of all corporations with which it was associated in the particular year for their taxation years ending in the calendar year preceding the calendar year in which the taxpayer's particular year ended does not exceed twice the total of the business limits (as determined under section 125) of the taxpayer and the associated corporations for those preceding years, the amount, if any, by which

(a) 35% of the lesser of

(i) the total of all expenditures described in subparagraph (e)(iv) of the definition "specified percentage" in subsection (9) made by the taxpayer in the particular year and that were designated by it in its return of income under this Part for the particular year, and

(ii) the taxpayer's expenditure limit for the particular year

exceeds

« matériel à vocations multiples de première période » s'entend du bien amortissable d'un contribuable, sauf un bien amortissable visé par règlement, qu'il utilise, pendant le temps d'exploitation du bien et au cours de la période (appelée « première période » au présent paragraphe et au paragraphe (11.1)) commençant au moment de l'acquisition du bien par lui et se terminant à la fin de sa première année d'imposition qui prend fin au moins 12 mois après ce moment, principalement pour des recherches scientifiques et du développement expérimental au Canada; en est exclu le mobilier ou l'équipement de bureau de nature générale;

(10) Les paragraphes 127(10.1) à (10.4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(10.1) Pour l'application de l'alinéa e) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe (9), lorsqu'un contribuable a été, tout au long, d'une année d'imposition donnée, une corporation privée dont le contrôle est canadien, et que le revenu imposable de celle-ci pour l'année d'imposition précédente, ajouté au revenu imposable des corporations avec lesquelles elle a été associée au cours de l'année donnée, pour leurs années d'imposition se terminant au cours de l'année civile précédant celle où l'année donnée de la corporation s'est terminée, ne dépasse pas le double du total du plafond des affaires (déterminé selon l'article 125) de la corporation et de celui des corporations associées pour ces années précédentes, est à ajouter dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année donnée l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :

a) 35 % du moindre des montants suivants :

(i) le total des dépenses, visées au sous-alinéa e)(iv) de la définition de « pourcentage déterminé » au paragraphe (9), que le contribuable a faites au cours de l'année donnée et indiquées dans sa déclaration de revenu produite en vertu de la présente partie pour l'année donnée, 50

« matériel à
vocations
multiples de
première
période »
"first term
shared-use-
equipment"

Additions to
investment tax
credit

Crédit majoré
d'impôt à
l'investissement

(10) Subsections 127(10.1) to (10.4) at present read as follows:

(10.1) For the purposes of paragraph (e) of the definition "investment tax credit" in subsection (9), where a taxpayer was throughout its taxation year a Canadian-controlled private corporation whose taxable income for the immediately preceding taxation year together with the taxable incomes of all corporations with which it was associated in the year for their taxation years ending in the calendar year immediately preceding the calendar year in which the corporation's year ended does not exceed the aggregate of the business limits (as determined under section 125) of the corporation and the associated corporations for those preceding years, the amount, if any, by which

(a) 35% of the lesser of

(i) the aggregate of all expenditures described in subparagraph (e)(iv) of the definition "specified percentage" in subsection (9) made by it in the year and that were designated by the taxpayer in its return of income under this Part for the year, and

(ii) the taxpayer's expenditure limit for the year

exceeds

(b) the aggregate of all amounts determined under paragraph (a) of the definition "investment tax credit" in subsection (9) in respect of an expenditure referred to in subparagraph (a)(i)

shall be added in computing the taxpayer's investment tax credit at the end of the taxation year.

(10.2) For the purposes of subsection (10.1), a corporation's expenditure limit for a taxation year is \$2,000,000 unless the corporation is associated in the year with one or more other Canadian-controlled private corporations in which case, except as otherwise provided in this section, its expenditure limit for the year is nil.

(10.3) If all of the Canadian-controlled private corporations that are associated with each other in a taxation year have filed with the Minister in prescribed form an agreement whereby, for the purposes of subsection (10.1), they allocate an amount to one or more of them for the taxation year and the amount so allocated or the aggregate of the amounts so allocated, as the case may be, is \$2,000,000, the expenditure limit for the year of each of the corporations is the amount so allocated to it.

(10). — Texte actuel des paragraphes 127(10.1) à (10.4) :

(10.1) Pour l'application de l'alinéa e) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe (9), lorsqu'un contribuable a été, tout au long de son année d'imposition, une corporation privée dont le contrôle est canadien, et que son revenu imposable pour l'année d'imposition précédente, ajouté au revenu imposable de toutes les corporations avec lesquelles elle a été associée dans l'année, pour leurs années d'imposition se terminant dans l'année civile précédant celle où l'année de la corporation s'est terminée, ne dépasse pas le total du plafond des affaires (déterminé selon l'article 125) de la corporation et de celui des corporations associées pour ces années précédentes, doit être ajouté dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année d'imposition l'excédent, s'il en est,

a) de 35 % du moindre

(i) du total des dépenses, visées au sous-alinéa e)(iv) dans la définition de « pourcentage déterminé » au paragraphe (9), que le contribuable a faites dans l'année et indiquées dans sa déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour l'année,

(ii) de la limite de dépenses du contribuable pour l'année,

sur

b) le total des montants déterminés en vertu de l'alinéa a) dans la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe (9), concernant une dépense visée au sous-alinéa a)(i).

(10.2) Pour l'application du paragraphe (10.1), la limite de dépenses d'une corporation pour une année d'imposition est de 2 000 000 \$, sauf si la corporation est associée dans l'année à une ou plusieurs autres corporations privées dont le contrôle est canadien, auquel cas, sous réserve d'une disposition contraire du présent article, sa limite de dépenses pour l'année est nulle.

(10.3) Si toutes les corporations privées dont le contrôle est canadien, associées entre elles dans une année d'imposition, ont produit auprès du ministre une entente, selon le formulaire prescrit, qui stipule que, pour l'application du paragraphe (10.1), elles attribuent un montant à une ou plusieurs d'entre elles pour l'année d'imposition, et si le montant ou total des montants, selon le cas, ainsi attribué est de 2 000 000 \$, la limite de dépenses de chaque corporation pour l'année est le montant qui lui est ainsi attribué.

(b) the total of all amounts determined under paragraph (a) of the definition "investment tax credit" in subsection (9) in respect of an expenditure referred to in subparagraph (a)(i)

shall be added in computing the taxpayer's investment tax credit at the end of the particular year.

Expenditure
limit
determined

(10.2) For the purposes of subsection (10.1), a corporation's expenditure limit for a particular taxation year is the amount determined by the formula

$$\$4,000,000 - 10A$$

where

A is the greater of

(a) \$200,000, and

(b) the total of the taxable income of the corporation for the taxation year preceding the particular year and the taxable incomes of all corporations with which it was associated in the particular year for their taxation years ending in the calendar year preceding the calendar year in which the taxpayer's particular year ended,

unless the corporation is associated in the particular year with one or more other Canadian-controlled private corporations in which case, except as otherwise provided in this section, its expenditure limit for the particular year is nil.

Associated
corporations

(10.3) If all of the Canadian-controlled private corporations that are associated with each other in a taxation year file with the Minister in prescribed form an agreement whereby, for the purposes of subsection (10.1), they allocate an amount to one or more of them for the year and the amount so allocated or the total of the amounts so allocated, as the case may be, does not exceed the amount determined for the year by the formula in subsection (10.2), the expenditure limit for the year of each of the corporations is the amount so allocated to it.

(ii) la limite de dépenses du contribuable pour l'année donnée,

b) le total des montants déterminés en vertu de l'alinéa a) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe (9), concernant une dépense visée au sous-alinéa a)(i).

(10.2) Pour l'application du paragraphe (10.1), la limite de dépenses d'une corporation pour une année d'imposition donnée est le résultat du calcul suivant :

$$4\,000\,000 \$ - 10A$$

où :

A représente le plus élevé des montants suivants :

a) 200 000 \$;

b) le total du revenu imposable de la corporation pour l'année d'imposition précédente et du revenu imposable des corporations avec lesquelles elle a été associée au cours de l'année, pour leurs années d'imposition se terminant au cours de l'année civile précédant celle où l'année donnée de la corporation s'est terminée;

sauf si la corporation est associée au cours de l'année donnée à une ou plusieurs autres corporations privées dont le contrôle est canadien, auquel cas, sauf disposition contraire du présent article, sa limite de dépenses pour l'année donnée est nulle.

(10.3) Si toutes les corporations privées dont le contrôle est canadien, associées entre elles au cours d'une année d'imposition, présentent au ministre, selon le formulaire prescrit, une convention qui stipule que, pour l'application du paragraphe (10.1), elles attribuent un montant à une ou plusieurs d'entre elles pour l'année, et si le montant ou total des montants, selon le cas, ainsi attribué ne dépasse pas le montant déterminé pour l'année selon la formule figurant au paragraphe (10.2), la limite de dépenses de chaque corporation pour l'année est le montant qui lui est ainsi attribué.

Limite de
dépenses

Corporations
associées

(10.4) If any of the Canadian-controlled private corporations that are associated with each other in a taxation year has failed to file with the Minister an agreement as contemplated by subsection (10.3) within 30 days after notice in writing by the Minister has been forwarded to any of them that such an agreement is required for the purpose of any assessment of tax under this Part, the Minister shall, for the purposes of subsection (10.1), allocate an amount to one or more of them for the taxation year, which amount or the aggregate of which amounts, as the case may be, shall equal \$2,000,000, and in any such case the expenditure limit for the year of each of the corporations is the amount so allocated to it.

(10.4) Faute de production d'une entente conforme au paragraphe (10.3) auprès du ministre par une des corporations privées dont le contrôle est canadien, associées entre elles dans une année d'imposition, dans les 30 jours suivant l'envoi par le ministre, à l'une d'elles, d'un avis écrit indiquant la nécessité d'une entente pour l'établissement d'une cotisation d'impôt en vertu de la présente partie, le ministre doit attribuer, pour l'application du paragraphe (10.1), un montant à une ou plusieurs d'entre elles pour l'année d'imposition, lequel montant ou total des montants, selon le cas, ainsi attribué doit être de 2 000 000 \$; en pareil cas, la limite de dépenses de chaque corporation pour l'année est le montant qui lui est ainsi attribué.

Failure to file
agreement

(10.4) If any of the Canadian-controlled private corporations that are associated with each other in a taxation year fails to file with the Minister an agreement as contemplated by subsection (10.3) within 30 days after notice in writing by the Minister is forwarded to any of them that such an agreement is required for the purposes of this Part, the Minister shall, for the purposes of subsection (10.1), allocate an amount to one or more of them for the year, which amount or the total of which amounts, as the case may be, shall equal the amount determined for the year by the formula in subsection (10.2), and in any such case the expenditure limit for the year of each of the corporations is the amount so allocated to it.

(11) Paragraphs 127(11.1)(b) and (c) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(b) the capital cost to a taxpayer of a property shall be deemed to be the capital cost to the taxpayer of the property, determined without reference to subsections 13(7.1) and (7.4), less the amount of any government assistance or non-government assistance that can reasonably be considered to be in respect of, or for the acquisition of, the property and that, at the time of the filing of the taxpayer's return of income for the taxation year in which the property was acquired, the taxpayer has received, is entitled to receive or can reasonably be expected to receive;

(c) the amount of a qualified expenditure (other than a prescribed proxy amount or an amount determined under paragraph (e)) made by a taxpayer shall be deemed to be the amount of the qualified expenditure, determined without reference to subsections 13(7.1) and (7.4), less the amount of any government assistance, non-government assistance or contract payment that can reasonably be considered to be in respect of the expenditure and that, at the time of the filing of the taxpayer's return of income for the taxation year in which the expenditure was made, the taxpayer

(10.4) Faute de présentation d'une convention conforme au paragraphe (10.3) au ministre par une des corporations privées dont le contrôle est canadien, associées entre elles au cours d'une année d'imposition, dans les 30 jours suivant l'envoi par le ministre, à l'une d'elles, d'un avis écrit indiquant la nécessité d'une convention pour l'application de la présente partie, le ministre attribue, pour l'application du paragraphe (10.1), un montant à une ou plusieurs d'entre elles pour l'année, lequel montant ou total des montants, selon le cas, ainsi attribué est égal au montant déterminé pour l'année selon la formule figurant au paragraphe (10.2); en pareil cas, la limite de dépenses de chaque corporation pour l'année est le montant qui lui est ainsi attribué.

(11) Les alinéas 127(11.1)b) et c) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

b) le coût en capital d'un bien pour un contribuable est réputé être le coût en capital du bien pour lui, calculé compte non tenu des paragraphes 13(7.1) et (7.4), 25 moins le montant de quelque aide gouvernementale ou aide non gouvernementale qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au bien ou à son acquisition, que le contribuable a reçu, est en droit de recevoir ou peut vraisemblablement s'attendre à recevoir, à la date de production de sa déclaration de revenu pour l'année d'imposition où le bien est acquis;

c) le montant d'une dépense admissible, 35 sauf un montant de remplacement visé par règlement ou un montant déterminé selon l'alinéa e), faite par un contribuable est réputé être le montant de la dépense admissible, calculé compte non tenu des paragraphes 13(7.1) et (7.4), 40 moins le montant de quelque aide gouvernementale, aide non gouvernementale ou paiement contractuel qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à la dépense, 45 que le contribuable a reçu, est en droit de recevoir ou peut vraisemblablement s'attendre à recevoir, à la date de production de sa déclaration de revenu pour l'année d'imposition où la dépense est faite; 50

Non-présentation d'une convention

(11) The relevant portion of subsection 127(11.1) at present reads as follows:

(11.1) For the purposes of the definition "investment tax credit" in subsection (9),

...

(b) the capital cost to a taxpayer of a property shall be deemed to be the capital cost to him of the property, determined without reference to subsections 13(7.1) and (7.4), less the amount of any government assistance or non-government assistance in respect of, or for the acquisition of, the property that, at the time of the filing of the return of income for the taxation year in which the property was acquired, the taxpayer has received, is entitled to receive or can reasonably be expected to receive;

(c) the amount of a qualified expenditure made by a taxpayer shall be deemed to be the amount of the qualified expenditure, determined without reference to subsections 13(7.1) and (7.4), less the amount of any government assistance, non-government assistance or contract payment in respect of the expenditure that, at the time of the filing of the return of income for the taxation year in which the expenditure was made, the taxpayer has received, is entitled to receive or can reasonably be expected to receive;

(11). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 127(11.1) :

(11.1) Pour l'application de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe (9) :

...

b) le coût en capital d'un bien pour un contribuable est réputé être le coût en capital du bien pour lui, calculé sans tenir compte des paragraphes 13(7.1) et (7.4), moins le montant de toute aide gouvernementale ou de toute aide non gouvernementale, relatif au bien ou destiné à l'acquisition du bien, que le contribuable a reçu, est en droit de recevoir ou peut raisonnablement s'attendre à recevoir, à la date de production de la déclaration de revenu pour l'année d'imposition où le bien a été acquis;

c) le montant d'une dépense admissible faite par un contribuable est réputé être le montant de la dépense admissible, calculé sans tenir compte des paragraphes 13(7.1) et (7.4), moins le montant de toute aide gouvernementale, de toute aide non gouvernementale ou de tout paiement contractuel, relatif à la dépense, que le contribuable a reçu, est en droit de recevoir ou peut raisonnablement s'attendre à recevoir, à la date de production de la déclaration de revenu pour l'année d'imposition où la dépense a été faite;

has received, is entitled to receive or can reasonably be expected to receive;

(12) Subsection 127(11.1) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c.1) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

(e) the amount of a qualified expenditure made by a taxpayer in the taxation year ending coincidentally with the end of the first period (within the meaning assigned in the definition "first term shared-use-equipment" in subsection (9)) or the second period (within the meaning assigned in the definition "second term shared-use-equipment" in subsection (9)) in respect of first term shared-use-equipment or second term shared-use-equipment, respectively, of the taxpayer shall be deemed to be 1/4 of the capital cost of the equipment that would be determined in accordance with paragraphs (a) and (b) if paragraph (b) were read as

"(b) the capital cost to a taxpayer of a property shall be deemed to be the capital cost to the taxpayer of the property, determined without reference to subsections 13(7.1) and (7.4), less the amount of any government assistance, non-government assistance or contract payment that can reasonably be considered to be in respect of, or for the acquisition of, the property and that, at the time of filing of the return of income for the taxation year ending coincidentally with the first period, the taxpayer has received, is entitled to receive or can reasonably be expected to receive;" and

(f) the prescribed proxy amount of a taxpayer for a taxation year shall be deemed to be the prescribed proxy amount of the taxpayer for the taxation year less the amount of any government assistance, non-government assistance or contract payment that can reasonably be considered to be in respect of an expenditure described in subparagraph 37(7)(c)(ii), other than an expenditure described in clause (B) of that subparagraph, and that, at the

(12) Le paragraphe 127(11.1) de la même loi est modifié par suppression du mot « et » à la fin de l'alinéa c.1) et par adjonction de ce qui suit :

e) le montant d'une dépense admissible faite par un contribuable au cours de l'année d'imposition qui prend fin au même moment que la première période (au sens donné à cette expression dans la définition de « matériel à vocations multiples de première période » au paragraphe (9)) ou la deuxième période (au sens donné à cette expression dans la définition de « matériel à vocations multiples de deuxième période » au paragraphe (9)) relativement à du matériel à vocations multiples de première période ou du matériel à vocations multiples de deuxième période, respectivement, du contribuable est réputé correspondre à 1/4 du coût en capital du matériel qui serait déterminé selon les alinéas a) et b) si l'alinéa b) était remplacé par ce qui suit :

« b) le coût en capital d'un bien pour un contribuable est réputé être le coût en capital du bien pour lui, calculé compte non tenu des paragraphes 13(7.1) et (7.4), moins le montant de quelque aide gouvernementale, aide non gouvernementale ou paiement contractuel qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au bien ou à son acquisition, que le contribuable a reçu, est en droit de recevoir ou peut vraisemblablement s'attendre à recevoir, à la date de production de sa déclaration de revenu pour l'année d'imposition qui prend fin au même moment que la première période; »;

f) le montant de remplacement visé par règlement qui est applicable à un contribuable pour une année d'imposition est réputé être le montant de remplacement visé par règlement qui lui est applicable pour l'année, moins le montant de quelque aide gouvernementale, aide non gouvernemen-

(12) New.

(12). — Nouveau.

time of the filing of the taxpayer's return of income for the taxation year in which the expenditure was made, the taxpayer has received, is entitled to receive or can reasonably be expected to receive.

(13) Subsection 127(17) of the said Act is repealed.

(14) Subsections (1), (2), (10) and (13) apply to taxation years that begin after 1993.

(15) Subsections (3), (5), (8) and (9) apply to property acquired after December 2, 1992.

(16) Subsections (4), (6), (7), (11) and (12) apply to taxation years that end after December 2, 1992.

17. (1) The definition "refundable investment tax credit" in subsection 127.1(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"refundable investment tax credit" of a taxpayer for a taxation year means, in the case of a taxpayer that is

- (a) a qualifying corporation for the year,
- (b) an individual other than a trust, or
- (c) a trust each beneficiary of which is a person referred to in paragraph (a) or (b),

an amount equal to 40% of the amount, if any, by which

(d) the total of all amounts included in computing the taxpayer's investment tax credit at the end of the year

- (i) in respect of property (other than qualified small-business property) acquired, or a qualified expenditure (other than an expenditure in respect of which an amount is included under paragraph (f) in computing the tax-

5 tale ou paiement contractuel qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à une dépense visée au sous-alinéa 37(7)c)(ii), à l'exclusion d'une dépense visée à la division (B) de ce sous-alinéa, que le contribuable a reçu, est en droit de recevoir ou peut vraisemblablement s'attendre à recevoir, à la date de production de sa déclaration de revenu pour l'année d'imposition où la dépense est 10 faite.

(13) Le paragraphe 127(17) de la même loi est abrogé.

(14) Les paragraphes (1), (2), (10) et (13) s'appliquent aux années d'imposition qui 15 commencent après 1993.

(15) Les paragraphes (3), (5), (8) et (9) s'appliquent aux biens acquis après le 2 décembre 1992.

(16) Les paragraphes (4), (6), (7), (11) et 20 (12) s'appliquent aux années d'imposition qui se terminent après le 2 décembre 1992.

17. (1) La définition de « crédit d'impôt à l'investissement remboursable », au paragraphe 127.1(2) de la même loi, est abrogée 25 et remplacée par ce qui suit :

« crédit d'impôt à l'investissement remboursable » Crédit, pour une année d'imposition, d'un contribuable qui est soit une corporation admissible pour l'année, soit un particulier autre qu'une fiducie, soit une fiducie dont chaque bénéficiaire est une corporation admissible pour l'année ou un particulier autre qu'une fiducie. Le crédit correspond à 40 % de l'excédent éven- 30 tuel du total visé à l'alinéa a) sur le total visé à l'alinéa b) :

a) le total des montants inclus dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'an- 40 née :

- (i) soit au titre d'un bien, sauf un bien admissible de petite entreprise, qu'il acquiert, ou d'une dépense admissible qu'il engage, sauf une dépense à l'égard de laquelle un montant est inclus en vertu de l'alinéa c) dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investisse-

"refundable investment tax credit"
« crédit d'impôt à l'investissement remboursable »

« crédit d'impôt à l'investissement remboursable »
"refundable investment tax credit"

(13) Subsection 127(17) reads as follows:

(17) In this section, “tax otherwise payable” by a taxpayer under this Part for a taxation year means the amount that would, but for subsection (5) and sections 120.1 and 120.2, be the tax payable by the taxpayer under this Part for the year.

Clause 17: (1) The definition “refundable investment tax credit” in subsection 127.1(2) at present reads as follows:

“refundable investment tax credit” for a taxation year means,

(a) in the case of a taxpayer that is

(i) a qualifying corporation for the year,

(ii) an individual other than a trust, or

(iii) a trust each beneficiary of which is a person referred to in subparagraph (i) or (ii),

an amount equal to 40% of the amount, if any, by which

(iv) the aggregate of all amounts each of which is an amount included in computing his investment tax credit at the end of the year

(A) in respect of property acquired, or an expenditure made (other than a qualified Canadian exploration expenditure or an expenditure in respect of which an amount is included under subparagraph (vi) or (b)(ii) in computing his refundable investment tax credit for the year), by him in the year and after April 19, 1983,

(B) pursuant to paragraph (b) of the definition “investment tax credit” in subsection 127(9) in respect of a property acquired, or an expenditure made (other than a qualified Canadian exploration expenditure or an expenditure in respect of which an amount is included under subparagraph (vi) or (b)(ii) in computing his refundable investment tax credit for the year), after April 19, 1983, or

(C) in respect of his qualified Canadian exploration expenditure for the year, or pursuant to paragraph (b) of the definition “investment tax credit” in subsection 127(9) in respect of a

(13). — Texte du paragraphe 127(17) :

(17) Au présent article, l'impôt payable par ailleurs par un contribuable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition est le montant d'impôt payable par le contribuable en vertu de la présente partie pour l'année, abstraction faite des articles 120.1 et 120.2 et du paragraphe (5).

Article 17, (1). — Texte actuel de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement remboursable » au paragraphe 127.1(2) :

« crédit d'impôt à l'investissement remboursable » Crédit calculé comme suit pour une année d'imposition :

a) si le contribuable est :

(i) une corporation admissible pour l'année,

(ii) un particulier, à l'exclusion d'une fiducie, ou

(iii) une fiducie dont chaque bénéficiaire est une personne visée au sous-alinéa (i) ou (ii),

le montant correspondant à 40 % de l'excédent éventuel

(iv) du total des montants dont chacun représente un montant inclus dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement de ce contribuable à la fin de l'année

(A) au titre d'un bien qu'il acquiert, ou d'une dépense qu'il fait (à l'exclusion de la dépense admissible d'exploration au Canada et d'une dépense à l'égard de laquelle un montant est inclus en vertu du sous-alinéa (vi) ou b)(ii) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement remboursable du contribuable pour l'année) dans l'année et après le 19 avril 1983,

(B) conformément à l'alinéa b) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe 127(9), au titre d'un bien acquis ou d'une dépense faite (à l'exclusion de la dépense admissible d'exploration au Canada et d'une dépense à l'égard de laquelle un montant est inclus en vertu du sous-alinéa (vi) ou b)(ii) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement remboursable du contribuable pour l'année), après le 19 avril 1983, ou

payer's refundable investment tax credit for the year) incurred, by the taxpayer in the year, or

(ii) because of paragraph (b) of the definition "investment tax credit" in subsection 127(9) in respect of a property (other than qualified small-business property) acquired or a qualified expenditure (other than an expenditure in respect of which an amount is included under paragraph (f) in computing the taxpayer's refundable investment tax credit for the year) incurred

exceeds

(e) the total of

(i) the portion of the total of all amounts deducted under subsection 127(5) for the year or a preceding taxation year (other than an amount deemed by subsection (3) to be so deducted for the year) that can reasonably be considered to be in respect of the total determined under paragraph (d), and

(ii) the portion of the total of all amounts required by subsection 127(6) or (7) to be deducted in computing the taxpayer's investment tax credit at the end of the year that can reasonably be considered to be in respect of the total determined under paragraph (d),

plus, where the taxpayer is a qualifying corporation (other than an excluded corporation) for the year, the amount, if any, by which

(f) the total of

(i) the portion of the amount required by subsection 127(10.1) to be added in computing the taxpayer's investment tax credit at the end of the year that is in respect of qualified expenditures (other than expenditures of a capital nature) incurred in the year, and

(ii) all amounts determined under paragraph (a) of the definition "in-

ment remboursable pour l'année, au cours de l'année,

(ii) soit, conformément à l'alinéa b) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe 127(9), au titre d'un bien acquis, sauf un bien admissible de petite entreprise, ou d'une dépense admissible engagée, sauf une dépense à l'égard de laquelle un montant est inclus en vertu de l'alinéa c) dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement remboursable pour l'année;

b) le total des montants suivants :

(i) la partie du total des montants déduits en application du paragraphe 127(5) pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, sauf un montant réputé par le paragraphe (3) être ainsi déduit pour l'année, qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au total calculé selon l'alinéa a),

(ii) la partie du total des montants à déduire selon les paragraphes 127(6) ou (7) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année, qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au total calculé selon l'alinéa a);

s'y ajoute, lorsque le contribuable est une corporation admissible autre qu'une corporation exclue, pour l'année, l'excédent éventuel du total visé à l'alinéa c) sur le total visé à l'alinéa d) :

c) le total des montants suivants :

(i) le montant à ajouter selon le paragraphe 127(10.1) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement de la corporation à la fin de l'année au titre d'une dépense admissible, sauf une dépense de capital, engagée au cours de l'année,

(ii) le montant calculé selon l'alinéa a) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe 127(9), au titre d'une dépense pour

qualified Canadian exploration expenditure for the year, other than an amount included under subparagraph (b)(iii)

exceeds

(v) the aggregate of

(A) such portion of the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by him under subsection 127(5) for the year or a preceding taxation year (other than an amount deemed by subsection (3) to be so deducted for the year) as may reasonably be considered to be in respect of the aggregate determined under subparagraph (iv), and

(B) such portion of the aggregate of all amounts each of which is an amount required by subsection 127(6) or (7) to be deducted in computing its investment tax credit at the end of the year as may reasonably be considered to be in respect of the aggregate determined under subparagraph (iv),

plus, in the case of a qualifying corporation for the year, other than an excluded corporation for the year, the amount, if any, by which,

(vi) the aggregate of

(A) the aggregate of all amounts each of which is an amount required by subsection 127(10.1) to be added in computing its investment tax credit at the end of the year in respect of an expenditure, other than an expenditure of a capital nature, made by it after May 23, 1985 and in the year, and

(B) the aggregate of all amounts each of which is an amount determined under paragraph (a) of the definition "investment tax credit" in subsection 127(9) in respect of an expenditure for which an amount is included in clause (A)

exceeds

(vii) the aggregate of

(A) such portion of the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by it under subsection 127(5) for the year or a preceding taxation year (other than an amount deemed by subsection (3) to be so deducted for the year) as may reasonably be considered to be in respect of the aggregate determined under subparagraph (vi), and

(B) such portion of the aggregate of all amounts each of which is an amount required by subsection 127(6) to be deducted in computing its investment tax credit at the end of the year as may reasonably be considered to be in respect of the aggregate determined under subparagraph (vi), and

(b) in the case of any other taxpayer, the aggregate of

(i) 20% of the amount, if any, calculated for the year in respect of that other taxpayer, by which the aggregate determined under subparagraph (a)(iv) in respect of property acquired or an expenditure made before 1988, exceeds the aggregate determined under subparagraph (a)(v) in respect of property acquired or an expenditure made before 1988,

(ii) 40% of the amount, if any, by which

(A) the aggregate of all amounts each of which is an amount included in computing his investment tax credit at the end of the year

(I) in respect of an approved project property acquired by him in the year and before 1988, or

(II) pursuant to paragraph (b) of the definition "investment tax credit" in subsection 127(9) in respect of an approved project property acquired before 1988

(C) au titre de la dépense admissible d'exploration au Canada que le contribuable a faite pour l'année, ou, conformément à l'alinéa b) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe 127(9), au titre de la dépense admissible d'exploration au Canada faite pour l'année, à l'exclusion d'un montant inclus en vertu du sous-alinéa b)(iii),

sur

(v) le total

(A) de la partie du total des montants dont chacun représente un montant que le contribuable a déduit en vertu du paragraphe 127(5) pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure (à l'exclusion d'un montant réputé selon le paragraphe (3) déduit ainsi pour l'année), partie qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au total calculé selon le sous-alinéa (iv), et

(B) de la partie du total des montants dont chacun représente un montant à déduire selon le paragraphe 127(6) ou (7) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année, partie qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au total calculé selon le sous-alinéa (iv);

s'y ajoute, si le contribuable est une corporation admissible pour l'année, qui n'est pas une corporation exclue pour l'année, l'excédent éventuel

(vi) du total :

(A) de l'ensemble des montants dont chacun représente un montant à ajouter selon le paragraphe 127(10.1) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement de cette corporation à la fin de l'année au titre d'une dépense, à l'exclusion d'une dépense de capital, que celle-ci fait dans l'année, après le 23 mai 1985, et

(B) de l'ensemble des montants dont chacun représente un montant calculé selon l'alinéa a) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe 127(9), au titre d'une dépense pour laquelle un montant est inclus à la division (A),

sur

(vii) le total :

(A) de la partie de l'ensemble des montants dont chacun représente un montant que la corporation a déduit selon le paragraphe 127(5) pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure (à l'exclusion d'un montant réputé par le paragraphe (3) déduit ainsi pour l'année), partie qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au total calculé selon le sous-alinéa (vi),

(B) de la partie de l'ensemble des montants à déduire selon le paragraphe 127(6) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement de la corporation à la fin de l'année, partie qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au total calculé selon le sous-alinéa (vi);

b) s'il s'agit d'un autre contribuable, le total des montants suivants :

(i) 20 % de l'excédent éventuel, calculé pour l'année à son égard, du total calculé selon le sous-alinéa a)(iv) au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, avant 1988, sur le total calculé selon le sous-alinéa a)(v) au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, avant 1988,

(ii) 40 % de l'excédent éventuel

(A) du total des montants dont chacun représente un montant inclus dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année

(I) au titre d'un bien d'un ouvrage approuvé qu'il acquiert dans l'année et avant 1988, ou

vestment tax credit" in subsection 127(9) in respect of expenditures for which amounts are included in subparagraph (i)

exceeds

(g) the total of

(i) the portion of the total of all amounts deducted by the taxpayer under subsection 127(5) for the year or a preceding taxation year (other than an amount deemed by subsection (3) to be so deducted for the year) that can reasonably be considered to be in respect of the total determined under paragraph (f), and

(ii) the portion of the total of all amounts required by subsection 127(6) to be deducted in computing the taxpayer's investment tax credit at the end of the year that can reasonably be considered to be in respect of the total determined under paragraph (f).

(2) Section 127.1 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

(2.1) In the case of a taxpayer that is a Canadian-controlled private corporation other than a qualifying corporation or an excluded corporation, the refundable investment tax credit of the taxpayer for a taxation year is 40% of the amount, if any, by which

(a) the total of

(i) the portion of the amount required by subsection 127(10.1) to be added in computing the taxpayer's investment tax credit at the end of the year that is in respect of qualified expenditures (other than expenditures of a current nature) incurred in the year, and

(ii) all amounts determined under paragraph (a) of the definition "investment tax credit" in subsection 127(9) in respect of expenditures for which an amount is included in subparagraph (i)

laquelle un montant est inclus au sous-alinéa (i);

d) le total des montants suivants :

(i) la partie du total des montants que la corporation a déduits selon le paragraphe 127(5) pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, sauf un montant réputé par le paragraphe (3) être ainsi déduit pour l'année, qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au total calculé selon l'alinéa c),

(ii) la partie du total des montants à déduire selon le paragraphe 127(6) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement de la corporation à la fin de l'année, qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au total calculé selon l'alinéa c).

(2) L'article 127.1 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Le crédit d'impôt à l'investissement remboursable d'une corporation privée dont le contrôle est canadien, autre qu'une corporation admissible ou une corporation exclue, pour une année d'imposition correspond au total des montants suivants :

a) 40 % de l'excédent éventuel du total visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des montants suivants :

(A) la partie du montant à ajouter selon le paragraphe 127(10.1) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement de la corporation à la fin de l'année au titre d'une dépense admissible, sauf une dépense de nature courante, engagée au cours de l'année,

(B) les montants calculés selon l'alinéa a) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au para-

Montant à ajouter au crédit d'impôt à l'investissement remboursable

Addition to refundable investment tax credit

exceeds

(B) the aggregate of

(I) such portion of the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by him under subsection 127(5) for the year or a preceding taxation year (other than an amount deemed by subsection (3) to be so deducted for the year) as may reasonably be considered to be in respect of the aggregate determined under clause (A), and

(II) such portion of the aggregate of all amounts each of which is an amount required by subsection 127(6) or (7) to be deducted in computing its investment tax credit at the end of the year as may reasonably be considered to be in respect of the aggregate determined under clause (A), and

(iii) where the taxation year commences before 1988, 40% of the amount, if any, by which

(A) the aggregate of all amounts each of which is an amount included in computing his investment tax credit at the end of the year

(I) in respect of his qualified Canadian exploration expenditure for the year, or

(II) pursuant to paragraph (b) of the definition "investment tax credit" in subsection 127(9) in respect of a qualified Canadian exploration expenditure for the year,

exceeds

(B) the aggregate of

(I) such portion of the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by him under subsection 127(5) for the year or a preceding taxation year (other than an amount deemed by subsection (3) to be so deducted for the year) as may reasonably be considered to be in respect of the aggregate determined under clause (A), and

(II) such portion of the aggregate of all amounts each of which is an amount required by subsection 127(6) or (7) to be deducted in computing his investment tax credit at the end of the year as may reasonably be considered to be in respect of the aggregate determined under clause (A).

(II) conformément à l'alinéa b) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe 127(9), au titre d'un bien d'un ouvrage approuvé acquis avant 1988,

sur

(B) le total

(I) de la partie du total des montants dont chacun représente un montant qu'il a déduit en vertu du paragraphe 127(5) pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure — à l'exception d'un montant réputé selon le paragraphe (3) déduit pour l'année —, qu'il est raisonnable de considérer comme s'appliquant au total calculé à la division (A), et

(II) de la partie du total des montants dont chacun représente un montant à déduire, selon le paragraphe 127(6) ou (7), dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année, qu'il est raisonnable de considérer comme s'appliquant au total calculé à la division (A),

(iii) lorsque l'année d'imposition commence avant 1988, 40 % de l'excédent éventuel

(A) du total des montants dont chacun représente un montant inclus dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année

(I) au titre de la dépense admissible d'exploration au Canada qu'il a faite pour l'année, ou

(II) au titre de la dépense admissible d'exploration au Canada faite pour l'année, conformément à l'alinéa b) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe 127(9),

sur

(B) le total

(I) de la partie du total des montants dont chacun représente un montant qu'il a déduit en vertu du paragraphe 127(5) pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure — à l'exception d'un montant réputé selon le paragraphe (3) déduit pour l'année —, qu'il est raisonnable de considérer comme s'appliquant au total calculé à la division (A), et

(II) de la partie du total des montants dont chacun représente un montant à déduire, selon le paragraphe 127(6) ou (7), dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année, qu'il est raisonnable de considérer comme s'appliquant au total calculé à la division (A).

exceeds

(b) the total of

(i) the portion of the total of all amounts deducted by the taxpayer under subsection 127(5) for the year or a preceding taxation year (other than an amount deemed by subsection (3) to have been so deducted for the year) that can reasonably be considered to be in respect of the total determined under paragraph (a), and

(ii) the portion of the total of all amounts required by subsection 127(6) to be deducted in computing the taxpayer's investment tax credit at the end of the year that can reasonably be considered to be in respect of the total determined under paragraph (a)

plus the amount, if any, by which

(c) the total of

(i) the portion of the amount required by subsection 127(10.1) to be added in computing the taxpayer's investment tax credit at the end of the year that is in respect of qualified expenditures (other than expenditures of a capital nature) incurred in the year, and

(ii) all amounts determined under paragraph (a) of the definition "investment tax credit" in subsection 127(9) in respect of expenditures for which an amount is included in subparagraph (i)

exceeds

(d) the total of

(i) the portion of the total of all amounts deducted by the taxpayer under subsection 127(5) for the year or a preceding taxation year (other than an amount deemed by subsection (3) to have been so deducted for the year) that can reasonably be considered to be in respect of the total determined under paragraph (c), and

(ii) the portion of the total of all amounts required by subsection 127(6) to be deducted in computing the taxpayer's investment tax credit at the end of

paragraphe 127(9), au titre d'une dépense pour laquelle un montant est inclus à la division (A),

(ii) le total des éléments suivants :

(A) la partie du total des montants déduits par la corporation en application du paragraphe 127(5) pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, sauf un montant réputé par le paragraphe (3) ainsi déduit pour l'année, qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au total calculé selon le sous-alinéa (i),

(B) la partie du total des montants à déduire selon le paragraphe 127(6) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement de la corporation à la fin de l'année, qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au total calculé selon le sous-alinéa (i);

b) l'excédent éventuel du total visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des montants suivants :

(A) la partie du montant à ajouter selon le paragraphe 127(10.1) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement de la corporation à la fin de l'année au titre des dépenses admissibles, sauf une dépense de capital, engagées au cours de l'année,

(B) les montants calculés selon l'alinéa a) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe 127(9), au titre d'une dépense pour laquelle un montant est inclus à la division (A),

(ii) le total des éléments suivants :

(A) la partie du total des montants que la corporation a déduits selon le paragraphe 127(5) pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, sauf un montant réputé par le paragraphe (3) être ainsi déduit pour l'année, qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au total calculé selon le sous-alinéa (i),

(2) New.

(2). — Nouveau.

the year that can reasonably be considered to be in respect of the total determined under paragraph (c).

(3) Subsection (1) applies to taxation years that end after December 2, 1992.

(4) Subsection (2) applies to taxation years that begin after 1993.

18. (1) Subsection 127.4(1) of the said Act is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"qualifying trust"
• fiducie admissible •

"qualifying trust" for an individual in respect of a share means a trust governed by a registered retirement savings plan where

- (a) the individual makes contributions to the trust and those contributions (and no other funds) can reasonably be considered to have been used by the trust to acquire or subscribe for the share, and
- (b) the annuitant under the plan is the individual or a spouse of the individual;

(2) Subsections 127.4(3) and (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Computation of tax credit

(3) The labour-sponsored funds tax credit of an individual for a taxation year is the total of all amounts, in respect of an approved share acquired or irrevocably subscribed and paid for by the individual (or by a qualifying trust for the individual in respect of the share) in the year or within 60 days after the end of the year (to the extent that it was not deducted in computing the individual's tax payable under this Part for the preceding taxation year), each of which is

- (a) where a tax credit is provided under the law of a province in respect of the acquisition of, or subscription for, the share

(B) la partie du total des montants à déduire selon le paragraphe 127(6) dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement de la corporation à la fin de l'année, qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant au total calculé selon le sous-alinéa (i).

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition qui se terminent après le 2 décembre 1992.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition qui commencent après 1993.

18. (1) Le paragraphe 127.4(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« fiducie admissible » S'agissant d'une fiducie admissible pour un particulier relativement à une action, fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite et à l'égard de laquelle les conditions suivantes sont réunies :

• fiducie admissible •
"qualifying trust"

- a) le particulier verse des cotisations à la fiducie, et il est raisonnable de considérer ces cotisations, et non d'autres fonds, comme ayant été utilisées par la fiducie pour acquérir ou souscrire l'action;
- b) le rentier du régime est le particulier ou son conjoint.

(2) Les paragraphes 127.4(3) et (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(3) Le crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs d'un particulier pour une année d'imposition correspond au total des montants relatifs à une action approuvée acquise ou souscrite irrévocablement et payée par le particulier, ou par une fiducie admissible pour le particulier relativement à l'action, au cours de l'année ou des 60 jours suivant la fin de l'année, dans la mesure où il n'a pas été déduit dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition précédente, représentant chacun :

Calcul du crédit

- a) dans le cas d'un crédit d'impôt prévu par la législation d'une province relativement à l'acquisition ou à la souscription de

Clause 18: (1) New.

Article 18, (1). — Nouveau.

(2) Subsections 127.4(3) and (4) at present read as follows:

(3) The labour-sponsored funds tax credit of an individual for a taxation year is the total of all amounts, in respect of an approved share acquired or irrevocably subscribed and paid for by the individual in the year or within 60 days after the end of the year (to the extent that it was not deducted in computing the individual's tax payable under this Part for the preceding taxation year), each of which is

(a) where a tax credit is provided under the law of a province in respect of the acquisition of, or subscription for, the share by the individual, and the share is not a share of a registered labour-sponsored venture capital corporation (within the meaning assigned by section 204.8), the amount, if any, by which

(i) 40% of the net cost to the individual of the share exceeds

(ii) the amount of the tax credit so provided, and

(b) in any other case, where the individual has filed with the individual's return of income under this Part for the year (other than a return of income filed under subsection 70(2), paragraph 104(23)(d) or

(2). — Texte actuel des paragraphes 127.4(3) et (4) :

(3) Le crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs d'un particulier pour une année d'imposition correspond au total des montants relatifs à une action approuvée acquise ou souscrite irrévocablement et payée par le particulier au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année, dans la mesure où il n'a pas été déduit dans le calcul de l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition précédente, dont chacun représente :

a) dans le cas d'un crédit d'impôt prévu par la législation d'une province relativement à l'acquisition ou à la souscription de l'action par le particulier, sauf une action d'une corporation agréée à capital de risque de travailleurs, au sens de l'article 204.8, l'excédent éventuel du montant correspondant à 40 % du coût net de l'action pour le particulier sur le crédit d'impôt ainsi prévu;

b) dans les autres cas — si le particulier produit la déclaration de renseignements visée à l'alinéa 204.81(6)c) avec sa déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour l'année, sauf la déclaration prévue au paragraphe 70(2), à l'alinéa 104(23)d) ou 128(2)e) ou au paragraphe 150(4) — le montant correspondant à 20 % du coût net de l'action pour lui.

by the individual or the trust, and the share is not a share of a registered labour-sponsored venture capital corporation (within the meaning assigned by section 204.8), the amount, if any, by which

(i) 40% of the net cost to the individual or the trust of the share

exceeds

(ii) the amount of the tax credit so provided; and

(b) in any other case, where the information return described in paragraph 204.81(6)(c) in respect of the share has been filed with the individual's return of income under this Part for the year (other than a return of income filed under subsection 70(2), paragraph 104(23)(d) or 128(2)(e) or subsection 150(4)), 20% of the net cost to the individual or the trust of the share.

(4) Notwithstanding subsection (3), where paragraph (3)(a) applies in computing an individual's labour-sponsored funds tax credit for a taxation year in respect of an approved share and the amount of the tax credit referred to in that paragraph is less than 20% of the consideration for which the share was issued, the amount determined under that paragraph for the year in respect of the share shall be deemed to be nil.

(3) Subsections (1) and (2) apply to the 1992 and subsequent taxation years.

19. (1) Paragraph 128(2)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(d) except for the purposes of subsections 146(1) and 146.01(4), (9) and (10) and Part X.1, a taxation year of the individual shall be deemed to have begun on the day in the calendar year on which the individual became a bankrupt and the individual's taxation year that would otherwise have ended on the last day of that calendar year shall be deemed to have ended on the day immediately before the day the individual became a bankrupt;

l'action par le particulier ou la fiducie, sauf une action d'une corporation agréée à capital de risque de travailleurs, au sens de l'article 204.8, l'excédent éventuel du montant correspondant à 40 % du coût net de l'action pour le particulier ou la fiducie sur le crédit d'impôt ainsi prévu;

b) dans les autres cas — si la déclaration de renseignements visée à l'alinéa 204.81(6)c) est présentée avec la déclaration de revenu du particulier en vertu de la présente partie pour l'année, sauf la déclaration prévue au paragraphe 70(2), aux alinéas 104(23)d) ou 128(2)e) ou au paragraphe 150(4) — le montant correspondant à 20 % du coût net de l'action pour le particulier ou la fiducie.

(4) Malgré le paragraphe (3), le montant relatif à l'action, calculé selon l'alinéa (3)a) pour une année d'imposition, est réputé nul lorsque cet alinéa s'applique au calcul du crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs d'un particulier pour l'année relativement à une action approuvée et lorsque le crédit d'impôt visé à cet alinéa représente moins de 20 % du montant reçu en contrepartie de l'émission de l'action.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1992 et suivantes.

19. (1) L'alinéa 128(2)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) sauf pour l'application des paragraphes 146(1) et 146.01(4), (9) et (10) et de la partie X.1, l'année d'imposition du particulier est réputée avoir commencé le jour de l'année civile où il est mis en faillite, et son année d'imposition qui se serait terminée par ailleurs le dernier jour de cette année civile est réputée avoir pris fin la veille du jour où il a été mis en faillite;

Montant réputé nul

Idem

128(2)(e) or subsection 150(4)), the information return described in paragraph 204.81(6)(c) in respect of the share, 20% of the net cost to the individual of the share.

(4) Notwithstanding subsection (3), where paragraph (3)(a) is applicable in computing an individual's labour-sponsored fund tax credit for a taxation year in respect of an approved share acquired by him and the amount of the tax credit referred to in that paragraph is less than 20% of the consideration for which the share was issued, the amount determined under that paragraph for the year in respect of the share shall be deemed to be nil.

(4) Par dérogation au paragraphe (3), le montant relatif à l'action, calculé selon l'alinéa (3)a pour une année d'imposition, est réputé nul lorsque cet alinéa s'applique dans le calcul du crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs d'un particulier pour l'année relativement à une action approuvée qu'il acquiert et lorsque le crédit d'impôt visé à cet alinéa représente moins de 20 % du montant reçu en contrepartie de l'émission de l'action.

Clause 19: This amendment would add the underlined reference.

Article 19, (1). — Adjonction d'un renvoi au paragraphe 146.01(10).

(2) Subsection (1) applies to the 1993 and subsequent taxation years.

20. (1) Paragraph (a) of the definition "eligible amount" in subsection 146.01(1) of the said Act is amended by substituting a reference to "1994" for the reference to "1993".

(2) Paragraph (c) of the definition "eligible amount" in subsection 146.01(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(c) the individual acquires the qualifying home (or replacement property for the qualifying home) after February 25, 1992 and before the completion date in respect of the amount,

(3) The definition "eligible amount" in subsection 146.01(1) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (e) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (f) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(g) if the particular time is after March 1, 1993, neither the individual, nor another individual who was, at any time after February 25, 1992 and before the particular time, a spouse of the individual, received an eligible amount before March 2, 1993;

(4) All that portion of the definition "excluded withdrawal" in subsection 146.01(1) of the said Act following paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(b) an amount (other than an eligible amount) that would, if the definition "eligible amount" were read without reference to paragraphs (c) and (e) thereof, be an eligible amount received by the individual out of or under a registered retirement savings plan in respect of which a person is the issuer, where either

(i) the individual

(A) died before the end of the calendar year that includes the com-

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1993 et suivantes.

20. (1) Dans l'alinéa a) de la définition de « montant admissible », au paragraphe 146.01(1), la mention de l'année 1993 vaut mention de l'année 1994.

(2) L'alinéa c) de la définition de « montant admissible », au paragraphe 146.01(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) le particulier acquiert l'habitation admissible ou un bien de remplacement y afférent entre le 25 février 1992 et la date de clôture relative au montant;

(3) La définition de « montant admissible », au paragraphe 146.01(1) de la même loi, est modifiée par adjonction de ce qui suit :

g) si le moment donné est postérieur au 1^{er} mars 1993, ni le particulier, ni un autre particulier qui était le conjoint de ce dernier à un moment quelconque entre le 25 février 1992 et le moment donné, n'ont reçu de montants admissibles avant le 2 mars 1993.

(4) Le passage de la définition de « retrait exclu », au paragraphe 146.01(1) de la même loi, qui suit l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) soit un montant, sauf un montant admissible, qui serait, sans les alinéas c) et e) de la définition de « montant admissible », un montant admissible que le particulier a reçu dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite dont une personne est l'émetteur, si l'un des événements suivants se produit :

(i) le particulier est décédé avant la fin de l'année civile qui comprend la date de clôture relative au montant et a résidé au Canada tout au long de la

Clause 20: (1) to (3) The relevant portion of the definition “eligible amount” in subsection 146.01(1) at present reads as follows:

“eligible amount” in respect of an individual means an amount received at a particular time by the individual as a benefit out of or under a registered retirement savings plan where

(a) the amount is received after February 25, 1992 and before March 2, 1993 pursuant to the written request of the individual in prescribed form in which the individual sets out the location of a qualifying home that the individual has begun, or intends not later than one year after its acquisition by the individual to begin, using as a principal place of residence,

...

(c) the individual acquires the qualifying home (or replacement property for the qualifying home) after February 25, 1992 and before October 1, 1993,

(4) The relevant portion of the definition “excluded withdrawal” in subsection 146.01(1) at present reads as follows:

“excluded withdrawal” in respect of an individual means

...

(b) an amount (other than an eligible amount) that would, if the definition “eligible amount” were read without reference to paragraphs (c) and (e) thereof, be an eligible amount received by the individual out of or under a registered retirement savings plan in respect of which a person is the issuer, where either

(i) the individual died before 1994 and was resident in Canada throughout the period beginning immediately after the amount was received and ending at the time of the death, or

(ii) the amount is repaid before 1994 to a registered retirement savings plan in respect of which the person is the issuer (or, where the individual was not resident in Canada at the time the individual filed a return of income under this Part for the taxation year in which the amount was received by the individual, before the earlier of January 1, 1994 and the time at which the individual filed that

Article 20, (1) à (3). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de la définition de « montant admissible » au paragraphe 146.01(1) :

« montant admissible » Montant qu'un particulier reçoit à un moment donné à titre de prestation dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite, si les conditions suivantes sont réunies :

...

c) le particulier acquiert l'habitation admissible ou un bien de remplacement y afférent entre le 25 février 1992 et le 1^{er} octobre 1993;

(4). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de la définition de « retrait exclu » au paragraphe 146.01(1) :

« retrait exclu » S'entend du retrait d'un particulier qui constitue :

...

b) soit un montant (sauf un montant admissible) qui serait, sans les alinéas c) et e) de la définition de « montant admissible », un montant admissible que le particulier a reçu dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite dont une personne est l'émetteur, si l'un des événements suivants se produit :

(i) le particulier est décédé avant 1994 et a résidé au Canada tout au long de la période qui va de la réception du montant jusqu'au décès,

(ii) le montant est remboursé avant 1994 à un régime enregistré d'épargne-retraite dont la personne est l'émetteur (ou, si le particulier ne résidait pas au Canada au moment où il a produit une déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition où il a reçu le montant, avant le premier en date du 1^{er} janvier 1994 et du jour où il a produit cette déclaration), et l'émet-

pletion date in respect of the amount, and

(B) was resident in Canada throughout the period beginning immediately after the amount was received and ending at the time of the death, or

(ii) the amount is repaid before the end of the calendar year described in clause (i)(A) to a registered retirement savings plan in respect of which the person is the issuer (or, where the individual was not resident in Canada at the time the individual filed a return of income under this Part for the taxation year in which the amount was received by the individual, before the earlier of the end of the calendar year described in clause (i)(A) and the time at which the individual filed that return) and the issuer is notified of the repayment in prescribed form submitted to the issuer at the time the repayment is made,

except that where an amount would, but for subclause (2)(c)(ii)(A)(II), be an eligible amount, subparagraph (b)(ii) applies in respect of the amount as if the first reference therein to "described in clause (i)(A)" were read as "following the calendar year described in clause (i)(A)";

(5) Subsection 146.01(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"completion date", in respect of an amount received by an individual, is

(a) where the amount was received before March 2, 1993, October 1, 1993, and

(b) in any other case, October 1, 1994;

(6) Subsection 146.01(2) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by repealing paragraph (c) thereof and substituting the following therefor:

période qui va de la réception du montant jusqu'au décès,

(ii) le montant est remboursé avant la fin de l'année civile visée au sous-alinéa (i) à un régime enregistré d'épargne-retraite dont la personne est l'émetteur (ou, si le particulier ne résidait pas au Canada au moment où il a produit une déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition où il a reçu le montant, avant le premier en date de la fin de l'année civile visée au sous-alinéa (i) et du jour où il a produit cette déclaration), et l'émetteur est avisé du remboursement sur formulaire prescrit qui lui est présenté au moment du remboursement.

Toutefois, le sous-alinéa b)(ii) s'applique au montant qui constituerait un montant admissible sans la subdivision (2)c)(ii)(A)(II) comme si la première mention de l'année civile visée au sous-alinéa (i) valait mention de l'année civile suivant celle visée au sous-alinéa (i).

(5) Le paragraphe 146.01(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« date de clôture » S'agissant de la date de clôture relative à un montant reçu par un particulier :

a) le 1^{er} octobre 1993, si le montant est reçu avant le 2 mars 1993;

b) le 1^{er} octobre 1994, dans les autres cas.

(6) L'alinéa 146.01(2)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"completion date"
« date de clôture »

« date de clôture »
"completion date"

return) and the issuer is notified of the repayment in prescribed form submitted to the issuer at the time the repayment is made,

except that where an amount would, but for subclause (2)(c)(ii)(A)(II), be an eligible amount, subparagraph (b)(ii) applies in respect of the amount as if the first reference therein to "1994" were a reference to "1995";

teur est avisé du remboursement sur formulaire prescrit qui lui est présenté au moment du remboursement.

Toutefois, le sous-alinéa *b)(ii)* s'applique au montant qui constituerait un montant admissible sans la subdivision (2)c)(ii)(A)(II) comme si la première mention de 1994 valait mention de 1995.

(5) New.

(5). — Nouveau.

(6) The relevant portion of subsection 146.01(2) at present reads as follows:

(2) For the purposes of this section,

(6). — Texte actuel du paragraphe 146.01(2) :

(2) Les présomptions suivantes s'appliquent au présent article :

...

(c) where

(i) neither a qualifying home in respect of which an individual withdrew an amount described in paragraph (a) of the definition "eligible amount" in subsection (1) nor a replacement property for the qualifying home has been acquired by the individual before the completion date in respect of the amount, and 10

(ii) either

(A) the individual

(I) is obliged under the terms of a written agreement in effect on that completion date to acquire the 15 qualifying home (or a replacement property for the qualifying home) on or after that date,

(II) acquires the qualifying home or a replacement property for the 20 qualifying home before the day that is one year after that completion date, and

(III) is resident in Canada throughout the period beginning on that completion date and ending on the earlier of October 1 in the first calendar year commencing after that date and the earliest of any day on which the individual acquires the 30 qualifying home or a replacement property for the qualifying home, or

(B) the individual made payments

(I) to persons with whom the individual was dealing at arm's length, 35

(II) in respect of the construction of the qualifying home or a replacement property for the qualifying home, and 40

(III) in the period beginning at the time the individual first withdrew an amount described in paragraph (a) of that definition in respect of the qualifying home and ending 45 before that completion date,

and the total of all payments so made was not less than the total of all amounts described in that paragraph

c) le particulier est réputé, sauf pour l'application du présent alinéa, avoir acquis une habitation admissible avant la date de clôture relative à un montant visé à l'alinéa a) de la définition de « montant admissible » au paragraphe (1) qu'il a retiré 5 relativement à l'habitation, si les conditions suivantes sont réunies :

(i) le particulier n'a pas acquis l'habitation, ni un bien de remplacement y afférent, avant la date de clôture en question, 10

(ii) l'une ou l'autre des situations suivantes se présente :

(A) le particulier, à la fois : 15

(I) est tenu, par convention écrite en vigueur à la date de clôture en question, d'acquérir l'habitation ou le bien de remplacement à cette date ou après, 20

(II) acquiert l'habitation ou le bien de remplacement avant le jour qui tombe un an après la date de clôture en question,

(III) réside au Canada de la date de clôture en question jusqu'au premier en date du 1^{er} octobre de la première année civile commençant après cette date et du jour où il acquiert l'habitation ou le bien de 30 remplacement pour la première fois,

(B) le particulier a fait des paiements — dont le total est au moins égal au total des montants, visés à l'alinéa a) 35 de la définition de « montant admissible » au paragraphe (1), qu'il a retirés relativement à l'habitation — qui répondent aux conditions suivantes :

(I) ils ont été faits à des personnes 40 avec lesquelles il n'a aucun lien de dépendance,

(II) ils se rapportent à la construction de l'habitation ou du bien de 45 remplacement,

(III) ils ont été faits au cours de la période commençant au moment où le particulier a effectué relativement à l'habitation son premier re-

...

(c) where

(i) neither a qualifying home in respect of which an individual withdrew an amount described in paragraph (a) of the definition "eligible amount" in subsection (1) nor a replacement property for the qualifying home has been acquired by the individual before October 1, 1993, and

(ii) either

(A) the individual

(I) is obliged under the terms of a written agreement in effect on October 1, 1993 to acquire the qualifying home (or a replacement property for the qualifying home) on or after that day,

(II) acquires the qualifying home or a replacement property for the qualifying home before October 1, 1994, and

(III) is resident in Canada throughout the period beginning on October 1, 1993 and ending on the earlier of October 1, 1994 and the earliest of any day on which the individual acquires the qualifying home or a replacement property for the qualifying home, or

(B) the individual made payments

(I) to persons with whom the individual was dealing at arm's length,

(II) in respect of the construction of the qualifying home or a replacement property for the qualifying home, and

(III) in the period beginning at the time the individual first withdrew an amount described in paragraph (a) of that definition in respect of the qualifying home and ending before October 1, 1993,

and the total of all payments so made was not less than the total of all amounts described in that paragraph in respect of the qualifying home that were withdrawn by the individual,

except for the purposes of this paragraph, the individual shall be deemed to have acquired the qualifying home on September 30, 1993.

c) le particulier est réputé, sauf pour l'application du présent alinéa, avoir acquis, le 30 septembre 1993, une habitation admissible relativement à laquelle il a retiré un montant visé à l'alinéa a) de la définition de « montant admissible » au paragraphe (1), si les conditions suivantes sont réunies :

(i) le particulier n'a pas acquis l'habitation, ni un bien de remplacement y afférent, avant le 1^{er} octobre 1993,

(ii) l'une ou l'autre des situations suivantes se présente :

(A) le particulier, à la fois :

(I) est tenu, par convention écrite en vigueur le 1^{er} octobre 1993, d'acquérir l'habitation ou le bien de remplacement à cette date ou après,

(II) acquiert l'habitation ou le bien de remplacement avant le 1^{er} octobre 1994,

(III) réside au Canada du 1^{er} octobre 1993 jusqu'au premier en date du 1^{er} octobre 1994 et du jour où il acquiert l'habitation ou le bien de remplacement pour la première fois,

(B) le particulier a fait des paiements — dont le total est au moins égal au total des montants, visés à l'alinéa a) de la définition de « montant admissible » au paragraphe (1), qu'il a retirés relativement à l'habitation — :

(I) à des personnes avec lesquelles il n'a aucun lien de dépendance,

(II) relativement à la construction de l'habitation ou du bien de remplacement,

(III) d'un montant visé à cet alinéa, et ce au cours de la période commençant au moment du premier retrait relatif à l'habitation et prenant fin avant le 1^{er} octobre 1993.

in respect of the qualifying home that were withdrawn by the individual,

except for the purposes of this paragraph, the individual shall be deemed to have acquired the qualifying home before that completion date;

(d) where

(i) an individual or a spouse of the individual receives an eligible amount before March 2, 1993,

(ii) at a particular time after March 1, 1993 and before April 1993 the individual receives another amount that would, if the reference to "March 1, 1993" in paragraph (g) of the definition "eligible amount" in subsection (1) were read as "March 1993", be an eligible amount, and

(iii) the request described in paragraph (a) of the definition "eligible amount" in subsection (1) pursuant to which the other amount was received was made before March 2, 1993,

except for the purposes of paragraphs (a) to (f) of the definition "eligible amount" in subsection (1) and the purposes of this paragraph, the other amount shall be deemed to have been received by the individual on March 1, 1993 and not at the particular time and any premium paid by the individual or the individual's spouse after March 1, 1993 and before the particular time under a registered retirement savings plan shall be deemed to have been paid on March 1, 1993; and

(e) where

(i) at a particular time after March 1, 1994 and before April 1994, an individual receives an amount that would, if the reference to "March 2, 1994" in paragraph (a) of the definition "eligible amount" in subsection (1) were read as "April 1994", be an eligible amount, and

(ii) the request described in paragraph (a) of the definition "eligible amount" in subsection (1) pursuant to which the amount was received was made before March 2, 1994,

trait d'un montant visé à cet alinéa, et prenant fin avant la date de clôture en question;

d) le particulier, s'il reçoit un montant admissible avant le 2 mars 1993, ou si son conjoint reçoit alors un tel montant, et s'il reçoit un autre montant à un moment donné après le 1^{er} mars 1993 et avant avril 1993 — lequel montant serait un montant admissible si le passage « au 1^{er} mars 1993 » à l'alinéa g) de la définition de « montant admissible » au paragraphe (1) était remplacé par le passage « à mars 1993 » —, est réputé, sauf pour l'application des alinéas a) à f) de cette définition et du présent alinéa, avoir reçu l'autre montant le 1^{er} mars 1993 et non au moment donné, si la demande visée à l'alinéa a) de cette définition par suite de laquelle l'autre montant a été reçu a été faite avant le 2 mars 1993; en outre, toute prime versée par le particulier ou par son conjoint après le 1^{er} mars 1993 et avant le moment donné dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite est réputée versée le 1^{er} mars 1993;

e) le particulier, s'il reçoit un montant à un moment donné après le 1^{er} mars 1994 et avant avril 1994 — lequel montant serait un montant admissible si le passage « le 2 mars 1994 » à l'alinéa a) de la définition de « montant admissible » au paragraphe (1) était remplacé par le passage « avril 1994 » —, est réputé, sauf pour l'application des alinéas b) à g) de cette définition et du présent alinéa, avoir reçu le montant le 1^{er} mars 1994 et non au moment donné, si la demande visée à l'alinéa a) de cette définition par suite de laquelle le montant a été reçu a été faite avant le 2 mars 1994; en outre, toute prime versée par le particulier ou par son conjoint après le 1^{er} mars 1994 et avant le moment donné dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite est réputée versée le 1^{er} mars 1994.

except for the purposes of paragraphs (b) to (g) of the definition "eligible amount" in subsection (1) and the purposes of this paragraph, that amount shall be deemed to have been received by the individual on March 1, 1994 and not at the particular time and any premium paid by the individual or the individual's spouse after March 1, 1994 and before the particular time under a registered retirement savings plan shall be deemed to have been paid on March 1, 1994.

(7) Subsection 146.01(4) of the said Act is amended by substituting a reference to "1995" for each reference in that subsection to "1994" and by substituting a reference to "1994" for the reference in that subsection to "1993".

(8) Paragraph (a) of the description of E in subsection 146.01(4) of the said Act is amended by substituting the expression "any of the 3" for the expression "either of the 2".

(9) Subsections 146.01(9) to (11) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(9) There shall be included in computing the income for the 1992 taxation year of an individual who was resident in Canada at the end of the year an amount equal to the lesser of

(a) the net premium balance for the year of the individual, and

(b) the total of

(i) all eligible amounts received by the individual before March 2, 1993, and

(ii) the lesser of

(A) the total of all premiums (other than excluded premiums in respect of the individual) paid by the individual after February 25, 1992 and before March 2, 1993 under registered retirement savings plans under which the individual's spouse is the annuitant, and

(B) the amount, if any, by which

(I) the total of all eligible amounts received before March 2, 1993 by the individual's spouse

exceeds

(II) the net premium balance for the year of the individual's spouse.

(7) Dans le paragraphe 146.01(4), les mentions de l'année 1994 valent mention de l'année 1995 et la mention de l'année 1993 vaut mention de l'année 1994.

(8) Dans l'alinéa a) de l'élément E de la formule figurant au paragraphe 146.01(4), le mot « deux » est remplacé par le mot « trois ».

(9) Les paragraphes 146.01(9) à (11) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(9) Le particulier qui réside au Canada à la fin de l'année d'imposition 1992 est tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour cette année le moins élevé des montants suivants :

a) son solde net des primes pour l'année;

b) le total des montants suivants :

(i) les montants admissibles qu'il a reçus avant le 2 mars 1993,

(ii) le moins élevé des montants suivants :

(A) le total des primes, sauf ses primes exclues, qu'il a versées après le 25 février 1992 et avant le 2 mars 1993 en vertu de régimes enregistrés d'épargne-retraite dont son conjoint est rentier,

(B) l'excédent éventuel du total des montants admissibles que son conjoint a reçus avant le 2 mars 1993 sur le solde net des primes du conjoint pour l'année.

Income
inclusion for
1992

Montant inclus
dans le revenu
pour 1992

(9) Subsections 146.01(9) to (11) at present read as follows:

(9) There shall be included in computing the income for the 1992 taxation year of an individual who was resident in Canada at the end of that year an amount equal to the lesser of

(a) the net premium balance of the individual, and

(b) the total of

(i) all amounts each of which is an eligible amount received in 1992 or 1993 by the individual, and

(ii) the lesser of

(A) the total of all premiums (other than excluded premiums in respect of the individual) paid by the individual after February 25, 1992 and before March 2, 1993 under registered retirement savings plans under which the individual's spouse is the annuitant, and

(B) the amount, if any, by which

(I) the total of all amounts each of which is an eligible amount received in 1992 or 1993 by the individual's spouse

exceeds

(II) the net premium balance of the individual's spouse.

(10) For the purposes of subsection (9), the net premium balance of an individual is the amount, if any, by which

(a) the total of all premiums (other than excluded premiums in respect of the individual) paid by the individual after February 25, 1992 and before March 2, 1993 under registered retirement savings plans under which the individual or the individual's spouse is the annuitant exceeds

(b) the total of all amounts each of which is an amount received by the individual or the individual's spouse after February 25, 1992 and before 1994 and included under subsection 146(8) or (8.3) in computing the individual's income for the 1992 or 1993 taxation year (other than an amount in respect of which an amount is deductible under paragraph 146(8.6)(b) in computing the income of the individual or in respect of premiums paid by the individual after March 1, 1993).

(9). — Texte actuel des paragraphes 146.01(9) à (11) :

(9) Le particulier qui réside au Canada à la fin de l'année d'imposition 1992 est tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour cette année le moins élevé des montants suivants :

a) son solde net des primes;

b) le total des montants suivants :

(i) les montants admissibles qu'il a reçus en 1992 et 1993,

(ii) le moins élevé des montants suivants :

(A) le total des primes (sauf ses primes exclues) qu'il a versées après le 25 février 1992 et avant le 2 mars 1993 en vertu de régimes enregistrés d'épargne-retraite dont son conjoint est rentier,

(B) l'excédent éventuel du total des montants admissibles que son conjoint a reçus en 1992 et 1993 sur le solde net des primes du conjoint.

(10) Pour l'application du paragraphe (9), le solde net des primes d'un particulier correspond à l'excédent éventuel du total visé à l'alinéa a) sur le total visé à l'alinéa b) :

a) le total des primes (sauf ses primes exclues) que le particulier a versées après le 25 février 1992 et avant le 2 mars 1993 en vertu de régimes enregistrés d'épargne-retraite dont le particulier ou son conjoint est rentier;

b) le total des montants reçus par le particulier ou son conjoint après le 25 février 1992 et avant 1994 et inclus, en application des paragraphes 146(8) ou (8.3), dans le calcul du revenu du particulier pour l'année d'imposition 1992 ou 1993 (sauf un montant au titre duquel une somme est déductible en application de l'alinéa 146(8.6)b) dans le calcul du revenu du particulier ou relativement à des primes versées par celui-ci après le 1^{er} mars 1993).

(11) Malgré les paragraphes 152(4) à (5), le ministre établit les cotisations voulues concernant l'impôt, les intérêts et les pénalités pour permettre l'inclusion dans le revenu des montants visés au paragraphe (9).

Income
inclusion for
1993

(10) There shall be included in computing the income for the 1993 taxation year of an individual who was resident in Canada at the end of that year an amount equal to the lesser of

(a) the net premium balance for the year of the individual, and

(b) the total of

(i) all eligible amounts received after March 1, 1993 and before March 2, 1994 by the individual, and

(ii) the lesser of

(A) the total of all premiums (other than excluded premiums in respect of the individual) paid by the individual after December 2, 1992 and before March 2, 1994 under registered retirement savings plans under which the individual's spouse is the annuitant, and

(B) the amount, if any, by which

(I) the total of all eligible amounts received after March 1, 1993 and before March 2, 1994 by the individual's spouse

exceeds

(II) the net premium balance for the year of the individual's spouse.

(11) For the purposes of subsection (9), the net premium balance for the 1992 taxation year of an individual is the amount, if any, by which

(a) the total of all premiums (other than excluded premiums in respect of the individual) paid by the individual after February 25, 1992 and before March 2, 1993 under registered retirement savings plans under which the individual or the individual's spouse is the annuitant

exceeds

(b) the total of all amounts each of which is an amount received by the individual or the individual's spouse after February 25, 1992 and before 1994 and included under subsection 146(8) or (8.3) in computing the individual's income for the 1992 or

(10) Le particulier qui réside au Canada à la fin de l'année d'imposition 1993 est tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour cette année le moins élevé des montants suivants :

a) son solde net des primes pour l'année;

b) le total des montants suivants :

(i) les montants admissibles qu'il a reçus après le 1^{er} mars 1993 et avant le 2 mars 1994,

(ii) le moins élevé des montants suivants :

(A) le total des primes, sauf ses primes exclues, qu'il a versées après le 2 décembre 1992 et avant le 2 mars 1994 en vertu de régimes enregistrés d'épargne-retraite dont son conjoint est rentier,

(B) l'excédent éventuel du total des montants admissibles que son conjoint a reçus après le 1^{er} mars 1993 et avant le 2 mars 1994 sur le solde net des primes du conjoint pour l'année.

Montant inclus
dans le revenu
pour 1993

Net premium
balance for
1992

(11) Pour l'application du paragraphe (9), le solde net des primes d'un particulier pour l'année d'imposition 1992 correspond à l'excédent éventuel du total visé à l'alinéa a) sur le total visé à l'alinéa b) :

a) le total des primes, sauf ses primes exclues, que le particulier a versées après le 25 février 1992 et avant le 2 mars 1993 en vertu de régimes enregistrés d'épargne-retraite dont le particulier ou son conjoint est rentier;

b) le total des montants reçus par le particulier ou son conjoint après le 25 février 1992 et avant 1994 et inclus, en application des paragraphes 146(8) ou (8.3), dans le calcul du revenu du particulier pour l'année d'imposition 1992 ou 1993, sauf un montant au titre duquel une somme est

Solde net des
primes pour
1992

(11) Notwithstanding subsections 152(4) to (5), such assessments of tax, interest and penalties shall be made as are necessary to give effect to amounts included in income under subsection (9).

1993 taxation year (other than an amount in respect of which an amount is deductible under paragraph 146(8.6)(b) in computing the income of the individual or in respect of premiums paid by the individual after March 1, 1993).

déductible en application de l'alinéa 146(8.6)b) dans le calcul du revenu du particulier ou relativement à des primes versées par celui-ci après le 1^{er} mars 1993.

Net premium
balance for
1993

(12) For the purposes of subsection (10), the net premium balance for the 1993 taxation year of an individual is the amount, if any, by which

(12) Pour l'application du paragraphe (10), le solde net des primes d'un particulier pour l'année d'imposition 1993 correspond à l'excédent éventuel du total visé à l'alinéa a) sur le total visé à l'alinéa b) :

5 Solde net des
primes pour
1993

(a) the total of all premiums (other than excluded premiums in respect of the individual) paid by the individual after December 2, 1992 and before March 2, 1994 under registered retirement savings plans under which the individual or the individual's spouse is the annuitant

a) le total des primes, sauf ses primes exclues, que le particulier a versées après le 2 décembre 1992 et avant le 2 mars 1994 en vertu de régimes enregistrés d'épargne-retraite dont le particulier ou son conjoint est rentier;

exceeds

(b) the total of all amounts each of which is an amount received by the individual or the individual's spouse after December 2, 1992 and before 1995 and included under subsection 146(8) or (8.3) in computing the individual's income for the 1993 or 1994 taxation year (other than an amount in respect of which an amount is deductible under paragraph 146(8.6)(b) in computing the income of the individual or in respect of premiums paid by the individual after March 1, 1994).

b) le total des montants reçus par le particulier ou son conjoint après le 2 décembre 1992 et avant 1995 et inclus, en application des paragraphes 146(8) ou (8.3), dans le calcul du revenu du particulier pour l'année d'imposition 1993 ou 1994, sauf un montant au titre duquel une somme est déductible en application de l'alinéa 146(8.6)b) dans le calcul du revenu du particulier ou relativement à des primes versées par celui-ci après le 1^{er} mars 1994.

Assessments

(13) Notwithstanding subsections 152(4) to (5), such assessments of tax, interest and penalties shall be made as are necessary to give effect to subsections (9) and (10).

(13) Malgré les paragraphes 152(4) à (5), le ministre établit les cotisations voulues concernant l'impôt, les intérêts et les pénalités pour permettre l'application des paragraphes (9) et (10).

Cotisations

(10) Subsections (1) to (9) apply to the 1992 and subsequent taxation years.

(10) Les paragraphes (1) à (9) s'appliquent aux années d'imposition 1992 et suivantes.

21. (1) Subsection 152(1.2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

21. (1) Le paragraphe 152(1.2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Provisions
applicable

(1.2) Paragraphs 56(1)(l) and 60(o), this Division and Division J, as they relate to an assessment or a reassessment and to assessing or reassessing tax, apply, with such modifications as the circumstances require, to a determination or redetermination of an amount under this Division or an amount

(1.2) Les alinéas 56(1)l) et 60o), la présente section et la section J, dans la mesure où ces dispositions portent sur une cotisation ou sur une nouvelle cotisation ou sur l'établissement d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux montants déterminés ou dé-

Dispositions
applicables

Clause 21: (1) Subsection 152(1.2) at present reads as follows:

(1.2) Paragraphs 56(1)(l) and 60(o), this Division and Division J, as they relate to an assessment or a reassessment and to assessing or reassessing tax, are applicable, with such modifications as the circumstances require, to a determination or a redetermination and to determining or redetermining amounts under this Division, except that subsections (1) and (2) are not applicable to determinations made under subsections (1.1) and (1.11) and, for greater certainty, an original determination of a taxpayer's non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss, farm loss or limited partnership loss for a taxation year may be made by the Minister only at the request of the taxpayer.

Article 21, (1). — Texte actuel du paragraphe 152(1.2) :

(1.2) Les alinéas 56(1)l) et 60o), la présente section et la section J, dans la mesure où ces dispositions portent sur une cotisation ou sur une nouvelle cotisation ou sur l'établissement d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux montants déterminés ou déterminés de nouveau en application de la présente section, sauf que les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux montants déterminés en application des paragraphes (1.1) et (1.11), étant entendu que le montant d'une perte autre qu'une perte en capital, d'une perte en capital nette, d'une perte agricole restreinte, d'une perte agricole ou d'une perte comme commanditaire ou assimilé subie par un contribuable pour une année d'imposition ne peut être initialement déterminé par le ministre qu'à la demande du contribuable.

deemed under section 122.61 or 126.1 to be an overpayment on account of a taxpayer's liability under this Part, except that subsections (1) and (2) do not apply to determinations made under subsections (1.1) and (1.11) and, for greater certainty, an original determination of a taxpayer's non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss, farm loss or limited partnership loss for a taxation year may be made by the Minister only at the request of the taxpayer.

(2) Section 152 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (3.3) thereof, the following subsections:

(3.4) A taxpayer may request in writing that the Minister determine the amount deemed by subsection 126.1(6) or (7) to be an overpayment on account of the taxpayer's liability under this Part for a taxation year.

(3.5) On receipt of the request referred to in subsection (3.4), the Minister shall, with all due dispatch, determine the amount deemed by subsection 126.1(6) or (7), as the case may be, to be an overpayment on account of the taxpayer's liability under this Part for a taxation year, or determine that there is no such amount, and shall send a notice of the determination to the taxpayer.

(3) Paragraph 152(4.2)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(d) redetermine the amount, if any, deemed by subsection 120(2), 120.1(4), 122.5(3), 127.1(1), 144(9) or 210.2(3) or (4) to be paid on account of the taxpayer's tax under this Part for the year or deemed by subsection 119(2), 122.61(1) or 126.1(6) or (7) to be an overpayment on account of the taxpayer's liability under this Part for the year.

terminés de nouveau en application de la présente section, y compris ceux qui sont réputés par les articles 122.61 ou 126.1 être des paiements en trop au titre des sommes dont un contribuable est redevable en vertu de la présente partie. Toutefois, les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux montants déterminés en application des paragraphes (1.1) et (1.11), étant entendu que le montant d'une perte autre qu'une perte en capital, d'une perte en capital nette, d'une perte agricole restreinte, d'une perte agricole ou d'une perte comme commanditaire ou assimilé subie par un contribuable pour une année d'imposition ne peut être initialement déterminé par le ministre qu'à la demande du contribuable.

(2) L'article 152 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (3.3), de ce qui suit :

(3.4) Un contribuable peut demander au ministre, par écrit, de déterminer le montant réputé par les paragraphes 126.1(6) ou (7) être un paiement en trop au titre des sommes dont il est redevable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition.

(3.5) Sur réception de la demande visée au paragraphe (3.4), le ministre, avec diligence, détermine le montant réputé par les paragraphes 126.1(6) ou (7) être un paiement en trop au titre des sommes dont le contribuable est redevable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition, ou détermine qu'aucun semblable montant n'existe. Il avise alors le contribuable, par écrit, de sa détermination.

(3) L'alinéa 152(4.2)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) déterminer de nouveau l'impôt qui est réputé, en application des paragraphes 120(2), 120.1(4), 122.5(3), 127.1(1), 144(9) ou 210.2(3) ou (4), avoir été payé au titre de l'impôt du contribuable pour l'année en vertu de la présente partie ou qui est réputé, en application des paragraphes 119(2), 122.61(1) ou 126.1(6) ou (7), être un paiement en trop au titre des

Determination
of UT premium
tax credit

Notice of
determination

Détermination
du crédit
d'impôt pour
cotisations
d'assurance-
chômage

Avis de
détermination

(2) New.

(2). — Nouveau.

(3) This amendment would add the underlined references.

(3). — Adjunction d'un renvoi aux paragraphes 126.1(6) et (7).

(4) Subsections (1) to (3) apply after 1992, except that in its application to redeterminations made in respect of the 1991 and 1992 taxation years, paragraph 152(4.2)(d) of the said Act, as enacted by subsection (3), shall be read as follows:

(d) redetermine the amount, if any, deemed by subsection 120(2), 120.1(4), 122.2(1), 122.5(3), 127.1(1), 144(9) or 210.2(3) or (4) to be paid on account of 10 the taxpayer's tax under this Part for the year or deemed by subsection 119(2) or 122.61(1) to be an overpayment on account of the taxpayer's liability under this Part for the year.

22. (1) Subsection 153(2) of the said Act is repealed.

(2) Subsection (1) applies to the 1995 and subsequent taxation years.

(3) In its application to the 1994 taxation 20 year, subsection 153(2) of the said Act shall be read as follows:

(2) Subject to sections 155, 156 and 156.1, where amounts have been deducted or withheld under this section from the remuneration or other payments received by an individual in a taxation year, if the total of the remuneration and other payments from which such amounts have been deducted or withheld and which the individual had received in the year is equal to or greater than 3/4 of the individual's income for the year, the individual shall, on or before the individual's balance-due day for the year, pay to the Receiver General the remainder of the individual's tax for the year as estimated under section 151.

23. (1) Subsection 155(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

155. (1) Subject to section 156.1, every individual whose chief source of income for a taxation year is farming or fishing shall, on or before December 31 in the year, pay to

sommes dont le contribuable est redevable en vertu de la présente partie pour l'année.

(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent après 1992. Toutefois, dans son application aux montants déterminés de nouveau pour les années d'imposition 1991 et 1992, l'alinéa 152(4.2)b de la même loi, édicté par le paragraphe (3), est remplacé par ce qui suit :

b) déterminer de nouveau l'impôt qui est réputé, en application des paragraphes 10 120(2), 120.1(4), 122.2(1), 122.5(3), 127.1(1), 144(9) ou 210.2(3) ou (4), avoir été payé au titre de l'impôt du contribuable pour l'année en vertu de la présente partie ou qui est réputé, en application des 15 paragraphes 119(2) ou 122.61(1), être un paiement en trop au titre des sommes dont le contribuable est redevable en vertu de la présente partie pour l'année.

22. (1) Le paragraphe 153(2) de la même 20 loi est abrogé.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1995 et suivantes.

(3) Pour son application à l'année d'imposition 1994, le paragraphe 153(2) de la 25 même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Sous réserve des articles 155, 156 et 156.1, le particulier qui a reçu au cours d'une 25 année d'imposition de la rémunération ou d'autres paiements qui ont fait l'objet d'une 30 déduction ou d'une retenue aux termes du présent article et dont le total est égal ou supérieur aux trois quarts de son revenu pour l'année doit payer au receveur général, au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui 35 lui est applicable pour l'année, le solde de son impôt pour l'année, estimé en application de l'article 151.

23. (1) Le paragraphe 155(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 40

155. (1) Sous réserve de l'article 156.1, tout particulier dont la source principale du revenu pour une année d'imposition est l'agriculture ou la pêche doit payer au receveur

Clause 22: Subsection 153(2) reads as follows:

(2) Where amounts have been deducted or withheld under this section from the remuneration or other payments received by an individual in a taxation year, if the total of the remuneration and other payments from which such amounts have been deducted or withheld and which the individual had received in the year is equal to or greater than 3/4 of the individual's income for the year, the individual shall, on or before the individual's balance due day for the year, pay to the Receiver General the remainder of the individual's tax for the year as estimated under section 51.

Clause 23: Subsection 155(1) at present reads as follows:

155. (1) Subject to section 156.1, every individual whose chief source of income is farming or fishing, other than an individual to whom subsection 153(2) applies, shall pay to the Receiver General in respect of each taxation year

Article 22, (1). — Texte du paragraphe 153(2) :

(2) Le particulier qui a reçu au cours d'une année d'imposition de la rémunération ou d'autres paiements qui ont fait l'objet d'une déduction ou d'une retenue aux termes du présent article et dont le total est égal ou supérieur aux trois quarts de son revenu pour l'année doit payer au receveur général, au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année, le solde de son impôt pour l'année, estimé en application de l'article 151.

Article 23, (1). — Texte actuel du paragraphe 155(1) :

(1) Sous réserve de l'article 156.1, tout particulier, sauf celui auquel le paragraphe 153(2) s'applique, dont la source principale de revenu est l'agriculture ou la pêche doit payer les montants suivants au receveur général pour chaque année d'imposition :

the Receiver General in respect of the year, 2/3 of

(a) the amount estimated by the individual to be the tax payable under this Part by the individual for the year, or

(b) the individual's instalment base for the preceding taxation year.

(2) Subsection (1) applies to the 1994 and subsequent taxation years.

24. (1) All that portion of subsection 156(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

156. (1) Subject to section 156.1, in respect of each taxation year every individual (other than one to whom section 155 applies for the year) shall pay to the Receiver General

(2) All that portion of subsection 156(1) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed.

(3) Subsection (1) applies to amounts that become payable after June 1994.

(4) Subsection (2) applies to the 1994 and subsequent taxation years.

25. (1) Section 156.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

156.1 (1) For the purposes of this section, "instalment threshold" of an individual for a taxation year means

(a) in the case of an individual resident in the Province of Quebec at the end of the year, \$1,200, and

(b) in any other case, \$2,000;

"net tax owing" by an individual for a taxation year means

(a) in the case of an individual resident in the Province of Quebec at the end of the year, the amount determined by the 40 formula

$$A - C - D$$

and

général pour l'année, au plus tard le 31 décembre de l'année, les 2/3 :

a) soit de la somme que le particulier estime être l'impôt qu'il doit payer pour l'année en vertu de la présente partie;

b) soit de sa base des acomptes provisionnels pour l'année d'imposition précédente.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1994 et suivantes.

24. (1) Le passage du paragraphe 156(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

156. (1) Sous réserve de l'article 156.1, pour chaque année d'imposition, tout particulier, autre que celui auquel l'article 155 s'applique pour l'année, doit payer les montants suivants au receveur général :

(2) Le passage du paragraphe 156(1) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux montants qui deviennent payables après juin 1994.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1994 et suivantes.

25. (1) L'article 156.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

156.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« impôt net à payer » L'impôt net à payer d'un particulier pour une année d'imposition correspond :

a) dans le cas d'un particulier résidant dans la province de Québec à la fin de l'année, au résultat du calcul suivant :

$$A - C - D$$

b) dans les autres cas, au résultat du calcul suivant :

$$A + B - C - E$$

où :

A représente le total de l'impôt sur le revenu payable en vertu de la présente

Other individuals

Autres particuliers

Definitions

"instalment threshold"
« plafond des acomptes provisionnels »

"net tax owing"
« impôt net à payer »

Définitions

« impôt net à payer »
"net tax owing"

- (a) on or before December 31 in the year, 2/3 of
 - (i) the amount estimated by the individual to be the tax payable under this Part by the individual for the year, or
 - (ii) the individual's instalment base for the immediately preceding taxation year; and
- (b) on or before the individual's balance-due day for the year, the remainder of the individual's tax as estimated under section 151.

Clause 24: (1) and (2) Subsection 156(1) at present reads as follows:

156. (1) Subject to section 156.1, every individual, other than one to whom subsection 153(2) or section 155 applies, shall pay to the Receiver General in respect of each taxation year

- (a) on or before March 15, June 15, September 15 and December 15 in the year, an amount equal to 1/4 of
 - (i) the amount estimated by the individual to be the tax payable under this Part by the individual for the year, or
 - (ii) the individual's instalment base for the preceding taxation year, or

- (b) on or before
 - (i) March 15 and June 15 in the year, an amount equal to 1/4 of the individual's instalment base for the second preceding taxation year, and
 - (ii) September 15 and December 15 in the year, an amount equal to 1/2 of the amount, if any, by which

- (A) the individual's instalment base for the preceding taxation year exceeds
- (B) 1/2 of the individual's instalment base for the second preceding taxation year,

- and, on or before the individual's balance-due day for the year, the remainder of the individual's tax estimated under section 151.

Clause 25: Section 156.1 at present reads as follows:

156.1 (1) Where the total of the taxes payable (before taking into consideration any amount referred to in any of subparagraphs 161(7)(a)(ii) to (v) that was excluded or deducted, as the case may be) under this Part and Part I.1 by an individual for a particular taxation year or for the taxation year immediately preceding that year is not more than the total \$1,000 and the amount, if any, determined in respect of the individual for that year under subsection 120(2),

(a) sections 155 and 156 are not applicable in respect of that individual for the particular year; and

(b) the individual shall pay to the Receiver General, on or before the individual's balance-due day for the particular year, the individual's tax as estimated under section 151 for the particular year.

(2) Paragraphs 155(1)(a) and 156(1)(a) and (b) do not require the payment of any amount in respect of an individual that would otherwise become due under any of those paragraphs on or after the day on which the individual died.

a) au plus tard le 31 décembre de l'année, les deux tiers de l'une des sommes suivantes :

- (i) la somme qu'il estime être son impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie,
- (ii) sa base des acomptes provisionnels pour l'année d'imposition précédente;

b) au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année, le solde de son impôt, estimé en application de l'article 151.

Article 24, (1) et (2). — Texte actuel du paragraphe 156(1) :

156. (1) Sous réserve de l'article 156.1, tout particulier, sauf celui auquel le paragraphe 153(2) ou l'article 155 s'applique, doit payer les montants suivants au receveur général pour chaque année d'imposition :

- a) au plus tard le 15 mars, le 15 juin, le 15 septembre et le 15 décembre de l'année, le quart de l'une des sommes suivantes :

- (i) la somme qu'il estime être son impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie,
- (ii) sa base des acomptes provisionnels pour l'année d'imposition précédente;

- b) au plus tard
 - (i) le 15 mars et le 15 juin de l'année, le quart de sa base des acomptes provisionnels pour la deuxième année d'imposition précédente,
 - (ii) le 15 septembre et le 15 décembre de l'année, la moitié de l'excédent éventuel de sa base des acomptes provisionnels pour l'année d'imposition précédente sur la moitié de sa base des acomptes provisionnels pour la deuxième année d'imposition précédente,

et au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année, le solde de son impôt, estimé en application de l'article 151.

Article 25, (1). — Texte actuel de l'article 156.1 :

156.1 (1) Dans le cas où le total des impôts payables (avant la prise en compte d'un montant déduit ou exclu et visé à l'un des sous-alinéas 161(7)(a)(ii) à (v)) par un particulier en vertu de la présente partie et de la partie I.1 pour une année d'imposition donnée ou pour l'année d'imposition précédente est égal ou inférieur au total de 1 000 \$ et du montant éventuel calculé à son égard pour cette année en application du paragraphe 120(2), les règles suivantes s'appliquent :

a) les articles 155 et 156 ne s'appliquent pas au particulier pour l'année donnée;

b) le particulier doit payer au receveur général, au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année donnée, son impôt, estimé en application de l'article 151 pour cette année.

(2) Les alinéas 155(1)a) et 156(1)a) et b) n'ont pas pour effet d'exiger le versement d'un montant à l'égard d'un particulier qui deviendrait exigible par ailleurs en application de l'un de ces alinéas le jour du décès du particulier ou après.

(b) in any other case, the amount determined by the formula

$$A + B - C - E$$

where

A is the total of the income taxes payable under this Part and Part I.1 by the individual for the year,

B is the total of all income taxes payable by the individual for the year under any Act of a province with which the Minister of Finance has entered into an agreement for the collection of income taxes payable by individuals to the province under that Act,

C is the total of all income taxes deducted or withheld under section 153 on behalf of the individual for the year,

D is the amount determined under subsection 120(2) in respect of the individual for the year, and

E is the total of all income taxes deducted or withheld on behalf of the individual for the year under any Act of a province with which the Minister of Finance has entered into an agreement for the collection of income taxes payable by individuals to the province under that Act,

and for the purposes of this definition, income taxes payable for a taxation year by an individual are determined after deducting all tax credits to which the individual is entitled for the year relating to those taxes (other than tax credits that become payable to the individual after the individual's balance-due day for the year and prescribed tax credits) and before taking into consideration amounts referred to in subparagraphs 161(7)(a)(ii) to (v).

(2) Sections 155 and 156 do not apply to an individual for a particular taxation year where

partie et de la partie I.1 par le particulier pour l'année,

B le total de l'impôt sur le revenu payable par le particulier pour l'année en vertu d'une loi d'une province avec laquelle le ministre des Finances a conclu une entente en vue de recouvrer les impôts payables à la province en vertu de cette loi,

C le total de l'impôt sur le revenu retenu ou déduit en application de l'article 153 pour le compte du particulier pour l'année,

D le montant établi en application du paragraphe 120(2) à l'égard du particulier pour l'année,

E le total de l'impôt sur le revenu retenu ou déduit pour le compte du particulier pour l'année en vertu d'une loi d'une province avec laquelle le ministre des Finances a conclu une entente en vue de recouvrer les impôts payables à la province en vertu de cette loi.

Pour l'application de cette définition, l'impôt sur le revenu payable pour une année d'imposition par un particulier est établi après déduction des crédits d'impôt applicables auxquels le particulier a droit pour l'année, sauf les crédits d'impôt qui deviennent payables au particulier après la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année et les crédits d'impôt visés par règlement, et compte non tenu des montants visés aux sous-alinéas 161(7)a)(ii) à (v).

«plafond des acomptes provisionnels» Le plafond des acomptes provisionnels d'un particulier pour une année d'imposition correspond à :

«plafond des acomptes provisionnels»
"threshold instalments"

a) dans le cas d'un particulier résidant dans la province de Québec à la fin de l'année, 1 200 \$;

b) dans les autres cas, 2 000 \$.

(2) Les articles 155 et 156 ne s'appliquent pas à un particulier pour une année d'imposition lorsque, selon le cas :

Aucun acompte provisionnel exigé

(a) the individual's chief source of income for the particular year is farming or fishing and the individual's net tax owing for the particular year, or either of the 2 preceding taxation years, does not exceed the individual's instalment threshold for that year; or

(b) the individual's net tax owing for the particular year, or for each of the 2 preceding taxation years, does not exceed the individual's instalment threshold for that year.

Idem

(3) Sections 155 and 156 do not require the payment of any amount in respect of an individual that would otherwise become due under either of those sections on or after the day on which the individual dies.

Payment of remainder

(4) Every individual shall, on or before the individual's balance-due day for each taxation year, pay to the Receiver General in respect of the year the amount, if any, by which the individual's tax payable under this Part for the year exceeds the total of

(a) all amounts deducted or withheld under section 153 from remuneration or other payments received by the individual in the year, and

(b) all other amounts paid to the Receiver General on or before that day on account of the individual's tax payable under this Part for the year.

(2) Subsections 156.1(1) to (3) of the said Act, as enacted by subsection (1), apply to amounts that become payable after June 1994.

(3) Subsection 156.1(4) of the said Act, as enacted by subsection (1), applies to the 1994 and subsequent taxation years.

26. (1) Subsection 160.1(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Liability for excess refunds under section 126.1 to partners

(2.2) Every taxpayer who, on the day on which an amount has been refunded to, or applied to the liability of, a member of a partnership as a consequence of the operation of subsection 126.1(7) or (13) in excess

a) le revenu du particulier provient principalement de l'agriculture ou de la pêche et l'impôt net à payer par le particulier pour l'année, ou pour l'une des deux années d'imposition précédentes, ne dépasse pas le plafond des acomptes provisionnels qui lui est applicable pour l'année;

b) l'impôt net à payer par le particulier pour l'année, ou pour chacune des deux années d'imposition précédentes, ne dépasse pas le plafond des acomptes provisionnels qui lui est applicable pour l'année.

Idem

(3) Les articles 155 et 156 n'ont pas pour effet d'exiger le paiement d'un montant à l'égard d'un particulier qui deviendrait exigible par ailleurs en application de l'un ou l'autre de ces articles le jour du décès de ce particulier ou après.

(4) Tout particulier doit payer au receveur général pour chaque année d'imposition, au plus tard à la date d'exigibilité du solde pour l'année, l'excédent éventuel de l'impôt dont il est redevable en vertu de la présente partie sur le total des montants suivants :

Paiement du solde

a) les montants déduits ou retenus en application de l'article 153 de la rémunération ou d'autres paiements reçus par le particulier au cours de l'année;

b) les autres montants payés au receveur général au plus tard à cette date au titre de l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour l'année.

(2) Les paragraphes 156.1(1) à (3) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent aux montants qui deviennent payables après juin 1994.

(3) Le paragraphe 156.1(4) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition 1994 et suivantes.

26. (1) Le paragraphe 160.1(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2.2) Le contribuable qui est un associé d'une société le jour où est remboursé à un autre associé de la société, ou imputé sur un autre montant dont il est redevable, par application des paragraphes 126.1(7) ou (13),

Solidarité en cas de remboursement en trop à des associés en vertu de l'article 126.1

Clause 26: Subsection 160.1(2.2) is new. The amendment to subsection 160.1(3) would add the underlined reference.

Article 26, (1). — Nouveau paragraphe 160.1(2.2). Adjunction, au paragraphe 160.1(3), d'un renvoi au paragraphe 160.1(2.2).

of the amount to which the member was so entitled, is a member of that partnership is jointly and severally liable with each other taxpayer who on that day is a member of the partnership to pay the excess and to pay interest on the excess, but nothing in this subsection shall be deemed to limit the liability of any person under any other provision of this Act.

un montant supérieur à celui auquel il avait droit, est débiteur solidaire, avec chacun des autres contribuables qui sont des associés de la société ce jour-là, de l'excédent et des intérêts afférents. Le présent paragraphe ne limite en rien la responsabilité de quiconque découlant d'une autre disposition de la présente loi.

Assessment

(3) The Minister may at any time assess a taxpayer in respect of any amount payable by the taxpayer because of subsection (1) or (1.1) or for which the taxpayer is liable because of subsection (2.1) or (2.2), and this Division applies, with such modifications as the circumstances require, in respect of an assessment made under this section as though it had been made under section 152.

(3) Le ministre peut, à tout moment, établir à l'égard d'un contribuable une cotisation pour tout montant que celui-ci doit payer en application des paragraphes (1) ou (1.1) ou dont il est débiteur solidaire en application des paragraphes (2.1) ou (2.2); la présente section s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux cotisations établies en vertu du présent article comme si elles étaient établies en vertu de l'article 152.

Cotisation

(2) Subsection (1) applies to the 1993 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1993 et suivantes.

27. (1) Subsection 163(2) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c.1) thereof and by adding thereto, immediately after that paragraph, the following paragraph:

27. (1) Le paragraphe 163(2) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa c.1), de ce qui suit :

(c.2) the amount, if any, by which

c.2) de l'excédent éventuel du montant visé au sous-alinéa (i) sur le montant visé au 25 sous-alinéa (ii) :

(i) the amount that would be deemed under section 126.1 to be an overpayment on account of the person's liability under this Part for the year if the amount were calculated by reference to the information provided

(i) le montant qui serait réputé par l'article 126.1 être un paiement en trop au titre des sommes dont la personne est redevable en vertu de la présente partie pour l'année si le montant était calculé d'après les renseignements fournis,

exceeds

(ii) the amount that is deemed under section 126.1 to be an overpayment on account of the person's liability under this Part for the year, and

(ii) le montant qui est réputé par l'article 126.1 être un paiement en trop au titre des sommes dont la personne est redevable en vertu de la présente partie pour l'année;

(2) All that portion of subsection 163(2.2) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du paragraphe 163(2.2) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2.2) Every person who, knowingly or under circumstances amounting to gross negligence, has made or has participated in, assented to or acquiesced in the making of, a

(2.2) Toute personne qui, sciemment ou dans des circonstances qui justifient l'imputation d'une faute lourde, fait un faux énoncé ou une omission dans une renonciation, pre-

False statement or omission

Faux énoncés et omissions

Clause 27: (1) New. The relevant portion of subsection 163(2) at present reads as follows:

(2) Every person who, knowingly, or under circumstances amounting to gross negligence in the carrying out of any duty or obligation imposed by or under this Act, has made or has participated in, assented to or acquiesced in the making of, a false statement or omission in a return, form, certificate, statement or answer (in this section referred to as a "return") filed or made in respect of a taxation year as required by or under this Act or a regulation, is liable to a penalty of the greater of \$100 and 50% of the aggregate of

Article 27, (1). — Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 163(2) :

(2) Toute personne qui, sciemment ou dans des circonstances équivalant à faute lourde dans l'exercice d'une obligation prévue à la présente loi ou à un règlement d'application, fait un faux énoncé ou une omission dans une déclaration, un formulaire, un certificat, un état ou une réponse — appelé « déclaration » au présent article — rempli ou produit pour une année d'imposition conformément à la présente loi ou à un règlement d'application, ou y participe, y consent ou y acquiesce est passible d'une pénalité égale, sans être inférieure à 100 \$, à 50 % du total :

(2) This amendment would add the underlined reference.

(2). — Adjonction d'un renvoi au paragraphe 66(12.601).

false statement or omission in any renunciation that is effective as of a particular date and that is made under any of subsections 66(10) to (10.3), (12.6), (12.601), (12.62) and (12.64) is liable to a penalty of 25% of the amount, if any, by which

nant effet à une date donnée, faite en vertu d'un des paragraphes 66(10) à (10.3), (12.6), (12.601), (12.62) et (12.64), ou qui participe, consent ou acquiesce à ce faux énoncé ou à cette omission, est passible d'une pénalité correspondant à 25 % de l'excédent éventuel :

(3) Subsection (1) applies after 1992.

(3) Le paragraphe (1) s'applique après 1992.

28. (1) Section 164 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1.5) thereof, the following subsection:

28. (1) L'article 164 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe 10(1.5), de ce qui suit :

Refund of UI
premium tax
credit

(1.6) Notwithstanding subsection (1), where an overpayment on account of a taxpayer's liability under this Part is deemed to have arisen under subsection 126.1(6) or (7), the Minister shall, with all due dispatch, refund the amount of the overpayment without application for it.

(1.6) Malgré le paragraphe (1), lorsqu'un paiement en trop au titre des sommes dont un contribuable est redevable en vertu de la présente partie est réputé s'être produit en vertu des paragraphes 126.1(6) ou (7), le ministre, avec diligence, rembourse le montant payé en trop sans que demande lui en soit faite.

Rembourse-
ment du crédit
d'impôt pour
cotisations
d'assurance-
chômage

(2) All that portion of subsection 164(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du paragraphe 164(3) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interest on
refunds and
repayments

(3) Where under this section an amount in respect of a taxation year (other than an amount or portion thereof that can reasonably be considered to arise from the operation of section 122.5, 122.61 or 126.1) is refunded or repaid to a taxpayer or applied to another liability of the taxpayer, the Minister shall pay or apply interest on it at the prescribed rate for the period beginning on the day that is the latest of

(3) Lorsque, en vertu du présent article, une somme à l'égard d'une année d'imposition est remboursée à un contribuable ou imputée sur un autre montant dont il est redevable, à l'exception de tout ou partie de la somme qu'il est raisonnable de considérer comme découlant de l'application des articles 122.5, 122.61 ou 126.1, le ministre paie au contribuable les intérêts afférents à cette somme au taux prescrit ou les impute sur ce montant, pour la période allant du dernier en date des jours visés aux alinéas suivants jusqu'au jour où la somme est remboursée ou imputée, sauf si les intérêts ainsi calculés sont inférieurs à 1 \$, auquel cas aucun intérêt n'est payé ni imputé en vertu du présent paragraphe :

Intérêts sur les
sommes
remboursées

(3) Subsections (1) and (2) apply after 1992.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent après 1992.

29. (1) Subsections 180.1(1.2) and (1.3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

29. (1) Les paragraphes 180.1(1.2) et (1.3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

45

Clause 28: (1) New.

Article 28, (1). — Nouveau.

(2) This amendment would add the underlined reference and words.

(2). — Remplacement du mot « contribuable » par le pronom « il » et adjonction d'un renvoi à l'article 126.1.

Clause 29: Subsections 180.1(1.2) and (1.3) at present read as follows:

Article 29, (1). — Texte actuel des paragraphes 180.1(1.2) et (1.3) :

Deduction from
tax

(1.2) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part for a taxation year by an individual the amount, if any, by which the amount determined under paragraph 127(5)(a) in respect of the individual for the year exceeds the amount, if any, deducted under subsection 127(5) for the year by the individual other than an amount deemed by subsection (1.3) to be so deducted.

Idem

(1.3) For the purposes of this Act, the amount deducted under subsection (1.2) for a taxation year shall be deemed to be an amount deducted under subsection 127(5) for the year.

(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after 1993.

30. (1) Paragraph (a) of the definition "eligible investment" in section 204.8 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(a) a share that was issued to the particular corporation and that is a share of the capital stock of a corporation that was an eligible business entity at the time the share was issued,

(2) Section 204.8 of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"specified
individual"
« particulier
déterminé »

"specified individual", in respect of a share, means an individual (other than a trust) whose labour-sponsored funds tax credit for a taxation year would take into account the amount of consideration paid to acquire, or to subscribe for, the share if the information return described in paragraph 204.81(6)(c) in respect of the share were filed as required under paragraph 127.4(3)(b).

(3) Subsections (1) and (2) apply after 40 December 2, 1992.

31. (1) All that portion of paragraph 204.81(1)(c) of the English version of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(1.2) Est déductible de la surtaxe payable par ailleurs par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition l'excédent éventuel du montant déterminé à 5 l'alinéa 127(5)a) pour l'année en ce qui concerne le particulier sur le montant déduit par le particulier pour l'année en application du 10 paragraphe 127(5), sauf un montant réputé, par le paragraphe (1.3), avoir être ainsi dé-

Déduction sur
la surtaxe

5

10

Idem

(1.3) Pour l'application de la présente loi, le montant déduit en application du paragraphe (1.2) pour une année d'imposition est réputé être un montant déduit en application 15 du paragraphe 127(5) pour l'année.

15

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition qui commencent après 1993.

30. (1) L'alinéa a) de la définition de « placement admissible », à l'article 204.8 de 20 la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) d'une action, émise à la corporation donnée, qui fait partie du capital-actions d'une corporation qui était une entre- 25 prise admissible au moment de l'émission de l'action,

(2) L'article 204.8 de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

30

« particulier déterminé » S'agissant d'un particulier déterminé relativement à une action, particulier, sauf une fiducie, dont le crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs pour une année d'imposition tiendrait 35 compte du montant payé pour acquérir ou souscrire l'action si la déclaration de renseignements visée à l'alinéa 204.81(6)c) concernant l'action était présentée en conformité avec l'alinéa 127.4(3)b).

40

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent après le 2 décembre 1992.

31. (1) Le passage de l'alinéa 204.81(1)c) de la version anglaise de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et rem- 45 placé par ce qui suit :

« particulier
déterminé »
"specified
individual"

(1.2) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part for a taxation year by an individual an amount not exceeding the lesser of

(a) 3/4 of the amount that would be his tax otherwise payable under this Part for the year if he deducted the amount, if any, allowed to be deducted under subsection (1.1) for the year, and

(b) the amount, if any, by which the amount determined under paragraph 127(5)(b) in respect of the individual for the year exceeds the amount, if any, deducted by him under subsection 127(5) for the year.

(1.3) For the purposes of this Act, other than for the purpose of determining the amount under paragraph (1.2)(b) for the year, the amount deducted under subsection (1.2) for a taxation year shall be deemed to be an amount deducted under subsection 127(5) for the year.

Clause 30: The relevant portion of the definition “eligible investment” in section 204.8 at present reads as follows: “eligible investment” of a particular corporation means

(a) a share that was issued to the particular corporation that is prescribed for the purposes of subsections 110.6(8) and (9) and that is a share of the capital stock of a corporation that was an eligible business entity at the time the share was issued,

(2) New.

Clause 31: (1) to (4) The relevant portion of subsection 204.81(1) at present reads as follows:

204.81 (1) The Minister may register a corporation for the purposes of this Part if, in the opinion of the Minister, it complies with the following conditions:

...

(1.2) Un montant qui ne dépasse pas le moins élevé des montants suivants est déductible de la surtaxe payable par ailleurs par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition :

a) les 3/4 du montant qui serait la surtaxe payable par ailleurs par le particulier en vertu de la présente partie pour l'année s'il déduisait le montant éventuel admis en déduction en application du paragraphe (1.1) pour l'année;

b) l'excédent éventuel du montant déterminé à l'alinéa 127(5)b) pour l'année en ce qui concerne le particulier sur le montant éventuel déduit par le particulier pour l'année en application du paragraphe 127(5).

(1.3) Pour l'application de la présente loi, mais non pour déterminer le montant visé à l'alinéa (1.2)b) pour une année d'imposition, le montant déduit en application du paragraphe (1.2) pour l'année est réputé être un montant déduit en application du paragraphe 127(5) pour l'année.

Article 30, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de la définition de « placement admissible » à l'article 204.8 :

« placement admissible » S'agissant du placement admissible d'une corporation donnée, s'entend, selon le cas :

a) d'une action, émise à la corporation donnée et prescrite pour l'application des paragraphes 110.6(8) et (9), qui fait partie du capital-actions d'une corporation qui était une entreprise admissible au moment de l'émission de l'action,

(2). — Nouveau.

Article 31, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 204.81(1) de la version anglaise :

204.81 (1) The Minister may register a corporation for the purposes of this Part if, in the opinion of the Minister, it complies with the following conditions:

(c) the articles of the corporation provide that

(2) All that portion of clause 204.81(1)(c)(ii)(A) of the said Act preceding subclause (I) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(A) Class A shares that are issuable only to individuals (other than trusts) and trusts governed by registered retirement savings plans, that entitle their holders

(3) All that portion of clause 204.81(1)(c)(ii)(A) of the English version of the said Act following subclause (III) thereof is repealed.

(4) Subparagraphs 204.81(1)(c)(v) to (vii) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(v) subject to the provision described in subparagraph (vi), the corporation may redeem a Class A share in respect of which an information return described in paragraph (6)(c) has been issued only if

(A) where the share is held by the specified individual in respect of the share, a spouse or former spouse of that individual or a trust governed by a registered retirement savings plan or registered retirement income fund under which that individual or spouse is the annuitant,

(I) a request in writing to redeem the share is made by the holder to the corporation within 60 days after the day on which the share was issued to the original purchaser and the information return referred to in paragraph (6)(c) has been returned to the corporation,

(II) the corporation is notified in writing that the specified individual in respect of the share has retired from the workforce or ceased to be resident in Canada, or

(III) the corporation is notified in writing that the specified individual

(c) the articles of the corporation provide that

(2) Le passage de la division 204.81(1)(c)(ii)(A) de la même loi qui précède la subdivision (I) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(A) d'actions de catégorie « A » qui ne peuvent être émises qu'à des particuliers, sauf les fiducies, et des fiducies régies par des régimes enregistrés d'épargne-retraite et qui confèrent les droits suivants à l'actionnaire :

(3) Le passage de la division 204.81(1)(c)(ii)(A) de la version anglaise de la même loi qui suit la subdivision (III) est abrogé.

(4) Les sous-alinéas 204.81(1)(c)(v) à (vii) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(v) sous réserve de la condition visée au sous-alinéa (vi), elle peut racheter l'action de catégorie « A » pour laquelle une déclaration de renseignements a été délivrée conformément à l'alinéa (6)c) seulement si, selon le cas :

(A) l'action étant détenue par le particulier déterminé relativement à l'action, le conjoint ou l'ancien conjoint de celui-ci ou une fiducie régie par quelque régime enregistré d'épargne-retraite ou fonds enregistré de revenu de retraite dont ce particulier ou ce conjoint est rentier, l'une des situations suivantes se présente :

(I) l'actionnaire présente à la corporation, dans les 60 jours suivant l'émission de l'action au premier acheteur, une demande écrite visant le rachat de l'action, et la déclaration de renseignements visée à l'alinéa (6)c) a été rendue à la corporation,

(II) la corporation est avisée par écrit que le particulier déterminé relativement à l'action a quitté le marché du travail ou a cessé de résider au Canada,

(c) the articles of incorporation of the corporation provide that

...

(ii) the authorized capital of the corporation shall consist only of

(A) Class A shares that are issuable only to individuals (other than trusts), that entitle the holders thereof

...

and that, where an information return described in paragraph (6)(c) has been issued in respect thereof, are redeemable or transferable only in the circumstances described in subparagraph (v) or (vii), as the case may be,

...

(v) subject to the provision described in subparagraph (vi), the corporation may redeem a Class A share in respect of which an information return described in paragraph (6)(c) has been issued only if the corporation is requested in writing by the holder of the share to redeem it and

(A) where the share is held by the original purchaser,

(I) the request is made within 60 days after the day on which the share was issued to the original purchaser, the information return referred to in paragraph (6)(c) has been returned to the corporation and the share is not held as an investment of a registered retirement savings plan, or

(II) the corporation is notified in writing that the original purchaser has retired from the workforce, has attained 65 years of age, has ceased to be a resident of Canada or has, after acquiring the share, become disabled and permanently unfit for work or become terminally ill,

(B) where the holder of the share is not the original purchaser, the time of redemption is on or after the day on which the original purchaser attained, or would, but for death, have attained the age of 65 years,

(C) the share is held by an individual who notifies the corporation in writing that the share has devolved on the individual as a consequence of the death of a shareholder of the corporation,

(D) the share is held as an investment of a registered retirement savings plan under which the original purchaser or the original purchaser's spouse if the annuitant and the original purchaser has died or, where the original purchaser is living, the corporation is notified in writing that the original purchaser

(I) has retired from the workforce or has attained 65 years of age,

(II) has, after acquiring the share, become disabled and permanently unfit for work or become terminally ill, or

(III) has ceased to be a resident of Canada,

(E) the share is held as an investment of a registered retirement savings plan under which the original purchaser or the original purchaser's spouse is not an annuitant and the time of redemption is on or after the day on which the original purchaser attained, or would, but for death, have attained the age of 65 years,

(F) the redemption occurs more than 5 years after the date on which the share was issued, or

(G) the holder of the share has satisfied such other conditions as may be prescribed,

(vi) the corporation shall not by reason of the original purchaser of a share described in subparagraph (v)

...

(c) the articles of incorporation of the corporation provide that

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 204.81(1) :

204.81 (1) Le ministre peut agréer une corporation pour l'application de la présente partie s'il est d'avis qu'elle remplit les conditions suivantes :

...

(c) ses statuts prévoient ce qui suit :

...

(ii) son capital autorisé est composé uniquement :

(A) d'actions de catégorie « A » qui ne peuvent être émises qu'à des particuliers (sauf les fiducies), qui ne sont rachetables ou transférables, si une déclaration de renseignements est délivrée relativement aux actions conformément à l'alinéa (6)c), que dans les circonstances visées au sous-alinéa (v) ou (vii) et qui confèrent les droits suivants à l'actionnaire :

(3). — Texte du passage visé du paragraphe 204.81(1) de la version anglaise :

and that, where an information return described in paragraph 6(c) has been issued in respect thereof, are redeemable or transferable only in the circumstances described in subparagraph (v) or (vii), as the case may be,

(4). — Texte actuel des sous-alinéas 204.81(1)c)(v) à (vii) :

(v) sous réserve de la condition décrite au sous-alinéa (vi), elle peut racheter l'action de catégorie « A » pour laquelle une déclaration de renseignements a été délivrée conformément à l'alinéa (6)c) seulement si l'actionnaire le lui demande par écrit et si, selon le cas :

(A) l'action étant détenue par le premier acheteur :

(I) la demande est présentée dans les 60 jours suivant le jour de l'émission de l'action au premier acheteur, la déclaration de renseignements visée à l'alinéa (6)c) a été rendue à la corporation et l'action n'est pas détenue à titre de placement dans un régime enregistré d'épargne-retraite,

(II) la corporation est avisée par écrit que le premier acheteur a quitté le marché du travail, qu'il a atteint 65 ans, qu'il a cessé de résider au Canada ou qu'il est devenu, après avoir acquis l'action, invalide et définitivement incapable de travailler, ou un malade en phase terminale,

(B) l'actionnaire n'étant pas le premier acheteur de l'action, la date de rachat survient le jour, ou après le jour, où celui-ci a atteint, ou aurait atteint s'il n'était pas décédé, 65 ans,

(C) l'action est détenue par un particulier qui avise la corporation par écrit qu'elle lui est dévolue par suite du décès d'un actionnaire de la corporation,

(D) l'action est détenue à titre de placement dans un régime enregistré d'épargne-retraite dont le premier acheteur ou le conjoint de celui-ci est rentier, et le premier acheteur est décédé ou, s'il est vivant, la corporation est avisée par écrit, selon le cas :

(I) qu'il a quitté le marché du travail ou a atteint 65 ans,

(II) qu'il est devenu, après avoir acquis l'action, invalide et définitivement incapable de travailler, ou un malade en phase terminale,

(III) qu'il a cessé de résider au Canada,

in respect of the share became disabled and permanently unfit for work or terminally ill after the share was issued,

(B) there is no specified individual in respect of the share,

(C) the time of redemption is on or after the day on which the specified individual in respect of the share attained, or would, but for death, have attained the age of 65 years,

(D) the corporation is notified in writing that the share is held by a person on whom the share has devolved as a consequence of the death of

(I) a holder of the share, or

(II) an annuitant under a trust governed by a registered retirement savings plan or registered retirement income fund that was a holder of the share,

(E) the redemption occurs more than 5 years after the day on which the share was issued, or

(F) the holder of the share has satisfied such other conditions as may be prescribed,

(vi) unless a Class A share has been issued and outstanding for at least 2 years, the corporation shall not be permitted to redeem the share solely because the specified individual in respect of the share attains 65 years of age or the corporation is notified that the specified individual

(A) has retired from the workforce, or

(B) has ceased to be resident in Canada,

(vii) the corporation shall not register a transfer of a Class A share by the specified individual in respect of the share, a spouse of the specified individual or a trust governed by a registered retirement savings plan or registered retirement income fund under which the specified individual or spouse is the annuitant, unless

(III) la corporation est avisée par écrit que le particulier déterminé relativement à l'action est devenu, après l'émission de l'action, invalide et définitivement incapable de travailler, ou un malade en phase terminale,

(B) il n'y a pas de particulier déterminé relativement à l'action,

(C) la date de rachat survient au plus tôt le jour où le particulier déterminé relativement à l'action a atteint, ou aurait atteint s'il n'était pas décédé, 65 ans,

(D) la corporation est avisée par écrit que l'action est détenue par une personne à laquelle elle est dévolue par suite du décès soit d'un détenteur de l'action, soit d'un rentier dans le cadre d'une fiducie régie par quelque régime enregistré d'épargne-retraite ou fonds enregistré de revenu de retraite qui était détenteur de l'action,

(E) l'action est rachetée plus de cinq ans après le jour de son émission,

(F) le détenteur de l'action remplit toute autre condition prévue par règlement,

(vi) elle ne peut racheter d'action de catégorie « A » du seul fait que le particulier déterminé relativement à l'action a atteint 65 ans ou qu'elle soit avisée qu'il a quitté le marché du travail ou a cessé de résider au Canada, à moins que l'action ait été émise et soit en circulation depuis au moins deux ans,

(vii) elle ne peut enregistrer le transfert d'une action de catégorie « A », effectué par le particulier déterminé relativement à l'action, le conjoint de celui-ci ou une fiducie régie par quelque régime enregistré d'épargne-retraite ou fonds enregistré de revenu de retraite dont le particulier ou son conjoint est rentier, sauf si, selon le cas :

(A) aucune déclaration de renseignements n'a été délivrée conformément

- (i) having retired from the workforce,
- (ii) having attained 65 years of age, or
- (iii) having ceased to be a resident of Canada,

redeem the share until it has been issued and outstanding for at least 2 years,

(vii) the corporation shall not register a transfer by the original purchaser, or by a registered retirement savings plan under which the original purchaser or the original purchaser's spouse is the annuitant, of a Class A share in respect of which an information return has been issued pursuant to paragraph (6)(c), except where the transfer occurs more than five years after the day on which the share was issued, or where the corporation is notified in writing that the share is being transferred

(A) to be held as an investment of a registered retirement savings plan under which the original purchaser or the original purchaser's spouse is the annuitant,

(B) as a consequence of the death of the original purchaser,

(C) at a time when the original purchaser

(I) has retired from the workforce or has attained 65 years of age,

(II) has, after acquiring the share, become disabled and permanently unfit for work or become terminally ill, or

(III) has ceased to be a resident of Canada, or

(D) in accordance with such other conditions as may be prescribed,

(E) l'action est détenue à titre de placement dans un régime enregistré d'épargne-retraite dont le premier acheteur ou le conjoint de celui-ci n'est pas rentier, et la date de rachat survient le jour, ou après le jour, où le premier acheteur atteint, ou aurait atteint s'il n'était pas décédé, 65 ans,

(F) l'action est rachetée plus de cinq ans après le jour de son émission,

(G) le détenteur de l'action remplit toute autre condition prévue par règlement,

(vi) elle ne peut racheter l'action avant 2 ans suivant son émission et sa mise en circulation, en raison du fait que le premier acheteur de l'action visée au sous-alinéa (v) a quitté le marché du travail, a atteint 65 ans ou a cessé de résider au Canada,

(vii) elle ne peut enregistrer le transfert, effectué par le premier acheteur ou par le régime enregistré d'épargne-retraite dont le premier acheteur ou le conjoint de celui-ci est rentier, d'une action de catégorie « A » pour laquelle une déclaration de renseignements a été délivrée conformément à l'alinéa (6)c), sauf si l'action est transférée plus de cinq ans après le jour de son émission ou sauf si la corporation est avisée par écrit que l'action est transférée, selon le cas :

(A) pour être détenue à titre de placement dans un régime enregistré d'épargne-retraite dont le premier acheteur ou le conjoint de celui-ci est rentier,

(B) par suite du décès du premier acheteur,

(C) à un moment où le premier acheteur, selon le cas :

(I) a quitté le marché du travail ou a atteint 65 ans,

(II) est devenu, après avoir acquis l'action, invalide et définitivement incapable de travailler, ou un malade en phase terminale,

(III) a cessé de résider au Canada,

(D) conformément à toute autre condition prévue par règlement,

(A) no information return has been issued under paragraph (6)(c) in respect of the share,

(B) the transfer occurs more than 5 years after the day on which the share was issued, 5

(C) the transfer is to the specified individual, a spouse or former spouse of the specified individual or a trust governed by a registered retirement savings plan or registered retirement income fund under which the specified individual or the spouse or former spouse of the specified individual is the annuitant, 10 15

(D) the corporation is notified in writing that the transfer occurs as a consequence of the death of the specified individual or a spouse of the specified individual, 20

(E) the corporation is notified in writing that the transfer occurs after the specified individual dies, retires from the workforce or ceases to be resident in Canada, 25

(F) the specified individual attains 65 years of age,

(G) the corporation is notified in writing that the specified individual became disabled and permanently unfit for work or terminally ill after the share was issued and before the transfer, or 30

(H) such other conditions as may be prescribed are satisfied. 35

(5) Paragraph 204.81(6)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(a) the articles of the corporation do not comply with paragraph (1)(c); 40

(a.1) the corporation does not comply with any of the provisions of its articles of incorporation described in paragraph (1)(c);

(6) Subsections (1) and (5) apply after 1988.

à l'alinéa (6)c) relativement à l'action,

(B) l'action est transférée plus de cinq ans après le jour de son émission,

(C) l'action est transférée au particulier déterminé, à son conjoint ou ancien conjoint ou à une fiducie régie par quelque régime enregistré d'épargne-retraite ou fonds enregistré de revenu de retraite dont le particulier ou son conjoint ou ancien conjoint est rentier, 5 10

(D) la corporation est avisée par écrit que l'action est transférée par suite du décès du particulier déterminé ou de son conjoint, 15

(E) la corporation est avisée par écrit que l'action est transférée après le décès du particulier déterminé ou après qu'il a quitté le marché du travail ou a cessé de résider au Canada, 20

(F) le particulier déterminé a atteint 65 ans,

(G) la corporation est avisée par écrit que le particulier déterminé est devenu, entre l'émission de l'action eu son transfert, invalide et définitivement incapable de travailler, ou un malade en phase terminale, 25

(H) toute autre condition prévue par 30 règlement est remplie.

(5) L'alinéa 204.81(6)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) les statuts de la corporation ne sont pas conformes à l'alinéa (1)c); 35

a.1) la corporation ne se conforme pas à l'une des dispositions de ses statuts, visées à l'alinéa (1)c);

(6) Les paragraphes (1) et (5) s'appliquent après 1988. 40

(5) The relevant portion of subsection 204.81(6) at present reads as follows:

(6) The Minister may revoke the registration of a corporation for the purposes of this Part where

(a) the corporation has failed to comply with any of the provisions of its articles of incorporation described in paragraph (1)(c);

(5). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 204.81(6) :

(6) Le ministre peut retirer l'agrément d'une corporation pour l'application de la présente partie dans les cas suivants :

a) la corporation ne se conforme pas à l'une des dispositions de ses statuts, visées à l'alinéa (1)c);

(7) Subsections (2) to (4) apply after December 2, 1992, except that, where a corporation was registered under subsection 204.81(1) of the said Act before December 3, 1992, those subsections apply to the corporation on and after the earlier of

(a) the last day of the sixth month after the month in which this Act is assented to, and

(b) the first day after December 2, 1992 on which the articles of incorporation of the corporation are amended.

32. (1) Subsection 207.1(5) of the said Act is repealed.

(2) Subsection (1) applies to property held after October 31, 1985.

33. (1) Subsection 248(1) of the said Act is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"specified employee" of a person means an employee of the person who is a specified shareholder of the person or who does not deal at arm's length with the person;

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after December 2, 1992.

STATUTE REVISION

Definitions

34. (1) In this section,

"amending Act"
« loi modificative »

"amending Act" means an Act of Parliament that was assented to after November 1991 and on or before the day this Act is assented to;

"former Act"
« ancienne loi »

"former Act" means the *Income Tax Act*, chapter 148 of the Revised Statutes of Canada, 1952, as amended by section 1 of chapter 63 of the Statutes of Canada, 1970-71-72 and by Acts of Parliament assented to after 1971 and before December 1991;

"former Rules"
« anciennes Règles »

"former Rules" means the *Income Tax Application Rules, 1971*, Part III of chapter 63 of the Statutes of Canada, 1970-71-72, as amended by Acts of Parliament as-

(7) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent après le 2 décembre 1992. Toutefois, lorsqu'une corporation est agréée en vertu du paragraphe 204.81(1) de la même loi avant le 3 décembre 1992, ces paragraphes s'appliquent à compter du premier en date des jours suivants :

a) le dernier jour du sixième mois suivant le mois de la sanction de la présente loi;

b) le premier jour après le 2 décembre 1992 où les statuts de la corporation sont modifiés.

32. (1) Le paragraphe 207.1(5) de la même loi est abrogé.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux biens détenus après le 31 octobre 1985.

33. (1) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« employé désigné » est l'employé désigné d'une personne, l'employé de la personne qui est un actionnaire désigné de celle-ci ou qui a un lien de dépendance avec celle-ci;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition qui se terminent après le 2 décembre 1992.

RÉVISION DES LOIS

Définitions

34. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« ancienne loi » La *Loi de l'impôt sur le revenu*, chapitre 148 des Statuts révisés du Canada de 1952, dans sa version modifiée par l'article 1 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72 et par des lois fédérales sanctionnées après 1971 et avant décembre 1991.

« anciennes Règles » Les *Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu*, partie III du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72, dans leur version modifiée par des lois fédérales sanctionnées après 1971 et avant décembre 1991.

« anciennes Règles »
"former Rules"

"specified employee"
« employé désigné »

« employé désigné »
"specified employee"

Clause 32: Subsection 207.1(5) reads as follows:

(5) Where at the end of any month a trust governed by a registered retirement savings plan or registered retirement income fund holds a prescribed property, the trust shall, in respect of that month, pay a tax under this Part equal to 1% of the amount, if any, by which

(a) the aggregate of the fair market values, at the time of acquisition, of all prescribed properties held by the trust at the end of the month

exceeds

(b) 50% of the aggregate of the fair market values, at the time of acquisition, of all properties held by the trust at the end of the month.

Clause 33: New.

Article 32, (1). — Texte du paragraphe 207.1(5) :

(5) Une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite ou par un fonds enregistré de revenu de retraite qui détient, à la fin d'un mois quelconque, un bien prescrit, doit payer pour ce mois un impôt en vertu de la présente partie égal à 1 % de l'excédent éventuel

a) du total des justes valeurs marchandes, à la date de leur acquisition, de tous les biens prescrits que la fiducie détient à la fin du mois

sur

b) 50 % du total des justes valeurs marchandes, à la date de leur acquisition, de tous les biens que la fiducie détient à la fin du mois.

Article 33, (1). — Nouveau.

sented to after 1971 and before December 1991;

"new Act"
« nouvelle loi »

"new Act" means the *Income Tax Act*, chapter 1 of the 5th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985;

"new Rules"
« nouvelles
Règles »

"new Rules" means the *Income Tax Application Rules*, chapter 2 of the 5th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985.

Amendments to
corresponding
provisions

(2) For greater certainty and unless the context otherwise requires, on the coming into force of the 5th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985,

(a) every amendment to or in terms of the former Act or a provision of the former Act enacted by an amending Act shall be deemed to be an amendment to or in terms of the new Act or the corresponding provision of the new Act, as the case may be;

(b) every reference in an amending Act to a provision of, or an expression used in, the former Act shall be deemed to be a reference to the corresponding provision of, or corresponding expression used in, the new Act, as the case may be;

(c) every amendment to or in terms of the former Rules or a provision of the former Rules enacted by an amending Act shall be deemed to be an amendment to or in terms of the new Rules or the corresponding provision of the new Rules, as the case may be; and

(d) every reference in an amending Act to a provision of, or an expression used in, the former Rules shall be deemed to be a reference to the corresponding provision of, or corresponding expression used in, the new Rules, as the case may be.

« loi modificative » Loi fédérale sanctionnée après novembre 1991 et au plus tard le jour de la sanction de la présente loi.

« loi modifica-
tive »
"amending
Act"

« nouvelle loi » La *Loi de l'impôt sur le revenu*, chapitre 1 du 5^e supplément des Lois révisées du Canada (1985).

« nouvelle loi »
"new Act"

« nouvelles Règles » Les *Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu*, chapitre 2 du 5^e supplément des Lois révisées du Canada (1985).

« nouvelles
Règles »
"new Rules"

(2) Sauf exigences contraires du contexte, il est entendu que les Règles suivantes s'appliquent au moment de l'entrée en vigueur du 5^e supplément des Lois révisées du Canada (1985) :

Modification
des dispositions
correspondantes

a) toute modification de l'ancienne loi ou de l'une de ses dispositions édictées par une loi modificative équivaut à la modification de la nouvelle loi ou de la disposition correspondante de celle-ci;

b) toute mention dans une loi modificative d'une disposition de l'ancienne loi ou d'un terme de celle-ci équivaut à la mention de la disposition ou du terme correspondants de la nouvelle loi;

c) toute modification des anciennes Règles ou de l'une de leurs dispositions édictées par une loi modificative équivaut à la modification des nouvelles Règles ou de la disposition correspondante de celles-ci;

d) toute mention dans une loi modificative d'une disposition des anciennes Règles ou d'un terme de celles-ci équivaut à la mention de la disposition ou du terme correspondants des nouvelles Règles.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

6896 7



3 1761 11549789 3